



**HAL**  
open science

# Identités et territorialités dans le Nordeste brésilien : le cas du Rio Grande do Norte

Jean-Yves Martin

► **To cite this version:**

Jean-Yves Martin. Identités et territorialités dans le Nordeste brésilien : le cas du Rio Grande do Norte. Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 1998. Français. NNT: . tel-01063238

**HAL Id: tel-01063238**

**<https://theses.hal.science/tel-01063238>**

Submitted on 11 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

T-1515

Jean-Yves MARTIN

IDENTITÉS ET TERRITORIALITÉS  
DANS LE *NORDESTE* BRÉSILIEN :  
LE CAS DU *RIO GRANDE DO NORTE*



MSH-TOURS



D 355 004438 7

Diffusion  
**Septentrion**

PRESSES UNIVERSITAIRES

*Thèse à la carte*



T-1515



T-1515

UNIVERSITÉ BORDEAUX III - Michel De MONTAIGNE  
U.F.R. DE SCIENCES SOCIALES  
GÉOGRAPHIE

---

Année 1998

THÈSE

pour obtenir le grade de  
**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ BORDEAUX III**  
*Discipline : Géographie*  
présentée et soutenue publiquement  
par

**Jean-Yves MARTIN**

le 30 octobre 1998

*Titre :*

IDENTITÉS ET TERRITORIALITÉS  
DANS LE NORDESTE BRÉSILIEN :  
*Le cas du Rio Grande do Norte*

MSH - TOURS

10 NOV. 2006

Centre de Documentation

*Directeur de thèse :*

**Monsieur le Professeur Guy DI MÉO (Bordeaux III)**

---

**JURY**

**Madame Marie-Christine CHIVALLON** : Chargée de recherche au CNRS, TIDE-MSH d'Aquitaine

**Monsieur Pierre DECOUDRAS** : Professeur à l'Université Michel de Montaigne (Bordeaux III)

**Monsieur Guy DI MÉO** : Professeur à l'Université Michel de Montaigne (Bordeaux III)

**Monsieur Denis RETAILLÉ** : Professeur à l'Université de Rouen

**Madame Hélène RIVIERE D'ARC** : Directeur de recherche au CNRS, CREDAL - Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, Paris

### **Note du Diffuseur**

Cet ouvrage est la reproduction *en l'état* de l'exemplaire de soutenance. Les Presses Universitaires du Septentrion ne peuvent être tenues responsables des « coquilles » ou toutes autres imperfections typographiques contenues dans les pages ci-après.

En application de la loi du 1 Juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (20, rue des Grands Augustins - 75006 Paris)

© Jean-Yves MARTIN  
I.S.B.N. : 2-284-01626-X

### **PRESSES UNIVERSITAIRES DU SEPTENTRION**

Rue du Barreau BP 199 59654 Villeneuve d'Ascq Cédex France  
Tél : 03 20 41 66 80 Fax : 03 20 41 66 90

Web [http : //www.septentrion.com](http://www.septentrion.com)

*À M. Yves Jouet, qui m'a transmis, il y a bien longtemps, son goût  
pour l'étude et la connaissance du Brésil  
et au Professeur Alain Chauvet, qui m'a réconcilié avec  
la géographie en montrant  
qu'on pouvait s'essayer à la pratiquer autrement.*





## Remerciements

---

Au moment d'achever ce travail, j'exprime ici toute ma gratitude :

- aux personnels de l'**IBGE**, de l'**IDEC** ( et de l'**INCRA**, de l'**EMPROTURN** et de la **SABRAE** de Natal, pour leur amabilité toute brésilienne et leur empressement à comprendre et à satisfaire mes attentes.

- aux responsables des Mouvements de quartiers de la Zone sud de Natal qui ont bien voulu me rencontrer pour m'expliquer le sens de leur action associative. Je pense particulièrement à **Rosinaldo Viera** qui pratique avec tant de conviction et de savoir-faire le "journalisme communautaire".

- aux responsables du secrétariat *estadual* du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST-RN) à Natal, particulièrement à **Plínio Olderi de Carvalho**. Ils m'ont ouvert leurs archives et leurs dossiers sans aucune restriction.

- aux professeurs de l'Université Fédérale du *Rio Grande do Norte* qui ont bien voulu me recevoir et m'accueillir dans leurs divers départements, notamment **Amadja Henrique Borges**, **Maria do Livramento Clementino**, et **Aldenor Gomes da Silva**. Merci aussi à **Dulce Bentes** pour ses informations et ses envois sur la communauté de Mãe Luiza à laquelle elle se consacre tant.

- dans les milieux universitaires fédéraux brésiliens, à **Bertha K. Becker** pour avoir bien voulu répondre à mes interrogations épistolaires sur les évolutions de son approche des Mouvements Socio-spatiaux au Brésil. Mais ma reconnaissance va surtout à **Bernardo Mançano Fernandes**, spécialiste de géographie agraire et du Mouvement des Sans-terre. Ses réflexions, ses publications et ses lettres m'ont été particulièrement précieuses, notamment concernant les avancées actuelles de la géographie brésilienne. Je lui suis redevable également de son aide au sujet des travaux de la 10<sup>ème</sup> Rencontre de l'Association des Géographes Brésiliens (A.G.B.), à Recife (Juillet 1996), où nous avons eu le plaisir de pouvoir nous rencontrer.

- à mon Directeur de Recherche, le Professeur **Guy Di Méo**, pour son aide amicale et sa vigilance sans faille. Sans ses encouragements j'aurais eu sans doute beaucoup de mal à parvenir au terme de ce travail.

- à tous ceux dont je ne peux évidemment que souligner l'importance de leur aide sur place : **Jean-Michel** et **Vania**, **Antônio Costa Barros**, dit "**Tico**", ainsi que, surtout, **William** et **Dany** et leurs enfants, **Yohann** et **Kevin** - mes petits-fils - sans lesquels mes séjours au Brésil auraient été beaucoup moins faciles et agréables.

- à mon épouse, pour toute la patience dont elle a su - finalement - faire preuve, tout au long de ces quatre années.

J-Y Martin, 22 septembre 1998



## TABLE DES MATIERES

---

INTRODUCTION GENERALE .....	9
1 - Objet et contenu de la recherche .....	11
2 - Quelles étapes pour la démarche ? .....	29
PREMIERE PARTIE : THÉORISATION ET MÉTHODOLOGIE .....	33
Introduction .....	35
CHAPITRE 1 : PREMIÈRES APPROCHES DU TERRAIN .....	37
1 - Le Brésil .....	37
2 - Le <i>Nordeste</i> .....	40
3 - Le <i>Rio Grande do Norte</i> .....	44
CHAPITRE 2 - THÉORISATION .....	59
1 - De quel effort s'agit-il ? .....	59
2 - Le choix : formalisme ou dialectique ? .....	63
3 - Spatialité et dialectique socio-spatiale .....	65
4 - Du consensus aux conflits .....	68
Conclusion .....	70
CHAPITRE 3 : CONCEPTUALISATION .....	73
1 - Identité, identités .....	74
2 - De l'identité à la territorialité .....	75
3 - Une géographie de la territorialité .....	78
Conclusion : Opérationnalisation des concepts .....	90
CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE, ORIENTATIONS ET PRATIQUES .....	94
1 - Les orientations .....	94
2 - Les pratiques .....	95
Conclusion .....	100
Conclusion de la première partie .....	101
DEUXIEME PARTIE : IDENTITES, TERRITORIALITES ET MODALITES DU DISCOURS REGIONAL .....	103
Introduction .....	104
CHAPITRE 1 : LE DISCOURS DE L'IDEOLOGIE .....	107
A - Discours social et idéologie territoriale .....	107
B - Un exemple de discours idéologique : la <i>vulgate</i> nordestine .....	110
C - Une critique du discours nordestin de la <i>seca</i> .....	115
Conclusion .....	118



# INTRODUCTION GENERALE

« Puisque les hasards et nécessités de l'histoire sociale et individuelle nous ont fait géographes, prenons-en notre parti. Il est trop tard pour changer ! Notre parti ? Deux sont possibles, et également honorables. 1 - Faisons ce qui nous amuse, la géographie est un art... 2 - Faisons, sans souci d'étiquette disciplinaire, ce que nous pensons pouvoir servir à la cause, aux causes que nous défendons ».

B.KAYSER, *Hérodote*, n°1, 1976, p.64.

INTRODUCTION.....	9
<b>1 - OBJET ET CONTENU DE LA RECHERCHE .....</b>	<b>11</b>
<u>A - LE TERRAIN : L'ETAT NORDESTIN DU RIO GRANDE DO NORTE .....</u>	<u>11</u>
<u>B - LA THEMATIQUE : LA DIALECTIQUE DES IDENTITES ET DES TERRITORIALITES .....</u>	<u>17</u>
<u>C - LE DEBOUCHE : UNE GEOGRAPHIE DES MOUVEMENTS SOCIO-TERRITORIAUX .....</u>	<u>23</u>
<b>2 - QUELLES ETAPES POUR LA DEMARCHE ?.....</b>	<b>29</b>



## 1 - OBJET ET CONTENU DE LA RECHERCHE

Il s'agit d'examiner, dans le cas du Nordeste brésilien, à travers l'exemple particulier de l'Etat du Rio Grande do Norte, certains aspects sous lesquels s'y présente actuellement le rapport spatial, ce lien subtil, complexe et multidimensionnel, que toute société localisée entretient avec son espace géographique<sup>1</sup>. Il sera donc essentiellement question ici, pour reprendre la formulation de Guy Di Méo, de cette « manière dont l'individu vivant en société pratique l'espace au quotidien, se le représente, établit des relations tantôt rationnelles, tantôt affectives avec ses lieux de vie ». Mais, en envisageant le problème sous cet angle, « la question soulevée porte aussi sur le rôle que jouent de tels espaces, différemment parcourus, représentés et vécus, en matière d'auto-identification des groupes sociaux localisés »<sup>2</sup>.

Dans les limites territoriales estaduais<sup>3</sup> du Rio Grande do Norte, il ne s'agit donc pas ici d'une monographie régionale de type classique, à ambition encyclopédique. Conformément à notre problématisation, à partir de la thématique du lien spatial entre identités et territorialités, il est seulement question, d'une part, d'examiner de manière critique la façon dont ce problème est traditionnellement évoqué concernant cette région, et aussi de tenter d'établir dans quelles conditions nouvelles il s'y pose réellement aujourd'hui.

a - Le terrain : l'Etat nordestin du Rio Grande do Norte

Dans le cas du Nordeste se pose d'abord le problème des héritages socio-spatiaux et celui du rôle d'un riche patrimoine régional d'idéologies territoriales. On le mesure particulièrement à travers la répétition, à propos de la région, des thèmes concernant les fléaux de la pauvreté et de la *seca*<sup>4</sup>, ou celui de la tripartition naturelle *Mata/Agreste/Sertão*. Ces idéologies territoriales ont même fini par constituer une sorte de *vulgate* de la géographie nordestine dont la pertinence nous semble devoir cependant exiger aujourd'hui un réexamen critique.

<sup>1</sup> Voir à ce sujet : Guy DI MÉO (Dir.), 1996, « *Les territoires du quotidien* », L'Harmattan, Paris.

<sup>2</sup> G. DI MÉO, *ouv. cit.*, p. 51

<sup>3</sup> Selon une tradition bien établie chez les "*brésilianistes*" français, ce qualificatif désigne ce qui concerne l'un des Etats de la Fédération brésilienne.

<sup>4</sup> *seca* : sécheresse ( voir lexique en annexe ).



On sait ainsi que, concernant les rapports société-espace dans le **Nordeste** brésilien, les approches habituelles restent encore très fréquemment les suivantes. La région est volontiers associée d'abord à tout un cortège d'images liées à la pauvreté et au retard économique et social. La cause essentielle en serait le retour régulier et dévastateur de la sécheresse (*seca*). C'est également un degré croissant d'exposition aux effets de cette *seca* qui serait au principe de la différenciation intra-régionale traditionnelle selon la partition : *mata/agreste/sertão*. Quant au nordestin lui-même, son identité territoriale, toujours fortement associée à ce qui précède, reste encore - et en grande partie du fait de références littéraires et culturelles solidement ancrées - celle du paysan pauvre "*retirante*", fataliste et résigné, qui est inexorablement condamné à prendre, avec sa misérable et nombreuse famille, les durs chemins de l'exode vers la grande ville du littoral ou de la région Sudeste du pays<sup>1</sup>. Sa territorialité ne pourrait ainsi connaître qu'une unique mais irréversible mutation : confiné et toléré un temps, en tant que *moradore*, dans le monde clos de la grande propriété foncière (*fazenda*) - un monde pour une part protecteur, sous l'autorité du *coronel* paternaliste - il en serait ainsi finalement chassé par une rupture brutale et définitive, ne lui laissant rien d'autre que la nostalgie (*saudade*) inconsolable de sa région d'origine.

Cette vision traditionnelle du lien spatial nordestin et de son issue habituelle continue d'avoir aujourd'hui une grande influence. Elle ne correspond cependant plus vraiment à des réalités que nous aurons à examiner plus en détail. Or, une difficulté provient justement de ce que cette identité traditionnelle de la région reste malgré tout solidement prorogée à travers la pérennité d'un discours régionaliste qui porte toujours ces mythes territoriaux tenaces. Par exemple : celui d'une subdivision régionale *mata/agreste/sertão* à la fois déterministe et naturalisante ; celui, ensuite, de l'*açudagem* (irrigation) : censé apporter une réponse *ad hoc*, et de simple bon sens, aux conséquences de la sécheresse, il s'est surtout traduit par la mise en place, selon la formule à succès, d'une "*industrie de la seca*"<sup>2</sup>, c'est-à-dire de tout un dispositif de pratiques enrichissant finalement les plus riches et laissant les pauvres toujours aussi démunis. Celui, enfin, prolongeant le précédent, de l'aménagement régional (*Planejamento*), hérité des années de la modernisation sous l'autorité étatique fédérale, dite aussi pour le Nordeste "époque de la SUDENE"<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> L'archétype en est, sans aucun doute, le personnage de Fabiano dans le roman « *Vidas secas* » [ Vies sèches ] (1938) de Graciliano RAMOS (1882-1953); voir notre D.E.A. (1994) , p.39-45. Cf. également, « *Les chemins de la faim* », de Jorge AMADO.

<sup>2</sup> L'inventeur de cette formule, qui était promise à un très grand succès, est Jorge COELHO, avec le titre de son livre « *As secas do Nordeste e a Indústria das Secas* » [ Les sécheresses du Nordeste et l'Industrie des Sécheresses ], Vozes, 1985.

<sup>3</sup> SUDENE : *Superintendência pour le Développement du Nordeste*. Voir à ce sujet : F. de OLIVEIRA : « *Elegia para uma Re(li)gião : SUDENE, Nordeste. Planejamento et Conflito de Classes* » [ Elégie pour

Le bilan de cet aménagement régional volontariste s'avère finalement très mitigé. Et il a, au bout du compte, sombré avec le triomphe récent de l'orientation ultralibérale.

A travers le cas du Nordeste il est ainsi tout particulièrement possible de vérifier et de montrer combien « il est urgent, pour la géographie, de rendre ses savoirs socialement utiles ». Il semble bien se confirmer à quel point « la citadelle scolaire et même universitaire, dans laquelle elle est chez nous encore reparable, l'a protégée un temps des révisions déchirantes. C'est devenu une prison étouffante quand la répétition formelle a perdu tout contact avec la réalité. Le monde se transforme et le piège du dogmatisme risque fort de se refermer sur nous, lorsque des paysages et des milieux stéréotypés sont toujours à la base de l'apprentissage de la terre, lorsque des concepts usagés restent centraux dans des représentations dépassées »<sup>1</sup>. Mais si le cas du Nordeste brésilien peut permettre d'illustrer que le territoire est souvent le berceau de visions stéréotypées de l'espace, il n'en reste pas moins vrai que, malheureusement, la "géographie de la faim" y reste d'actualité, une géographie qui est d'abord celle de la pauvreté, du maintien et même de l'accentuation des disparités, des injustices, des exclusions et des ségrégations socio-spatiales.

Pourtant, une géographie actuelle du Nordeste se doit aussi d'être, selon nous, une géographie de la modernité. Tout simplement parce que dans le cadre d'une globalisation à la fois fédérale et internationale, le Nordeste brésilien lui-même n'échappe évidemment pas à ses effets. Précisons d'emblée que ce que nous entendons ici par modernité<sup>2</sup> n'est pas le simple "modernisme" culturel, historiquement daté des années trente, mais recouvre tout simplement le culte permanent et exclusif de tout ce qui est actuel, auquel tant de Brésiliens se montrent si sensibles, et qui sert de puissante justification à la mondialisation<sup>3</sup>. Le Brésil est donc un pays qui se laisse bien volontiers emporter par la Modernité, mais une modernité qui reste toujours brutalement excluante. Le Nordeste y demeure, plus que jamais, un laboratoire *in vivo* du creusement

---

une religion : SUDENE, Nordeste, aménagement et Conflit de Classes ], 1977. La région concernée est celle du Nordeste, et la religion en question est celle de l'aménagement régional (*planejamento*). Il s'agit donc, en fait, d'une approche critique de l'idéologie de l'aménagement concernant la région du Nordeste. Pour son auteur, cette « *élogie devrait être un requiem pour cette religion du planejamento neutre* » p.18.

<sup>1</sup> D.RETAILLÉ, 1997, « *Le monde du géographe* », Ouv. cité., p. 269. Pour Denis RETAILLÉ, une telle situation de la géographie tiendrait d'ailleurs essentiellement au fait que « *les réflexions sur sa nature sociale et politique ou sur les conditions et les limites de sa scientificité sont restées confinées à des cercles restreints. Pis encore, il a été admis que les débats qui s'y conduisaient ne pouvaient qu'être stériles et qu'il fallait attendre une stabilisation des savoirs et la fusion des chapelles, un nouveau classicisme, pour enfin enregistrer les résultats. Pendant ce temps, les poncifs ont toujours cours à l'école comme dans les médias ; les stéréotypes géographiques éculés servent de base aux réflexions les plus pointues sur le monde à venir, selon des discordances étonnantes et même incompréhensibles* ». Idem, p.12

<sup>2</sup> Cf. à ce sujet : J.CHESEAUX, 1983, « *De la modernité* », et 1989, « *Modernité-Monde* ».

# Carte 1 : Brésil, Nordeste et Rio Grande do Norte



J-Y M 98

et de l'accentuation des injustices socio-spatiales. Dans l'ensemble de la région les modernisations, rurale et urbaine, menées avec un succès mitigé par l'Etat fédéral, ont été suivies, au cours de la dernière décennie, par une beaucoup plus brutale "mise en Modernité" qui est essentiellement celle de la globalisation ultralibérale. Elle se traduit aujourd'hui par de nouvelles dynamiques spatiales et territoriales que nous aurons à examiner : métropolisation/hyper-polarisation, linéarisation-axialisation des dynamiques, fragmentation des espaces à toutes les échelles. Sous leurs effets combinés le maillage politico-administratif et géo-économique lui-même (*Municípios*, "Mésorégions" et "Microrégions" au sens de l'IBGE<sup>1</sup>) s'en trouve modifié.

La démarche consistera ainsi à faire le point sur la production actuelle de l'espace dans les limites territoriales du Rio Grande do Norte, en considérant qu'elle n'est ainsi pas seulement un héritage du passé historique, aussi glorieux soit-il, mais qu'elle reste toujours très active. Il faut s'interroger sur l'impact d'une ouverture fédérale et même, en partie, internationale plus grande : développement de l'extraction pétrolière (par la société nationale PETROBRÁS menacée de privatisation) et minérale (sel marin et xérite) et effets du "boom touristique" fédéral et international récent.

Les conséquences socio-spatiales de ces mutations dans la production de l'espace sont multiples et profondes. Sur une société qui opposait traditionnellement grands propriétaires fonciers planteurs ou éleveurs et masses paysannes pauvres, s'est surimposé, en une ou deux générations seulement et sans complètement faire disparaître la première, une société urbaine faisant, mis à part les pauvres marginalisés, une place prépondérante aux classes moyennes plus aisées : militaires, cadres et employés du secteur public, enseignants du supérieur (UFRN), ingénieurs et techniciens de la PETROBRÁS. Après qu'elles aient largement bénéficié d'un tel système et l'aient d'ailleurs politiquement soutenu durant les années 70 et 80, y compris à l'époque de la Dictature militaire (1964-1985), les effets actuels de la crise ultralibérale sur ces couches moyennes sont aujourd'hui plus déstabilisants.

A Natal, capitale estadual de taille moyenne, comparée à la métropole régionale de l'ensemble du Nordeste qu'est Recife, la production capitaliste de l'espace urbain, après l'impulsion initiale décisive de la Seconde Guerre mondiale, a connu de nombreux rebondissements depuis une cinquantaine d'années. Elle repose cependant, plus que jamais, sur une spéculation urbaine acharnée. Elle n'a été que très superficiellement et momentanément corrigée, notamment à travers le Plan Directeur (sa dernière mouture date de 1994), par un *Planejamento* urbain aux ambitions et aux effets de plus en plus limités face au triomphe actuel de la logique foncière

<sup>1</sup> Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.

et immobilière ultralibérale. Les différenciations et ségrégations socio-spatiales sont donc brutales : les quartiers pauvres et *favelas* caractérisent ainsi, même si c'est moins net qu'à Recife par exemple, l'espace urbain. Le contraste reste pourtant saisissant avec les lieux de modernité que sont les quartiers de verticalisation immobilière, à l'opulence ostentatoire, et les *shopping centers* au luxe extravagant dans un tel contexte de misère. Même si l'on se plaît volontiers à mettre en avant les avantages et qualités de la ville de Natal (insécurité moindre, "Cité du Soleil", patrimoine historique et potentiel touristique) les carences urbaines y sont cependant patentées : défauts d'assainissement et de collectage des ordures, mauvaise qualité et coût des transports collectifs, circulation automobile désordonnée et périlleuse, mauvais entretien du réseau routier, etc.

Dans les campagnes du *Rio Grande do Norte* les exclusions ne sont pas moins brutales et massives. Le maintien et même l'accentuation de structures foncières très inégalitaires entre *latifúndios* et *minifúndios*, y rendent les injustices socio-spatiales plus criantes encore. Les insuffisances manifestes de la Réforme agraire, sans cesse promise et annoncée, et sans cesse différée, contournée et/ou retardée, ont multiplié le nombre des Sans-Terre qui sont officiellement au moins 100.000 dans l'Etat. Dans ces conditions les nuances méso-régionales, qui méritent pourtant l'attention, paraissent néanmoins secondaires face à une immense et générale "faim de terre". Les populations rurales, lorsqu'elles ne sont pas chassées vers les villes, à tous les niveaux de la hiérarchie urbaine, sont massivement confinées dans des sortes de non-lieux toujours très précaires : *favelas* rurales des villes moyennes et bordures des routes fédérales. Ainsi « les Sans-terre, ce peuple du bord de presque tout » voit-il son espace se limiter en « une espèce de géographie perdue », à ce qui se trouve entre « les routes où passent ceux qui ont où aller, et les clôtures, derrière lesquelles se trouvent ceux qui ont où être »<sup>1</sup>.

Le choix brésilien et nordestin du terrain d'investigation n'a donc, on le voit bien, rien de fortuit. Au contraire. C'est dans un pays, et plus encore une région, à forte identité historique et culturelle, et où les inégalités et les injustices socio-spatiales sont les plus nettes, que les opportunités d'observer et d'analyser les tendances contemporaines en matière de rapport entre perte et recherche d'identités, d'une part, et dé/reterritorialisation, d'autre part, sont assurément les plus prometteuses.

On ne peut négliger également l'intérêt et l'apport précieux que représentent, sur tous ces sujets, les avancées actuelles de la géographie brésilienne elle-même. Le choix du

<sup>1</sup> « *O Canto da terra* » [ Le Chant de la Terre ], cité par B.FERNANDES, MST, 1996, p.53.

terrain d'investigation empirique, qui est celui du *Rio Grande do Norte* dans le Nordeste brésilien, n'est donc ainsi pas uniquement factuel. Il repose aussi sur le constat établi du grand intérêt des options et orientations scientifiques de la géographie brésilienne elle-même. Ce constat va d'ailleurs bien au-delà de la richesse des rapports qu'elle a toujours eu avec la géographie française et qui ne se démentent toujours pas aujourd'hui. Mais, là aussi, il convient d'aborder ce problème de manière nuancée. Car s'il est vrai qu'il fut bien un temps où les rapports en question ont pu sembler très univoques - la géographie française "pense" et la géographie brésilienne "applique", dans un strict schéma maître(s)/disciple(s) - la situation actuelle n'est, à l'évidence, plus du tout celle-ci. Non seulement la géographie brésilienne contemporaine est, ce qui est rien moins que naturel, mieux au fait des réalités brésiennes, mais il faut aussi bien admettre et reconnaître qu'elle est également en pointe concernant les réflexions théoriques et épistémologiques<sup>1</sup>. Peut-être faut-il lui (re)donner une plus juste place à cet égard.

Pour dépasser toute vision géographique un peu trop "globalitaire" de l'homme blanc du "premier monde" développé, sans doute convient-il ainsi - passant outre aux injonctions et interdits des "anti-tiersmondistes" - de se tourner, à nouveaux frais, vers le Nordeste brésilien. Il continue d'être un banc d'essai extrême pour toute approche géographique nouvelle. Il s'agit donc moins là de chercher à s'immiscer dans les rangs des géographes français "brésilianistes", que de choisir un terrain dont tout donne à penser a priori qu'il est pertinent et symptomatique, eu égard à la thématique et à la problématique retenues.

### b - La thématique : la dialectique des identités et des territorialités

La thématique adoptée pour cet examen sera, comme notre titre l'indique, celle des rapports qui s'établissent, au cœur du rapport spatial, entre **identités** d'une part et **territorialités** d'autre part. Il s'agit ainsi, à travers ce cas particulier, de s'interroger aussi bien sur « les chances de formation ou de recomposition des identités locales que sur leur dimension collective et la manière dont le lien spatial se construit ; bref sur la production permanente de la territorialité et des territoires, quelle que soit l'ampleur des contradictions sociales qui les caractérisent »<sup>2</sup>. Si une telle problématique est scientifiquement pertinente, elle

<sup>1</sup> Sur cette question, voir par exemple : *Geografia: conceitos e temas* [Géographie: concepts et thèmes], 1995, Org. I.E.de CASTRO, P.C.da COSTA GOMES, et R.LOBATO CORRÊA, Bertrand-Brasil, Rio de Janeiro; voir également les travaux de la 10ème Rencontre nationale des Géographes brésiliens, Association des Géographes Brésiliens, 14-19 juillet 1996, Université Fédérale du Pernambuco, dont le thème central était précisément : « *Espacialidade e Territorialidade* » [Spatialité et Territorialité].

<sup>2</sup> Guy DI MÉO, *ouv. cit.*, p.85.

devrait donc l'être non seulement pour les espaces et les peuples du "premier monde" <sup>1</sup> développé, mais également pour une région, le Nordeste, connue pour être l'une des plus pauvres dans un pays qui détient lui-même le record du monde en matière d'inégalités sociales <sup>2</sup>.

L'identité est tout ce qui fait qu'une chose ou un être sont bien ce qu'ils sont et tendent à le rester. Il y a ainsi d'innombrables types d'identités : individuelles et/ou collectives, nationales, régionales, sociales, historiques, culturelles, etc. On connaît bien les attributs les plus habituels de l'identité individuelle, ceux qui figurent sur la carte... d'identité : le nom et le prénom, les lieux de naissance et d'habitation, le sexe, la race, la taille et la morphologie, la nationalité, la profession. Ainsi, dans l'approche des identités collectives, il faut considérer de multiples "champs". Certains sont bien cernés, notamment ceux qui concernent les identités culturelles, sociales, historiques, politiques... Il n'en va pas tout à fait de même en ce qui concerne les identités territoriales. Le simple bon sens nous enseigne pourtant que « nous sommes toujours de "quelque part" et [que] chacun s'identifie à un territoire. Caractéristiques physiques, composantes culturelles, évolutions liées au temps [ sont ] autant d'éléments à prendre en compte pour s'approprier un territoire, pour s'y intégrer » <sup>3</sup>. C'est ainsi que le territoire reste bien le berceau des identités <sup>4</sup>. Pourtant, en ce qui concerne l'espace social, les analyses de la géographie ne sont pas encore très affirmées à ce sujet. Il s'agit cependant là pour elle de défricher son propre "champ" scientifique spécifique, qui est, selon nous, celui du socio-spatial.

Les territorialités sont autre chose que la situation dans un territoire national et/ou régional. Elles sont bien davantage que la seule référence aux lieux de naissance et/ou de résidence. Elles sont le résultat d'un ensemble de pratiques sociales, dans un espace ainsi produit et diversement approprié, en référence à l'appartenance aux différentes classes socio-spatiales.

Dans l'appropriation des territoires les pratiques sociales territorialisantes sont matérielles et/ou idéelles. On doit ainsi, très sommairement, distinguer :

- des pratiques physiques, individuelles et/ou collectives, de production matérielle de l'espace :

<sup>1</sup> C'est ainsi que s'expriment les Brésiliens eux-mêmes à propos des « pays développés ».

<sup>2</sup> C'est au moins vrai en ce qui concerne la répartition des revenus. Si l'on compare dans divers pays le nombre de fois que représentent les revenus du quintile supérieur par rapport à ceux du quintile inférieur, le Brésil arrive largement en tête avec 32,1 fois ( Chili : 17, Colombie : 15,5, Mexique : 13,6, Malaisie : 11,7; Etats-Unis : 8,9 et France : 7,3 ). Source : VEJA, revue brésilienne hebdomadaire, n° 31 du 2 août 1995, p.35.

<sup>3</sup> S.GENELOT, « Territoires à vivre », Questions d'éducation, Ed.Milan, 1998, p.13.

<sup>4</sup> Idem, p.16.

constructions, aménagements, déplacements et échanges, qui participent ainsi non seulement à la production sociale de l'espace, mais contribuent aussi à son appropriation matérielle.

- et des pratiques intellectuelles, le plus souvent "discursives" c'est-à-dire productrices et émettrices de discours, qu'ils soient à ambition scientifique (ex : les écoles géographiques académiques), à contenu idéologique (ex: les divers "territorialismes", c'est-à-dire les idéologies territoriales à différentes échelles : localisme, régionalisme, ethnicisme, nationalisme, européenisme, mondialisme, etc.), ou encore à visée aménagiste (au Brésil : le *planejamento*), à dimension culturelle et artistique (romans, chansons et films), ou qui concernent jusqu'aux domaines de l'imaginaire, du symbolique, du religieux et, parfois même, du mythique. C'est justement dans cette diversité et cette richesse des pratiques et des idéologies territoriales que s'enracine la multidimensionalité constitutive des territoires et des territorialités.

Notre projet est ainsi de poser, à travers l'analyse d'un exemple géographique particulier, celui du *Rio Grande do Norte* dans le Nordeste brésilien, le problème de la mutation contemporaine des rapports entre identités et territorialités dans ce "champ" multidimensionnel et contradictoire du socio-spatial. Car cette appropriation sociale des territoires constitue souvent un enjeu antagonique et, au moins potentiellement, conflictuel. Il met en présence et oppose toujours des dominants et des dominés, des classes socio-spatiales<sup>1</sup> "hégémoniques" et des classes socio-spatiales "subalternes"<sup>2</sup>.

Dans cette perspective, l'identité ne peut donc de toute évidence se limiter elle-même à la seule dimension subjective et individuelle d'un bien vague et consensuel "sentiment d'appartenance". Tout comme la territorialité ne saurait se ramener, quant à elle, à la seule addition des strictes pratiques routinières de l'espace de la vie quotidienne. La *praxis*<sup>3</sup> socio-spatiale permanente et différenciée selon les classes va, selon nous, beaucoup plus loin. Elle est, encore une fois, l'ensemble des pratiques matérielles ou idéelles

<sup>1</sup> Il va sans dire que j'utilise ici la notion de « classe socio-spatiale » dans un sens passablement différent de celui inauguré par son découvreur, Alain RAYNAUD (« Le concept de classe socio-spatiale », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n°38, 1979), mais surtout qui s'écarte de l'acception qui en a été donnée par la suite, et qui est devenue celle de simple objet spatial. Voir : *Dictionnaire critique des Mots de la Géographie*, R.BRUNET et R.FERRAS, 1992.

<sup>2</sup> Pour reprendre d'autres formules de A. GRAMSCI.

<sup>3</sup> Terme allemand, repris notamment par A.GRAMSCI et G.LUKACS, et qui désigne la pratique dans le vocabulaire de K.MARX, c'est-à-dire l'activité sociale humaine dont la base est l'activité de production matérielle, caractère fondamentalement actif du rapport des hommes avec le monde. « La conservation du terme de *praxis* dans les langues qui disposent d'un autre mot signifiant pratique connote en général une valorisation historiciste de la pratique sociale au détriment de l'objectivité naturelle » ( Cf. L.SÈVE, 1980, p.701)



(intellectuelles et culturelles) des classes socio-spatiales, visant non seulement à la production matérielle de l'espace social mais également à son appropriation, tant physique que symbolique, en un territoire qui devient, ainsi, bien autre chose qu'un espace abstrait.

On pourrait peut-être juger aujourd'hui inutile de chercher des réponses à de telles interrogations sur cette question des rapports entre identités et territorialités, en considérant, mais un peu vite selon nous, qu'elles seraient désormais sans objet. Une certaine "lecture des faits de territoire" annonce ainsi « le déclin des identités et la fin des territoires sous les forces de standardisation qui nivellent les différences jusqu'à l'éclatement des espaces de références et de cadre de vie, dont l'effet le plus senti est la mobilité des individus : contiguïté et proximité se dilatent dans un nouvel environnement technologique qui réduit à néant le critère de la distance. L'individu construit alors son propre espace de référence, s'identifie à des lieux qui ne correspondent plus à son quartier, à sa région, ni même à son pays. Il pratique plutôt des réseaux, des trajets se déplaçant dans des couloirs (autoroutiers, ferroviaires, aériens) d'un point à l'autre, reliant des lieux séparés par des trous ». Dès lors, « du moment que tombe la contrainte spatiale, le triomphe de l'individu vis-à-vis de la communauté territoriale semble total »<sup>1</sup>. A l'époque de la mondialisation cybernétique et économique, ce serait donc ainsi, affirme-t-on volontiers, la "fin des territoires"<sup>2</sup>, ainsi que, fatalement, le déclin de toutes les identités. Mais, avec la globalisation ce qui est surtout refusé à des masses de plus en plus nombreuses de population, c'est la reconnaissance, en deçà même de toute identité, des conditions les plus élémentaires indispensables à toute existence. C'est, par l'extension de véritables "agglomérats d'exclusion"<sup>3</sup>, l'intégration même à l'espace, le droit au lieu, celui à un territoire reconnu qui sont massivement niés. La grande question de cette fin de siècle pourrait même bien être, à l'échelle mondiale, si l'on en croit Paul Virilio, celle de la déterritorialisation de masse. Or, pour lui, elle sonnerait fatalement le glas de la géographie elle-même: « après la fin de l'histoire [...] la mondialisation annonce, en fait, la fin de la géographie ». L'annonce de cette « fin de la géographie »<sup>4</sup>, est surtout le résultat d'un certain nombre de malentendus et/ou de méconnaissances à propos de la géographie elle-même auxquels notre auteur ne semble pas échapper.

<sup>1</sup> G.SÉNÉCAL, 1992, « *Aspects de l'imaginaire spatial : identité ou fin des territoires ?* », *Annales de Géographie*, n°563, p.28-42.

<sup>2</sup> Cf. Bertrand BADIE, 1995, *La fin des territoires: essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard.

<sup>3</sup> Voir à ce sujet : R.HAESBAERT, 1995, « *Desterritorialização* » [ Déterritorialisation ] in : *Geografia : Conceitos e Temas* [ Géographie: Concepts et thèmes ], p.165-205.

<sup>4</sup> « *A défaut d'une fin de l'histoire, c'est donc bien à la fin de la géographie que nous assistons* », P.VIRILIO, *Un monde surexposé*, in : *Le Monde Diplomatique*, Août 1997, p.17.

Sous des formulations apparemment modernistes, il s'agit ici en fait d'un diagnostic simpliste qui part d'une vision mécanique des réalités et s'appuie sur une conception au fond, disons-le, très vieillie de la géographie. Elle n'arrive pas à dépasser la perception strictement "physique" du territoire. La géographie n'y est, de plus, rétrospectivement envisagée, *post-mortem*, que comme exclusivement préoccupée de la seule échelle nationale-étatique. Cette vision obsolète repose tout à la fois sur la place excessive du déterminisme naturaliste et sur une confusion générale des échelles territoriales, sans parler de l'ignorance manifeste des progrès récents de la géographie. C'est pour sortir de ce genre d'impasse qu'il semble urgent de contribuer à promouvoir une autre géographie. Pour qu'on ne puisse plus parler aussi légèrement de "fin de la géographie" du fait de la mondialisation, pas davantage qu'on continue d'évoquer la "fin de l'histoire" dix ans bientôt après la chute du Mur.

La "fin de la géographie" est généralement imputée à la dissolution des identités par l'extinction des territoires consécutive à la globalisation. Or, prétendre que la mondialisation en cours aurait d'ores et déjà provoqué la perte des identités par l'uniformisation des territorialités sur une planète globalisée n'est, par exemple, guère en accord avec le constat clairement établi selon lequel, à toutes les échelles, toutes les inégalités s'accroissent. Les "rugosités" de l'espace sont aujourd'hui bien moins naturelles que sociales, et la distance qu'il faut vaincre est désormais moins physique que socio-spatiale.

De quelle géographie peut-il donc s'agir ici ? Elle doit d'abord tenir compte de la distinction à opérer entre espace et territoire, même si « beaucoup de géographes continuent d'ignorer ou de vouloir ignorer la nécessité, plus épistémologique que méthodologique, de distinguer les notions d'espace, de territoire et de territorialité »<sup>1</sup>. Or, il est probable que ce refus persistant de distinguer l'espace du territoire procède « de la pseudo définition de la géographie dont l'espace serait l'objet »<sup>2</sup> et qui voudrait que la géographie soit la science qui étudie l'organisation de l'espace. Or, cette « définition devenue courante de la géographie comme science de l'organisation de l'espace risque de faire apparaître l'organisation comme le résultat d'un ordre préétabli alors que son organisation résulte d'un mouvement constant de transformation »<sup>3</sup>. A partir de là, « on voit bien que substituer territoire à espace n'est pas un acte neutre. Un espace peut être théorique, un territoire non », et « la démarche scientifique ne consiste pas à étudier un objet théorique, mais à théoriser à partir d'une réalité... Qu'est-ce

<sup>1</sup> C. RAFFESTIN, 1986, « Ecogénèse territoriale et territorialité », in : *Espace, Jeux et Enjeux*, p.176.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> J. SCHEIBLING, 1994, « *Qu'est-ce que la géographie ?* », p.77.

alors que la géographie ? Elle est l'étude de l'organisation et du fonctionnement du ou des territoires »<sup>1</sup>. La démarche induite par la définition ainsi proposée est donc fondée sur l'analyse de l'articulation entre le social et le spatial. Elle n'est pas totalement contradictoire ni avec celle de la géographie classique, ni avec celle de la dite "nouvelle géographie". Vouloir ainsi « articuler le social et le spatial consiste à comprendre comment une société met en forme un territoire et comment, en retour, le territoire constitué contribue à former la société »<sup>2</sup> dans un rapport de type dialectique.

Sa visée générale serait donc celle du décryptage du lien spatial entre société(s) et territoire(s), la quête de son sens et l'analyse de ses enjeux. La dialectique entre les identités et les territorialités nous semble ainsi une thématique pertinente et efficace pour cerner et rendre compte des mutations actuelles de ce rapport spatial. S'agissant d'identités et de territoires, dans les conditions d'aujourd'hui, comme le souligne encore Denis Retaillé, le géographe se doit évidemment de prendre en considération que partout désormais « l'appartenance à des réseaux croisés donne aux individus une identité beaucoup plus complexe que par le passé » et que « le territoire ou son image aseptisée (la région) n'est plus un objet géographique total. Les modes d'établissements humains, la relation entre l'identité et la fixation géographique, les nouvelles modalités de l'identité dans le contexte de mobilité élargie, le découplage des facettes de la vie des individus sont les champs actuels d'une réflexion sur le monde »<sup>3</sup>. Loin de tout déterminisme préconçu, cette relation identités/territorialités sera donc considérée, à l'instar de tous les rapports sociaux, comme une relation dialectique. En réalité, il faut admettre qu'il existe « tout un éventail de lectures possibles du rapport spatial : depuis l'ancrage individuel et social le plus fort jusqu'au plus ténue, depuis le sentiment d'appartenance le plus vif jusqu'au constat de son inexistance »<sup>4</sup>. La qualifier de dialectique signifie fondamentalement surtout que cette relation est envisagée d'emblée comme réciproque, interactive et évolutive. C'est d'ailleurs dans un tel esprit que les identités peuvent être considérées a priori comme territorialisées/territorialisantes, et les territorialités comme identitaires/identifiantes.

Les orientations théorico-méthodologiques d'une telle approche sont donc essentiellement celles d'une dialectique socio-spatiale fondée sur un matérialisme à la fois historique et géographique, selon le souhait exprimé par Edward Soja<sup>5</sup>. En

<sup>1</sup> Idem, p.144-145. Souligné dans le texte.

<sup>2</sup> Ibidem, p.148.

<sup>3</sup> D.RETAILLÉ, 1997, « *Le monde du géographe* », Presse de Sciences Po, p.225.

<sup>4</sup> G. DI MÉO (Dir.), 1996, « *Les territoires du quotidien* », ouv. cité, p.51.

<sup>5</sup> Cf. E.J.SOJA, 1989, « *Postmodern geographies* », Verso, Londres. Si nous adhérons à beaucoup des orientations tracées par SOJA, par contre nous sommes très réservés sur l'idée même de « post-modernisme »

rupture avec la logique formelle, poussée souvent jusqu'au formalisme par la géographie traditionnelle - et même aussi de certaines écoles de la "nouvelle" géographie - il doit être certainement conçu pour échapper à toute tentation d'un nouveau formalisme<sup>1</sup>.

Le projet n'est donc pas, même compte tenu de ses insuffisances patentées, d'amender le matérialisme historique et dialectique par de nouveaux ajouts, mais plutôt de participer à la tâche qui consiste à tenter de (re)donner toute leur place à des dimensions qu'il a trop négligées, non seulement la "dimension cachée", ou simplement oubliée, de l'espace, mais aussi, s'agissant ici plutôt de territoire, celles des idéologies et de la subjectivité, voire de l'affectivité<sup>2</sup>.

Les jeux seraient-ils faits ? Faudrait-il se résigner au triomphe de la globalisation déterritorialisante, et si massivement excluante ? Entre la catastrophe largement annoncée et l'émergence de quelques signes d'alternative, il faut chercher les moyens d'y voir plus clair. La géographie, en tant que science sociale et critique, a les moyens d'apporter sa contribution spécifique à une telle tâche.

### c - Le débouché : une géographie des Mouvements socio-territoriaux

Pourquoi une géographie partant des identités et des territorialités devrait-elle devenir ainsi celle des tensions et des conflits ? Certainement pas par une quelconque nostalgie

---

appliqué à la géographie. Anthony GIDDENS récusé lui-même ainsi cette idée de postmodernité. **Question :** Pourquoi récusiez-vous le terme de postmodernité qui est aujourd'hui utilisé pour définir notre société ?

**Réponse :** « L'idée de « postmodernité » de Jean-François Lyotard considère que nous sommes entrés dans une nouvelle époque du fait de la disparition des « grands récits » de la fin de la croyance au progrès, à un avenir meilleur, à la toute puissance de la science et de la raison. Or c'est une vision très partielle de notre époque [...] Pour ma part je crois que nous vivons une époque de « radicalisation » de la modernité. On assiste d'abord à l'extension de la globalisation du capitalisme à l'échelle de la planète. Ensuite, ce changement s'accompagne de l'émergence de l'économie de l'information et des bouleversements liés à l'essor de la science et de la technologie. Enfin, on assiste en cette fin de XXème siècle à la diffusion au moins par ces attraits, des idéaux de la démocratie sur presque toute la planète. Ces trois tendances restent encore, me semble-t-il, les forces majeures qui guident le changement des sociétés : ce sont les moteurs de la modernité. C'est pourquoi le terme de postmodernité ne me paraît pas approprié ». In *Sciences Humaines* n° 84, Juin 1998, p. 39.

<sup>1</sup> Au sujet de la tentation toujours actuelle du formalisme il faut souligner que : « l'amour immodéré de la forme au détriment des contenus a tiré l'évolution [ de la géographie ] dans la direction presque exclusive de l'espace. Laissant peu de place à la nature non spatiale des objets nommés et étudiés. En plus de l'espace, de ses formes et de ses règles qui ont été leur dernier progrès, les géographes doivent donc retrouver le lieu et le territoire, la détermination culturelle au sens large », D.RETAILLÉ, 1997, ouv. cité, p.76-77.

<sup>2</sup> Cependant, selon nous, face à la multidimensionalité de l'espace ainsi reconnu, la base théorico-méthodologique nécessaire à une telle tâche ne saurait pour autant consister en une simple combinaison des théories et des méthodes de l'humanisme phénoménologique, du structuralisme systémique et du matérialisme dialectique. Un tel arrangement éclectique ne peut être que générateur d'un relativisme dans lequel puisque toutes les explications semblent se valoir, plus aucune n'est alors pleinement recevable.

tiers-mondiste et/ou néo-humanitariste, ou par la recherche d'un paradigme "révolutionnaire" qui se serait malencontreusement perdu. Mais, tout simplement, parce qu'une approche et une méthode géographiques qui se veulent "dialectiques" se doivent d'observer et d'analyser non seulement les espaces traditionnels ou modernes de consensus et de conformisme, mais également les lieux contemporains de révélation des fractures et d'émergence des affrontements.

C'est, en particulier, le cas lorsque ces classes socio-spatiales se trouvent ouvertement engagées dans des conflits - en l'occurrence, dans les cas qui retiendront plus spécialement ici notre attention, le Mouvement des Sans-Terre dans le *Rio Grande do Norte* (MST-RN) et les Mouvements Sociaux Urbains (MSU) à Natal par exemple - qui font explicitement de l'espace, d'une manière ou d'une autre, un enjeu. Le militantisme localisé à l'échelle du lieu pourrait même jouer de la sorte un rôle clé dans toute nouvelle construction identitaire. Comme le souligne un sociologue : « la capacité d'un groupe à se doter d'une identité forte et valorisante - fut-elle imaginée - constitue une ressource de première importance pour que ses membres intériorisent une vision de leur potentiel d'action, [et] que le collectif s'affirme dans l'espace public »<sup>1</sup>. Il n'est donc pas absurde de rattacher ces constats à l'importance que Marx accordait en son temps au passage de la "classe en soi" à la "classe pour soi", à la prise de conscience collective d'une identité, d'un rôle historique possible<sup>2</sup>. On peut ainsi admettre que c'est dans ces conditions que « l'action protestataire constitue un terrain propice à ce travail identitaire »<sup>3</sup>.

Ce qu'il y a de nouveau dans le cas en examen du *Rio Grande do Norte*, c'est bien que les évolutions territoriales ne restent plus sans susciter des réactions. Les dynamiques socio-spatiales actuelles, dans la mesure où elles bouleversent, sans en corriger aucunement les effets sociaux différenciateurs, les logiques et disparités spatiales, font de la région du Nordeste non pas seulement l'espace d'exclusions massives, mais également l'espace, potentiel et réel, de multiples et nouveaux conflits et mouvements socio-spatiaux, ruraux aussi bien qu'urbains. La reterritorialisation, avec le "droit au lieu" comme partie intégrante d'une citoyenneté revendiquée, en est l'un des enjeux majeurs. Ils constituent ainsi non seulement des points de fixation d'une contestation de l'ordre spatial ségrégatif toujours en vigueur, mais également de possibles foyers de (re)territorialisation. Même minoritaires et encore isolés, ces Mouvements renouent ainsi, en la transformant, avec la tradition déjà ancienne de radicalité socio-spatiale du

<sup>1</sup> Voir E.NEVEU, 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, p.82.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> *Idem*, p.81.

Nordeste, qui reste ainsi, plus que jamais, mais d'une nouvelle manière, une "zone explosive".

Reste à savoir dans quelle mesure ils peuvent véritablement devenir les foyers d'une (ré)intégration socio-spatiale des exclus ? Si c'était bien le cas il deviendrait dès lors possible d'envisager d'autres perspectives que celle de l'aggravation fatale de l'exclusion territoriale de masse, ou celle du repli identitaire, à base de territorialisme régionaliste, à la fois passéiste, nostalgique et illusoire. Il s'agit de ces perspectives ouvertes par l'émergence et le développement de nouveaux mouvements socio-spatiaux, ruraux et urbains, qui sont susceptibles de générer de nouvelles identifications territoriales.

Même s'ils restent encore, à l'évidence, sociologiquement minoritaires, et si leur portée réelle se doit d'être parfois relativisée, on ne peut guère contester que les mouvements socio-territoriaux soient cependant porteurs d'un sens qui reste largement à décrypter<sup>1</sup>. Il peut l'être, selon nous, et pour une large part, dans le cadre d'une telle dialectique entre identités et territorialités. Porteuse d'une exigence et d'une visée citoyennes à propos de l'espace de vie, elle peut être considérée d'emblée comme le signe de l'émergence d'une nouvelle radicalité territorialisée<sup>2</sup>.

La question devient dès lors en grande partie celle-ci : pourquoi et comment le rapport spatial entre-t-il aujourd'hui plus clairement dans le champ du social, pour s'y constituer ainsi un "champ" spécifique, celui du socio-spatial ? Rappelons à cet égard que, précisément, pour Pierre Bourdieu, « un champ est un espace social structuré, un champ de forces - il y a des dominants et des dominés, il y a des rapports constants, permanents, d'inégalité qui s'exercent à l'intérieur de cet espace - qui est aussi un champ de luttes pour transformer ou conserver ce champ de forces »<sup>3</sup>. Ces luttes impliquent toujours des enjeux, des stratégies, des succès et des revers.

Si pendant longtemps la géographie science humaine trop "modeste"<sup>4</sup> s'est délibérément limitée à n'être que « la science des choses et non pas des hommes »<sup>5</sup>, l'objet scientifique particulier qui nous semble devoir s'imposer aujourd'hui comme étant de plus en plus le sien est bien celui du socio-spatial, dans toute la richesse de ses déterminations contradictoires. Il peut ainsi s'appréhender à travers la dialectique complexe et conflictuelle des identités et des territorialités qui est,

<sup>1</sup> J-Y MARTIN, 1997, « *A geografcidade dos movimentos socio-espaciais* » [La géographicit  des mouvements socio-spatiaux], *Caderno Prudentino de Geografia*, n 19/20, p.26-41, AGB-Presidente Prudente, S o Paulo.

<sup>2</sup> M.BENASAYAG et D.SCAVINO, 1997, « *Pour une nouvelle radicalité* », La Découverte.

<sup>3</sup> P.BOURDIEU, 1996, p.46.

<sup>4</sup> L.FEBVRE, 1922, « *La Terre et l'évolution humaine* », p.73.

<sup>5</sup> C.VALLAUX, 1922, « *Les sciences géographiques* ». Voir M.ESCOLAR, 1996, p.71-72.

selon nous, au cœur même du rapport spatial. Une telle thématique de la relation identités-territorialités n'a certes pas l'ambition d'épuiser toute la richesse des déterminations constitutives du lien spatial. Mais elle semble cependant convenir pour tenter de situer, dans le temps long historique, à notre époque de modernité globalisante, les mutations actuelles de ce rapport et le développement des conflits et mouvements localisés. C'est bien ainsi qu'aujourd'hui, « la conflictualité sociale prend toute une série d'autres formes, dont certaines, malgré ou à cause de leur instabilité institutionnelle, sont apparemment beaucoup plus significatives »<sup>1</sup>. Il apparaît d'ailleurs que ce qui les caractérise soit surtout « le rôle décisif qu'y jouent plus que jamais des rapports sociaux localisés, ou des formes locales du conflit social »<sup>2</sup>. Force est également de mesurer que « ce qui se joue plus profondément dans ces conflits, c'est l'affrontement de représentations territoriales fortes, c'est la remise en causes d'identités collectives forgées par l'espace et le temps »<sup>3</sup>. D'un point de vue plus méthodologique, il faut enfin remarquer « qu'il est difficile d'identifier de façon simple les unités sociales en question, car elles ne coïncident pas purement et simplement avec des unités nationales », ni d'ailleurs régionales, en fait, soulignerons-nous, avec aucune des subdivisions du maillage politico-administratif jusqu'alors établi. L'une des caractéristiques les plus remarquables de ces conflits sociaux localisés, c'est précisément de les remettre en cause en les traitant avec un certain mépris.

Au-delà de leur diversité, le critère commun de la capacité de succès des mouvements socio-spatiaux nous semble d'ailleurs ainsi se situer dans le niveau et la qualité de leur prise en considération explicite de la dimension territoriale spécifique à leur propre activité, surtout lorsqu'elle s'opère en dehors des cadres établis.

Une approche à la fois critique et dialectique des faits de territorialité dans l'Etat nordestin du *Rio Grande do Norte* pourrait ainsi nous conduire à la conclusion qu'aujourd'hui le dernier mot de la déterritorialisation et de la perte des identités socio-spatiales ne reviendrait pas nécessairement à la Modernité globalisante. Dans un apparent océan d'exclusion de masse émergent ainsi les îlots de la contestation d'un chaos spatial délibérément (dés)organisé. Ce sont ces lieux de résistance, identitaires et (re)territorialisants, qui offrent de nouveaux horizons à la citoyenneté, ainsi qu'à la géographie elle-même si elle veut bien se consacrer à cette forme

<sup>1</sup> E.BALIBAR et I.WALLERSTEIN, 1997 : « *Les identités ambiguës : Race, nation, classe...* », p.14 et 15.

<sup>2</sup> Idem p. 213. E.BALIBAR souligne aussi que dans « cette conflictualité sociale multiforme (...) l'omniprésence du conflit ne s'accompagne d'aucune hiérarchisation, d'aucune division visible de la société en "deux camps", d'aucune "dernière instance" déterminante de la conjoncture et de l'évolution, d'aucun autre vecteur de transformation que la résultante aléatoire des contraintes technologiques, des passions idéologiques et des intérêts d'Etat ».

<sup>3</sup> S.GENELOT, « *Territoires à vivre* », 1998, ouv. cité, p.48.

spécifique de "réinvention du local"<sup>1</sup>. Ainsi, peut-être sont-ils les signes avant-coureurs d'une reterritorialisation déjà amorcée, qui serait le point de départ d'un nouveau cycle historique de territorialisation porteur de nouvelles identités socio-spatiales pour le XXIème siècle.

Pour nous résumer, il s'agira donc d'examiner, dans le cas du *Rio Grande do Norte*, les mutations actuelles du lien territorial entre la société nordestine et son espace. Nous le ferons donc à travers la thématique des identités et des territorialités, dans un contexte d'inégalités et de tensions sociales fortement conflictuel. Avec cette étude il s'agit bien « d'une volonté affirmée de comprendre, au sens général, les lois et médiations qui régissent les rapports des individus et des sociétés aux espaces qu'ils produisent et qu'ils signifient », et sous certaines des apparences d'une géographie régionale « que d'aucuns pourraient juger surannée, c'est bien des fondements d'une géographie humaine, générale et moderne qu'il est question »<sup>2</sup>.

Notre hypothèse de travail est dès lors la suivante. La crise contemporaine du lien spatial, qui n'est plus seulement ségrégative mais devient fortement excluante, est bien une crise générale de (dé)territorialisation. Elle est la conséquence du triomphe d'une certaine forme de modernité globalisante et ultralibérale. Mais elle ne reste cependant plus sans provoquer des réactions. Loin de ne conduire qu'à la seule constitution d'immenses "agglomérats d'exclus", elle provoque désormais aussi l'émergence de nouveaux mouvements socio-spatiaux localisés. Ces mouvements, aussi bien urbains que ruraux, de recrutement et d'essence populaires, affirment plus ou moins nettement leurs objectifs de (re)territorialisation de leurs participants. Mais c'est précisément dans leur capacité à spatialiser consciemment leurs luttes et à territorialiser explicitement leurs actions que semble se trouver la clé de leur propre développement et de leur possible succès. A l'étape actuelle de leur développement - encore embryonnaire il est vrai - il convient donc d'examiner ces différents aspects de leur territorialisation à la fois théorique et pratique. Cette dimension spatiale des mouvements sociaux, jusqu'alors plutôt négligée, pourrait bien devenir ainsi le facteur décisif de leur réussite.

Pour les aborder nous envisageons donc, quant à nous, la pratique d'une géographie qui soit tout à la fois - mais sans éclectisme ni relativisme - critique, sociale, humaniste et dialectique. Certains diront sans doute "radicale". Nous préférons plutôt, en ce qui nous concerne, suggérer l'idée d'une géographie de la radicalité socio-territoriale.

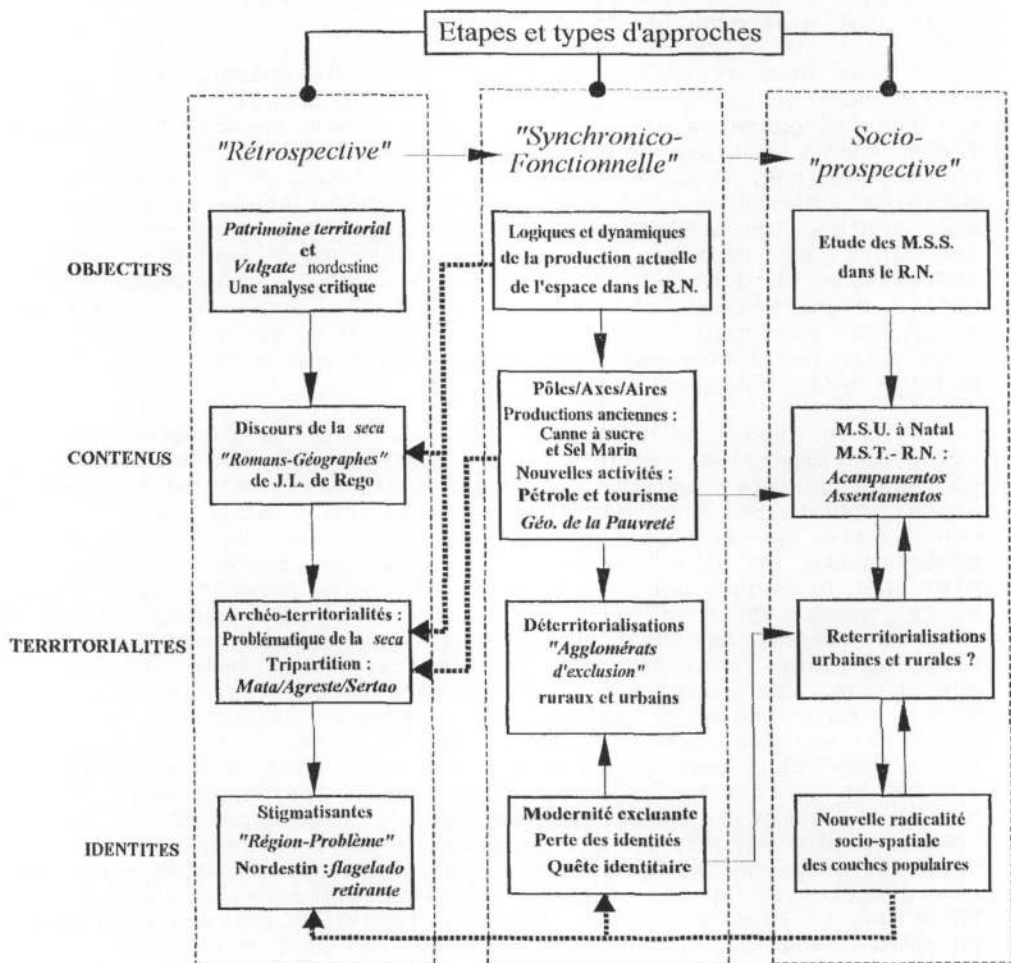
---

<sup>1</sup> P. VELTZ, 1995.

<sup>2</sup> G. DI MÉO (Dir.), 1996, « *Les territoires du quotidien* », ouv. cité, p. 13.



Tableau : Organisation et dynamique de la recherche, une vue d'ensemble.



Légende :

- Etape de la démarche
- ➔ Lien de causalité ou de dépendance
- ⬅..... Référence rétrospective critique ou de distanciation

R.N. = Rio Grande do Norte  
 M.S.S. = Mouvements Socio-Spatiaux  
 M.S.U. = Mouvements Socio-Urbains  
 M.S.T./R.N. = Mouvements des Sans-Terre du Rio Grande do Norte

## 2 - QUELLES ETAPES POUR LA DEMARCHE ?

Nous commencerons par une présentation des principales orientations théorico-méthodologiques de notre recherche. Cette présentation comportera d'abord des éléments de justification concernant le choix du terrain géographique de recherche, c'est-à-dire l'Etat nordestin du *Rio Grande do Norte*. Ensuite nous examinerons, à travers un essai de conceptualisation des notions, comment la thématique des rapports entre identités et territorialités peut constituer dans ce cas particulier une approche féconde du lien spatial comme, peut-être au-delà, des rapports entre toute société et son espace. Ce rapport dialectique est pour une large part l'expression de la conflictualité spatiale inhérente à toute société territorialisée, mais plus ou moins marquée selon les époques. Or aujourd'hui, l'accentuation des tensions consécutives aux effets socio-spatiaux de la globalisation financière d'essence ultralibérale multiplie, dans le Nordeste brésilien comme ailleurs mais peut-être plus qu'ailleurs, les réactions face aux ségrégations spatiales, aux exclusions sociales et aux déterritorialisations. Il s'agit ainsi, mais bien en tant que géographe, de « prendre la mesure des structures qui déterminent les conflits et les crises du moment actuel, donc la radicalité des alternatives qu'il fait surgir »<sup>1</sup>. Face aux identités ambiguës qui en découlent, y compris territoriales, en ce qui nous concerne, suivant en cela E. Balibar et I. Wallerstein, « nous ne croyons ni aux explications purement économiques (dont on a sans doute abusé hier), ni aux explications purement idéologiques (dont précisément les phénomènes identitaires provoquent aujourd'hui le retour en force, si ce n'est l'inflation) ». Pour autant, « la méthode miracle ne consiste pas dans la juxtaposition éclectique de points de vue opposés ». Et nous partirons essentiellement de l'idée qu'« il n'y a qu'une seule voie de connaissance, c'est l'étude de la singularité des situations historiques à partir de la spécificité de leurs contradictions et des contraintes que leur imposent les structures globales dont elles font partie »<sup>2</sup>. Dans le cas qui nous intéresse ici ce qui doit ainsi être envisagé c'est donc plutôt une approche à plusieurs dimensions et à diverses échelles, c'est-à-dire celle-là même qui est familière, du moins en principe, aux géographes.

Pour examiner ces effets nouveaux et symptomatiques de la modernité dans le Nordeste brésilien, il ne s'agit donc pas d'opérer, dans le self-service des approches géographiques possibles, un choix méthodologique arbitraire en faveur d'une géographie radicale, mais il s'agit plutôt d'envisager la

<sup>1</sup> E. BALIBAR et I. WALLERSTEIN : « Les identités ambiguës... », ouv. cité, Introd. p. II.

<sup>2</sup> Idem, Intro. p. III.

pratique d'une géographie qui soit surtout, par son objet même, celle de la radicalité. En clair, notre hypothèse en posant ce problème des rapports identités/territorialités aujourd'hui, que se soit au Brésil ou ailleurs, est qu'il n'est guère possible de faire complètement l'impasse sur l'émergence de nouveaux types de mouvements sociaux, qui cherchent plus explicitement et clairement mettre à l'ordre du jour de leur action leur rapport à l'espace, que ce soit dans la formulation de leurs objectifs, ou dans la définition de leurs stratégies et dans le déploiement de leurs pratiques. Nous aurons donc à préciser dans quel cadre théorique et méthodologique peut s'envisager une telle "géographisation" de ces mouvements sociaux-spatiaux émergents qui sont à la fois territorialisés et ambitionnent d'être (re)territorialisants.

Une telle approche ne peut pas non plus faire l'économie d'un regard rétrospectif et critique sur la manière dont le rapport spatial de la société nordestine a été et est largement encore pensé et exprimé. Nous consacrerons donc une seconde partie à l'examen du problème des idéologies territoriales nordestines. Car il existe bien tout un patrimoine historique et culturel, lui même depuis longtemps fortement identitaire, qui rassemble à propos de la région tout un éventail de valeurs, d'idées, d'utopies, voire de mythes, qui participent intégralement à la définition et à la pérennisation du rapport spatial régional. Or, ce patrimoine nous semble devoir faire impérativement aujourd'hui l'objet d'un réexamen critique : essentiellement parce que sa force de suggestion et sa position encore assurée de *vulgate* référentielle le rendent incontournable dans toute approche socio-spatiale, mais surtout parce que son statut bien établi d'idéologie territoriale quasi-officielle appelle à la fois de notre part l'évaluation de son degré de validité actuelle, ainsi que la levée de l'obstacle qu'il est toujours en mesure de constituer à toute tentative d'approche alternative. Un tel détour historico-idéologique semble donc indispensable, même s'il présente l'inconvénient de retarder une approche et une présentation plus contemporaines du terrain. Mais le lecteur pressé d'y parvenir peut, sans inconvénient, passer d'abord cette partie et n'y revenir qu'après.

C'est donc seulement à l'issue de ce réexamen critique du patrimoine des principales idéologies territoriales qu'il deviendra logiquement possible d'aborder, dans la troisième partie, une présentation des dynamiques et des logiques spatiales actuellement à l'œuvre dans les limites territoriales de l'Etat nordestin du *Rio Grande do Norte*. Pour mieux marquer la distance par rapport aux paradigmes qui sont à la base du patrimoine territorial examiné dans la partie précédente, il est peu envisageable de conduire cette présentation dans les cadres traditionnels d'un "plan à tiroirs". Cette approche géographique du terrain se fixera plutôt les objectifs suivants: une présentation des points forts des évolutions actuelles de la production et de l'organisation de l'espace

dans les limites territoriales retenues; un essai de "géographie de la pauvreté" dans ces limites, puisque le maintien voire l'accentuation de la misère de masse reste malheureusement bien la caractéristique la plus marquante de l'espace en question. Enfin nous aborderons quelques unes des formes les plus remarquables de la déterritorialisation contemporaine, qui sont aussi à l'origine de la mise en cause parfois brutale des identités socio-spatiales prétendument les mieux établies.

La toile de fond ainsi posée, il deviendra dès lors possible d'aborder, dans la quatrième et dernière partie, la question du développement actuel des mouvements sociaux dont les objectifs, les stratégies et les pratiques ont une dimension territoriale affirmée. Comment s'opère la spatialisation de leurs actions, et qu'en est-il de la territorialisation de leurs luttes ? Dans quelle mesure proposent-ils les éléments d'une réponse adaptée aux effets dévastateurs de la déterritorialisation contemporaine ? Sont-ils capables de promouvoir des formes renouvelées du lien spatial ? Dans le développement même de leur action à visée (re)territorialisante, sont-ils d'ores et déjà en mesure de contribuer à l'émergence de nouvelles identités socio-spatiales et à quelles conditions ? Après une présentation de la problématique générale de la question de ces Mouvements socio-territoriaux au Brésil, il s'agira d'examiner particulièrement, dans le cas du *Rio Grande do Norte*, les caractéristiques et les conséquences, d'une part, du développement des Mouvements Sociaux Urbains (MSU) à Natal depuis les années 80 et, d'autre part, de l'activité du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-terre (MST) dans le *Rio Grande do Norte*, au cours de la première moitié des années 90.

Alors il sera temps de tirer quelques conclusions. Elles ne s'arrêteront donc pas seulement aux difficultés évidentes qu'il y a aujourd'hui pour une société à maintenir ou (re)construire de nouveaux liens avec son espace. Mais elles souligneront également les chemins nouveaux, plus résolus et radicaux, que commence à emprunter désormais la quête des identités territoriales à travers le développement des mouvements socio-spatiaux territorialisés.

---

Tableau 1 : Organisation et logiques de la recherche  
Une vue d'ensemble

	Première Partie	Deuxième Partie	Troisième Partie	Quatrième partie
<b>Etapas et types d'approches</b>	<b>Théorico-Méthodologique</b>	<b>"Rétrospective"</b>	<b>"Synchronico-Fonctionnelle"</b>	<b>Socio-"prospective"</b>
<b>Objectifs et orientations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Choix théoriques</li> <li>• <b>Logique dialectique/</b> logique formelle (H.Lefebvre).</li> <li>• <b>Une géographie de la territorialité</b></li> <li>• Le choix des couches populaires (E.Soja, M.Escobar).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Examen du <b>"Patrimoine territorial"</b> (G.Di Méo) culturel et historique et des pratiques discursives.</li> <li>• Critique de la vulgate régionale nordestine : idéologies, mythes et utopies territoriales.</li> </ul>	<p>Analyse des logiques et des dynamiques de la production contemporaine de l'espace dans le <b>Rio Grande do Norte</b>.</p>	<p>Analyse du développement de Mouvements Socio-Spatiaux (MSS) dans le <b>Rio Grande do Norte</b> au cours de la première moitié des années 1990.</p>
<b>Contenus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Théorisation</li> <li>• Conceptualisation</li> <li>• Orientations méthodologiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Critique du discours de la seca.</li> <li>• Analyse des "Romans-géographes" de J.Lins do Rego.</li> <li>• L'apport critique de la nouvelle géographie brésilienne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le <b>combinatoire</b> spécifique des pôles des axes et des aires.</li> <li>• Une <b>géographie de la pauvreté</b> dans le <b>Rio Grande do Norte</b>.</li> <li>• Les activités productrices d'espaces, anciennes ( <b>canne à sucre, sel marin</b>) et nouvelles (<b>pétrole et tourisme</b>)...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Problématisation d'ensemble des MSS (Mouvements Socio-Spatiaux).</li> <li>• Contexte et caractéristiques des MSU (Mouvements Socio-Urbains) à Natal.</li> <li>• Analyse de l'action du MST-RN (Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre). Géographie des Acampamentos et Assentamentos dans le <b>Rio Grande do Norte</b>.</li> </ul>
<b>Problématique des Identités et Territorialités</b>	<p><b>Analyse et Définitions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Identités</b> configuration singulière d'une entité sociale avec l'espace (J.Lévy)</li> <li>• <b>Territorialités</b> appropriation sociale multidimensionnelle de l'espace par des pratiques (matérielles et idéelles)</li> </ul>	<p><b>1-ARCHÉO-TERRITORIALITÉS</b></p> <p>Identités stigmatisantes : "région-problème" et nordestins <i>flagelados</i>, fatalistes et résignés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Territorialités déterministes</b></li> <li>• problématique de la <i>seca</i></li> <li>• tripartition <b>mata/agreste/sertão</b></li> </ul>	<p><b>2-DÉTERRITORIALISATION</b></p> <p>Les identités sous-régionales et les (dé)territorialisations massives dues aux activités localisées et leurs conséquences : mise en cause des identités, "agglomérats d'exclusion" (R.Haesbaert) et nouvelle quête identitaire. <b>Identités et territorialités</b> du tourisme norte-riograndense.</p>	<p><b>3-RETTERRITORIALISATION(S) ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés, perspectives et limites de l'émergence embryonnaire de <b>nouvelles territorialités</b> populaires dans le <b>Rio Grande do Norte</b>.</li> <li>• Naissance et développement d'<b>identités</b> territoriales populaires caractérisées par une <b>nouvelle radicalité</b> socio-spatiale, revendicative et militante.</li> </ul>

# PREMIERE PARTIE : THÉORISATION ET MÉTHODOLOGIE

PREMIERE PARTIE : THÉORISATION ET MÉTHODOLOGIE .....	33
INTRODUCTION .....	35
CHAPITRE 1 : PREMIÈRES APPROCHES DU TERRAIN .....	37
1 - LE BRÉSIL .....	37
2 - LE NORDESTE .....	40
3 - LE RIO GRANDE DO NORTE .....	44
CHAPITRE 2 - THÉORISATION .....	60
1 - DE QUEL EFFORT S'AGIT-IL ? .....	60
2 - LE CHOIX : FORMALISME OU DIALECTIQUE ? .....	64
3 - SPATIALITE ET DIALECTIQUE SOCIO-SPATIALE .....	66
4 - DU CONSENSUS AUX CONFLITS .....	69
CONCLUSION .....	71
CHAPITRE 3 : CONCEPTUALISATION .....	74
1 - IDENTITE, IDENTITES .....	75
2 - DE L'IDENTITE A LA TERRITORIALITE .....	76
3 - UNE GEOGRAPHIE DE LA TERRITORIALITE .....	79
CONCLUSION : OPERATIONALISATION DES CONCEPTS .....	91
CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE, ORIENTATIONS ET PRATIQUES .....	95
1 - LES ORIENTATIONS .....	95
2 - LES PRATIQUES .....	96
CONCLUSION .....	101
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE .....	102



## Introduction

Définir les orientations théorico-méthodologiques de notre recherche n'est certes pas une simple formalité. Y satisfaire procède d'un refus de l'empirisme que la géographie a si souvent pratiqué, voire même revendiqué. Sans négliger non plus que formuler ainsi dès le départ, et selon une tradition bien établie, un certain nombre de considérations théoriques et méthodologiques, ne signifie pas pour autant l'acceptation délibérée d'une liaison univoque et unilatérale qui irait, suivant en cela l'ordre de présentation, de la théorie à la pratique. Le rapport entre théorie et pratique est lui-même dialectique, et l'une renvoie nécessairement sans cesse à l'autre dans une interaction sans fin. Mais à un moment donné, qui est précisément celui où nous en sommes, celui de l'exposition, il faut bien se résigner à mettre l'une devant l'autre, ce qui ne signifie cependant pas l'une avant l'autre.

Dans cet esprit, il s'agira donc dans cette première partie d'une séquence en quatre étapes. Elle nous conduira à procéder successivement à :

1 - Une première approche-problématisation du terrain (le Brésil, le Nordeste et le Rio Grande do Norte) et de ses spécificités dans le double objectif de justifier le choix du domaine d'investigation et de montrer son intérêt par rapport au questionnement de notre sujet. D'où il ressortira que loin de rester seulement le berceau et le conservatoire d'une "nordestinité" si chère au cœur des brésiliens, la région est également, à notre époque de mondialisation, le cadre de dynamiques spatiales et de logiques territoriales modernes. Son approche géographique ne saurait donc être seulement passiviste, dans une optique trop étroitement rétrospective, mais se devra d'être contemporaine, voire même, sous certains aspects, capable d'envisager les perspectives.

2 - Un essai de théorisation de nature plus fondamentalement épistémologique. Il s'agira de l'affirmation, la plus explicite possible, des choix et orientations théoriques qui nous ont guidé et inspiré dans notre recherche. Partant d'un rejet du formalisme de la géographie traditionnelle, cet essai se référera donc plus particulièrement à la logique dialectique. Par notre reconnaissance de la nécessité affirmée, entre autres, par E. Soja, du recours aux concepts d'un matérialisme qui soit à la fois historique et géographique, on pourrait être tenté de ranger notre travail dans la géographie dite "radicale". Quant à nous, qui souhaitons plutôt nous inscrire dans une démarche que nous envisageons à la fois comme critique et dialectique.

3 - Une conceptualisation des notions utilisées dont certaines sont essentielles à notre sujet, comme celles d'identité et de territorialité, et d'autres seulement associées ou plus largement englobantes (modernité, globalisation, conflictualité). Il s'agira d'un effort de définition et d'articulation des notions impliquées dans la détermination du lien spatial régional. Pour cela, il nous faudra tenter de faire la démonstration, après avoir écarté l'objection selon laquelle la mondialisation signifierait la



"fin des territoires", que pour analyser la floraison de mouvements sociaux territorialisés, populaires et protestataires, c'est bien le développement d'une géographie à la fois humaniste, sociale et radicale qui s'impose.

4 - Il s'agira enfin, pour terminer, d'un retour d'ordre plus particulièrement méthodologique vers le terrain lui-même, sous la forme de quelques considérations à propos des orientations et des pratiques retenues et utilisées dans la recherche, en soulignant qu'elles sont finalement moins le fruit d'un idéal initialement posé et intégralement réalisé, que le résultat d'un compromis pragmatique plus réaliste et adapté aux conditions mêmes de l'investigation du terrain.

Malgré cet effort initial d'explicitation, il restera bien évident que ni les orientations théoriques, ni la méthodologie ne sauraient être complètement séparées de l'usage qu'on saura effectivement en faire par la suite. Plus qu'à travers cet exposé liminaire il va de soi que c'est donc seulement au terme de cette recherche qu'on pourra mieux juger de leur pertinence et de leur efficacité.

## Chapitre 1 : PREMIÈRES APPROCHES DU TERRAIN

« Le Brésil est un laboratoire. L'Occident y est à bout. Au bout de lui-même : sa frontière, son avancée ultime. Sa limite se révèle alors intérieure à lui-même, indépassable : c'est sa richesse qui crée la pauvreté, non pas ailleurs, mais chez lui. Sa victoire est chaos. Là-bas le monde meurt, où renaît autrement »<sup>1</sup>.

Paul BLANQUART

Il s'agit d'abord de justifier le choix du terrain de recherche : pourquoi ces choix du Brésil, du *Nordeste* et du *Rio Grande do Norte* ? Cette question en appelle, en réalité, bien d'autres. Dans un pays, le Brésil, qui détient, selon certains critères, le record du monde des inégalités sociales, le *Nordeste* reste-t-il seulement une région à forte identité historique et culturelle, tournée vers son passé ? Pourquoi le *Rio Grande do Norte* est-il lui-même un Etat négligé par la recherche géographique, aussi bien brésilienne que française, alors qu'il présente pourtant toutes les caractéristiques qui en font une sorte de microcosme du *Nordeste* tout entier ?

Mais, au-delà de cette justification du choix du terrain de recherche, il nous faut également donner d'emblée quelques éclaircissements sur la nécessité du réexamen critique de la caractérisation géographique la plus courante de la région, qui, sans cela, pourrait bien faire, au moins en partie, obstacle à l'approche nouvelle, en termes d'identités et de territorialités, que nous voulons tenter ici.

### 1 - Le Brésil

Le Brésil est un "pays-continent", puissance régionale émergente certes, mais toujours en attente pour une large majorité de Brésiliens, au-delà de la croissance, d'un développement moins inégal, socialement et régionalement<sup>2</sup>. Manuel Correia de Andrade, géographe brésilien mondialement connu, décrit ainsi, en 1993, sans aucune complaisance, ce qu'il considère comme les "caractéristiques de la crise brésilienne" :

« Le Brésil, bien qu'étant l'un des pays de grande extension territoriale, avec une population assez nombreuse et avec des ressources naturelles les plus abondantes et diversifiées, se présente comme un pays pauvre, avec la plus grande dette externe du monde, avec une population aux niveaux de revenus faibles et mal distribués, avec des conditions de santé les plus précaires et avec des différences régionales accentuées. D'où nous arrivons à une situation critique dans laquelle les classes dominantes tirent profit d'une exploitation sans

<sup>1</sup> P.BLANQUART, 1982, in : *Brésil, Autrement*, P. 253.

<sup>2</sup> H.THÉRY et B.BRET, 1996, *Le Brésil, de la croissance au développement ?*, Documentation Photographique, N°7036, Documentation Française; H.THÉRY, 1995, *Le Brésil*, 3ème Edition revue et complétée, Masson; H.THÉRY, 1995, *Pouvoir et territoire au Brésil*, Editions de la MSH, Paris; B.K.BECKER et A.G.CLAUDIO, 1993, *Brasil: Uma nova Potência Regional na Economia-Mundo* [Brésil: une nouvelle puissance régionale dans l'Économie-Monde, Bertrand-Brasil, Rio de Janeiro. M.DROULERS (Coord.), 1990, *Le Brésil à l'aube du troisième millénaire*, IIEAL, Collection Travaux et Mémoires de l'IIEAL n°49, Série Essais n°6.

frein des classes moins favorisées et collaborent à l'exploitation faite par les groupes transnationaux »<sup>1</sup>.

Ces appréciations, qui sont naturellement les siennes, venant d'une personnalité incontestable et autorisée, témoignent donc éloquemment de la gravité de la situation du pays, en même temps qu'elles traduisent les orientations "radicales" du géographe qui les exprime.

Milton Santos, reconnu comme étant l'initiateur et le pilier de l'école géographique "critique-radical" dans son pays, évoque à son tour ainsi, dans son livre "l'espace du citoyen", les origines et les conséquences de cette évolution socio-spatiale particulière au Brésil, pour en souligner tous les effets négatifs, y compris du point de vue de la citoyenneté.

« Dans aucun autre pays, dit-il, n'ont été ainsi contemporains et concomitants des processus comme la déruralisation, les migrations déracinantes brutales, l'urbanisation galopante et concentrée, l'expansion de la consommation de masse, la croissance économique délirante, la concentration des médias écrits, parlés et télévisés, la dégradation des écoles, l'installation d'un régime répressif avec la suppression des droits élémentaires des individus, la substitution rapide et brutale, le triomphe, encore que superficiel, d'une philosophie de vie qui privilégie les moyens matériels et se désintéresse des finalités de l'existence et intronise l'égoïsme comme loi suprême, parce qu'il est l'instrument de la recherche de l'ascension sociale. En lieu et place du citoyen s'est formé un consommateur, qui a accepté d'être appelé usager »<sup>2</sup>.

Pour expliquer cette situation Milton Santos estime qu'au Brésil comme ailleurs, la période actuelle est celle "de la production de l'espace productif" au cours de laquelle se constitue, sur des territoires de plus en plus vastes, ce qu'il appelle "le milieu technico-scientifique", c'est-à-dire, précise-t-il, « le moment historique au cours duquel la construction ou la reconstruction de l'espace se fait avec un contenu croissant de science et de technique »<sup>3</sup>. Ce qui importe ici c'est qu'un tel modèle économique et spatial provoque une « distorsion de la production », avec une production extravertie, au plan fédéral comme au plan régional, ainsi qu'également, une « distorsion de la consommation », marquée par une « consommation ostentatoire qui s'adresse à moins d'un tiers de la population, aux dépens de la consommation de biens essentiels qui font défaut à la majorité de la population ». Il s'agit là « d'une dimension essentielle pour comprendre la coexistence d'un Brésil riche aux côtés d'un Brésil pauvre »<sup>4</sup>. Il faut donc admettre que le Brésil est ainsi un pays où coexistent pour certains les conditions de vie d'un pays développé, alors que d'autres vivent dans les conditions de sous-développement les plus marquées<sup>5</sup>, sans oublier non plus qu'il s'y trouve des pauvres dans

<sup>1</sup> M.C. de ANDRADE, 1993, *Caminhos e descaminhos da Geografia*, [Chemins et détours de la géographie], p.26. On remarquera qu'une telle présentation suffit pour classer ce géographe dans le courant radical-critique de la géographie brésilienne. Nous y reviendrons et nous verrons combien M.C. de Andrade transcende, en fait, les limites des divers courants de cette géographie.

<sup>2</sup> M.SANTOS, 1987, *O espaço do cidadão* [L'espace du citoyen], p.12-13.

<sup>3</sup> M.SANTOS, 1992, « *Modernité, Milieu technico-scientifique et urbanisation au Brésil* », *Annales de Géographie*, n°564, p.133. Voir également, M.SANTOS, 1988, « Réflexions sur le rôle de la géographie dans la période technico-scientifique », *Cahiers de géographie du Québec*, n°87, p.313-319.

<sup>4</sup> M.SANTOS, 1992, « *Modernité, Milieu technico-scientifique et urbanisation au Brésil* », art. cité, p.134.

<sup>5</sup> M.C. de ANDRADE, 1997, « *Le Nordeste brésilien* », *Les Cahiers d'Outre-mer*, n°193, p.13. Il rappelle ainsi que « l'économiste Edmar Bacha a proposé de stigmatiser cette opposition en appelant le Brésil "Belindia", car on y trouve, juxtaposées, des conditions sociales semblables à celles de la Belgique et à celles de l'Inde".

les régions riches et des très riches dans les régions pauvres<sup>1</sup>. Force est donc de constater qu'au Brésil on trouve au sommet de la hiérarchie sociale, une mince frange de privilégiés, en termes de fortune et de pouvoirs, et à la base, une masse considérable, assurément majoritaire, de classes populaires pauvres, avec, entre les deux, un niveau intermédiaire de classes moyennes qui n'aspirent qu'à accéder à la première, mais restent toujours dans l'angoisse de replonger dans les secondes. Peut-on donner une évaluation chiffrée de la hiérarchie sociale ainsi constituée ? Guy Di Méo et J.P.Jambes l'ont tenté avec les résultats suivants :

**Tableau 1 : Brésil et Nordeste, structures sociales comparées**

(Estimation en pourcentage du total des ménages)<sup>2</sup>

	Classe supérieure	Couches moyennes	Proletariat et sous-proletariat
<b>Brésil</b>	12 %	21 %	67 %
<i>Nordeste</i>	3 %	8 %	89 %

Source : G.Di Méo et J-P.Jambes, 1987.

Il est vrai que depuis son origine, la société brésilienne a toujours été ainsi divisée entre une minorité privilégiée et une masse pauvre. C'est ce que rappelle aussi Cristovam Buarque pour souligner "l'échec de la modernité brésilienne"<sup>3</sup> qui s'est avérée incapable de corriger cette inégalité foncière. Selon lui, la "modernisation perverse et excluante" des années trente "fut réalisée par l'élite, parfois avec l'acceptation et l'appui des masses manipulées et crédules"<sup>4</sup>. A partir des années soixante "la division commença à se transformer en ségrégation à tous les niveaux"<sup>5</sup>. Les années soixante-dix « avec leur répression politique et l'implantation d'une société de séparation [apartação], sont vues comme des années de "miracle" », alors que les années quatre-vingt « malgré toutes les conquêtes politiques [ La Démocratisation](...) sont perçues comme une "décennie perdue"<sup>6</sup>. Cela est dû à « la tragique réalité qui a surgi à la fin de cette période, avec la crise de la dette, de l'écologie, du pétrole, de la dépendance, de la pauvreté, de l'inégalité, de la violence »<sup>7</sup>.

Pour définir le concept de modernité en référence à la situation brésilienne, il serait donc nécessaire de commencer par « démystifier le mot même de modernisme » tant il a été « compromis par le chaos et la perversité de l'actuel type de modernité » et par le "désastre social" qu'il a provoqué au cours de ces dernières décennies<sup>8</sup>. Le résultat est un véritable "système de séparation", c'est-à-dire « une structure sociale séparée, avec une partie de privilégiés isolés de la majorité, non seulement économiquement mais aussi juridiquement. Deux nations superposées, dans les mêmes villes et dans les mêmes espaces d'un

<sup>1</sup> B.BRET, 1982, « Inégalités régionales et inégalités sociales: le cas du Brésil, *L'information géographique*, n°46, p.92.

<sup>2</sup> G.DI MÉO et J.P.JAMBES, 1987, « Pauvreté urbaine et dynamique de l'énergie », *GEODOC*, n°29, Toulouse Le Mirail, p7.

<sup>3</sup> C.BUARQUE, 1991, *O colapso da modernidade brasileira* [ L'échec de la modernité brésilienne], Paz e Terra

<sup>4</sup> *Idem*, p.48.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p.61.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p.63.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p.36.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p.13-14.

territoire unique ». Les villes brésiliennes se caractérisent ainsi désormais, sous le prétexte de l'insécurité, par le développement de pratiques délibérés de ségrégation spatiale : « résidences [condominios fechados] et rues fermées protégées par des gardes; shopping centers isolés filtrant ceux qui peuvent y entrer : écoles, hôpitaux et services limités aux seuls besoins d'une petite minorité ». La modernité brésilienne est donc une modernité "traditionnelle", "archaïque" et "excluante", qui conduit à un véritable *apartheid* socio-spatial.

Ainsi, ce pays, loin d'être à considérer comme un conservatoire figé des héritages traditionnels que l'on imagine parfois, apparaît donc plutôt comme un véritable champ d'application, en temps réel, de mutations socio-spatiales actuelles des plus tranchées. Il reste toujours ainsi, bien que d'une manière évidemment renouvelée, un "pays-pionnier". Rien qu'à ce titre il nous paraît donc tout indiqué pour y étudier, peut-être même dans leurs développements les plus extrêmes, donc aussi les plus nets, les effets socio-spatiaux d'une telle "modernité" et notamment sur les rapports entre les territorialités et les identités.

On voit que notre choix du Brésil repose ainsi moins sur un quelconque exotisme tiers-mondiste que sur un intérêt géographique spécifique. Mais il s'agit aussi d'un détour, d'une prise de distance utile, et sans doute nécessaire, par rapport aux réalités géographiques françaises et régionales qui nous sont les plus proches, les plus familières, dont les évidences par trop manifestes ne facilitent sans doute guère une approche comme celle que nous envisageons. Il n'est pas certain, en effet, que les réalités géographiques françaises se prêtent aussi bien à une problématisation ainsi centrée sur les rapports entre identités et territorialités. En France, un pavage territorial hérité, d'essence politico-administrative, plutôt bien installé et rigoureusement emboîté (Etat, Régions, Départements, Communes) est vécu et souvent considéré comme immuable et quasi intouchable<sup>2</sup>, ce qui n'y facilite pas la prise en compte des mutations en cours des identités et des territorialités aux différentes échelles. Il est bien certain qu'il n'en est pas tout à fait de même au Brésil, dans un "pays neuf" moins figé de ce point de vue.

## 2 - Le Nordeste

Trop souvent encore, l'image de la région du Nordeste brésilien « se résume en général à l'équation : Nordeste = Sertão = Sécheresse = Famine »<sup>3</sup>.

Avec cette identité généralement admise de région durement stigmatisée par les sécheresses et le sous-développement, il est vrai que le Nordeste n'a jamais cessé d'être considéré comme une "région-laboratoire" où se concentrent un large éventail de problèmes territoriaux et socio-spatiaux. Ainsi, comme le souligne le géographe K.E. Weeb : « le Nord-Est du Brésil est un laboratoire idéal pour tous ceux qui étudient les relations homme-pays et leurs problèmes ». C'est sans doute la raison pour laquelle, dit-il, « la région exerce une

<sup>1</sup> Ibidem, p.34

<sup>2</sup> Ce, malgré les lois Pasqua (1995) et Voynet (1998).

<sup>3</sup> S.BRUNEL, 1986, *Le Nordeste brésilien, les véritables enjeux (Pour en finir avec une prétendue fatalité)*, Publication L.S.F., p.5.

fascination toute particulière sur beaucoup de chercheurs sociaux qui s'y rendent pour débiter leur équipement d'outils conceptuels, espérant les appliquer à un ou plusieurs de la myriade des problèmes qui s'y posent ». Pourtant, ajoute-t-il : « s'il est probable que l'on a écrit sur le Nord-Est du Brésil plus que sur n'importe quelle région de ce pays », il n'en reste pas moins vrai que « malgré le grand et profond intérêt que l'on a porté à cette région si caractéristique de contrastes, celle-ci reste aujourd'hui l'une des parties les moins comprises du territoire national »<sup>1</sup>. Le travail reste donc toujours à faire à son propos.

Soulignant une seconde particularité, Josué de Castro, - surtout connu pour sa "Géographie de la faim" - a publié à l'époque du coup d'Etat militaire de 1964 un ouvrage intitulé "une zone explosive: le Nordeste du Brésil"<sup>2</sup>. Il y développait « une tentative d'interprétation de la région du Nordeste brésilien, considérée comme l'une des zones explosives de notre monde, c'est-à-dire, comme une zone où les tensions sociales se rapprochent de la limite du tolérable - frontières où les conflits latents entrent en combustion violente et peuvent provoquer l'explosion sociale ». Mais, remarquait-il aussi, dans le Nordeste cette tension sociale « n'a jamais été rationnellement canalisée en direction de la révolution ». Jusqu'à présent, soulignait-il enfin, « elle a été stimulée parfois comme instrument de démagogie politique ou comme arme pour la lutte d'un groupe de puissants contre un autre groupe de puissants, mais presque jamais en tant que force authentique de libération par l'explosion populaire<sup>3</sup> ». Le Nordeste présente donc la caractéristique d'être une région où, malgré les occultations et les répressions, les tensions socio-spatiales ont toujours été fortes. Cette mise en échec systématique des couches populaires témoigne, jusqu'à présent, de l'insuffisance de leur autonomie, et de leur marginalisation identitaire soigneusement opérée. Ces caractéristiques appartiendraient-elles seulement au passé ? Sans doute que non, et R.Pébayle continue aujourd'hui de penser que le Nordeste, région « traditionnellement lésée par un des régimes fonciers les plus injustes du monde et par l'égoïsme des classes possédantes », reste bien cette zone explosive où, dit-il, « l'heure de la révolte a déjà sonné à plusieurs reprises<sup>4</sup> » et où, selon lui, « l'affrontement avec les seigneurs fonciers traditionnels apparaît (...) inévitable<sup>5</sup> ». Le Nordeste, en tant que région au sein de la fédération brésilienne, a donc fait de longue date l'objet d'interrogations dont il redit également ainsi l'enjeu : « est-il cette terre qu'on se plaît à dépeindre comme une "épave" ? Ou est-il encore un vaisseau au bord de la mutinerie contre des officiers paranoïaques qui épuisent leur équipage, polluent l'environnement et corrompent ceux qui voudraient éviter sa course folle vers l'explosion sociale ? »<sup>6</sup>.

Hervé Théry - l'un des plus connus des géographes "brésilianistes" français, et dont l'ouvrage sur le Brésil fait autorité - s'est d'abord plus particulièrement consacré, à propos du Nordeste, aux problèmes

<sup>1</sup> K.E.WEBB, 1974, *The changing face of the Northeast Brazil*, Colombia University Press, 1974

<sup>2</sup> Sur l'importance de l'œuvre de Josué De CASTRO pour la géographie voir : M.C. De ANDRADE, 1995, « *Atualidade do pensamento de Josué De Castro* » [Actualité de la pensée de Josué De Castro], in: *A questão do território no Brasil* [La question du territoire au Brésil], IPESPE/HUCITEC, p.111-118.

<sup>3</sup> J. DE CASTRO, *Une zone explosive : le Nordeste du Brésil*, 1965, p. 17 et 18.

<sup>4</sup> R.PÉBAYLE, 1989, *Les Brésiliens, pionniers et bâtisseurs*, p.161.

<sup>5</sup> R.PÉBAYLE, 1992, *Le Brésil*, PUF, p.120.

<sup>6</sup> R.PEBAYLE (Org.), 1996, « *BRESIL* », *Cahiers d'Outre-Mer*, N°193, Janvier-Mars 1996, Avant-Propos, p.2.

d'aménagement hydrauliques [açudagem] contre la sécheresse, notamment dans la vallée du fleuve São-Francisco<sup>1</sup>. Il a été conduit, au fil de ses publications<sup>2</sup>, à mettre progressivement l'accent sur les inerties de l'histoire héritées de l'époque du Nordeste sucrier, sur l'échec relatif du *planejamento*, sur les causes sociales des disparités régionales et sur les problèmes du manque de démocratie dans le traitement des questions régionales<sup>3</sup>.

Pour lui, le Nordeste est «une des régions les plus originales du Brésil, une des plus complexes» aussi. Assurément dit-il, « dans ce pays dont l'histoire est courte, le Nordeste est le seul endroit où on sente, pour le pire et le meilleur, une certaine profondeur historique ». C'est, il est vrai, « le creuset de la plus originale culture brésilienne »<sup>4</sup>. Economiquement, estime-t-il, «ce centre du premier Brésil, celui du cycle du sucre, ne s'est jamais remis de la décadence de cette production ». C'est un ancien "centre" devenu une "périphérie", car c'est «autour de la production du sucre et des activités auxiliaires (cultures vivrières, élevage) que s'était édifié un complexe économique et territorial »<sup>5</sup>. L'organisation de l'espace, mise en place à l'époque sucrière, « s'est inscrite dans un milieu naturel qui (...) a commandé certaines localisations et renforcé le contraste entre la côte et l'intérieur. L'opposition est nette entre la région littorale, densément peuplée et pourvue des plus grosses agglomérations urbaines, et le sertão, impropre à supporter une charge humaine abondante. Il en est de même de l'activité économique. L'intérieur se prête à une mise en valeur extensive alors que le littoral, concentrant les principales fonctions productives, a fixé la croissance de ces dernières décennies. Un triple gradient, bioclimatique, démographique et économique, fournit donc la clé de l'identification d'unités sous-régionales et de leurs relations »<sup>6</sup>. C'est donc là l'origine du maintien du triptyque *zona da mata - agreste - sertão*. L'approche de la région apparaît donc ici à la fois rétrospective et déterministe.

Mais il faut cependant bien admettre que « plus d'un siècle de tentatives de développement n'ont guère fait progresser la "question" du Nordeste qui reste entière »<sup>7</sup>. H.Théry souligne volontiers que cette région « reste incontestablement la région-problème du Brésil ». C'est, dit-il même, une "région-épave", "la plus pauvre du Brésil"<sup>8</sup>. Faisant allusion, lui aussi, à l'ouvrage de Josué de Castro, il admet pourtant que « le Nordeste est toujours (...) une région explosive »<sup>9</sup>. C'est là, en effet, que « l'économie se montre la plus vulnérable devant les aléas naturels » - il veut sans aucun doute parler de la *seca* - et « que les questions sociales se posent avec le plus d'acuité ». Car il évoque ainsi, pour finir, les origines socio-politiques de la stagnation de la

<sup>1</sup> H.THÉRY, 1978, « La vallée du São Francisco, une région sous-développée et sa mise en valeur » *Annales de Géographie*, n°483, p.520-544.

<sup>2</sup> En particulier, celles signées conjointement avec Bernard BRET.

<sup>3</sup> H.THÉRY, « Contrôle territorial et légitimité politique: l'Etat et les pouvoirs régionaux au Brésil », *L'Espace Géographique*, N°3, p.218-223.

<sup>4</sup> H.THÉRY, 1991, *L'Amérique latine*, G.U. Hachette/RECLUS, p.396.

<sup>5</sup> H.THÉRY, *Le Brésil*, p.120.

<sup>6</sup> H.THÉRY, 1991, *L'Amérique Latine*, ouv. cité, p.399.

<sup>7</sup> Idem, p.397.

<sup>8</sup> H.THÉRY, 1995, *Le Brésil*, 3ème Edition revue et corrigée, Masson, Chapitre-6 (p.115-131) : « La région-problème, le Nordeste », p.118.

<sup>9</sup> H.THÉRY, *Le Brésil*, 1985, p.118.

région : « même relégués au second plan de l'économie nationale, les notables du Nordeste ont pu garder le contrôle étroit de la région faute de contreponds. Les structures économiques et sociales mises en place à l'apogée du cycle de sucre ont donc survécu et contribué à empêcher une reconversion de plus en plus nécessaire à mesure que la population augmentait »<sup>1</sup>. Il y a donc eu blocage de la part de l'élite régionale finalement plus soucieuse de garder ses privilèges que d'un véritable développement régional.

Dans le prolongement de cette dernière constatation il devient donc évident, notamment pour M. Correia de Andrade, que « les destins du Nordeste et du Brésil dépendent d'un certain nombre de réformes de base qui obligerait le groupe dominant - soit 20 à 30 % de la population - à accepter une distribution plus juste du revenu national et une véritable accession de la majorité à des conditions raisonnables d'habitat, d'alimentation, de santé et d'éducation. Or, aujourd'hui, ces conditions ont tendance à se réduire au fur et à mesure que le Brésil se modernise ». Ainsi, « les problèmes du Nordeste ne seront pas résolus tant qu'une série de problèmes brésiliens n'auront pas été eux-mêmes abordés. Le Nordeste n'est pas une tumeur, un point de misère à extraire, mais un espace moins développé qui affronte avec le plus de difficultés les problèmes nationaux »<sup>2</sup>. Alors que l'intérêt des médias et le regard des observateurs semblent désormais se tourner plus volontiers vers la région de l'Amazonie, il n'en reste pas moins qu'« avec les ressources et les cadres techniques dont il dispose, le Nordeste peut transformer l'actuelle modernisation, injuste et douloureuse, de ses structures, en une véritable modernité pour tous, à conditions que disparaisse l'égoïsme d'une classe dirigeante non seulement nordestine, mais aussi brésilienne en général ; une modernité qui doit éliminer la misère et protéger l'environnement »<sup>3</sup>.

Aborder le Nordeste en sortant des schémas habituels constitue donc finalement aujourd'hui un véritable défi que les géographes brésiliens eux-mêmes cherchent à mieux cerner. L'un d'entre eux l'exprimait ainsi récemment :

« Le Nordeste est sans aucun doute une région qui pose certaines difficultés quand l'objectif est de l'interpréter et de l'analyser en ayant en vue le *planejamento*, la justice et la citoyenneté. Sa présence constante dans les manchettes sensationnalistes des journaux, qui décrivent les effets pervers des longues périodes d'étiage, les pillages, le fléau qui pousse un peuple souffrant à abandonner le *sertão* en direction des villes, se mélange avec d'innombrables reportages qui enregistrent, entre autres informations, la croissance accélérée du tourisme et de la prostitution infantile dans les régions métropolitaines, spécialement à Recife et Fortaleza. Sous une forme ou sous une autre, la région est toujours à l'ordre du jour »<sup>4</sup>.

S'impose donc désormais une image plus complexe du Nordeste qui n'est plus uniquement celle d'une région régulièrement frappée par les conséquences de la *seca*. Dès lors, face à ces réalités nouvelles, "interpréter le Nordeste" devient pour des géographes désormais davantage soucieux de spatialité, de "dynamique spatiale", un "grand

<sup>1</sup> Idem, p.118.

<sup>2</sup> M.C. De ANDRADE, 1996, «Le Nordeste brésilien », *Cahiers d'Outre-Mer*, N°193, Janvier-Mars 1996, p.3-29.

<sup>3</sup> Idem, p.29.

<sup>4</sup> J.B.DA SILVA, 1995, in : Manuel Correia de Andrade, *o geógrafo e o cidadão* [ Manuel Correia de Andrade, le géographe et le citoyen ], CCHLA/UFERN, p.141-142 et p.151. C'était à l'occasion d'un hommage rendu à ce grand géographe du 5 au 7 mai 1995 à Natal (RN), par l'Université Fédérale du Rio Grande do Norte (UFERN) qui lui a conféré alors le titre de Docteur *Honoris Causa*.



défi" qu'il leur est cependant difficile de relever parce qu'ils se heurtent alors sans arrêt à un obstacle difficile à franchir. Celui de :

« cette image figée du Nordeste, fruit d'une forte influence déterministe, où les éléments du cadre naturel assument un rôle prépondérant dans l'explication de la réalité de la Région. Elle est si forte, si solide que, dans beaucoup de cas, elle s'oppose aux concepts, aux théories et aux méthodologies capables d'expliquer de façon moderne la dynamique spatiale. Le Nordeste se présente encore pour la majorité de ses analystes, comme une donnée et non pas comme une réalité qui se construit et se modifie quotidiennement »<sup>1</sup>.

Ainsi pour aborder, à nouveaux frais géographiques, les problèmes socio-territoriaux urgents posés au Nordeste, il y a donc manifestement un effort tout particulier à faire pour s'extraire des ornières bien tracées d'une certaine manière traditionnelle d'aborder et d'exprimer la géographie nordestine. On ne peut le faire que de manière critique et, pensons-nous avec Sylvie Brunel, en partant du constat suivant :

« Le Nordeste n'est pas cette région aride, en proie à la famine et irrémédiablement arriérée que présente le discours politique tenu par les responsables régionaux. Un discours qui leur permet de légitimer leur appel constant aux subsides fédéraux et la perpétuation d'une situation sociale et économique archaïque. Un discours qui a été largement relayé par tous ceux qui, en Occident et au Brésil même, ont fait de ce Nordeste un cheval de bataille parce qu'ils y voyaient le symbole "vivant" des méfaits de la colonisation et du capitalisme sauvage. Pourtant, il faut en finir avec les caricatures qui font obstacle à la recherche de solutions efficaces. Le Nordeste n'est pas cette "région-épave" trop souvent décrite. Si les pénuries alimentaires existent toujours, notamment au moment des sécheresses ou dans les bidonvilles, les grandes famines ont disparu depuis près d'un siècle. De graves problèmes existent certes mais ils ne sont pas réductibles à la mauvaise situation de la structure foncière et, encore moins, aux difficultés liées au milieu naturel. La sécheresse n'a des conséquences que parce que l'économie est fragile, que les réponses apportées aux difficultés du Nordeste depuis un siècle ont été bien souvent inadaptées, que la région a de belles potentialités de développement qui n'ont pas été exploitées jusqu'à présent »<sup>2</sup>.

Aborder d'une telle manière critique les divers discours à propos du Nordeste est, en effet, une nécessité dès lors que nous considérons ainsi que loin d'être une région-conservatoire uniquement héritière d'un passé socio-historique désormais révolu. Elle est plutôt une région où s'expriment avec une grande netteté, les tendances socio-spatiales les plus actuelles d'une certaine "modernité". C'est ce que nous entendons vérifier à travers le cas du *Rio Grande do Norte*.

### 3 - Le Rio Grande do Norte

Le Nordeste reste bien le domaine des contrastes sociaux les plus insupportables. Mais, alors que la *Paraíba*, le *Pernambuco* ou l'Etat de *Bahia*, ont d'ores et déjà fait l'objet d'investigations variées<sup>3</sup>, peut-être est-il justifié de se pencher plus particulièrement sur le cas de l'Etat nordestin du *Rio Grande do Norte* qui, lui, reste toujours quelque peu négligé par la recherche géographique, aussi bien brésilienne que française. Il constitue donc, de ce point de vue, un véritable "angle-mort"

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> S. BRUNEL, 1986, op. cit., p. 7.

<sup>3</sup> Voir, en particulier, R. PEBAYLE (Dir.) : « Géographie et écologie de la Paraíba (Brésil) », Travaux et Documents du C'EGET, n°41 et 50, 1980 et 1983.

de l'intérêt académique. C'est d'autant plus regrettable qu'il apparaît pourtant comme une sorte de concentré géographique de l'ensemble du Nordeste.

Le Rio Grande do Norte, dans un territoire plutôt modeste comparé à l'ensemble de la région, représente cependant un véritable microcosme très complet du Nordeste sous de multiples aspects, aussi bien géologiques, climatiques, hydrologiques que biogéographiques... [ Voir la carte : Le Rio Grande do Norte, un microcosme géographique du Nordeste ]. Il comporte deux grands types de régions géologiques et de reliefs : les bas plateaux calcaires (*mesas* et *tabuleiros*) et les montagnes cristallines plus élevées (*serras* parfois plus humides du fait du relief et des pluies orographiques : les *brejos*). Il connaît un large éventail de climats qui vont du climat humide de la façade littorale orientale ( avec plus de 1600 mm de pluies par an) à une zone de climat semi-aride (avec moins de 400 mm de pluies par an en moyenne) sur une portion du littoral nord ainsi rendu propice aux marais salants. Son territoire se partage en deux types de réseaux hydrographiques : à l'ouest des cours d'eau intermittents qui exigent des aménagements de régularisation (barrages et *açudes*), et à l'est des fleuves pérennes, au moins dans la partie basse de leur cours : les "rios-de-açucar" (rivières du sucre). Quant aux zones de végétation, le Rio Grande do Norte constitue une zone de convergence des trois grands types de régions : la *Zona da Mata* à l'est, le *Sertão* à l'ouest, avec, entre les deux, la zone de transition de l'*Agreste*, sans oublier la frange Littorale septentrionale marquée, quant à elle, par le sable, le vent et le sel. Il est donc bien ainsi le seul des Etats nordestins à offrir un éventail aussi complet des caractéristiques géographiques présentes dans l'ensemble du Nordeste. Cela tient à sa position charnière sur le littoral brésilien. L'Etat du Rio Grande do Norte est situé à l'extrémité orientale du Brésil. Il présente un certain nombre de spécificités que nous devons évoquer d'abord brièvement.

#### a - Caractéristiques du territoire estadual<sup>1</sup>

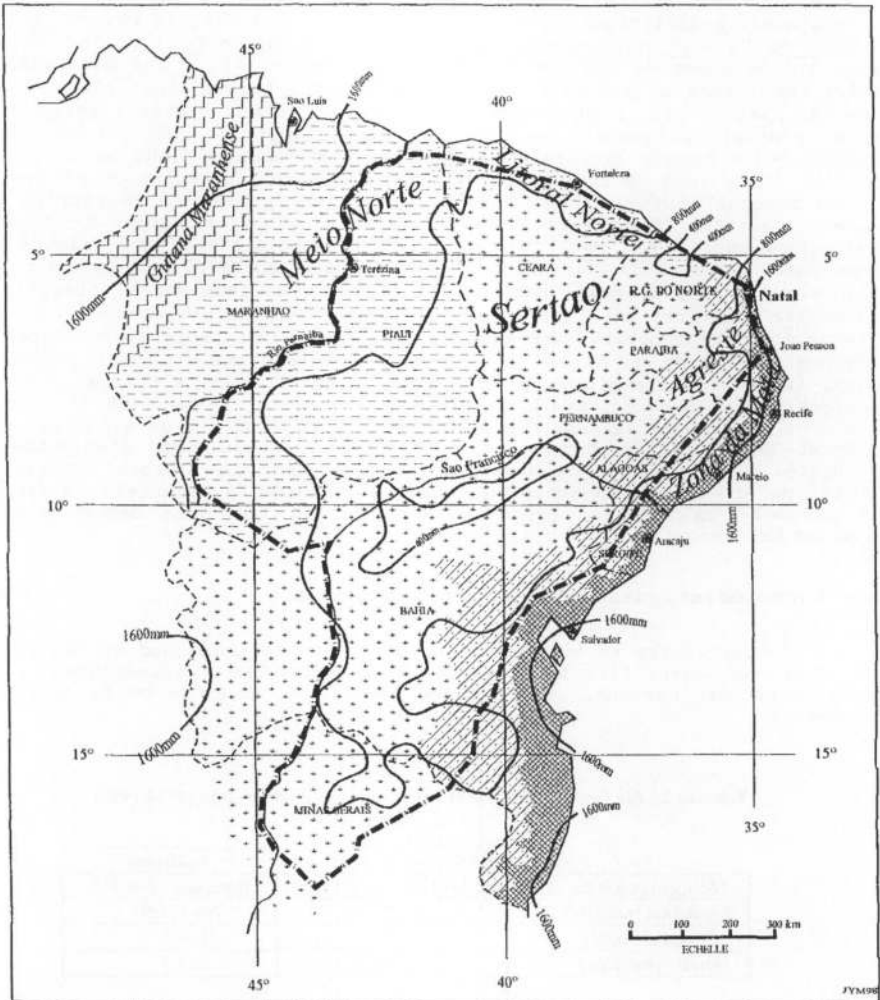
Ce territoire se situe entre 4° et 7° de latitude Sud et 34° et 39° de longitude Ouest. Il a une superficie de 53.000 km<sup>2</sup>, correspondant à 0,6 % du territoire national et à 3,4% de celui de l'ensemble de la région du Nordeste.

Tableau 2 : *Rio Grande do Norte* et Aquitaine, une comparaison (1990/1991)











	<i>Rio Grande do Norte</i>	Aquitaine
Métropole capitale	"Grand Natal" : 774.671 hab.	Bordeaux : 696.364
Population (milliers)	2.415 (1991)	2.796 (1990)
Superficie (km <sup>2</sup> )	49.055	41.308
Densité (hab./ km <sup>2</sup> )	45	67,7

<sup>1</sup> Voir sur ces sujets : IBGE, 1994, *Anuário Estatístico do Rio Grande do Norte*, Fundação IDEC, p.13-14; J.L.A.FELIPE, 1988, *Elementos de geografia do Rio Grande do Norte* [Éléments de géographie du Rio Grande do Norte], Editora Universitário; P.P.Dos SANTOS, 1994, *Evolução econômica do Rio Grande do Norte*, Ed. Clima, Natal; V.CALLIXTO, 1981, *Viagem ao Norte e Nordeste do Brasil*, Liboa; M.L.L. GUIMARÃES, 1996, « *O geógrafo na economia do Rio Grande do Norte* » [Le géographe et l'économie du Rio Grande do Norte], AGB-Resumos, Vol.n°1 p.110; O.VALVERDE et ali., 1962, « *Geografia econômica do Nordeste Potiguar* » [Géographie économique du Nordeste Potiguar], *Revista Brasileira de Geografia* (RBG), n°1, p.3-42; O.VALVERDE, 1953, « Relatório técnico da excursão ao Rio Grande do Norte », *Boletim Carioca de Geografia*, n°3-4, AGB-RJ, p. 34-49.

# Carte : Le Rio Grande do Norte un microcosme géographique du Nordeste



## LEGENDE

- |   |                   |   |   |
|---|-------------------|---|---|
|  | Zona da Mata      |  | capitale estadual                                 |
|  | Agreste           |  | limites estaduais                                 |
|  | Sertao            |  | isohyètes ( 1600, 800 et 400 mm/an)               |
|  | Litoral Norte     |  | "Polígono das secas" ("Polygone des sécheresses") |
|  | Meio Norte        |   | Aire d'activité de la SUIDENE                     |
|  | Guiana Maranhense |   |   |

Il présente une configuration allongée dans le sens Est-Ouest, les plus grandes dimensions étant de 233 km. du Nord au Sud et de 403 km de l'Est à l'Ouest. Ses contours suggèrent grossièrement la silhouette d'un éléphant<sup>1</sup>. Il est limité au Sud par l'Etat de la Paraíba, à l'Ouest par celui du Ceará, et au Nord et à l'Est par l'Océan Atlantique. Sa position géographique le distingue des autres Etats du Nordeste, parce que s'y opère un changement de direction du littoral brésilien, sous la forme d'un grand "coude" où se situe la partie la plus avancée du pays vers l'Atlantique, celle où le continent américain du Sud se rapproche le plus du continent africain et de l'Europe. C'est d'ailleurs pourquoi Natal a été associé à l'histoire de l'Aéropostale (à l'époque : Latécoère, avec J.Mermoz, en 1930) et, pendant la Seconde Guerre mondiale. L'aéroport de Parnamirim a eu une grande importance stratégique (Le "Tremplin de la Victoire") pour les alliés en devenant, pour des raisons techniques (portée et autonomie des appareils) le point de passage obligé des avions américains vers les champs d'opérations du vieux monde.

### Relief et hydrographie

Les terres basses de moins de 200 m. d'altitude occupent les trois quarts de la superficie de l'Etat. Les plaines et les plateaux qui ne dépassent pas 300 m. d'altitude représentent environ 80% du territoire. Seules les régions montagneuses de Santana, João do Vale, São Miguel et Martins, qui n'occupent que 3% de l'Etat, offrent des altitudes supérieures à 600 m. et très généralement inférieures à 800 m. Tous les points les plus élevés du territoire se trouvent au sud, sur les contreforts du plateau de la Borborema qui ne prend sa pleine extension que plus au sud, dans la Paraíba. Le point culminant (831m.) se trouve à l'Ouest, dans la Serra de São José, à la limite entre les municipes de Luis Gomes et de São Miguel. Mais le sommet le plus connu reste cependant celui du Pic Cabugi (Serra de Angicos) bien qu'il ne fasse que 590 m. Situé sur la ligne de partage des eaux entre les deux parties orientale et occidentale du territoire, ce "neck" volcanique, « patrimoine commun de tous les rio-grandenses du nord »<sup>2</sup> est devenu le logo d'un puissant groupe local de communication (TV-Cabugi, associé au réseau fédéral Globo).

Sur près de 60% la surface du Rio Grande do Norte se caractérise, au sud, par l'affleurement de roches cristallines et métamorphiques du soubassement précambrien. Les ressources minérales y sont très variées. Par exemple, la xérite (Scheelite), principal minéral du tungstène, est en partie exploitée, dans les municipes de Acari, Lajes, Santana do Matos et Jucurutu, mais seulement selon les fluctuations des cours mondiaux. Plus au nord, une large bande de plateaux calcaires, un revers de *cuesta* quasi horizontal, traverse l'Etat de part en part : les "Tabuleiros". Ils sont formés de la série crétacée Apodi, et protégés par la surface lithologique de la couche supérieure *Jandaíra*, plus résistante. Leur altitude décroît peu à peu vers le nord. Plus au nord encore des sédiments quaternaires se présentent essentiellement sous la forme de dunes de sables (quaternaire récent) sur le littoral septentrional, et de sédiments tertiaires (de la série *Barreiras*) au sud du littoral Oriental créant des côtes à falaises sur le trait de côte ("Barreira de Inferno" à Piúma, Barra de Tabatinga, ou falaise de Pipa à

<sup>1</sup> Il faudrait, bien sûr, s'interroger sur la symbolique de cette image de l'éléphant très fréquemment et volontiers reprise par les riograndenses du nord eux-mêmes !...

<sup>2</sup> Art.151 de la constitution *estaduale* du Rio Grande do Norte. Voir M. do S.COSTA MARTIM, 1996, « Na Contra-Mão da legislação » [ A contre-sens de la législation ], AGB-Resumos, vol. 2, p. 114.

Tibau do sul). Le littoral est parfois ourlé d'une ligne de récifs, formée par une couche de concrétions ferrugineuses, comme sur les plages urbaines de Natal (Praia do Meio, Praia de Areia Preta) ou encore à Pirangi do Sul.

L'Ouest, à l'aridité plus ou moins prononcée, est concerné par les deux grands bassins des fleuves **Apodi-Mossoró** et **Açu-Piranhas** dont le cours, intermittent, traverse, du nord au sud, tout le territoire en direction du littoral. Le premier compte 17.500 km<sup>2</sup> de surface totale. Son principal fleuve prend naissance à l'extrême sud-ouest du territoire, dans les chaînes montagneuses de São-Miguel et de Luis Gomes. La moitié de son cours (210 km) est de régime intermittent. Le second bassin de l'ouest, celui de l'Açu-Piranha, couvre à lui seul 40% de la surface du *Rio Grande do Norte*. Né à la frontière entre le Pernambouc et la Paraíba il traverse d'abord tout le territoire de la Paraíba avant de pénétrer dans celui du *Rio Grande do Norte*. Il y reçoit l'apport de nombreux affluents : Seridó, Parau, Pataxo, Curral Novo, etc. Son cours a été en grande partie pérennisé par la construction de nombreux barrages : Engenheiro Armando Ribeiro Gonçalves, Itans, Sabugi, Marechal Dutra, Cruzeta et Zangarellhas. A l'approche de son estuaire, vers Macau, la forte pénétration des eaux maritimes et l'intensité de l'évaporation favorisent la formation de salines très importante pour l'économie de cette région et de l'Etat lui-même.

A l'est se situent les divers bassins de rivières moins longues qui s'écoulent, elles, de l'ouest vers l'est, en direction de la façade maritime orientale. D'écoulement pérenne, elles sont volontiers qualifiées de "rivières du sucre" (*Rios-do-açúcar*<sup>1</sup>), dont les vallées alluviales inférieures possèdent une bonne fertilité, particulièrement propice à la culture de la canne à sucre. C'est d'abord le cas du *Rio Maxaranguape* au nord. Quant au *Rio Ceará-Mirim* (120 km.), alors que son cours supérieur est irrégulier, il ne devient pérenne qu'à partir de Poço Branco. Le *Rio Potengi* (125 km) n'est, lui aussi, vraiment régulier que dans son cours inférieur, où l'estuaire marécageux imposant, à proximité du site de la capitale Natal, est aussi marqué par l'influence des marées. Plus au sud encore, vers la frontière avec la Paraíba, les bassins des *Rios Pirangi, Trairi, Jacu* et le *Curimataú* concernent essentiellement la zone des cannerais, encore dite de la *Mata Atlantica*, marquée par un climat nettement plus humide.

#### *La population*

La population du *Rio Grande do Norte* est de 2.414.121 habitants (Recensement de 1991). Elle reste jeune avec 37 % de moins de 15 ans, mais en 1970 ils comptaient alors pour 45%. Dans le même temps, l'indice synthétique de fécondité est passé de 8,5 (1970) à 3,2 (1990) enfants par femme. La transition démographique est donc nettement en cours.

Le rapport population rurale/population urbaine, qui était de 6/4 en 1970 s'est inversé à 3/7 en 1991, manifestant un basculement complet vers l'urbain, ainsi qu'une intense "déruralisation" du territoire. Cependant, deux tiers des migrants de l'intérieur de l'Etat vers la capitale, sont nés et/ou viennent en fait de villes petites et moyennes plutôt que de la campagne elle-même. Aussi est-il difficile de parler d'un simple "exode rural" direct des campagnes vers la ville.

<sup>1</sup> M.C.De ANDRADE, 1957, *Os Rios-do-Açúcar do Nordeste Oriental*, Publicações do Instituto Joaquim Nabuco de Pesquisas Sociais, Recife.

La répartition de la population par secteurs d'activités indique une accélération de la tertiarisation à la fin des années 80, puisque le secteur tertiaire est désormais majoritaire avec 56 % de la population active, surtout grâce aux services publics, au commerce et au tourisme, alors qu'il ne comptait que pour 30% en 1970. Le secteur industriel qui n'emploie que 22 % de la population active se concentre dans quelques régions seulement : l'industrie textile dans l'agglomération de Natal, l'extraction et le conditionnement du sel marin dans la région salinière de Macau-Areia Branca et l'exploitation du pétrole dans la région de Mossoró. L'agriculture se caractérise, sauf quelques exceptions, par la prédominance des techniques archaïques, de faible productivité. En 20 ans (1970-90) le secteur primaire est d'ailleurs tombé de 59 à 22 % seulement de la population active. La vigueur de toutes ces évolutions interdit donc de considérer la situation socio-économique comme stable et doit conduire à réviser certaines représentations désormais obsolètes : ruralisme, économie passéiste, etc.

Les indices socio-économiques publiés soulignent la pauvreté générale de la population; l'espérance de vie à la naissance n'est que de 60 ans; 38 % de la population de plus de 15 ans est analphabète; le nombre de personnes ne disposant que d'un revenu familial de moins de ½ Salaire Minimum<sup>1</sup> per capita est de 52,2%; trois quarts des habitants vivent dans des maisons sans égout; 55% vivent dans des logements ne disposant pas de l'eau courante; etc<sup>2</sup>. Finalement, l'IDEC<sup>3</sup> estime, et plutôt étroitement, à 46% la proportion de ceux qu'il considère comme des "pauvres" dans l'Etat. C'est, en fait, au moins la moitié de la population qui doit être considérée comme véritablement très pauvre. Les inégalités n'y cèdent donc en rien à celles des autres Etats du Nordeste, et elles se creusent chaque jour davantage : alors qu'en 1980, par exemple, la part des revenus du décile supérieur des chefs de familles les plus riches représentait 40 fois celle du décile inférieur des plus pauvres, cette part est désormais passée à 97 fois en 1991<sup>4</sup>.

#### b - Les subdivisions du territoire

Le territoire du Rio Grande do Norte, parfois appelé également Potiguar, se divise en quatre parties correspondant aux "mésorégions", délimitées et définies par l'IBGE<sup>5</sup>.

#### L'Ouest Potiguar

L'Ouest Potiguar (Oeste Potiguar) présente trois aspects en fonction de la diversification du relief et comporte la zone montagneuse du sud, la chapada de l'Apodi et le littoral de la région de Mossoró.

<sup>1</sup> Un Salaire Minimum = 100 Reais brésiliens, à peu de choses près : 100 \$US.




<sup>2</sup> IDEC, 1995, M.C.FRANÇA (dir.) *Pobreza no Rio Grande do Norte* [La pauvreté dans le Rio Grande do Norte], Série IDEC: 21anos V.1.



<sup>3</sup> IDEC : Instituto de Desenvolvimento Econômico e Meio Ambiente do Rio Grande do Norte [ Institut du Développement et de l'Environnement du Rio Grande do Norte]. Officiellement « l'IDEC est une fondation publique rattachée au Secrétariat [ministère] de l'Aménagement et des Finances du Rio Grande do Norte, dont les objectifs sont : aider le Secrétariat dans l'élaboration et l'accompagnement des actions du gouvernement et développer les activités d'études et de recherches dans le domaine socio-économique et le développement sectoriel ».

<sup>4</sup> IDEC, 1995, *O mapa da fome no Rio Grande do Norte*, Natal, RN.





<sup>5</sup> IBGE, 1992, « *Divisão regional do Brasil em Mesorregiões e Microrregiões Geográficas* » [Division régionale du Brésil en micro-régions et méso-régions géographiques], Volume 2 - Tome 2, Fundação IBGE, Rio de Janeiro, p.123-138.

# Légende

- 1 - Orographie**
-  - de 400 mètres
  -  de 400 à 800 mètres
  -  + de 800 mètres

- 2 - Géologie**
-  *Tabuleiros*  
Plateaux calcaires de moins de 400 m
  -  Complexe cristallin

## 3 - Planimétrie

-  *Caraba* Chef-Lieu de Município
- Serido** Mésio-Région au sens de l'IBGE
-  Route principale (BR)
-  Route intermédiaire
-  Route secondaire

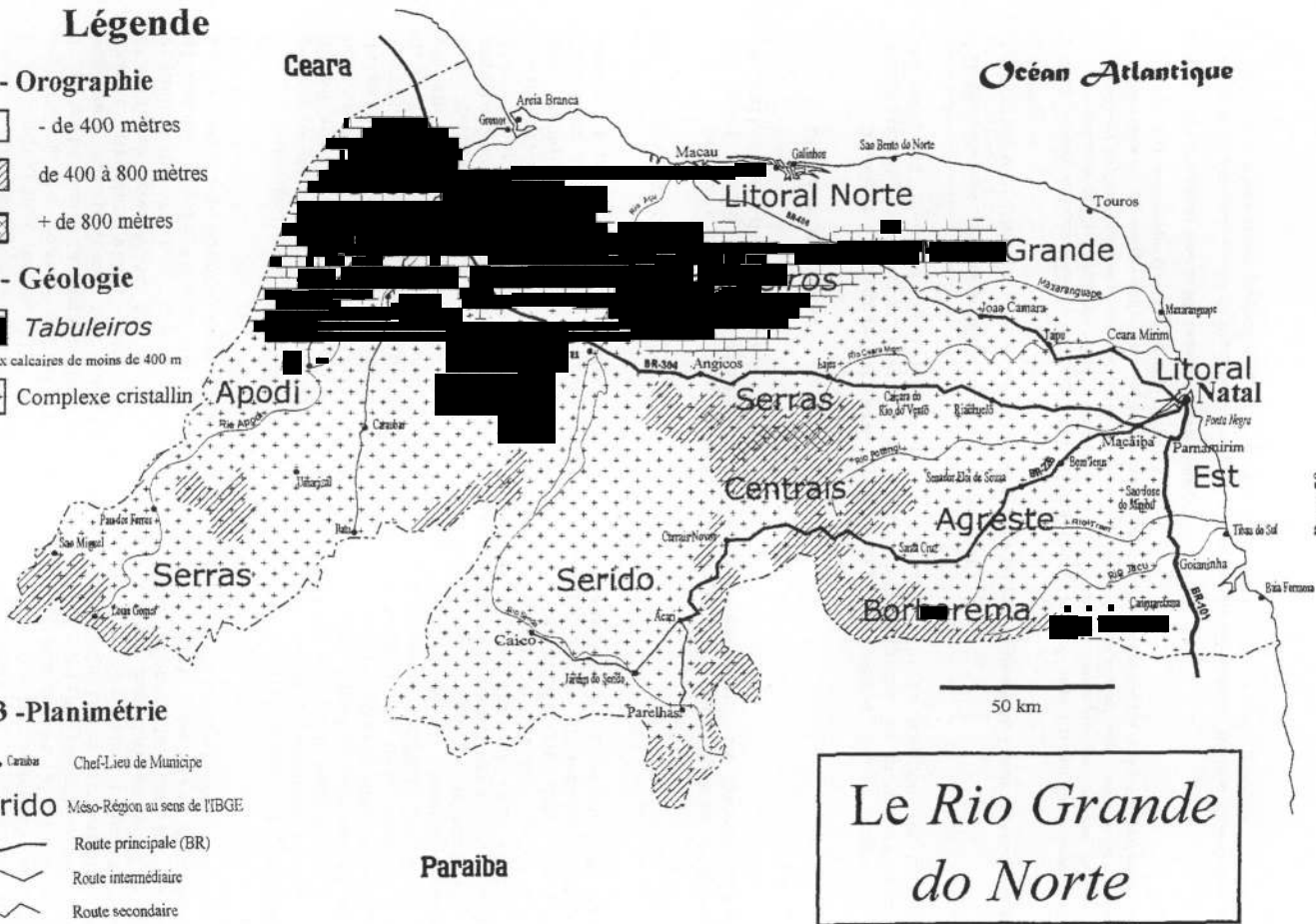


Figure 2 : Le Rio Grande do Norte

a - La zone montagneuse du sud présente un relief accidenté, dans les chaînes de São Miguel, Luis Gomes et Martins, avec des sols profonds et fertiles. Le climat semi-aride sertanejo y devient semi-humide du fait du relief. L'agriculture est très diversifiée et la combinaison bétail-coton est fréquente. La polyculture gagne du terrain, notamment du fait de l'implantation du Projet d'irrigation Pau dos Ferros inscrit au Plan Estadual d'irrigation appelé Sertão Nouveau.

b - La *chapada* sédimentaire de l'Apodi est traversée par les fleuves Piranhas et Apodi, au cours intermittent, aménagé par des réservoirs-barrages (*açudes*). Les productions des fruits (*caju*, melon, *maracujá*) et du riz occupent les fonds des vallées, alors que les interfluves accueillent l'élevage extensif des bovins ainsi que les cultures vivrières traditionnelles : *feijão*, millet, etc. L'extraction traditionnelle de la cire du palmier *carnaubá* caractérise toujours la région. Mais le coton devient la principale production commerciale attirant la main-d'œuvre, provoquant la densification de la population et stimulant la croissance de quelques villes comme Caraubas, Apodi, Governador Dix-Sept Rodado et Patu.

c - Au nord, dans la région de Mossoró, le littoral est marqué par une pluviométrie faible, qui peut descendre localement à moins de 400 mm par an, et une forte évaporation, d'où l'importance des salines d'Areia Branca et Grossos. Mossoró est la seconde ville du Rio Grande do Norte et joue le rôle de capitale régionale avec une importante fonction industrielle dans l'agro-alimentaire, les matériaux de construction et la confection textile.

### Le Centre Potiguar

La portion centrale du territoire du Rio Grande do Norte, qui s'étend du sud au nord, depuis la frontière avec la Paraíba jusqu'au littoral septentrional dans la région de Macau, est drainée par le fleuve Piranhas-Açu et ses affluents de la rive droite, parmi lesquels le Seridó, le Pataxos-Angicos et l'Amargoso-Salgado. Ces fleuves et rivières, naturellement intermittents, ont spécialement fait l'objet d'installation de barrages-réservoirs (*açudes*).

Le relief est constitué de plateaux (*mesas*) et de quelques montagnes (*serras*) plus élevées : *serras* de Santana, du Tapuío et du Pará Velho, ainsi que le revers de la Borborema au sud. Avec une pluviométrie de moins de 600 mm/an la région est volontiers qualifiée de *sertão*, et elle est couverte de la végétation de *caatinga*, sauf dans les régions montagneuses, parfois plus humides.

L'activité dominante est l'élevage extensif des bovins, activité historique à l'origine d'un véritable "cycle du cuir". Le bétail était dispersé dans les *sertões* du Seridó et d'Angicos. Il existait aussi une petite agriculture alimentaire de *vazante* : *feijão*, millet, patate-douce et manioc. Une population raréfiée s'est cependant concentrée autour des *fazendas*, donnant naissance à des villes qui ont gardé leur nom primitif : Currais Novos [ Nouvelles bouveries ] et Parelhas [ Paires ] .

À partir du milieu du XIX siècle le coton<sup>1</sup> s'est ensuite implanté dans ce *sertão* sous la forme de l'espèce "coton (*moço*) arbustif à fibres

<sup>1</sup> Voir, M. do L. MIRANDA CLEMENTINO, 1987, *O maquinista de algodão e o capital comercial*, Ed. UFRN.



longues". Il a rapidement provoqué une nouvelle dynamique de développement pour la région, modifiant la division du travail et les rapports de production, en faisant surgir les figures des petits et moyens producteurs (*meeiro*). Cette nouvelle phase de production a entraîné le développement des villes déjà existantes, ainsi que la création de nouvelles villes comme Acari, Angicos et Caico.

Dans les années 1970, par des initiatives aussi bien publiques que privées, des projets d'irrigation ont été développés. Certains municipaux, comme Afonso Bezerra, Macau et Santana do Matos ont été ainsi inclus dans l'espace concerné par le "Projet d'Irrigation du Bas-Açu".

#### L'Agreste Potiguar

Cette zone de transition entre l'intérieur, de climat semi-aride, et la façade littorale, de climat plus humide, est marquée par le système bétail-polyculture. Cette zone de l'*agreste* est drainée par le cours supérieur des rivières Ceará-Mirim et Potengi et leurs affluents intermittents. Ils sont complétés par des açudes publics et privés, sans toujours parvenir à satisfaire aux besoins de la population. Le climat est cependant plus favorable, avec une pluviométrie annuelle de 600 à 1.000 mm. La variété des reliefs, "tabuleiros" calcaires au nord et contreforts granitiques de la Borborema au sud, celle des sols sableux ou argileux, et aussi de la végétation naturelle, *mata* ou *caatinga*, favorisent l'existence de formes variées de l'usage du sol agricole. Les principales cultures commerciales de la région sont le sisal au nord, le coton et le manioc au sud. L'élevage est plus intensif que dans le *sertão* et est orienté aussi bien vers la production de viande que vers celle du lait. La structure foncière est très concentrée et la densité démographique est élevée. Le réseau urbain, constitué de petits centres comme João Câmara, Santa Cruz, Santo Antônio et Nova Cruz, est peu dynamique.

#### L'Est Potiguar

C'est la plus importante des régions du Rio Grande do Norte, tant du point de vue démographique qu'économique. Elle correspond à la façade littorale orientale centrée sur l'agglomération de Natal, centre politico-administratif, organisateur de l'espace régional. Vers Natal convergent les productions de l'Etat par les routes fédérales BR-226, BR-304 et BR-406 qui maillent l'espace à l'échelle estadual, et la BR-101, qui met la capitale non seulement en contact avec les autres capitales nordestines, João Pessoa et Recife, mais également avec les principaux centres urbains du Sudeste et du Sud du Brésil.

Le climat est chaud et humide, avec une pluviométrie de 1.000 à 1.200 mm/an. Les alizés du sud-est soufflent régulièrement. En dehors du littoral lui-même, dont le relief est formé de dunes de sables parfois imposantes ( *Parc das Dunas* à Natal, Ponta Negra, Genipabu ) et souvent bordées de lagunes d'eau douce ( Bom Fim, Pitanguí, Tabatinga, Genipabu, etc.). Plus à l'intérieur le relief est généralement formé des plateaux sédimentaires découpés par des rivières souvent courtes, mais qui forment cependant de larges vallées alluvionnaires au sol favorable à la culture de la canne à sucre : Maxaranguape, Ceará-Mirim, Potengi, Trairi, Jacu et Curimataú.

L'organisation de l'espace de cette région est fortement marquée par la présence de très grandes propriétés consacrées exclusivement à la monoculture de la canne à sucre. Cette production a même été

intensifiée, à partir de 1975, par le lancement du Programme National dit "Proálcool". La relance de la canne à sucre a ainsi entraîné le développement de l'agro-industrie du sucre avec l'implantation de distilleries d'alcool comme à Baía Formosa. Il existe aussi un élevage bovin semi-extensif soit pour la viande, soit pour le lait, destiné au marché de Natal, tout comme également l'aviculture. La pêche côtière et estuarienne est également présente, surtout sous la forme de la pêche artisanale<sup>1</sup>, notamment des crevettes (camarão).

Une bonne partie de l'activité industrielle de l'Etat est concentrée dans l'agglomération de Natal : confection et bonneterie, exploitation du sel et des produits de la pêche. Mais ce sont surtout les services qui se développent : banques, commerces, administrations, établissements d'enseignement... Malgré l'importance de Natal il ne faut cependant pas négliger que dans la majorité des municipes de cette région de l'Est Potiguar plus de 50% de la population reste rurale, avec d'assez fortes densités, et est occupée dans le secteur primaire.

A l'issue de ce premier examen des caractéristiques du territoire potiguar, il apparaît donc que si des héritages historiques parfois anciens, calqués sur des déterminations physiques (de relief, d'hydrographie, de pluviométrie, de pédologie) peuvent encore justifier les subdivisions de ce territoire telles que les envisage et les présente toujours l'IBGE, cependant des dynamiques territoriales nouvelles, qui s'affranchissent de telles déterminations, exploitent désormais bien d'autres atouts (ressources minérales et énergétiques, potentiel touristique) et répondent à de nouvelles logiques. Bien qu'elles ne corrigent guère les écarts sociaux, elles rendent cependant nécessaire une approche renouvelée de l'identité spatiale comme des faits de territorialité dans cet espace en mutation.

### c - Précocité et radicalité socio-spatiales

L'identité du *Rio Grande do Norte* ne se réduit cependant pas seulement à des caractéristiques physiques d'un territoire où se résument donc si complètement celles de tout le Nordeste. Depuis plus d'un siècle la multiplication d'événements socio-historiques pionniers lui donne aussi une place à part au Brésil. Indiquons-en rapidement quelques exemples marquants.

#### 1 - L'abolition de l'esclavage cinq ans avant la Loi Áurea (1883/1888)

C'est dès le 30 septembre 1883 qu'à Mossoró, deuxième ville de l'Etat, fut proclamée l'abolition de l'esclavage, cinq ans avant sa proclamation dans l'ensemble du Brésil, en 1888<sup>2</sup>. Sans doute ne faut-il pas surestimer la portée réelle de l'événement. Dans le *Rio Grande do Norte* le nombre d'esclaves n'a jamais été très élevé. En 1854, il n'y avait dans tout l'Etat que 144 *engenhos* et 1508 esclaves. Au moment de l'Abolition par la Loi Áurea, il n'y avait déjà plus que 482 esclaves seulement. « La transition vers le travail libre avait déjà été faite », commente M. Correia de Andrade<sup>3</sup>. Il n'empêche que cette

<sup>1</sup> Cf. A.F. da SILVA (DG-UFRRN), 1996, « A pesca artesanal e o desenvolvimento sustentável » [ la pêche artisanale et le développement soutenable ], AGB-Resumos, vol.2 p.630.

<sup>2</sup> V.CALLIXTO, 1981, *Viagem no Norte e Nordeste do Brasil*, p.61.

<sup>3</sup> M.C. DE ANDRADE, 1963, *A Terra e o Homem no Nordeste*, p.95-96.

abolition anticipée témoigne cependant de l'implantation et de l'influence d'un courant local favorable à l'abolitionnisme.

## 2 - Premier syndicat (« *Sociedade dos homens que Trabalham no Sal* ») et premières grèves à Mossoró (1892-1923)

Il existe de longue date, dans le *Rio Grande do Norte*, une exploitation du sel marin, sur une partie du littoral septentrional, à Macau principalement<sup>1</sup>, mais aussi à Areia Branca, Mossoró et Açú. Au milieu du XXème siècle cette activité était à l'origine d'une assez forte concentration de main-d'œuvre qui ne se consacrait d'ailleurs pas, à temps plein, qu'à cette seule activité, étant principalement constituée de petits agriculteurs des vallées des fleuves Açú et Mossoró. Il y avait ainsi 4.000 à 5.000 travailleurs dans les périodes de ramassage du sel qui ne restaient donc ainsi pas inactifs six mois par an, pendant la saison sèche, et n'étaient donc pas contraints à l'émigration<sup>2</sup>. Cette concentration de main-d'œuvre, d'origine rurale, a donné naissance dès 1891-1892, à l'une des toutes premières organisations ouvrières non seulement de l'Etat, mais du Brésil tout entier, la « *Sociedade dos homens que Trabalham no Sal* »<sup>3</sup>.

En février 1892, à Macau, eut lieu une première grève de trois jours dans les salines de la *Companhia Mossoro-Assu*, à cause de l'insuffisance des salaires. En 1898, c'est à Areia Branca qu'une grève des travailleurs du port éclate pour exiger des *Companhias Salineiras* un meilleur paiement pour la manutention du sel. Puis ce fut le tour des ouvriers du réseau ferroviaire de la compagnie anglaise *Great Western* qui furent en grève en 1892, puis en 1909 et en 1920. Cette première phase de l'histoire du mouvement ouvrier Norte-Riograndense naissant trouve son point culminant avec la "grève générale" de 1923 à Natal, dirigée par João Café Filho. Il exprime lui-même en ces termes la surprise provoquée dans tout le Brésil par cette action : « ceux qui étaient loin de l'Etat ne pouvaient le croire. Une grève ? A Natal ? Ce pays était perdu!... »<sup>4</sup>.

## 3 - L'implantation communiste (1922-35) et l'échec de l'insurrection de 1935 à Natal (23-25 septembre 1935).

Cette caractéristique sociale trouve aussi des prolongements au plan politique. Un parti communiste ayant ainsi été fondé dès 1922 dans le Pernambuco voisin, il devient un facteur de diffusion du communisme dans tout le Nordeste. Dans le *Rio Grande do Norte*, lui-même, un parti communiste est constitué à Natal en 1928 et, pense-t-on également, à Mossoró. Dans la première moitié des années trente, le P.C. de Natal ne compte que 20 cellules organisées dans les quartiers et les localités et guère plus de 300 adhérents. L'étape suivante de son implantation territoriale concerne d'autres villes, notamment Mossoró, Areia Branca et Alagoinhas.

<sup>1</sup> Dès 1605, selon un document découvert par Luis da CAMARA CASCUDO. Voir, également, M.C. De ANDRADE, 1995, *O território do sal, a exploração do sal marinho e a produção do espaço geográfico no Rio Grande do Norte* [ Le territoire du sel, l'exploitation du sel marin et la production de l'espace géographique dans le *Rio Grande do Norte*].

<sup>2</sup> A.SOARES SOUTO MAYOR, « *O sal no Rio Grande do Norte* », *Revista brasileira de Geografia*, juillet-septembre 1952, p.339-353.

<sup>3</sup> « Société des hommes qui travaillent dans le sel », Voir : I. De SOUZA : « *A classe trabalhadora no Rio Grande do Norte: primeiros passos* », in: *Nordeste, o que ha de novo?*, 1988, p.255-289.

<sup>4</sup> B.C.FERREIRA, « *Trabalhadores no Nordeste : praticas consentidas* », in : *Nordeste o que ha de novo?*, p. 303-327.

C'est dans ces circonstances de faiblesse originelle qu'eut cependant lieu à Natal, le 23 septembre 1935, un soulèvement communiste qui réussit pourtant à mettre en fuite le Gouvernement de l'Etat et mit en place un "gouvernement révolutionnaire". Le grand romancier Jorge Amado, situé ainsi à NATAL, pendant le soulèvement de 1935, l'action du dernier chapitre de son roman "*Seara vermelha*"<sup>1</sup>. Ce gouvernement insurrectionnel ne dura que trois jours, avant de se dissoudre, suite à la nouvelle des échecs de soulèvements similaires dans d'autres régions du Brésil. À Mossoró il ne se passa rien. Aujourd'hui encore, considère B.C.Ferreira, « les analyses sur cet épisode sont (...) insuffisantes quant à l'appréciation de ses causes, de ses significations et de ses conséquences »<sup>2</sup>. La réaction officielle au soulèvement prit, à l'époque, l'allure d'une répression sans précédent. Les organisations syndicales et politiques furent interdites pour longtemps et des centaines de travailleurs remplirent les navires pour des déportations massives vers les prisons du sud du pays. C'est à la suite de ce soulèvement que Graciliano RAMOS, autre grand romancier brésilien, soupçonné de communisme, fut arrêté et déporté pour être emprisonné d'abord à Recife, puis à Rio de Janeiro<sup>3</sup>. On peut légitimement souligner que même « s'il faut parler d'une déroute en 1935 (...) l'importance de ces luttes n'a pas été annulée pour autant, puisqu'il s'agissait de pratiques de résistance qui se cristallisèrent comme expérience d'une classe en formation et devinrent les ingrédients formateurs d'une culture et d'une histoire »<sup>4</sup>.

#### 4 - 1960 : Première Communauté Ecclésiiale de Base (CEB) à Nisia Floresta (RN).

Les innovations ne concernent cependant pas que le milieu urbain et ouvrier du Rio Grande do Norte. Ainsi, il s'affirme volontiers que « les premières CEBs [Communautés Ecclésiiales de Base<sup>5</sup>] sont, selon certains chercheurs, apparues à partir de 1960, à Nisia Floresta, archidiocèse de Natal »<sup>6</sup>. Et peu importe si ce sont d'ailleurs vraiment les toutes premières. Ce qu'il faut surtout souligner c'est que le municipe de Nisia Floresta, lieu de cette probable première création à l'échelle brésilienne, se situe en plein coeur de la zone sucrière du Rio Grande do Norte, mais en même temps proche de la ville de Natal et de l'axe routier principal de la BR-101. Selon Frei Betto il y a deux facteurs qui pourraient expliquer alors la naissance de telles "CEBs" : « l'expropriation de la terre et l'exploitation des travailleurs ». A partir de là il définit ainsi ce que peut être, en général, une telle Communauté ecclésiiale de base : "Migrants et opprimés, les membres de communautés, s'ils recherchaient auparavant dans la religion un sédatif à leurs souffrances, y trouvent désormais un espace de discernement critique face à l'idéologie dominante et d'organisation populaire capable de résister à l'oppression »<sup>7</sup>. On sait ce qu'il en a été cependant, dans la suite des années 60, de la montée du Mouvement des ligues paysannes dans le Nordeste et du coup de frein brutal qu'il lui a été donné par le Coup d'Etat militaire de 1964<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> Publié au Brésil en 1946 et traduit en français sous le titre : *Les chemins de la faim*, Folio, 1991, n°2232.

<sup>2</sup> *Idem*, p.321.

<sup>3</sup> Voir ses « *Mémoires de Prison* », NRF, Gallimard.

<sup>4</sup> *Idem*, p. 324.

<sup>5</sup> Sur les "CEBs", en français : P.BLANQUART, 1982, « *Un nouveau christianisme* », in : *Brésil, Autrement*, p.235-254.

<sup>6</sup> Frei Betto, 1981, p.16, cité par B.M.FERNANDES, 1996, MST, p.56.

<sup>7</sup> F.BETTO, 1981, "O que é comunidade eclesial de base ?"

<sup>8</sup> Voir, M.C. de ANDRADE, 1989, *Lutas camponesas no Nordeste*.

## 5 - Un laboratoire des politiques fédérales en matière de politique urbaine et de logements populaires ( Années 60 et 70)

L'aspect pionnier du Rio Grande do Norte se retrouve également, un peu plus tard, en milieu urbain, notamment dans la capitale, même si elle n'est pourtant qu'une ville de taille moyenne, comparée à la grande métropole régionale de Recife<sup>1</sup>. Le premier Centre Social Urbain (CSU) est implanté à Natal en tant que première expérience du Programme fédéral PROMORAR. Les grands ensembles de logements ("*Conjuntos habitacionais*") se sont multipliés à Natal, après la construction du premier ensemble PROMORAR du pays, comme ensuite dans les autres villes capitales de taille moyenne du Nordeste : à João Pessoa (Paraíba), Fortaleza (Ceará) ou Maceio (Alagoas). La capitale du Rio Grande do Norte a ainsi servi de laboratoire d'expérimentation de l'efficacité de certains aspects de la politique urbaine fédérale, notamment à partir de 1979, avec le gouvernement de Lavoisier Maia. Celui-ci adopta un discours "participationniste" en ce sens et apporta largement son soutien à la création d'organisations populaires de quartier (Conseils Communautaires et Associations d'habitants), principalement dans les grands ensembles récemment construits. En 1982, le Gouverneur nouvellement élu, José Agripino Maia, dans son discours d'investiture se propose d'agir « à travers les Conseils Communautaires qu'il souhaite stimuler » dit-il. De 1983 à 1986 il y eut ainsi concrétisation d'un fort schéma communautaire, fondé sur l'action de l'Etat dans les organisations de quartier. Ainsi la politique tracée au plan national, pour tenter de résoudre les graves problèmes urbains, a-t-elle souvent trouvé son premier champ d'application à Natal.

Ces trop rapides indications suffisent donc à mettre en évidence les caractéristiques de précocité et parfois même de radicalité de la formation socio-spatiale du Rio Grande do Norte en ce qui concerne les innovations et les mobilisations sociales depuis plus d'un siècle.

Elles montrent aussi à quel point les affirmations traditionnelles, si fréquentes lorsqu'il s'agit des couches populaires nordestines et selon lesquelles l'origine rurale des travailleurs conduirait nécessairement à l'individualisme, à un faible niveau de mobilisation et à un faible degré de syndicalisation, n'ont jamais véritablement correspondu aux réalités. Car la grande majorité des acteurs de cette histoire sociale et politique *estaduale* sont bien, pour la plupart, des ruraux d'origine. Dans les salines du littoral nord, par exemple, les pratiques des travailleurs se sont longtemps caractérisées par un haut niveau de radicalité. Contrairement à ces d'interprétations, à diverses époques depuis un siècle dans le Rio Grande do Norte, ni l'industrialisation insuffisante, ni la stratégie de "contrôle syndical" constamment déployée par l'Etat fédéral, n'ont pas été constamment en mesure d'empêcher efficacement une organisation et une action plus radicales des travailleurs<sup>2</sup>. Pourquoi devrait-il en aller différemment aujourd'hui ?

A l'issue de cette présentation liminaire du terrain de recherche nous pouvons donc, d'ores et déjà, avancer au moins deux idées.

La première est que le Rio Grande do Norte, bien que faisant figure d'oublié dans la recherche géographique académique, concernant les

<sup>1</sup> Voir les travaux de Ilza A.L. De ANDRADE, notamment : 1988, "*Movimentos Sociais Urbanos no Nordeste*", in : *Seminário : Nordeste, o que há de novo*, UFRN, p.94-105.

<sup>2</sup> B.C.FERREIRA, « *Trabalhadores no Nordeste : praticas consentidas* », art. cité, p.322.

caractéristiques physiques de son territoire - relief, géologie, climats, milieux végétaux et conditions édaphiques - est néanmoins bien représentatif du Nordeste tout entier à cet égard. Son identité est bien celle d'un Etat nordestin comme les autres, et peut-être même plus que tous les autres, puisqu'aucun autre n'offre un éventail aussi complet des conditions naturelles typiquement nordestines.

La seconde est qu'au plan socio-territorial, il offre depuis plus d'un siècle des caractéristiques originales en ce qui concerne la précocité et la radicalité des innovations sociales en référence, surtout, aux classes populaires. Non seulement cette spécificité *estaduale*, véritablement identitaire, doit trouver des explications, mais il est également envisageable qu'elle puisse avoir des prolongements contemporains.

### Conclusion

Dans le Nordeste en général, et dans le *Rio Grande do Norte* en particulier, le choc des temporalités historiques et sociales apparaît donc plus fort encore qu'ailleurs au Brésil. Dans ce berceau de l'histoire et de la culture brésiliennes le double impact de la modernité et de la globalisation provoque une crise territoriale dans un cadre régional spécifique.

La *Démocratisation* (à partir de 1985) s'est, en fait, accompagnée, tout au long de la *Décennie Perdue* (1985-1995), d'une vague d'ultra-libéralisme toujours en cours aujourd'hui. Elle a, entre autres choses, littéralement mis en panne l'aménagement régional du territoire (*Planejamento*) tout en révélant cruellement ses véritables limites. C'est ainsi que, rétrospectivement, on a pu mesurer que dans le Nordeste cet aménagement n'aboutissait surtout qu'au strict maintien du statu quo socio-spatial toujours en vigueur, essentiellement favorable aux élites régionales hégémoniques<sup>1</sup>. Sans doute faut-il également y faire la part d'une trop grande indifférence des classes moyennes devant les exclusions<sup>2</sup>.

Malgré tout, le "consensus spatial" régional, même si c'est difficile, est cependant en train de s'effriter et le "silence des opprimés" n'est plus aussi total que par le passé. Dans une région qui n'est désormais plus, comme nous le verrons, à l'écart des effets conjugués de la globalisation et d'une certaine modernité, la crise socio-spatiale est ainsi davantage visible. Les déracinements et les déplacements de population remettent en question nombre de territorialités, ainsi que d'identités socio-spatiales, individuelles et collectives. En même temps, « seul support disponible » dans cette crise spatiale, dans cette région du Brésil comme partout ailleurs, le territoire reste pourtant aussi « le vecteur privilégié, souvent mythique, d'identités qui se cherchent dans l'éclatement des repères »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Comme le souligne Sylvie BRUNEL (1986, op. cité, p. 34) : « La SUDENE a succombé au mal des organismes publics dans bon nombre de pays du tiers-monde : la bureaucratiation, le sureffectif, la lourdeur des processus de décision et plus encore d'exécution. Plus de 3.000 personnes travaillent dans ses immenses bâtiments de Recife, pour la plupart totalement coupés depuis des années de la réalité du Sertão ( tout comme le DNOCS et les autres organismes que beaucoup accusent d'être sous la coupe des grands propriétaires et de servir avant tout leurs intérêts). La SUDENE tourne aujourd'hui à vide, sur elle-même, comme le montre la multiplication des projets parallèles et souvent redondants d'aménagement du Nordeste, bien souvent engagés à fonds perdus ».

<sup>2</sup> Sans doute est-ce le résultat de ce que J-K Galbraith appelle, à propos des Etats-Unis et des pays développés en général, "*la culture du contentement*", et qui reste aussi un puissant facteur de maintien du *consensus* socio-spatial, de sa non-remise en cause par ces couches sociales intermédiaires.

<sup>3</sup> P. VELTZ, 1996, « Mondialisation, Villes et Territoires : l'économie d'archipel », p.245.

Les évolutions à moyen terme ont fait peu à peu disparaître les références traditionnelles : la "déruralisation" massive, le remplissage désordonné des villes ont poussé plus avant la déterritorialisation d'une proportion assurément majoritaire de la population. Avec la fin de la territorialité *latifundiaire* associée à l'existence de *fazendas* rurales employant une main-d'oeuvre assez nombreuse et plus ou moins fixée dans les campagnes, c'est non seulement un type de territorialité qui s'est affaïssé, mais toute une série d'identités nordestines spécifiques qui sont entrées en crise.

L'échec des modernisations, rurale et urbaine, l'impact de la forme actuelle de la modernité, avec, en particulier, l'étalement brutal des disparités sociales, ont fait mesurer les limites de l'action de l'Etat dans sa prétendue correction des inégalités. Dans cette épreuve, l'identité individualiste du Nordeste, réputé habituellement fataliste et soumis, a atteint les limites du supportable, ouvrant la perspective d'une recherche de solutions plus collectives et revendicatives, qui renouent avec la tradition régionale et *estaduale* de radicalité populaire.

Le phénomène n'est pas spécifique au Nordeste, ni même au seul Brésil. Il y est peut être seulement plus net et plus directement observable. Il semble cependant qu'il s'inscrive dans un mouvement plus général de développement des mouvements de résistance populaire à "l'injustice spatiale". Il faudra donc aussi nous interroger sur la signification à donner à cette nouvelle radicalité socio-spatiale. Mais, dans cet objectif, il nous faut maintenant considérer les orientations et les moyens théorico-méthodologiques à envisager pour y parvenir.

## Chapitre 2 - THÉORISATION

### Pour une géographie dialectique de la radicalité

« Penser dialectiquement, c'est aller contre le sens commun vulgaire, qui est dogmatique, avide de certitudes péremptoires et qui dispose de la logique formelle comme expression ».

Antonio Gramsci (1929-1935)<sup>1</sup>.

Faire connaître, donner à voir et à savoir les bases théoriques et méthodologiques de sa recherche est tout à fait fondamental. Ne serait-ce que parce que l'explicitation des bases théorico-méthodologiques est incontournable dans l'élaboration de n'importe quel travail scientifique. Dans la réalisation de tout projet de recherche, la conscience et la maîtrise des bases épistémologiques sont d'une très grande importance, non seulement pour ne pas courir le risque de faire une "macédoine théorique", mais également pour ne pas seulement réaliser un travail qui ne serait uniquement qu'un pur amoncellement de données<sup>2</sup>.

Dans ce chapitre, plus que de la simple affirmation d'un "paradigme" spécifique à notre recherche, il s'agira donc surtout de l'affirmation, la plus explicite et la plus complète possible, d'un certain nombre de choix théoriques fondamentaux. Au-delà du rejet du formalisme associé à l'empirisme traditionnel de la géographie, il y aura ensuite à justifier l'option en faveur de la dialectique et, par conséquent, le dépassement de la logique formelle par l'adoption de la logique dialectique. Ce choix opéré et assumé, en quoi peut consister, sur une telle base, la "dialectique socio-spatiale" telle qu'elle a été envisagée et définie, dans son principe, par le géographe américain Edward Soja ? Comment peut-elle nous aider à aborder l'étude des identités et des territorialités, et celle des mouvements socio-spatiaux populaires dans le *Rio Grande do Norte* ?

L'espace n'est certes pas un produit social figé. Si on veut bien l'envisager dans toute la complexité de ses déterminations, il faut aussi admettre qu'il puisse passer d'une situation habituelle de *consensus* à celle, plus exceptionnelle il est vrai, d'une conflictualité ouverte. Comment et à quelles conditions les mouvements socio-spatiaux peuvent-ils être alors considérés comme les révélateurs et la traduction d'une mutation des rapports entre identités et territorialités ?

#### 1 - De quel effort s'agit-il ?

L'effort théorique que nous entamons ici consiste donc d'abord à expliciter le plus lucidement et sincèrement possible nos options et nos

<sup>1</sup> in : GRAMSCI, *textes*, 1983, Editions Sociales, Coll. Essentiel, p.180

<sup>2</sup> B.FERNANDES, 1997, « *Questões Teóricas-metodológicas da pesquisa geográfica em assentamentos de Reforma Agrária* » [ Questions théorico-méthodologiques de la recherche géographique sur les Assentamentos de Réforme Agricole ], *Boletim Paulista de Geografia*, N°75, AGB-São Paulo.



orientations. Mais il s'agit cependant moins de choix arbitraires préalablement tranchés que de l'affirmation d'un certain nombre d'orientations fondamentales que nous estimons d'emblée nécessaires et les mieux adaptées au traitement du sujet même de notre recherche. Il conviendra donc, par la suite, de vérifier dans quelle mesure elles auront été véritablement respectées et suivies d'effet dans le déroulement même et le résultat de notre recherche.

a - Les choix théoriques ne peuvent se réduire seulement à l'affirmation d'un "paradigme" personnel :

Il faut d'abord le souligner, une théorisation de la recherche ne peut se réduire à la proclamation préalable d'un nouveau "paradigme". Car, selon Vincent Berdoulay<sup>1</sup>, « il serait vain de penser l'évolution de notre discipline en termes de paradigmes successifs ». Pourtant, souligne-t-il, « il y a eu pendant longtemps un engouement pour la notion de paradigme ». Ce succès tenait sans doute à l'usage abusif qu'on en faisait alors et qui « permettait de justifier une nouvelle approche et de rejeter en bloc les apports des recherches précédentes. Chacun pouvait y aller de sa proposition d'un nouveau paradigme. Certains l'utilisaient, et l'utilisent encore, pour interpréter l'histoire de la géographie, plaquant de grands schémas épistémologiques (positivisme, phénoménologie...) sur des travaux souvent très divers réalisés à une époque donnée ». Selon lui, et à juste titre, « il s'agit là de ce phénomène remarquable où on utilise une notion à tort et à travers ». Pourquoi, demande-t-il avec raison « avoir autant déformé la pensée de Thomas Kuhn ? »<sup>2</sup>. Ce dernier a en effet établi que les "révolutions scientifiques" qui méritent d'être considérées comme de vraies "ruptures épistémologiques", sont rarement le fait de chercheurs individuels uniquement investis dans leurs propres recherches personnelles, mais doivent correspondre en fait à des charnières historiques générales qui engagent l'ensemble des sociétés.

Concernant plus particulièrement la géographie, Milton Santos estime également que la notion de paradigme considérée le plus souvent comme « guide dans l'élaboration des concepts, des théories et des modèles » et « comme exprimant une conception théorique, ne peut pas naître, en fait, d'une histoire particulière quelconque d'une science, ou d'une heureuse trouvaille d'un scientifique acharné et génial »<sup>3</sup>. La notion doit être envisagée comme beaucoup plus générale et fondamentale. Elle « appartient à l'histoire et s'impose seulement lors de mouvements historiques de fond », considère-t-il légitimement. Mais il n'est pas non plus exclu qu'en cette fin de siècle nous en soyons effectivement là pour la géographie.

b - Ce choix ne peut pas non plus consister seulement en un pur et simple ralliement à l'une des écoles géographiques reconnues.

On sait qu'une sorte de tradition voudrait qu'on distingue désormais ainsi les écoles géographiques françaises : la géographie "systémique" (F.Auriac), la géographie "chorématique" (R.Brunet, R.Ferras, H.Théry), la géographie "humaniste", à caractère culturel (A-L Sanguin, P.Claval) ou à caractère social (A.Frémont) et la géographie "radicale" avec ses différentes composantes.

<sup>1</sup> V.BERDOULAY, 1985, « Les idéologies comme phénomènes géographiques », *Cahiers de géographie du Québec*, n°77, p.205-216.

<sup>2</sup> Cf. : T.S.KUHN : *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, 1972.

<sup>3</sup> M.SANTOS, 1984, *Pour une géographie nouvelle*, p.124-126.

Une telle classification, qui est plus à visée didactique que de portée véritablement épistémologique, ne peut guère être ici d'un grand secours. Si quelques noms peuvent être attachés à certaines écoles géographiques, en fait, aucun géographe n'accepterait d'être exclusivement associé à une seule d'entre elles. Cette classification repose d'ailleurs plus sur des types d'approches méthodologiques des réalités géographiques que l'on étudie, que sur des orientations et des choix épistémologiques fondamentaux, exclusifs et auto-suffisants. Comme le reconnaît d'ailleurs volontiers, par exemple, Roger Brunet, le chef de file de l'une de ces écoles : « La géographie n'est pas une science plus complexe que les autres. Elle a seulement affaire, comme toutes les sciences humaines, à des phénomènes complexes. Aussi le géographe doit-il savoir utiliser toute une gamme d'approches et de méthodes »<sup>1</sup>. Ainsi, précise-t-il : « certains de mes ouvrages recourent d'ailleurs aux représentations chorématiques, d'autres non... »<sup>2</sup>.

### c - Des discours et des postures théoriques en géographie

Or ceci implique une critique attentive et permanente du discours géographique académique lui-même. Selon Marcelo Escolar qui préconise une telle "Critique du discours géographique", la géographie devrait être considérée sous au moins quatre formes spécifiques distinctes<sup>3</sup> : la "géographie académique" ou scientifique, la "géographie enseignée", la "géographie professionnelle" et la "géographie quotidienne".

- La première s'enracine dans les chaires universitaires et se compose des activités de recherche et d'enseignement à ce niveau. Cette **géographie académique** est formée des discours, des pratiques et des interventions englobés dans un ensemble qui fait référence, qui remplit les exigences et qui se circonscrit au milieu social académique, c'est-à-dire les universités, instituts, académies, etc. Tout le "*discours dur*" de la communauté est produit à ce niveau. On peut dire qu'épistémologiquement, ce niveau géographique est celui qui produit le discours et donne sa légitimité à la discipline<sup>4</sup>.

- La **géographie enseignée** s'impose, quant à elle, dans les salles de classes où elle vise essentiellement à donner du sens au(x) territoire(s). Elle ne produit donc pas mais se contente seulement de reproduire le discours académique, même si c'est au prix d'une indispensable "transposition didactique"<sup>5</sup>. Son discours ne produit donc l'espace que dans la perspective de sa conceptualisation et de sa légitimation. En outre, elle contribue le plus souvent, par son penchant conformiste, à « rendre naturelles les différences sociales » et apporte ainsi sa caution au consensus socio-spatial ambiant.

- La **géographie professionnelle**, de son côté, produit concrètement l'espace en lui donnant sa configuration matérielle. Ses pratiques n'énoncent ou ne reproduisent pas seulement le discours, mais en justifiant des limites, en déterminant des espaces et en

<sup>1</sup> R. BRUNET, Entretien : « L'organisation de l'espace à ses lois », Sciences Humaines, n° 54, Octobre 1995, p. 30-33.

<sup>2</sup> Idem. D'où, au passage, la confirmation que la dite chorématique est plus une méthodologie, un type d'approche, que la théorisation globale de la géographie que d'aucuns se plaisent à y voir ( Cf. pour la critique de la chorématique : « Les géographes, la science et l'illusion. Chorématique Stop !... », Hérodote, n°76, 1995 ).

<sup>3</sup> M. ESCOLAR, 1996 « Crítica do discurso geográfico » [ Critique du discours géographique ] HUCITEC, São Paulo, p. 14-15.

<sup>4</sup> Idem, note 9 p.82.

<sup>5</sup> Cf. ALE ROUX, 1995, Enseigner la géographie... , PUF. et 1998, la didactique de la géographie, Caco.

délimitant des actions, le concrétisent et en objectivent la carte. Les géographes professionnels construisent ainsi une "géographie active", en dessinant les cartes des professeurs et en confortant le consensus anonyme des salles de classes .

• La **géographie quotidienne** est, en ce qui la concerne, « celle qui est produite au jour le jour, celle qui est conçue dans la rue, décidée dans le quartier, celle qui se construit sur et à partir des choses ». Or, il devrait y avoir une relation plus intime entre la géographie enseignée et la géographie quotidienne. La première nous conduit à accepter un contexte territorial déjà légitimé, et la seconde offre des différences à l'action des particuliers. Le producteur du quotidien est ainsi conditionné à et par son lieu, et il y vit en transformant sa géographie acquise.

Ainsi, pour M.Escolar, dans les relations entre ces quatre types d'activités géographiques spécifiques, il faudrait surtout souligner que « la géographie quotidienne, dans son déploiement, contredit les canons du discours académique disciplinaire, et entre continuellement en crise avec la géographie enseignée, par le simple fait que cette dernière est, en grande partie, un produit idéologique imposé »<sup>1</sup>.

Dans une approche nécessairement critique du discours géographique académique il faudrait donc finalement envisager trois modalités possibles de théorisation qu'on peut distinguer de la manière suivante :

« En premier lieu les **théories historiques**; par celles-ci nous entendons les pratiques d'investigation dans lesquelles on tente de prendre en compte, interprétativement, certains phénomènes au moyen de leur diachronie particulière. Le processus cohérent du développement historique est découvert par leur intermédiaire; les lois hypothétiques du cas peuvent seulement être corroborées heuristiquement par l'histoire de son objet. En second lieu, les théories **synchronico-fonctionnelles**; ce sont celles auxquelles se réfèrent, selon mon opinion, l'ensemble des énoncés réels limités aux caractéristiques empiriques actuelles des processus sociaux; des théories qui expliquent les formes de disposition synchronique et contiguë comme des variables descriptibles choisies. Dans ce cas, la possibilité d'expérimentation est donnée par l'inférence statistique et la reproduction de situations observables et techniquement contrôlées de la réalité sociale. Pour finir, on trouve les **théories prospectives**, c'est-à-dire, l'ensemble des essais interprétatifs de la réalité sociale dans lesquels la corroboration empirique des énoncés dépend de la pertinence historico-politique des pratiques du sujet. Autrement dit, où la théorie est une théorie dont la scientificité est conditionnée par l'action sociale et politique elle-même du sujet de la connaissance. J'ai l'impression que seule une liaison adéquate des trois permettrait de produire des connaissances socialement utiles dans le cadre des sciences sociales »<sup>2</sup>.

Autrement dit une théorisation de la recherche en géographie ne doit pas écarter trop unilatéralement l'une ou l'autre de ces trois modalités envisageables qui sont, finalement, complémentaires. Elle devrait donc, au contraire, s'efforcer d'être tout à la fois : 1 - historique, 2 - synchronico-fonctionnelle et 3 - prospective. Dans le cas sous examen du **Rio Grande do Norte** il s'agira donc pour nous de tenir compte non seulement de l'héritage historique nordestin qui reste

<sup>1</sup> Ibidem, p.15.

<sup>2</sup> Ibidem, p. 27.

si présent, mais d'analyser aussi les logiques et les dynamiques spatiales actuellement en cours dans l'espace potiguar, tout comme de prendre également en considération, de manière prospective, le fort potentiel de réaction populaire face à l'ordre territorial qu'elles génèrent et les modalités de leurs manifestations concrètes.

Sur ce dernier aspect, Marcelo Escolar estime d'ailleurs lui-même qu'une critique conséquente du discours géographique académique devrait conduire les géographes à une réorientation scientifique plus résolue en direction de la conflictualité socio-spatiale des couches populaires. Pour lui, « certains aspects épistémologiques de la production intellectuelle en géographie, peuvent justifier, comme je crois que c'est possible, une pratique géographique engagée dans la réalité sociale »<sup>1</sup>. Il précise ainsi cette préoccupation actuelle : « je pense que les conditions sont posées pour repenser des alternatives originales dans l'investigation empirique sur la territorialité nationale, sur ses relations avec les nouvelles modalités d'organisation étatique et avec les mouvements populaires de contestation des avancées du néolibéralisme économique et social »<sup>2</sup>. Si les géographes s'engageaient davantage dans une telle direction, estime-t-il, « non seulement nous en serions à reconstruire notre discipline comme science sociale, mais, dans ce cas, à reconquérir la "Géographie" à des niveaux plus populaires et conflictuels de ses attributs traditionnels »<sup>3</sup>.

Ainsi un tel effort de théorisation, plus soucieux d'équilibre et de cohérence épistémologique que d'appartenance de telle ou telle école académique, visant le triple objectif de la diachronie historique, de la synchronie fonctionnelle et de la radicalité socio-spatiale, loin de conduire à trop d'abstraction et à plus d'éloignement des réalités, serait de nature, au contraire, à ramener la géographie à des préoccupations très actuelles et plus utiles socialement.

## 2 - Le choix : formalisme ou dialectique ?

A cette étape de la théorisation il apparaît donc que l'explicitation des options théoriques ait, pour l'instant, beaucoup moins à porter sur un choix entre écoles géographiques, d'ailleurs elles-mêmes souvent moins définies par leur théorie que par leur méthodologie, que sur une alternative qui risque de s'avérer bien plus fondamentale : celle qui se présente entre **logique formelle** ou **logique dialectique** <sup>4</sup>. Il faut en effet prendre toute la mesure de l'intérêt qu'il y aurait pour la géographie, de passer de l'un à l'autre de ces deux types de logiques, de la logique classique, "formelle", qui est plus une logique d'exposition, de formulation, à une autre logique, celle de la complexité, de l'investigation des réalités contradictoires, qui est, par définition, la logique dialectique.

Comme le soulignait Herbert Marcuse<sup>5</sup>, dans "**Raison et révolution**", à la date charnière de 1968, et pour bien marquer la différence entre ces deux logiques : « la logique formelle accepte le monde sous sa forme existante et elle fournit un certain nombre de règles générales pour s'y

<sup>1</sup> Ibidem, p.21-22

<sup>2</sup> Ibidem, p. 121

<sup>3</sup> Ibidem, p.39.

<sup>4</sup> Cf. H.L.EFEBVRE, 1982, **Logique formelle, Logique dialectique**, Terrains/Éditions Sociales.

<sup>5</sup> Sur H.MARCUSE, Cf. : G.CHÂTELET, 1998, « Relire Marcuse pour ne pas vivre comme des porcs », **Le Monde Diplomatique**, Août 1998.

orienter théoriquement. La logique dialectique, elle, répudie toute canonisation du donné et ébranle le conformisme de ceux qui se placent sous son autorité »<sup>1</sup>. En tout premier lieu, selon lui, « la fonction de la pensée dialectique consiste à briser l'assurance et le contentement de soi du sens commun »<sup>2</sup>. Mais l'intérêt de la logique dialectique va évidemment plus loin. Elle reconnaît, en ce qui la concerne, que lorsque « le monde se contredit (...) le sens commun et la science [formelle] se débarrassent de cette contradiction ». Ni l'un, ni l'autre ne semblent donc habilités, ni même armés, pour tenir et rendre compte de telles réalités contradictoires.

Au contraire : « la logique dialectique est une logique critique : elle révèle des modes et des contenus de pensée qui transcendent le modèle codifié de l'usage et de la validation » c'est-à-dire qui vont au-delà de ce que peuvent appréhender et le sens commun et la science classique, fonctionnant sur la base de la seule logique formelle-formalisante. De plus, tous les contenus concrets que la science formaliste a d'ores et déjà établis, il doit cependant être bien clair que « la pensée dialectique ne les invente pas : ils s'attachent à des notions élaborées par une longue tradition de pensée et d'action. L'analyse dialectique ne fait que les assembler et leur redonner vie : elle retrouve des significations frappées d'interdits et elle apparaît ainsi comme un retour, ou plutôt comme une libération consciente, de ce qui avait été refoulé. Puisque l'univers régnant du discours est celui d'un monde non libre, la pensée dialectique est nécessairement destructrice »<sup>3</sup>. Autrement dit encore, la logique dialectique n'a pas préalablement à réinventer totalement de nouveaux contenus, à partir de zéro : en se nourrissant des contenus et des acquis hérités de la logique formelle, elle peut et doit surtout se les réapproprier, mais de manière critique, en revalorisant-réhabilitant ainsi tout ce que la logique formelle avait si soigneusement ignoré ou refoulé, c'est-à-dire le paradoxal, le contradictoire, le dialectique, et le conflictuel. Elle est donc bien la logique d'une pensée véritablement critique.

Mais il y a plus : « la négation que la dialectique applique à ces notions n'est pas seulement la critique d'une logique conformiste, qui nie la réalité des contradictions; c'est aussi une critique de l'état de choses existant menée sur son propre terrain, une critique du système de vie établi qui renie ses propres promesses et ses propres possibilités »<sup>4</sup>. La logique dialectique n'est pas seulement à la base d'une critique des insuffisances des travaux inspirés de la logique formelle. Elle est également, par exemple, pour la géographie au principe d'une dénonciation des manquements des sociétés elles-mêmes quant à la "justice spatiale", et de toute science qui couvrirait ces manquements de sa caution, fut-elle aveugle ou ingénue.

Ainsi un tel "retour de la dialectique"<sup>5</sup> semble-t-il s'imposer. Critiquant la logique formelle, répétons que la logique dialectique n'aspire cependant pas, et n'a d'ailleurs pas vocation, ni même

<sup>1</sup> H.MARCUSE, 1968, *Raison et Révolution*, p.174-175

<sup>2</sup> Idem, p.44

<sup>3</sup> H.MARCUSE, 1968, ouvrage cité, p.46-47

<sup>4</sup> Idem, p.41.

<sup>5</sup> H.LEFEBVRE, 1986, *Le retour de la dialectique*, Messidor/Éditions Sociales; H.LEFEBVRE, 1946, réédition 1982, *Logique formelle, logique dialectique*, Coll.Terrains, Éditions sociales. Cf. Également au Brésil : MARTINS, José de SOUZA (Org.), 1996, *Henri Lefebvre e o retorno a dialética* [Henri Lefebvre et le retour à la dialectique], São Paulo, HUCITEC; P.P.GEIGER, 1994, « Des-territorialização e espacialização » [Déterritorialisation et spatialisation], in: M.SANTOS et ali.(Org.), *Território, Globalização e Fragmentação* [Territoire, globalisation et fragmentation], HUCITEC/ANPUR, p.233-246.

l'ambition, de s'y substituer totalement. Elle est une logique différente qui peut et qui doit prévaloir dans certaines conditions et dans certaines limites seulement. S'il en est ainsi, comme le précise le philosophe Lucien Sève, c'est précisément parce que « la dialectique n'est pas toute la logique, mais une logique supérieure, indispensable lorsque l'étude de l'objet s'approfondit et s'élargit au point où deviennent décisifs le développement et les connexions. Car, en deçà de ce point il y a toujours place pour une logique des configurations et des constructions, des systèmes stables et de leur autorégulation »<sup>1</sup>, le synchronico-fonctionnel. C'est ainsi, que se réclamer de la logique dialectique en géographie, n'implique cependant pas, par exemple, que l'on refuse pour autant, mais sous certaines conditions, toute validité à l'approche "systémique", à la démarche "chorématique", ni non plus à la géographie dite "humaniste".

On peut, pour finir, s'étonner malgré tout de la faible place accordée à la dialectique dans la recherche scientifique géographique. Il n'en est cependant, pour autant qu'on puisse en juger, guère autrement ailleurs, dans les autres sciences sociales. Nous restons donc ainsi actuellement dans « une conjoncture culturelle hautement paradoxale : une pratique dialectique muette avance un peu partout dans le travail réel du savoir, mais la conscience de la dialectique est réduite à un point extrême dans la communauté scientifique française. Si le structuralisme, dans ses moutures géographiques que sont, par exemple, le "systémisme" et la "chorématique", a su capter une partie des aspirations à la théorisation qui pouvaient légitimement s'exprimer dans une géographie très en retard à cet égard, il ne faut cependant pas oublier que c'est au prix d'un maintien dans le cadre d'une logique formelle qui est loin d'égaliser, dans ses capacités critiques et ses potentialités problématiques, celles d'une géographie qui reposerait plus résolument sur la logique dialectique.

### 3 - Spatialité et dialectique socio-spatiale.

Pour tenter de sortir de l'impasse théorique où se trouverait la géographie, il faudrait, selon Edward Soja<sup>2</sup>, procéder à « la réaffirmation d'une perspective spatiale critique dans la théorie et dans l'analyse spatiales contemporaines », moyennant, dit-il, « la spatialisation de certains des concepts et des méthodes d'analyse marxiste fondamentaux ».

Dans cet objectif il est impératif, selon ses propres termes, de développer les catégories et les concepts d'une véritable "dialectique socio-spatiale". Une telle "tentative de spatialisation" viserait ainsi au développement d'une "nouvelle géographie humaine critique", et d'un « matérialisme à la fois historique et géographique qui soit en accord avec les défis théoriques et politiques contemporains ». Cela donnerait ainsi naissance à une géographie interprétative qui aurait la particularité de reconnaître « la spatialité comme étant simultanément un produit (ou un résultat) social et une force (ou un moyen) qui modèle la vie sociale ». Cette distinction est cruciale, indique-t-il, tant pour la dialectique socio-spatiale que pour un matérialisme historico-géographique refondé.

<sup>1</sup> L.SÈVE, 1984, *Structuralisme et dialectique*, Coll. Essentiel N°28, Editions Sociales, p.141

<sup>2</sup> E.W.SOJA, 1993, *Geografias Pós-Modernas ( A reafirmação do espaço na teoria social crítica )*, Jorge Zahar Ed., Rio de Janeiro.

Il s'agirait, dans ce but, de mettre en œuvre une "méthode dialectique" appuyée sur un matérialisme qui devrait donc être non plus seulement historique, mais également géographique. Ce dont il est ainsi question, c'est essentiellement d'introduire le point de vue de la contradiction dans la pratique scientifique de la géographie<sup>1</sup>. Ce qui veut dire non seulement rechercher le jeu des contradictions dans les réalités étudiées, mais admettre que la contradiction puisse également se situer, par une approche délibérément critique, au sein même du mouvement de la pensée scientifique.

Cette approche dialectique semble, en effet, la mieux adaptée pour affronter les contradictions foisonnantes du réel socio-spatial d'aujourd'hui. Comme l'indique pour sa part Guy Di Méo, « la méthode dialectique pousse très loin l'analyse des éléments et des supports qu'elle étudie ». Parce qu'elle vise « un haut niveau de synthèse », elle peut efficacement contribuer à « dévoiler la globalité fonctionnelle et symbolique, historique, sociale et géographique des faits qu'elle prend en considération »<sup>2</sup>. Avec la méthode dialectique, il devient davantage possible de penser la complexité nouvelle du réel socio-spatial d'aujourd'hui.

Penser dialectiquement cela ne signifie surtout pas vouloir faire entrer de force les réalités dans des cadres et des lois établies par avance, comme a pu prétendre le faire, sans grand succès, feu le "matérialisme dialectique". Penser dialectiquement, cela veut essentiellement dire que tout objet doit être considéré comme s'inscrivant dans une réalité complexe, mouvante, non-unilatérale, réversible, hautement imprévisible. C'est ne pas s'obnubiler sur ce qui semble stable, durable, intangible, mais être attentif à tout ce qui bouge, tout ce qui évolue. C'est chercher à repérer et à évaluer, au mieux, tous les effets des décalages, retards, rétroactions, tensions et antagonismes, latents ou déclarés, qui émergent au sein même de la structure complexe et entre les différentes "instances" de toute formation socio-spatiale, à quelque échelle qu'on la considère. Penser dialectiquement c'est enfin chercher à comprendre pourquoi et comment une contradiction jusqu'alors non antagonique, devient un beau jour antagonique<sup>3</sup>, autrement dit c'est se mettre en situation de mieux penser, par exemple, l'émergence et l'éclatement des conflits socio-spatiaux.

Le cadre conceptuel général de la mise en œuvre d'une telle méthode dialectique, hérité du matérialisme historique, est celui de la formation économique et sociale (FES). Mais, dans la mesure où le matérialisme dont la géographie a besoin ne peut être seulement historique mais doit être à la fois historique et géographique, la prise en compte de la dimension spatiale de toute F.E.S. conduit plutôt à faire l'effort de définir les catégories révisées du concept de Formation Socio-Spatiale (FSS). Cet effort est d'autant plus indispensable que la recherche géographique a elle-même, lorsqu'elle l'a utilisé, trop souvent simplifié à l'excès ce concept-clé de F.E.S. : « elle l'a trop souvent réduit à sa seule instance géographique, la plus matérielle et la plus concrète, résultat de l'articulation des modes de production qui s'affrontent et se hiérarchisent tout en assurant la reproduction évolutive de l'édifice social »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> GEOPOINT, 1980.

<sup>2</sup> G. DI MÉO, 1991, *L'homme, la Société, L'Espace*, Anthropos, Paris, p. 15.

<sup>3</sup> L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Terrains/Éditions Sociales, 716 p.

<sup>4</sup> G. DI MÉO, *ouv. Cité.*

Dans ce cadre, la dialectique socio-spatiale ne peut, on le voit, se réduire à un simple face à face entre Espace, d'une part, et Société, d'autre part, qui existeraient indépendamment l'un et l'une de l'autre. En fait, il y a véritablement « intrastructuralité de l'espace social vis-à-vis de la société »<sup>1</sup>. Dans le qualificatif souvent utilisé ici de "socio-spatial" il ne faut donc voir ni "pléonasmе"<sup>2</sup>, ni "redondance"<sup>3</sup>. Il exprime simplement l'affirmation d'un positionnement épistémologique très clair. Celui qui veut que la dialectique complexe et structurelle Espace/Société se traduit et se résout à tout moment dans la territorialité de la société. Comme le souligne également à sa manière Yves Barel : « parler d'un territoire comme d'un système signifie que les éléments territoriaux dont il se compose ne se contentent pas de se juxtaposer : ils entrent en relation les uns avec les autres au point de se modifier réciproquement »<sup>4</sup>.

En conséquence, l'espace ne saurait donc se situer à tel ou tel des "niveaux", ou "instances", habituellement distingués et empilés dans la topique de l'édifice de toute formation économique et sociale. En réalité, comme le suggère H.Lefebvre, « l'espace apparaît, se forme, intervient tantôt à l'un des "niveaux", tantôt à l'autre. Parfois dans le travail et les rapports de domination, ou encore dans le fonctionnement des superstructures. Donc inégalement partout. La production de l'espace ne serait donc pas "dominante" dans le mode de production, mais relierait pourtant entre eux les divers et multiples aspects de la pratique sociale, en les coordonnant, en les réunissant dans une "pratique" précisément ». C'est de cette façon que « le concept de l'espace (social), et l'espace lui-même, échappent ainsi au traditionnel classement base-structure-superstructure »<sup>5</sup>.

Il ne nous semble donc pas utile d'inventer, même si c'est pour les besoins de la bonne cause géographique, et de glisser une nouvelle instance dite "géographique", ou même "géo-économique" dans l'édifice de la formation économique et sociale, puisqu'au fond, l'espace est d'emblée présent - comme jadis le gaz dans les immeubles - "à tous les étages". Ce serait d'ailleurs abonder bien imprudemment dans le sens d'un néo-déterminisme économique, fut-il rebaptisé "géo-économique". La géographie a déjà bien assez de mal à rompre avec ses vieux démons du déterminisme naturaliste, pour (re)tomber tout aussitôt dans un autre déterminisme, celui de l'économisme, déjà suffisamment dominateur dans les sciences sociales.

Il est ainsi très nécessaire et utile d'admettre qu'« aujourd'hui, les transformations scientifiques et technologiques du monde moderne rendent inévitable une certaine reconsidération de la pensée marxiste ». Mais, au sein même de cette indispensable révision, ce ne peut précisément être qu'« en tenant compte de l'espace » que « la reprise des concepts marxistes se développe(ra) de façon optimale »<sup>6</sup>. Les concepts marxistes ont en effet, estimons-nous, gardé

<sup>1</sup> J.LEVY, « Un nouveau départ pour la géographie », *La Pensée*, mai-juin 1984, p.30-45.

<sup>2</sup> R.BRUNET: « socio-spatial = autre nom pour « géographique », quand on n'ose pas employer cet adjectif, mais que l'on est plein de bonnes intentions; catégorie pléonastique qui a eu un moment de notoriété dans les années 1980 (...) le terme spatial bien compris se suffit à lui-même et rend inutile tout préfixe », in : *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, p. 414.

<sup>3</sup> J.SCHEIBLING, « L'idée [ de classe socio-spatiale ] est riche mais l'expression est discutable (...) il y a une certaine redondance », *Qu'est-ce que la géographie?*, p. 147.

<sup>4</sup> Y.BAREL, 1986, « *L'espace du social* », in: *Espaces, jeux et enjeux*, p.134.

<sup>5</sup> H.LEFEBVRE, 1985, *La production de l'espace, Introduction*, p.V et VI.

<sup>6</sup> *Idem*, p. 395-396



beaucoup de leur pertinence et de leur utilité. Guy Di Méo affirme qu'à ses yeux la "méthode dialectique" et le "matérialisme historique" constituent toujours des instruments "irremplaçables" pour prendre en compte « les contradictions spécifiquement spatiales ou territoriales, en éclairant les relations causales qui naissent dans les contradictions entre la vie matérielle et le monde idéal - conscience individuelle et idéologies collectives -, la superstructure politico-idéologique et la base géo-économique des formations sociales »<sup>1</sup>. Mais, et c'est bien évident, il ne s'agit là nullement de chercher « à fonder ou à remettre sur pied une quelconque géographie marxiste », ni même « de régénérer le marxisme en le dotant d'une dimension spatiale qu'il a trop longtemps ignorée ». Il souligne d'ailleurs aussi que de nombreux travaux s'appuyant sur ces concepts ont, d'ores et déjà, porté sur la nature de l'espace - espace produit -, le modèle centre/périphérie, l'échange inégal et l'accumulation capitaliste, les injustices et les ségrégations socio-spatiales. Mais, estime-t-il, une telle démarche d'inspiration marxiste, presque toujours attachée à une lecture et à une interprétation des phénomènes macro-géographiques, se serait selon lui montrée, jusqu'à présent, trop rarement soucieuse d'une approche locale<sup>2</sup>. Aborder le *Rio Grande do Norte* sous cet angle c'est, aussi, tenter de relever un tel défi.

#### 4 - Du consensus aux conflits

Il n'y a là, pourtant, dans une telle sous-estimation du local, aucune fatalité de principe. Une approche marxiste de l'espace géographique, comme le soulignait encore Henri Lefebvre, loin de privilégier uniquement les petites échelles et les grands espaces, « laisse place à des études locales, aux diverses échelles, en les insérant dans l'analyse générale, dans la théorie globale ». Car son champ d'investigation « n'exclut pas ( au contraire ) les conflits, les luttes, les contradictions. Ni inversement les accords, les ententes, les alliances. Si le local, le régional, le national, le mondial, s'impliquent et s'imbriquent, ce qui s'incorpore dans l'espace, les conflits actuels et virtuels, n'en sont ni absents, ni éliminés »<sup>3</sup>. On peut se demander, alors, pourquoi les géographes les ont si complètement négligés.

Concernant les contradictions socio-spatiales et face à ces tensions et conflits potentiels ou ouvertement déclarés, peut-être ont-ils été eux-mêmes les victimes, faute d'avoir été suffisamment critiques, de l'un des plus curieux paradoxes de l'espace, celui qui fait « qu'il puisse être à la fois l'ensemble des lieux où naissent les contradictions, le milieu où elles se déploient et qu'elles déchirent », et, en même temps, « l'instrument (...) qui permet de les étouffer en leur substituant une apparente cohérence »<sup>4</sup>. C'est de cette façon que l'espace "vécu" semble souvent faire lui-même obstacle à l'éclosion des conflits. Pourtant c'est bien spatialement que les contradictions socio-politiques se réalisent, et « les contradictions de l'espace rendent effectives les contradictions des rapports sociaux. Autrement dit, les contradictions de l'espace "expriment" les conflits des intérêts et des

<sup>1</sup> G. DIMÉO, *ouv. cité*, p.15.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> H. LEFEBVRE, *ouv. cité*, p. VIII, introduction.

<sup>4</sup> *Idem*, p.419

forces socio-politiques; mais ces conflits n'ont d'effet et lieu que dans l'espace, en devenant des contradictions de l'espace »<sup>1</sup>.

Car, si l'espace fonctionne, à l'évidence, de façon toujours complexe et contradictoire, il implique pourtant, en effet et toujours, une sorte d'accord tacite, un quasi contrat de non-violence. Ce consensus spatial fait même partie intégrante des formes les plus courantes de la civilité et de la sociabilité. En règle générale, il paraît même opposer en permanence à la "lutte des classes", comme à toute forme de violence, une fin de non-recevoir. Pour autant, dans cet espace, la violence ne reste pas toujours latente et cachée. C'est même l'une des contradictions de l'espace : celle qui réside toujours entre la sécurisation apparente et la violence qui menace sans cesse d'éclater et parfois, effectivement, éclate<sup>2</sup>.

Selon l'interprétation qu'en donne d'ailleurs Edward Soja, en s'exprimant comme nous le rapportons ici, Henri Lefebvre définit une possible problématique spatiale du capitalisme et l'élève à une position centrale à l'intérieur de la lutte des classes, insérant les relations de classes dans les contradictions structurant l'espace tel qu'il est socialement produit. Mais il ne prétend pas pour autant que la problématique spatiale ait toujours eu cette centralité. Il ne présente pas non plus la lutte pour l'espace comme un substitut, ou même une alternative à la lutte des classes. En réalité, il affirme seulement, mais c'est évidemment très important, que dans ces conditions « aucune révolution sociale ne peut réussir sans être, en même temps, une révolution consciemment spatiale »<sup>3</sup>. Et, ajouterons-nous, aucun mouvement socio-spatial ne peut prétendre au succès sans se préoccuper explicitement de son insertion territoriale, et agir en conséquence.

Ce n'est, pour Soja, qu'une telle indispensable "démystification de la spatialité" qui pourra révéler les potentialités de ce qu'il appelle une "conscience spatiale révolutionnaire" et établir les fondements matériels et théoriques d'une véritable praxis spatiale populaire radicale, qui soit délibérément et consciemment orientée vers « l'expropriation du contrôle de la production de l'espace », monopolisée par les élites de la richesse et du pouvoir.

C'est aussi pourquoi, selon lui, la dite "lutte des classes" devrait davantage chercher à embrasser et se concentrer sur quelques points névralgiques : la production de l'espace, la structure territoriale d'exploitation et de domination, et la reproduction spatialement contrôlée du système comme un tout. En conséquence, c'est pourquoi également, dépassant les discriminations et les ségrégations, elle devrait surtout concrètement « s'efforcer d'inclure tous ceux qui sont exploités, dominés et "périphérisés", par l'organisation spatiale dominatrice du capitalisme tardif : les paysans sans terre, la petite bourgeoisie prolétarisée, les femmes, les étudiants, les minorités sociales et, bien entendu, la classe ouvrière elle-même »<sup>4</sup>. Ainsi, conclut-il, "la spatialité concrète - la géographie humaine effective - est le terrain des luttes pour la production et la reproduction sociales qui visent soit au maintien et au renforcement de la spatialité existante, soit à une restructuration significative et/ou à une

<sup>1</sup> Ibidem, p. 421.

<sup>2</sup> H.LEFEBVRE, p.69-70.

<sup>3</sup> E.SOJA, Geografias pós-Modernas, p.116.

<sup>4</sup> Idem, p.115.

transformation radicale <sup>1</sup>. Cela ne peut passer que par une réelle prise en considération des classes populaires.

C'est bien en prenant pleinement en compte tous ces enjeux sociaux, comme le soulignait d'ailleurs lui-même Henri Lefebvre, que d'une manière très générale et englobante « l'espace devient l'enjeu principal des luttes et des actions visant un objectif », quel qu'il soit. S'il n'a jamais cessé d'être le milieu où se déploient les stratégies, l'espace géographique devient alors quelque chose d'autre que le simple cadre, le réceptacle indifférent des actes. Un "milieu" certes, mais de moins en moins neutre, de plus en plus actif, à la fois comme instrument et comme objectif, comme moyen et comme but <sup>2</sup>.

De sorte également, selon H.Lefebvre, qu'aujourd'hui tout ce qui provient de l'histoire et du temps, héritages, patrimoines, territoires doit être considéré comme subissant une épreuve, une sorte "d'ordalie" moderne à laquelle rien ni personne ne saurait échapper : l'épreuve de l'espace, l'épreuve par l'espace. A travers cette épreuve « les cultures, les connaissances des peuples, des groupes et même des individus, n'évitent pas la perte d'identité, qui s'ajoute aux autres terreurs. Référence et référentiels venus du passé se dissolvent ». Mais, concernant le risque de perte d'identité et, par conséquent aussi, la quête d'une identité nouvelle, il souligne encore ceci : "un groupe, une classe ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme "sujets" qu'en engendrant (produisant) un espace", en s'appropriant un territoire. Il établit ainsi un lien fondamental entre identité et espace. Aucune entité sociale ne peut prétendre à l'identité, si elle s'avère impuissante à produire son propre espace. Par conséquent, « les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace (...) se dessèchent en signes, en récits abstraits, se changent en fantasmes », et « ce qui ne s'investit pas en un espace approprié reflue en signes vains et (sans) signification ». Face à cette exigence « l'investissement spatial, la production d'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais c'est une question de vie ou de mort » <sup>3</sup>, non seulement pour les idées, les représentations et les valeurs, mais pour les classes socio-spatiales elles-mêmes qui en sont ou qui s'en font les porteuses.

Dans l'ordalie moderne de l'épreuve de l'espace le critère le plus pertinent de l'évaluation de l'efficacité d'un mouvement socio-spatial pourrait donc bien être aussi, au-delà même de sa volonté d'intervenir consciemment dans les enjeux de l'espace, sa capacité à spatialiser effectivement ses pratiques, à territorialiser efficacement ses luttes.

### Conclusion

L'explicitation des orientations et des catégories théoriques fondamentales de notre recherche nous conduit ainsi au résultat suivant : les interpellations de notre fin de siècle qui provoquent la mise à l'épreuve de l'espace de tout et de tous, nous amènent à (re)considérer les vertus d'une approche dialectique et à envisager son intérêt dans une démarche géographique. Par son développement il s'agit d'abord de passer d'une critique de la géographie à la pratique d'une géographie

<sup>1</sup> E.SOJA, 1989, ouv. cité, p.158.

<sup>2</sup> H.LEFEBVRE, ouv.cité, p. 471-472.

<sup>3</sup> Idem, p.478-479.

critique<sup>1</sup>. A partir de la logique et de la méthode dialectiques, qui introduisent et revendiquent le point de vue de la contradiction dans l'analyse socio-spatiale, il s'agit aussi de mettre en oeuvre un matérialisme qui soit non seulement historique, mais qui affirme également sa dimension géographique.

La géographie ainsi conçue serait donc finalement l'analyse de la différenciation et de l'organisation de l'espace, ainsi que du fonctionnement du territoire, aux différentes échelles. Cette analyse géographique doit s'attacher non seulement à une approche formalisante de la structuration matérielle de l'espace (selon une combinatoire toujours spécifique à chaque objet : en termes d'aires, de pôles et d'axes), mais elle doit aussi bien porter, dialectiquement, sur les modalités contradictoires, et même parfois antagoniques, de l'appropriation identitaire qu'en font, par leurs pratiques matérielles et symboliques, et à toutes les échelles, les différentes entités socio-spatiales (individus, groupes, collectivités) qui forment par là même une société territorialisée.

L'approche géographique traditionnelle la plus courante du Nordeste brésilien, d'essence largement empirique et déterministe, offre, bien évidemment, des acquis incontestables et précieux<sup>2</sup>. Mais elle échoue cependant à rendre véritablement compte des contradictions qui marquent la région et qui se présentent, par exemple, sous la forme d'un « fort paradoxe joignant la pauvreté et l'opulence, l'archaïque et le moderne, l'immense contingent des sans-terres à côté de la grande concentration foncière »<sup>3</sup>. Du même coup elle s'avère incapable d'expliquer le maintien, voire l'accentuation, des difficultés régionales dans le contexte d'une volonté modernisatrice pourtant sans cesse réaffirmée. Comment, en effet, un certain "discours" et une certaine "pratique" du "pouvoir" ne conduisent-ils ainsi qu'à un "sous-développement soutenu" ? C'est qu'il se pose donc bien, à son sujet, un problème de positionnement théorico-scientifique. L'approche classique, empirico-naturalisante, en revient ainsi invariablement à "la problématique de la sécheresse" et la répétition de la différenciation en trois espaces selon le triptyque : *mata/agreste/sertão*, et la boucle est ainsi toujours bouclée. Cette approche traditionnelle du Nordeste ne peut ainsi guère aller au-delà d'une théorisation quasi historisante, essentiellement "rétrospective". Pourtant, les évolutions actuelles ne mériteraient-elles pas une approche renouvelée, qui soit bien plutôt "synchronico-fonctionnelle" ? De plus, la géographie peut-elle ignorer plus longtemps les développements en cours de Mouvements Socio-Spatiaux ? Ces Mouvements n'appellent-ils pas également une théorisation plus "prospective", qui puisse déboucher sur des problématiques à la fois sociales et politiques ?

Notre projet géographique est donc ainsi d'aller au-delà des apparences quelque peu trompeuses d'un consensus spatial d'ailleurs de plus en plus souvent remis en cause, et de considérer qu'y compris à l'échelle locale ou régionale, le jeu des contradictions socio-spatiales conduit désormais à des ruptures et à des conflits plus nombreux. Les mouvements sociaux qui les portent, comme les Mouvements Socio-Urbains (MSU) de Natal ou le Mouvement des Sans-Terre (MST) dans le Rio Grande do Norte, sont l'expression d'une *praxis* spatiale, certes plus ou moins radicale,

<sup>1</sup> M. SANTOS, 1984, *Pour une géographie nouvelle, de la critique de la géographie à une géographie critique*, Publisud.

<sup>2</sup> Concernant le Rio Grande do Norte voir, par exemple : O.VALVERDE et alii., 1962, « *Geografia econômica do Nordeste potiguar* », *Revista Brasileira de Geografia*, n°1, p.3-42.

<sup>3</sup> F.S.PAULINO, 1992, *Nordeste, Poder e subdesenvolvimento sustentado, discurso e pratica [ Nordeste, pouvoir et sous-développement soutenu, discours et pratique]*. EUIFC, p.35.

mais qui, à tout le moins, cherche à mieux pointer les enjeux fondamentaux de l'appropriation et de la maîtrise de l'espace, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui fondent et portent l'identité et la territorialité de leurs acteurs.

Pour l'essentiel, notre positionnement se rapproche donc plutôt de celui de la géographie dite "radicale". Cependant, comme le signale le géographe brésilien C.Paulo Gomes, « bien que la géographie radicale se distingue par une perspective commune et propre, on note cependant une différenciation de cette école en deux tendances. D'un côté, un groupe de géographes, surtout français, travaillent à réévaluer le poids des traditions géographiques et à imposer un nouveau point de vue sur la notion politique de l'espace [ ex: Y.Lacoste, J.Lévy ]. D'un autre côté, la critique radicale ouvertement inspirée du marxisme, très développée aux Etats-Unis [ ex: Soja, Harvey, Peet ] se donne comme tâche fondamentale d'adapter les instruments de cette doctrine à l'analyse spatiale »<sup>1</sup>. Peut-être une troisième voie est-elle envisageable pour la géographie radicale : celle qui, tout en intégrant les préoccupations des deux premières, soit non seulement "radicale" par ses orientations et ses choix théorico-méthodologiques, mais également par son objet d'étude, c'est-à-dire la radicalité socio-spatiale populaire elle-même.

---

<sup>1</sup> P.C.GOMES, 1996, « *Le mythe de la Modernité géographique* », in : J-F STASZAK, *Les discours du géographe*, p.255-281.

## Chapitre 3 : CONCEPTUALISATION

*« La territorialité des êtres humains est une puissante stratégie géographique pour contrôler les personnes et les choses à travers le contrôle d'un espace » .*

R.SACK<sup>1</sup>.

Ayant établi et explicité, du mieux que nous l'avons pu, nos orientations théoriques, il s'agit maintenant, dans ce nouveau chapitre, d'un essai de conceptualisation qui vise à conférer un statut scientifique plus assuré aux notions, centrales dans notre sujet, d'identité et de territorialité. Le passage de simples notions à celui de véritables concepts opératoires doit s'effectuer non seulement par la combinaison des deux notions entre elles, mais aussi par leur inscription commune dans un réseau conceptuel plus large<sup>2</sup>. Une telle mise en place nous conduira à envisager une géographie de la territorialité inscrite, sans s'y dissoudre, dans les phénomènes actuels de globalisation, c'est-à-dire sans passer sous silence ni les aspects de déterritorialisation massive, ni les forts potentiels de conflictualité nouvelle que cette situation recèle.

Ce dont nous avons maintenant besoin, c'est d'éclairer et de définir les cadres conceptuels indispensables pour nous aider à répondre aux questions suivantes : Qu'est-ce qui fait vraiment l'identité géographique du Nordeste parmi toutes les régions brésiliennes, et celle du Rio Grande do Norte dans l'ensemble de la région Nordeste ? Nous verrons que c'est poser, en fait, pour chacun, deux questions : qu'ont-ils donc de semblable, mais qu'ont-ils, aussi, de différent ? Quelle problématisation conviendrait à une approche qui soit plus géographique qu'idéologique de ces interrogations : doit-elle être déterministe ? Subjectiviste ? Géopolitique ? Socio-politique ? Ou, plutôt, celle d'une géographie de la territorialité, dans toutes ses dimensions ?

Ces questions en appellent en fait bien d'autres, qui concernent, elles, l'identité territoriale des habitants de ces espaces eux-mêmes : « Qu'est-ce qu'être nordestin ? », ou « Qu'est-ce qui fait que l'on est nordestin ? »<sup>3</sup>. Peut-on d'ailleurs poser, aussi généralement et indistinctement pour toutes les classes sociales, cette unique question ? Qu'en est-il surtout des classes populaires, dites parfois "subalternes" mais cependant majoritaires, à cet égard ? Est-ce d'ailleurs, nécessairement, toujours la même chose aujourd'hui qu'hier ? Ne faudrait-il pas y répondre désormais autrement et pourquoi ? Car, paradoxalement, l'identité, loin d'être immuable, ne devrait-elle pas au contraire, pour échapper à toute tentation du rejet de l'autre, inclure aussi une certaine capacité d'évolution, de "mutabilité" ? L'identité se

<sup>1</sup> R.SACK, 1986, *Human Territoriality - Its Theory and History*, Cambridge University Press, p. 5.

<sup>2</sup> Nous n'irons donc pas jusqu'à nous inspirer de cette remarque, pourtant pleine de bon sens, d'Yves BAREL : « Les sciences sociales ont plus besoin d'outils de travail souples, parfois un peu bricolés ou baroques, que de « rigueur » définitionnelle ou conceptuelle », in: *Espaces, jeux et enjeux*, 1986, p. 132.

<sup>3</sup> Voir : M.PENNA, 1992, *O que faz ser Nordestino ?* [Qu'est-ce qui fait que l'on est Nordestin ?], Cortez Editora, São Paulo et M.PENNA, 1988, « O que faz ser Nordestino : uma contribuição ao estudo das identidades sociais », in : *Seminário: Nordeste, o que há de novo ?*, UFRN, Natal, p.150-163.

définissant, il est vrai, par comparaison, voire par confrontation, à l'autre, la nouvelle conflictualité socio-spatiale, protestataire et militante, ne constituerait-elle pas, par excellence, un processus de (re)construction identitaire ?

Mais, à vrai dire, ces questions gardent-elles vraiment un sens à notre époque de mondialisation, alors qu'on parle si volontiers aujourd'hui de "fin des territoires". Il faut donc, aussi, répondre clairement à cette objection qui, faute d'être levée, mettrait fondamentalement en cause, au-delà de l'intérêt de notre propre projet de recherche, la possibilité même de toute géographie.

### 1 - Identité, identités.

L'identité constitue un concept-clé de toutes les sciences sociales, donc, en principe aussi, de la géographie. A l'évidence essentielle pour une géographie qui ne néglige pas l'espace vécu et la territorialité, elle pose cependant de réels problèmes de définition. Elle a, elle aussi, de multiples dimensions : individuelle celle de l'homme-habitant, collective concernant le groupe spatialisé, et régionale pour la région ou la localité "vécue" et "d'appartenance".

Selon les auteurs du "dictionnaire critique" des Mots de la géographie, l'identité est un "mot à double sens, définissant à la fois le caractère de ce qui est pareil et de ce qui est distinct". Ils distinguent quant à eux, très légitimement, deux sens différents - bien que souvent confondus - de cette même notion :

**Sens 1 :** l'identité comme **altérité**, car il n'existe pas deux lieux, deux régions, deux villes identiques, d'où on a pu conclure que seule l'étude géographique régionale monographique serait légitime, et qui est devenu le fondement du "vidalisme", de l'**idiographie**;

**Sens 2 :** L'identité comme **similitude**, car on peut tout aussi bien rechercher les situations identiques, les problèmes de même nature. Par comparaison et typologie, on vise à dégager des structures, découvrir et formuler des modèles et des lois. C'est le fondement de la **nomothétie**.

Ils rejoignent ainsi la nécessité de soigneusement distinguer deux définitions du concept d'identité, qui a été soulignée ainsi par le philosophe Paul Ricœur :

« Le cadre conceptuel que je propose de soumettre à l'épreuve de l'analyse repose sur la différence fondamentale que je fais entre deux usages majeurs du concept d'identité: l'identité comme **mémeté** (latin : **idem**) et l'identité comme **soi** (latin : **ipse**). L'**ipséité**, dirai-je, n'est pas la **mémeté**. Ma thèse est que bien des difficultés qui obscurcissent la question de l'identité personnelle résultent du manque de distinction entre ces deux usages du terme identité »<sup>1</sup>.

Sans aucun doute la géographie gagnerait à opérer, elle aussi, une telle distinction. D'autant que, sur ce point, il semble qu'elle ait longtemps et beaucoup hésité. Quand la géographie régionale française classique, à la recherche des identités régionales, insistait surtout sur le caractère unique de chaque région, elle penchait dans le sens de l'**ipséité**, et plus du tout dans le sens de la **mémeté**. Quand, aujourd'hui, la géographie "chorématique" s'oriente parfois vers la recherche de modèles, invariants et transférables, il semble qu'elle

<sup>1</sup> P. RICOEUR, 1988, *Esprit*, n° 7/8, Juillet-Août, p.296

insiste désormais à son tour beaucoup sur la mêmeté, et du coup, plus assez sur l'ipséité.

Ce qui fait l'utilité, en même temps que la difficulté, du concept d'identité, c'est précisément que son usage implique d'être en capacité à la fois de distinguer et d'associer, ce qu'il y a d'unique et, en même temps, de commun, par exemple, dans une région ou un territoire. Mais, en géographie, le problème de l'identité ne peut plus se réduire uniquement à celui de l'approche des régions. Il englobe aussi la question de l'ensemble des identités-entités socio-spatiales, individuelles et collectives, présentes dans un territoire.

## 2 - De l'identité à la territorialité

Dans notre tentative en cours de conceptualisation des notions, il s'agit d'envisager maintenant le type d'articulation qui s'établit entre identité et territorialité, en nous fixant l'objectif d'aller au-delà du simple postulat de principe, constitutif de toute géographie, qui veut qu'il y en ait nécessairement un, mais sans toujours vraiment chercher à préciser ce qu'il peut bien être.

Nous constaterons ainsi que le problème est souvent abordé selon trois approches plus ou moins poussées : celle, d'abord, d'une identité subjective reposant sur un simple sentiment d'appartenance à un espace donné; celle, ensuite, d'une sorte de dualisme qui consiste à associer à ce sentiment foncier d'appartenance certaines autres considérations géopolitiques supplémentaires; et celle qui nous conduit, enfin, d'une telle géopolitique traditionnelle à une plus moderne géographie du pouvoir et/ou du politique. En fait, nous nous efforcerons surtout d'établir que ce qui est indispensable à l'analyse du lien spatial c'est moins une géographie du strict pouvoir politique, qu'une véritable géographie de la territorialité, considérant qu'elle est en réalité le résultat de tout un éventail de pratiques sociales, à la fois idéelles et matérielles.

### a - L'approche subjectiviste

Pour le "dictionnaire critique" des "mots de la géographie", la territorialité est « un rapport individuel ou collectif à un territoire considéré comme approprié (...) ». Selon ses auteurs, elle relève donc exclusivement « de la psychologie collective et contribue à fonder l'identité du groupe »<sup>1</sup>. C'est une manière d'exprimer, sous une forme lapidaire, le postulat de base de la géographie qui veut qu'il y ait un rapport entre un espace et l'identité de la population qui l'occupe. Ce rapport constituerait à lui seul la territorialité qui se réduirait ainsi à une seule dimension, disons psychologique.

Abordant cette question, le géographe argentin Roberto Bustos Cara, quant à lui, après avoir pourtant légitimement posé, selon nous, que "le territoire est une objectivation multidimensionnelle de l'appropriation sociale de l'espace"<sup>2</sup>, et que, dans ces conditions, « le

<sup>1</sup> R. BRUNET, R. FERRAS et H. THIERY, 1992, *Les mots de la géographie*, p. 436

<sup>2</sup> R. BUSTOS CARA, *ouv. cité*, p. 262



thème de l'Identité acquiert de la valeur en géographie à partir du concept de Territorialité, comme catégorie relationnelle espace-société »<sup>1</sup>, en arrive cependant à la conclusion nettement moins heureuse que : " la territorialité [est] la qualité subjective du groupe social ou de l'individu qui leur permettent, sur la base d'images, de représentations et de projets de prendre conscience de leur espace de vie " <sup>2</sup>. On ne quitte donc pas vraiment ici une approche subjectiviste.

On peut certes rester ainsi uniquement attentif aux aspects les plus subjectifs d'une telle appropriation sociale de l'espace. C'est encore ce que, par exemple, retient et souligne plus particulièrement A.Bailly. Pour lui « la territorialité issue des relations entre un individu, son groupe social, et un territoire pratiqué, se manifeste par un sentiment d'appartenance »<sup>3</sup>. Il n'y aurait selon lui qu'à distinguer la territorialité situationniste, qui considère les espaces des individus, où ils se sentent territorialement bien, comme ceux défendus par des animaux, de la territorialité relationnelle pour laquelle l'image spatiale résulterait des relations (entre les individus, les groupes), relations médiatisées par les valeurs véhiculées par les pouvoirs qui en imposent les codes (langages, thèmes, mythes, etc.). Ainsi, souligne-t-il, « La territorialité est (...) liée à l'expérience individuelle, en particulier à l'apprentissage dans le cadre d'une collectivité. Toute territorialité fait d'abord appel à la mémoire, mémoire réflexive individuelle liée au vécu, mémoire projective liée aux aspirations: mais aussi mémoire collective de la société (...) ». Mais reconnaît-il néanmoins pour finir : « cette territorialité subjective est souvent caricature de la réalité. On imagine sa région natale comme on souhaiterait qu'elle ait été. En fait, cette territorialité correspond à la fois à la pratique mais surtout aux aspirations »<sup>4</sup>.

C'est reconnaître qu'une territorialité réduite à ses seules dimensions subjectives risque fort d'être, et très facilement, mystifiée-mystifiante. Comme le souligne d'ailleurs très bien Yi-Fu Tuan lui-même, comme on sait l'un des pères fondateurs de la géographie humaniste : « l'espace mythique est aussi une réponse du sentiment et de l'imagination aux nécessités humaines fondamentales. Il diffère des espaces conçus pragmatiquement et scientifiquement dans le sens qu'il ignore la logique de l'exclusion et de la contradiction »<sup>5</sup>. Il appartient donc plus au domaine de la logique formelle qu'à celui de la logique dialectique.

Il semble donc nécessaire, sans pour autant négliger ces aspects subjectifs, d'envisager la territorialité dans un cadre conceptuel bien plus large, intégrant bien d'autres dimensions.

#### b - Du sentiment d'appartenance à la géographie du politique

Une première étape est franchie lorsqu'on veut bien admettre que la territorialité s'inscrit, au minimum, dans un dualisme qui associe, dans l'appropriation sociale de l'espace en un territoire, une nouvelle dimension "géopolitique" à la première dimension strictement affective.

<sup>1</sup> Idem, p.261

<sup>2</sup> R.BUSTOS CARA, in : *Território, globalização e Fragmentação*, M.SANTOS et alii. (Coord.), 1994/1994, p.262

<sup>3</sup> A.BAILLY, 1989, « Enseigner les représentations régionales », in : Y.ANDRE, A.BAILLY (Coord.) : *Représenter l'espace*, p. 145.

<sup>4</sup> A.BAILLY, idem, p.146.

<sup>5</sup> Y.F.TUAN, 1983, *Espaço e Lugar*, p.112

C'est ce que suggère, par exemple, R.L. Corrêa<sup>1</sup> : " L'appropriation peut avoir, dit-il, une double signification. D'un côté elle s'associe au contrôle de fait, parfois légitimé, de la part des institutions ou de groupes sur une fraction donnée de l'espace. En ce sens le concept de territoire est lié à la géographie politique et à la géopolitique. D'un autre côté l'appropriation peut revêtir une dimension affective, dérivée des pratiques spatialisées de la part de groupes distincts définis par leurs revenus, leur race, leur religion, leur sexe, leur âge ou tout autre attribut. En ce sens, le concept de territoire est lié à une géographie qui privilégie les sentiments et le symbolisme attribués aux lieux. L'appropriation est alors associée à l'identité de groupes et à l'affectivité spatiale"<sup>2</sup>. On remarquera que, dans ce cas de dualisation du territoire, on continue pourtant d'attribuer la fonction identifiante à la seule dimension affective. Mais, quoi qu'il en soit, au résultat, "les deux significations peuvent, cependant, se combiner en définissant des territoires pleinement appropriés, en droit, en fait et affectivement (et ainsi) le territoire est l'espace revêtu d'une dimension soit politique, soit affective ou des deux ensemble. La territorialité, de son côté, se réfère à l'ensemble des pratiques et de leurs expressions matérielles et symboliques capables de garantir l'appropriation et la permanence d'un territoire donné (...)"<sup>3</sup>. Si le dualisme en question n'est qu'une manière synthétique de désigner les deux grands groupes de pratiques territorialisantes, les pratiques matérielles d'une part (mais qu'on ne peut alors réduire aux seules pratiques politiques) et les pratiques idéelles, d'autre part, d'appropriation symbolico-culturelle de l'espace, alors il faut bien souligner qu'il n'est guère possible de les séparer aussi nettement, puisqu'elles influent les unes sur les autres, et que cette liste des pratiques de territorialisation, ne peut encore, à l'évidence, s'arrêter là.

### c - La territorialité : de l'espace au territoire.

Dans l'approche des questions de la territorialité il convient ainsi d'être attentif à la manière la plus courante d'aborder ce problème, afin d'être averti de certaines de ses insuffisances, pour tenter précisément de les dépasser. Marcelo José Lopes De Souza<sup>4</sup> s'y essaie, ayant à traiter du concept de Territoire<sup>5</sup>. Dans une problématisation essentiellement politique, il s'interroge sur l'émergence des identités socio-culturelles et socio-spatiales, et avance aussi une explication sur la confusion fréquente dans l'usage des termes "espace" et "territoire". Selon lui, le territoire c'est :

« l'espace concret en soi (avec ses attributs naturels et socialement construits) qui est approprié, occupé par un groupe social. L'occupation du territoire est vue comme quelque chose qui est générateur de racines et d'identité: un groupe ne pouvant plus être compris sans son territoire, au sens où l'identité socio-culturelle des personnes serait inextricablement liée aux attributs de l'espace concret (nature, patrimoine architectural, "paysage"). Il y a plus : les limites du territoire ne sont pas immuables - car les frontières peuvent être altérées, communément par la force brute -, mais chaque

<sup>1</sup> Professeur à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et à l'IBGE.

<sup>2</sup> R.LOBATO CORREA, in : *Território, globalização e Fragmentação*, M.SANTOS et alii. (Coord.), 1994, p.251.

<sup>3</sup> Idem, p.252.

<sup>4</sup> Professeur du Département de Géographie de l'Université de Rio de Janeiro (UFRJ)

<sup>5</sup> M.J.L. de SOUZA, 1995: « *O território: sobre espaço e poder, autonomia e desenvolvimento* » [ Le territoire: sur espace et pouvoir, autonomie et développement ], in : *Geografia: Conceitos e Temas*, p.77-116.

espace est, en tant que territoire, territoire pendant tout le temps, car seule la durabilité peut être génératrice d'identité socio-spatiale, identité en vérité non seulement avec l'espace physique, concret, mais avec le territoire et, comme critère, avec le pouvoir de contrôle de ce territoire... Il n'y a pas à être surpris que cette vision utilise souvent indistinctement les termes territoire et espace, obscurcissant le caractère spécifiquement politique du premier »<sup>1</sup>.

Il souligne également qu'une telle approche, selon lui trop "rigide", privilégie abusivement deux niveaux d'échelle géographique : l'Etat-Nation et la Région. C'est parce qu'il s'agit le plus souvent de justifier le maillage territorial officiellement en place, plus par l'idéologie, que sur la base de réalités qui seraient géographiquement immuables :

« Ce type de territoire a toujours été associé, dans le cadre d'un discours évidemment idéologique, en premier lieu au découpage du "territoire national", ou encore, de l'Etat-Nation. Un autre découpage important fut, souvent, celui de la "région", entité spatiale un rien mystifiée par la géographie régionale lablachienne dans un discours idéologique qui voyait le "territoire national" comme une mosaïque organique et harmonique de "régions" singulières »<sup>2</sup>.

Enfin, il propose son propre questionnement sur le concept de territoire, qui l'inscrit dans une géographie du territoire. Elle devient alors essentiellement, au-delà d'une géographie naturaliste ou d'une géographie subjective de l'identité, une véritable géographie du pouvoir et de ses affrontements.

« Le territoire est fondamentalement un espace défini et délimité pour et à partir de relations de pouvoir. La question primordiale ici, n'est pas, en réalité, quelles sont les caractéristiques géo-écologiques et les ressources naturelles d'une certaine zone, qu'est-ce qui se produit et qui produit dans un espace donné, ou encore quelles sont les relations affectives et d'identité entre un groupe social et son espace ? (...) Le vrai leitmotiv est le suivant : qui domine et influence et comment il domine et il influence cet espace ? Ce leitmotiv porte également en lui, au moins d'un point de vue qui ne cherche pas à escamoter les conflits et les contradictions sociales, la question suivante inséparable, du fait que le territoire est essentiellement un instrument d'exercice du pouvoir : qui domine et influence qui dans cet espace, et comment ? »

On peut volontiers souscrire à bien des aspects d'une telle approche, d'essence évidemment très politique, qui est celle d'une géographie du pouvoir. Mais, si elle présente l'intérêt, en effet, par rapport aux autres approches, de ne pas escamoter les contradictions et les enjeux territoriaux, elle ne doit cependant pas conduire à écarter à son tour trop complètement les autres dimensions de la relation identitaire à l'espace, en les renvoyant purement et simplement avec les problématiques, déterministe et subjectiviste, qui se trouvent ainsi critiquées et dépassées.

<sup>1</sup> M.J.L. de SOUZA, *idem*, p.84.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p.84.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p.78-79, souligné par l'auteur.

### 3 - Une géographie de la territorialité

Pourquoi semble-t-il, en effet, nécessaire, suivant les suggestions pionnières de Claude Raffestin<sup>1</sup>, d'aller vers une géographie du pouvoir qui débouche, en fait, sur une géographie de la territorialité ? Il faudrait surtout qu'elle considère le spectre des pratiques sociales territorialisantes dans toute son ampleur et sa diversité. La mondialisation en cours, même si elle paraît de prime abord nourrir la tendance globale à la déterritorialisation, ne remet cependant pas fondamentalement en cause l'exigence d'une telle géographie de la territorialité. Elle en renforce au contraire toute l'urgence à condition d'en affirmer mieux le contenu et les orientations.

Claude Raffestin a déjà dessiné, on le sait, au sujet d'une telle "géographie du pouvoir", les contours d'une plus ample géographie de la territorialité, ce problème de la territorialité étant, estime-t-il, « l'un des plus négligés de la géographie »<sup>2</sup>.

La géographie, qui a surtout été traditionnellement une géographie du paysage, devrait désormais s'efforcer, selon lui, de devenir davantage une géographie de la territorialité. Il est ainsi d'abord indispensable de distinguer soigneusement les notions de paysage et de territorialité, car, dit-il, « elles ne se réclament pas des mêmes fondements épistémologiques » : la notion de paysage procède du "vu", tandis que la notion de territorialité procède du "vécu"<sup>3</sup>. Ainsi, d'après lui, « la territorialité peut être définie comme l'ensemble des relations entretenues par l'individu en tant que membre d'une société avec son environnement ». Il est donc absolument nécessaire de sortir des analogies animales pour traiter de la territorialité humaine, car ce serait « faire renaître un déterminisme sans intérêt que de concevoir la territorialité comme un simple lien avec l'espace »<sup>4</sup>. En fait, « s'interroger sur les processus par lesquels les individus se territorialisent en territorialisant l'espace (...) c'est entrer dans un champ d'observation et d'analyse qui met en relation permanente la sphère privée et la sphère publique, qui interdit de gommer les différences sociales, car l'usage différencié de l'espace est bien l'un des traits majeurs de la distinction sociale »<sup>5</sup>.

Espace et territoire ne doivent évidemment pas être considérés comme équivalents et interchangeable. L'espace est « en position d'antériorité » par rapport au territoire, et le territoire est généré à partir de l'espace. Selon C. Raffestin, « le territoire est un espace dans lequel on a projeté du travail, soit de l'énergie et de l'information », et qui, par conséquent, « révèle des relations toutes marquées par le pouvoir »<sup>6</sup>. La territorialité s'inscrit ainsi « dans le cadre de la production, de l'échange, et de la consommation des choses », et son analyse n'est possible qu'à travers la saisie de relations réelles replacées dans leur contexte socio-historique et

<sup>1</sup> C. RAFFESTIN, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*. LITEC.

<sup>2</sup> C. RAFFESTIN, *ouv. cité*, p. 143.

<sup>3</sup> C. RAFFESTIN, 1977, « *Paysage et territorialité* », *Cahiers de Géographie du Québec*, n°53-54, p. 123-134. C'est nous qui soulignons. J-Y M.

<sup>4</sup> C. RAFFESTIN, *Pour une géographie du pouvoir*, p. 145.

<sup>5</sup> P. TIZON, 1996, « *Qu'est-ce que le territoire ?* », in: G. DI MEO (org.) : *Les territoires du quotidien*, p. 28.

<sup>6</sup> C. RAFFESTIN, *ouv. cité*, p. 129.

spatio-temporel »<sup>1</sup>. La territorialité humaine peut dès lors être définie comme le système de relations qu'entretient une collectivité - et, partant, un individu qui y appartient - avec l'extériorité et/ou l'altérité à l'aide de médiateurs<sup>2</sup>. Le territoire est donc ainsi une « réordination de l'espace », et il doit être considéré comme de « l'espace informé ». C. Raffestin en vient même à considérer que c'est désormais « l'information [qui] fait le territoire », et que c'est « la théorie de la communication qui commande à l'heure actuelle l'écogénèse territoriale et le processus de Territorialisation-Déterritorialisation-Reterritorialisation [T-D-R] »<sup>3</sup>. S'il est, en effet, nécessaire de prendre en considération l'information, les discours et les idéologies, dans l'écogénèse territoriale, il n'est sans doute pas souhaitable que la géographie verse à son tour dans la théorie mythique de l'envahissante "communication globale". La communication certes, mais avec une approche nécessairement critique de ses contenus plus massivement idéologiques que scientifiques : territorialismes, géographismes, etc.

Y. Barel insiste également, quant à lui, sur cette approche féconde en termes de cycles de "T.D.R.". D'une manière générale, il serait, selon lui, « intéressant de se représenter le changement social (et son contraire, le blocage) sous la forme d'une dynamique territoriale. Car le changement social [ peut être ] vu comme un mouvement de territorialisation-déterritorialisation-reterritorialisation ». Il en résulte que « d'une certaine manière, on peut (également) se représenter la modernité comme la lente montée de codes déterritorialisants qui engendrent (...) le besoin de nouveaux territoires »<sup>4</sup>. Envisager de tels cycles de "TDR" c'est une manière d'introduire la temporalité dans l'analyse des territoires. Elle relativise les approches rétrospectives, voire passéistes, trop exclusivement historisantes. Dans le cas du Nordeste elle évite de se laisser enfermer dans l'idéologie de la région relique, vue comme le "berceau historique et culturel" de la brésilianité.

Une telle géographie de la territorialité, ainsi dérivée de la géographie du pouvoir au sens large, invite donc « à prendre en compte le vécu à travers les relations ». Si Claude Raffestin estime qu'il serait prématuré de vouloir qualifier les différentes territorialités, il émet pourtant l'hypothèse « de territorialités à forte dissymétrie, ne serait-ce que celle des sociétés dominées » comme l'est incontestablement celle du Brésil. Dans de tels cas, dit-il, « il est assez évident qu'une géographie de la territorialité doit faire une large place à la notion de pouvoir qui, seule, peut expliquer beaucoup de relations dissymétriques »<sup>5</sup>. En particulier - ce qui vient opportunément conforter notre propre problématique concernant les mouvements socio-spatiaux populaires - une telle « géographie de la territorialité devient nécessaire pour comprendre les mouvements de contestation, les révoltes qui se manifestent ou éclatent un peu partout et dont l'origine est fréquemment l'existence de relations dissymétriques perçues comme telles et devenues, dès lors, insupportables »<sup>6</sup>. Au Brésil, A.U. de Oliveira souligne lui aussi que

<sup>1</sup> Ibidem, p. 146

<sup>2</sup> Ibidem, p. 183

<sup>3</sup> C. RAFFESTIN, 1986, « *Ecogénèse territoriale et territorialité* », in : *Espace, Jeux et Enjeux*, R. BRUNET et F. AURIAC (Org.), p. 184.

<sup>4</sup> Y. BAREL, 1986, « *Le social et ses territoires* », in : *Espaces, Jeux et Enjeux*, p. 139, souligné par l'auteur.

<sup>5</sup> C. RAFFESTIN, 1986, « *Ecogénèse territoriale et territorialité* », art. cité, p. 133

<sup>6</sup> Ibidem, art. cité, p. 133. C'est nous qui soulignons (J-Y M).

le territoire ne peut pas être compris comme équivalent, comme égal à l'espace, ainsi que le proposent encore trop de géographes. « Il est fondamental, dit-il en ce sens, de comprendre que l'espace est antérieur au territoire. Le territoire est un espace transformé par le travail, il est donc une production humaine, bientôt espace de lutte, de lutte de classes ou de fractions de classes. Pour toutes les relations qu'il englobe, il s'inscrit dans le champ du pouvoir, étant alors le lieu de la lutte quotidienne de la société pour son devenir »<sup>1</sup>.

La géographie de la territorialité devrait donc se proposer, selon nous, d'analyser l'ensemble des pratiques sociales qui contribuent à l'appropriation multiforme de l'espace, et à travers lesquelles celui-ci est, par cela même, transformé en un territoire. M. Le Berre, après avoir souligné que toute société entretient avec l'espace "des rapports que l'on peut appeler des pratiques territoriales (de vie, de gestion, d'aménagement) », propose, quant à elle, entre autres définitions du territoire, une définition, qu'elle reconnaît comme étant "plus rare", et qui est celle d'une « portion de la surface terrestre sur laquelle s'exercent des conflits entre groupes sociaux en vue d'assurer sa domination donnant lieu à des mutations dans l'usage du sol ». Dans cette optique, ajoute-t-elle, « le territoire est alors envisagé par rapport aux enjeux sociaux qui s'y déroulent »<sup>2</sup>.

La territorialité [au singulier] en général exprime donc l'ensemble des relations des comportements, attitudes, relations d'un groupe localisé avec son espace. Les territorialités [au pluriel] expriment plutôt la diversité des pratiques sociales à l'égard du territoire, fondées sur la multidimensionalité constitutive de l'espace social.

**Tableau 2 : Dimensions de la territorialité et types de pratiques socio-spatiales**

Types de pratiques	Dimensions de la territorialité
Politiques	Les « relations de pouvoirs spatialement délimitées et opérant sur un substrat référentiel » <sup>3</sup>
Stratégiques	« l'impératif du contrôle territorial ».
Géo-économiques	Celles de l'Economie spatiale.
D'aménagement	Aménagement du territoire, <i>planejamento</i> .
Sociales	« la production sociale de l'espace » (Henri LEFEBVRE).
Idéologiques/Culturelles	Idéologies territoriales : régionalismes et territorialismes.
Subjectives	Le « sentiment d'appartenance », ou la « conscience spatiale » ( <i>Raubewusstsein</i> ) des géographes allemands.
Affectives	la « <i>topophilie</i> » de Yi-Fu TUAN

Etabli par l'auteur

<sup>1</sup> A.U. de OLIVEIRA, 1996, Préface du livre de B.FERNANDES, MST... , p.13. Il ajoute ainsi « Contradictoirement, c'est dans la relation établie entre pratique et théorie que les géographes peuvent ouvrir des chemins pour comprendre le monde. Le capital se mondialise, mondialisant son territoire. Il a produit, construit, transformé son territoire. Et quel a été le résultat de ce processus? Une petite partie de l'humanité s'est approprié le monde de manière privée. Le territoire capitaliste confisqué historiquement dans le processus de sa construction est désormais contesté. Les luttes des Sans terre sont des marques visibles de cette contestation. A travers elles, ils sèment l'utopie, retrouvent leur identité et deviennent citoyens » idem.

<sup>2</sup> M. LE BERRE, *Encyclopédie de la géographie*, 1992, p. 620-621.

<sup>3</sup> De SOUZA, art. cité, 1995, p.99.

Si l'on veut bien prendre en compte la richesse d'une telle multidimensionalité, non exhaustive, de l'espace social, il doit être bien clair qu'alors « la territorialisation ne peut pas être vue dans un sens purement instrumental, au sens de la réalisation des intérêts politico-économiques dominants (...) ni fondamentalement identitaire ou symbolique, dans le sens culturel, alimentant des néoterritorialismes aux frontières étanches qui empêchent le dialogue avec l'Autre »<sup>1</sup>. Pour autant, comme l'indique encore Marcelo de Souza, « une autre manière d'aborder la thématique de la territorialité, plus large et critique, ne présuppose pas exactement une séparation entre les dimensions politiques et culturelles de la société, mais un assouplissement de la vision de ce que serait le territoire. Pour nous, dit-il, le territoire est un champ de forces, une trame ou un réseau de relations sociales qui, en dehors de sa complexité interne, définit, en même temps, une limite, une altérité: la différence entre « nous » ( le groupe, les membres de la collectivité ou « communauté », les *insiders*) et les « autres » ( ceux d'ailleurs, les étrangers, les *outsiders*) »<sup>2</sup>. De sorte que c'est bien la confrontation à l'altérité qui est, au sein même des conflits inscrits dans le territoire, la source fondamentale de l'identité.

Pour résumer la spécificité de la territorialité humaine, on peut donc dire avec Yves Barel, que « l'homme, parce qu'il est un animal politique et un animal social, est aussi un animal territorialisateur »<sup>3</sup>.

#### 4 - Identités et territorialités : la "fin des territoires" ?

Avant de tenter d'appliquer cette conceptualisation des identités et des territorialités au cas du Rio Grande do Norte, il reste une dernière et sérieuse objection à lever. La mondialisation en cours provoque en fait, à toutes les échelles, le creusement des inégalités socio-spatiales et la fragmentation des territoires. Signifie-t-elle pour autant la "fin" de tout territoire ? L'exclusion massive est certes le fruit de ségrégations socio-territoriales aggravées et les citoyennetés traditionnelles y ont perdu des repères devenus moins pertinents. Les idéologies spatiales monoscalaires en vogue - du mondialisme au localisme, en passant par tous les régionalismes et les nouveaux continentalismes : asiatique, européen, etc.) - ne rendent cependant que très imparfaitement compte d'appartenances multiples et d'allégeances sociales et idéologiques désormais plus volatiles et diversifiées. Elles ignorent trop la montée des mouvements protestataires qui mettent en cause le désordre socio-territorial en vigueur.

#### a - Globalisation et déterritorialisation

Aujourd'hui, la réalité dominante est moins la pérennité de la territorialité que la déterritorialisation de masse. « La déterritorialité est entendue comme la perte du territoire approprié et

<sup>1</sup> R.HEASBAERT, 1995, « *Desterritorialização : entre as redes e os aglomerados de exclusão* » [ Déterritorialisation: entre les réseaux et les agglomérats d'exclusion ], in : *Geografia: Conceitos e Temas*, p. 201

<sup>2</sup> M.J.L. de SOUZA, 1995: « O território: sobre espaço e poder, autonomia e desenvolvimento » [Le territoire: sur espace et pouvoir, autonomie et développement], in : *Geografia: Conceitos e Temas*, p.86, souligné par l'auteur.

<sup>3</sup> Y.BAREL, 1986, « *Le social et ses territoires* », in : *Espaces, Jeux et Enjeux*, p.135.

vécu en raison de différents processus dérivés des contradictions capables de défaire le territoire »<sup>1</sup>.

Quelle que soit l'ampleur des phénomènes actuels qui semblent agir dans ce sens, il ne faudrait pourtant pas aller jusqu'à nourrir le mythe d'une déterritorialisation globale<sup>2</sup>. Pour Octávio Ianni, qui a ainsi analysé au Brésil la "Société Globalisée", par exemple, la "déterritorialisation" serait aujourd'hui le résultat de la « globalisation qui tend à déraciner les choses, les gens et les idées », et dans laquelle tout « tend à se déraciner : marchés, monnaies, entreprises, agences, gestion, know-how, projet, publicité, technologie ». Il souligne également que la déterritorialisation s'applique tout à la fois « aux groupes ethniques, aux loyautés idéologiques et aux mouvements politiques qui agissent actuellement dans des cadres qui transgressent les frontières et les identités territoriales spécifiques ». Selon lui, la déterritorialisation globale « se manifeste tant dans la sphère de l'économie que dans celles de la politique et de la culture. Tous les niveaux de la vie sociale, dans une certaine mesure, sont atteints par le déplacement ou la dissolution des frontières, des racines, des centres de décision, des points de référence »<sup>3</sup>.

Sans minimiser aucunement les effets massivement déterritorialisants de la mondialisation, on ne peut que difficilement suivre cette analyse jusqu'au bout. Elle semble trop rapidement consacrer le triomphe irrésistible de la globalisation. Elle est également typique d'une démarche assez fréquente, et au fond bien peu géographique, qui privilégie abusivement une seule échelle (ici, l'échelle mondiale) au détriment de toutes les autres. Or, comme le souligne pour sa part Rogério Haesbaert<sup>4</sup>, il ne faudrait surtout pas ignorer le caractère socialement hyper-sélectif, et même ségrégatif, des effets de la globalisation. On ne saurait en effet oublier, dit-il, que « la déterritorialisation a de multiples visages, non seulement économiques, politiques et culturels, mais aussi et surtout en termes de catégories sociales qu'elle englobe ». Tenant compte de l'impact sociologiquement différencié de la globalisation, il est donc ainsi, selon lui, absolument « nécessaire de distinguer et de souligner la signification pratiquement opposée qu'acquiert la déterritorialisation "technologique" de l'élite qui participe aux réseaux de la globalisation informationnelle et la déterritorialisation "radicale" des totalement exclus, dont l'existence devient pratiquement superflue pour le système »<sup>5</sup>. A partir de là, il avance d'ailleurs lui-même en ce sens une analyse géographique de ce qu'il propose d'appeler les "agglomérats d'exclusion", une notion nouvelle dont l'usage pourrait, de toute évidence, s'étendre bien au-delà des limites du seul Nordeste, et même du seul Brésil. Pour lui,

« ce même processus qui, d'un côté, produit des réseaux qui connectent les capitalistes avec les bourses les plus importantes du monde et accélèrent la circulation de l'élite planétaire, génère d'un autre côté

<sup>1</sup> R.IOBATO CORREA, « Territorialidade e corporação: um exemplo », in : Território, Globalização e Fragmentação, ouv. cité, p.252

<sup>2</sup> R.HAESBAERT, ouv. cit. p. 196.

<sup>3</sup> O. IANNI, 1992, *A sociedade global* [La société globale], Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, p.93-94.

<sup>4</sup> Professeur du Département de Géographie de l'UFF (Rio de Janeiro). Voir sa thèse : R.HAESBAERT, "Gaúchos" no Nordeste: modernidade, desterritorialização e identidade [ Les "Gaúchos" dans le Nordeste: modernité, déterritorialisation et identité ], USP, São Paulo.

<sup>5</sup> R.HAESBAERT, « Desterritorialização... », op. cit., p. 197



une masse de dépossédés sans les moindres conditions d'accès à ces réseaux et sans la moindre autonomie pour définir leurs "circuits de vie". Cette masse "structurelle" de misérables, en partie fruit du nouveau cadre technologique imposé par le capitalisme, se trouve totalement marginalisée du processus de production, formant ainsi de véritables amoncellements humains - d'où notre suggestion du terme d'**agglomérat** d'exclusion pour les espaces occupés par ces groupes - qui très souvent (...) ne peuvent même pas être vus dans l'acception marxiste d'armée industrielle de réserve »<sup>1</sup>. Selon lui, au lieu d'une déterritorialisation générale et uniforme, « nous pouvons rencontrer, côte à côte, la globalisation économique stimulée par les réseaux technologiques chaque fois plus sophistiqués », aussi bien que l'émergence de « mouvements néoterritorialistes de (ré)enracinement, qui souvent préconisent la (re)construction d'identités traditionnelles, et l'exclusion socio-économique et culturelle la plus violente, "sans identité" »<sup>2</sup>.

Mais, au lieu de prôner, quant à lui, la résignation face à ces effets déterritorialisants de la globalisation, il conclut bien au contraire, et selon nous avec raison, ainsi :

« Nous devons combattre ces extrêmes de la déterritorialisation, non au nom d'une territorialisation qui prêche la maîtrise et le contrôle exclusifs sur notre territoire quotidien (réifiant la propriété privée ou les identités ethniques, par exemple), mais pour celle qui, respectant jusqu'aux frontières (et avec elles les différences culturelles), se rend beaucoup plus ouverte au dialogue permanent et à la promotion de la solidarité et d'une plus grande égalité avec l'Autre. L'émergence de nouvelles relations sociales à travers ces territoires (toujours ouverts à de nouvelles déterritorialisations) doit inclure aussi la recherche d'une nouvelle relation avec la nature elle-même, vue non seulement dans un sens instrumental, liée au champ des "intérêts" et des "nécessités" (aujourd'hui souvent artificiellement exagérés), mais également comme source d'inspiration pour une nouvelle relation symbolique et identitaire avec le monde »<sup>3</sup>

Ainsi, la géographie serait-elle loin de se retrouver elle-même, avec la globalisation, sans objet ni projet face à un monde qui serait désormais totalement uniformisé. Par les effets en réalité différenciateurs, selon les échelles et selon les classes socio-spatiales, des déterritorialisations, elle voit au contraire s'ouvrir à elle, en tant que science des territorialités, de nouveaux champs d'investigation. Et elle n'est pas la moins bien placée des sciences sociales pour les aborder.

b - "Fin des territoires" ou fragmentation spatiale aléatoire ?

Pour Bertrand Badie, qui a analysé la "fin des territoires"<sup>4</sup>, la cause serait d'ores et déjà entendue : « fondement incontestable de la survie et de l'affirmation des Etats, le concept de territoire est cisailé par les flux transnationaux, de plus en plus surclassé par la sophistication des techniques de communication. Inadapté aux données nouvelles de l'économie, impuissant à ordonner la prolifération contemporaine des revendications identitaires, ébranlé par les progrès

<sup>1</sup> Idem, p.166

<sup>2</sup> Idem, p. 167.

<sup>3</sup> Ibidem, p. 202. C'est nous qui soulignons (J-Y M.).

<sup>4</sup> Bertrand BADIE, *La fin des territoires, essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Coll. *L'espace du politique*, Fayard, 1995.

du multiculturalisme, il est dépassé par les poussées de la mondialisation qui prétend unifier les règles, les valeurs et les objectifs de l'humanité tout entière »<sup>1</sup>.

Mais l'affaïssement du "principe de territorialité", d'échelle "stato-nationale" ne doit pas masquer qu'il existe cependant d'autres formes de territorialisation, à bien d'autres échelles. Ce qui se passe en fait c'est que « si l'idéologie de la mondialisation en rajoute sur la fin des territoires et le temps zéro, on observe également un mouvement de recomposition fort instable »<sup>2</sup>. Par conséquent et en réalité « ce que l'on nomme "globalisation" économique participe d'un phénomène de fragmentation du monde et d'un morcellement spatial », alors que dans le même temps « ce que l'on nomme, dans un autre langage, "exclusion" témoigne d'un processus inégalitaire qui entame les territoires et déchire les espaces à tous les niveaux (déchirures internes aux nations, aux régions, aux continents, voire entre continents et régions) »<sup>3</sup>. Si l'on veut bien se référer, par exemple, aux descriptions de géographes comme Olivier Dollfus<sup>4</sup>, il apparaît aussitôt que « le langage géographique qui accompagne celui de la mondialisation économique est révélateur d'une fragmentation spatiale croissante, mais aussi du caractère éphémère et fragile des espaces qui accèdent au développement »<sup>5</sup>. Ainsi, « le scénario d'un monde en voie de déterritorialisation - sentiment qui se nourrit du rôle pris par l'immatériel, l'incorporel, le capital financier - se double de celui d'une reterritorialisation aléatoire »<sup>6</sup>. Ainsi, la mondialisation, si elle provoque sans aucun doute une crise du "principe de territorialité" s'appliquant surtout aux Etats-nations, n'a certainement pas pour conséquence de rayer de la carte toutes les autres formes de territorialisation. Ce que nous apporte justement d'irremplaçable la géographie dans ses analyses, c'est la complémentarité et la combinaison des échelles.

Ce qui est en cause avec la mondialisation, dans l'éclatement des territorialités vécues, individuelles et collectives, c'est aussi la multiplication des appartenances, l'évanescence des obédiences idéologiques et la volatilité des allégeances citoyennes. C'est ce que décrit aussi B.Badie qui voit donc lui-même, on peut le remarquer, bien au-delà de la "fin des territoires" et de la seule mise en cause du principe étatique de territorialité : « La prolifération actuelle des allégeances nouvelles, alliée à la crise de la relation de citoyenneté, ébranle le principe de territorialité et favorise l'avènement d'un ordre socio-politique fragmenté et d'une souveraineté éclatée. L'importance croissante des solidarités communautaires, l'essor des réseaux sociaux brisant les espaces publics tendent à redonner la priorité aux liens personnels sur les constructions territoriales. La banalisation des allégeances multiples - nationale, subcontinentale, religieuse, ethnique, économique, voire associative - réintroduit des formes de construction sociale où, de plus en plus, des autorités différentes se superposent et coexistent au sein d'un même espace social, rognant bien souvent jusque sur les droits de l'Etat-nation »<sup>7</sup>. C'est de cette

<sup>1</sup> B.BADIE, 1995, p. 13.

<sup>2</sup> O. MONGIN, *L'après 1989, les nouveaux langages du politique*, Hachette-Littératures, 1998, p. 211.

<sup>3</sup> *Idem*, p. 26-27.

<sup>4</sup> Olivier DOLLFUS, *La Mondialisation*, La bibliothèque du citoyen, Presses de Sciences Po, 1997. « *La mondialisation* », 1997.

<sup>5</sup> O.MONGIN, *ouv. cité*, p. 60-61.

<sup>6</sup> *Idem*, p. 62.

<sup>7</sup> B.BADIE, *ouv. cité* p. 33.

manière, poursuit-il, que «se déploie un autre monde de solidarités, d'identités et d'espaces qui retient le quotidien de la vie individuelle et de la vie sociale et qui ne rencontre que très rarement la territorialité officielle. Ce long processus destructeur crée des tensions, suscite des bricolages, mais conduit aussi à des conflits sans cesse plus nombreux, sans cesse plus violents »<sup>1</sup>. Cette conflictualité nouvelle ne se plie donc guère facilement aux subdivisions territoriales officielles, quelles qu'en soient la nature (politiques, aménagement) et les échelles (régionales ou intra-urbaines).

c - Une autre "stratégie de l'identité"

L'idéologie de la "fin des territoires" se combine volontiers à celle des menaces du "repli identitaire". Au moins autant qu'en ce qui concerne les "races, nations et classes", les identités territoriales sont à classer dans les "identités ambiguës"<sup>2</sup>. Il serait trop simplificateur de réduire la manifeste quête identitaire contemporaine à l'unique dimension de l'affirmation d'identités exclusivement intégristes, sectaires et bellicistes. On ne peut en ignorer d'autres aspects, heureusement plus encourageants.

Négation des identités territoriales par la mondialisation capitaliste d'une part, exacerbation des territorialités identitaires, de l'autre, contribuent donc, chacune pour leur part, à la conflictualisation du monde. Dans l'approche dominante de la mondialisation « l'idéologie capitaliste s'accompagne de l'hypothèse d'une disparition des identités, de toutes les scories historiques et de tous les archaïsmes culturels qui freinent la réussite économique ou plus simplement l'accès au marché mondial »<sup>3</sup>. Ce serait même une nouvelle manière de faire "du passé table rase", en décrétant du même coup, mais également en vain, après la "fin de l'histoire", celle de la géographie.

Avec l'extension mondiale du principe de territorialité qui tenait l'État-nation pour une donnée universelle « la question identitaire était *a priori* réglée par l'institution de la citoyenneté : allégeance première et supérieure à toutes les autres, celle-ci réglait naturellement tous les comportements de l'individu au sein de l'espace public ». Mais au moment même de sa généralisation ce principe semble bien avoir épuisé une bonne part ses potentialités, et « le débat identitaire apparaît ainsi davantage comme une conséquence que comme une cause de la crise qui frappe le politique »<sup>4</sup>. On ne peut non plus ignorer que la territorialité « construit social par essence, tient son efficacité à sa capacité de dissimuler son origine humaine pour en faire une donnée de nature ». C'est, sans doute aussi, à l'origine du succès de l'idéologie territoriale du déterminisme géographique. Dans cette opération de camouflage le discours identitaire a su opportunément (re)trouver, comme dans le cas du Nordeste brésilien, l'appui de la vieille géographie déterministe et naturalisante "des correspondances"<sup>5</sup> : « Les discours identitaires s'en saisissent pour étendre au territoire la qualité indiscutable d'attribut naturel de l'identité revendiquée. Mais, « la stratégie qui en dérive est claire et de plus en plus

<sup>1</sup> Idem, p. 70.

<sup>2</sup> Etienne BALIBAR et Immanuel WALLERSTEIN, *Race, nation, classe - Les identités ambiguës*, La Découverte/Poche, Sciences humaines et sociales, 1997.

<sup>3</sup> O.MONGIN, *ouv. cité*, p. 47.

<sup>4</sup> B.BADJE, *ouv. cité*, p.101-102.

<sup>5</sup> D. RETAILLÉ, *Le monde du géographe*, Presses de Sciences Po, 1997.

répandue : à une identité doit correspondre un territoire». Elle devient ainsi la justification, toujours très disponible, de l'hyper-fragmentation territoriale du monde.

Mais la stratégie identitaire exclusiviste n'est heureusement pas la seule qui soit aujourd'hui envisageable. Le philosophe tunisien Fathi Triki en considère une toute autre, en s'interrogeant, lui aussi, d'abord ainsi: « pourquoi se poser le problème de l'identité si l'on sait que la mondialisation de l'économie, de la culture et des modes de vie a donné naissance à un mouvement de transnationalisation qui, de plus en plus, institue des ensembles géopolitiques de plusieurs nations ? La cause identitaire n'a-t-elle pas produit un repli sur soi, un chauvinisme dangereux et des actions exclusives parfois sanglantes ? »<sup>1</sup>. Mais il consacre pourtant son livre à "la stratégie de l'identité", qui se veut un essai sur la "dialectique de l'identité et de la mondialité". Il se fixe ainsi pour objectif « la mise en débat des aspects stratégiques de l'identité comme moyen de se préserver des dangers potentiels de la mondialisation et comme manière intelligente de persévérer dans son être sans se replier sur soi »<sup>2</sup>. Il met dans ce but en question « un certain nombre d'idées qui sont opératoires dans notre manière de maîtriser le monde comme la modernité, la tradition, l'identité, la liberté, la démocratie, la critique, la culture (...) la mondialité, etc. »<sup>3</sup>, car, dit-il, la redéfinition de ce glossaire est aujourd'hui nécessaire « parce qu'il nous est impossible de participer à la compréhension du nouvel espace où nous vivons, par des concepts archaïques et des savoirs désuets »<sup>4</sup>. Il confirme ainsi l'interpellation dont la géographie est aujourd'hui l'objet, y compris au plan épistémologique.

Pour lui, donc, « l'identité ne veut nullement dire repli sur soi. Elle est nécessairement une interaction avec tous les éléments de l'environnement national et international et un positionnement dans les champs géopolitiques du monde »<sup>5</sup>. Elle est ainsi « l'enjeu d'une dialectique épineuse de la solidarité des acteurs sociopolitiques et de leurs conflits incessants dans les différentes pratiques individuelles et collectives »<sup>6</sup>. Et c'est bien dans ce sens qu'« il y a actuellement un peu partout, une revendication de l'identité propre, de la personnalité unique, de l'affirmation de soi avec ses sentiments, ses goûts, ses styles de vie, ses croyances, en un mot la revendication de son intimité »<sup>7</sup>. S'il penche en ce sens dans l'analyse conceptuelle de l'identité, c'est « pour montrer qu'il y a, dans cette nouvelle définition, la présence de cet écart du passé, de l'affirmation de la différence et de l'altérité, de telle sorte que l'identité ne sera plus perçue comme repli sur soi, une même et un rejet de l'autre »<sup>8</sup>. Dans cette optique, dit-il, « l'identité n'est pas un fixisme mais une potentialité de changement sans altération »<sup>9</sup>. Il attire donc l'attention sur ce point essentiel : « l'identité n'est pas seulement

<sup>1</sup> F. TRIKI, 1998, *La stratégie de l'identité*, Arcantères-Essais, p.13.

<sup>2</sup> Idem, p. 18.

<sup>3</sup> Ibidem, p.133.

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> Ibidem, p. 35-36.

<sup>6</sup> Ibidem, p 37

<sup>7</sup> Ibidem, p. 35-36.

<sup>8</sup> Ibidem, p.39.

<sup>9</sup> Ibidem, p.29.

une constance à soi : elle est aussi mutabilité et possibilité d'acquérir des éléments nouveaux ». Mais, pour réaliser cette possibilité, elle doit impérativement reposer sur une culture critique, celle qui seule « permet à un peuple de vivre son identité sans renfermement et sans repli sur soi »<sup>1</sup>. C'est une telle culture critique qu'il faut nécessairement « développer pour qu'on puisse s'adapter et participer activement à la mondialisation », et qu'elle « participe de la mutabilité de notre identité pour la sauver du repli identitaire », car, souligne-t-il, « sans la puissance de la critique, le peuple perd son identité et s'aliène dans le dogmatisme et le fanatisme »<sup>2</sup> et « l'identité se transforme en identitarisme »<sup>3</sup>.

En indiquant que « la dialectique du maître et de l'esclave montre en fin de compte que c'est dans la lutte et par la lutte que l'homme arrache son identité et sa liberté » il souligne toute l'importance de l'engagement militant. Il ajoute même : « Les hommes libres, parce qu'ils sont capables de confronter la mort et de risquer leur vie, acquièrent leur identité; les autres parce qu'ils se soumettent à la vie, s'oublient dans l'indifférence »<sup>4</sup>. On ne peut s'empêcher de faire un rapprochement avec les assassinats consécutifs aux conflits pour la terre au Brésil<sup>5</sup>.

En fin de compte, l'« affirmation de l'identité n'est plus à considérer comme repli sur soi, isolement, négation et attitude réactionnelle, mais une manière de se positionner dans le monde ». Aussi faut-il envisager l'émergence « d'une identité dynamique fondée sur la constance à soi, la mutabilité et le respect de l'autre »<sup>6</sup>. Ainsi, malgré tout ce qui peut y faire obstacle, il importe d'éviter une vision trop unilatéralement négative de la quête identitaire contemporaine qui est bien en rapport avec la crise généralisée des territorialités. Dans son ambiguïté foncière, qui peut conduire à bien des dérives, elle a néanmoins une large part de légitimité.

#### d - Dynamique protestataire et reterritorialisation identitaire

Loin d'être seulement obnubilé et aveuglé par les effets les plus négatifs de la mondialisation, il conviendrait donc aussi d'en mesurer toutes les potentialités alternatives qui vont, à l'inverse, dans le sens de la mobilisation protestataire et de la contestation du nouveau désordre territorial.

Pour Bertrand Badie, qui postulait pourtant d'abord, nous l'avons vu, la « *fin des territoires* », force est malgré tout de souligner aussi « la volatilité des constructions identitaires qui, ont souvent une origine et une fonction protestataire contre un ordre politique doté de performances, de légitimité ou de capacité distributive limitées ». Ceci pourrait parfaitement s'appliquer au cas du Nordeste brésilien.

Il faut pourtant bien envisager une contrepartie inattendue de la globalisation capitaliste, car « derrière les vertus prêtées au marché et à la dérégulation [et] au-delà des professions de foi abolissant les

<sup>1</sup> Ibidem, p.124.

<sup>2</sup> Idem. C'est nous qui soulignons (J-Y M.).

<sup>3</sup> Ibidem, p.135-136.

<sup>4</sup> Ibidem, p.31.

<sup>5</sup> Programme franco-brésilien *Fronteiras*, 1991 : « *Conflits pour la terre et assassinats au Brésil* », Mappemonde, n° 4, p.17-19.

<sup>6</sup> F. TRIKI, 1998, *La stratégie de l'identité*, ouv. cité, p.135-136.

frontières stato-nationales, se dissimule de plus en plus mal un autre usage segmentaire de l'espace qui contribue à redéployer des politiques de domination et donc, inévitablement, des processus de protestation et de violence. A nouveau, le territoire renaît à travers une curieuse mutation qui le métamorphose d'instrument de pouvoir en instrument de contestation ». Il reste cependant qu'en général « cette dynamique protestataire mêle de façon anarchique le national, voire le nationaliste, l'international et le transnational, à l'instar des mouvements anti-FMI, des émeutes contre la faim ou toutes formes de contestation globalisante qui se déploient dans les pays du Sud »<sup>1</sup>. Mais, malgré tout, dans ce contexte « la crise de la territorialité transforme les données de la solidarité. Face aux tensions nées du développement et aux échecs politiques et économiques qui l'accompagnent, apparaissent ainsi des identifications nouvelles ou renouvelées, souvent militantes, fréquemment protestataires, créant des communautés d'affrontement et de mobilisation »<sup>2</sup>. Ainsi, du désordre territorial issu de la mondialisation, B.Badie reconnaît donc que peuvent finalement aussi émerger de nouvelles identités populaires, militantes et protestataires.

L'Etat se trouve donc pris dans des contradictions socio-spatiales nouvelles face auxquelles il « risque de perdre sur tous les tableaux : la dissolution des logiques territoriales amoindrit sa souveraineté et lui impose de nouvelles obligations; mais, à mesure que ses soutiens se déterritorialisent, les contestations qu'il doit essayer ont tendance, pour leur part, à garder une dimension territoriale »<sup>3</sup>. C'est pourquoi il importe de considérer, géographiquement, la territorialisation de leurs luttes. Alors que les classes dominantes se transnationalisent<sup>4</sup>, il doit en effet affronter, dans une situation de relative faiblesse, la spatialisation des luttes des nouveaux mouvements socio-territoriaux populaires, comme c'est notamment le cas dans l'ensemble du Brésil, avec les MSU (Mouvements Sociaux Urbains) et le MST ( Mouvement des travailleurs ruraux Sans-terre ).

Il devient ainsi et en partie possible d'établir un lien nouveau entre identités populaires et mobilisations protestataires et, sans nul doute, « la quête identitaire est-elle probablement destinée à demeurer longtemps dans l'espace de la contestation. On peut donc admettre qu'elle restera encore l'un des échos inattendus de cette déréglementation des allégeances qui dérive de la mondialisation »<sup>5</sup>.

La mondialisation n'est donc pas véritablement - de l'aveu même de celui qui s'en est fait l'analyste - à l'origine d'une inéluctable "fin des territoires". La poussée identitaire ne doit pas être trop unilatéralement réduite à un repli sectaire générateur de conflits et d'épurations ethniques. La dialectique des identités et des territorialités, si elle fonctionne sous l'égide d'une culture critique, n'est pas fatalement synonyme d'intolérance et d'intégrisme. C'est à ce prix que pourrait se profiler une issue à la crise des territorialités qui se situerait plutôt dans la perspective d'une reterritorialisation "en archipel" à partir de ces lieux nouveaux de militance et de citoyenneté. Elle seule semble d'ailleurs véritablement capable de

<sup>1</sup> B.BADIE, ouv. cité, p.185.

<sup>2</sup> Idem, p.228.

<sup>3</sup> Ibidem, p.248.

<sup>4</sup> Voir D.DUCLOS, 1998, « Naissance de l'Hyperbourgeoisie », *Le Monde Diplomatique*, Août 98, p.16-17.

<sup>5</sup> Ibidem, p.256.

mettre un frein à d'autres reterritorialisations à plus hauts risques qui se multiplient actuellement.

Le prétendu triomphe de la mondialité ultralibérale laisse trop vite supposer la dissolution des identités spatiales et la fin des territorialités. Ce qui sombre en fait avec elle ce sont surtout les identités et les territorialités trop étroitement et exclusivement étatiques. Or, les territorialités restent, par définition, ce qui ne devrait guère surprendre les géographes, multi-scalaires, pluri-échelles. Ce qui se cherche plutôt actuellement, c'est, dans une nouvelle phase de territorialisation, une redéfinition des identités et l'émergence de territorialités nouvelles. Il reste donc à en examiner les circonstances et les modalités à travers l'exemple du *Rio Grande do Norte*.

#### *Conclusion : Opérationnalisation des concepts*

Quelles sont les conséquences à tirer de cet effort de conceptualisation en ce qui concerne le développement de notre recherche, le choix de ses terrains et l'ordre d'exposition de ses étapes et de leurs résultats ?

#### 1 - Une approche multidimensionnelle

Qu'il puisse y avoir un lien entre identités et territorialités constitue sans nul doute le postulat de base qui se trouve au principe même de toute géographie. Mais poser le problème du rapport des identités et des territorialités appelle un positionnement théorico-méthodologique qui pousse à franchir les limites habituellement tracées entre les diverses écoles académiques, ce qui présente de plus l'intérêt de n'avoir à s'enfermer dans aucune en particulier. Chacune peut, certes, aborder le problème sous l'angle qui lui est propre, mais on imagine facilement qu'une problématique des rapports identités-territorialités ne peut que s'enraciner dans les différentes composantes de la structure complexe de l'espace, ainsi que dans la multidimensionalité du territoire. En effet, l'entrée par la territorialité porte à envisager d'abord l'espace, sa production, son organisation, sa différenciation, qui sont les préoccupations habituelles d'une géographie formaliste, qu'elle soit "traditionnelle" (empiriste-positiviste) ou "nouvelle" (quantitative ou chorématique). Alors que l'entrée par l'identité conduit plutôt à prendre en considération toutes les dimensions plus subjectives, idéologiques et culturelles de l'insertion dans l'espace, des domaines qui sont plus représentatifs d'une géographie humaniste et phénoménologique. Enfin, l'entrée par l'analyse de l'articulation même des identités et des territorialités nécessite, quant à elle, une approche plus dialectique. Aborder ainsi les choses ne traduit cependant pas une concession à un quelconque relativisme théorico-méthodologique sans principe, mais constitue plutôt la manifestation de la prise en compte de la multidimensionalité de l'espace. Elle doit, en effet, se retrouver jusque dans les modalités de son appropriation par les pratiques sociales mais, aussi, dans les types d'approches que peut en faire la géographie.

## 2 - Opérationnalisation des concepts et choix des terrains d'étude

Selon les suggestions de Soja et Escolar que nous avons retenues, notre choix fondamental consiste d'abord à considérer essentiellement les couches populaires pauvres, paysannes et urbaines. Nous nous situons ainsi dans la tradition de la "géographie de la pauvreté" de Peet, aux Etats-Unis. A l'éventuelle objection de marginalité faite à ce choix, rappelons que dans le *Rio Grande do Norte* les "pauvres", pourtant définis d'une manière très restrictive, sont majoritaires, selon l'IDEC<sup>1</sup>.

Mais, comment affronter dans notre recherche, à leur sujet, la déterritorialisation de masse et la généralisation des vastes "agglomérats d'exclusion" sans identité évoqué par R.Haesbaert ? En orientant délibérément le regard sur les espaces de tensions et les lieux de conflits socio-spatiaux. Quelle peut-être la méthode de sélection de tels espaces et de tels lieux ? Celle qui consiste à croiser les deux concepts de territorialité et d'identité à partir de deux idées directrices.

Concernant les **territorialités**, c'est d'abord l'idée que l'espace ne devient territoire qu'à travers des pratiques d'appropriation. Prenons donc, avec les actions liées à des conflits ouverts, les plus repérables, celles qui, parce qu'elles sortent des normes habituelles, brisent le consensus spatial, font l'actualité, voire même scandale, deviennent ainsi remarquables et laissent aussi quelques traces, dans la presse et par les diverses réactions officielles ou autres.

Pour les **identités**, nous partirons de l'idée plutôt paradoxale de **mutabilité** des identités (empruntée à F.Triki) qui consiste donc à considérer qu'il faut parfois changer pour devenir véritablement soi-même, passant ainsi d'une identité imposée, celle des représentations dominantes, à une identité conquise de plus haute lutte. L'engagement dans les Mouvements Socio-Spatiaux constitue bien la circonstance privilégiée d'une telle mutation de l'identité socio-spatiale des classes populaires. Recherchons donc surtout les lieux de militance.

D'où, aussi, le choix des **terrains** de recherche. En décalage critique par rapport à toute définition et délimitation officielles (pavage géo-économique du territoire potiguar par l'IBGE, ou Quartiers du Plan Urbain de Natal par l'IPLANAT) il s'agit donc de tous les lieux ruraux ou urbains reconnus comme conflictuels, qui font l'objet d'une forme d'appropriation populaire de l'espace en autant de lieux d'action, par des méthodes plus ou moins radicales, mais en tous cas militantes. Des territoires qui ne sont donc plus seulement vécus ou pratiqués, mais deviennent des territoires d'action socio-territoriale. Or, quels sont-ils dans le *Rio Grande do Norte* ?

Ce sont d'abord les lieux de reterritorialisation rurale. En réponse à l'injustice foncière et à la "déruralisation" massive et accélérée, ce sont les espaces ruraux de tensions et de conflits. Mais il s'agit encore plus précisément des **acampamentos** [campements] du MST-RN et des **assentamentos** [implantations] de réforme agraire, les deux types de lieux de l'action pour la (re)territorialisation paysanne.

Ce sont ensuite les lieux de territorialisation urbaine. Il s'agit, dans tous les quartiers populaires de Natal, ceux qui sont reconnus comme étant les lieux d'action des divers Mouvements Sociaux

<sup>1</sup> Voir IDEC, 1995, *Pobreza no Rio Grande do Norte* [La pauvreté dans le *Rio Grande do Norte*], Natal, RN.



Urbains, comme, par exemple, le quartier *Mãe Luiza* et celui de *Cidade Satelite*.

### 3 - Les trois étapes de la démarche

Suivant les trois configurations théorico-épistémologiques distinguées et définies par M.Escolar<sup>1</sup>, nous pourrions adopter successivement trois modalités de positionnement de la problématique identités/territorialités, trois points de vue différents mais complémentaires, qui peuvent ainsi constituer les trois étapes d'une démarche qui sera la nôtre à propos du Nordeste brésilien et du *Rio Grande do Norte*.

#### a - L'approche "rétrospective"

La première approche, rétrospective, est à la fois historicisante (berceau historique et culturel de la *brésilianité*, cadre de la *régionalité*) et naturalisante (déterminisme de la tripartition : *Mata/Agreste/Sertão*). Elle permet de mieux cerner la formation et le contenu du patrimoine des idéologies et des mythes territoriaux concernant l'ensemble du Nordeste. C'est la source principale de la vulgate régionale. C'est à ce titre que nous nous livrerons, plus particulièrement, à l'analyse des "romans-géographes" de J.Lins do Rego et à l'examen critique de l'idéologie régionale ( voir Deuxième partie de ce travail ).

#### b - L'approche "synchronico-fonctionnelle"

La seconde concerne l'analyse spatiale synchronico-fonctionnelle de notre terrain d'étude dans ses caractéristiques les plus actuelles (la première moitié des années 1990). Elle est difficile, pas seulement à cause des problèmes méthodologiques du choix et de l'accès aux sources et aux indicateurs, pertinents et à jour [ voir chapitre suivant ], mais surtout parce qu'elle doit échapper à divers écueils. D'abord, celui de la confusion trop fréquente entre espace et territoire. Pour tenter d'y échapper on n'oubliera pas qu'en passant de l'approche historico-rétrospective à l'analyse synchronico-fonctionnelle on passe aussi, concernant l'objet d'étude, du territoire hérité à l'espace fonctionnel actuel. Parlant du présent, il faut également garder constamment à l'esprit l'influence toujours très forte des représentations spatiales héritées de la vulgate nordestine, ne serait-ce que pour prendre une indispensable distance critique à leur égard. Enfin, à l'inverse, le discours contemporain de la modernité relativise à l'extrême le poids de tels héritages et va même jusqu'à affirmer la "*fin des territoires*" et, par conséquent, la dissolution des identités territorialisées. Il faut également trouver les moyens critiques d'affronter et de dépasser de telles affirmations.

Par cette analyse spatiale synchronico-fonctionnelle, il s'agit ainsi de montrer que le *Rio Grande do Norte* n'échappe pas à la fragmentation et à la recombinaison spatiales provoquées par les logiques et les dynamiques géographiques actuelles. Elles expriment une production de l'espace liée aux pesanteurs ou aux mutations des activités anciennes (agriculture, canne à sucre, sel marin), ainsi qu'au développement d'activités nouvelles (Pétrole, Tourisme) [ voir Troisième partie ].

<sup>1</sup> M.ESCOLAR, 1996, *Crítica do discurso geográfico*, [ Critique du discours géographique] HUCITEC, São Paulo, p.27.

## c - l'approche "prospective"

Se projetant dans l'avenir immédiat, l'approche socio-prospective consiste à considérer qu'en matière de lien spatial le rapport identités/territorialités n'est pas irrémédiablement rompu, ni par l'obsolescence, qui ne peut que s'approfondir, du patrimoine territorial régional, ni par les effets apparemment déterritorialisateurs d'une certaine modernité. Ni l'une, ni les autres n'autorisent à envisager une totale "table rase" territoriale. Au contraire, les nouvelles logiques et dynamiques spatiales qui entraînent le creusement des inégalités sociales et l'accentuation des disparités et des ségrégations spatiales, génèrent en même temps des situations, au moins potentielles, de réactions sociales plus nombreuses et déterminées.

Nous prenons donc le risque - un risque à vrai dire limité - d'estimer que, dans le *Rio Grande do Norte*, l'émergence récente des mouvements socio-spatiaux populaires, à la territorialisation et à la radicalité plus ou moins marquées, aussi bien dans certaines campagnes, celles touchées par l'action du MST-RN, que dans la ville de Natal, dans ses parties concernées par les MSU, traduit une tendance vraisemblablement appelée à se développer. C'est pourquoi elle mérite bien l'attention particulière que nous lui accordons, afin d'en évaluer les origines, les formes et les toutes premières conséquences [ voir Quatrième partie ]. Une telle analyse, conduite avec un regard à la fois bienveillant mais critique, est donc justifiée et même, pensons-nous, socialement utile.



## Chapitre 4 : MÉTHODOLOGIE, ORIENTATIONS ET PRATIQUES

Dans une perspective peut-être trop étroitement empiriste et acritique, la **méthode** serait l'ensemble des procédés et procédures choisis et/ou mis au point pour obtenir une manifestation de la vérité scientifique, un résultat de recherche. La **méthodologie** serait, quant à elle, l'ensemble constitué des méthodes mises en oeuvre de façon explicite et réfléchie dans la recherche. Mais, que pourrait être, pour sa part, une méthodologie qui se voudrait plus explicitement et fondamentalement critique et dialectique ?

L'exposé de la **méthodologie** ne doit pas être confondu ni avec la formulation de la problématique, ni avec la présentation détaillée de toutes les techniques requises. Pour autant, si la méthodologie n'est pas à confondre avec la problématisation, elle se doit cependant d'être en cohérence avec elle. Si instituer une problématique revient ainsi surtout à définir « un instrument qui sert à rendre intelligible quelque chose dans la réalité », elle doit conduire finalement à « questionner la réalité sur certains points circonscrits selon des modalités bien spécifiques »<sup>1</sup>. Pour définir les orientations de la méthodologie de notre recherche, ce sont ces modalités là qu'il convient désormais d'évoquer.

### 1 - Les orientations

Dans la méthodologie de l'approche et de l'analyse des rapports entre identités et territorialités, beaucoup de choses sont, selon nous, susceptibles de faire signe, et de constituer ainsi des sources utilisables par et pour une géographie préoccupée par ces questions. Beaucoup de choses, cela veut dire d'abord, évidemment, les différenciations et ségrégations sociales et spatiales ; ainsi que les objectifs, les stratégies et les actions des mouvements sociaux dont l'activité a une dimension spatiale plus ou moins prononcée, comme plus ou moins admise et reconnue ; mais aussi les ambitions et les réalités de l'aménagement territorial aux différentes échelles ; ou encore les pratiques du tourisme, de sa promotion et de son développement ; ainsi que, pourquoi pas, le contenu à la fois factuel et formel de la littérature qualifiée, sans doute un peu vite, de « régionaliste »... La prise en considération des contradictions et de la conflictualité sociales dans leurs dimensions spatiales, ne doit donc aucunement nous conduire à privilégier, unilatéralement et exclusivement, les seuls aspects proprement et strictement géopolitiques de l'espace. Il faut, tout au contraire, s'efforcer d'intégrer pleinement dans l'analyse socio-spatiale le plus grand nombre possible des divers aspects de la riche multidimensionalité de l'espace social qui peuvent être (dis)cernables.

Dans cet objectif, une des clés réside assurément dans la prise en compte de la richesse des multiples pratiques socio-spatiales. « La

<sup>1</sup> C. RAFFESTIN et A. TURCO, 1991, « *Épistémologie de la géographie humaine* », in : *Les concepts de la géographie humaine*, Ed. A. BAILLY et alii.

**pratique spatiale** d'une société secrète son espace (...) dans une interaction dialectique : elle le produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant. A l'analyse, la pratique spatiale d'une société se découvre en déchiffrant son espace »<sup>1</sup>. Pour ce faire, une analyse qui se veut ainsi dialectique n'a donc pas à réinventer ou à reconstituer, dans leur totalité, les contenus d'ores et déjà acquis et les faits établis par l'empirisme positiviste de la géographie traditionnelle. Elle a surtout à se les réapproprier, sans fuir ni gommer, quant à elle, tout ce que, par principe, la logique formelle occultait ou niait. Elle ne doit surtout pas, par exemple, comme l'a trop longtemps fait la géographie classique, fuir ni gommer les antagonismes latents et les conflits ouverts qui, selon notre approche, font partie intégrante de l'organisation socio-spatiale, comme plus généralement d'ailleurs de toute réalité sociale .

Dans une telle perspective, l'approche dialectique se doit d'être, méthodologiquement, repérée et maîtrisée sous de multiples aspects : dans les divers contenus matériels et idéologiques envisagés, dans l'approche des sources et des phénomènes, dans l'analyse et la restitution des logiques et des dynamiques socio-spatiales, tout comme également dans les difficultés et les tensions inhérentes au déroulement même de la recherche. Parce que les contradictions ne sont évidemment pas que dans les faits étudiés. Elles s'inscrivent également dans chacune des différentes étapes du développement même de la recherche. Elles peuvent être aussi bien à l'origine de découvertes de sources documentaires inattendues que de l'abandon de divers projets qui s'avèrent, à l'expérience, difficilement praticables, voire infaisables. La recherche peut difficilement n'être qu'un long fleuve tranquille. Elle est aussi faite, tout à la fois, de certaines découvertes inespérées comme de multiples déceptions.

## 2 - Les pratiques

Nos propres pratiques de recherche reposent ainsi sur les résultats de la collecte des données factuelles et statistiques, qui a pu être effectuée au cours de quatre séjours sur le terrain : en 1991, 1993, 1995 et 1996 et pour des durées de 1 mois à 1 mois et demi. Pendant ces séjours nous avons rempli les tâches de recherche suivantes.

a - Le dépouillement de la presse locale, générale ou spécialisée.

Pour l'utilisation critique des articles de la grande presse dans notre recherche, il faut évidemment prendre en considération les caractéristiques des organes de presse du *Rio Grande do Norte*. L'Etat en question est parfois considéré comme le champion national brésilien des groupes de communication (multimédias) qui sont entre les mains des politiques. Les quatre principaux groupes de communication ( chacun comportant Télévision-Radio-Presses) y sont tous construits autour d'une chaîne locale de télévision, elle-même rattachée à un grand réseau national brésilien. Ils appartiennent effectivement à quatre grandes familles de l'élite du pouvoir politique, dont les familles ALVES et MAIA, qui se succèdent, l'une chassant l'autre, à la tête du gouvernement de l'Etat. Ces groupes, possédant ainsi les plus grands moyens de communication de l'Etat, s'emploient surtout à donner à la population une bonne image de leurs prétendants respectifs au pouvoir.

<sup>1</sup> HLEFEBVRE, 1974, *La production de l'espace*, p. 48, souligné par l'auteur.

Il faut pourtant souligner les incontestables qualités de la presse locale. Car, contrairement aux chaînes de télévision extrêmement démagogiques et racoleuses, la presse écrite reste contrainte, voire même attachée, à une certaine tenue. Dans l'approche critique de ses contenus, surtout lorsqu'il s'agit de conflits sociaux, il est ainsi évidemment indispensable de pratiquer soigneusement, avec toute la vigilance et la rigueur nécessaires, la distinction entre les faits et le commentaire. Donc, si la ligne éditoriale générale de ces instruments de pouvoir appartenant à des puissances d'argent reconnues comme telles ne peut guère faire de doute, leur pratique journalistique, forte concurrence aidant, ne peut cependant en prendre trop à son aise avec les faits.

Tableau 3 : Les groupes multimédias de communication dans le Rio Grande do Norte (1991)

Groupes de communication	Réseau télévision de rattachement	Familles	Fonctions politiques actuelles et anciennes
TV Cabugi Radio Cabugi Tribuna do Norte	<i>Globo</i>	Aluizo ALVES  Henrique ALVES Agnelo ALVES Garibaldi ALVES  Ana Catarina ALVES	Député fédéral Ex-Ministre Ex-Gouverneur Ex-Député fédéral Ex-Maire de Natal Gouverneur du RN Ex-Sénateur Ex-Maire Ex-Conseillère à Natal
TV Tropical Radio Tropical	<i>Manchete</i>	José Agripino MAIA	Sénateur fédéral Ex-Gouverneur
TV Ponta Negra	<i>SBT</i>	Carlos Alberto de SOUZA	Député fédéral Ex-Sénateur
TV Potengi	<i>Bandeirantes</i>	Geraldo MELO	Sénateur fédéral Ex-gouverneur

Source : établi à partir des données de la revue IMPRESSA, Décembre 1991, cité par R. VIEIRA, 1995

On pourrait ainsi distinguer deux modèles extrêmes. A **Republica** constitue l'exemple même du journal dans la vieille tradition lusophone, cultivée et de bonne éducation. Mais ce journal a visiblement raté sa modernisation, et ne doit plus sa survie qu'à son rôle de véritable Journal officiel de l'Etat. Il publie ainsi surtout les règlements, les décrets et les textes de lois. Au contraire, **Tribuna do Norte**, s'inspire, de toute évidence et à bien des égards, de son modèle national **O Globo**, au groupe duquel il est d'ailleurs rattaché. Il combine ainsi heureusement, quant à lui, le « poids des mots », par des articles de grande qualité factuelle et sans idées préconçues trop délibérées et nettement affichées, et le « choc des photos », grâce au réel talent de ses reporters photographes<sup>1</sup>, notamment ceux qui savent capter sur le vif l'essentiel des fréquents conflits sociaux.

Sous certaines réserves de méthode, la presse constitue ainsi une source riche et fiable. Elle apporte des éléments précieux pour le repérage chronologique et le récit factuel des événements sociaux ayant trait à nos préoccupations concernant, par exemple, les conflits ruraux et les mouvements sociaux urbains. Mais, par le type de traitement

<sup>1</sup> Malheureusement, la logique ultra-libérale qui l'inspire, le conduit à proposer des tarifs prohibitifs pour l'achat des droits de republication de tels clichés, et qui sont en tout cas hors de portée des moyens du modeste chercheur.

qu'elle consacre à de tels sujets elle donne également, et à son corps défendant cette fois, des indications sur l'appréciation et l'interprétation sociales globales de tels mouvements et leur évolution, ne serait-ce que par les problématiques successivement utilisées à leur propos, ou par les inflexions notables du vocabulaire lui-même employé à leur sujet ou à l'égard de leurs protagonistes.

#### b - La collecte des données statistiques

Elle s'est effectuée au cours de la visite systématique et la fréquentation répétée des bibliothèques et des centres de documentation des Instituts de recherches et d'études spécialisés..

C'est d'abord le cas du Campus de l'Université Fédérale du Rio Grande do Norte (UFRN), et notamment du département d'architecture et d'urbanisme (CEPAU)<sup>1</sup> et de celui des sciences humaines (CCHLA). C'est, ensuite, celui des Instituts publics spécialisés, qu'ils soient fédéraux (IBGE), étatiques (IDEC) ou municipaux, eux-mêmes sociaux (SECRA) ou de planification (*Planejamento*) urbaine (IPLANAT). C'est également celui des organismes sociaux et professionnels : patronaux (SABREA), ou syndicaux (SETAS), ainsi que les organismes et instituts impliqués dans la Réforme agraire : INCRA-RN, ITERN, etc... syndicats paysans (FETARN) ou siège local du MST-RN. C'est enfin le cas des divers Instituts publics s'occupant du tourisme (EMPROTURN), des transports et de la circulation (DETRAN), et des télécommunications (TELERN).

Si certains rares organismes et instituts sont riches, beaucoup d'autres sont incroyablement pauvres. Au point qu'on peut même s'interroger sur la volonté officielle de freiner délibérément, par une telle misère ainsi maintenue, la divulgation et la diffusion de certaines informations jugées trop brûlantes, socialement et politiquement.

#### c - Les entretiens personnalisés

Ces entretiens avec des responsables ou des protagonistes ont eu lieu au cours de rencontres, parfois répétées, mais pas toujours aussi fructueuses qu'on aurait pu le souhaiter, avec des responsables des institutions, organismes et des mouvements concernés : INCRA, ITERN, SECRA, FETARN, MST-RN, AMERCOSUL, TELERN, EMPROTURN, etc. Si la qualité et la sympathie de l'accueil sont quasi générales, cela n'empêche aucunement une certaine méfiance et des limites assez strictes dans la communication des informations, surtout lorsqu'elles concernent des sujets sociaux un peu « chauds » : conflits, tensions, etc.

On évoquera à ce sujet l'exemple de la TELERN ( Entreprise publique de télécommunications du Rio Grande do Norte). Ayant tenté une démarche auprès d'elle, dans un premier temps l'accueil a été, comme d'habitude, très correct et la direction m'a orienté aussitôt vers les services, où on m'a montré avec empressement et une certaine fierté, de nombreux documents intéressants et très explicites ( des cartes particulièrement ) sur les réseaux de télécommunications, les centraux téléphoniques, les téléphones portables, les flux de télécommunications, etc. Rendez-vous ferme est alors pris pour la fourniture, après leur reproduction, des documents jugés les plus utiles. Mais, surprise, le jour venu, changement complet d'attitude, et refus embarrassé de communiquer les documents prévus. Retour à la Direction générale, qui

<sup>1</sup> Pour tous les sigles, voir le lexique en annexe.

exprime alors, et seulement au téléphone interne, un refus définitif de communiquer quoi que ce soit. Est-ce ici seulement un sursaut d'autorité de la part d'un Directeur tout-à-coup soucieux de ses prérogatives ? Ou n'est-ce pas plutôt la peur de communiquer des informations jugées stratégiques, alors que des perspectives de privatisation des télécommunications se font jour actuellement au Brésil comme ailleurs ? Qui saura jamais exactement ?

Plus généralement, si les brésiliens possèdent un incontestable goût des chiffres, ils gardent néanmoins aussi un certain penchant pour le secret statistique. Faudrait-il y voir un héritage de l'époque de la dictature ? Ou un simple sous-produit du culte de la hiérarchie et du formalisme ? La peur des fuites, en ces temps de concurrence ultra-libérale acharnée ? Peut-être est-ce surtout, et plus simplement, le signe du "jeitinho"<sup>1</sup>, ce système D si omniprésent au Brésil, pour lequel on considère qu'il est toujours préférable de rester le plus possible dans l'évasif, l'indéterminé, sans qu'on puisse évidemment jamais savoir exactement pour quelle raison véritable il en est ainsi : s'agit-il de couvrir ses propres carences, ou d'un effet de l'arrière-pensée de pouvoir tirer un éventuel profit personnel d'un tel flou si soigneusement entretenu ?

Au résultat, si la moisson des données statistiques est le plus souvent bonne, il reste toujours ce regret, peut-être inévitable, d'avoir souvent échoué dans l'accès à des données encore plus pointues et stratégiques. En ce qui concerne les instituts et organismes producteurs et, éventuellement, fournisseurs de données et d'analyses, la distinction s'impose donc nettement entre ceux qui peuvent toujours garder une fonction d'analyse plus ou moins détachée et critique (ex : IBGE, IDEC, etc.) et ceux qui, plus impliqués dans des enjeux sociaux, restent à leur propos sur une prudente réserve et pratiquent volontiers la rétention, avouée ou honteuse, d'informations (ex : ITERN, TELERN, etc.).

#### d - La pratique spatiale du terrain

Elle s'est d'abord traduite par des parcours, déplacements et visites dans de nombreux quartiers de l'agglomération du « Grand Natal », aussi bien en voiture, qu'en autobus ou même souvent à pied. Or il apparaît, à l'expérience, que l'utilisation fréquente, sinon systématique, des transports collectifs dans l'agglomération, constitue, en soi, une forme efficace d'approche socio-spatiale de terrain en ce qu'elle conduit à outrepasser les limites strictes des ségrégations et des exclusions d'un double point de vue à la fois social et spatial. C'est que, on le sait, particulièrement dans un pays dit « sous-développé », l'usage des différents moyens de transports est sociologiquement très marqué : les pauvres marchent à pied, les classes moyennes inférieures prennent l'autobus et les classes plus privilégiées disposent souvent, quant à elles, d'une automobile qui est un signe ostentatoire de « distinction sociale », dont l'utilisation est d'ailleurs intensive dans ce seul but.

Pour l'observateur étranger, utiliser l'autobus urbain, c'est donc être ainsi conduit inévitablement à transgresser les limites à la fois sociologiques de son milieu de séjour et d'accueil, et celles, géographiques, des lieux d'une fréquentation qui pourrait, sans cela, rester limitée ou confinée à certains quartiers seulement. Car, compte

<sup>1</sup> littéralement : « petit moyen de... », c'est-à-dire la bonne manière de « se débrouiller ». Les brésiliens de tous rangs sont passés maîtres dans cet art très subtil et plutôt efficace.



tenu des itinéraires passablement contournés des lignes d'autobus des transports urbains, en les utilisant, il se trouve ainsi conduit à visiter, sans l'avoir toujours vraiment voulu et programmé, bien des quartiers inattendus.

Le parcours du littoral oriental « touristique », depuis la frontière avec la Paraíba jusqu'à Touros, dont toutes les plages et hôtels sont si bien balisés par la propagande (« *divulgação* ») des agences, était ensuite inévitable. Mais c'est surtout l'occasion de découvrir les formes et les chemins plutôt convenus de la touristification actuelle, dans leurs rapports si sélectifs avec les éléments de géographie réelle. Nous avons voulu impérativement y ajouter une fréquentation, même plus ponctuelle, du littoral septentrional nettement moins touristique (ex : Macau) et pour de multiples raisons : enclavement, chômage, pauvreté, sous-équipement, etc. A cela se sont ajoutées quelques incursions dans l'Intérieur ["*Interior*"], notamment dans le "*sertão*" et, à l'est, dans la seconde agglomération de l'Etat, celle de Mossoró.

Notre recherche de terrain s'est cependant heurtée à certaines difficultés et à quelques obstacles. Celui de la langue d'abord. Il ne concerne évidemment pas le milieu des universitaires brésiliens qui parlent très souvent et très bien le français : ils sont très nombreux à avoir fait des séjours parfois prolongés en France. Une pratique correcte du portugais du Brésil permet de se faire comprendre par les brésiliens lettrés qui sont toujours respectueux et attentifs à l'égard des moindres efforts qu'un étranger peut faire pour parler leur langue. Une connaissance convenable de la langue portugaise s'est rapidement imposée comme nécessaire à notre recherche pour au moins deux raisons : premièrement pour la mise en oeuvre de l'orientation de pleine prise en considération des apports, essentiels à nos yeux, de la géographie brésilienne elle-même sur de nombreux aspects de notre sujet, et dont quasiment aucun ouvrage n'est traduit à ce jour en français, impliquait une maîtrise minimum de la langue. Deuxièmement, notre projet d'une étude du traitement de la thématique du lien identités/territorialités dans la littérature romanesque nordestine des années trente, qui a toujours été, et depuis le tout début, au centre de notre volonté de recherche, renforçait encore cette nécessité, sachant, en outre, que très peu des romans concernés ont été traduits en français.

Mais lorsqu'il s'agit des milieux populaires - et ce n'est aucunement un effet du seul analphabétisme éventuel - on constate plutôt surtout une méfiance prudente et polie à l'égard du chercheur, de surcroît étranger (un "*gringo*" !). L'"irrévérence" foncière du "sujet populaire", bien décrite et analysée par Adriano Nogueira<sup>1</sup> y est, sans aucun doute, pour beaucoup. D'où également, entre autres raisons, notre renoncement, la mort dans l'âme, à la procédure de l'enquête systématique de type sociologique.

Car l'obstacle principal est surtout resté celui du temps. Les limites déjà étroites du temps passé sur place se sont trouvées encore resserrées du fait du temps si souvent involontairement perdu. Bien qu'on s'aperçoive vite que c'est là un trait spécifiquement brésilien, on ne peut pourtant facilement se résigner à un manque, assez général il faut bien le dire, de ponctualité et d'efficacité.

<sup>1</sup> A. NOGUEIRA, 1993, *O sujeito irreverente*.

### Conclusion

La visée de la méthodologie de notre recherche est donc celle qui consiste, sur une base d'orientations théoriques à la fois critiques et dialectiques, à tenter de reconstruire la logique qui peut s'établir réellement, et doit donc aussi pouvoir se reconstruire intelligiblement entre :

1 - les éléments d'expérience directe que nous avons pu acquérir au sujet de l'identité territoriale spécifique du *Rio Grande do Norte*, par notre propre approche et notre pratique du terrain, aussi modestes et forcément limitées soient-elles ;

2 - le recouplement et l'analyse des données statistiques recueillies auprès des instituts et des organismes spécialisés, en ce qu'elles permettent d'établir les lignes de forces d'une différenciation socio-spatiale, aussi poussée que possible à partir de ces bases, et d'en mesurer les effets de (dé)territorialisation dans le cadre spatial de notre recherche ;

3 - l'ampleur et la mesure des tensions et conflits socio-spatiaux qui naissent et se développent dans ce même cadre à partir des caractéristiques de la réalité territoriale, et tels qu'on peut les évaluer à la fois à partir de la relation qu'ont pu en faire, en temps réel, les organes quotidiens d'information écrite, ainsi qu'à travers la présentation et l'analyse qu'en font aujourd'hui, avec un peu plus de recul, certains de leurs protagonistes ou observateurs ;

4 - l'évaluation de l'activité des mouvements socio-spatiaux qui s'impliquent dans de tels conflits, leurs positions, les enjeux qu'ils se fixent et les stratégies qu'ils suivent. Au delà de leurs propres affirmations il s'agit aussi d'envisager le degré d'efficacité qu'ils obtiennent ou non, dans et par leurs actions, en termes d'identité sociale et de reterritorialisation spatiale de leur acteurs.

## CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Cette première partie visait à présenter les bases théorico-scientifiques de notre recherche. Parvenu à son terme, il nous semble plus que jamais que la géographie devrait être bien plus qu'un art de l'évocation du rapport de l'homme avec les lieux. Elle est une science ayant son objet spécifique, largement à (re)préciser, mais qui est selon nous celui du rapport d'appropriation des sociétés humaines, dans toute la complexité de leurs composantes, avec leur territoire d'identification et de pouvoir. Elle dispose de ses multiples méthodes et de ses techniques, à enrichir sans cesse, pour une meilleure approche de cet objet. Elle développe son épistémologie qui reste cependant encore à affirmer du fait de certains obstacles en ce domaine. Elle devrait ainsi mieux pouvoir répondre à la demande sociale qui s'exprime de plus en plus à son égard.

Peut-être convient-il de souligner, une dernière fois, les quatre caractéristiques à nos yeux fondamentales de la géographie en tant que science, telle qu'en tout cas nous entendons la pratiquer.

Mais, plus qu'une science de l'homme, elle est surtout une **science sociale**. L'objet de la géographie n'est pourtant pas, comme on l'avance encore parfois, l'étude d'un face à face global entre une société et son espace. Il est plutôt la manière dont une société, différenciée en ses diverses composantes sociales (ou classes socio-spatiales), s'approprie l'espace en un territoire qui devient dès lors, pour chacune d'entre elles un enjeu multidimensionnel et dialectique : par exemple de richesse versus pauvreté, d'intégration versus marginalité, de pouvoir versus domination, de citoyenneté versus exclusion, de consensus versus conflictualité, de territorialité versus déterritorialité, d'identité versus anonymat, etc.

Placée face à ce défi sans cesse renouvelé d'avoir à se situer entre science et/ou idéologie la géographie doit naturellement s'efforcer d'être une **science critique**. Comme telle, elle doit se donner plus nettement les moyens d'analyser les idéologies spatiales et les mythes territoriaux si largement présents dans nombre de discours de la vie sociale, tout en sachant évidemment bien que la limite entre science et idéologie n'est pas si stricte, ni toujours si simple à tracer. Cette tâche est d'autant plus urgente que si toutes ces idéologies ne sont pas aussi dangereuses, force est cependant de constater qu'aujourd'hui certains des "territorialismes" contemporains intégristes conduisent aux pires massacres. Il n'y a souvent pas loin du territorialisme au terrorisme. Certes, en comparaison, le régionalisme nordestin<sup>1</sup> apparaît-il bon enfant. Mais les dégâts sociaux que recouvre en fait son discours n'en appellent pas moins une critique serrée, d'ores et déjà bien entamée<sup>2</sup>.

La géographie a enfin vocation à être davantage une **science radicale**, et pas seulement par simple référence à l'une des quatre ou

<sup>1</sup> Sur le régionalisme nordestin : R.M.G.SILVEIRA, 1984, *O Regionalismo Nordestino*, Moderna; A.MARKUSSEN, 1981, « Região e regionalismo: um enfoque marxista », *Espaço & Debates*, 1(2), p.63-100.

<sup>2</sup> I.E. De CASTRO, 1992, *O mito da necessidade: discurso e prática do regionalismo nordestino*, Bertrand-Brasil; F.S.P.PAULINO, 1992, *Nordeste, poder e subdesenvolvimento sustentado, discurso e prática*, EUEC.

cing "écoles géographiques" académiques habituellement distinguées. Nous dirons qu'elle est, pour nous, doublement radicale. D'une part parce ce qu'elle doit s'interroger davantage, et selon la thématique générale que nous avons retenue pour cette recherche, sur les racines socio-spatiales des territorialités et des identités et leurs évolutions, à partir des orientations théorico-méthodologiques que nous avons définies. Mais c'est également parce que, constatant de la part des classes sociales les plus déshéritées l'émergence d'affirmations identitaires nouvelles ainsi que l'aspiration désormais plus forte à la (re)territorialité, la géographie devrait s'attacher davantage à étudier les formes et les modalités mêmes de ces mouvements populaires protestataires, comme elle a commencé à le faire davantage au Brésil, au tournant des années 90, avec les M.S.U.<sup>1</sup> et le M.S.T.<sup>2</sup>. Ces mouvements populaires tendent à sortir, il est vrai, des voies traditionnelles de la revendication sociale et des cadres politico-administratifs institutionnalisés. En ce sens, au-delà donc d'une simple référence à une école académique même qualifiée de "radicale", la géographie pourrait s'efforcer, à leur sujet, de devenir ce qu'elle n'a guère été jusqu'à présent, c'est-à-dire une science de la radicalité néo-territorialisée.

---

<sup>1</sup> MSU : Mouvements Sociaux Urbains. Voir : M.GOHN, 1991, *Movimentos sociais e luta pela moradia*, Loyola, São Paulo; A.F.CARLOS, 1992, « *Espaço urbano e movimentos sociais* », *Boletim de Geografia Teórica*, n°43-44, p.147-153.

<sup>2</sup> M.S.T. = Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre. Voir. B.M.FERNANDES, « *O Movimento dos Trabalhadores Sem-terra e a territorialização da luta pela terra no Brasil* », *Boletim de Geografia Teórica*, n°43-44, p.634-39.



## DEUXIEME PARTIE :

### Identités, territorialités et modalités du discours régional

<b>DEUXIEME PARTIE : IDENTITES, TERRITORIALITES ET MODALITES DU DISCOURS REGIONAL.....</b>	<b>103</b>
INTRODUCTION.....	104
CHAPITRE 1 : LE DISCOURS DE L'IDEOLOGIE.....	107
<i>A - Discours social et idéologie territoriale.....</i>	<i>107</i>
<i>B - Un exemple de discours idéologique : la vulgate nordestine.....</i>	<i>110</i>
<i>C - Une critique du discours nordestin de la seca.....</i>	<i>115</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>118</i>
CHAPITRE 2 : LE DISCOURS DE LA LITTERATURE.....	119
<i>A - Présentation et orientations.....</i>	<i>120</i>
<i>B - Restructuration de l'espace latifundiaire et crise des territorialités.....</i>	<i>128</i>
<i>C - Diversité et mutations des identités socio-spatiales.....</i>	<i>134</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>150</i>
CHAPITRE 3 : LE DISCOURS SCIENTIFIQUE DE LA GEOGRAPHIE.....	153
<i>A - L'évolution de la géographie brésilienne.....</i>	<i>154</i>
<i>B - Nordeste : nouvelles approches critiques.....</i>	<i>162</i>
<i>C - Sources et thèmes de la géographie brésilienne d'aujourd'hui.....</i>	<i>175</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>186</i>
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	188



## INTRODUCTION

Dans cette seconde partie nous examinerons l'apport de trois différents types de discours portant, chacun à sa manière, sur les questions d'identités et de territorialités dans la région du Nordeste brésilien.

Selon Hervé Gumuchian, « parmi les multiples matériaux auxquels recourt le géographe, il en est un qu'il aurait tout intérêt à privilégier : le discours. En effet, les divers discours tenus sur l'espace contribuent à faire émerger et à structurer les représentations. Discours des médias, des hommes politiques, des organismes officiels d'aménagement... certes ; mais aussi discours des multiples groupes utilisateurs d'un espace donné (...) Tous ces discours sont autant de médiateurs, lourdement chargés de sens, médiateurs qui rendent possible une compréhension des mécanismes de fonctionnement de l'espace »<sup>1</sup>.

Le philosophe Michel Foucault suggère quelques éléments d'orientation dans l'approche de ce qu'il appelle les "pratiques discursives"<sup>2</sup>. Il part de la remarque que notre culture a tendance à transformer une proportion toujours croissante de nos actes de discours ordinaires en des actes de "discours sérieux", c'est-à-dire en un ensemble d'énoncés considérés comme sérieux à une époque donnée. Son "**Archéologie du savoir**" est ainsi, explique-t-il, « une tâche qui consiste à ne pas - à ne plus traiter - les discours comme des ensembles de signes (d'éléments signifiants renvoyant à des contenus ou à des représentations) mais comme des pratiques qui forment systématiquement les objets dont ils parlent »<sup>3</sup>.

Il existerait donc ainsi différents types de "formations discursives". Dans les sciences humaines en général, Michel Foucault remarque qu'il existe des règles quasi structurales de formation du discours, largement ignorées des praticiens, qui intègrent l'éventail des stratégies discursives susceptibles d'être prises au sérieux, c'est-à-dire adoptées par certaines écoles de pensée et dûment critiquées par les autres. Dans chaque champ disciplinaire il y a toujours ainsi plusieurs écoles de pensées différentes dont chacune se réclame d'un "paradigme" particulier, plus ou moins explicite. En géographie on pourrait ainsi distinguer, au Brésil tout du moins : l'école "traditionnelle"-empiriste, l'école "nouvelle"-quantitativiste, l'école "humaniste"-phénoménologique, et l'école "radicale"-dialectique.

La variété des types d'énoncés issus des pratiques discursives renvoie surtout à la diversité des "modalités énonciatives". « Pour comprendre la variété des types d'énoncés et pour analyser le domaine d'existence et de

<sup>1</sup> H.GUMUCHIAN, 1991, *Représentation et aménagement du territoire*, p. 8.

<sup>2</sup> H.DREYFUS et P.RABINOW, 1984 : Michel FOUCAULT, *un parcours philosophique*, Folio-ESSAIS n°204, Gallimard. Voir, notamment, le chapitre III : « *Vers une théorie de la pratique discursive* », p.71-118.

<sup>3</sup> M.FOUCAULT, 1969 : *L'Archéologie du savoir*, p.61. C'est nous qui soulignons (J-Y M). Dans ce processus, il insiste d'ailleurs aussi sur l'importance, comme toile de fond, des pratiques sociales non discursives.



fonctionnement d'une pratique discursive », on doit avant tout envisager et tenir compte des conditions même de l'énonciation : qui est mandaté pour produire des énoncés, de quel(s) lieu(x) ils émanent, quelle position occupe le sujet énonciateur ?

Dans cette optique nous prendrons ici en compte, à propos du Nordeste brésilien, trois types d'énonciation, trois modalités des pratiques discursives: d'abord le discours de l'idéologie territoriale, puis le discours de la littérature "régionaliste" et , enfin, les discours des différentes écoles de la science géographique brésilienne contemporaine.

#### - Le discours idéologique

C'est un discours qui reste, plus que jamais, porteur d'une idéologie spatiale<sup>1</sup> régionale nordestine toujours largement dominante. Il est essentiellement le fait de ce qu'il a été convenu d'appeler, à la suite de Louis Althusser, les "Appareils Idéologiques d'Etat" brésiliens : presse et médias, édition, éducation, partis et organisations, etc. A travers l'examen critique d'une publication exprimant ce type de représentation, nous tenterons surtout d'en montrer les grandes lignes caractéristiques et la force d'impact toujours très grande. Nous verrons que ce type de discours idéologique développe systématiquement, et sous la forme d'une véritable *vulgate* territoriale, les caractéristiques d'une identité régionale restant fortement marquée par les conditions climatiques de l'aridité<sup>2</sup> : c'est le "discours de la seca". Dans ce cadre, les territorialités ainsi considérées restent très naturalisantes et déterministes, et l'identité du nordestin est constamment ramenée à celle d'un individu-sujet, soumis et résigné devant les *stigmates* de la sécheresse. Une telle approche a surtout comme avantage, et même comme fonction, d'occulter largement le rôle des autres déterminations socio-spatiales également produites par la configuration territoriale ainsi caricaturée.

#### - Le discours littéraire

Au lieu de considérer ce second type de discours comme un pur et simple prolongement du précédent, nous essaierons, au contraire, de mettre en application à son sujet l'affirmation souvent faite, mais pour l'instant guère suivie d'effet manifeste, de l'intérêt des sources littéraires dans la recherche géographique. Notre point de départ est que le discours territorial dominant s'est trop complètement emparé du patrimoine nordestin de la littérature de fiction dite

<sup>1</sup> Selon H.GUMUCHIAN : « système d'idées, ensemble structuré de représentations, de valeurs, de croyances », idem p.58-59. Cf également A.GILBERT, 1986 : « l'idéologie spatiale est un système d'idées et de jugements, organisé et autonome, qui sert à décrire, expliquer, interpréter et justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité dans l'espace. S'inspirant largement de valeurs, elle propose une orientation précise à l'orientation historique de ce groupe ou collectivité », in : *L'idéologie spatiale, L'Espace Géographique*, n°1, p.57-66.

<sup>2</sup> Comme le souligne encore H.GUMUCHIAN : « Sans doute est-ce dans le domaine des phénomènes climatiques et de leur prise en compte par une société - ou de leur non prise en compte - que le rôle joué par les représentations est le plus parlant ». Ouv. cité, p.10 , souligné par nous, JYM.

"régionaliste". Il est bien vrai, qu'en partie, ce patrimoine littéraire semble d'abord apporter de l'eau au moulin de l'idéologie territoriale régionale, et même régionaliste, déjà envisagée pour elle-même dans un premier temps. Mais plutôt que d'aller chercher dans ce patrimoine littéraire une nouvelle illustration du discours traditionnel, peut-être est-il tout aussi bien possible d'y faire l'analyse rétrospective, dans son contenu romanesque même, d'une part, des origines fondamentalement socio-spatiales des identités territoriales, et, d'autre part, des conditions essentiellement conflictuelles de la détermination des territorialités.

- Le discours scientifique

Enfin, il conviendra d'envisager les efforts d'investigation et d'énonciation de la science géographique elle-même à propos de la région et de la manière dont s'y posent les questions d'identités et de territorialités. L'approche géographique de ce problème semble comporter cependant plusieurs dimensions. D'abord celle de l'état des rapports quasi historiques entre la géographie brésilienne et la géographie française, qui ont toujours été très riches, mais dont les conditions, les motivations et les équilibres ont cependant beaucoup évolué jusqu'à connaître aujourd'hui une nouvelle configuration, un véritable rééquilibrage; ensuite, celle d'une évaluation équitable de la situation de la géographie brésilienne contemporaine elle-même, d'où il apparaîtra qu'elle connaît actuellement des développements à la fois originaux et spectaculaires, sans doute sous-estimés en France; enfin, celle d'une prise en compte effective, dans une recherche "brésilianiste" française comme la nôtre, de ces avancées les plus récentes de la géographie brésilienne, notamment en ce qui concerne les questions en examen d'identité et de territorialité.



## Chapitre 1 : Le discours de l'idéologie

Il s'agit d'abord de faire la part des idéologies territoriales dans l'approche courante du Nord-est brésilien. Comme toute réalité sociale, la région fait l'objet de représentations socialisées, largement (re)produites et diffusées. C'est dans un tel cadre, comme le souligne Guy Di Méo, que « dans toute formation socio-spatiale, toutes sortes de productions mentales surgissent qui ne s'interprètent que par rapport à des situations historiques, sociales et géographiques particulières. Ces situations se définissent par conséquent à des échelles différentes, de l'espace local à l'espace national. Elles induisent, en fonction de ces échelles, mais sous le contrôle aujourd'hui dominateur des plus petites d'entre elles, des normes de production idéelles, articulées aussi sur des positions de classes socio-économiques, démographiques ou culturelles »<sup>1</sup>.

Les idéologies territoriales constituent des enjeux majeurs. Elles ne sont pas neutres. Mais, la permanence et l'efficacité de leur influence, généralement indiscutée, peuvent les mettre en capacité de peser fortement, et de diverses manières, sur la production du discours scientifique lui-même. Or, au lieu de servir de référence intouchable, elles doivent au contraire constituer elles-mêmes un objet d'analyse dans une démarche géographique qui se veut scientifique et qui se doit, par conséquent, d'être aussi critique à leur égard.

Nous appellerons donc ici *vulgate nordestine* le complexe de ces idéologies territoriales qui ont toujours largement cours à propos de la région. Elles fournissent l'essentiel de la trame d'un discours récurrent, bien connu et assimilé, selon lequel le Nord-est est d'abord et avant tout une région de pauvreté, essentiellement touchée par les effets du fléau ("*flagelo*") de la sécheresse ("*seca*"). L'organisation de l'espace, fondée sur le dualisme Littoral/Intérieur ("*Litoral/Interior*"), dépendrait uniquement du degré d'intensité du fléau et conduirait à une différenciation selon un gradient pluviométrique Est-Ouest conduisant à la tripartition classique : Littoral, *Agreste*, *Sertão*.

### A - Discours social et idéologie territoriale

On sait que les principales caractéristiques de l'idéologie, en général, ont été également mises en évidence par Louis Althusser. L'idéologie est acritique, et se présente volontiers comme neutre par rapport à toute forme de prise de position ou d'engagement. Bénéficiant ainsi d'un statut de

<sup>1</sup> G. DI MÉO, 1990, « De l'espace vécu aux formations socio-spatiales », *Géographie Sociale*, n°10, p.13-23.

pleine et entière évidence, elle est apparemment objective et se présente sans contradiction(s) interne(s), selon les canons d'une stricte logique formelle. Elle est produite, répétée et diffusée par tout ce que Louis Althusser a globalement désigné sous le nom d'Appareils Idéologiques d'Etat (AIE) : écoles, université, presse<sup>1</sup>. Pour lui, fondamentalement, « l'idéologie est une représentation du rapport imaginaire des individus à leurs conditions d'existence ». Tout comme les autres idéologies, morales, religieuses, juridiques, politiques, les idéologies plus particulièrement territoriales, sont donc aussi, avant tout, des "conceptions du monde", mais qui restent pourtant en grande partie imaginaires et sont même souvent loin de correspondre vraiment aux réalités qu'elles recouvrent et de suivre fidèlement leur évolution ("idéologies" = allusion/illusion). Ce n'est ainsi pas leurs conditions réelles, leur monde réel, que les "hommes" se représentent dans et par l'idéologie, mais c'est bien plutôt leur propre rapport mythifié à ces conditions d'existence qui est représenté à travers elle.

En outre, et assez paradoxalement, il faut également souligner que « l'idéologie a une existence matérielle »<sup>2</sup>. Pour Althusser l'idéologie n'existe toujours qu'à travers un Appareil Idéologique et par sa ou ses pratiques. C'est d'ailleurs bien ainsi que cette existence se matérialise. Il n'y a pas de tels Appareils Idéologiques qu'à la seule échelle de l'Etat (AIE<sup>3</sup>). Dans le cas du Nordeste brésilien par exemple, les innombrables institutions de *Planejamento* (aménagement) régional, urbain ou rural, à diverses vocations et échelles d'activité (DNOCS<sup>4</sup>, SUDENE<sup>5</sup>, IPLANAT<sup>6</sup>, INCRA<sup>7</sup>, etc.) constituent autant d'appareils idéologiques, en ce sens que, au moins autant qu'un aménagement réel très limité et aux résultats pour le moins mitigés, elles ont d'abord et avant tout pour fonction de développer et de diffuser un "discours social"<sup>8</sup> à propos de divers aspects de la planification territoriale, mais surtout de propager sans cesse à cette occasion la *vulgate* régionale nordestine. Ainsi, depuis un siècle exactement, l'IOCS<sup>9</sup> (1898), puis l'IFOCs<sup>10</sup> (1909), et enfin le DNOCS (1945) font-ils surtout leur autopromotion à travers « un discours durable reposant sur une perception primaire des problèmes nordestins »<sup>11</sup>. Dans ce discours la

<sup>1</sup> L. ALTHUSSER, « *Idéologies et Appareils Idéologiques d'Etat (Notes pour une recherche)* », initialement publié dans *La Pensée*, n°151, Juin 1970, et republié ensuite dans : *Positions*, 1976, Editions Sociales, p.67-125.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> A.I.E. = Appareils Idéologiques d'Etat.

<sup>4</sup> DNOCS : Departamento Nacional de Obras Contra as Secas.

<sup>5</sup> SUDENE : Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste.

<sup>6</sup> IPLANAT : Instituto de Planejamento Urbano de Natal

<sup>7</sup> INCRA : Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária

<sup>8</sup> Voir à ce sujet R.FOSSAERT, 1977 : « *La Société* », tome 3 : *Les Classes Sociales*, Points-Seuil.

<sup>9</sup> IOCS : Inspetoria de Obras Contra as Secas [ Inspection des Travaux contre les sécheresses ].

<sup>10</sup> IFOCS : Inspetoria Federal de Obras Contra as Secas [ Inspection Fédérale des Travaux contre les Sécheresses ].

<sup>11</sup> FF.S.PAULINO, 1992, *Nordeste, poder e subdesenvolvimento...*, ouv. cité, p.63.

précarité des ressources naturelles et les secas tout particulièrement sont les points centraux. L'augmentation de la disponibilité en eau serait donc l'exigence de base comme solution à ce problème séculaire. Aussi ce discours de la seca devient-il un discours de l'açudagem, de l'irrigation, des puits profonds, des routes, etc.

I. Althusser souligne encore deux choses à propos des AIE qui peuvent nous intéresser ici :

1 - D'abord que ces organismes « fonctionnent principalement à l'idéologie » et, dans leurs pratiques, s'efforcent beaucoup moins de faire prévaloir le point de vue scientifique de la vérité que d'assurer la pérennité de leur contrôle et de leur hégémonie idéologiques, ce qui peut sans doute être considéré comme la traduction du véritable rôle social qui leur est, en fait, ainsi dévolu.

2 - Ensuite, ces appareils idéologiques "d'Etat" présentent cette particularité que dans leurs modalités d'actions, leurs pratiques, ils « interpellent les individus en sujets » bien davantage qu'en tant que citoyens, ou que membres de communautés, de collectivités ou de classes sociales. Tout se passe comme si, face à la force de ces appareils et à l'impact de l'idéologie dont ils sont porteurs, l'individu ne devait pouvoir exister que comme un sujet, isolé, empêché d'existence et de réaction collectives.

D'un point de vue méthodologique, les idéologies socio-spatiales peuvent être appréhendées à travers l'analyse de tous les types et formes de discours produits par les appareils idéologiques et généralement bien relayés par d'autres médias. Selon Vincent Berdoulay, les géographes se devraient d'ailleurs d'investir davantage ces différents "lieux de discours" dit-il. C'est bien ainsi, selon lui, qu'ils pourraient ainsi mieux répondre à la demande sociale qui se tourne vers eux, et c'est bien faute de le faire suffisamment qu'ils « ne relèvent pas assez le défi de l'interrogation fondamentale sur le devenir de la démocratie » et que « les thèmes de la liberté sociale et spatiale, des droits de la personne sont trop peu ou quasiment pas abordés<sup>1</sup> » par eux, et sont donc trop laissés à d'autres. Et si, selon lui, « l'étude des conflits à caractère spatial est un thème important de la géographie », ce qui n'est cependant guère évident dans la production académique, il faut cependant constater que « les idéologies ne sont pas ou peu utilisées lors de la modélisation des situations étudiées »<sup>2</sup>. Or, il y a là un aspect essentiel de la définition et de l'attribution des identités territoriales.

<sup>1</sup> V. BERDOULAY, 1988, « Les idéologies comme phénomènes géographiques », *Cahiers de géographie du Québec*, n°77, p.205-216.

<sup>2</sup> Idem.

## B - Un exemple de discours idéologique : la vulgate nordestine

Le Nordeste fait donc ainsi l'objet d'une idéologie territoriale fortement structurée, dont les principaux traits se retrouvent, par exemple, très clairement exprimés et articulés dans le travail, de caractère journalistique, d'Amílcar Dória Matos, ex-secrétaire exécutif du Conseil délibératif de la SUDENE, à Recife, intitulé : « **Nordeste, un défi pour nous tous** »<sup>1</sup>. Avec ce petit ouvrage, nous avons là, sous une forme très ramassée, une sorte de "digest" des idées reçues sur le Nordeste, qui exprime directement et simplement la vulgate territoriale nordestine encore très généralement admise et partagée. C'est un exemple frappant, sous des dehors pourtant assez modernistes, du discours régional nordestin traditionnel.

« Le Nordeste est, dit-il pour commencer, d'une certaine manière, un monde à part, encore que pleinement intégré et identifié au tout brésilien. Il garde pourtant, son identité propre, son esprit très particulier, sa culture, ses traditions, le profil de ses gens »<sup>2</sup>. Il conserve aussi un certain mystère, et « sans constituer une énigme », il y a eu pourtant à son propos « beaucoup d'erreurs dans l'approche de sa réalité la plus profonde »<sup>3</sup>.

Mais il faut selon lui surtout souligner, s'agissant bien ici d'une idéologie d'essence territoriale, qu'avec le Nordeste « en fin de compte nous avons devant nous une carte », une représentation spatiale qualifiée de "carte nordestine". Selon cette carte « d'une façon générale, quatre régions physiographiques constituent la plus grande part du cadre nordestin : le littoral, la forêt [mata], l'agreste et le sertão. On peut dire, grosso modo, que les différences sont des questions climatiques et, par conséquent, de sol, de végétation et d'activité productive »<sup>4</sup>. Ce mode de présentation, immédiat, est donc ici très nettement déterministe. Cette approche de la région est d'ailleurs aussitôt étayée par l'argument d'autorité, puisque cette « distribution physique des sous-régions nordestines est celle qui est adoptée par la SUDENE »<sup>5</sup>. Il lui est ainsi conféré le statut d'Appareil Idéologique producteur et accréditeur de représentation spatiale.

A partir de ces postulats, la présentation s'enchaîne, dans un engrenage bien huilé, au fatalisme imparable. De ce qui précède, « il n'est pas difficile de percevoir que les problèmes de manque d'eau et de pauvreté du sol dans la zone semi-aride - avec les séquelles socio-économiques inhérentes - sont

<sup>1</sup> A.D.MATOS, 1986, « **NORDESTE, um desafio para nós todos** » [Nordeste, un défi pour nous tous], São Paulo, Editora Nacional, Collection « *Portasabertas* » [Portes ouvertes], n°17.

<sup>2</sup> A.D.MATOS, ouv. cité, p.7.

<sup>3</sup> Idem, p.8.

<sup>4</sup> Ibidem, p.12.

<sup>5</sup> Ibidem, p.13.

responsables des bas niveaux de densité démographique<sup>1</sup>. C'est d'ailleurs la « semi-aridité qui est la référence de base dans la délimitation du Polygone de la sécheresse »<sup>2</sup>. D'où il s'ensuit, tout aussi fatalement, le déclenchement de « l'exode rural, dont les flux indiquent les chemins du Sud du pays - surtout et traditionnellement São Paulo - mais également le propre littoral du Nordeste. Nous avons alors l'excessive concentration de population dans les zones littorales »<sup>3</sup>.

C'est cet enchaînement serré de déterminations, en forme de causalités linéaires, qui « confère au Nordeste le stigmate de région-problème. Stigmate lamentablement adéquat »<sup>4</sup> dont il devient ensuite possible d'énumérer les diverses caractéristiques mesurées statistiquement.....

Pourtant il y a, tout de même, un "côté positif" de la région. Car en dépit de tout, « son histoire est très riche, peut-être la plus riche et glorieuse du Pays. C'est en elle que fut pratiquement forgée notre nationalité »<sup>5</sup>. L'identité reconnue de la région est donc celle d'avoir été le berceau historique de la nationalité brésilienne tout entière. Quant à la suite des événements historiques, l'époque de la canne à sucre manifesta un temps une hégémonie qui finalement évolua jusqu'à devenir « en partie responsable de la décadence régionale »<sup>6</sup>. De même, « si elle est riche en histoire, la région nordestine l'est, naturellement aussi, du point de vue culturel. On ne pourrait jamais imaginer l'actuelle physionomie culturelle du pays sans considérer la contribution effective du Nordeste ». Mais, aujourd'hui, un autre aspect du patrimoine régional mérite d'être souligné, c'est celui des « beautés naturelles de la région, particulièrement celles qui concernent sa côte maritime, [qui] expliquent le grand dynamisme de son tourisme ». Mais les attributs régionaux ne s'arrêtent cependant pas là. Ainsi « il est nécessaire de dire que le Nordeste est une zone riche en ressources naturelles, spécialement en minerais »<sup>7</sup>.

Quant à l'explication des origines de l'identité régionale, la "problématique nordestine" doit attribuer une place essentielle, voire exclusive, aux liens entre la région et la sécheresse. C'est à partir de la grande sécheresse de 1877 que « dans la réalité *seca* et *Nordeste* ont été considérés comme des termes presque identiques »<sup>8</sup>. Ce rapprochement caractérise donc pleinement cette "problématique nordestine". Car si l'auteur veut bien, juste un moment, concéder qu'« aujourd'hui on sait que la *seca* n'est pas l'unique problème

<sup>1</sup> Ibidem, p.14

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Ibidem, p.15.

<sup>4</sup> Ibidem, p.15.

<sup>5</sup> Ibidem p.17.

<sup>6</sup> Ibidem, p.18.

<sup>7</sup> Ibidem, p.19.

<sup>8</sup> Ibidem, p.21. C'est nous qui soulignons (J-Y M).



du Nordeste ni même la principale source génératrice des autres problèmes »<sup>1</sup>, et s'il faut souligner aussi le « maintien dans la région d'un système d'exploitation de la terre et de relations de travail qui favorisent l'accumulation du capital » qui fait que « les sources de production se concentrent excessivement dans très peu de mains », il finit cependant par conclure qu'il faut malgré tout bien admettre que, « d'une manière ou d'une autre, la seca reste toujours à la base des discussions autour du problème ».

Dans ces conditions, il est ainsi pleinement justifié que « la stratégie pour combattre la seca » devait nécessairement passer par l'instauration d'une « solution hydraulique » confiée successivement aux organismes publics : l'IFOCs<sup>2</sup> d'abord, puis le DNOCS<sup>3</sup>. Mais il n'est cependant « pas possible de taire à ce sujet les distorsions et détournements que cette stratégie de lutte a couverts, sous le nom tristement connu des "industries des secas" »<sup>4</sup>.

L'auteur repère bien également que « le plus grand facteur de méconnaissance de la région, cependant, résulta certainement de la simplification de l'approche de sa problématique, qui a prévalu tout au long de cinq à sept décennies, et selon laquelle, par la fréquence et par les effets catastrophiques d'étiages prolongés, le Nordeste a été non seulement une région problème, mais un poids mort, une entrave au développement national lui-même »<sup>5</sup>. Ce n'est qu'avec l'institution de la SUDENE<sup>6</sup>, au début des années 60, qu'on commença vraiment à parler d'un Nouveau Nordeste qui soit autre que celui « victime des sécheresses, de l'exode rural intense, des non moins intenses migrations vers les terres du Sud; une région pauvre, souffrante, avec de larges contingents de sa population affamés et exploités, avec des méthodes obsolètes de culture de la terre, avec une ignorance presque totale des techniques agricoles modernes; une région qui sert pour illustrer lamentablement un folklore péjoratif, comme si le Nordestin - et surtout celui des campagnes - était un Brésilien ignorant, analphabète et demandant l'aumône; une région sans industries modernes, avec des usines dépassées et une économie dépendante, fabricant seulement quelques produits désavantagés dans les relations d'échange avec les zones plus prospères; une région qui vivait tournée vers son seul passé, de ses faits glorieux, de son titre de "berceau de la nationalité", mais vers laquelle convergeaient les regards épouvantés et larmoyants des autres régions du Brésil et de l'extérieur; une région, enfin, qui s'est constituée, au début des années 60,

<sup>1</sup> Ibidem, p.22.

<sup>2</sup> IFOCS - Inspeçtoría Federal de Obras Contra as Secas [ Inspection Fédérale des Travaux contre les Sécheresses ] de 1909 à 1945.

<sup>3</sup> DNOCS - Departamento Nacional de Obras Contra as Secas [ Département National des Travaux contre les Sécheresses ] à partir de 1945.

<sup>4</sup> Ibidem, p.22-23. L'auteur fait ici allusion à l'ouvrage à succès de Jorge COELHO, 1985 : « *As secas no Nordeste e a industria das Secas* » [ Les sécheresses dans le Nordeste et l'industrie de la sécheresse ].

<sup>5</sup> Ibidem, p.27-28.

<sup>6</sup> SUDENE : Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste.

comme la plus pauvre de toute l'Amérique latine, considérant sa population et sa grande extension territoriale, avec un revenu individuel seulement supérieur, à l'époque, à celui des Haïtiens et des Boliviens »<sup>1</sup>. L'auteur semble, un instant, donc prendre une certaine distance critique par rapport à la vision conventionnelle du Nordeste.

Or, c'est, en fait, pour mieux y revenir ensuite, comme pour prouver qu'on ne saurait donc y échapper. Car, dit-il à nouveau : « On sait que le grand problème du Nordeste - bien qu'il ne soit pas l'unique problème - est celui de son climat. A la base et au cœur de la problématique régionale sont les dites anomalies climatiques, responsables, en grande partie, de la dépendance économique et de la pauvreté chronique d'amples parties de la population, particulièrement celles qui sont localisées dans le semi-aride - lieux des "poches de pauvreté" , dont la triste réputation a depuis longtemps traversé les frontières du Brésil »<sup>2</sup>. Le Nordeste, bien que « riche en culture, en arts, en bravoure et en civisme, a été, depuis un siècle, affecté négativement par l'hostilité climatique », et l'homme nordestin, qui au long des décennies a migré en direction du Sud et du Nord à la recherche de meilleures opportunités de travail », a surtout été « expulsé par les agressions de la nature »<sup>3</sup>. Comme pour mieux appuyer ce discours, la photographie de couverture de l'ouvrage représente une famille, forcément nombreuse, de "retirantes".

Nous avons donc bien là un parfait exemple de la permanence et de la prégnance du discours idéologique sur la seca. L'exemple étudié démontre ainsi la vigueur et la force du discours sur la région, le rôle et la place de la seca dans la problématique régionale. Il apparaît clairement que ce discours régional, d'essence idéologique, fonctionne comme un système clos qui, quelles que puissent être les velléités modernistes de l'auteur, ne laisse guère de place à une quelconque échappée belle hors de l'idéologie territoriale toujours dominante et se referme rapidement sur lui-même. Ce discours devient, dès lors, auto-référentiel, et sert finalement surtout à la justification de l'appareil idéologique qui le produit et qui l'émet, en l'occurrence la SUDENE.

Le discours de type idéologique maintient strictement la région dans une approche hyper-déterministe. Même si on veut bien lui reconnaître son rôle de berceau historique de la nationalité et de la culture brésiliennes, elle reste donc étroitement enfermée dans son strict statut de "région problème", avant tout marquée par l'irrégularité et l'imprévisibilité des conditions climatiques.

Pour montrer qu'un tel discours n'est pas sans influence et à encore de beaux jours devant lui, l'image du Nordeste telle qu'elle apparaît dans un livre scolaire utilisé par les écoles primaires de l'Etat du Pernambouc a fait récemment l'objet d'une lecture critique de la part d'une géographe. Or

<sup>1</sup> Ibidem, p.29.

<sup>2</sup> Ibidem, p.45.

<sup>3</sup> Ibidem, p.50.

le résultat de son analyse est que «la vision du Nordeste contenue dans ce manuel de géographie permet de constater une approche traditionnelle, discriminatoire, fragmentaire et décontextualisée, suivant les fameux aspects physiques, humains et économiques, qui, ainsi, ne permet pas une connaissance globale de la région. D'un autre côté, le livre insiste pour associer la pauvreté du Nordeste au mythe de la *seca*. Une autre vision, très soulignée, est l'étiquette du Nordeste "région-problème", s'ajoutant au fait qu'il n'y a pas d'actualisation quant aux changements récents intervenus dans l'espace nordestin. Ce livre prolonge une vision du Nordeste vieille de 20 ans »<sup>1</sup> en conclut-elle donc.

Malgré les limites d'une telle *vulgate* nordestine traditionaliste, il ne faudrait surtout pas croire qu'elle n'a plus guère d'influence aujourd'hui, bien au contraire. C'est toujours le cas, par exemple, sur les dirigeants, pourtant incontestablement progressistes, des Mouvements Sociaux Urbains de Natal. En témoignent ces explications de Kazalans Bezerra, Président du Conseil Communautaire de Cidade Satellite, un quartier périphérique de Natal, exprimées au cours d'une entrevue de Juin 1995 :

« Dans l'Intérieur de l'Etat, il y a le problème de la *seca*, le manque de pluies, et voici les populations qui n'ont pas les infrastructures, en cet endroit, pour faire des plantations, de l'irrigation, qui sont obligées de venir dans une ville plus grande, sur le littoral, avec l'idée de chercher un emploi, ou de trouver de quoi survivre. Mais ils n'ont pas d'autre profession, ne savent pas faire autre chose, seulement planter, uniquement l'agriculture. Or notre ville [il s'agit de Natal] est toute en zones urbanisées et ces personnes sont conduites à vivre dans la misère, à chercher des sous-emplois, et à construire des demeures alternatives. Et comme leur possibilités financières sont très réduites, elles finissent par faire des *favelas*, des baraques de carton dans des lieux inadéquats »<sup>2</sup>.

On ne peut qu'être frappé par la vigueur de cette adhésion au discours traditionnel de la *seca*.

Ce n'est pourtant pas faute que des hommes de science aient commencé à attaquer cette idéologie. M.C. de Andrade, en 1985, dans un ouvrage intitulé « La sécheresse : Réalité et Mythe », estime ainsi quant à lui très nettement qu'il est « nécessaire de démystifier la sécheresse comme élément déstabilisateur de l'économie et de la vie sociale nordestine (...) de démystifier l'idée selon laquelle la sécheresse, en tant que phénomène naturel serait responsable du sous-développement, de la faim et de la misère qui dominent la région », tout comme de dénoncer également « l'erreur de ceux qui défendent une solution hydraulique pour la région sertaneja nordestine, considérant le manque d'eau comme le facteur unique

<sup>1</sup> M.J.V.SERRANO, 1996, « *Nordeste: mito ou realidade ? A geografia do Nordeste no livro didático...* » [Nordeste: mythe ou réalité ? La géographie du Nordeste dans un livre scolaire...], *AGB-Volume 1*, p.111.

<sup>2</sup> Entrevue réalisée au CREA-Natal, en Juillet 1995 avec les dirigeants et responsables de l'AMERCOSUL.

déterminant de la misère existante »<sup>1</sup>. Les raisons de la pérennité du discours de la *seca* doivent donc être cherchées ailleurs que dans sa pertinence scientifique, ou dans sa capacité à rendre vraiment compte de toutes des réalités de la région.

### C - Une critique du discours nordestin de la *seca*

En réalité, le discours de la *seca* est bien un "discours social" global, qui remplit une toute autre fonction. C'est ce que s'efforce pour sa part de démontrer F.S.Paulino dans son ouvrage intitulé précisément : "Nordeste, pouvoir et sous-développement soutenu, discours et pratique"<sup>2</sup>.

Il n'hésite pas, quant à lui, à remettre clairement en cause le discours régional de la *seca* en soulignant nettement sa fonction sociale réelle. « La *seca* dans la région nordestine a été, dit-il, à l'origine d'un certain discours et ce discours a eu la possibilité de (...) renforcer la structure clientéliste implantée il y a longtemps dans la région »<sup>3</sup>. Il met également en évidence que pendant toute la période désormais historique de poursuite de la "solution hydraulique", dite de l'*açudagem*, « le parcours des 80 années du DNOCS<sup>4</sup> ne s'est pas montré efficace pour éliminer, ne serait-ce même que du discours, le fantasme du fléau de la *seca*. La *seca* représente encore la perte des plantations, le manque de travail, la mort du bétail et la population misérable qui connaît la faim et la mort, ou fuit vers d'autres régions. Les aliments disparaissent, les prix s'élèvent brusquement, la police intervient contre de possibles pillages. L'exode rural continue de passer pour responsable de "l'invasion" des villes ». Selon l'occurrence des périodes de sécheresse, ce discours « continue d'être réactivé au même rythme par les Gouverneurs des Etats, par les Préfets municipaux et les décrets de calamités publiques ». De leur côté « les latifundiaires continuent de bénéficier des constructions de barrages-réservoirs et d'autres améliorations de leurs propriétés. A chaque fois la *seca* se révèle aussi cruelle, tout autant que celles du passé. Les organes gouvernementaux, les politiques et les moyens de communications font ouvertement la propagande des lignes générales d'un discours séculaire, soutenant la croyance qui veut que la catastrophe et les solutions viennent du ciel »<sup>5</sup>. Pour la géographe Ina Elias de Castro également, « le discours de la *seca* a ainsi été parfaitement élaboré, diffusé et assimilé. La forte image de la *seca* n'a pas permis que soient clairement établis les liens entre la pauvreté et les relations de production dans la région », et, en face d'elle, « n'importe quelles autres

<sup>1</sup> M.C. de ANDRADE, 1985, *A seca : Realidade e Mito* [ La sécheresse : Réalité et Mythe ], p. 7-8. C'est nous qui soulignons (J-Y M.)

<sup>2</sup> F.S.PAULINO, 1992, *Nordeste, poder e subdesenvolvimento sustentado, discurso e prática*, [ Nordeste, pouvoir et sous-développement soutenu ], EULC, Fortaleza, Ceará, 1992.

<sup>3</sup> F.S.PAULINO, 1992, *ouv. cité*, p.75.

<sup>4</sup> DNOCS - Departamento Nacional de Obras Contra as Secas.

<sup>5</sup> *Idem*, p.137.

relations causales éprouvent des difficultés à s'imposer comme idée cohérente »<sup>1</sup>. Le discours mythique de la *seca* écarte ainsi la possibilité qu'il en soit émis d'autres, plus pertinents.

Quant à l'efficacité de la politique fédérale de mise en place d'institutions spécialisées de lutte contre les effets de la sécheresse, ce qui s'est surtout passé avec le DNOCS, « qui a été accaparé par les oligarchies de la région, c'est qu'il a assuré sa permanence à travers un discours qui a gagné de l'espace dans le domaine du politique. Même sans représenter aucun effort de transformation dans les relations sociales de la région, l'organe développa une défense intransigeante dans le sens de sa continuité. Ce discours, note encore F. Paulino, s'altéra en langage sans, cependant, perdre son essence, fondée sur la continuation de l'assistance patriarcale »<sup>2</sup>. On peut même, selon lui, avancer que, dans ces conditions, « la permanence du DNOCS, même ayant perdu ses finalités transférées à un autre organe, vint confirmer que sa création et sa subsistance n'étaient pas centrées sur des critères technico-scientifiques et administratifs, mais simplement comme produit du discours politique régional »<sup>3</sup>. On ne s'est guère préoccupé du suivi et de l'évaluation de son action réelle, dès lors que sa fonction dans la production discursive à partir et autour de la problématique de la *seca* était suffisamment remplie, sans qu'il soit rien remis fondamentalement en cause des structures sociales et foncières. Dès lors, « la région doit être analysée à travers quelques visions imposées au milieu culturel qui ont prévalu jusqu'à nos jours et qui servent de support important à la perpétuation des structures de domination et du *statu quo* social. Le contexte du discours nordestin est celui d'une vision fataliste selon laquelle le Nordeste est ainsi, a toujours été ainsi et sera toujours ainsi. La *seca* est donc une fatalité qui pèse sur le destin de "l'homme du Nordeste". Selon cette vision, qui s'enracine dans la conscience populaire, la misère, la *seca*, la pauvreté, l'exploitation du travail de millions de personnes, et la grande propriété sont l'œuvre du destin, de la fatalité, de forces qui échappent à la compréhension et au contrôle de l'homme lui-même. De telle manière qu'il n'y a donc rien à faire. Il ne reste plus qu'à souffrir avec résignation et patience, se soumettre, et baisser toujours la tête. « Il est donc évident qu'une telle vision, fataliste et aliénante, a comme fonction de perpétuer la situation de misère et de chercher à neutraliser toute réaction des dominés »<sup>4</sup>. Le discours régional remplit ainsi parfaitement sa double fonction : non seulement celle qui consiste à caractériser la région comme une "région-problème", soumise essentiellement au fléau de la *seca*, mais également celle qui contribue à tracer des limites strictes à l'identité socialement admise et reconnue du Nordeste, qui est ainsi celle du fatalisme, de la soumission résignée à l'ordre éternel des choses, déterminé avant tout par

<sup>1</sup> I.E. de CASTRO, 1992, *O mito da necessidade, discurso e prática do regionalismo nordestino* [ Le mythe de la nécessité, discours et pratique du régionalisme nordestin ], Editora Bertrand Brasil, Rio de Janeiro, p.60

<sup>2</sup> F.S. PAULINO, 1992, *ouv. cit.*, p.87.

<sup>3</sup> *Idem*, p.102, c'est nous qui soulignons (J-Y M.).

<sup>4</sup> *Ibidem*, p.109.

les contraintes naturelles climatiques. Ainsi, « le problème de la *seca* dans le Nordeste est un de ces faits qui peut être oublié ou assimilé par l'opinion publique comme une charge normale. C'est cela la plus forte caractéristique du discours régional »<sup>1</sup>.

L'auteur rappelle d'ailleurs à ce propos - et dans le droit fil d'Althusser - qu'en règle générale « chaque individu est interpellé par un discours qui le constitue en sujet ». L'individu peut être ainsi interpellé en devenant le sujet de discours variés, comme ceux de classe, religieux, scientifique. Dans ce cas, c'est donc "l'autre" qui lui confère l'identité : « dans la recherche du sujet du discours il devient donc important de comprendre le concept d'interpellation, qui peut être défini comme un acte d'identification de l'individu, toujours sujet, dans le discours de l'autre ». Et quand il accepte ainsi de s'identifier à travers le discours de l'autre, il devient ou se maintient alors en tant que sujet. Le discours exerce donc son pouvoir par l'identification, par l'adhésion spontanée. Ce pouvoir du discours a une certaine connotation avec le concept gramscien d'hégémonie, défini comme « la domination intellectuelle acceptée spontanément »<sup>2</sup>. Ainsi conçu, le discours nordestin de la *seca* aurait donc comme fonction beaucoup moins de rendre compte de manière pertinente des réalités géographiques de la région, que de conférer au nordestin lui-même, et avec son consentement final, son identité stigmatisante.

Pour Itamar de Souza et João Medeiros Filho également la *seca* doit donc être finalement dénoncée comme un véritable mythe : « nous arrivons, disent-ils, à la conclusion selon laquelle, actuellement, la sécheresse dans le Nordeste brésilien est, jusqu'à un certain point, un faux problème. Nous sommes convaincus de ce que la problématique actuelle du Nordeste est celle d'une pauvreté presque absolue d'une proportion importante de la population. Pauvreté chronique que la sécheresse aggrave seulement et livre de manière intermittente à la nation par les moyens de communication. Nous croyons que la meilleure façon de combattre les effets de la sécheresse est d'attaquer sa cause sociale qui est la pauvreté rurale. Faute de quoi, nous continuerons pendant des décennies à appliquer aux hommes du semi-aride des palliatifs qui ne résoudront rien »<sup>3</sup>. Ils mettent ainsi en cause non seulement le discours de la *seca* dans son principe même, mais également la politique régionale de l'*açudagem* [ irrigation ] qui a été, mais avec un résultat pour le moins mitigé, développée dans son prolongement.

Un géographe vient encore de souligner le rôle du « déterminisme dans la construction du discours sur la

<sup>1</sup> Ibidem, p.136.

<sup>2</sup> Ibidem, p.77-78.

<sup>3</sup> Ldc SOUZA et João MEDEIROS FILHO, 1988, *A seca do Nordeste : um falso problema* [ La sécheresse du Nordeste : un faux problème ], p 160-161.

seca »<sup>1</sup>, dans le cas du Ceará. Le thème de sa recherche portait sur « la création et l'évolution du discours sur la seca tenu par l'élite intellectuelle nordestine (...) et l'importance du déterminisme géographique dans ce discours ». Il montre comment ce type de discours « s'est maintenu dans l'imaginaire de la région jusqu'à nos jours », ainsi que « les résonances du déterminisme géographique dans l'élaboration du discours actuel sur la seca nordestine ». Selon lui aussi, dans ce discours, « la nature semi-aride nordestine a été vue comme la principale cause du retard de la région, un discours qui a été promptement utilisé par les élites régionales pour obtenir plus d'aides du gouvernement fédéral ». Ainsi, « l'idée que le climat est responsable du retard du Nordeste souligne le déterminisme de la nature et indique la responsabilité des géographes dans la construction de cet imaginaire ». Au-delà de cette salubre auto-critique, quoiqu'un peu tardive, des géographes, ils restent cependant les mieux placés pour proposer d'autres analyses capables de substituer à la vieille idéologie territoriale nordestine de la seca.

### Conclusion

Les représentations spatiales véhiculées par le discours social le plus courant sur le Nordeste, sortes de "mythes fondateurs" pour l'essentiel formés d'un mélange conventionnel et acritique de lieux communs et de poncifs, forment finalement un stock patrimonial d'idéologies territoriales qui jouent, quel que soit leur degré réel de pertinence et de réalisme, un rôle très essentiel et actif dans le fonctionnement même de la formation socio-spatiale, à l'échelle de l'ensemble du domaine nordestin. Plus qu'un objectif de résultats concrets, encore une fois peu et mal atteints, ces idéologies territoriales ont essentiellement comme fonction de nourrir un discours visant principalement au strict maintien du *statu quo* socio-spatial en vigueur. C'est d'ailleurs bien ainsi que, « comme susciteur d'idéologies, l'Etat justifie le maintien d'une forme déterminée de pouvoir économique et politique <sup>2</sup> ». Ces idéologies territoriales contribuent surtout à générer, en direction des populations concernées, des comportements de fatalisme et de résignation. Elles sont donc source d'aliénation. Elles constituent, par ailleurs, un réservoir d'idées offrant, de manière répétitive, des paradigmes dont la pertinence devrait être soumise à une critique plus vigilante. Il importe que ce "noyau dur" de telles représentations courantes du Nordeste brésilien fasse préalablement l'objet d'une critique et d'une réévaluation, ne serait-ce que pour permettre des approches géographiques alternatives.

<sup>1</sup> R.W.RIBEIRO, 1996, « O determinismo geográfico e a construção do discurso sobre a seca no Ceará » [Le déterminisme géographique et la construction du discours sur la seca dans le Ceará], *AGB-Resumos*, vol.2, p.237-238.

<sup>2</sup> F.S.PAULINO, 1992, *ouv. cité.*

## Chapitre 2 : Le discours de la littérature

### Identités et territorialités nordestines dans les "romans-géographes" de José Lins do REGO

Un autre discours, à propos de la région du Nordeste, est celui de la littérature, et particulièrement celui de la littérature de fiction dite "régionaliste". Notre hypothèse de travail, à propos de ce discours littéraire sur l'espace géographique, est que loin d'être principalement une source factuelle sur la différenciation, l'organisation et le fonctionnement du territoire à une certaine époque, il est plutôt, du fait même du talent propre au romancier, notamment dans le choix des personnages et de leur situation, une source possible de réflexion sur la formation et la perpétuation du lien spatial, posé en termes de rapports entre identités et territorialités différenciées.

La visée méthodologique de cette partie consistera ainsi à essayer de pousser plus avant, dans le cas en examen, l'idée de l'utilisation de la littérature de fiction en géographie, soit au-delà de la simple affirmation de principe et de la seule déclaration d'intention. Nous tenterons donc ici de le faire, à propos du Nordeste brésilien, à travers un essai d'analyse socio-spatiale d'un choix de romans de José Lins do Rego (1901-1957), l'un des romanciers les plus représentatifs de la littérature nordestine "régionaliste"<sup>1</sup>.

Après une présentation générale du problème et un rapide examen des orientations méthodologiques envisageables pour cette étape de notre travail, nous entrerons ensuite dans le vif du sujet par l'étude de la restructuration de l'espace *latifundiaire* et de la crise des territorialités, telles qu'elles apparaissent dans les romans dits du "cycle du sucre" de José Lins do Rego, dont l'action est censée se situer à l'époque du remplacement des *engenhos* traditionnels par des "usines" [*Usinas*] capitalistes modernes. A la suite de quoi il sera alors possible d'envisager, d'une part la diversité des types de territorialités des principaux personnages et, d'autre part, les mutations parfois radicales de leurs identités socio-spatiales, telles qu'on peut les cerner et les analyser à travers ces romans. C'est ainsi qu'il apparaîtra, pour finir, que ces romans sont bien, plus encore qu'ils ne le laissent paraître au premier abord, des « *romans géographes* »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Sur la littérature brésilienne : L. STEGAGNO PICCHIO, 1981, *La littérature brésilienne*, PUF; A. COUTINHO (Dir.), 1986, *A Literatura no Brasil*, volume V : Era Modernista, UFF, Rio de Janeiro ; G. MAROTI, 1971, *Profilo sociologico della letteratura brasiliana : O Sertão*, Bulzoni Editore; M.E.C. PRAGANA, 1983, *Literatura do Nordeste : em torno de sua expressão social*, Instituto Nacional do Livro.

<sup>2</sup> Nous conservons la formule de Marc Brousseau ("Des Romans-Géographes", 1996), bien que celle de "romans géographiques" conviendrait sans doute mieux.



## A - Présentation et orientations

Il s'agit d'abord de souligner et de tenter d'expliquer l'importance de la littérature régionaliste nordestine des années trente, incarnée par une très remarquable génération d'écrivains, et qui a constitué, jusqu'à nos jours, une expression persistante de l'identité régionale bien au-delà de ses limites géographiques, jusqu'à former une référence culturelle toujours très utilisée de nos jours.

Ensuite nous justifierons le choix particulier, dans ce groupe d'écrivains, de José Lins do Rego, romancier peut-être moins connus que d'autres, mais dont l'oeuvre s'offre a priori favorablement à notre tentative de décryptage socio-spatial.

(1) La littérature "régionaliste" nordestine

Parmi les sources littéraires brésiliennes, celle qui est plus particulièrement susceptible de concerner notre recherche est donc la littérature dite "régionaliste". Ce qualificatif de "régionaliste" appliquée à son propos ne peut seulement signifier qu'il s'agit là d'une littérature d'un intérêt étroitement régional. En fait, elle constitue plutôt un pan essentiel de la littérature brésilienne toute entière. Les ouvrages de certains de ses auteurs font même assurément partie du patrimoine littéraire mondial. Elle n'est donc régionaliste qu'en ce sens qu'elle entretient un rapport très particulier et très fort avec l'espace géographique dont elle est issue. A cet égard on a beaucoup voulu y voir, essentiellement, l'expression de l'idéologie territoriale du "régionalisme". C'est bien ainsi, comme le souligne Maura Penna, que « le régionalisme ne s'est pas seulement construit et exprimé à travers les discours des politiques, ou à travers une production intellectuelle fournissant une base "scientifique" aux formes de la perception du Nordeste et aux revendications de la classe dominante régionale. Il [le fit] aussi à travers toute une production littéraire (formelle, de l'élite) - José Lins do Rego, Raquel de Queiroz, Graciliano Ramos, entre autres - qui visait à affirmer le Nordeste contre le Sud développé, cherchant à dessiner les traits identificateurs de la région : l'agrarisme, la pauvreté, la sécheresse, la montée (ou la décadence) du sucre, le langage. Et cette littérature régionaliste, captant les diversités, la dynamique de la région, fut parfois plus riche que les autres oeuvres qui prétendaient tracer, sous le statut de la scientificité, l'histoire économique et sociale du Nordeste <sup>1</sup> ».

Malheureusement, vues de France, les oeuvres s'exprimant à propos du Nordeste brésilien sous ce prétendu "statut de la scientificité" ne se restreignent encore trop souvent qu'aux seuls ouvrages de Gilberto Freyre, et notamment, le plus connu, "Maîtres et Esclaves" <sup>2</sup>. Quels que puissent être les mérites de l'ouvrage, il faudrait pourtant bien finir par admettre, comme l'indique Francisco de Oliveira, que cette « œuvre connue et

<sup>1</sup> M.PENNA, 1992, *O que faz ser nordestino* [Qu'est-ce qui fait que l'on est nordestin ?], p.31.

<sup>2</sup> G.FREYRE, {1933}, *Casa Grande & Senzala*, traduction française : *Maîtres et esclaves: la formation de la société brésilienne*, TEL. gallimard, 1978.

l'ouvrage, il faudrait pourtant bien finir par admettre, comme l'indique Francisco de Oliveira, que cette « œuvre connue et réputée de Gilberto Freyre, *Casa Grande & Senzala*, est une réification mythologique de l'"harmonie" entre *senhores* et esclaves, avec sa propre conceptualisation du Nordeste sucrier comme une "société patriarcale" »<sup>1</sup>. Dans ces conditions, selon lui, et bien mieux que Gilberto Freyre, c'est donc plutôt « la littérature "régionaliste" nordestine, dans les lignes de José Lins do Rego, Graciliano Ramos, Rachel de Queiroz, José Américo de Almeida [qui] a réussi à capter le miroir multiface des divers "nordestes" »<sup>2</sup>. On voit donc que pour les brésiliens eux-mêmes, se dégage ainsi un groupe remarquable de romanciers nordestins dont les œuvres littéraires constituent un *corpus* qu'on peut considérer a priori comme potentiellement fiable pour une autre approche du Nordeste. Il est ainsi reconnu et affirmé à leur propos - mais sans qu'il soit véritablement démontré exactement pourquoi - qu'à travers leurs œuvres littéraires, ils rendraient finalement mieux compte des réalités socio-spatiales du Nordeste, que tous les scientifiques : ethnologues, sociologues, économistes, géographes, etc. qui se sont jusqu'à présent, d'une manière ou d'une autre, penchés sur le sujet.

Dans ce groupe de romanciers, formé par José Lins do Rego, Graciliano Ramos, Rachel de Queiroz, José Américo de Almeida - auquel on doit ajouter Jorge Amado - il faut, bien entendu, choisir. C'est, pensons-nous José Lins do Rego qui nous offre un éventail de "*romans-géographes*" correspondant le mieux à notre attente.

## (2) José Lins do REGO.

Certes, José Lins do Rego (1901-1957), "homme lié à la terre", est-il d'abord, et au moins autant que Gilberto Freyre, « la légitime expression de la tradition rurale, patriarcaliste, de la région sucrière du Nordeste ». Il présente ainsi les origines de sa série de romans qu'il qualifie lui-même de "cycle de la canne à sucre" : « Avec *Usina*, j'achevais une série de romans que j'avais appelé un peu emphatiquement de CYCLE DE LA CANNE A SUCRE. L'histoire de ces livres est très simple : j'ai commencé en voulant seulement écrire des mémoires qui fussent ceux de tous les enfants élevés dans les *casas-grandes* des *engenhos* nordestins. C'était seulement une tranche de vie que je voulais raconter. Il s'ensuit, pourtant, que le romancier est souvent seulement l'instrument de forces qui se trouvaient cachées en lui-même »<sup>3</sup>. Cette dimension mémorialiste, sensible dans ses deux premiers romans, où le narrateur s'exprime à la première personne du singulier, au point même d'accréditer trop vite l'idée de leur caractère strictement autobiographique, s'atténue sensiblement par la suite. Très rapidement, le mémorialiste cède la place à l'analyste : « dans *O moleque*

<sup>1</sup> F. de Oliveira, 1977, *Elegia para uma re(l)igião*, p.42.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> José Lins DO REGO, Préface de *Usina*, sous le titre : « Cycle de la Canne à Sucre ».

confirmant ainsi ses idées critiques sur la position politique de l'écrivain et sur la littérature engagée<sup>1</sup>. Car, souvent, « Lins do Rego s'est insurgé contre la valeur de "document" qui est attribuée à ses romans (...). Il est clair que Lins do Rego fait, avant toute chose, oeuvre d'art, comme il l'a lui-même proclamé<sup>2</sup> ». Il convient donc de respecter pleinement ce positionnement purement artistique, délibéré et affirmé, de l'écrivain.

Ce ne sont pas tant les romans qui sont "géographes"<sup>3</sup>, ce sont plutôt les romanciers qui le sont, où, plus exactement, qui le deviennent, parfois à leur corps défendant, comme il semble ainsi possible d'en faire la démonstration avec José Lins do Rego. Après un premier cycle romanesque « de la Canne à Sucre », ce romancier "régionaliste" a été conduit à développer un second cycle de romans, celui qui associe, cette fois, « banditisme (*cangaço*), mysticisme, et sécheresse ». Mais, en vérité, les deux cycles ne sont pas seulement et ni exactement successifs dans le temps. Ils sont aussi, en fait, surtout juxtaposés dans l'espace. C'est bien parce qu'ils ne correspondent pas aux mêmes théâtres, aux mêmes types de territoires. Le premier s'inscrit complètement dans le cadre de la zone sucrière du Nordeste. Le second trouve plutôt sa place dans « l'autre Nordeste<sup>4</sup> », celui de l'élevage, du cuir, de la *caatinga* et de la *seca*.

Tableau 1 : Chronologie de la publication des romans de José Lins do Rego (1901-1957)

1932 - Menino de Engenho [ME]	1941 - Agua-mãe
1933 - Doidinho [DD]	1943 - Fogo morto [FM]
1934 - Banguê [BG]	1947 - Eurídice
1935 - O Moleque Ricardo [MR]	1952 - Homens, seres e coisas
1936 - Usina [US]	1953 - <i>Cangaceiros</i>
1937 - Pureza	1956 - Meus verdes anos
1938 - <i>Pedra Bonita</i> [PB]	1958 - O vulcão e a fonte
1939 - Riacho Doce	

Les romans du Cycle « de la Canne à Sucre » sont en gras. Ceux du cycle « banditisme, mysticisme et sécheresse », en italiques. (Source : H.T.GOMES, p.152). Entre crochets, les abréviations utilisées comme références dans l'analyse ci-dessous.

<sup>1</sup> J.A.CASTELLO, *Memória e regionalismo*, In: REGO, José Lins do, *Menino de engenho*, p. lxi.

<sup>2</sup> Mário de ANDRADE, Préface de *Riacho Doce*, p.xviii.

<sup>3</sup> Marc BROSSEAU, 1996 : *Des Romans-Géographes*, essai.

<sup>4</sup> Selon la formule de Djacir MENEZES, 1937, *O outro Nordeste* [L'autre Nordeste ]..

Donc, « à côté du cycle de la canne à sucre, nous pouvons parler d'un cycle du banditisme et du mysticisme associés à la seca (sécheresse), caractéristique prédominante de cet autre Nordeste, celui de la *caatinga* aride et hostile, avec ses héros et ses saints hors-la-loi<sup>1</sup> ». Cet autre Nordeste a été analysé, à la même époque, par Djacir Menezes. Par le biais de ce qu'il appelle son "anthropo-géographie" - dont l'une des orientations est "le déterminisme multi-linéaire et dialectique" - il est conduit à une véritable "mésologie physique nordestine". Il faudrait ainsi, dans le Nordeste, soigneusement « distinguer d'emblée les diverses zones de l'oekoumène : l'aire proprement dite des *caatingas*, l'aire des terres humides et fertiles des *matas*, et l'aire des *serras* humides » de l'intérieur. Si on considère plus particulièrement le cas du *sertão* des *caatingas* « surgit alors le problème anthropologique dans toute son intrication complexe : le "melting-pot" des *caatingas*, les conditions de vie déterminées par le milieu, la civilisation des bouviers, des "bouvieries", quelques centres agricoles permanents dont l'activité est perturbée par les fléaux, la mauvaise fixation de l'homme au milieu, la formation d'une plèbe rurale d'où émergent les mystiques et les bandits<sup>2</sup> ». Car c'est dans ce milieu complexe des *caatingas* déshéritées que, « face à l'injustice sociale et économique, s'élèvent deux types de protestations complètement différentes: celle de l'homme qui prend les armes et décide de se faire justice ; celle de l'homme qui s'achète un rosaire et en appelle au ciel. Un protestataire viril et violent ; un protestataire résigné et mystique. L'un tombe dans le banditisme et le crime ; l'autre s'agenouille et prie<sup>3</sup> ».

Les deux cycles romanesques de J.Lins do Rego sont-ils donc seulement la traduction d'un dualisme Littoral - Intérieur (*Litoral-Interior*) assez généralement admis par les Nordestins eux-mêmes, ou l'expression, dans son oeuvre littéraire, des deux principaux types de territorialités en vigueur dans le Nordeste à cette époque, et qui continuent toujours de faire référence aujourd'hui ?

Evidemment, le romancier ne fait guère d'efforts pour fixer très exactement la chronologie des événements qu'il relate et dans ses romans n'apparaissent que de trop rares dates. On peut néanmoins s'efforcer de situer assez largement les limites de la période où se déroule la transition des *engenhos* à l'*usina* dans le Nordeste. M.C. de Andrade nous donne ainsi quelques indications à ce sujet. « Les deux dernières décennies du XIXème siècle ont été la période où l'*usina* connut sa première impulsion dans le Pernambuco, sachant qu'entre 1885 et 1900, y sont apparues 49 *usinas* »<sup>4</sup>. Mais, concernant précisément le cas du *Rio Grande do Norte*, il faut surtout souligner qu'il a été le seul de tous les Etats sucriers du

<sup>1</sup> Idem, p.148.

<sup>2</sup> MENEZES, 1937, *O outro Nordeste*, introduction, sans pagination.

<sup>3</sup> MENEZES, rééd. 1970, p.190.

<sup>4</sup> M.C. de ANDRADE, 1964, *A terra e o homem no Nordeste*, p.99.

Nordeste « a commencé le XXème siècle avec une production sucrière des vieux *bangüês* seulement »<sup>1</sup>.

**Tableau 2 : Nombre d'Usinas dans le Nordeste brésilien (1910-1920)**

Etats du Nordeste	Nombre d'Usinas	
	1910	1920
<i>Rio Grande do Norte</i>	4	3
<i>Paraíba</i>	5	2
<i>Pernambuco</i>	46	54
<i>Alagoas</i>	6	15
<i>Sergipe</i>	62	70
<b>Total Nordeste</b>	<b>123</b>	<b>144</b>

Source : M.C. de ANDRADE, 1964, *A terra e o homem no Nordeste*, p. 100.

Par ailleurs, « il est intéressant, aussi, de souligner la capacité de résistance du *bangüê*. Il a résisté pendant plus de 70 ans à l'invasion des *usinas*, pour seulement s'incliner à partir de 1950 »<sup>2</sup>. Nous en arrivons donc à la conclusion que la transition des *engenhos* traditionnels aux *usinas* capitalistes, s'est opérée, au bas mot, et plus particulièrement dans le *Rio Grande do Norte*, au cours d'un bon demi-siècle, qui va de 1900 à 1950. C'est une période assez longue pour estimer que J. Lins do Rego ne s'est donc pas contenté de transposer dans ses romans des souvenirs d'enfance de plus en plus lointains, mais qu'il a surtout cherché à y exprimer l'essentiel de cette longue époque de transition de l'économie sucrière.

La progression de la démarche romanesque de José Lins do Rego semble d'ailleurs ainsi témoigner d'une approche de plus en plus sensible et ouverte à la grande diversité du Nordeste, qui ne saurait donc, par exemple, se réduire au seul Nordeste sucrier. Ainsi, ayant été l'un des meilleurs interprètes de l'identité nordestine dans ce qu'elle a d'abord comme liens avec la décadence de la civilisation traditionnelle de la canne à sucre, José Lins do Rego a su élargir le champ de ses oeuvres romanesques, en passant du premier "cycle du sucre" à celui "de la seca", dans une démarche quasi géographique d'approche de la différenciation et d'organisation de l'espace nordestin en ses différentes composantes. Au-delà d'une identité nordestine unique, ou même simplement "dualiste", il a bien su envisager et traduire les différents types de territorialités, ainsi que les déterritorialisations en cours à cette époque.

C'est bien ainsi que, plus qu'auteur de « romans-géographes »<sup>3</sup>, il a su être lui-même, et sans l'avoir véritablement cherché, géographe-romancier.

<sup>1</sup> Idem, p. 100. Selon lui, le développement des *usinas* s'accompagne de "la prolétarianisation du travailleur rural" p.98

<sup>2</sup> Idem, p.103.

<sup>3</sup> Liste et éditions du corpus des romans de José Lins do REGO étudiés : *Menino de Engenho [ME] 1932* et *Doidinho [DD] 1933*, 3ème édition, Edição « Livros do Brasil », Lisboa, sd, 270 p. ; *Bangüê [BG] 1934*, 6ème édition, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, 1966. 211 p. ; *O Moleque Ricardo [MR] 1935*, 7ème édition, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, 1966. 211 p. ; *Usina [US] 1936*, 7ème édition, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, 1973. 269 p. ; *Pedra Bonita [PB] 1938*, 9ème édition, Rio de Janeiro,

## (3) Littérature, quelle approche géographique possible ?

Mais comment penser en géographe, « le recours au roman dans le cadre d'une réflexion sur les lieux »<sup>1</sup> ? On ne peut que souscrire à la volonté d'abord affirmée par Marc Brosseau de « cesser de concentrer uniquement les regards sur le contenu géographique du roman, mais d'examiner sa propre façon de faire de la géographie, ou du moins, d'écrire l'espace et les lieux des hommes »<sup>2</sup>. Ce géographe pense donc avec raison, que les romans « offrent au lecteur, par un regard indirect, une expérience inédite du rapport aux lieux ». Par leur utilisation dans le cadre de la recherche géographique, il s'agit ainsi essentiellement de se « faire découvreur des découvertes du roman en termes d'espace et lieux »<sup>3</sup>, à la condition toutefois d'admettre que la géographie puisse être ainsi définie d'une manière aussi générale qu'une simple « réflexion sur les lieux », sans autre effort préalable, par exemple, de conceptualisation de la notion, à notre avis un peu trop vague, de lieux.

Quelles seraient, dès lors, les approches géographiques possibles des œuvres romanesques ? Elles sont de plusieurs types différents, trop souvent présentés comme exclusifs les uns des autres, dont trois principaux :

a - Le type Documentaire / empirique (géographie descriptive, souvent régionale)

Cette démarche correspond essentiellement à « une volonté de demander à la littérature de fiction de devenir un outil, au premier degré (recherche d'informations positives) pour le géographe »<sup>4</sup>. Mais une telle approche risque de ne rester ainsi qu'un simple complément, purement illustratif, à une géographie régionale plutôt traditionnelle<sup>5</sup>. Pour R.Lafaille le texte littéraire est pourtant bien plus qu'un simple réservoir d'images géographiques. Selon lui, les travaux géographiques jusqu'à présent menés à partir de la littérature seraient trop unilatéralement sous-tendus par les présupposés romantiques et naturalistes, préjugés qui auraient particulièrement orientés les choix des géographes vers certains types d'œuvres littéraires. C'est ainsi que, dans cette démarche, réalisme et naturalisme auraient été outrancièrement privilégiés<sup>6</sup>.

---

Livraria José Olympio Editora, 1973. 220 p. ; *Fogo Morto [FM] 1943*, Coleção Livros do Brasil, Limitada, Lisboa, sd., 246 p.

<sup>1</sup> M.BROSSEAU, 1996, *Des romans-géographes (essai)*, L'Harmattan, p.55.

<sup>2</sup> *Idem*, p.20

<sup>3</sup> *Ibidem*, p.63.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 31.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p.29

<sup>6</sup> R.LAFAILLE, 1989, « *Départ : géographie et poésie* », *Le Géographe Canadien*, n°2, p.118-130.

### b - Le type humaniste/phénoménologique

Dans l'approche de l'espace vécu, Armand Frémont souligne bien que « la littérature constitue [...] une aire d'investigation d'une très grande qualité. Un roman met souvent en place un groupe, héros, famille catégorie sociale, dans un environnement régional. De celui-ci, l'auteur inspiré sait traduire les fréquentations aussi bien que les valeurs <sup>1</sup> ». Dans cette optique la littérature est donc considérée cette fois « comme la transcription de l'expérience des lieux ». Mais, fondées sur cette démarche « certaines versions du projet humaniste (...) ne se penchent pas tant sur les caractéristiques du lieu mais bien sur l'expérience que l'homme en fait <sup>2</sup> ». Et l'une des réserves qu'on peut donc exprimer par rapport aux travaux issus d'une telle démarche est que « la plupart des géographes humanistes ont préféré situer le rapport de la géographie et de la littérature sur le terrain de la conscience et de l'imaginaire en négligeant de considérer les médiations complexes que le discours et l'écriture font intervenir <sup>3</sup> » eux-mêmes. C'est trop négliger en effet, que le roman est aussi, dans ses modalités mêmes, et parmi bien d'autres, l'une des pratiques discursives, hautement significative il est vrai, sur l'espace.

Mais une autre réserve peut-être plus importante encore, est que, s'inspirant de ce type d'approche, il y a trop souvent une remarquable « surdité au contexte socio-politique dans la plupart des travaux de géographes sur la littérature »<sup>4</sup>.

### c - Le type critique / radical

En troisième lieu, « pour le courant dit "radical" - ou peut-être plus justement "critique" - la littérature doit être envisagée comme le point de départ d'une "critique de la réalité ou de l'idéologie dominante" <sup>5</sup> ». Mais, selon Marc Brosseau, il faut cependant bien constater que trop « rares sont les auteurs qui ont effectivement procédé à des interprétations radicales d'oeuvres littéraires d'un point de vue géographique <sup>6</sup> ».

Avec cette démarche radicale-critique, il ne peut s'agir cependant aucunement, selon nous, comme M. Brosseau lui en fait *a priori* un peu schématiquement le reproche, « d'inscrire la littérature dans la mouvance révolutionnaire et contribuer à promouvoir des mouvements sociaux hostiles à l'idéologie dominante <sup>7</sup> ». Une telle géographie si directement engagée ne serait sans doute pas meilleure que la littérature dite elle-

<sup>1</sup> A. FREMONT, 1976, *La région, espace vécu*, p.80.

<sup>2</sup> M. BROUSSEAU, 1996, *Des romans-géographes (essai)*, ouv. cité, p. 34.

<sup>3</sup> Idem, p.41.

<sup>4</sup> Idem, note 58 p.41.

<sup>5</sup> Ibidem, p.42.

<sup>6</sup> Ibidem, p.44.

<sup>7</sup> Ibidem, p.45.

même, quoique souvent un peu trop vite aussi, "engagée". Comme on sait, c'est avec de bons sentiments qu'on fait de la mauvaise littérature.

Nous considérons qu'une telle diversité des approches dites ainsi "empirique", "humaniste" et "critique", n'est, en fait, qu'une simple manifestation, une traduction, de la multidimensionalité constitutive de l'espace social qui ne peut qu'être, et tout à la fois, factuel/"empirique", subjectif/"humaniste" et conflictuel/"radical". C'est même elle qui fonde et peut expliquer une telle diversité des approches possibles du fait territorial, puisque chacune de ces démarches porte plus particulièrement son regard sur l'un ou l'autre des principaux aspects du lien spatial. Le but ce n'est donc pas de choisir dans cette diversité, c'est d'en analyser et d'en restituer toute la complexité. Mais, comment y parvenir ?

Notre propre approche des "romans-géographes" de José Lins do Rego sera donc moins celle qui vise à aller y rechercher des éléments géographiques documentaires objectifs, purement factuels, concernant cette période de mutation qu'ils évoquent de l'économie sucrière de l'*engenho* à l'*usina*, que celle qui cherchera à repérer comment peut s'y dessiner, à travers leur contenu romanesque même, une problématique du rapport spatial spécifique de cette partie essentielle la société nordestine. Nous montrerons ainsi qu'il est surtout question dans ces romans - au-delà de l'évocation nostalgique d'un passé révolu et passablement idéalisé - de production de l'espace, d'appropriation sociale du territoire, et d'identités individuelles et collectives, étroitement associées aux formes de la territorialité des principaux personnages représentatifs. Ceux-ci deviennent dès lors autant de figures emblématiques des différentes classes et catégories sociales présentes dans et autour de la zone sucrière. Cette crise de déterritorialisation et de mise en cause des identités socio-spatiales constitue, dès lors, un précédent riche d'enseignements dans la perspective de notre propre examen de la crise territoriale/identitaire actuelle.

Mais l'ambition de ce travail initial de lecture géographique des romans de José Lins do Rego est aussi d'essayer d'apporter de premiers éléments de réponse à certaines interrogations sur le Nordeste sucrier traditionnel comme creuset de l'idéologie territoriale régionale, constituée d'une part de sentiment d'appartenance, mais aussi de mythe et d'utopie. Elle forme ainsi un des éléments du patrimoine territorial<sup>1</sup> nordestin d'idéologies spécifiques dont la transmission efficace jusqu'à nos jours a contribué à forger et à fixer durablement l'identité régionale elle-même. Au point qu'elles pourraient constituer aujourd'hui, si on n'y prenait garde, un réel obstacle à une approche géographique renouvelée de la région dans ses caractéristiques actuelles.

<sup>1</sup> G. DI MÉO et al., 1993, « *Territoire, patrimoine et formation socio-spatiale* », *Annales de Géographie*, n°573.



## B - Restructuration de l'espace latifundiaire et crise des territorialités

Dans les romans du "cycle du sucre" de J.L. do Rego il y a d'abord, parallèlement à une évocation idéalisée et nostalgique du monde des *engenhos* traditionnels, à travers l'exemple de la *fazenda Santa Rosa*, une description fouillée des effets territoriaux provoqués par leur éviction par les *usinas*. L'expansion irrésistible de la monoculture de la canne provoque une déterritorialisation qui frappe surtout, et bien plus durement que des *senhores* des *engenhos* eux-mêmes évincés par les *usineiros*, les populations rurales les plus modestes, celles des *cabras* et des *moradores*.

### (1) *Le monde idéalisé de l'Engenho patriarcal*

Lorsqu'il vient vivre, suite à des circonstances dramatiques, dans l'*engenho* de son grand-père, le jeune Carlos de Melo est d'abord très impressionné par son accueil : « assis sur une chaise, près d'un banc, il y avait un vieillard à qui on me conduisit pour que je reçoive sa bénédiction. C'était mon grand-père » [ME, 14].

Il est ensuite frappé par l'immensité des propriétés de ce patriarche. « Les terres de Santa Rosa allaient sur des lieues et des lieues du nord au sud. Le vieux José Paulino aimait perdre son regard dans ses domaines. Il aimait reposer ses yeux dans des horizons qui soient les siens. Tout ce qu'il possédait c'était pour acheter des terres et encore des terres. Il avait hérité d'un petit Santa Rosa et en avait fait un royaume. Celui-ci accompagnait le fleuve Paraíba avec des *varzeas* étendues et entraînait dans la *caatinga*. D'un extrême à l'autre, il faisait plus de trois lieues. Il avait plus de quatre mille âmes sous sa protection. Il était un seigneur féodal, mais ses sujets ne prenaient pas leur servitude comme un outrage » [ME, 78]. Pour l'enfant-narrateur, le rapprochement avec un royaume ou avec une seigneurie féodale, bienveillante et patriarcale, semble alors aller de soi. « Mon grand-père m'emmenait toujours dans ses visites des terres de son *engenho*. Il allait voir de près ses *moradores*, faire une visite de *senhor* à ses campagnes. Le vieux José Paulino aimait parcourir coin par coin sa propriété, entrer dans ses forêts, voir ses sources, avoir des précisions de son peuple, pousser ses cris de chef, écouter les querelles et réinstaller l'ordre » [ME, 39]. Au cours de ces visites, lorsqu'ils s'aventuraient ensemble jusque sur les hauteurs des marges de la propriété, « le plateau (*tabuleiro*) n'en finissait pas. Nous allions pendant des lieues et des lieues et c'était la même chose que nous voyions. Il semblait qu'on ne sortirait pas de l'endroit » [BG, 99, souligné par nous]. Même plus tard, revenu, adulte, sur les lieux, il considère toujours que « Santa-Rosa est un monde » [BG, 146, idem]. Et il ajoute : « ce monde, ces terres qui lui prennent des semaines pour les parcourir, mon grand-père l'a en vérité conquis. » [BG, 11].

Pourtant, malgré ses dimensions, chaque *engenho* ne semble constituer pas un isolat complètement fermé sur lui-même. Par exemple, d'un *engenho* à l'autre « les nouvelles se transmettent avec la régularité d'un courrier fidèle. Ce qui se passe à Santa-Rosa se sait dans toute la *várzea* » [BG, 19]. L'*engenho*, avec son territoire diversifié, constitue ainsi la maille unitaire de base de la structuration et de l'organisation de l'espace. Lorsqu'on voyage on passe de l'un à l'autre, comme l'illustre par exemple la description des déplacements de « la vieille Totonha [qui] vivait en racontant des histoires comme une édition vivante des Contes des Mille et Une Nuits, [en] allant à pied d'*engenho* à *engenho* sur des lieues et des lieues » [ME, 51]. De même lorsque la famille du *senhor* de l'*engenho* entreprenait un long voyage, « dans la semaine, ils allaient ainsi s'en retournant à Recife, passant les jours d'*engenho* en *engenho* » [ME, 88]. A cette époque, le maillage politico-administratif des *municípios* ne semble donc jouer qu'un rôle d'abord accessoire. Le pouvoir qui structure l'espace est bien d'abord celui des "senhores de engenhos", ces véritables maîtres de la terre ["*donos da terra*"].

Ce n'est d'ailleurs pas l'abolition de l'esclavage (en 1888) qui met fin à cette organisation de type *casa grande-senzala*. Même après elle, indique le jeune Carlos, « il restait encore la *senzala* des temps de la captivité. Quelque vingt et une pièces avec la même véranda [*alpendre*] devant. Les négresses de mon grand-père, même depuis l'abolition, n'avaient pas abandonné la "rue" [*rua*], comme elles appelaient la *senzala* » [ME, 35]. Ainsi « la *senzala* de Santa-Rosa ne disparut pas avec l'abolition [*abolição*] » [ME, 58]. Mais dans le cas d'un autre *engenho* voisin, lorsque « vint l'abolition, les nègres de Santa-Fé s'en allèrent vers d'autres *engenhos* » [FM, 146]. Et « Santa Fé se retrouva sans ses esclaves » [FM, 150]. Mais il faut souligner que, dans ce cas particulier, le coronel concerné « Lula n'aimait pas les nègres. Le jour de l'abolition, les pauvres vinrent devant l'*engenho*, fous de joie. Il eut peur » [FM, 148]. Ainsi, comme en fait également la remarque Dona Amélia, l'un des rares personnages féminins de ces romans qui ne soit pas condamné au mutisme : « dans tous les *engenhos* étaient restés des esclaves qui ne voulaient pas abandonner les *senhores*, comme s'ils restaient des créatures de la *casa-grande* » [FM, 176].

La crainte la plus fréquente des maîtres des *engenhos* est plutôt celle qu'exprime ainsi Tomás Cabral de Melo : « Cette terre qu'il avait peuplée, traitée, nettoyée, peut-être qu'avec sa mort, elle redeviendrait un pauvre *sítio*, une pauvre terre sans nom » [FM, 133]. La pire déchéance est donc celle où la réduction de l'immense *engenho* en un minuscule *sítio*, s'accompagnerait de la perte de son nom, les deux principaux attributs de toute identité spatiale. C'est aussi la crainte de l'acheminement de l'*engenho* vers le "feu mort" [*fogo morto*]. Carlos adulte, revenu à Santa Rosa, se rend vite compte que « la décadence de [son] grand-père commençait à se sentir. L'*engenho* sur le point de mourir. Tout demandait le chef en tous lieux... Tout dans l'*engenho* dépendait de lui, de ses yeux de maître, de ses cris donnant des ordres ». Il savait

pourtant encore « trouver le bon moyen [jeito] pour chaque difficulté », et il restait « le chef dans tous les sens du mot » [BG, 9].

Déjà, au collègue d'Itabaiana, lorsque, dans une discussion l'un de ses camarades de collègue pose à Carlos adolescent la question « - Tu n'as jamais vu une usine [usina]? Oui une usine, c'est si beau à voir », il sent bien dès cet instant que « la vérité c'est que les usines étaient là pour humilier les vieux moulins à sucre [banguês] de mon grand-père » [DD,174].

## (2) L'Usina et les formes de la déterritorialisation

Le passage de l'*engenho* traditionnel à l'*usina* capitaliste entraîne non seulement une modification en profondeur de l'occupation de l'espace par l'expansion quasi généralisée de la monoculture de la canne à sucre, mais également par un bouleversement de l'organisation du territoire local et des implantations différenciées qui existaient jusqu'alors dans les différentes parties de l'espace des *engenhos* absorbés.

Au fur et à mesure que « l'*usina* avance avec sa faim de terres » [BG,190], elle « mange, un par un, les *engenhos* » [BG,163]. Désormais, avec l'extension de la monoculture de la canne à sucre, « les cannerais se perdent de vue, entrent partout et envahissent tout ce qui est capable de donner ne serait-ce qu'une feuille de canne » [US,158]. C'est un précédent historique qui mérite attention, en ce qu'il annonce aussi, à sa manière, certains effets de la relance de la culture de la canne à sucre, consécutive au plan fédéral dit "Proálcool", à partir du milieu des années 1970.

A l'échelle plus restreinte de chacun de ces *engenhos* traditionnels ainsi absorbés, cette première phase de l'invasion de la canne à sucre, puissamment impulsée par l'usine, provoque la déterritorialisation d'une grande partie de la population telle qu'elle était jusqu'alors implantée dans l'ancien *engenho*, ainsi qu'un bouleversement général de l'identité particulière de chacune des zones auparavant différenciées au sein du territoire de l'*engenho*. Considérons en ce sens successivement la *varzea* et les rives du fleuve (*vazentes*) jusqu'au *vertente*, ce versant qui limite la *várzea* vers les hauteurs périphériques de la *caatinga*. Enfin il sera pour finir question du *sertão*, si particulier.

### a - *Várzea, vazentes et vertente*

Dans les terres fertiles de la vallée, l'usine procède systématiquement à l'éviction de tous ceux qui pourraient faire obstacle à la monoculture de la canne. C'est d'autant plus facile qu'avec l'*engenho*, ont disparu certains droits d'usage précaire de petites parcelles jusqu'alors concédés. « Les *moradores* d'à proximité de la *casa-grande* ont été rejetés au loin. Plus aucune maison de *morador* au milieu de la *várzea*,

prenant la place de parcelles de canne à sucre. L'*usina* ne permet pas que le peuple occupe un morceau de terre qui soit bon pour la canne » [US,54]. Dans ces conditions seule la main-d'oeuvre directement employée par l'usine elle-même est tolérée dans cet espace. Mais « le personnel qui habite à proximité de l'usine vit séparé du reste, du grand esclavage de là-bas au loin » [US,118]. Le triomphe de l'usine est donc à l'origine d'une véritable éviction socio-spatiale, en particulier, des anciens *moradores*.

Mais la mutation en cours bouleverse aussi un certain nombre des pratiques spatiales jusqu'alors possibles qui sont désormais interdites dans l'espace de l'*Usina*. « Pendant les grandes sécheresses le peuple pauvre vivait de l'eau saine et des rives du fleuve Paraíba » [ME,29]. Mais avec l'invasion de la canne pour l'usine, c'est aussi un certain nombre d'avantages qui disparaissent, notamment en ce qui concerne l'utilisation des rives et rivages du fleuve Paraíba. « A l'époque du fleuve, ce temps où le fleuve était à eux, c'était la vie de château: patate-douce, lait de *jerimum*, feuille de tabac. Les *vazantes* du Paraíba leur emplissaient le ventre. L'usine s'est approprié le fleuve pour y faire des cochonneries. Elle avait besoin des *vazantes*. Sur tout ce qui était au peuple, l'usine pose ses yeux » [US,184]. Les conséquences sont graves pour les plus pauvres « Les terres veulent seulement de la canne. Rien en millet ou en haricot (*feijão*), en *roçados* des travailleurs. Tout maintenant est différent. La patate-douce du peuple était cultivée dans les *vazantes*. Pourquoi l'usine voudrait du sable? La canne n'y pousse pas. Le fleuve est au peuple, le fleuve est aux pauvres » [US,86]. Mais, « expulsés de la *varzea*, les pauvres ont perdu le secours du fleuve, des vergers, de la patate douce. Ce qu'ils ont pour manger c'est ce que les parents prennent à la baraque [*barracão*] : le demi-kilo de morue, le quart de viande, la farine sèche » [US,117], ce qui provoque leur endettement et appauvrit, en quantité et en qualité, leur ration alimentaire.

De l'autre côté, au pied de l'escarpement qui marque la limite entre *várzea* et *caatinga*, il apparaît aussi qu'également « le vertente sera englouti, sera avalé par l'usine. Ce fut une rumeur, une clameur de maison en maison. Ce ne pourra être qu'un châtement pire que le choléra. Le pouvoir offensif de l'usine s'élargit, allant chaque fois plus loin. C'était une douleur pour le peuple que de détruire les *sítios* qui s'élevaient au pied du vertente. Les pauvres en vivaient, des oranges, des *abacaxis*, des bananes, qu'ils vendaient dans les foires. Les terres étaient mauvaises, et ne rendaient seulement que pour le manioc et les vergers. Et l'usine veut y planter de la canne » [US,147]. Dans la *várzea* et sur ses marges il apparaît donc que l'éviction spatiale massive à laquelle procède l'usine est aussi une spoliation qui ne peut conduire à terme qu'à l'accentuation des risques de famines.

**b - Caatinga**

Avant , sous le régime de l'engenho traditionnel, dans les hauteurs couvertes par la *caatinga*, « les terres d'ici déjà étaient autres que celles de la *várzea*. Ce n'étaient plus des cannerais jusqu'à perte de vue » [BG,100]. Cependant le peuple de la *caatinga* y vivait avec plus de liberté. « Ils étaient toujours des locataires [*forreiros*], élevés loin des cris et de l'eito. Ils se rendaient seulement à l'engenho pour vendre leur coton et payer le loyer [*foro*]. C'était ainsi « des gens plus maîtres d'eux-mêmes, plus hardis » [BG,196] que les *cabras* de la *casa-grande*.

Pour ces *cabras* désormais chassés par l'usine de la *várzea* jusqu'en ces lieux, il s'avère immédiatement que « la terre de la *caatinga* est dure à travailler, pleine de pierres, qui usent les hoes ». Partir pour un autre endroit reviendrait au même, et d'ailleurs, « beaucoup ont peur de partir » [US,119]. Non seulement « la terre de la *caatinga* est dure et pierreuse, [mais] pour aller chercher de l'eau à boire, il faut descendre, parfois, sur plus de trois lieues » [US,130]. Dans ces conditions les nouveaux arrivants ne s'adaptent guère à la *caatinga* : « les *caatingueiros* eux savent vivre là, mais pour les gens élevés dans la *várzea*, c'est plus difficile » [US, 131]. En conséquence de quoi « la misère est grande là-bas, en haut, dans la zone inutilisable, où vivent les *cabras* de l'eito » [US, 54-55], et « dans le déterrement de la *caatinga*, le peuple souffre » [US,114]. C'est donc là, dans les marges où elles ont été rejetées, que cette déterritorialisation provoquée par le triomphe de l'*usina* sur les *engenhos* traditionnels, provoque les effets les plus cruels sur les populations ainsi déracinées.

**c - Sertão**

Le *sertão* c'est l'Intérieur plus lointain encore. Depuis toujours « les *sertanejos* ne se souvenaient de la *várzea* que dans les temps de sécheresse » [US,136]. Le jeune Carlos se souvient d'avoir entendu son grand-père parler de "la faim de 77". Au cours de périodes de sécheresse ultérieures « je vis, dit-il, les plus pauvres de l'engenho se nourrir de morue et de farine sèche, et les *moleques* au ventre gonflé toujours à mastiquer quelque chose. Le *sertão* était pour moi l'endroit le plus éloigné du monde » ajoute-t-il [DD,166]. C'est « au cours de ces années de sécheresse, [que] les *sertanejos* descendaient en bandes, amenant leurs femmes et leurs enfants. Ils venaient travailler pour les trois fois rien qu'ils leur laissaient pour manger et boire » [US, 224]. Or, « du temps du vieux José Paulino, quand les *sertanejos* arrivaient, le vieux inventait des tâches pour ces pauvres. Il les payait peu pour leur travail et pourtant ils lui rendaient grâce devant Dieu pour la queue de morue et la farine sèche qu'ils mangeaient. Dans ces circonstances « l'engenho et la maison à farine [*casa de farinha*] étaient pleins de flagellés [*flagelados*] » [ME,33]. « Sur le terrain de la maison on voyait l'arrivée des réfugiés. Et ma tante Maria distribuait à ces gens toute la viande séchée

[carne de sol] et le riz que nous trouvions. Ils paraissaient de toute façon heureux, très soumis et très contents de leur destin » [ME,32]. Le jeune Carlos trouve donc que les *sertanejos* frappés par la *seca* ne donnent pas l'impression d'être si malheureux. Mais on peut estimer que ce qu'il exprime ainsi est beaucoup moins le reflet de la réalité que le point de vue de la classe dominante dont, même enfant et dans l'admiration sans bornes qu'il voue à son grand-père, il semble déjà partager intimement les valeurs et les convictions<sup>1</sup>.

Désormais, avec la disparition des *engenhos* et le triomphe de l'usine, dans une telle période de sécheresse, « l'usine reçoit les *retirantes* sans beaucoup de travail à donner aux pauvres » [US,225]. Et, en général, dans la *várzea*, « le peuple n'aime pas les *retirantes* [car] le prix du jour de travail baisse avec l'invasion des *sertanejos* affamés », et « on les regarde comme s'ils étaient des étrangers, des gens d'autres terres, d'un autre sang. Noirs et hommes de peine comme eux, et cependant si séparés, si différents » [US, 135]. On va même jusqu'à estimer que « les gens du *sertão* sont un danger. Pour n'importe quelle ânerie ils mettent le feu chez les autres » [DD, 218], ce qui nourrit la peur des incendies dans les cannerais. Le sellier Mestre José Amaro dit ainsi à leur propos: « ce sont des gens du *sertão*. Je ne veux pas faire affaire avec des *sertanejos*. Quand ils sortent de la maison, ils sont pires que des fourmis » [FM, 84]. Dans le brassage des populations qu'entraîne la sécheresse et la mise en concurrence des uns et des autres que pratique l'usine, la confrontation aux autres, à l'altérité, exacerbe les identités, crée des tensions entre les diverses catégories de pauvres.

Pourtant, chacun est bien obligé de reconnaître que les nouveaux venus du *sertão* sont d'excellents travailleurs, et qu'il y a même un certain « plaisir à voir les *sertanejos* tomber sur les parcelles de canne, avec une motivation impressionnante » [US 135]. On mesure ainsi que « ce que les *cabras* faisaient en 10 jours, ils l'abattent en cinq. Leur travail est impeccable. Les cris du contremaître, de l'*usineiro* n'ont pas prise sur ces hommes d'en haut » [US,136]. Leur présence entraîne aussi un contact culturel inattendu, les *sertanejos* ne manquant pas de pratiquer leurs duels traditionnels de chanteurs-improvisateurs<sup>2</sup> : « les gens de la *caatinga* venaient écouter chanter les *sertanejos* [qui s'accompagnaient] à la guitare. Le peuple des *caatingas* restait étonné d'entendre ce que les hommes d'en haut savaient. Ce qu'ils chantaient ce n'était pas du lait de noix de coco. C'était une chose plus gaie, plus forte. Les paroles courraient dans la bouche, avec une rapidité folle. La guitare gémissait et le duel nasillard se prolongeait très tard » [US, 136]. Ces chanteurs venus du *sertão*, décrivent la nature, les limites de l'action humaine face aux phénomènes naturels comme la sécheresse, constatent les situations d'oppression et de misère, parfois en critiquant, mais le plus souvent en

<sup>1</sup> H.T.GOMES, *O Poder Rural na Ficção*, p.41.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet : M.AYALA, 1988, *No arranco do grito: aspectos da cantoria nordestina*, Editora Atica.

développant une vision fataliste du destin, contre lequel l'homme ne peut rien faire<sup>1</sup>. On peut même s'interroger pour savoir si ce n'est justement pas par cet échange culturel entre les différents peuples du Nordeste qu'un tel fatalisme s'est imposé à l'ensemble de la région, en diffusant par exemple plus largement l'idéologie territoriale déterministe de la *seca*, y compris dans des zones où il pleut toujours beaucoup, ainsi que le mythe socio-spatial du *cangaço*, ce banditisme vengeur, voire la version messianique de la religion catholique propre à la région.

Même si l'objectif de José Lins do Rego dans ses romans n'est certes pas de faire une analyse des effets territoriaux de la mutation du système de production sucrière que constitue le passage de l'*engenho* traditionnel à l'*usina*, force est de constater qu'on y trouve cependant les éléments très détaillés formant la matière d'une véritable analyse géographique. En définitive, souligne-t-il, avec cette mutation «les pauvres de l'*eito*, les dénommés travailleurs... se trouvaient plus pauvres, plus misérables encore avec l'usine» [US,193]. Reste précisément à en examiner maintenant les incidences plus détaillées et personnalisées à travers le traitement romanesque réservé à quelques-uns des principaux personnages de ces sept romans, représentatifs des différentes identités socio-spatiales caractéristiques des lieux.

### C - Diversité et mutations des identités socio-spatiales

Dans sa thèse intitulée "La permanence du cercle (hiérarchie dans le roman brésilien)" Roberto Reis (1983), tente une analyse étendue du roman brésilien aux 19ème et 20ème siècles. A partir du présupposé qu'il y a « une homologie entre les séries sociales et littéraires », il fait la démonstration que ces romans s'appuient et sont généralement construits sur les métaphores spatiales "noyau/nébuleuse" et "centre/périphérie" qui contribuent à hiérarchiser leurs personnages. « Au centre ou noyau est la figure du *senhor* et patriarche, jointe à ceux qui habitent la *casa grande*. Dans la nébuleuse ou la périphérie, à vrai dire tous les autres. Précisons davantage : dans la nébuleuse circulent l'indien, le *sertanejo*, l'homme de main (*jagunço*), le *gaúcho* et le noir. Donc nous y alignons des catégories ethniques (le noir et l'indien) et sociales (le *jagunço*, le *sertanejo* et le *gaúcho*) ainsi rassemblés dans la mesure où ils ne figurent pas dans le noyau, étant soumis à une relation hiérarchique de domination. Effectivement, les figurants du noyau "*senhorial*" exercent leur pouvoir sur ceux de la nébuleuse<sup>2</sup>). Ce modèle socio-spatial "centre/périphérie" même s'il a des mérites, ne nous semble cependant pas véritablement en mesure, dans sa trop grande simplicité, de rendre compte de toute la richesse des logiques et des dynamiques territoriales et identitaires d'un tel espace en crise. La suite de notre tentative de lecture géographique

<sup>1</sup> H.T.GOMES, p.23.

<sup>2</sup> R.REIS, 1983, *A permanência do círculo: hierarquia no romance brasileiro* [La permanence du cercle: hiérarchie dans le roman brésilien], PUC, Rio de Janeiro, p.22. Cité par : A.DIMAS, 1987, *Espaço e romance* [Espace et roman], p.17-18.

des romans de José Lins do Rego, nous conduira à examiner successivement à travers les principaux personnages de ces romans, les mutations au sein de l'élite de la propriété de la terre et du pouvoir, et la variété des situations sociales et territoriales des catégories sociales les plus modestes, celles des pauvres et des marginalisés.

### (1) La décadence de l'élite foncière hégémonique

L'hégémonie et la prospérité de la classe des propriétaires fonciers, sont durement mises en cause par la crise. Il faut cependant distinguer les *coronels* dont le pouvoir entre en décadence et leurs héritiers qui, bien que "diplômés", ne s'avèrent pas capables de prendre efficacement leur succession, surtout face à la poussée des *usinas*.

#### a - José Paulino et la fin du "*senhor do engenho*"...

José Paulino, l'archétype du *senhor* de l'*engenho* traditionnel, est un homme hors du commun, et pas seulement dans la perception de son petit-fils, très admiratif nous l'avons vu. Beaucoup, dans Santa Rosa, ne le voit que perché sur sa monture, et puisqu'il « ne descend jamais de son cheval, c'est un vrai riche » [EM,14]. Sa mobilité est le signe, au-delà même de la propriété de la terre, de la maîtrise de l'espace, qui est ainsi un attribut caractéristique reconnu à la classe dominante. Il donne sans cesse des ordres ou rappelle ses *cabras* à l'ordre. Toujours « ses cris fendent l'espace, [et] s'entendent de loin comme ceux d'une sirène » [BG, 11]. C'est donc la marque sonore de son autorité. Il prend même, pour le jeune Carlos, les allures d'un seigneur ou d'un roi qui rend la justice sur ses domaines. « Après manger mon grand-père s'asseyait sur une chaise à côté d'un grand banc de bois de la véranda. Il lisait les télégrammes du Journal « *Diario de Pernambuco* », ou tenait ses audiences publiques aux *moradores*. C'était des gens qui venaient quémander ou se disputer. Ils arrivaient toujours le chapeau à la main, avec un « *Dieu garde Votre Seigneurie* ». Ils voulaient des terres pour planter, un lieu pour faire des maisons, des remèdes pour les enfants, des lettres pour faire entrer quelqu'un à l'hôpital » [ME,59]. José Paulino est donc un recours permanent et le dispensateur d'aides et de bienfaits, ce qui donne à son autorité un caractère patriarcal, paternaliste. Carlos adolescent est surtout sensible à ces aspects visibles. Devenu un jeune adulte, il reste toujours admiratif malgré les premières difficultés rencontrées par l'*engenho* : son grand-père demeure encore pour lui « un homme planté en terre comme un arbre, lançant ses racines, déployant ses branches. Et personne n'a entendu dire que les arbres prennent des vacances, se reposent un moment ». [BG,11]. Mais il reste, quant à lui, toujours aussi peu attentif au rôle proprement politique du vieux *coronel*. Or dans *Fogo Morto*, roman le plus tardif de notre corpus, José Paulino apparaît pourtant différemment. Il n'est plus seulement le "seigneur féodal" de *Menino de engenho*, mais il parcourt la région, règle les disputes, fait



de la politique<sup>1</sup>. On le voit ainsi nettement plus engagé dans le jeu des influences politiques et électorales, pour ne pas dire comme un politicien. Il se préoccupe de faire élire les candidats de son choix à l'échelle *estaduale* et même municipale [FM,167]. Ceci tend à prouver que la seule base du pouvoir de la classe hégémonique des *coronels* n'est déjà plus seulement dans la possession de la terre des *engenhos*, mais qu'il faut désormais s'investir politiquement davantage dans les instances institutionnelles de la maille politico-territoriale, notamment au niveau local des *municipes*, pour tenter de conserver, contre vents et marées, ce pouvoir. Autre exemple, Tomás Cabral de Melo, nouveau riche qui tient particulièrement à apparaître comme un *coronel* typique, jouant un rôle dirigeant dans la politique locale, affiche son engagement : « Il était le Capitão Tomás Cabral de Melo, *senhor* de l'*engenho* de Santa Fé, chef du Parti Libéral » dans lequel il affirme volontiers qu'il « donne de la voix avec autorité » [FM, 123 ]

Dans son étude sur « *Le pouvoir rural dans la fiction* », Heloisa T.Gomes, propose ainsi un cycle en trois phases pour rendre compte de la montée et du déclin des *senhores* de la terre, à partir de trois exemples apparaissant dans le seul roman *Fogo Morto* de José Lins do Rego.

Tableau 3 : Le cycle de la décadence des *coronels* dans les romans de J.Lins do Rego

<i>Senhor d'engenho</i> en phase :	dans <i>Fogo Morto</i>	Personnages des Romans
- d'ascension	Tomás Cabral de Melo	José Paulino dans <i>Menino de engenho</i>
- de prospérité	José Paulino	José Paulino dans <i>Fogo Morto</i> et <i>Bangüê</i>
- de décadence	Lula de Hollanda	José Paulino dans <i>Bangüê</i> Carlos de Melo dans <i>Usina</i>

Source : H.T.GOMES, 1981, p.68, augmenté.

Dans les sept romans de notre *corpus*, on en trouve cependant bien d'autres exemples. Ce même cycle peut s'appliquer à l'évolution de la situation de José Paulino, prolongée par celle de son petit-fils Carlos de Melo.

#### b - Le "Dr" Carlos de Melo , le "diplômé" (*bacharel*)

Sa mère, tragiquement disparue, lui avait « toujours parlé de l'*engenho* comme d'un coin de paradis » [ME, 14]. D'une certaine manière il était donc psychologiquement préparé à son retour dans l'*engenho* de son grand-père. Avec son installation à Santa Rosa « j'entraîs, dit-il, en relation intime avec l'*engenho* de mon grand-père » [ME,15]. Cette relation se traduit ainsi par une enfance plutôt heureuse, mais largement idéalisée par le narrateur de *Menino de engenho* et *Doidinho*. Sans entrer ici dans le débat sur le caractère autobiographique de ces deux premiers romans - ce que José Lins do Rego récuse d'ailleurs absolument - soulignons simplement que, pour nous, le choix du

<sup>1</sup> Idem, p.51.

romancier d'un narrateur qui s'exprime à la première personne, lui permet cependant d'exprimer toute l'importance des valeurs spatiales, et toute la force de l'attachement au lieu du jeune Carlos. Pour lui, qui a été jusqu'à présent élevé en ville par ses parents, l'immersion dans les coutumes et les valeurs de la vie rurale de l'Intérieur semble d'abord totale.

Mais cela n'est pas sans lui poser, par la suite, quelques problèmes d'identité. Lorsqu'il est envoyé par son grand-père au collège du professeur Maciel, à Itabaiana, il en prend alors toute la mesure de sa singularité. D'abord indique-t-il « la nostalgie (*saudade*) de Santa-Rosa m'envahit l'âme entière. Mon grand-père, les *moleques*, les champs, les négresses, le bétail, tout me semblait perdu, très loin, dans un monde où je ne pourrais plus retourner » [ME, 119]. Il pleure, ce qui lui vaut son surnom de "*doidinho*" [petit malade]. Mais il y a plus. Lorsqu'on l'interpelle « - Monsieur Maciel veut parler à Carlos de Melo », il remarque d'un seul coup que « c'était la première fois qu'on m'appelait ainsi, par mon nom entier. A la maison c'était Carlinhos, ou encore Carlos. Maintenant, Carlos de Melo. Ça paraissait être une autre personne. C'était comme si je me sentais étranger à moi-même. Ce fut une chose qui me choqua à ce premier contact avec le monde. Quand on s'éloigne des limites de la maison paternelle, qui est toute notre société, ajoute-t-il, il semble qu'une autre personnalité s'incorpore à notre existence. Le Carlos de Melo qu'ils appelaient ainsi était bien autre chose que le Carlinhos [Petit Charles] de l'*engenho*, le Seu Carlos ["M'sieur" Carlos] dans la bouche des *moradores*, ou le Carlos de mon grand-père » [ME, 118].

Bien qu'il trouve, dit-il, « un certain charme à la virginité de [son] ignorance », son éducation tardive modifie rapidement, et en profondeur, sa perception et sa représentation de l'espace. « On faisait aussi de la géographie, dit-il. Le monde s'agrandit pour moi. Il avait cinq parties. C'était autre chose que Santa-Rosa et le collège du professeur Maciel » [DD, 141]. Cela relativise d'ailleurs beaucoup ses jugements initiaux sur le *senhor* de Santa-Rosa : « maintenant, au collège, je savais déjà beaucoup de choses. Et plus j'en savais, plus je voyais que le vieux Zé Paulino n'était pas aussi grand que je le pensais. Il était bien petit son pouvoir, comparé à celui des gouverneurs et des présidents » [DD, 164]. Ceci souligne l'évolution des perceptions et des valeurs spatiales en fonction de l'âge et des avancées de la formation individuelle. Avec la poursuite prolongée de ses études, cette révision est ensuite poussée encore plus loin. « Je m'étais éloigné pendant dix ans de Santa-Rosa. L'*engenho* était devenu pour moi un lieu de repos pendant les vacances du collège puis de l'Université. J'étais devenu un homme fait parmi des gens étrangers, à travers les études, les examens, dans des pensions. Le monde s'était tant élargi pour moi que Santa-Rosa se réduisait à un presque rien » [BG, 5, souligné par nous].

Il n'empêche que, suite à une exaltation peut-être provoquée par la nostalgie des temps anciens, ses études terminées et devenu "Docteur", puisque "diplômé" (*bacharel*) en Droit, il rêve d'un retour à Santa Rosa. « De loin, je m'en

retournais en pensée à Santa-Rosa. Oui, je voulais continuer les miens, être aussi un seigneur rural. Elle était belle, elle était grande la succession de mon grand-père. Je faisais des calculs, je sentais l'orgueil d'empoigner la canne de patriarche du vieux José Paulino. Je serai un continuateur. J'allais loin dans mes rêves, pensant à revenir dans l'humble Santa Rosa au luxe de mes ancêtres. Je donnerai des fêtes, remplirai la *casa-grande* de tout ce qui fait le confort, et ferai un monde de mon *engenho* ». Mais c'est pour ajouter aussitôt: « Littérature que tout cela ... » [BG, 6]. Il en mesure donc lui-même aussitôt toute la vanité.

Le retour à la réalité est d'ailleurs rapide et cruel. Car dans l'*engenho* du grand-père il n'y a, en fait, « aucun luxe. Seule la *casa grande* a de la taille. Tout est très pauvre... Au temps de l'esclavage son seul luxe consistait à acheter des nègres, remplir la *senzala* d'un bon matériel humain » [BG,11]. Et, par ailleurs, « que vaut encore la terre [du] *latifúndio* dominant plus de deux *municípios* ? » [BG,7].

Au grand désespoir de son grand-père, qui comptait beaucoup sur lui pour prendre sa succession, aboulique et velléitaire, il passe en fait tout son temps allongé dans un hamac, à somnoler ou à lire le journal. La seule chose qui le fait sortir pour quelques jours de sa torpeur, c'est le séjour de convalescence que vient faire dans l'*engenho* du vieux José Paulino une jeune femme de la ville. Secrètement amoureux, il parcourt avec elle, dans de longues promenades à cheval, les terres de l'*engenho*. Son attachement aux valeurs traditionnelles du système de l'*engenho*, ne résiste d'ailleurs guère aux remarques critiques de la jeune femme. Au contraire, il y souscrit même bien volontiers : « J'exagérerais avec elle [Maria-Alice] sa pitié pour les *cabras* [hommes de peine de l'*engenho*]. Je l'approuvais, voyant partout une spoliation, comme si ce n'était pas mes gens qui vivaient depuis des années un tel régime monstrueux, comme si je n'avais pas été élevé avec la sueur de ces pauvres diables, et que les neuf moulins à sucre de mon grand-père, sa richesse, ne provenaient pas de leurs bras et de leur faim à tous » [BG,60].

A la mort de son grand-père, ayant hérité de Santa Rosa, il tente, mais en vain, d'assurer sa succession à la tête de l'*engenho*. Son incapacité, et les manoeuvres des dirigeants de l'*Usina* voisine, le conduisent rapidement à la faillite et au départ. Il est donc contraint de prendre ainsi toute la mesure de son échec. La disparition de l'*engenho* Santa-Rosa, dont les terres sont finalement vendues à l'usine conquérante, lui inspire ce commentaire: « demain une cheminée d'usine dominera les bois d'arbres à cajous. Les *paus d'arcos* ne donneront plus de fleurs, parce qu'il faut de la terre pour la canne à sucre. Et les travailleurs de l'*eito* se réveilleront avec le gros sifflet de l'usine. La terre va savoir ce que c'est que de travailler pour l'usine. Et les *moleques* ce que c'est que la faim. Je m'en vais avec les poches bien pleines, mais eux, ils restent » [BG,210]. Il ajoute également : « Je laisse Santa Rosa aux autres. Tous resteront dans l'*eito* de l'usine. Ses trains, ses charrues, ses fourneaux ont besoin de gens qui ne dorment pas, qui ne cultivent pas leur jardin, qui ne plantent

pas de coton » [BG, 211]. De la même manière, un autre *engenho*, nommé Santa-Fé, « tombe dans la paix de la mort » et pour lui aussi « la *casa grande* perd la parole » [FM, 185]. Alors il ne reste plus qu'à faire le constat que « rien n'est plus triste qu'un *engenho* au *fogo morto* [feu mort], c'est une désolation de fin de vie, de ruine, qui donne au paysage rural une mélancolie de cimetière abandonné » [ME, 72].

La faillite des *engenhos* assure le triomphe de l'usine, et des *usineiros*, bien que la plupart du temps l'usine soit la propriété d'actionnaires multiples ne résidant pas sur place, mais plutôt dans les villes. Mais, pour ceux qui s'installent, « *usineiro*, c'était un nom qui emplissait la bouche » [US, 43]. L'effacement de la manifestation et des symboles de la territorialité spécifique des vieux *engenhos* ainsi absorbés est brutale. « La *casa grande* de l'usine ne pouvait pas continuer d'être comme la *casa-grande* d'un *engenho*. Le Docteur Juca prit soin de lui donner une allure plus décente. Cette banquette de bois brut sous la véranda, où le vieux José Paulino donnait ses audiences, fut enlevée, et disparut dans un coin quelconque. Ici maintenant brillait la paille blanche de quelques chaises en osier. La "rue" [rua], l'ancienne *senzala* des nègres, ne pouvait pas rester bien en face de la résidence d'un *usineiro*. Ils la mirent à terre. Et les négresses eurent à chercher abri plus loin. Elles s'en furent arranger leurs terrains, par là, vers le haut » [US, 45].

Ainsi les personnages associés de José Paulino et de Carlos de Melo, incarnent à la fois l'apogée et le déclin de la classe un temps hégémonique des « *donos da terra* » [maîtres de la terre], des « *senhores do engenhos* » [seigneurs des moulins]. Porteurs, plus ou moins convaincus, des valeurs du système sucrier lié à l'esclavagisme, masqués sous les aspects plus présentables d'un paternalisme attentif et bienveillant, même s'ils surent résister encore un temps après l'abolition de l'esclavage, ils ne furent pas en mesure de résister à l'offensive d'une nouvelle fraction de la classe dominante, celle des *usineiros*, abandonnant quant à eux les apparences désuètes du paternalisme, pour une conversion totale aux seules valeurs du profit attendu de la monoculture de la canne à sucre. Avec cette mutation économique majeure, c'est toute la logique socio-spatiale de la région qui est bouleversée, comme nous le verrons bientôt. Elle touche aussi les autres classes et couches sociales "subalternes", celles des pauvres, dans leur identité et dans leur territorialité.

## (2) Les pseudo-radicalités des "petits blancs"

Elles sont incarnées à la fois, mais différemment, par le Maître José Amaro, dont le principal acte de protestation sera finalement son suicide, et par le "Capitaine" Vitorino da Cunha, tenu pour plus ou moins fou, qui pense, lui, trouver dans l'action politique locale une concrétisation de son opposition exaltée aux puissants de la terre, au nom du bien du peuple.

## a - L'a-territorialité de "Mestre" José Amaro

Le positionnement social de ce "petit", ou "pauvre blanc", « Maître sellier, comme dans l'ancien temps » [FM,15] installé au bord de la route du bourg de Pilar, et sur laquelle il peut observer tous les vas et viens des uns et des autres, s'établit d'abord surtout en référence à la classe dominante des coronels, sur une base complexe d'humiliation, de griefs et de vaines exigences. « Sur cette terre, dit-il, le seul qui n'a pas raison est le pauvre. Le *senhor d'engenho*, ne parle pas en dessous de lui » [FM,20]. En vérité, comme le souligne H.Gomes<sup>1</sup>, il existe une distance immense entre le blanc pauvre et la classe dominante, distance qui se concrétise dans *Fogo Morto*, par la position respective du Coronel Lula et de Maître Amaro dans une scène où ils s'affrontent durement : « il avait dans un tel moment, une taille de géant, en haut des chambranles de pierre. Et là, en bas, était maître José Amaro » [FM,107]. Quand il est ainsi placé face au pouvoir, Amaro apparaît alors soumis, assumant sa position subalterne. Plusieurs fois le coronel Lula lui demande : « Qui commande sur cette terre, hein, maître Amaro ? » A quoi celui-ci doit piteusement répondre : « celui qui commande est le *senhor* de l'*engenho* » [FM,107].

Cela ne l'empêche pourtant pas d'avoir habituellement son jugement sur les puissants, et une attitude en principe tranchée à leur égard : « José Paulino ? C'est un homme bon, mais je te le dis : ces mains que tu vois là ne couperont jamais une selle pour lui. Je ne suis la créature de personne. Avec moi, crier ça ne va pas » [FM,15]. Il y insiste : « Je n'accepte pas de commandement d'un tel vieux crieur. Je ne suis pas un *cabra* de *bagaceira*, je fais ce que je veux » [FM, 21]. Il n'entend surtout pas oublier « la honte que lui fit ce *senhor* très riche, si plein de terres, qui lui adressa des cris comme s'il était un nègre » [FM, 35]. Car, il y insiste vraiment beaucoup, comme s'il craignait qu'il puisse y avoir confusion : « Je suis un homme blanc, comme José Paulino » [FM,26]. Pour ces "petits blancs" qui s'estiment déclassés, il semble ainsi indispensable de toujours rappeler nettement leur différence avec les noirs et les métis.

Le rapport avec le coronel, maître du lieu, est ambigu « Le coronel Lula est passé par là, il m'a tiré le chapeau comme s'il me faisait une faveur, ne s'est jamais arrêté pour savoir comment j'allais. Il a son orgueil. J'ai le mien. J'habite sur sa terre, mais je ne lui paye pas de loyer, parce que mon père vivait là. J'ai été enfant par ici » [FM,23]. Il ne conteste donc pas que « la terre est au *senhor* de l'*engenho* et il peut faire d'elle ce qu'il veut ». Alors, il reconnaît qu'il n'y a « pas de droit qui lui garantisse sa maison » [FM, 110] : « Je n'ai pas de droit... Le *senhor* de l'*engenho* est le maître de la terre [*dono da terra*] » [FM,190]. D'ailleurs peut-il vraiment exister un quelconque « droit du pauvre ? Il ne peut pas y avoir de droit du pauvre » admet-il finalement, résigné [FM,180].

<sup>1</sup> Ibidem, p. 99.

José Amaro est donc socialement et spatialement a-territorialisé. Le romancier insiste sur le fait que, de toute évidence, « la terre lui est distante », et que lorsqu'il « voit la *varzea* couverte de cultures, regarde les *vazantes*, les hauteurs, il ne s'aperçoit aucunement que tout ceci est le pouvoir, la véritable force de l'homme » [FM 78-79]. C'est seulement lorsqu'il lui faut finalement abandonner sa modeste maison, puisqu'il est sommé sans ménagement de déguerpir, qu'il reconnaît toute la mesure de son attachement au lieu. « Au début, il pensa qu'il serait facile d'abandonner cette maison. Jamais il n'avait senti pour ce bout de terre ce qu'il ressentait maintenant. Il vit qu'il était dur d'abandonner ces bêtises qu'il voyait tous les jours comme des choses sans importance » [FM, 180].

Les pauvres blancs, ces exclus socio-spatiaux à la territorialité plus que précaire, sont donc conduits, à l'exemple de maître José Amaro, à sous-estimer ou à mépriser, n'en possédant pas, le rôle véritable de la propriété de la terre, non seulement comme source de richesse mais comme facteur d'autorité et base de pouvoir. Sujets volontiers irrévérents, arrogants et récalcitrants, ils cherchent ainsi leur affirmation identitaire dans une certaine radicalité critique, mais qui cache mal en fait une soumission bien réelle et ne conduit finalement souvent qu'à l'attachement admiratif et vengeur au mythe du *cangaço*, le « *bandit social* ». Celui-ci est pour eux le seul qui soit susceptible de les consoler de leurs humiliations et de leur misère. Seul « il aura la force de remettre les choses à leurs places » [FM, 182]. Mais, José Amaro, emprisonné puis libéré, non pas par les pouvoirs magiques du *cangaceiro* mais bien plutôt, suprême humiliation, grâce à l'intervention de l'influent *Coronel* José Paulino, finit par prendre conscience de la réalité de sa (non)place dans une telle structure socio-spatiale. Cette prise de conscience le conduit à considérer qu'il n'y a pas d'autre issue pour lui que de se suicider. Sa mort violente, à l'aide de son instrument de travail, son couteau à couper le cuir [FM, 246], est la forme ultime d'une rébellion individuelle, mais qui s'avère, finalement, totalement vaine et impuissante.

#### b - Le "Capitão" Vitorino da Cunha : folie ou utopie socio-spatiale ?

Ce soi-disant « capitaine » est un lointain cousin du *Coronel* José Paulino. Considéré comme fou, il est la risée des habitants de Pilar, et l'objet des quolibets des *moleques* qui le poursuivent constamment de leurs « *Papa Rabo ! Papa Rabo !...* » [FM, par exemple p.27]. On pourrait sans doute négliger ce personnage, le considérant un peu vite comme accessoire. Or, non seulement José Lins do REGO en fait le personnage-titre de la troisième partie de *Fogo Morto*, mais il affirme même que : « s'il est très inhumain pour un auteur de faire des préférences entre ses livres, ce serait comme pour un père préférer l'un de ses enfants, (...) de tous mes personnages, je choisirais le valeureux Capitão Vitorino Carneiro da Cunha <sup>1</sup> ». Il faut donc

<sup>1</sup> José Lins do REGO, 1945, *Poesia e Vida*, p.55.

y regarder de plus près et s'interroger sur cette distinction ainsi attribuée par le romancier.

Pour cette sorte de Don Quichotte local qu'est Vitorino da Cunha, on peut d'abord souligner que la préférence de l'auteur « trouve ses racines profondes dans le fait que le fou Vitorino est le seul qui trouve dans sa démente les forces pour affronter ce monde qui l'a conduit à la folie. S'évadant de la folie, il n'accepte pas la folie comme une forme d'évasion, mais comme un instrument de lutte<sup>1</sup> ». Il est donc l'incarnation d'une certaine révolte. Quel en est le véritable contenu ?

Lorsqu'il se définit lui-même il dit « [qu'] il est le Capitão Vitorino Carneiro da Cunha. Les grands et les petits de la terre viennent dans sa maison. Quinca de l'Engenho Novo, et le nègre José Passarinho » [FM 240]. Soulignant l'éventail de ses relations qui vont du *senhor* d'un *engenho* jusqu'au nègre le plus pauvre, il montre ainsi qu'il ne partage aucunement les préjugés raciaux et sociaux en vigueur. Il fait donc preuve d'un réel anticonformisme social et racial.

Son originalité se traduit également dans le fait qu'il refuse absolument de faire de la propriété le critère de toute valeur et de toute autorité. « Il ne possède rien et se sent comme s'il était le *senhor* du monde » [FM,242] Dans un curieux renversement de sens, au lieu de se réjouir de ne rien devoir à personne, il souligne qu'« il est un homme à qui personne ne doit rien et qui n'a peur d'aucune chose » [FM,198].

Dans une société fondée sur l'arbitraire, il se montre convaincu qu'il faut davantage lui résister en s'appuyant sur le droit : « il y a encore dans ce monde une force qui peut davantage que la volonté d'un *senhor* d'*engenho* » [FM 197]. Cette force c'est la conviction du bien fondé du droit et de son respect. Lorsqu'il refuse de prendre un avocat, ce n'est pas seulement parce que cela coûte cher, mais surtout parce que, croit-il : « Je suis dans mon droit et celui qui est dans son droit n'a rien à craindre » [FM, 197].

Sa compassion sincère pour les pauvres le conduit à l'affirmation de la nécessité d'un altruisme plus actif et efficace à l'égard du peuple de sa petite ville : « le peuple de Pilar était une bête de somme... Pilar avait besoin d'un homme qui lui accorde plus d'attention » [FM, 205]. C'est pourquoi, il choisit, un peu fortuitement, la voie de la politique : « ma vieille, dit-il à sa femme, demain je me mets en campagne. Je ne me suis pas marié pour rester ainsi dans la maison. Le prochain jour, je partirai en campagne pour travailler pour le peuple ». Son engagement doit être entier. D'ailleurs, « un homme de mon calibre, quand il vise une place, il y va de son corps entier » [FM,73]. Ce qui le guide, ce n'est donc pas l'ambition personnelle, mais le bien commun, qui est d'abord celui du peuple. « Tous seront contents de son triomphe. Il sera le maître de ce monde qui vient, du peuple qui a besoin de sa protection » [FM,244-245].

<sup>1</sup> W.MARTINS, 1965, « *A língua simbólica de José Lins do Rego* », p.ix, in: J.L.do REGO, 1973, Usina.

Cet avenir il le voit dans le cadre du *município*. A-t-il saisi que c'est désormais, avec le recul des *engenhos*, dans ce cadre territorial que beaucoup se jouera désormais ? « Un jour il prendra en charge le *município*. Il se voyait au jour de son triomphe » [FM,242]. Il fait même un rêve dans lequel « il est avec le *município* entre les mains. Le Gouvernement commet toutes sortes d'arbitraires, mais il n'a pas peur de la force du gouvernement ». S'il le faut, « il ira aux urnes pour lui infliger une déroute » [FM,240]. La ville de Pilar, avec lui comme Maire, aura un nouveau cimetière, un jardin public, « tout ce qu'il y a à Itabaiana » [FM,243]. Il comprend que le nouveau cadre de référence en matière de développement local est désormais dans les villes, et non plus dans la seule logique rurale des *engenhos*. Il se rend compte enfin que cette perspective ne peut s'inscrire que dans un processus de lutte contre les autorités établies : « il ne mettra le feu que là où il fallait mettre le feu. Maintenant l'ennemi est l'ennemi » [FM,242].

Bien sûr, toutes ces affirmations peuvent être, dans un premier temps, ressenties comme celles d'un faible d'esprit quelque peu exalté. Mais, à y regarder de plus près, ses idées présentent cependant une certaine cohérence. Elles constituent en fait beaucoup moins un pur délire qu'une vraie utopie. Elles expriment des exigences progressistes concernant plus de considération et de justice sociales entre pauvres et riches, entre blancs et noirs, de démocratie et de développement dans un cadre municipal remplaçant l'ancienne organisation en *engenhos*. Par contre elles pèchent évidemment surtout quant à l'appréciation de leurs conditions de mise en oeuvre. Le *capitão* se présente lui-même comme un homme providentiel, sans doute bien intentionné, mais qui cherche à substituer à l'image du *senhor de engenho*, patriarche autoritaire et paternaliste, celle d'un édile municipal éclairé, oeuvrant, seul contre tous, pour le bien du peuple. On mesure la difficulté, et la vanité, de la tâche.

### (3) *Les noirs : l'identité niée et la révolte impossible*

Les Noirs connaissent un problème socio-territorial particulier, dont témoigne la place que J.Lins do Rego leur accorde dans ses romans. Le recul de l'*engenho* provoque une mise en cause radicale de leur statut socio-spatial. Avec l'abolition officielle de l'esclavage, en 1888, ils gagnent certes théoriquement leur liberté, mais ils y perdent même temps, pour beaucoup d'entre eux, les maigres bienfaits du paternalisme des *coronéis* que leur procurait malgré tout leur appartenance, en tant que *cabras* de l'*eito*, à la main-d'oeuvre des *engenhos*. Ils se trouvent ainsi massivement confrontés soit à une marginalisation générale qui les rapproche d'une forme d'animalité, comme en témoigne, entre autres, le personnage de José Passarinho, soit sont conduits à une révolte individuelle qu'incarne plus particulièrement l'attachante figure du jeune *moleque* Ricardo.



## a - José Passarinho : animalité et/ou humanité ?

Nègre sale et grand buveur de *cachaça*, José Passarinho est constamment présenté avec une identité qui s'écarte rarement d'une pure et simple animalité. « José Passarinho s'assit par terre dans la cuisine comme un chien » [FM, 81] Ou encore : « Passarinho s'allongea sur le sol et dormit comme une bête » [FM, 268]. Lorsqu'il s'en va en marchant, c'est « d'un pas mal assuré, les pieds éparpillés, comme ceux d'un canard » [FM, 239]. S'il aime chanter, et « c'est sa [seule] joie », il n'a cependant « pas la force de soutenir sa voix comme un canari, comme un coq de campagne » [FM, 239]. Ce stigmate de l'animalité, inscrit jusque dans son nom [*passarinho*= oisillon], l'éloigne nettement du "bon matériel humain" des nègres de l'esclavagisme, qui pour être aboli, n'en reste pas moins dans tous les esprits. Il partage ce stigmate avec d'autres noirs de sa condition : « le nègre Floripes ne sortait pas des pieds du *Coronel* Lula de Holanda. C'était un attachement de chien fidèle » [FM, 215]. Ce n'est donc pas un cas d'espèce, mais bien une stigmatisation qui pèse sur l'ensemble des noirs, certes théoriquement libérés de l'esclavage, mais sûrement pas d'une identité socio-spatiale dévalorisante.

D'ailleurs, fatalement, lorsque José Passarinho se trouve mêlé, avec ses quelques amis dont José Amaro et le Capitão Vitorino da Cunha, dans leur petite ville de Pilar, à une échauffourée plutôt confuse à laquelle il ne comprend évidemment rien, c'est bien sur lui que la troupe s'acharne brutalement, plutôt que sur le "Capitão" da Cunha, pourtant à l'origine de ce trouble. Mais il est vrai qu'il est, lui, de race blanche et, de surcroît, parent du *Coronel* José Paulino. « Quelques soldats s'emparèrent de Passarinho comme s'ils secouaient un porc - Ce diable de nègre est comme une vieille chatte » disent-ils [FM, 228]. Après un passage à tabac en règle, « Passarinho ne pouvait presque rien dire. Il n'était qu'une plaie. Ses vêtements sales couvraient son arrière-train ensanglanté » [FM, 232]

José Amaro, personnage habituellement peu aimable et accueillant, lui accorde pourtant son amitié, et accepte sa présence quasi continuelle dans sa pauvre maison. Quand on s'en étonne : « Comment se fait-il qu'il y ait un tel nègre dans votre maison, mon ami ? C'est comme vivre avec un porc », il répond : « le pauvre m'a beaucoup aidé. Il a bon coeur. Il n'y a pas plus utile que lui » [FM, 186-187]. Etonné par son courage devant la police, son ami en finit même pas s'interroger, car jusqu'à présent « il n'avait jamais pensé que ce nègre immonde, au visage de buveur de *cachaça*, avait quelque chose d'autre en lui » [FM, 66]. Serait-ce un début d'estime?

Selon H.Gomes, une telle situation d'abaissement social génère, chez le nègre ainsi infériorisé, un esprit défaitiste et conformiste, qu'elle estime flagrant dans les passages de José Lins do Rego concernant José Passarinho, et suivant lequel le nègre lui-même finit par assumer cette infériorité. « Le nègre José Passarinho apparut pour demander à manger: - Le

nègre meurt de faim, Sinha Adriana ». Mais le blanc endosse cette même conception: « - Vas manger dans la cuisine, Passarinho » [FM,213]<sup>1</sup>. Dante Moreira Leite analysant les relations raciales au Brésil donne d'ailleurs la clé de ce type de comportement qui n'a, de toute évidence, pas perdu aujourd'hui de son actualité: « quand la distance entre les classes sociales est très grande, dit-il, la classe supérieure a une attitude de condescendance à l'égard de l'inférieure, dès l'instant où celle-ci ne menace pas son domaine. Il n'est pas difficile de conclure que c'est cette même distance qui masque le préjugé racial au Brésil : les noirs placés en situation de ne pas menacer les blancs, sont traités cordialement<sup>2</sup> ».

Avec la déterritorialisation des anciens *cabras* de l'*engenho* traditionnel, il y a multiplication de tels exclus sur place de race noire, réduits à une sorte d'aterritorialité, c'est-à-dire à l'absence de territorialité propre, et dont l'identité est si totalement niée que leur misère extrême finit par devenir, aux yeux de beaucoup, comme invisible et socialement transparente.

#### b - Le jeune Ricardo : destin tragique d'un rebelle

Mais, il a tout de même une exception qui confirme cette règle très générale. C'est celle du jeune Ricardo, de Santa Rosa, qui un beau jour, décide de quitter l'*engenho* de José Paulino pour la ville de Recife. José Lins do Rego en fait même, fait rare à souligner, le principal protagoniste de l'un de ses romans : "*O Moleque Ricardo*".

Rien ne laissait pourtant prévoir une telle fuite. « Nègre fidèle. On pouvait lui faire une demande sans crainte. Il faisait tout rapidement et avec bonne volonté » [MR,7]. L'une de ses tâches quotidiennes consistait ainsi à aller chercher chaque jour pour José Paulino les journaux au passage du train à la gare de Pilar. Précisément, « tous les jours cette allée et venue de trains; ces passagers chapeaux sur la tête et en manteaux, le peuple de la seconde classe, ceux qui vont à Recife, à Campina Grande, vers la Paraíba, des gens parlant de foires, de villes, de terres qui ne sont pas d'*engenho*, tout cela faisait croître son imagination » [MR,3]. Cela montre quotidiennement au jeune Ricardo, qu'il y a un autre monde hors de Santa Rosa, et loin de Pilar.

Même s'il ne le fait pas très activement rechercher, selon la tradition s'agissant des nègres fugitifs, José Paulino le regrette cependant : « il lui faisait défaut, et beaucoup, son *moleque* savant » [MR,7]. Car il lui avait laissé la possibilité d'aller à l'école pendant un an. Mais Ricardo estime, lui, après coup, que « ce qu'il avait appris pendant l'année qu'il avait passé à l'école, ne lui valait rien. C'était seulement pour lui ouvrir une brèche sur le monde, pour la vie. Mais, estime-t-il, personne ne passerait par une

<sup>1</sup> *Ibidem*, p. 113.

<sup>2</sup> D.M.LEITE, 1976, *O caráter nacional brasileiro* [ Le caractère national brésilien ], p.292, cité par H.T.GOMES, p.116

brèche aussi étroite ». [MR,13]. Il est très réaliste sur son expérience dans l'*engenho*, car s'il est vrai que « les enfants blancs jouaient avec lui (...), plus tard il avait bien vu que même cela ne valait rien. Le nègre n'est tout de même qu'une bête de somme » [MR, 13].

Réfléchissant après coup à sa fuite, Ricardo admet, qu'en fin de compte, « il n'avait pas de haine pour le vieux » José Paulino. Certes « il criait trop, mais depuis qu'il était né, les cris du vieux, les ordres, les appels étaient dans sa manière. Il criait pour tout. Était-il à jouer avec attention à une chose quelconque bien à lui, que ce cri éclatait, réclamant après lui ». C'est d'abord contre cela que « Ricardo s'était insurgé » [MR,13]. C'est donc bien en protestation contre son statut de *moleque da bagaceira* dont l'identité propre est ainsi constamment niée, qu'il avait pris une telle résolution, « parce qu'un besoin de vivre différemment lui nourrissait l'imagination », et « il avait fuit l'*engenho* pour une vie qui soit davantage la sienne » [MR,14]. Il part donc surtout à la recherche d'une identité qui soit bien la sienne.

Mais, lorsqu'il décide de partir « il ne connaissait que les terres de l'*engenho* où il avait grandi » [MR,8], et le contact avec la grande ville de Recife est une découverte. Lorsqu'il y arrive en train, « la ville commença à montrer ses premiers signes. Des maisons de gens pauvres sur le bord de la voie (...) des femmes sur le pas des portes. Tout cela était déjà Recife qui étendait ses jambes, qui grandissait, qui était le monde » [MR,9]. Désormais, « il était loin de tout ce qui était à lui. Il était dans le monde ». [MR,10]. Son espace pratiqué s'élargit, mettant en cause

A Recife, « Ricardo connut une autre vie. Le peuple était autre. Dans la rue où il habitait, il n'y avait pas de *casa grande*. Elles étaient toutes petites. Et aussi on n'entendait pas le cri du *Coronel*. La voix de la demande était différente » [MR,10]. Dans la découverte et l'apprentissage de la ville, Ricardo continue d'abord de se servir des références et des réflexes acquis dans la vie de l'*engenho*. « Les deux premières années; il vécut comme s'il était dans l'*engenho*. Il sortait peu, et quand il sortait, c'était avec peur » [MR,15]. Mais au bout de quelques mois, la pratique de la ville, en même temps qu'elle le conduit à une appropriation plus assurée de l'espace urbain, le transforme lui-même peu à peu. « Avec le nègre un peu bête qui était arrivé de l'*engenho*, il y avait une différence énorme. Non qu'il fut devenu mauvais, se perdant dans la ville. C'est qu'il avait un peu mieux appris à vivre. Maintenant la ville était la sienne » [MR,22-23].

Mais c'est aussi la découverte de la misère urbaine. Là encore c'est la vie dans l'*engenho* qui lui sert de base de comparaison : « Ricardo trouva (...) qu'il y avait des gens plus pauvres que les pauvres de Santa Rosa » [MR,35]. Dans la grande ville, par exemple, « avoir faim c'est pire que le diable. Dans l'*engenho* le peuple se nourrissait de fèves, de patates-douces. Ici, non. C'est la même chose que de ne rien avoir à manger ». [MR, 64].

Il est plus ou moins mêlé à l'agitation estudiantine et ouvrière. Il est naturellement très attentif au discours portant sur la propriété de la terre et sur l'idée de Réforme agraire. « On disait que le destin des prolétaires dépendait d'eux-mêmes. Ce qui était aux grands serait à eux. Les terres des grands redécoupées pour les *moradores* des *engenhos*. La terre sera pour le peuple. Le *moleque* pensa à cela pendant très longtemps. Il ne croyait pas qu'on puisse mettre dehors le Coronel Zé Paulino, qu'on lui prendrait l'*engenho* de Santa Rosa » [MR, 53]. Il finit même par estimer que « Santa Rosa est au Coronel Zé Paulino. C'est seulement à la Saint-Jamais qu'il passera aux mains des *cabras* » [MR, 54]. Restant ainsi curieusement fidèle aux idées intériorisées pendant son enfance de *moleque* de *bagaceira*, il n'arrive donc toujours pas à imaginer et à admettre autre chose que l'ordre éternel de la propriété et de l'autorité des maîtres de la terre, et ce malgré l'acte de rébellion à l'égard de cet ordre qu'avait pourtant constitué sa fuite.

Impliqué dans l'agitation sociale qui secoue Recife il est arrêté et emprisonné dans le pénitencier de l'archipel de Fernando de Noronha, au large des côtes du Brésil, dans l'océan Atlantique. « Fernando de Noronha attendait après lui. Encerclé d'eau de tous les côtés, pour le reste de la vie » [MR, 211]. En fait, il n'y reste que quelques années. Libéré il revient à Recife, où cependant « il se retrouve en terre étrangère. Tout avait changé à Encrusilhada », son ancien quartier [US, 24]. Mais très vite il juge finalement que, dans cette ville, « ce monde était faux, complètement faux » [US, 32]. C'est alors que « la nostalgie (*saudade*) de sa terre lui tomba dessus. Ce serait bien d'y retourner, même si c'est pour l'*eito*, même si c'est pour être *cabra*, faire tomber la canne, être nègre de confiance, être ce qu'ils veulent qu'il soit » [US, 37]. L'attachement nostalgique et idéalisé, au lieu de son enfance, assez comparable à celui de Carlos de Melo, est ainsi associé à un renoncement à l'identité de rebelle qu'il s'était pourtant acquise par sa fuite.

Il retourne donc effectivement à Santa Rosa. « La maison était en face de lui, bien nette, la *casa-grande*, la *gameleira*; les paus d'*arcos*, les pieds de "flamboyant", le parc à bestiaux, la maison à farine, la rue où dorment les négresses qui viennent de la captivité. Tout ceci aurait-il pu changer ? Alors une joie, une joie étrange lui remplit l'âme. Il y avait bien longtemps qu'il n'avait pas ressenti cela ». [US, 38]. C'est une manifestation sentimentale de l'attachement aux lieux, que le temps idéalise. Mais son échec le travaille cependant : « Il avait une angoisse, une volonté de crier à tout le monde : je suis Ricardo, *moleque* d'ici qui apportait les journaux de la gare, qui s'est enfui, qui s'est damné de par le monde, qui a été à Fernando [de Noronha] qui a vu des gens mourir, et vu des hommes dans la chambre des autres. Je suis un nègre malheureux, sans amis, sans femme, sans volonté d'aimer » [US, 41]. Mais, comme il est devenu un inconnu à Santa-Rosa, « on le regarde avec étonnement. C'est sans doute à cause des bottines et de la cravate. Ici un tel nègre de luxe est rare » [US, 82].

Il ne reconnaît lui-même personne : « Où était donc son peuple ? Il ne connaissait personne. Ce n'était plus les mêmes gens que de son temps d'enfant » [US,81]. Pour lui l'explication est simple : « c'était des gens d'ailleurs, de nouveaux bras que l'*usina* appelait pour les parcelles. Ce peuple entier qui descend est *sertanejo*. Il est à nettoyer les cannes. Le peuple ancien de l'*engenho* est presque entièrement parti. L'usine ne veut que des gens qui donnent 6 jours de service par semaine » [US,84]. Il s'interroge également sur le destin de ses congénères frappés par la déterritorialisation consécutive au triomphe de l'*Usina* sur l'*engenho*. « Qu'ont-ils à faire ? Où iraient-ils si le monde pour eux est seulement de Santa-Rosa, si la terre entière du monde est uniquement de Santa-Rosa ? Quand Ricardo arriva de Recife, il trouva son peuple déterré. Il a vu en avançant, mais ce qu'il a vu à chaque pas c'était un monde nouveau. Les parcelles de canne grimant vers les hauteurs où elles ne furent jamais ? Tout était un désert. La canne et la canne se répandant dans la *varzea*, frémissant sous le vent aussi loin que les yeux puissent porter. Seulement des parcelles et des parcelles. Il s'en fut en marchant et rien de ce qu'il vit, il ne l'avait vu avant. C'était une terre nouvelle. Tout ce qui est de la terre était couvert de canne » [US, 80-81].

Finalement Ricardo finit par se demander : « Pourquoi diable je suis venu à Santa Rosa? Le monde est si grand, il y a tant de terres de par le monde et il lui est passé par la tête de revenir à ses temps anciens. Le Santa Rosa du Coronel Zé Paulino était bien meilleur. Les enfants jouaient avec lui. La mère entra et sortait de la cuisine de la *casa-grande*. Ici, de la baraque, il voyait les marches de la cuisine de maintenant. Ceci ressemblait plus à une prison » [US, 119]. La nostalgie (*saudade*) qu'il a un moment éprouvée pour l'*engenho* de son enfance ne résiste donc pas longtemps au retour sur les lieux. Le souvenir du cadre de son enfance est ainsi définitivement rejeté dans un passé passablement embelli. Ceci souligne encore plus l'échec de sa tentative individuelle de rébellion contre cet ordre à la fois social et spatial de l'*engenho* traditionnel, définitivement détruit par l'Usine mais pourtant toujours présent dans les esprits, sous la forme d'un puissant mythe territorial fortement idéalisé.

#### (4) Antônio Silvino : le mythe populaire du *cangaceiro*

Antônio Silvino, fameux bandit quasi mythique, apparaît une première fois dans *Menino de Engenho*. Le jeune Carlos raconte que « Antônio Silvino vint à l'*engenho* pour une visite de courtoisie. A la nuit tombante la bande arriva à la porte de la *casa-grande*. Antônio Silvino était devant, ses douze hommes restant à distance » [ME,23]. Mais il souligne que le mythe ne résiste guère au constat d'une réalité plus prosaïque. « En pleine nuit il repartit avec sa bande. Il avait perdu pour moi une bonne partie de son prestige. Je le voyais tout autrement, arrogant et impétueux, et cette manière de se dandiner en parlant venait défaire en moi l'image du héros » [ME,24]. Il en est également rapidement question dans *Pedra Bonita*, où il est décrit emprisonné et vieilli [PB,22].

Mais c'est surtout dans *Fogo Morto* qu'il apparaît comme le véritable héros des faibles, des petits, qui voient alors en lui un éventuel recours contre l'injustice de l'ordre social régnant dans lequel les grands écrasent si brutalement les petits. C'est, par exemple, le cas pour José Amaro : « Le nom de Antônio Silvino exerçait sur lui un pouvoir magique. Il serait son vengeur, sa force indomptable, au dessus de tous, faisant peur aux grands » [FM 57]. Le bandit impose sa force aux pouvoirs établis, il parcourt sans cesse l'espace, le domine et le maîtrise avec succès. « Pour lui il n'y avait qu'une grandeur au monde, c'était celle de l'homme qui ne craint pas le gouvernement, de l'homme qui affronte quatre Etats, qui donne le mal de tête aux chefs de la police, qui tue des soldats, qui détruit les encerclements, et qui a le pouvoir de deviner les dangers » [FM, 77]. Il « admire la vie errante d'un tel homme, tirant des coups de feu, protégeant les pauvres, prenant aux riches. C'est l'homme qu'il avait en tête. C'était son héros » [FM, 64]. Il vengera les pauvres des humiliations de riches, car si José Paulino « est maître de la terre, dit José Amaro, (...) il y a un plus grand maître. Le Senhor va voir. Dieu protège cet homme avec tous ses pouvoirs. Il protège le peuple. Il fait avec son fusil ce que le Père Ibiapira fait avec son rosaire » [FM,184]. Les pouvoirs du "bandit social" sont ainsi au moins aussi importants et utiles que ceux du prêtre, de la religion.

Les forces de l'ordre et du gouvernement ne sont pas un recours suffisant et efficace contre les exactions des riches. Il n'y a là qu'« une Police de bandits. C'est pour ça que le peuple est avec le Capitão Antônio Silvino » [FM, 63]. Il doit être le héros d'une révolte violente et destructrice : « Antônio Silvino devrait mettre le feu à toute cette merde » [FM,230] Le sellier est d'ailleurs heureux de pouvoir lui rendre un petit service car « le Capitão Antônio Silvino sait remercier. Tous le considèrent comme le père des pauvres » [FM,180]. « Il semble un prince. Le peuple aime l'homme. Il libère les prisonniers, donne à manger aux malheureux » [FM, 182-183]. Puisque « le pauvre n'a pas de droit, celui qui sait donner son droit aux pauvres est le capitaine. C'est le *cangaço* qui les venge » [FM 183]. Beaucoup ne rêvent que de s'engager à ses côtés. « Je ne suis pas, dit par exemple Alípio, homme à être né pour vivre sous la charge, comme un pauvre crève la faim. Je suis un homme de lutte, j'ai du feu dans le sang. Même pour être bandit. Le *capitão* a besoin d'un homme qui soit comme lui, dur, sérieux, capable de tuer, connaissant les autres coins de l'Etat comme personne ». [FM, 97]. Il y a un pouvoir sur les lieux, qu'il connaît mieux que personne d'autre, et qui dépasse même le pouvoir conféré par la propriété.

Finalement, seules les femmes ne partagent guère cet enthousiasme pour le Capitão Antônio Silvino. Alors que José Amaro s'enflamme volontiers, « sa femme craignait toutes ces nouvelles sur le Capitaine Antônio Silvino » [FM, 71]. Elle sait bien, spontanément, que cette figure mythique du "bandit social" ne peut être surtout qu'à l'origine de bien des désagréments fâcheux.

### Conclusion

Notre analyse montre que José Lins do Rego, au fur et à mesure de la parution de ses romans du "cycle du sucre", a progressivement développé une démarche qu'on peut donc bien qualifier de géographique.

Dans les deux premiers romans (*Menino de engenho* et *Doidinho*) il est vrai qu'il s'agit d'abord de la description subjective de "l'espace vécu" par un adolescent, Carlos de Melo, le jeune héros de ces deux premiers livres, dans la *fazenda* de son grand-père, José Paulino. Ils peuvent donc ainsi facilement passer pour une évocation nostalgique ("saudade") du vieux Nordeste sucrier traditionnel. La région n'est déjà plus ce qu'elle était et le passé régional prend désormais la dimension d'un véritable mythe, passablement embelli et idéalisé. C'est sans doute cet aspect qui a pu contribuer à nourrir, à partir d'une lecture trop superficielle de ce genre de romans, le mythe territorial du "paradis perdu", berceau de la brésilianité<sup>1</sup>.

Mais, à la suite de ces deux premiers romans, J.L. do Rego a en réalité développé peu à peu, quasi systématiquement, une approche à la fois économique, spatiale et sociale, à partir de la zone sucrière certes, mais qui s'est élargie sans cesse à d'autres horizons du Nordeste tout entier, jusqu'à "l'autre" Nordeste, celui du *sertão*.

Son approche est d'abord économique. Avec la mutation de l'*engenho* à l'*usina*, on passe de l'économie patriarcale traditionnelle du *coronel* à l'économie capitaliste de l'*usineiro*, souvent simple gérant d'intérêts financiers lointains. Cette mutation socio-économique entraîne la production d'un espace nouveau : celui qui correspond à la monoculture spéculative de la canne. Les *engenhos* traditionnels sont, l'un après l'autre, absorbés et cessent leur activité artisanale: ils sont irrémédiablement condamnés au "*fogo morto*". L'invasion généralisée de la canne à sucre bouleverse l'organisation traditionnelle de l'espace et entraîne une crise des territorialités anciennes. Le rejet de la main d'oeuvre excédentaire des *cabras* de l'*eito* et le refoulement des anciens *moradores* hors des limites de la grande propriété latifundiaire acquise et constituée par l'*usina*, provoquent ainsi la déterritorialisation en masse des plus pauvres.

Son approche est également spatiale, car le romancier est conduit à prendre en compte les différentes composantes de l'espace du Nordeste, à plusieurs échelles, et selon divers points de vue, comme dans toute bonne démarche géographique : celle, interne à l'*engenho* Santa-Rosa, structurée par le dualisme traditionnel *casa grande* et *senzala*; celle, locale, dans l'ensemble des terres de la *fazenda*, ce qui le mène à une différenciation fine entre *varzea*, *vazantes*, et *vertente* ;

<sup>1</sup> Il existe bien d'autres exemples dans le même genre, avec "*Infância*" ("Enfance") de Graciliano Ramos et "*O menino grapiúna*" ("L'Enfant du Cacao") de Jorge Amado, ou encore "*Meus verdes anos*" (« Mes vertes années »), roman plus tardif de José Lins do Rego lui-même.

celle régionale, de la complémentarité entre la zone sucrière des cannerais et la *caatinga* de l'agreste, et le *sertão* plus lointain encore, dans l'Intérieur profond; et, enfin, la dualité entre le monde rural et les différents échelons de la hiérarchie urbaine avec la petite ville (Pilar), la plus grande (Itabaiana), sans oublier la plus grande métropole (Recife).

Elle est enfin sociale car il prend en considération les différentes classes sociales présentes et impliquées dans cet espace ainsi différencié. Dans ses romans il est ainsi non seulement question de la décadence des seuls *senhores* des *engenhos*, entraînant leurs proches dans leur faillite, mais aussi des graves difficultés rencontrées par les diverses couches sociales populaires : les "*petits blancs*" et les noirs, libérés de l'esclavage mais pas de la misère, sont tous soumis à une déterritorialisation massive, avec tout ce que cela peut comporter de frustrations, de meurtrissures, de colères.

Toutes les identités territoriales, locales et régionales, individuelles et sociales, sont dès lors touchées. L'identité niée des noirs les conduit à davantage de soumission ou, beaucoup plus rarement, à une révolte individuelle sans véritable issue. Quant à l'identité perturbée des petits blancs, elle provoque soit une vaine révolte de sujets très superficiellement irrévérents, soit la folie, voire le suicide. Plus fréquemment, elle les conduit à l'adhésion au mythe territorial du "*cangaceiro*", la forme brésilienne du classique "bandit social".

Quant aux "seigneurs de la terre" eux-mêmes, au-delà de la mise en cause de leur espace économique, il y a aussi modification de leur espace de pouvoir. Le maillage territorial anciennement formé par l'espace privé des *engenhos*, s'efface désormais au profit de celui, public mais local, des municipes. Les *coronels*, qui perdent alors une part de leur pouvoir socio-économique peuvent y trouver un substitut leur permettant de continuer à faire fonctionner à leur profit le *clientélisme* traditionnel, mais sur un terrain désormais plus politique. Même si certains autres pensent désormais pouvoir y jouer un rôle, en entrant dans un jeu bien peu démocratique, ceux qui restent malgré tout les plus grands propriétaires de terres n'y perdent cependant rien d'une influence toujours hégémonique. C'est d'ailleurs ainsi que le *coronelisme* peut, malgré tout, continuer au-delà de l'existence même de l'*engenho* traditionnel et, sous certains aspects, se prolonger jusqu'à nos jours.

Concernant la *méthode*, sur l'usage de la littérature romanesque de fiction en géographie, il se confirme que les romans constituent bien, sous certaines conditions, une source tout à fait remarquable. Mais quant à l'apport de la littérature à la géographie, il faut évidemment savoir dépasser "l'effet de réalité" de l'œuvre de fiction. A travers cet exemple du Nordeste brésilien vu et traduit par José Lins do Rego, il apparaît ainsi, selon nous, qu'un tel apport ne réside pas seulement ni même essentiellement dans la stricte



description des lieux. L'apport de la littérature est bien plus dans la traduction que le romancier sait donner des modalités et des mutations du lien spatial dans la région concernée. Par les ressources de son talent il en traduit et en exprime certains aspects qu'on serait, de toute évidence, bien en peine de trouver ailleurs, à travers d'autres sources. Il offre ainsi à l'analyse géographique, bien que ce ne soit pas son propos premier, une (re)présentation socio-spatiale générale, très suggestive, qui appelle, de la part du géographe, une interprétation qui doit être non seulement "humaniste", mais tout aussi bien sociale, critique et dialectique<sup>1</sup>.

Au niveau de la problématique générale de notre recherche, cette analyse constitue une première mise à l'épreuve, un test rétroactif de notre problématique. Or, elle apporte la confirmation que dans le Nordeste, au cours de la première moitié du XXème siècle, les problèmes géographiques à l'ordre du jour étaient bien, déjà, ceux du lien socio-spatial entre une société et son territoire. Ils se posaient certes d'abord en termes d'attachement aux lieux et aux espaces, mais également d'enjeux sociaux de propriété et de pouvoir, ainsi que d'idéologies et de stratégies socio-territoriales alternatives... Confirmation aussi que tous ces enjeux s'exprimaient et se traduisaient déjà en une conflictualité socio-spatiale qui ne trouvait cependant alors son seul exutoire, autre que dans une vaine rébellion individuelle, que dans l'émergence et le développement de mythes territoriaux liés au *cangaceirismo* ou au mysticisme religieux.

Dans le cas du Nordeste brésilien et à travers l'exemple tout à fait remarquable de José Lins do Rego, la littérature romanesque apparaît donc bien ainsi, et par excellence, la forme d'expression des dimensions subjectives et symboliques de l'appropriation de l'espace par les diverses forces sociales composant une société territorialisée. Mais, au lieu que les romans de la littérature dite "régionaliste" viennent vraiment conforter les stéréotypes de la vulgate territoriale nordestine, naturaliste et déterministe, ils font, bien au contraire, rétrospectivement la démonstration qu'à l'époque classique elle-même de la décadence du Nordeste sucrier traditionnel, beaucoup plus et mieux que bien des ouvrages unanimement considérés comme "scientifiques" depuis l'époque sur le sujet, ils posaient déjà, quant à eux, largement les problèmes socio-spatiaux dans une perspective portant essentiellement sur l'évolution des relations entre identités et territorialités. Aussi, la crise historico-culturelle du lien spatial nordestin qu'ils décriaient alors avec une force de suggestion promise à un bel avenir, en annonçait, en fait, bien d'autres encore.

<sup>1</sup> Aujourd'hui, il est cependant bien certain que la place de la littérature romanesque n'est plus du tout la même dans le paysage culturel contemporain, que ce soit au Brésil ou ailleurs. D'autres sources pourraient désormais retenir tout aussi légitimement l'attention des géographes, notamment dans tous les médias qui interviennent si fortement dans la perception et la représentation des espaces et des territoires, comme le cinéma, les chansons, la presse, la télévision, etc.

## Chapitre 3 : Le discours scientifique de la géographie

*« Nous ne sommes pas encore débarrassés de notre ancienne arrogance du haut de laquelle nous considérons tous les pays non européens comme des sortes de colonies intellectuelles dont on reçoit impassiblement les hommages sans songer à les payer dignement de retour ».*

Stefan ZWEIG : *Merci au Brésil*<sup>1</sup>

Conférence, Rio de Janeiro, 25 août 1936

Dans le cadre et pour le développement de notre recherche il y a, d'une part, des discours géographiques à trouver, à analyser et à critiquer et, d'autre part, un discours géographique à produire. Or, la détermination des conditions de l'analyse et de la production des discours géographiques pose d'emblée au moins trois questions.

1 - La question des relations entre géographie française et géographie brésilienne. Il existe entre elles des rapports toujours privilégiés, même s'ils ont beaucoup évolué. La géographie française a longtemps exercé une grande influence, et même une sorte de tutelle, sur la géographie brésilienne. Comment peut-on envisager aujourd'hui des rapports plus équilibrés, sans empiètement ni renoncement, respectueux de l'identité de chacune? Cette articulation ne peut s'opérer sans tenir compte des décalages manifestes, mais sans sous-estimer non plus les fécondations réciproques possibles.

2 - La question du "brésilianisme". Y'aurait-il une géographie spécifique du Brésil, qui ne serait valable que pour lui ? La réponse est, évidemment, non. Mais se posent alors d'autres questions. Comment produire à propos du Brésil, ou de l'une de ses régions, un discours géographique français pertinent ? Ce ne peut être qu'en conciliant les positionnements différents des géographies française et brésilienne. Comment, alors envisager, notamment, la transférabilité, de l'une à l'autre, des thématiques, des notions et des problématiques ?

3 - La question de la posture théorico-méthodologique. Force est de constater qu'entre géographie française et géographie brésilienne, à une certaine convergence des thématiques : mondialisation/globalisation, fragmentation spatiale à toutes les échelles, mise en cause des identités et bouleversement des territorialités, répond cependant une grande divergence des postures théorico-méthodologiques, ainsi que des définitions des principales écoles géographiques. Autant la géographie française, toujours très soucieuse d'objectivité et

<sup>1</sup> in S.ZWEIG, 1996, *Pays, Villes, Paysages*, Belfond, Paris, p. 246.

de neutralité « scientifiques », paraît encore très enfermée dans sa tour d'ivoire académique, autant la géographie brésilienne est, au contraire, engagée dans de vifs débats théoriques et admet plus volontiers son engagement social.

Pour apporter de premiers éléments de réponses à ces questions nous considérerons, dans ce chapitre, trois aspects complémentaires du discours géographique brésilien actuel. D'abord nous tenterons de faire le point sur l'évolution de la géographie brésilienne et son aboutissement. Ensuite, nous examinerons les nouvelles approches critiques successives de la région du Nordeste à travers les travaux et les réflexions de trois géographes marquants. Enfin nous envisagerons l'état actuel des thématiques et des problématiques de la géographie brésilienne, en rapport avec le questionnement de notre sujet, c'est-à-dire en termes d'identités, de territorialités et de conflictualité sociale.

### A - L'évolution de la géographie brésilienne.

Bertha K.Becker<sup>1</sup> a proposé la périodisation suivante de l'histoire de la géographie brésilienne, ensuite reprise par L.C.Dias<sup>2</sup>, qui s'appuie sur les ruptures institutionnelles survenues au cours de cette histoire. Elle distingue ainsi : "l'institutionnalisation de la discipline" (1934-1945); "la constitution de l'objet d'étude" (1946-1966); "les changements institutionnels et méthodologiques" (1967-1977) et "les orientations actuelles" (depuis 1977). Mais si l'on suit la présentation qu'a pu en faire, de manière répétée, Manuel Correia de Andrade, l'évolution de la géographie brésilienne pourrait être historiquement divisée plus simplement en trois grandes périodes<sup>3</sup>.

#### (1) Années 30 à 50

Pendant ces décennies l'influence de l'école française fut d'abord durablement dominante. Dans les années trente, les deux universités nouvellement créées de São Paulo (en 1934) et de Rio de Janeiro (en 1935) recrutèrent des professeurs de géographie français : Pierre Monbeig, Pierre Deffontaines et Francis Ruellan. Ces maîtres français formèrent ainsi des géographes brésiliens « dans l'esprit de l'école vidaliste

<sup>1</sup> Bertha K.BECKER, 1986, « Geography in Brazil in the 1980s : background and recents advances », *Progress in human geography*, n° 2, p.157-182.

<sup>2</sup> Leila Christina DIAS, « La pensée géographique au Brésil: hier et aujourd'hui », *L'Espace Géographique*, n°3, 1989, p.193-203. Son étude de l'évolution de la géographie au Brésil s'appuie sur une analyse du contenu de la revue *Revista Brasileira de Geografia* de 1934 à 1989.

<sup>3</sup> Ouvrages et articles de Manuel Correia De ANDRADE : « Les tendances actuelles de la géographie brésilienne », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n°61-62, 1985, p.9-22 ; « O pensamento geografico e a realidade brasileira », in : *Novos rumos da geografia brasileira*, Milton SANTOS (Org.), HUTICEC, 1988, p.181-201; *Caminhos e descaminhos da geografia*, 1993, Papirus, Campinas (SP), 86 p. Cf. également à ce sujet l'analyse de Maria das Graças do Lago BORGES, « As tendências atuais da geografia brasileira segundo Manuel Correia de Andrade, sob a ótica da dinâmica interna e externa da ciência geografica », in : Manuel Correia De Andrade, o geógrafo e o cidadão, in: J.L.FELIPE (Org.), 1995, CCHLA-UFRN, p.116-124.

française ». Comme l'indique Monteiro : « L'école française, sous l'influence de La Blache, fournit l'orientation méthodologique qui anime cette période et la suivante. De Martonne apportera une "bible" de la géographie physique tandis que L.Febvre et Demangeon seront les leaders de l'étude des problèmes humains »<sup>1</sup>.

Le 17ème Congrès International de Géographie, qui se tint à Rio en 1956, semble marquer le point culminant de cette influence française. Il accueille, en effet, en même temps Jean Tricart, Jean Dresch, Pierre Birot, Jacqueline Beaujeu-Garnier, Etienne Juillard, Michel Rochefort et Pierre George. On peut donc légitimement considérer ainsi que, pendant une assez longue période, la géographie française a exercé une sorte de tutelle sur la géographie brésilienne naissante, lui inculquant jusqu'à ses orientations et ses méthodes.

## (2) Années 60 et 70

Dans les années 60, à l'époque de l'établissement de liens très forts entre le Brésil et les Etats-Unis, dans le cadre de l'O.E.A.<sup>2</sup>, les institutions universitaires brésiliennes ont été très influencées par le modèle américain, et ce fut alors une nouvelle époque caractérisée par la quantification, la modélisation et la théorisation. La volonté de saisir la réalité brésilienne dans toute sa complexité, semble avoir trouvé dans l'utilisation des mathématiques et des statistiques, à travers notamment l'analyse factorielle, son moyen d'expression le plus efficace. L'influence des méthodes quantitatives, totalement absentes jusqu'aux années 70, croît ainsi considérablement de 1970 à 1978. Les nouveaux outils méthodologiques sont présentés aux géographes par M.V.Galvão et S.Faissol (« *A revolução quantitativa na Geografia e seus reflexos no Brasil* »<sup>3</sup>), S.Faissol (« *Teorização e quantificação em Geografia* »<sup>4</sup>); « *Análise fatorial: problemas e aplicações na geografia* »<sup>5</sup>), A.Christofoletti (« *Aspectos da análise sistêmica em Geografia* »<sup>6</sup>). L'application de ces outils dans l'analyse des questions urbaine et agraire est fortement impulsée au début des années 70 par l'IBGE notamment à travers la publication dans la *Revista Brasileira de Geografia* d'articles de B.J.L.Berry et G.F.Pyle (« *Grandes regiões e tipos de agricultura no Brasil* »<sup>7</sup>), de A.O.Ceron et J.A.F.Diniz (« *Tipologia da agricultura: questões metodológicas e problemas de aplicação no estado de São Paulo* »<sup>8</sup>), de P.Geiger (« *Cidades*

<sup>1</sup> C.A.F. de MONTEIRO, 1980, *A geografia no Brasil (1934-1977): Avaliação e Tendências*, Instituto de Geografia da USP-Universidade de São Paulo, p.14.

<sup>2</sup> Organisation des Etats d'Amérique.

<sup>3</sup> 1970, *Revista Brasileira de Geografia [R.B.G.]*, n°4, p.5-22.

<sup>4</sup> 1972, *R.B.G.*, n°1, p.145-164.

<sup>5</sup> 1972, *R.B.G.*, n°4, p.77-100.

<sup>6</sup> 1978, *Geografia*, n°6, p.1-32.

<sup>7</sup> 1970, *R.B.G.*, n°4, p.23-40.

<sup>8</sup> 1970, *R.B.G.*, n°3, p.41-72.

do Nordeste. *Aplicação de factor analysis no estudo de cidades nordestinas* »<sup>1</sup>), de E.C.Keller (« *Tipos de agricultura no Paraná, uma análise fatorial* »<sup>2</sup>), et de O.V.Mesquita et S.T.Silva (« *Regiões agrícolas do Paraná: uma definição estatística* »<sup>3</sup>).

Aujourd'hui, les géographes brésiliens portent désormais un jugement plutôt réservé sur ce type de travaux. L.C.Dias estime ainsi que, dans les années 1970, « l'engouement pour ces nouvelles méthodes répond au besoin d'embrasser toute l'étendue d'un territoire apparemment difficile à étudier autrement. En effet, la méthode quantitative permet de traiter dans de brefs délais un grand nombre de variables et de lieux, ce qui séduisait les géographes. Pourtant, à la longue, on s'aperçut des limites inhérentes à une pratique techniciste qui a tôt fait de négliger les fondements conceptuels et théoriques, seuls garants de l'enrichissement à terme, d'une discipline. Aussi, on doit noter alors un appauvrissement certain de la recherche géographique "noyée" sous le flux de tableaux et de chiffres non conceptualisés »<sup>4</sup>.

Les géographes "radicaux" sont plus critiques encore. Ils établissent même, quant à eux, un lien entre le succès de la géographie quantitative et le moment particulier de l'histoire politique du pays où il s'est produit, c'est-à-dire l'époque de la Dictature Militaire. Pour M.C. de Andrade, par exemple, « les néopositivistes convaincus d'une évolution linéaire et uniforme de la connaissance scientifique, accordent plus d'importance aux méthodes qu'aux fins, suivant l'exemple des économistes et, jusqu'à un certain point, des sociologues, pour une utilisation générale et sans discernement des méthodes mathématico-statistiques et des ordinateurs; ils simplifient les objectifs en utilisant des données statistiques, très souvent dénuées de crédibilité, et envisagent un pays de dimensions continentales [le Brésil] et avec une grande diversité de niveaux de développement comme une unité, une position utile à la planification (*planejamento*) mais sans préoccupations écologiques et sociales. D'où l'appui qu'ils reçoivent des organes gouvernementaux, dans une période où un régime autoritaire cherche à développer la production et les relations capitalistes sans la moindre préoccupation de la qualité de vie de la population »<sup>5</sup>.

Mais la plus grande faiblesse du courant quantitatif a été surtout son incapacité à répondre efficacement aux interpellations les plus pressantes de la réalité géographique brésilienne. Pour Milton Santos, « les courants de pensée consacrés dans la dite "New Geography" et associés aux techniques du quantitatif, ont perdu leur vogue du fait de

<sup>1</sup> 1970, R.B.G., n°4, p.131-172.

<sup>2</sup> 1970, R.B.G., n°4, p.41-86.

<sup>3</sup> 1970, R.B.G., n°1, p.3-42.

<sup>4</sup> L.C.DIAS, 1989, *La pensée géographique au Brésil: hier et aujourd'hui*, art. cit, *L'Espace Géographique*, XVIII, n°3, p.198.

<sup>5</sup> M.C. de ANDRADE, 1993, ; *Caminhos e descaminhos da geografia*, 1993, Papirus, Campinas (SP), p.7-8.

leur totale incapacité à dépasser la simple description, encore que compliquée par la magie des formules, dans un monde confronté à une grande crise et qui cherche à comprendre d'une manière moins simpliste les questions graves et complexes qu'il doit affronter »<sup>1</sup>.

B.M.Fernandes est encore plus sévère. Pour lui, du milieu des années soixante au milieu des années quatre vingt, « la tendance néoclassique dénommée "Geografia Teorética"<sup>2</sup> produite par les "quantitativistes", était au service des intérêts du gouvernement militaire. Présents dans les organismes officiels de financement des recherches, ils ont censuré les projets qui ne satisfaisaient pas ses objectifs. Le prix de cette posture autocratique a été payé par la géographie elle-même, se manifestant, dans de nombreux cas, par le faible niveau des projets de recherche réalisés. Ce coût est encore payé jusqu'à nos jours par la société, quand les professeurs enseignent une Géographie d'un pays et d'un monde qui n'existent pas »<sup>3</sup>.

Cette influence de la géographie quantitative a été finalement remise assez brutalement en cause, au moins au sein de la corporation des géographes, au cours de la IIIème Rencontre Nationale des Géographes, organisée par l'A.G.B. en 1978, à Fortaleza (Ceará) qui constitue ainsi, de l'avis général, un tournant majeur de l'évolution de la géographie brésilienne. Des travaux théorico-méthodologiques importants ont été présentés à cette rencontre. L'un d'entre eux, développé par C.W.P.Gonçalves sous le titre suggestif de : « *La géographie est en crise, vive la géographie !* », en indiquait ainsi l'enjeu : « si nous ne percevons pas la nature de la crise que nous traversons actuellement, nous produirons une nouvelle "vision" qui courra le risque d'exercer une nouvelle hégémonie non pas parce qu'elle répondra aux problèmes qui se posent effectivement, mais seulement parce qu'elle sera nouvelle et produira une nouvelle mode et de nouveaux mandarins très bien installés sur les sommets des académies et des institutions officielles »<sup>4</sup>. L'importance des débats de l'A.G.B. à Fortaleza est également soulignée par O.Valverde : « le débat public, autour d'un document méthodologique fondamental, lancé par Carlos Monteiro, devant une assemblée de 1.500 géographes et étudiants, marqua les obsèques de la "Géographie Quantitative" au Brésil. Avec elle fut également enterrée la "New Geography", dont les zéloteurs accompagnèrent les "modèles" de Friedman et ses semblables. Ce groupe n'était pas formé de géographes, mais d'économistes. Le rôle des

<sup>1</sup> M.SANTOS (Org.), 1982, in : *Novos rumos da geografia brasileira* [ Les nouvelles voies de la géographie brésilienne ], HUCITEC, p.211.

<sup>2</sup> On voit mal comment traduire une telle expression. Elle s'inspire visiblement de W.BUNGE, 1966, *Theoretical Geography*. Ce courant originellement théoricien de la géographie brésilienne s'exprime dans une revue : *Boletim de Geografia Teorética*, qui s'est peu à peu ouverte au courant critique, d'inspiration marxiste.

<sup>3</sup> B.M.FERNANDES, 1995, *Questões teórico-metodológicas da pesquisa geográfica em assentamentos de reforma agrária* [ Questions théorico-méthodologiques de la recherche géographique sur les assentamentos de Réforme agraire ], Doc. dactylographié, FFLCH-USP, São Paulo, 28 p.

<sup>4</sup> C.W.P.GONÇALVES, 1978, *A Geografia está em crise. Viva a Geografia !* [ La géographie est en crise. Vive la géographie ! ], *Boletim Paulista de Geografia, AGB-São Paulo*, n° 55, p.5-29.

géographes, en appliquant leurs principes, était celui de passer une "camisole de force" à la géographie »<sup>1</sup>.

### (3) Années 80 et 90

A partir de 1980, alors que la crise du capitalisme atteint plus profondément le Brésil, « le courant appelé généralement critique ou radical gagna de l'espace et parvint à s'imposer dans le milieu universitaire et dans les associations de professionnels, alors que le courant quantataviste perdait du terrain »<sup>2</sup>. Cette nouvelle école de la géographie critique<sup>3</sup> « était fondée sur le matérialisme historique et sur la dialectique. Il s'agissait de rompre, d'un côté, avec la géographie traditionnelle et, de l'autre, avec la géographie "teorético"-quantataviste »<sup>4</sup>.

Certaines analyses du débat historico-théorique en géographie, qui ont été réalisées à partir de la fin des années 70, se contentèrent alors de la description du choc entre les courants positivistes et néopositivistes, pas encore qualifiés de "Géographie Traditionnelle"<sup>5</sup> et de "Géographie Pragmatique" (cette dernière avec ses variantes : "Géographie Systémique", "Nouvelle Géographie" ou "Géographie Quantataviste" ou "Geografia Teorética"). Pour B.Fernandes, « cette analyse dualiste, faite dans le champ fertile de la réalité historique, contribua à la "géographisation" de la discussion sur la question binaire : déterminisme/possibilisme. Mais, de cette manière, le débat philosophique sur les racines de la pensée géographique contemporaine en fut empêché, en orientant la discussion vers le champ dichotomique de la relation société/nature »<sup>6</sup>. La conception ainsi produite par cette analyse de nature néo-historiciste réduisit encore davantage toute la complexité du débat à la seule opposition entre "Géographie traditionnelle" et "Géographie pragmatique"<sup>7</sup>. De la sorte, selon lui, cette approche « se limita à concevoir exclusivement l'origine de la géographie dans la pensée positiviste. Cette analyse ne releva pas la racine historique et exclut la racine dialectique de la géographie moderne,

<sup>1</sup> O. VALVERDE, 1984, *Evolução da Geografia Brasileira no após-guerra*, Boletim Paulista de Geografia, AGB-São Paulo, n° 60, p.5-20.

<sup>2</sup> M.C. de ANDRADE, 1993, ; *Caminhos e descaminhos da geografia*, Ouv. cité, p.8.

<sup>3</sup> Cette école de la Géographie critique s'incarne plus spécialement dans les ouvrages suivants : M.SANTOS, 1978, *Por uma Geografia Nova*, HUCITEC, São Paulo; M.SANTOS (Org.),1981, *Novos rumos da geografia brasileira*, HUCITEC; N.W.SODRÉ, *Introdução à geografia : geografia e ideologia*, Vozes; A.C.R.MORAES, 1985, *Geografia-Pequena história crítica*, HUCITEC, São Paulo; H.GOMES, 1990, *A produção do espaço geográfico no capitalismo*, Ed.Contexto, São Paulo.

R.MOREIRA, 1988, *O que é Geografia ? [ Qu'est-ce que la géographie ? ]*, Brasiliense, São Paulo.

<sup>4</sup> R.LOBATO CORRÊA, 1995, in: *Geografia : Conceitos e Temas*, 1995, I. E. de Castro, P. C. da Costa Gomes et R. L. Corrêa (Ed.), Bertrand-Brasil, p. 23.

<sup>5</sup> N.BERNARDES, 1982, *O pensamento geográfico tradicional [ la pensée géographique traditionnelle ]*, R.B.G., n°3, p.391-413.

<sup>6</sup> B.FERNANDES, 1995, art. cité, p.6.

<sup>7</sup> A.C.R.MORAES, 1981, *Geografia - Pequena História Crítica [ Géographie - Petite histoire critique ]*, HUCITEC.

dévalorisant le débat entre idéalisme et matérialisme dans les sciences humaines »<sup>1</sup> encore un peu plus.

L'une des leçons de l'histoire de la crise récente de la géographie brésilienne est, sans aucun doute, qu'elle a malgré tout contribué à son propre dépassement. Le triple choc entre géographes brésiliens "quantitativistes", "traditionalistes" et "critiques" a ainsi délimité un espace de débat théorique entre les géographes, qui s'est traduit par différentes propositions et par l'émergence d'une plus grande variété encore de "géographies critiques". Ainsi se confirme-t-il à l'expérience que la "Géographie Critique" est bien le courant théorique le plus dynamique aujourd'hui au Brésil. Le constat s'impose également que « les questions philosophiques gagnent davantage d'espace dans le débat entre les [ géographes ] "critiques", reprenant ainsi le chemin nécessaire pour l'avancement du processus de construction de la pensée géographique »<sup>2</sup>. Si l'on pose la question du moment actuel du débat au sein de la géographie brésilienne, il apparaît ainsi d'actualité de développer la réflexion entre les géographes "critiques".

Au cours de ces années la discussion fondamentale entre idéalisme et matérialisme dans le processus de construction de la pensée géographique est revenue à l'ordre du jour, notamment par la révélation de diverses approches théoriques qui se sont formées sous le signe du matérialisme dialectique. Ainsi sont apparus les "néo-critiques" dans les nuances les plus diverses: "dogmatiques", "orthodoxes", "mécanicistes vulgaires", "empiristes", "rationalistes", "subjectivistes", "objectivistes" etc.<sup>3</sup>. Dans le camp opposé de l'idéalisme a lieu l'avancée de la phénoménologie avec d'innombrables recherches en Géographie de la Perception<sup>4</sup>. Cette nouvelle situation génère une nouvelle crise, entre les critiques eux-mêmes d'une part, et entre et ceux-ci et les positivistes, d'autre part. Si l'on en croit ainsi Ariovaldo Oliveira :

« Le moment actuel vécu par la géographie est un moment de débat théorico-méthodologique et pratique qui se réalise sur plusieurs fronts. Sur le plan du débat nous avons le courant positiviste qui accuse le courant critique d'en avoir fini avec la géographie physique. Le courant critique accuse le positiviste de compromis idéologique avec le système. Le courant phénoménologique accuse le dialectique de vivre dogmatiquement l'économisme. Les dialectiques critiquent les phénoménologistes d'être en train de créer une géographie basée

<sup>1</sup> B.FERNANDES, art. cité, p.7.

<sup>2</sup> Idem, p.10.

<sup>3</sup> R.MOREIRA, 1992, *Assim se passaram dez anos (a renovação da Geografia no Brasil 1978-1988)* [ Ainsi se sont passées dix années (la rénovation de la géographie au Brésil 1978-1988)], *Caderno Prudentino de Geografia*, n°14, p.5-39. Voir également, R.MOREIRA, 1988, *O que é Geografia ?* [ Qu'est-ce que la géographie ? ], Brasiliense, São Paulo.

<sup>4</sup> Cf. par exemple : J.B.F. MELLO, 1990, *Geografia humanística : a perspectiva da experiência vivida e uma crítica radical ao positivismo* [ Géographie humaniste : la perspective de l'expérience vécue et une critique radicale du positivisme ], *R.B.G.*, n°4, p.91-115; J.B.F. MELLO, 1991, *O Rio de Janeiro dos Compositores da Música Popular Brasileira - 1928-1991. Uma introdução à Geografia Humanística* [ Le Rio de Janeiro des compositeurs de Musique Populaire Brésilienne : une introduction à la géographie humaniste ], UFRJ. Voir également : J.L. da SILVA NEVES, 1996, « *Percepção geográfica na poesia de Carlos Pena Filho* », *AGB-Resumos*, Volume 1, p.90.



sur la perception individualiste et aliénée de l'espace. Sur un autre plan, nous avons maintenant les néo-historicistes qui cherchent à se constituer en « nouveaux maîtres de la vérité sur la géographie », en affirmant que « le mur est tombé », et cherchant à récupérer avec la sophistication de la modernité le discours réactionnaire du structuralisme fonctionnaliste... Ou encore, nous avons également, les tenants du léninisme pour affirmer qu'eux seuls savent quelle est la géographie léguée par le marxisme.. De plus, il y a encore, aussi, les fils de l'anarchisme qui dirigent leurs mitraillettes giratoires sur tout et sur tous »<sup>1</sup>.

Plus sérieusement peut-être, afin de bien apprécier la situation et l'intérêt théorique de la géographie brésilienne, on doit, selon Marcelo Escolar, relever, en particulier, le cas de ceux des géographes qui sont les auteurs « d'une contribution importante à la production théorico-géographique ( Harvey et Santos pourraient être exemplaires de ce groupe ) dépassant les limites réduites de la discussion géographique interne, où les auteurs sont beaucoup plus nombreux »<sup>2</sup>. M.Escolar fait ainsi référence au faible développement d'une théorie géographique qui soit dirigée vers l'objet même de la discipline et pas seulement vers les questions conceptuelles, épistémologiques et historiographiques habituelles. A ce sujet, dans le contexte global de l'Amérique Latine, « un exemple remarquable [lui] paraît être ce qui peut se qualifier d' "école brésilienne", avec la participation, en plus de Milton Santos, d'un noyau significatif de jeunes auteurs ( comme par exemple Moraes<sup>3</sup>, da Costa, Vesentini<sup>4</sup> etc.) et de moins jeunes ( Corrêa da Silva<sup>5</sup>, Correia de Andrade, Bertha Becker, Lobato Corrêa<sup>6</sup> etc.) »<sup>7</sup>.

Selon B.Fernandes, conduire ce type de réflexion théorico-méthodologique jusqu'à son terme est indispensable avant toute recherche pour le chercheur en géographie, pour bien se situer dans le débat. Selon lui, les fondements théorico-méthodologiques sont d'ailleurs imprescriptibles dans l'élaboration de n'importe quel travail scientifique. Aussi, dit-il, pour mieux préciser encore son positionnement, «devons-nous développer notre analyse sur les chemins d'une conception dialogique, du débat philosophique et de la pratique. A travers l'historicité des courants théoriques, il s'agit de réfléchir sur la différence entre matérialisme et idéalisme, apparence et essence, en refusant la neutralité scientifique et, de cette

<sup>1</sup> A.U.de OLIVEIRA, 1994, p. 9-10.

<sup>2</sup> M.ESCOLAR, 1996, *Crítica do discurso geográfico* [Critique du discours géographique ], HUCITEC, p.39.

<sup>3</sup> A.C.R.MORAES, 1988, *Ideologias geográficas*, HUCITEC, São Paulo, et 1985, *Pequena historia crítica*, HUCITEC, São Paulo.

<sup>4</sup> Voir J.W.VESENTINI, 1992, *O Método e a Praxis: Notas polêmicas sobre a Geografia Tradicional e a Geografia Crítica* [ La Méthode et la Praxis: Notes polémiques sur la Géographie Traditionnelle et la Géographie Critique], in : *Para uma Geografia Crítica na Escola* [ Pour une Géographie Critique à l'École ], Ática, São Paulo.

<sup>5</sup> A.CORREIA da SILVA, 1986, *De quem é o pedaço ?* [ De quoi est-ce le morceau ? ], HUCITEC, São Paulo.

<sup>6</sup> R.L.CORREIA, 1995, *Espaço, um conceito-chave da geografia* [ L'espace, un concept-clé de la géographie], in : *Geografia: Conceitos e Temas*, Bertrand-Brasil., p.15 à 47.

<sup>7</sup> M.ESCOLAR, 1996, ouv. cité, p.40.

manière, indiquer notre posture politique face aux objets à comprendre, réalisant la recherche de terrain en ayant comme principe notre engagement dans la transformation de la société »<sup>1</sup>.

Après une période de réflexion et de vifs débats, les géographes brésiliens expriment désormais le souhait d'une géographie qui soit vraiment indépendante des modèles, avec une approche plus pragmatique, davantage tournée vers les réalités du pays. Manuel C. de Andrade le souligne ainsi : « nous sommes de ceux qui pensons que l'heure est venue de se soucier d'écrire l'histoire de la pensée géographique au Brésil, en se préoccupant de la situer en face de la pensée géographique internationale et en la considérant comme créative, interprétative d'une réalité et pas seulement comme le prolongement de la pensée géographique d'autres peuples à propos de la réalité brésilienne ». Car, selon lui, persévérer plus longtemps dans la configuration héritée des époques précédentes ce serait « la consécration pure et simple d'une idéologie colonialiste, pour laquelle il existe des peuples supérieurs qui doivent dominer et des peuples inférieurs qui sont incapables d'élaborer leurs principes scientifiques et leurs idéologies ou qui se limitent à copier les modèles des Français, des Anglais, des Allemands, des Américains, des Russes ou des Chinois. Nous pensons que "l'intelligentsia brésilienne" est capable, sans dédaigner la contribution des peuples plus développés, d'élaborer ses principes théoriques, ses modèles et son idéologie ». On peut sans doute être étonné par la virulence du propos, mais il est vrai, confesse-t-il dans sa conclusion, que l'article où il s'exprimait ainsi « a été conçu et écrit avec un caractère polémique »<sup>2</sup>.

Pour la géographie brésilienne l'objectif serait donc finalement désormais de « passer d'une géographie au Brésil, avec des racines étrangères, à une géographie du Brésil qui, bien que n'ignorant pas les principes scientifiques internationaux, fasse une analyse authentique des relations entre la société et l'espace brésilien »<sup>3</sup>. Cependant, toujours selon M. de Andrade, ce n'est pas parce que la géographie doit devenir davantage une science brésilienne qu'elle doit pour autant se mettre et rester à l'écart des évolutions de la science mondiale : « on peut espérer qu'à la faveur de l'évolution en cours aujourd'hui, les géographes brésiliens pensent le Brésil d'une façon brésilienne et découvrent des réponses nationales aux défis que rencontre la société nationale. Dire cela ne veut pas dire que l'on cherche à isoler la géographie brésilienne de la géographie universelle dès lors qu'une science, fut-elle une science sociale et en dépit des particularités nationales et régionales, ne peut oublier les principes généraux validés dans le monde entier »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> B.FERNANDES, 1995, art. cité, p.11.

<sup>2</sup> M. C. de ANDRADE, « *O pensamento geográfico e a realidade brasileira* », in : M.SANTOS (Org), *Novos rumos da geografia brasileira*, M. C. de ANDRADE, p.193.

<sup>3</sup> M.C.de ANDRADE, *Caminhos e descaminhos da geografia brasileira*, p.32.

<sup>4</sup> M. C. de ANDRADE, 1985, « *Les tendances actuelles de la géographie brésilienne* », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n°61-62, p. 20, conclusion.

C'est pourquoi la géographie brésilienne doit trouver et explorer sa voie spécifique, que notre auteur décrit finalement ainsi : « laissant de côté les vieilles tendances des géographies traditionalistes qui continuent à pratiquer une géographie descriptive des paysages, et celles quantitatives, peu nombreuses, qui continuent à utiliser des modèles mathématiques sans lien avec le réel, la géographie brésilienne traverse une période riche d'innovations, à la recherche des voies culturelles qui apportent aussi leur contribution à la solution des graves problèmes économiques, sociaux et écologiques : elle retrouve de cette façon sa nature de véritable géographie sociale »<sup>1</sup>.

Au terme de cet examen des grandes phases de l'histoire de la géographie brésilienne il apparaît d'abord clairement que l'époque où la géographie française exerçait sur elle une véritable tutelle est, depuis un certain temps déjà, révolue. Il se confirme également que la géographie brésilienne connaît aujourd'hui des développements qui sont, de toute évidence, fortement enracinés dans les réalités du pays et bien en phase avec les enjeux qui le concernent. Dans sa richesse et avec sa radicalité critique affirmée, elle ne peut que nous fournir des apports précieux pour la recherche qui nous intéresse ici.

## B - Nordeste : nouvelles approches critiques.

En prenant leurs distances avec l'idéologie territoriale traditionnelle concernant le Nordeste les géographes brésiliens ont su faire évoluer, en la diversifiant, l'approche géographique de cette région. Ils l'ont fait à travers une démarche critique qui a remis en cause de plus en plus radicalement divers aspects de la vulgate régionale nordestine. On peut illustrer cette évolution à travers une analyse des travaux et publications de trois géographes brésiliens appartenant à trois générations successives : M.C. De Andrade, M.Santos et I.E. de Castro. Avec l'évolution dont témoignent ces travaux, c'est l'identité régionale elle-même qui change ainsi peu à peu.

### (1) L'approche anti-déterministe de Manuel Correia de Andrade

Voyons comment ce grand géographe<sup>2</sup> aborde la question de l'identité régionale du Nordeste, et quelle est exactement sa

<sup>1</sup> M. C. de ANDRADE, 1985, art. cité, p.18.

<sup>2</sup> Sur la personnalité et les travaux de C. de Andrade, voir J.L.FELIPE (Org.), 1995, *Manuel Correia de Andrade, o geógrafo e o cidadão* [ M.Correia de Andrade, le géographe et le citoyen ], CCHLA-UFRN, Natal (R.N.), compte-rendu de l'hommage qui lui a été rendu les 5, 6 et 7 mai 1995, à l'Université Fédérale du Rio Grande do Norte, à Natal (RN). Né en 1922, il a été, pendant 32 ans, professeur de géographie économique à l'Université fédérale du Pernambouc. Il est diplômé de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine de Paris. En 1961-62 il a été président de l'A.G.B. [ Association des Géographes Brésiliens ]. En 1966 et 1967 il a été professeur à l'Université de São Paulo. En 1980, il a été Professeur-conférencier de Géographie du Nordeste à l'Université de Tsukuba, au Japon. Il est actuellement toujours directeur du Centre de Documentation et d'Etudes d'Histoire brésilienne de la fondation Joaquim Nabuco, à Recife (Pernambuco). « Son œuvre comporte plus de 100 livres publiés, 2 thèses de concours, 15 plaquettes et 132 autres sous formes d'articles, essais, etc., 49 communications présentées dans des Congrès et réunions scientifiques, 35 articles publiés dans les journaux,

position à l'égard de la fameuse tripartition régionale *zona da mata, Agreste et Sertão*.

Il semble utile d'indiquer d'abord qu'il considère, à propos de la question régionale qui se pose au sujet du Nordeste dans le Brésil fédéral, et selon une « approche globale mettant en jeu certains des concepts du marxisme » précise-t-il clairement, qu'« il n'existe pas, à proprement parler, une question nationale, mais une question régionale, surtout territoriale, du fait que les disparités et les inégalités entre les régions ne vont pas en se corrigeant, mais, au contraire, en s'accroissant avec l'expansion du mode de production capitaliste dans tout le territoire national. La question régionale, estime-t-il, s'est modifiée, comme nous le voyons dans le cas du Nordeste, mais les différences de développement s'accroissent et le processus de spoliation des régions les plus pauvres devient sans cesse plus intense »<sup>1</sup>.

C'est son ouvrage « *A Terra e o Homem no Nordeste* » [La terre et l'homme dans le Nordeste] qui reste, sans conteste, l'ouvrage pionnier de référence sur la géographie nordestine<sup>2</sup>. On peut certes regretter qu'il n'ait jamais été traduit en français à ce jour, et qu'il ne soit donc connu que de seconde main dans notre pays. Il a pourtant marqué, assurément, une étape importante dans l'approche géographique de la région.

M. de Andrade s'y interroge d'abord sur le "Concept de Nordeste" lui-même. Or, affirme-t-il, « le Nordeste est l'une des régions géographiques les plus discutées et les moins connues du pays. Comme cela arrive, en général, avec les régions géographiques, ni ses limites naturelles, ni son extension ne sont correctement établies »<sup>3</sup>. En réponse à cette question il suggère que les limites du "Polygone des Sécheresses" ["*Polígonos das Secas*"] seraient, selon lui, la meilleure réponse, non pas parce que la région serait identifiée du même coup comme la région des *secas*, mais surtout par le fait qu'en procédant ainsi on « libère l'étude de la prison des frontières politico-administratives qui séparent les entités politiques, mais qui ne séparent pas les paysages géographiques, et rassemble en une même région unique les zones caractéristiques réellement significatives de l'existence de cette région ». Mais il tient aussitôt à préciser ceci : « En réalité, nous ne considérons seulement comme nordestins que les Etats du Ceará, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Alagoas, Sergipe, l'Est du Piauí, le Nord de Bahia et le Territoire de Fernando de Noronha »<sup>4</sup>.

---

138 participations à des congrès et réunions scientifiques nationales, 27 congrès internationaux, 124 invitations et distinctions; il a professé 139 cours et conférences, et dirigé 37 dissertations de maîtrise », J.L.FELIPE (Org.), 1995, ouv. cité, p. 13.

<sup>1</sup> M.C. de ANDRADE, 1988, *O Nordeste e a questão regional* [ Le Nordeste et la question régionale ], p.60.

<sup>2</sup> M.C. de ANDRADE, 1963, *A terra e o homem no Nordeste* [ La terre et l'homme dans le Nordeste ] .

<sup>3</sup> Manuel Corcia de ANDRADE, 1964, *A terra e o homem no Nordeste*, Seconde édition, Editora Brasiliense, São Paulo.p.3

<sup>4</sup> Idem, p.4. Cf également, dans le même sens, la note 1 p.38.

Pour l'analyse d'un tel Nordeste ainsi réduit à son seul "cœur" et laissant de côté certaines "marges", l'auteur veut partir, dit-il, d'une "certaine tradition", mais "en la dépassant", considérant que les trois subdivisions de la tripartition ne sont pas seulement naturelles, mais géographiques en un sens plus large qu'il précise d'ailleurs ainsi : « nous pouvons, dans un essai de synthèse comme celui-ci sur le Nordeste, le diviser en trois grandes régions qui sont en même temps, naturelles et géographiques, en donnant à chacune les noms consacrés par la tradition : *Mata*, *Agreste* et *Sertão* »<sup>1</sup>. Mais, en fait, dans la suite de son ouvrage, il s'exprime très exactement ainsi pour désigner ces trois sous-régions :

- 1) "La région de la *Mata* et du Littoral Oriental",
- 2) "l'*Agreste*", qui est, dit-il, « une région de la transition entre la *Mata* et le *Sertão* », en précisant que « ce qui la caractérise est la diversité des paysages qu'elle offre en de courtes distances, fonctionnant presque comme une miniature du Nordeste, avec ses propres espaces très secs et ses espaces très humides »<sup>2</sup>.
- 3) Le "*Sertão* et le Littoral Septentrional", qu'il ne sépare d'ailleurs jamais, en précisant ainsi pourquoi : « nous réunissons le Littoral Septentrional et le *Sertão* parce que, sur la côte nord du Nordeste, le *Sertão* arrive presque jusqu'à la plage »<sup>3</sup>.

Mais, pour justifier cette tripartition du Nordeste, appuyée sur les travaux du C.N.G.<sup>4</sup>, Manuel Correia de Andrade précise toutefois que « l'origine des paysages géographiques étant très complexe, personne n'osera admettre l'exclusivité de l'action d'un seul élément dans l'élaboration des cadres paysagers, d'autant qu'une telle domination ne pourrait qu'être difficilement prouvée d'une manière scientifique... » Cependant, admet-il, « dans le Nordeste, l'élément qui marque le plus sensiblement le paysage et préoccupe le plus l'homme, est le climat ». Et c'est bien de cette diversité climatique que « surgit une dualité consacrée par les nordestins et exprimée dans la période coloniale en deux systèmes d'exploitations agraires différentes, qui se complètent économiquement mais s'opposent politiquement et socialement : le Nordeste de la canne à sucre et le Nordeste du bétail, s'ajoutant aujourd'hui, entre l'un et l'autre, le Nordeste de la petite propriété et de la polyculture »<sup>5</sup>.

Mais, contrairement à ce qu'une lecture trop rapide pourrait cependant donner à penser, la logique de la tripartition du Nordeste en trois sous-régions n'est pas, principalement, celle, ni des effets du seul climat, ni des paysages ruraux, mais bien celle, socio-spatiale, des rapports

<sup>1</sup> Ibidem, p.7.

<sup>2</sup> Ibidem, p.16.

<sup>3</sup> Ibidem, p.26.

<sup>4</sup> Conseil National de Géographie. Voir la carte p.21 de « *A terra e o homem...* ».

<sup>5</sup> M.C. de ANDRADE, *A Terra e o Homem...*, Ouv. cité, p.6-7.

de production. Car son livre, indique-t-il, est avant tout « un essai qui aborde le problème des relations du travail entre les propriétaires de terre et les travailleurs sans terre dans le Nordeste brésilien »<sup>1</sup>. Et il ajoute même : « bien qu'étant géographe, nous ne voulons pas réaliser un travail purement et méthodiquement géographique, du fait que nous analysons un problème qui n'est pas seulement géographique, mais également historique, social et, surtout, économique »<sup>2</sup>. Comme il le résumera d'ailleurs lui-même quelques années plus tard, son ouvrage décrivait bien ainsi essentiellement « le processus d'occupation du territoire nordestin et la dynamique des relations du travail dans le milieu rural »<sup>3</sup>.

Selon Gérard Prost, qui fut l'un des rares à en souligner l'importance en France dès l'époque de sa publication, ce livre est donc « d'abord une étude géographique : pour chacune des trois régions, la Mata ( forêt pluviale), l'Agreste et le Sertão, Manuel Correia de Andrade montre les interférences entre le milieu physique et les étapes de l'évolution historique »<sup>4</sup>. Dans chacune de ces trois régions, il « décrit et anime les rapports entre les types de propriétaires et les catégories de travailleurs et montre leurs aspects durs, sinon dramatiques (...) C'est d'ailleurs, souligne-t-il, évoquer ce qui est considéré par beaucoup comme l'aspect essentiel du Nordeste, la cause fondamentale de sa stagnation ».

L'apport de Manuel Correia de Andrade a donc été tout à fait original. En géographe qui dépasse le strict déterminisme naturaliste et le ruralisme paysager, il impose d'emblée une problématique socio-spatiale de la production-différenciation de l'espace nordestin. Il en arrive ainsi à une conclusion qui prend tout son sens lorsqu'on considère la date de sa publication (1963) c'est-à-dire l'époque des luttes des Ligues Paysannes, à la veille du Coup d'Etat militaire : « Le Nordeste est une région qui se trouve en grande ébullition, où les systèmes traditionnels d'usage de la terre et de relations de travail sont sous l'impact de la pression des masses travailleuses, de bas en haut »<sup>5</sup>. Le principal enseignement de son étude serait même le suivant, soulignant les limites de la modernisation rurale étatique imposée "par le haut" : « on voit qu'ainsi, dans le Nordeste le sort en est jeté et que les palliatifs d'une politique de colonisation à long terme, conçue techniquement dans les bureaux, sans consulter les intérêts de ceux qui cultivent la terre, ne contribuera que difficilement à améliorer la situation des travailleurs sans terres et solutionner la grave crise dans laquelle ils se débattent (...). De ceci nous concluons que nous sommes un train de vivre une période critique : ou les justes revendications populaires seront satisfaites et apporteront à l'homme de la campagne des conditions de vie compatibles avec la dignité

<sup>1</sup> *Idem*, Introduction, p.XII.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p.XII-XIII

<sup>3</sup> M.C. de ANDRADE, 1988, *O Nordeste e a questão regional* [Le Nordeste et la question régionale], p.66.

<sup>4</sup> G.PROST, Cahiers d'Outre-Mer, n°73, Janv/Mars 1966, p.82-90.

<sup>5</sup> M.C. de ANDRADE, *A Terra e o Homem...*, Ouv. cité, Introduction, p.XII-XIII.

humaine, ou la révolution prévue par le gouverneur Aluisio Alves sera inévitable et la structure foncière archaïque que nous avons, entraînera dans sa chute tout ce qui s'appuie sur elle »<sup>1</sup>. Mais, ce qui s'est produit pour faire face à cette poussée paysanne c'est... le coup d'arrêt de 1964<sup>2</sup>.

On voit donc ainsi que, bien qu'il se soit effectivement appuyé sur la subdivision habituelle *Mata/Agreste/Sertão* pour son étude des relations de travail entre grands propriétaires fonciers et petits paysans sans terre dans le cœur du Nordeste, M.C. de Andrade ne l'a certes pas fait d'une manière et avec des conclusions qui aillent tout à fait dans le sens du simple déterminisme. Par contre, on peut ainsi mieux mesurer tout son intérêt pour la radicalité paysanne, ainsi que, compte tenu du contexte historique et politique brésilien de l'époque, l'indéniable courage de ses jugements socio-scientifiques.

### (2) L'approche anti-vidaliste de Milton Santos

En France, Milton Santos<sup>3</sup> est surtout connu pour ses publications concernant le "double circuit" économique des zones urbaines du Tiers-Monde<sup>4</sup>. Mais, au Brésil, il est le chef de file historique de la géographie radicale-critique.

Nordestin lui-même, il s'est souvent exprimé sur la question posée par sa région d'origine à la géographie. Mais il le fait généralement plus en termes théorico-épistémologiques qu'étroitement factuels. Pour lui, ce qu'il appelle « la faillite de la géographie classique » est nécessairement à associer à la « crise de la notion de région »<sup>5</sup>. « Est-ce que nous pouvons admettre encore aujourd'hui que les constructions humaines telles qu'elles se présentent sur la surface de la planète, résultent d'une interaction entre "un" groupe humain et "son" milieu géographique ? » demande-t-il. Selon lui, les progrès réalisés dans le domaine des transports et des communications, l'expansion de l'économie internationale... expliquent une telle « crise de la notion classique de région », car, estime-t-il, les divers types de médiations parmi lesquels il faut considérer les techniques politiques, financières, commerciales ou économiques (...) donnent aux relations entre l'homme et le milieu une autre dimension qui

<sup>1</sup> Ibidem, p.257.

<sup>2</sup> Cf. M.C. de ANDRADE, 1989, *Lutas camponesas no Nordeste* [ Les luttes paysannes dans le Nordeste ], notamment le Chap.7 : "O Golpe de 64 e a política agrária" [ Le coup (d'Etat) de 1964 et la politique agraire ], p. 42 et sq.

<sup>3</sup> Milton Santos, géographe brésilien aujourd'hui mondialement connu, a dû quitter le Brésil en 1964, après le coup d'Etat militaire. Réfugié en France, il a enseigné à Toulouse, à Bordeaux, puis à Paris pendant une courte période à la fin de laquelle « il fut remercié cavalièrement en 1971 » voir J.SCHIEBLING, 1994, « Qu'est-ce que la géographie ? », p.63.

<sup>4</sup> M.SANTOS, 1975, « L'espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés », GENIN, Paris. Voir également : M.SANTOS (Org.), 1988, *Novos rumos da geografia brasileira* [ Les nouvelles voies de la géographie brésilienne ], HUCITEC, São Paulo.

<sup>5</sup> M.SANTOS, 1984, « Pour une géographie nouvelle, de la critique de la géographie à une géographie critique », Publisud [ traduction française de : *Por uma geografia nova*, 1980, HUCITEC, São Paulo ].

exclut la rigidité d'une géographie régionale classique »<sup>1</sup> qui serait désormais en difficulté pour rendre compte de ces nouvelles réalités.

Intervenant, en 1968, à Bordeaux, au cours d'un colloque CEGET/CNRS portant sur la question de La Régionalisation de l'espace au Brésil, Milton SANTOS estimait ainsi qu'à propos du Nordeste, la question se posait encore de « savoir si, historiquement, il a jamais été une région et s'il en est une désormais ». Car, explique-t-il, « une diversité y subsiste entre deux morceaux du Nord-Est, le critère essentiel étant fondé sur les données naturelles, surtout le climat caractérisé par la quantité et la distribution des pluies. Nous trouvons donc bien, dit-il, un Nordeste humide, celui de Gilberto Freyre<sup>2</sup> et un "autre Nordeste" sec, celui de Djacir Menezes<sup>3</sup>. Il y a, de plus, solidarité entre les zones littorales et les zones intermédiaires des Agrestes. Toutefois, l'opposition entre Littoral et Sertão qui, lui, a toujours eu une vraie unité, née des calamités de sécheresses certes, est donnée aussi par un certain comportement social de la population : les *Sertanejos*, au contraire des habitants du littoral, ont depuis longtemps le sentiment bien ancré d'appartenir à une unité régionale dont les problèmes sont les mêmes, alors que le sentiment d'appartenir au Nordeste n'était pas commun à toutes les populations des Etats vers 1950 »<sup>4</sup>.

Face à cette dualité du Nordeste, la question se pose alors de savoir comment et quand le sentiment régional unitaire a pu néanmoins se former et s'affirmer ? Pour Milton Santos la constitution du Nordeste en tant qu'espace vécu et perçu comme une entité régionale unique est donc, en fait, très récente. Elle serait essentiellement le résultat de l'action d'aménagement régional voulue et développée par l'Etat fédéral brésilien. « C'est maintenant, dit-il [en 1968] que les gens de tous les Etats du Nord-Est, de toutes les zones climatiques homogènes et aussi de tous les espaces polarisés, commencent à admettre leur participation à une région, le Nord-Est du Brésil. Cette région est, en effet, le résultat d'une délibération politique, heureusement fondée sur des données pré-existantes (...) Le fait de devenir une région de programme est à l'origine d'une action solidaire et d'un ciment puissant. Les habitants de toute l'étendue du Nord-Est se sont vite aperçus de leur unité d'aspirations et d'intérêts ». Et il y insiste : « on n'exagérera pas en disant que cette conscience d'appartenir à un ensemble régional qui n'avait été que partiellement admise pendant quatre siècles d'histoire, a pu être forgée rapidement, à partir d'une intervention politique. Cela est riche d'enseignements, surtout parce que c'est exactement lorsque l'espace est plus démantelé et multipolarisé

<sup>1</sup> M.SANTOS, 1984, « Pour une géographie nouvelle... », ouv. cité, p.25.

<sup>2</sup> G.FREYRE, 1937, *Nordeste, aspectos da influência da Cana sobre a vida e a paisagem do Nordeste do Brasil*, J.Olympio Editora, Rio de Janeiro.

<sup>3</sup> D.MENEZES, 1937, *O outro Nordeste, formação social do Nordeste*, J.Olympio Editora, Rio de Janeiro.

<sup>4</sup> M.SANTOS, 1970, *Le Nordeste*, in : *La Régionalisation de l'espace au Brésil*, Colloque CEGET/CNRS, p.87-89.



qu'il apparaît à ses habitants comme une réalité régionale effective et unique »<sup>1</sup>.

Ainsi Milton Santos, géographe nordestin, critique sévère de la géographie régionale vidalienne classique, nous fait-il la démonstration que, loin qu'il ait existé de longue date une identité régionale du Nordeste qui serait actuellement mise à mal par des dynamiques territoriales nouvelles, c'est plutôt l'aménagement voulu par l'Etat fédéral qui serait à l'origine de la formation inattendue d'une conscience régionale unitaire, et même d'un sentiment d'appartenance qui n'avait jusqu'alors jamais existé. Dans ces conditions, le territorialisme nordestin, se prévalant de l'idée d'un soi-disant "berceau de la brésilianité" apparaît encore plus pour ce qu'il est vraiment, c'est-à-dire une idéologie territoriale forgée de toute pièce et répondant à d'autres visées, qui sont, en fait, celles d'un certain type de régionalisme<sup>2</sup>. Nous allons pouvoir d'ailleurs le vérifier à travers l'analyse géographique de ce mythe de la "nordestinité", telle qu'elle a été récemment menée par Ina Elias de Castro.

### (3) L'approche anti-mythe d'Ina Elias de Castro

Ina Elias de Castro<sup>3</sup>, géographe brésilienne de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, dans son ouvrage intitulé « *o mito da necessidade* » [ le mythe de la nécessité ]<sup>4</sup>, issu de sa thèse de doctorat, démontre, à travers l'analyse thématique des discours<sup>5</sup> des députés nordestins au Parlement fédéral brésilien, que le "régionalisme", en tant qu'idéologie territoriale, qui s'y exprime, est, dit-elle, « de caractère élitiste, conservateur et profiteur », qui vise essentiellement à tenter de légitimer, au profit de l'élite régionale, des « stratégies paternalistes, clientélistes et immobilistes »<sup>6</sup>. Vue sous cet angle la région Nordeste constituerait même, selon elle, « une situation paradigmatique de l'importance des élites dans les relations centre-périphérie »<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> Voir : R.M.GODOY, 1984, *O regionalismo nordestino* [ Le régionalisme nordestin ], Ed. Moderna, São Paulo.

<sup>3</sup> Elle est diplômée en géographie de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et Docteur en Sciences Politiques de l'Institut Universitaire de Recherches de Rio de Janeiro (IUPERJ). Elle a obtenu son doctorat en France, à l'Université René Descartes de la Sorbonne de Paris. Elle est actuellement professeur du « Programme de Post-Graduation » de l'UFRJ. Elle a publié de nombreux articles, parmi lesquels : « *Etat et Région. Considérations sur le régionalisme* », « *Politique et Territoire : Evidences de la Pratique Régionaliste au Brésil* », et « *Imaginaire Politique et Réalité Economique. Le Marketing de la Seca nordestine* ». Son dernier livre : « *Régionalisme: les bases territoriales de la politique* », vient de paraître.

<sup>4</sup> I.E.De CASTRO, 1992, « *O mito da necessidade, discurso e prática do regionalismo nordestino* [ Le mythe de la nécessité, discours et pratique du régionalisme nordestin ], Bertrand Brasil, Rio de Janeiro, 248 p.

<sup>5</sup> Le corpus est constitué de 476 discours prononcés, entre 1946 et 1985, par 84 députés fédéraux des Etats du Nordeste.

<sup>6</sup> I.E.De CASTRO, « *O mito da necessidade...* », ouv. cité, p.213.

<sup>7</sup> Idem, p.59

Il faudrait d'abord, estime-t-elle, « dépasser certaines propositions consacrées par l'usage, comme celle de travailler intellectuellement sur la Région Nordeste comme si elle était une question. En réalité, souligne-t-elle, la question est dans la forme de l'exercice du pouvoir politique de ses élites, l'espace régional nordestin étant organisé comme support de ce pouvoir ». Aussi estime-t-elle que ladite "question" nordestine est l'exemple même du "faux problème", car, selon elle, « accepter le Nordeste comme question » ne revient à rien d'autre, en effet, que de « légitimer le discours de l'élite régionale », et, finalement, de « signifier la victoire de sa stratégie idéologique »<sup>1</sup>. Car, précise-t-elle, accepter de « traiter le Nordeste comme une question configure, en fait, une pratique qui garantit : l'opacité des conflits sociaux internes, la perspective selon laquelle les problèmes sont vécus de la même manière par les différents segments sociaux et que l'élite apparaisse autant comme victime des circonstances que la masse ». L'unique solution à cette prétendue "question" ne semble pouvoir être, dès lors, que dans l'appel systématique aux ressources du budget fédéral brésilien : « crédits spéciaux, facilités fiscales, investissements fédéraux et politiques de prix minimum différenciés »<sup>2</sup>. C'est donc pourquoi, pour une approche qui serait autre qu'idéologique, il faudrait d'abord soigneusement éviter toute qualification de la région Nordeste en termes de "Région-problème".

#### Le "régionalisme" : un discours idéologique de l'élite

Prendre la région Nordeste comme objet d'analyse implique, dit-elle, « de la percevoir à partir de la relation complexe entre l'espace, l'idéologie et la politique »<sup>3</sup>. D'où la nécessité de concevoir la région en tant que base territoriale de l'expression du fait politique »<sup>4</sup>. Il est dès lors nécessaire de définir la région « non seulement comme territoire physique ou économique mais également politique »<sup>5</sup>. Car, si le territoire est une unité géographique [...] il est également une unité sociale et une unité politique ». En conséquence, ajoute-t-elle, « nous pouvons parler encore d'un espace territorial » qui constitue « un système de structures tant sociales que spatiales, établies à travers l'action humaine sur la nature »<sup>6</sup>.

Considérant, à son tour, la contradiction, constitutive de l'identité même de la région, entre modernisation et creusement des injustices socio-spatiales, elle estime finalement que « la permanence des conditions structurelles de la Région Nordeste, malgré la modernisation de certains secteurs économiques, découle de la préservation de la structure du pouvoir de ses élites ». Elle en fait

<sup>1</sup> Ibidem, p. 213.

<sup>2</sup> LE.de CASTRO, « O mito da necessidade... », ouv. cité, p. 19.

<sup>3</sup> Idem, p.37.

<sup>4</sup> Ibidem, p.29.

<sup>5</sup> Ibidem, p.18.

<sup>6</sup> Ibidem, p.20.

l'énumération suivante <sup>1</sup>: la pauvreté de la masse laborieuse, les bas rendements de l'activité agricole, la domination de la bourgeoisie agro-mercantile, la faillite des *Municipios* et des Etats. Ainsi, conclut-elle, force est donc finalement de considérer que « le retard de la région est le plus adéquat [ en ce qu'il est ce qui leur convient le mieux ] à ses élites politiques »<sup>2</sup>. Avec cette analyse du rôle et du contenu du discours de l'élite politique régionale « il s'agit de percevoir les formes d'équilibrage d'intérêts conflictuels, mais pourtant pas nécessairement antagonistes, en un double schéma de domination : dans la sphère des relations économiques, la subordination au capital; et dans la sphère des relations politiques, l'insertion des élites régionales, et de leurs intérêts, dans le bloc du pouvoir »<sup>3</sup>.

Mais on peut également y trouver, selon elle, la clé de l'analyse du régionalisme nordestin, en tant qu'idéologie territoriale. Le plus souvent présenté comme discours unanimeste, il sert, en fait, avant tout, les objectifs et les intérêts de l'élite régionale dominante. Car la région, « au-delà de sa forme concrète, est représentation et idéologie. En tant que réalité empirique, elle fait partie de la conscience sociale et est une représentation, mais étant également espace de disputes et de pouvoir, cette représentation est appropriée et réélaborée par la classe dominante qui construit, à partir d'elle, un ensemble d'idées et de concepts qui sont réassimilés comme idéologie. Or, cette idéologie élaborée à partir du substrat régional, avec une finalité spécifique, constitue une dimension du régionalisme, qui se manifeste comme conscience régionale »<sup>4</sup>. Ce type de régionalisme est, par définition, peu démocratique, dans la mesure où il vise à la préservation de la distance sociale entre l'élite et la masse, celle qui autorise alors « des stratégies paternalistes, clientélistes, et immobilistes »<sup>5</sup>.

#### Thématique des discours parlementaires de l'élite régionale du pouvoir

La thématique de cette idéologie territoriale que constitue donc le régionalisme nordestin, transparait constamment dans le contenu des discours parlementaires des députés fédéraux issus de la région, à l'Assemblée fédérale brésilienne, qu'ils prononcent entre 1945 et 1985.

Les groupes politiques dominants de la société régionale sont essentiellement ceux des entrepreneurs ayant surtout placés leurs intérêts dans l'activité agricole, et des professions libérales, surtout celles qui font carrière en rapport plus ou bien direct avec les bureaucraties *estaduale* et fédérale.

<sup>1</sup> Idem, p.57.

<sup>2</sup> Ibidem, p.215.

<sup>3</sup> Ibidem, p.74.

<sup>4</sup> Idem, p.36-37.

<sup>5</sup> Ibidem, p.213.

Tableau 4 : Origines socio-professionnelles des députés fédéraux des Etats nordestins ( 1945-1987)

Etats nordestins	Députés fédéraux nordestins				Total
	Activité principale : répartition en %				
	Entrepreneurs	Professions libérales	Travailleurs salariés	Militaires	
Ceará	35,6	57,4	3,0	4,0	100
Rio Grande do Norte	30,3	60,5	4,6	4,6	100
Paraíba	35,3	62,3	0,7	1,5	100
Pernambuco	32,7	61,5	3,9	1,9	100
Alagoas	27,8	66,7	1,8	3,7	100
Sergipe	47,4	50,0	2,6	0,0	100

Source : I.E.De CASTRO, « *O mito da necessidade...* », ouv. cité, p.126.

Pour l'ensemble de la période considérée, dans le *Rio Grande do Norte*, comme dans l'ensemble du *Nordeste*, les députés fédéraux sont surtout issus des milieux d'affaires et des professions libérales, qui constituent les 9/10<sup>e</sup> de la représentation régionale. Les salariés ne représentent, quant à eux, qu'une très faible minorité qui ne dépasse pas celle des militaires. C'est en ayant à l'esprit cette composition sociale du groupe des parlementaires fédéraux nordestins qu'il faut donc considérer le contenu thématique de leurs interventions. Les cinq périodes considérées par Ina Elias de Castro, entre 1946 et 1985, permettent d'analyser les thèmes et leur évolution dans les deux décennies qui précèdent le Coup d'Etat militaire de 1964, ainsi que dans la période de démocratisation qui suit la fin de la dictature après 1985.

Tableau 5 : Répartition des thèmes des discours des députés fédéraux nordestins (1946-1985)

Thèmes	Discours : thèmes les plus fréquents (1946-1985)						Total
	En % du total des thèmes par période						
	1946	1955	1965	1975	1981		
	1954	1964	1974	1980	1985		
Agriculture ( élevage extensif )	15,0	21,9	17,1	15,3	16,5		17,3
Politiques/Partis/Elections	29,5	13,6	12,2	14,8	11,1		15,0
Gouvernement fédéral	10,5	14,0	15,5	19,3	9,0		12,7
Seca/Climat	8,5	11,3	10,6	5,7	17,3		12,1
Financement et secours	7,0	16,2	10,2	6,8	9,9		10,4
Disparités et questions régionales	1,0	7,2	10,6	12,0	8,1		7,8
Industrie et commerce	6,0	6,4	11,1	5,7	7,1		7,3
Travailleurs	11,5	3,0	2,5	13,0	6,2		6,6
Pauvreté/Questions sociales	4,0	1,9	4,9	3,4	10,1		5,8
Infrastructure socio-économique	7,0	4,5	5,3	4,0	4,7		5,0
Total des Thèmes	200	265	245	176	467		1353

Source : I.E.De CASTRO, « *O mito da necessidade...* », ouv. cité, p.152.

Il faut donc constater la continuité et la stabilité de la structure thématique des discours parlementaires nordestins, d'une période à l'autre, et quels que soient les régimes politiques successifs. Les thèmes ainsi privilégiés par l'élite parlementaire nordestine n'ont donc pas fondamentalement varié depuis 1946. Au cours des périodes distinguées, les thèmes les plus fréquents ont toujours été l'agriculture, et en particulier l'élevage extensif, la politique au sens strict (partis et élections) et l'appréciation (appui ou critique) de la politique du gouvernement fédéral. Les thèmes d'importance moindre ont été ceux de la seca (chaque période étant d'ailleurs plus ou moins concernée par le problème), le financement et les secours, l'industrie, le commerce et les disparités régionales. Les moins abordés quant à eux - mais cela doit-il être une surprise ? - ont été ceux portant sur les travailleurs, l'infrastructure socio-économique et la pauvreté.

### Exemples de la rhétorique parlementaire nordestine

Pour avoir une idée plus concrète encore des pratiques discursives des députés nordestins, nous nous appuyerons sur quelques extraits de discours prononcés par des députés fédéraux originaires du seul Etat du *Rio Grande do Norte*<sup>1</sup>.

Pour Henrique Eduardo Alves (PMDB-RN), « le Nordeste a besoin d'utiliser sa force politique pour influencer sur tous les organes qui décident. Tant qu'il n'y aura pas une plénitude de pouvoir pour que le Congrès légifère en matière économique-financière, la force doit être canalisée vers les organismes qui, dans la réalité, décident »<sup>2</sup>. Le rôle principal des parlementaires nordestins est donc de se livrer à un *lobbying* régional, le plus efficace possible, auprès des organismes fédéraux qui ont le pouvoir de décider des mesures et des crédits intéressant la région. Cette pratique est d'ailleurs confirmée et appliquée par le Député Vingt Rosado (PDS-RN-1983) : « Nous avons besoin que le Gouvernement Fédéral, à travers le MINTER, la SUDENE, le DNOCS, la BNH, la BNB et tant d'autres organismes qui agissent dans la région, nous portent secours par des services publics et du travail pour des milliers de norte-rio-grandenses »<sup>3</sup>. La politique d'aménagement régional (*planejamento*), par le biais de tous les organismes fédéraux qui la mettent en application, répond ainsi, avant tout, aux attentes et aux demandes toujours pressantes de l'élite régionale.

A l'époque de la grande seca du début des années 80, Agenor Maria MARIA (PMDB-RN) souhaite également, plus concrètement encore, que « les quotas de feijão alloués aux travailleurs des Fronts d'Urgence [*frentes de emergência*] soient également attribués aux ouvriers qui travaillent dans

<sup>1</sup> Il s'agit d'extraits de discours de parlementaires norte-riograndenses cités par I.E. De CASTRO dans son ouvrage et ses annexes.

<sup>2</sup> *Diário do Congresso Nacional*, 22 septembre 1981, p.9592.

<sup>3</sup> *Diário do Congresso Nacional*, 25 mars 1983, p.1021.

les fazendas (...) parce que la différence dans le prix du feijão fait que les travailleurs des fazendas cherchent à entrer dans les Fronts d'Urgence (...) Il faut comprendre que dans le Nordeste nous avons besoin d'hommes qui travaillent la terre ? J'espère que le gouvernement comprend que nous ne pouvons pas créer des disparités entre les employés qui travaillent dans les fazendas et ces autres des Fronts d'Urgence »<sup>1</sup>. Autrement dit les propriétaires des grandes fazendas ne se sentent pas en mesure, dans de telles circonstances, de supporter la "concurrence" des Fronts de Secours mis en place par l'Etat pour accueillir les paysans pauvres touchés par les effets de la sécheresse, ce qui en dit par conséquent beaucoup sur le faible niveau des rémunérations pratiquées dans les fazendas.

Pas question, cependant, d'aller trop vite vers une Réforme Agraire qui pourrait redistribuer les terres au profit des petits paysans les plus pauvres. Le même Agenor Maria MARIA (PMDB-RN) affirme ainsi que « sans modifier la structure commerciale, qui est préjudiciable aux intérêts du producteur, il ne faut pas précipiter la réforme foncière », car, argumente-t-il, « les propriétaires de terre sont eux aussi prolétarisés ». Il ajoute même, jouant sur la solidarité rurale : « je plante, je défriche, je produit et vit dans le Nordeste »<sup>2</sup>.

L'appel à l'aide de l'Etat fédéral pour les producteurs en difficulté, est d'ailleurs permanent. Antônio FLORÊNCIO (PDS-RN) demande par exemple ainsi « une meilleure attention pour la culture du coton du Nordeste, parce que dans cette région, spécialement dans la zone semi-aride, il n'y a pas d'autre choix ». Selon lui, « un prix spécial est nécessaire, pour le coton, étant donné sa basse productivité dans la Région Nordeste »<sup>3</sup>. Le Député Henrique Eduardo ALVES (PMDB/RN) critique, à la fois, « la faillite de la SUDENE et la politique d'incitations fiscales », qui profite seulement à l'investissement dans les Etats les plus riches. Pour lui « le Nordeste continue à supporter, depuis plus d'une décennie, les conséquences des erreurs de la stratégie "développementiste" des quatre derniers gouvernements, amarrés aux intérêts des industries du Sud (...) et aggravant les déséquilibres régionaux »<sup>4</sup>. Il s'agirait donc selon lui de serrer les rangs, de regrouper les Etats nordestins, contre une politique fédérale qui est accusée de privilégier abusivement les seuls Etats du Sud-Est, jugés déjà bien assez développés et riches.

Airon RIOS (PDS-RN) réclame, quant à lui, à l'Etat fédéral brésilien des ouvrages d'infrastructure dans l'Etat nordestin du Rio Grande do Norte, car « les dirigeants d'entreprises de l'Agreste, ses leaders politiques, son clergé

<sup>1</sup> Diário do Congresso Nacional, 6 août 1983.

<sup>2</sup> Diário do Congresso Nacional, 14 septembre 1983, p.9053.

<sup>3</sup> Diário do Congresso Nacional, 28 novembre 1974, p.9124.

<sup>4</sup> Diário do Congresso Nacional, 27 avril 1984, p.2524.

éclairé<sup>1</sup>, ses étudiants, ses travailleurs urbains et ruraux, enfin, sa grande et brave communauté souffrante (...) crient après des mesures d'intérêt économique régional »<sup>2</sup>. Car, pour l'élite régionale, il faut aussi tenter de jouer sur la corde sensible, et sur un unanimité sentimentale autant qu'artificielle, comme le Député Djalma Marinho (ARENA-RN-1973) : « Nous savons tous que la politique nordestine est émotionnelle, désespérée parce que nous sommes d'une configuration sociale identique, faites de liens d'ordre familial et politique »<sup>3</sup>. Il spéculait ainsi, quant à lui, sur une sorte d'union sacrée des nordestins face au reste du Brésil, et même du monde, qui permettrait opportunément de faire oublier les inégalités et les injustices sociales internes au Nordeste lui-même.

Ces quelques exemples de la rhétorique parlementaire nordestine permettent d'avoir une idée sur les circonstances de la construction de l'image de "Région-Problème" attachée au Nordeste, qui est surtout destinée au grand public. L'élevage extensif, la seca, les secours d'urgence et les élections sont les thèmes privilégiés, et les demandes, l'appui ou la critique du gouvernement fédéral, sont les manières les plus fréquentes de les traiter. « Ils sont, en vérité, les éléments qui tracent l'image régionale, pour un usage prioritairement politique »<sup>4</sup>.

L'objectif de l'élite nordestine est de se présenter comme étant pleinement et complètement représentative d'une région qui est d'abord et avant tout définie par ses problèmes climatiques, par sa pauvreté et par sa dépendance à l'égard des ressources fédérales. Pour elle il ne saurait, en aucun cas, y avoir d'aspirations ou de luttes spécifiques des autres classes sociales, le Nordeste étant ainsi, avec constance et insistance, présenté contre toute vraisemblance, comme une formation sociale sans conflits. Par conséquent cette élite elle-même ne se différencie pas, et ne saurait être distinguée et séparée du tout social qu'elle décrit systématiquement comme étant avant tout "rural", "sertanejo" ou "nordestino". Mais, cependant, dans l'optique de l'idéologie régionaliste, ainsi que le rappelle Ina Elias De Castro, « comme l'identité se fait, ou se renforce, à partir de l'altérité, c'est dans la confrontation avec les autres régions brésiliennes que la prise de position régionaliste se définit le plus clairement. Cette confrontation, cependant, permet de renforcer l'image projetée de la région, dont l'élite, en donnant plus de visibilité aux conflits externes, obscurcit ceux qui constituent la source cruciale des problèmes de l'économie et de la population pauvre, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines »<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Il veut sans nul doute évoquer celui qui reste du bon côté, qui ne doit évidemment pas être celui des Communautés Ecclésiales de Base (CEB) et de la Théologie de la Libération !...

<sup>2</sup> *Diário do Congresso Nacional*, 24 octobre 1972, p.4051.

<sup>3</sup> *Diário do Congresso Nacional*, 30 juin 1973, p.1.

<sup>4</sup> I.E. De CASTRO, « O mito da necessidade... », *ouv. cité.*, p.211.

<sup>5</sup> *Idem*, p.203.

Elargissant son point de vue sur la question de l'idéologie régionaliste, I.E. De Castro a récemment souligné, plus nettement encore, qu'en « étant une forme de résistance à des processus plus amples d'homogénéisation, de cooptation ou d'absorption, les mouvements régionalistes (...) en plus de constituer une lutte pour la préservation d'identités singulières (...) », reflètent avant tout selon elle « une forme conservatrice et réactionnaire pour préserver les privilèges d'un groupe social historiquement dominant »<sup>1</sup>.

L'idéologie régionaliste, produite et diffusée par l'élite régionale du pouvoir et de la richesse, repose donc ainsi sur une « prétendue absence de conflits sociaux, comme si le seul fait d'être "nordestin" était une condition suffisante pour établir des liens communs d'identité et de lutte. Il s'agit donc là pour l'essentiel d'une fausse identité régionale. C'est un véritable mythe territorial, que les travaux d'I.E. de Castro permettent de mieux cerner et qui doit donc être résolument mis à l'écart pour ouvrir d'autres voies à une approche plus réaliste et féconde des problèmes d'identités et de territorialités dans le Nordeste.

### C - Sources et thèmes de la géographie brésilienne d'aujourd'hui

Afin de mieux cerner les caractéristiques du discours de la science géographique brésilienne d'aujourd'hui nous en analyserons les sources et les thèmes à partir de deux études particulières : d'une part l'analyse des références étrangères de l'ouvrage récent « *Géographie : concepts et thèmes* » et, d'autre part, l'examen du contenu des travaux de la dixième Rencontre nationale des Géographes brésiliens, organisée par l'A.G.B., la puissante Association des Géographes Brésiliens, qui s'est tenue à Recife (Pernambuco) en juillet 1996, et dont le thème central était, justement : « *Spatialité et Territorialité* ». Il s'agira ainsi non seulement d'éléments de réponse à la question posée par le positionnement de la géographie brésilienne actuelle dans la géographie internationale, mais également de mieux appréhender la manière dont elle aborde certains des thèmes et notions qui sont aussi ceux de notre propre recherche.

#### (1) Les sources : "Concepts et thèmes" (1995)

L'ouvrage récent « *Geografia : Conceitos e Temas* »<sup>2</sup> [ Géographie : concepts et thèmes ] publié en 1995 sous la direction de I.E. de Castro, P.C. da Costa Gomes et R.L. Corrêa, se fixe comme objectif « de combler une grave lacune dans la bibliographie géographique de base du pays », par la conception

<sup>1</sup> I.E. De CASTRO, « *Regionalismo e o pacto federativo no Brasil...* Cadernos de Resumos Mesas Redondas, 10° Encontro Nacional de Geógrafos, Universidade Federal de Pernambuco, 14-19 juillet 1996.

<sup>2</sup> « *Geografia : Conceitos e Temas* », [ Géographie : concepts et thèmes ] publié en 1995, (Dir.) Ivã Elias de Castro, Paulo Cesar da Costa Gomes et Roberto Lobato Corrêa, fuit, d'ores et déjà, référence.



et la publication d'un livre « dont l'unité réside dans l'articulation entre concepts et thèmes de la géographie actuelle »<sup>1</sup> au Brésil.

Tableau 6 : Auteurs et sujets de l'ouvrage brésilien  
 «*Geografia: Conceitos e Temas* » (1995)

Parties de l'ouvrage	Les auteurs	Sujets traités	Nombre de Références
I - « <i>Conceitos</i> »	1 - R.L.Corrêa	<i>L'espace</i>	51
	2 - P.C. da Costa Gomes	<i>La région</i>	36
	3 - M.J.L. de Souza	<i>Le territoire</i>	42
	4 - I.E. de Castro	<i>L'échelle</i>	22
	5 - L.C.Dias	<i>Les réseaux</i>	47
II - « <i>Temas</i> »	1 - R.Hacsbaert	<i>La déterritorialisation</i>	47
	2 - C.A.G.Egler	<i>La gestion du territoire</i>	52
	3 - J.A.Bernardes	<i>Le changement technique</i>	13
	4 - B.K.Becker	<i>La géopolitique</i>	33
	5 - L.O.Machado	<i>La pensée géo. au Brésil</i>	66

Etabli à partir de : *Geografia : Conceitos e Temas*, 1995, Bertrand-Brasil.

La constitution de l'équipe de rédaction manifeste la présence toujours très active d'une génération désormais « arrivée à l'âge des honneurs et de la retraite », selon la formule déjà citée de Marcelo Escolar<sup>2</sup>, qui est celle de R.L.Corrêa et de B.K.Becker. Mais une autre génération assure d'ores et déjà ici la succession, avec notamment, A.C.R.Moraes, L.C. Dias et I.E. de Castro.

Nous analyserons les références bibliographiques citées par chacun des dix auteurs, tous brésiliens, de l'ouvrage. La méthode d'analyse consiste à ne retenir que les références qui font l'objet de deux citations ou plus, dans l'une ou l'autre des bibliographies de chacun des dix chapitres de l'ouvrage.

Voir Tableau N°7 p.177

On constate ainsi que dans cet ouvrage géographique brésilien récent les références françaises restent toujours assez nombreuses. On remarquera à leur sujet que les citations de philosophes : C.Castoriadis, H.Lefebvre, P.Virilio, F.Guattari et M.Foucault, sont au moins aussi nombreuses que celles des purs géographes. Parmi ceux-ci, C.Raffestin, P.Claval et R.Brunet sont les plus souvent cités. Ce sont donc bien les géographes français contemporains, nettement orientés vers les questions du pouvoir et de la territorialité, qui semblent susciter désormais le plus d'intérêt de la part des géographes brésiliens, et auxquels on peut également ajouter les citations d'articles de X.Piolle, B.Poche et G.Di Méo.

<sup>1</sup> Ouv. cité, p.7. L'équivalent français de ce livre serait, peut-être, « *Espace : Jeux et Enjeux...* »

<sup>2</sup> M.ESCOLAR, *Crítica do discurso geográfico*, Ouv. cité, p.40.

Tableau 7 : Comparaison des références bibliographiques multiples de l'ouvrage brésilien « *Geografia: Conceitos e Temas* » par auteurs cités et par origines nationales (1995)

Références	1	2	3	4	5	I	1	2	3	4	5	II	I et II
<b>Brésiliennes</b>													
Santos M.	8	1			3	12			2	1	1	4	16
Becker B.		1				1	4		6	1		11	12
Corrêa R.L.	4	1			2	7						0	7
Egler C.A.G.						0	4					4	4
Dias L.C.					2	2					1	1	3
Souza M.J.L.			3			3						0	3
Haesbaert R.						0	2					2	2
Cordeiro H.K.					2	2						0	2
Sodré N.W.						0					2	2	2
Scherrer-Warren I.					1	1	1					1	2
Moraes A.C.R.	1					1					1	1	2
Machado L.O.					2	2						0	2
Andrade M.C.						0					2	2	2
<b>Francophones</b>													
Raffestin C.			1	1		2	3		1	1		5	7
Castoriadis C.			6			6						0	6
Claval P.	3	2	1			6						0	6
Brunet R.		1		2		3	2					2	5
Lefebvre H.	1		1			2	1		1	1		3	5
Virilio P.					1	1	3			1		4	5
Guattari F.			1			1	3					3	4
Lacoste Y.		1	1	1		3				1		1	4
Lipietz A.		1				1	2	1				3	4
Benakouche T.				3		3						0	3
Berdoulay V.						0					3	3	3
Dupuy G.				3		3						0	3
Foucault M.			1			1			1	1		2	3
Vidal P.		2		1		3						0	3
Isnard H.	1			1		2						0	2
<b>Anglo-saxonnes</b>													
Harvey D.	4			1		5	1	1		1		3	8
Tuan Y.F.	3	1				4						0	4
Soja E.	2					2				1		1	3
Storper M.						0	1	2				3	3
Sack R.			1			1	1					1	2
Hartshorne R.	1	1				2						0	2
Haggett P.	2					2						0	2

N.B. Pour l'établissement de ce tableau seules les références multiples (2 et plus de 2) ont été prises en compte. Les numéros en haut de colonnes, correspondent aux cinq chapitres de chacune des deux parties, I (Concepts) et II (Thèmes), de l'ouvrage.

A l'inverse, force est également de constater que les géographes "brésilianistes" français les plus connus dans leur pays, sont peu nombreux. P.Monbeig n'est cité qu'une seule fois. Quant à R.Pébayle, il est totalement ignoré. Dans la nouvelle génération M.Droulers n'est également citée qu'une fois, ainsi que H.Théry, encore que ce soit pour sa participation à la publication collective du dictionnaire des "Mots de la géographie"<sup>1</sup> et non pas à propos d'un travail sur le Brésil.

Les références anglo-saxonnes sont, au total, un peu moins nombreuses que les françaises, mais plus concentrées sur quelques noms, comme ceux de D.Harvey, E.Soja, et Yi-Fu Tuan, ou encore ceux d'A.Scott et de M.Storper, ce qui semble ici témoigner de trois filiations particulières : l'une à l'école "radicale", une autre à l'école "humaniste", et la dernière à l'école de "l'économie spatiale".

Il ressort de cette petite analyse que la géographie brésilienne contemporaine, bien qu'elle reste visiblement très portée à manifester des attaches françaises privilégiées, autant philosophiques que géographiques, se préoccupe cependant de diversifier ses références aux diverses écoles géographiques étrangères. Mais c'est aussi dans un sens plus beaucoup plus théoricien et épistémologique, que trop étroitement "brésilianiste".

Dans l'ouvrage en question, à propos du concept d'espace, Roberto Lobato Corrêa, effectue une présentation des différentes écoles géographiques académiques brésiliennes<sup>2</sup>. Il distingue ainsi la "géographie traditionnelle", la "géographie théorético-quantitative", la "géographie critique" et la "géographie humaniste et culturelle". Reste à savoir si cette présentation, désormais quasi conventionnelle, de la configuration des écoles géographiques brésiliennes correspond encore à la réalité au milieu des années 90. Dans l'ouvrage lui-même, Bertha Becker, ayant pourtant depuis longtemps affiché des orientations plutôt "radicales", développe ici une tentative, assez surprenante, de conciliation du vieux paradigme de la géopolitique avec de nouvelles préoccupations environnementalistes, placée sous l'égide de la logistique<sup>3</sup>. Considérant ainsi « l'écologie comme un nouveau paramètre géopolitique » elle estime que très vite alors « se révèle la complexité de la question de l'environnement. Elle englobe non seulement la *conscience* écologique, mais aussi l'*utopie* écologique et l'*idéologie* écologique »<sup>4</sup>. Aussi étonnant que puisse paraître cette réorientation du "rouge" au "vert", elle traduit néanmoins un mouvement de fond de la géographie brésilienne qui s'est également exprimé au cours de la 10<sup>e</sup> Rencontre des Géographes brésiliens (AGB), en 1996. En plus des quatre écoles habituellement

<sup>1</sup> Les mots de la géographie, dictionnaire critique, Ed. R.Brunet, R.Ferraz et H.Théry, 1992.

<sup>2</sup> R.L.CORRÊA, « Espaço, um conceito-chave da geografia », p.15-47.

<sup>3</sup> B.K.BECKER, 1995, « A geopolítica na virada do milênio: logística et desenvolvimento sustentável » [ La géopolitique au tournant du millénaire: logistique et développement soutenable ] in : Geografia : Conceitos e Temas ouv. cité, p. 271-307. Voir également : B.K.BECKER, 1994, « Organização Territorial e Produção do Quadro Ambiental Brasileiro » [Organisation territoriale et production du cadre environnemental brésilien], dactylographié, Workshop PADCT, Ilhéus, que l'auteur a eu l'amabilité de nous envoyer.

<sup>4</sup> Idem, p.293.

distinguées, faudrait-il donc envisager une nouvelle et cinquième école géographique brésilienne, l'école environnementaliste du "meio ambiente" ?

(2) Les thèmes : " Spatialité et Territorialité " (1996)

La Dixième Rencontre Nationale des Géographes brésiliens, organisée par la très puissante Association des Géographes Brésiliens (A.G.B.) s'est tenue, en juillet 1996, dans les locaux de l'Université Fédérale du Pernambuco, à Recife. Selon les termes mêmes du texte de présentation de la rencontre<sup>1</sup>, étudiants et professionnels de la Géographie, professeurs des enseignements supérieur, secondaire et primaire, chercheurs et techniciens, se sont alors réunis « pour communiquer leurs expériences et confronter leurs différentes conceptions théoriques et pratiques pour faire de la Géographie ». Leurs travaux se sont déroulés en hommage au Professeur Manuel Correia De Andrade « pour sa carrière et ses réalisations »<sup>2</sup>. On ne peut qu'être frappé par la fréquentation très nombreuse de ces assises, par la richesse et la diversité des échanges<sup>3</sup>. Dans un pays-continent comme le Brésil, elles donnaient véritablement le sentiment d'assister à la réunion d'un peuple géographe, de tous âges, appartenant à tous les niveaux d'enseignements et/ou de recherches.

L'association organisatrice, l'A.G.B., fondée d'abord à São Paulo, s'est étendue à tout le Brésil après 1945. L'association réalisait annuellement une réunion de géographes, en un lieu chaque fois différent du territoire fédéral, au cours de laquelle, en plus de la discussion des communications faites par les participants, il y avait des groupes de travail qui réalisaient des travaux de terrain et élaboraient des rapports publiés dans les Annales de l'AGB. Cette orientation a duré jusqu'en 1968, quant il est devenu flagrant qu'il était impossible de continuer ce type de réunion, devant l'afflux des intéressés qui rendait de plus en plus difficile l'organisation d'enquêtes et d'excursions de terrain. Une réforme des statuts, en 1970, modifia alors considérablement l'organisation de ces rencontres de l'AGB, qui se firent désormais de deux ans en deux ans et selon le type d'organisation des autres congrès scientifiques. « Ainsi s'acheva, l'âge d'or, la phase héroïque de l'AGB » estime M.C. De Andrade<sup>4</sup>.

Le contenu et le déroulement des travaux de 1996 tiennent évidemment compte de la diversité des participants. Les "ténors" - et les "divas" ! - de la géographie universitaire brésilienne s'expriment dans les Tables-Rondes ou donnent des Conférences très

<sup>1</sup> 10<sup>o</sup> Encontro Nacional de Geógrafos (A.G.B.), Universidade Federal de Pernambuco, Recife, 14-19 juillet 1996 « *Espacialidade e Territorialidade: Limites da simulação* », Cadernos de Resumos Mesas Redondas, Présentation.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Ils comportaient, autour de 7 axes-thèmes [ 1 - Economie politique de l'espace; 2 - La nature naturelle du monde; 3- Géographie(s) pure(s), géographique(s) impure(s); 4 - Les représentations de l'espace: la cartographie en géographie; 5- Régionalisme et globalisation; 6 - milieux, ressources et recyclages; 7 - Education, formation et questions professionnelles] : 5 conférences, 5 symposiums, 23 cours, 35 tables-rondes, 1095 communications orales libres, 7 vidéos, et 186 panneaux d'exposition.

<sup>4</sup> M.C. De ANDRADE, 1993, « *Perspectivas do papel do geógrafo, como profissional, no Brasil* » [ Perspectives sur le rôle du géographe, en tant que professionnel, au Brésil ], in : *Caminhos e descaminhos da geografia*, ouv. cité, p.51.

courues. Les étudiants et les chercheurs moins connus, venant de tout le Brésil, doivent se contenter de simples et très brèves communications orales, beaucoup moins fréquentées, et dont le résumé est préalablement publié dans les annales. Tous se préoccupent cependant de présenter leurs travaux. On comprend bien pourquoi, mais, selon les organisateurs eux-mêmes, cela accentue fortement le risque d'une plus grande "précarité théorico-méthodologique" pour beaucoup des travaux présentés<sup>1</sup>.

#### a - Une crise de la pensée critique ?

En 1996, au cours de la 10<sup>e</sup> Rencontre de Recife, l'école "radicale-critique", pourtant hégémonique dans l'A.G.B., apparaît comme doutant des fondements mêmes de sa pensée, à travers ses interrogations sur les notions de modernité et de postmodernisme et sur leurs éventuelles conséquences scientifiques pour la géographie. Ce malaise du courant radical-critique semble bien faire suite à la publication récente des traductions des ouvrages de D.Harvey<sup>2</sup> et de E.Soja<sup>3</sup> au Brésil. L'un des thèmes particuliers de la Rencontre porte d'ailleurs explicitement sur les rapport entre le « *Postmodernisme et [la] crise de la pensée critique* ».

Pour certains géographes, comme A.C. da Silva, la perspective serait désormais très pessimiste, car le mouvement et la condition postmodernes généreraient fatalement un "mal-être" dans la modernité et dans le postmodernisme. « L'arrière-garde de la pensée sociale se trouve désormais face à une impasse, qui dérive de ce que nous appelons crise de la pensée critique. Ceci affecte y compris la géographie, qui est arrivée à une impasse, malgré l'existence établie d'innombrables paradigmes élaborés dans les 30 dernières années »<sup>4</sup>. Pour d'autres, malgré tout, tel Pedro P. Geiger, il faut en revenir toujours à « la formulation de la dialectique du matérialisme historique, ou de la "Philosophie du non" de Gaston Bachelard, qui reconnaissent l'existence d'un mouvement continu, porté par la présence d'une pensée critique, que ce soit dans la structure sociale, ou dans la production de la connaissance ». Il ne s'agit donc pas seulement aujourd'hui « de faire revenir des formes anciennes de contre-courant de la rationalité, mais de construire de nouvelles synthèses, où les penseurs puissent maintenir leur filiation au marxisme ». Dans le cas spécifique de la géographie il se trouve que « l'acceptation de la contingence dans les courants marxistes postmodernistes donne un support à la valorisation de l'espace géographique comme milieu, et pas seulement comme résultat, comme l'a rappelé Edward Soja »<sup>5</sup>. Quant à Ruy Moreira, il rappelle d'abord la définition de la

<sup>1</sup> « Pour les étudiants, la présentation du travail comptera dans leur curriculum. Pour les professeurs du 1er et du 2nd degrés, en plus des points sur le curriculum, elle interviendra dans une possible ascension professionnelle. Aussi, plus il y a de travaux présentés, mieux c'est. Ici, ce qui compte c'est la quantité, au détriment de la qualité. Mais, ainsi, se referme le cercle vicieux dans lequel se trouve, et continuera de se trouver, l'AGB, devant plus de doutes et de plus grande précarité technico-méthodologique » G.LAMOUNIER, « O que é, e para que serve a AGB ? [ Qu'est-ce donc et à quoi sert l'AGB ? ] », in : AGB em Debate, n°11, Mai 1996, p.10, souligné par nous, J-Y M.

<sup>2</sup> D.HARVEY, 1993, A Condição Pós-Moderna [ La condition postmoderne ], Ed. Loyola, São Paulo.

<sup>3</sup> E.SOJA, 1993, Geografias Pós-Modernas [ Géographies postmodernes ], ouvrage cité, J.Zahar, Rio de Janeiro.

<sup>4</sup> A.C. da SILVA., Cadernos de Resumos - Mesas Redondas, p.45.

<sup>5</sup> P. P. GEIGER, Cadernos de Resumos - Mesas Redondas, p.46-47.

postmodernité selon des formules inspirées très directement de J-F. Lyotard : « le postmodernisme est la rupture avec les métanarrations, avec la manière de lire et de représenter le réel au moyen de la raison totalisante [...] La pensée postmoderne est l'échange du contexte pour l'intertexte, un monde où la multiplicité, la diversité et l'éphémérité prennent respectivement la place du tout, de l'unité et de la permanence. C'est l'émergence des intermondes, l'abolition du sujet, la mort du projet, la fin radicale de toute métaphysique, de la dialectique et de toute œuvre de raison »<sup>1</sup>. Mais c'est pour affirmer aussitôt que, pour lui, « on ne peut pas prendre le postmodernisme comme une crise la pensée critique », et s'interroger finalement ainsi, manifestant une certaine irritation : « la modernité est effectivement en crise. Mais, cependant, qu'est-ce que la modernité ? Et, enfin, qu'est-ce qui est en crise ? »<sup>2</sup>. La pensée radicale-critique dans la géographie brésilienne semble donc bien actuellement quelque peu ébranlée, mais c'est plus par les interrogations que suscitent certaines affirmations théoriques des géographes "postmodernes" anglo-saxons que par une perte de ses positions académiques au Brésil qui restent toujours très fortes.

#### b - Une percée du paradigme écolo-environnementaliste ?

Le contenu de la 10<sup>e</sup> Rencontre de l'AGB pourrait également donner l'impression d'une percée environnementaliste, ne serait-ce que parce que l'un des sept Axes-thèmes fixés pour la discussion : « *Ambiente, recursos e reciclagem* »<sup>3</sup>, porte sur ces questions et qu'une large part du bon millier des communications orales libres des géographes "de base", traitent d'un sujet local ou général ayant, d'une manière ou d'une autre, un rapport avec des problèmes d'environnement. Mais il serait peut-être prématuré d'en conclure pour autant à l'émergence d'une nouvelle école géographique académique brésilienne.

De la base même s'élevé déjà une critique d'un "discours écologique" envahissant. Pour Paola V. de Santana<sup>4</sup>, par exemple, il faut s'interroger davantage à propos de l'omniprésence dans les médias d'un tel discours qui « envahit le quotidien ». Il se caractérise essentiellement, d'après elle, par l'affirmation selon laquelle « la prise de conscience et la contribution de chacun pourraient amoindrir les dommages causés par la pollution, intensifiant ainsi l'individualisme, typique du capitalisme, au détriment de l'action collective provenant des classes sociales ». Pour elle, afin d'échapper à la pression permanente d'un tel discours trop "écologiquement correct", « il est nécessaire d'élucider l'une des principales équivoques associées à cette nouvelle idéologie, c'est-à-dire celle qui se forme à la séparation entre l'homme et la nature ». Sinon, s'en tenir uniquement à « alimenter le discours sur la dégradation de l'environnement détourne seulement l'attention du public, et la problématique de l'espace reste masquée ».

<sup>1</sup> R. MOREIRA, *Cadernos de Resumos - Mesas Redondas*, p.37.

<sup>2</sup> Idem

<sup>3</sup> Environnement, ressources et recyclage.

<sup>4</sup> P.V. De SANTANA, 1996, « *Crítica ao discurso ecológico* » [Critique du discours écologique], *AGB-Resumos/Volume 2*, p. 313-314.

Pour W.C.Ribeiro, géographe universitaire, devant l'urgence et la gravité des problèmes d'environnement posés au Brésil, la solution résiderait dans la formation et l'activité de groupes scientifiques transdisciplinaires, ainsi que transcourants géographiques. « Il est nécessaire que, de tous côtés, tombent les préjugés et que se constituent des équipes pour la difficile tâche de comprendre et de proposer les actions concrètes pour la réalité chaotique qui se présente quotidiennement ». Mais ceci « exige une réflexion qui passe nécessairement par la révision des théories et des méthodologies qui balisent la géographie ». Dans ce but il faut donc se fixer « une autre identité pour le discours des géographes ». Ce nouveau discours doit être fondé sur des postulats capables d'associer les camps internes les plus divers de la géographie. Mais, pour autant, « cette articulation ne doit pas renoncer à la dimension spatiale, une caractéristique qui doit soutenir la production académique et appliquée de la science géographique »<sup>1</sup>.

Selon A.M.Rodrigues la préoccupation d'une nouvelle problématique socio-environnementale doit d'ailleurs pouvoir déboucher sur la prise en compte de nouvelles dimensions de la territorialité. « Nous avons besoin de comprendre ces nouvelles dimensions de la territorialité alors que l'espace est notre catégorie privilégiée d'analyse ». Or, rappelle-t-il lui aussi, l'étude de l'espace montre les contradictions et les conflits découlant des formes par lesquelles la société, constituée de classes sociales antagonistes, s'approprie la nature. Un enjeu important de ces nouvelles dimensions de la territorialité serait donc de mieux « comprendre les formes par lesquelles interviennent, dans l'espace et dans le temps, les transferts d'énergie entre pays et régions qui les impliquent dans un échange économique et écologique inégal. Nous pensons que cette analyse [...] peut fournir des pistes pour comprendre les formes actuelles d'exploitation, de domination et d'oppression dans le monde »<sup>2</sup>.

L'environnementalisme pourrait bien même être en passe de devenir un vecteur capable d'instituer de nouvelles territorialités. Selon C.W.Porto Gonçalves, en effet, « le processus de réorganisation sociétale en cours peut et doit être compris comme un processus marqué par de fortes tensions de territorialités qui en même temps, sont des tensions/conflits entre sujets sociaux, nouveaux pour beaucoup d'entre eux. L'environnementalisme est l'un de ces vecteurs instituteurs de nouvelles territorialités, dans la mesure où autour de lui se créent des images qui contribuent à forger de nouvelles "communautés de destin", comme, par exemple, la Planète, la Terre, le Globe »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> W.C.RIBEIRO, 1996, « *A geografia e os novos paradigmas nos estudos ambientais* » [La géographie et les nouveaux paradigmes dans les études environnementales], *AGB-Cadernos de Resumos/Mesas Redondas*, p. 85-86.

<sup>2</sup> A.M.RODRIGUES, 1996, « *Problemática Sócio-Ambiental: Novas dimensões da Territorialidade* » [Problématique socio-environnementale: les nouvelles dimensions de la territorialité], *AGB-Cadernos de Resumos/Mesas Redondas*, p. 79-80. Voir, également, A.M.RODRIGUES, 1996, « *Ambiente, recursos e reciclagem* » [Environnement, ressources, recyclage], *AGB em Debate*, n°11, Mai 1996, p.7.

<sup>3</sup> C.W.PORTO GONÇALVES, 1996, « *O ambientalismo como vetor instituinte de novas territorialidades* » [L'environnementalisme comme vecteur instituant de nouvelles territorialités], *AGB-Cadernos de Resumos/Mesas Redondas*, p. 92-93.

On constate donc ainsi que, s'il y a une percée de la problématique écolo-environnementaliste, elle n'implique cependant pas nécessairement un recul concomitant de l'approche radicale-critique dans la géographie brésilienne. Dans la mesure où, on le voit, l'école radicale s'efforce elle-même et selon ses orientations caractéristiques, d'intégrer ces préoccupations dans ses propres travaux et réflexions, l'alternative entre une "géographie rouge" ou une "géographie verte" ne s'impose donc (pour l'instant) pas (encore) au Brésil. Par contre, les préoccupations environnementalistes, notamment en ville, peuvent parfaitement constituer une dimension nouvelle à l'origine d'un développement nouveau des mouvements socio-urbains, comme nous le vérifierons bientôt dans le cas de Natal.

### c - Territorialités et identités dans la géographie brésilienne d'aujourd'hui

On peut enfin tenter de mesurer, pour finir à propos de cette Rencontre de l'AGB de 1996, la place de la thématique de la territorialité et des identités spatiales dans la géographie brésilienne à travers le thème central et le contenu de ces assises. Plus encore que l'environnement, elle constitue bien le fil directeur, non seulement de la Rencontre, mais des développements actuels de la géographie brésilienne.

Cette rencontre avait donc, en effet, pour thème général « *Spatialité e Territorialité: Limites de la Simulation* ». Elle a d'ailleurs été présentée comme « une opportunité pour élaborer des idées, construire des compréhensions, actualiser la thématique générale de la Géographie ». Il s'agissait donc de répondre à la question, formulée d'une manière assez radicale, de savoir « comment les relations réelles, celles qui ne créent pas d'illusion ni ne simulent, exposent avec véhémence la problématique du territoire et des multiples territorialités pour chacun et pour tous, parce qu'il y a une dimension du territoire qui lie au vécu, où les relations sont toujours directes, immédiates et sans laquelle il n'y a pas de vie »<sup>1</sup>.

Au cours des nombreuses **Tables Rondes** et à travers de multiples communications, les chercheurs brésiliens ont trouvé l'occasion d'aborder abondamment les problèmes de **territorialités** et d'**identités**. Ce fut souvent pour affirmer sans ambiguïté, comme José Aldemir de Oliveira à partir de l'exemple de l'urbanisation de la société en Amazonie, la faillite du déterminisme naturalisant, car « le territoire vu seulement du point de vue de la nature est inopérant. Ce sont les relations sociales qui le construisent, le détruisent, l'inventent et le reconstruisent dans un processus qui présuppose des conflits, des contradictions et des luttes des sujets »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ibidem.

<sup>2</sup> J. A. De OLIVEIRA 1996, « *A urbanização da sociedade: as pequenas cidades amazônicas* » [L'urbanisation de la société: les petites villes amazoniennes], AGB-Cadernos de Resumos Mesas Redondas, p.125.



- *Nouvelles problématiques urbaines*

Plus particulièrement dans le milieu urbain, les géographes brésiliens rappellent d'abord que « pour beaucoup, les espaces des villes, qui consolident d'innombrables conquêtes sociales, sont vécus de manière si restreinte, vide, qu'ils peuvent être résumés à des trajets et des points ». Pour Amélia Luisa Damiani, « la crise de la ville apparaît ainsi à travers les formes de l'aliénation. La signification de l'appropriation et des aliénations comme médiations pour la compréhension de la ville comme espace social devient cruciale »<sup>1</sup>.

Dans une modeste, mais excellente, "petite note sur l'identité urbaine"<sup>2</sup>, Marília Luiza Peluso, pose ainsi le problème de la dialectique actuelle des identités et des territorialités dans les villes brésiliennes :

« La question de l'identité passe par l'insertion correcte du Soi dans le monde des "occurrences" économiques, sociales et psychologiques. Ainsi, les personnes sont-elles confrontées sans cesse à la nécessité de se situer par rapport aux autres (...) C'est un processus d'institution des altérités, dans lequel "se localiser" acquiert de la concrétude dans la spatialité/territorialité. Identité et espace urbain sont institués par la même trame, une toile de relations sociales, dans laquelle les sujets sont tissés en tant qu'identités personnelles, sociales et spatio-territoriales. Internalisés dans les formes urbaines que les relations sociales acquièrent, les sujets dotent la ville de significations, s'y situent, établissent des altérités, instituant par eux-mêmes les autres et eux-mêmes, en s'interrogeant sur "Qui suis-je ? - Qui est l'autre ?", et en y répondant dans des oppositions incessantes par lesquelles ils se reconnaissent, s'attribuant rôles, statuts, reconnaissance et estime-de-soi. C'est ce qui pourrait s'appeler une "économie de l'identité et de l'espace-territoire". Dans le monde globalisé, alors qu'Habermas propose une "nouvelle identité d'une société mondiale", les identités restent cependant qualifiées par les territoires qu'elles habitent. Pour les populations déracinées par les nouvelles conditions sociales, qui signifient des possibilités de décadence ou d'ascension, la contre-partie du statut et de l'estime-de-soi est l'importance des territoires délimités. Ce sont eux qui autorisent les significations et les altérités, avec des identifications positives et négatives. Au regard de l'observateur attentif, il devient dès lors clair que "où je suis ?" devient synonyme de "qui suis-je ? / qui est-il ?" ».

D'autres, enfin, comme S.-C. da Trindade Jr<sup>3</sup>, soulignent qu'il devient désormais nécessaire pour la recherche géographique « d'identifier les limites des pratiques urbaines hégémoniques et d'en rendre visibles d'autres qui se manifestent dans l'urbain avec un grand potentiel politique ». Il fait évidemment ici allusion à

<sup>1</sup> A.L.DAMIANI, 1996, « *A crise da cidade* » [La crise de la ville], *AGB-Cadernos de Resumos Mesas Redondas*, p.20-21.

<sup>2</sup> M. L. PELUSO, 1996, « *Pequena note sobre a identidade urbana* » [Petite note sur l'identité urbaine]. *AGB, Resumos*, Vol.2, p.427-428.

<sup>3</sup> S.-C. Da TRINDADE Jr., « *Sujeitos Políticos e territorialidades urbanas* » [Sujets politiques et territorialités urbaines], *AGB-Cadernos de Resumos Mesas Redondas*, p.139-140.

ces mouvements qu'on désigne habituellement sous le nom de Mouvements Sociaux Urbains (MSU). Dans l'approche scientifique de ces nouvelles dynamiques sociales urbaines « le concept de territorialité nous paraît intéressant, dit-il, pour aider à ce genre de compréhension. Il y a une dimension de la spatialité des agents urbains liées aux pratiques immédiates des lieux, que nous pouvons définir comme configuratrice des territorialités ». Ainsi, « en dépit des territorialités formellement reconnues qui délimitent des pratiques spatiales institutionnalisées ou même hégémoniques, s'en manifestent d'autres [qui] représentent une force opposée à l'homogénéité. Etant indifférentes à l'espace formel, elles expriment l'imaginaire et se construisent à partir de relations global/particulier. Les identités qui se manifestent dans l'urbain sont les sources de ces territorialités, les transformant en partie de la vie sociale et en stratégie des conflits qui s'y manifestent »<sup>1</sup>. Selon ces analyses il convient donc de se montrer attentifs à des logiques sociales urbaines nouvelles, associant identités et territorialités par le biais d'une conflictualité qui prend même ses distances par rapport à l'espace officiel formalisé, celui des quartiers et du *planejamento* urbains.

A travers ces quelques exemples il apparaît donc clairement, qu'après toute une période où elle a partagé ces préoccupations avec les urbanistes et les sociologues<sup>2</sup>, la géographie brésilienne actuelle s'attache désormais à les aborder selon des problématiques véritablement socio-spatiales qui s'efforcent de combiner identités et territorialités urbaines, sans ignorer non plus le regain de conflictualité qui en découle.

#### - *Nouvelles problématiques rurales*

Pour ce qui concerne les campagnes, d'autres géographes brésiliens continuent de mettre l'accent sur « la question de la lutte pour la terre [qui] devient aujourd'hui une lutte pour la survie d'une immense majorité d'exclus que le développement capitaliste a rejeté »<sup>3</sup>. Ainsi, alors qu'une certaine tradition avait privilégiée une approche historique et institutionnelle des diverses formes de Conflits de Terre, puis une approche quantitative des assassinats et des morts au cours de ces conflits, il apparaît qu'aujourd'hui les géographes brésiliens privilégient désormais plutôt une analyse plus globale des luttes rurales elles-mêmes<sup>4</sup>, notamment à travers une approche socio-spatiale des

<sup>1</sup> Idem, S-C. C. Da TRINDADE Jr., « *Sujeitos Políticos e territorialidades urbanas* », op. cit. Voir également : A.F.ALESSANDRI CARLOS, 1992, « *Espaço urbano e Movimentos Sociais* » [Espace urbain et Mouvements sociaux], *Boletim de geografia teórica*, Vol.22(43-44), p. 147-153, et A.F.ALESSANDRI CARLOS, 1986, *A (re)produção do espaço urbano* [La (re)production de l'espace urbain], Thèse, Departamento de Geografia, F.F.L.C.H., São Paulo; M.da G.GOHN, 1991, *Movimentos sociais e luta pela moradia* [Mouvements sociaux et luttes pour le logement], Loyola, São Paulo.

<sup>2</sup> L.C.de QUEIROZ RIBEIRO et ali., 1994, *Globalização, fragmentação e reforma urbana: o futuro das cidades brasileiras na crise* [Globalisation, fragmentation et réforme urbaine. l'avenir des villes brésiliennes dans la crise], IPPUR/UFRJ, Civilização Brasileira.

<sup>3</sup> A. de AVILA et V. L. SALAZAR PESSOA, 1996, « *Assentamento, uma proposta de reforma agrária ? O caso do Triângulo Mineiro, MG* » [Assentamento, une proposition de réforme agraire ? Le cas du Triangle minero, MG] *AGB-Resumos, Volume 2*, p.554.

<sup>4</sup> Voir A.U. de OLIVEIRA, 1991, *A geografia das lutas no campo* [La géographie des luttes à la campagne], Ed. Univ. de São Paulo, Série Contexto.

*assentamentos* [implantations] de réforme agraire et de l'action du Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre (MST)<sup>1</sup>.

Ils soulignent ainsi qu'à travers la lutte du Mouvement des Sans-terre pour les *assentamentos* de réforme agraire, «l'accès à la terre est au moment actuel une condition de vie et d'insertion productive dans la société. Ce que les Sans-terre de tout le pays ont comme revendication est l'opportunité de travailler le sol grâce auquel ils puissent vivre ». Ce qui se constate ainsi, « c'est que les *assentamentos* de réforme agraire sont en grande majorité le fruit de la lutte des travailleurs ruraux sans-terre », et qu'ils «donnent une valeur et un caractère politique à la revendication. C'est l'identification avec le groupe qui rend possible une organisation et une résistance en commun ». En outre, des travaux particuliers, localisés dans divers lieux et Etats brésiliens, montrent qu'avec ces *assentamentos* « d'un point de vue géographique le changement de paysage dû à la redistribution spatiale est marquant, ainsi que la nouvelle dynamique dans la ville la plus proche de l'*assentamento* »<sup>2</sup>. Les conséquences des *assentamentos* de réforme agraire sur les petites villes environnantes ont été, par exemple, tout particulièrement étudiées dans le municiple de Euclides da Cunha Paulista, dans l'Etat de São Paulo, avec la conclusion suivante : « on peut affirmer que de l'augmentation de la population et la diversification de la production agricole découlant de l'installation de l'*assentamento* dans le municiple, il résulte une amplification de la demande de biens et de services urbains »<sup>3</sup>.

Ce trop bref aperçu des riches travaux de la 10ème Rencontre de l'A.G.B., suffit donc cependant à montrer très clairement l'actualité des thèmes liés aux rapports Identités/territorialités dans les préoccupations des géographes brésiliens d'aujourd'hui. Il semble qu'on puisse même aller jusqu'à affirmer que la géographie brésilienne semble désormais plus en pointe que la géographie française sur ces questions. Ce n'est pas seulement parce que ces problèmes sont peut-être plus à l'ordre du jour au Brésil qu'en France. C'est aussi parce que, semble-t-il, les géographes brésiliens paraissent avoir eu davantage le souci de se donner les moyens théoriques et épistémologiques de les aborder.

## Conclusion

Il apparaît donc finalement ainsi que s'il est vrai que la géographie française a largement contribué, pendant un temps désormais assez lointain, à la création de la géographie

<sup>1</sup> B.M.FERNANDES, 1996, *MST, formação e territorialização* [ MST, formation et territorialisation ], HUCITEC.

<sup>2</sup> Idem. Voir également : M.C.de CARVALHO, 1996, « *MST: ocupantes e assentados da fazenda Incá-Alvorada do Sul (PR)* », *AGB- Resumos, Volume 2*, p.541.

<sup>3</sup> R.A. de MEIDEROS HESPANOL et S.PEREIRA De SOUZA, 1996, « *A implantação de assentamentos rurais e a alterações no municiple de Euclides da Cunha Paulista* », *AGB- Resumos, Volume 2*, p.550-551. Voir également : R.A. de ALMEIDA, « Os (des)caminhos do campesinato brasileiro: o ontem e hoje nos assentamentos do Pontal do Paranapanema », *Caderno Prudentino de Geografia*, N°19/20, p.42-58.

universitaire brésilienne, elle a manifestement perdu aujourd'hui tout rôle de tutelle.

On ne peut manquer également d'être frappé par le déséquilibre des références réciproques. Alors que les géographes brésiliens sont très bien informés des nouveautés françaises et y font volontiers référence - beaucoup plus d'ailleurs nous l'avons vu sur le plan théorique et épistémologique que strictement factuel - la géographie "brésilianiste" française est, au contraire, en général assez minimaliste, voire même passéiste, dans ses citations des auteurs brésiliens. C'est sans aucun doute dommage, car cela conduit finalement ainsi à minimiser l'actualité et l'intérêt de la géographie brésilienne.

En ce qui nous concerne ces divers constats ont cependant guidé, pour notre travail, un certain nombre de nos choix méthodologiques, qui sont ainsi les suivants : celui de considérer qu'il est indispensable de prendre pleinement en compte la richesse théorique de la géographie brésilienne contemporaine, et de s'efforcer d'en intégrer, dans toute la mesure du possible, les développements concrets les plus récents. Celui, également, d'indiquer et faire figurer pleinement, dans les limites de notre sujet, l'apport de toute cette richesse, par le plus possible de références et de citations des travaux que nous avons utilisés et qui restent, pour l'essentiel, inconnus en France faute d'avoir été traduits et publiés.

## Conclusion de la deuxième partie

Le discours régional nordestin est bien porteur d'une idéologie territoriale d'échelle régionale. Largement et fréquemment repris, sans assez de recul critique, il a même fini par constituer une véritable *vulgate* nordestine. Présenté comme un discours idéologiquement consensuel, socialement neutre et politiquement unanime, il correspond surtout, en fait et exactement, aux besoins de l'élite régionale hégémonique, que ce soit en termes de pouvoirs ou de richesses. Ce discours régional prend ainsi la forme d'une rhétorique parlementaire dont les objectifs sont la définition de l'identité nordestine dans l'opposition à l'altérité des autres régions brésiliennes et la justification de demandes d'aides et de crédits fédéraux, qui viennent surtout abonder la richesse des nantis.

Cette *vulgate* territoriale nordestine est avant tout un discours assez caricatural de la *seca*. Son paradigme reste, à cet égard, étroitement déterministe. La *seca* y est systématiquement présentée comme un fléau qui constituerait même le principal *stigmat* identitaire de la région.. Mais il se dit désormais de plus en plus nettement que ce discours de la *seca* n'exprime qu'un "faux problème", voire même un "mythe", face à la pauvreté essentielle de la plus grande masse de la population.

Bien que l'on prétende volontiers que ce discours régional trouverait l'une de ses sources dans la littérature dite "*régionaliste*" des années trente, l'examen attentif du riche contenu socio-spatial des romans de José Lins do Rego fait plutôt la démonstration qu'ils expriment, en fait, bien autre chose qu'une quelconque fondation d'un tel mythe. A l'occasion d'une précédente crise nordestine de déterritorialisation, contemporaine du premier vingtième siècle et qui fut celle du passage du vieil *engenho* à l'*usina* capitaliste, ils traduisent plutôt les effets socialement différenciés des mutations spatiales et la crise des appartenances et des identités territoriales. Cette crise désormais ancienne, riche d'enseignements, en précédait et en annonçait bien d'autres, dont l'actuelle qui touche, cette fois, tout le Brésil.

La géographie brésilienne contemporaine, suivant en cela l'exemple montré il y a déjà longtemps par ses plus grands maîtres, comme Manuel Correia De Andrade et Milton Santos, prend actuellement très nettement ses distances par rapport à toute idéologie issue de la *vulgate* nordestine, qui se révèle par trop naturaliste, déterministe et/ou régionaliste. Elle s'oriente plutôt - comme le montrent clairement, par exemple, les travaux de la 10ème rencontre de l'A.G.B. à Recife en 1996 - vers l'analyse des mutations territoriales et vers la prise en considération de l'émergence de nouvelles identités socio-spatiales. Elle tient donc pleinement compte d'un contexte marqué par un développement nouveau des conflictualités socio-spatiales et par la montée de mouvements socio-territoriaux plus revendicatifs et radicaux, que ce soit dans les villes ou à la campagne, notamment avec le rôle du Mouvement des travailleurs ruraux Sans-terre et la relance des *assentamentos*

de réforme agraire. Il ne semble pourtant pas que la géographie française - elle qui a pendant si longtemps joué un véritable rôle de *mentor* à l'égard de la géographie brésilienne - montre, quant à elle, un même intérêt pour ces problèmes et pour cette manière de les envisager. C'est ce que, malgré tout, pour notre part et en toute modestie, nous nous efforcerons cependant de faire.



# Troisième Partie :

## LOGIQUES ET DYNAMIQUES

### SOCIO-SPATIALES DANS

#### LE RIO GRANDE DO NORTE

<b>TROISIEME PARTIE : LOGIQUES ET DYNAMIQUES SOCIO-SPATIALES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE</b> .....	191
<b>INTRODUCTION</b> .....	193
<b>CHAPITRE 1 - LOGIQUES ET DYNAMIQUES SPATIALES</b> .....	195
INTRODUCTION.....	195
A - LES POLES : L'ACCENTUATION DIFFERENCIEE DES CENTRALITES URBAINES.....	197
B - LES AXES : LA LINEARISATION DES DYNAMIQUES SPATIALES DE PEUPEMENT.....	211
C - LES AIRES : DIFFERENCIATIONS ET FRAGMENTATIONS TERRITORIALES.....	217
D - QUELQUES ENSEIGNEMENTS DU <i>CONTAGEM</i> DE 1996.....	236
<b>CHAPITRE 2 : GEOGRAPHIE DE LA PAUVRETE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE</b> .....	247
A - DISPARITES SOCIALES ET SPATIALES DES REVENUS DANS LE <i>RIO GRANDE DO NORTE</i> .....	247
B - LA "CARTE DE LA FAIM" DANS LE <i>RIO GRANDE DO NORTE</i> .....	256
C - GEOGRAPHIE DES <i>LATIFUNDIOS</i> ET DES DISPARITES FONCIERES DANS LE <i>RIO GRANDE DO NORTE</i> .....	262
CONCLUSION : <i>LATIFUNDIOS</i> ET PAUVRETE RURALE.....	277
<b>CHAPITRE 3 : NOUVELLES (DÉ)TERRITORIALITES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE</b> .....	284
INTRODUCTION.....	284
A - PRODUCTIONS IDENTITAIRES ET IMPACTS TERRITORIAUX.....	285
B - IDENTITES ET TERRITORIALITES DU TOURISME.....	301
CONCLUSION.....	319





## Introduction

Par l'approche des logiques et des dynamiques spatiales actuellement en vigueur dans les limites du territoire *estadual* du *Rio Grande do Norte*, il s'agit maintenant d'avancer vers une analyse plus "synchronico-fonctionnelle" de cet espace. Nous appelons ici logiques spatiales tout ce qui découle d'abord de la combinatoire spécifique des aires, des axes et des pôles qui détermine la différenciation et l'organisation de l'espace en question. Elle est en grande partie héritée, mais il faut surtout en saisir toute l'actualité. Les dynamiques spatiales dépendent en grande partie des activités socio-économiques dominantes, certaines anciennes mais toujours en cours, d'autres plus récentes et en pleine période d'expansion, mais qui jouent toutes un rôle souvent actif dans la production de l'espace. C'est tout cela qui concourt ainsi à la définition et au fonctionnement de l'espace en tant que construit social.

Dans un premier temps (Chapitre 1) nous nous efforcerons donc, à travers trois approches successives en termes de **pôles**, **d'axes** et **d'aires**, de décrire et d'analyser les principaux aspects de la différenciation et de l'organisation de l'espace *norte-riograndense*. Cette étude reposera donc sur l'idée de base d'une combinaison, qui est en chaque cas spécifique, de ces trois composantes essentielles de l'espace, incontournables en tant que catégories fondamentales de son analyse. Ce sont, plus concrètement : les centres urbains polarisateurs, les voies porteuses des flux humains et matériels les plus importants et les diverses zones, méso et microrégions différenciées, en lesquelles se subdivise également cet espace, à différentes échelles.

Notre choix délibéré et assumé d'une perspective sociale et critique nous conduira ensuite, dans un second temps (Chapitre 2) à adopter la démarche d'une "géographie de la pauvreté" du *Rio Grande do Norte*. Ce sera à la fois pour y vérifier toute l'ampleur des disparités sociales caractéristiques de l'ensemble de la région Nordeste, mais également pour tenter d'entamer l'analyse de leurs principales causes. Mais elles sont surtout spatiales, faites de ségrégations, d'exclusions, de déterritorialisations. Nous verrons qu'elles reposent essentiellement sur le maintien persistant d'inégalités foncières extrêmes, liées à la domination des *latifúndios* dans la plupart des campagnes, ainsi que sur l'ampleur et la permanence de la spéculation immobilière dans les villes les plus dynamiques, en particulier Natal.

Nous procéderons pour finir (Chapitre 3) à l'examen de diverses formes actuelles de différenciation spatiale et de (dé)territorialisation, en particulier celles qui sont consécutives aux effets socio-spatiaux de la modernisation d'un certain nombre de secteurs économiques les plus caractéristiques de l'Etat, anciens (canne à sucre, sel marin) et nouveaux (pétrole et tourisme).

Nous nous arrêterons plus particulièrement sur le cas du tourisme. Il est devenu une activité dynamique qui, dans son discours si prolixe - véritable mine identitaire et territoriale - se présente volontiers comme "moderne" et mondialiste. La très récente et rapide mise en tourisme, ou "*touristification*", d'une partie du *Rio Grande do Norte* par l'exploitation du réel potentiel *estadual* en ce domaine (naturel, balnéaire, historique et culturel), dans ses choix comme par ses méthodes, peut ainsi servir de révélateur particulier quant à l'identité territoriale de l'Etat. D'abord parce qu'il s'inscrit sélectivement dans des lieux spécifiques, dessinant une configuration touristique surimposée qui traduit cependant, tout en le trahissant, son support. Ensuite parce que, forme d'ouverture à l'altérité du touriste, il est du même coup un miroir qui renvoie une certaine image du lieu d'accueil et de l'autochtone.

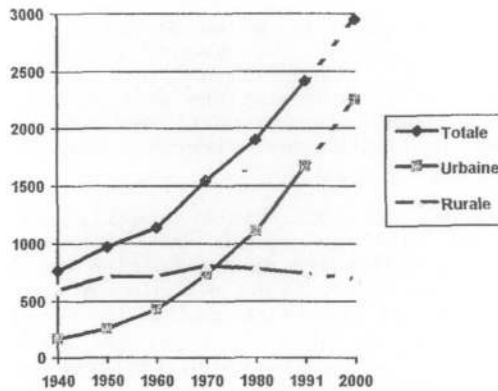
Plus globalement, nous avons quasiment affaire ici, dans ses dynamiques et par ses conséquences, à un cas exemplaire d'ouverture au monde extérieur d'une région d'un pays en développement. Cette ouverture exerce les effets les plus divers et souvent les plus négatifs : atteintes à l'environnement et prostitution infantile. Aussi, l'approche de l'identité et de la territorialité si particulière des touristes peut-elle s'avérer être riche d'enseignements sur les déséquilibres et même certains risques de ce type de fonctionnement, sélectif et concentré, du territoire.

Parlant ainsi du tourisme et de son implantation dans une partie très étroitement délimitée du *Rio Grande do Norte*, nous amorcerons ainsi la réflexion sur d'autres formes d'appropriation territoriale de l'espace que nous aurons à conduire dans la quatrième partie.

## CHAPITRE 1 - LOGIQUES ET DYNAMIQUES SPATIALES

### Introduction

Pour entamer l'analyse des dynamiques actuelles de peuplement dans les limites du territoire du *Rio Grande do Norte* il convient d'en considérer d'abord la résultante qu'en constitue le mouvement général de la population. Un aspect essentiel semble être celui de la divergence d'évolution des populations urbaines et rurales.



Source : CEP/IDEC, 1996

Figure 1 : Evolution des populations urbaine et rurale du *Rio Grande do Norte* 1940-2000 (milliers)

La population totale du *Rio Grande do Norte* qui se situe à 2,4 millions en 1991, pourrait donc, selon l'IDEC, atteindre les 3 millions en l'An 2000. Mais elle n'est cependant encore qu'à 2,5 millions au "Comptage" de 1996<sup>1</sup>.

Depuis 1970 il est clair que l'essentiel de la dynamique de la population est porté par la population urbaine. Entre 1970 et

<sup>1</sup> IBGE, 1998, *Contagem 1996*, Site Internet de l'IBGE.

1991 la population rurale recule un peu en valeur absolue (de 813 à 746.000) mais régresse beaucoup en valeur relative : alors qu'elle était majoritaire en 1970 (52%) elle ne représente que moins d'un tiers (30,1%) en 1991, et sans doute moins d'un quart en 2000. Le *Rio Grande do Norte* est donc nettement engagé dans une dynamique d'urbanisation.

Présentant ces évolutions et perspectives, l'IDEC en propose le commentaire suivant : « En relation avec la population urbaine, la croissance s'effectue de manière accélérée, depuis que le point d'équilibre (...) a été atteint au début des années 70. Simultanément, on observe depuis quelques décennies le vidage [esvaziamento] des campagnes, dû à l'émigration systématique et croissante de l'homme des campagnes vers les villes »<sup>1</sup>. Ces seuls chiffres très généraux n'autorisent cependant guère une telle présentation qui voudrait que, selon le principe des vases communicants, lorsque les campagnes se vident, les villes se remplissent. Ce modèle "exode rural" trop simpliste, d'ailleurs assez répandu à propos du Nordeste tout entier, ne rend en fait qu'assez mal compte de réalités qui, nous le verrons, sont un peu plus complexes. Pour tenter de mieux les cerner, il convient sans doute d'aller au-delà de ce schéma de strict "transvasement" des campagnes, en général, vers les villes et, en particulier, vers la plus importante d'entre elles, la capitale de l'Etat : Natal.

Une approche globale, moins étroitement démographique et davantage géographique de la question, partant des données disponibles, doit tenir compte à la fois des phénomènes d'échelles et des différenciations sub-régionales du côté des campagnes, tout comme, d'autre part, des caractéristiques et des dynamiques particulières des diverses composantes du système urbain estadual.

L'examen des caractéristiques spécifiques de la hiérarchie du système des villes, ainsi que l'étude de l'évolution intercensitaire différenciée des catégories de taille des villes, entre 1980 et 1991, permettront d'abord (A) de faire apparaître des tendances qui ne réduisent pas à la seule "macrocéphalie urbaine" au profit de la ville-capitale, mais qui mettent en évidence, en fait, un renforcement différencié des centralités urbaines à différentes échelles.

Dans un deuxième temps (B) il s'agira de souligner la tendance à la linéarisation, à la fois côtière et routière, des dynamiques actuelles de population. Ces tendances, d'ores et déjà séculaires, s'accroissent encore dans la dernière période.

Quant à la différenciation des espaces (C), à travers une analyse de l'évolution des densités locales de populations rurales au cours de la dernière période intercensitaire (1980-1991), nous chercherons à cerner les dynamiques et les caractéristiques de ce qui ressemble fort à un processus de "déruralisation" dans le *Rio Grande do Norte*, qui ne doit cependant pas être confondu avec l'exode rural. Elles sont des

<sup>1</sup> CEP/IDEC, 1996, *RN, novo perfil demográfico*. sp.

facteurs cumulés de déterritorialisation de masses de population à chaque fois plus nombreuses. Mais elles posent également la question de la fragmentation toujours plus poussée des espaces. Nous verrons que cette question trouve son expression non seulement dans la subdivision politico-administrative du territoire en un nombre de municipes sans cesse plus élevé, mais également dans des tentatives renouvelées de divisions régionales établies par les instituts spécialisés, IDEC et IBGE. Or, nous constaterons que si ces tentatives concurrentes divergent quant à leurs résultats, elles reposent cependant sur une même logique qui reste essentiellement celle du "puzzle": elles consistent surtout à trouver les "bonnes" limites à la "juste" échelle pour un maillage géo-économique intégral et sans chevauchement du territoire. Or, l'analyse spatiale<sup>1</sup> ne doit-elle pas plutôt s'efforcer de cerner, dans tout espace qu'elle examine, la combinatoire chaque fois spécifique, et par conséquent proprement identitaire, des pôles, des axes et des aires ?

### A - Les pôles : l'accentuation différenciée des centralités urbaines.

La logique territoriale contemporaine dominante du *Rio Grande do Norte* est désormais beaucoup moins celles des aires, que celle des pôles urbains. Or, pour Maria Clementino, si cette évolution générale a tant tardé à s'affirmer dans l'espace estadual c'est bien parce qu'il a longtemps existé des anomalies dans le développement urbain du *Rio Grande do Norte*, dont "les traits de base" présenteraient même à cet égard, selon elle, une certaine « gravité qui a persisté jusqu'à nos jours ». Elle les résume assez sévèrement ainsi : « le processus d'urbanisation, compris comme la restructuration des relations campagne-ville, n'a pas avancé. Pour le Nordeste, et particulièrement, pour le *Rio Grande do Norte*, il est certain que la dispersion, l'atomisation, la non-centralité de la campagne, ont permis toutes ces manifestations, et donné une médiocre dimension à ce processus. Mais il est certain aussi, que si quelque changement a émergé, ce fut l'Etat oligarchique le responsable. De ce moment date [...] l'ingérence politique de l'Etat dans la conformation de ce que nous pourrions appeler un simulacre urbain »<sup>2</sup>. L'un des aspects du *Planejamento* régional aurait ainsi consisté plus à masquer qu'à corriger ce déficit historique de la croissance urbaine dans le Nordeste.

Le retard de l'urbanisation ainsi dénoncé est-il en train de se combler et l'augmentation du poids des centres urbains s'effectue-t-elle aujourd'hui de manière plus équilibrée entre les différentes catégories de taille des villes ?

Pour tenter d'y répondre nous examinerons les caractéristiques spécifiques du système urbain et, pour commencer, celle de la hiérarchie des 100 premiers centres

<sup>1</sup> Voir : D.PUMAIN et T.SAINT-JULIEN, 1997, *L'analyse spatiale*, Cursus, A.Colin.

<sup>2</sup> Maria do Livramento M.CLEMENTINO, 1995, *Economia e urbanização, Le RN dans les années 70*, p.113, souligné par nous, J-Y M.

urbains de plus de 2.000 habitants agglomérés, dans le *Río Grande do Norte*.

#### Une urbanisation globale accélérée

On sait que, très généralement, dans un espace donné, le système des villes est censé respecter un certain nombre de lois générales. La loi de Zipf (1949) est, par excellence, la loi de référence la plus simple sur la distribution par taille des villes. Paul Bairoch la présente sommairement ainsi :

« Parlons de la loi de Zipf puisque c'est la référence générale en la matière. Cette loi est très simple. Partant d'observations empiriques, on arrive à la constatation que, dans un ensemble géopolitique (un pays, une grande région), la taille des villes est directement fonction de la taille de la ville la plus importante. Et la relation, la formule est très simple : la deuxième ville à la taille de la plus grande divisée par deux ; la troisième la taille de la plus grande divisée par trois, etc. Cette relation découlait assez directement de la distribution spatiale des villes et des aires d'influence de celles-ci »<sup>1</sup>.

Traduite graphiquement, cette loi signifie que lorsqu'on représente un système de villes dans un graphique par points à deux entrées, avec, en abscisse, le rang des villes, et en ordonnée, suivant une échelle logarithmique, leur taille, les différents points représentant les villes doivent s'aligner, en principe du moins, selon une droite, qui exprime cette relation Rang-Taille de Zipf.

En procédant ainsi pour une centaine de villes du *Río Grande do Norte*, à la date des deux derniers recensements, 1980 et 1991, on obtient donc deux alignements de points [voir **Figure 2 : Relation de Zipf dans la hiérarchie urbaine du Río Grande do Norte (1980 et 1991)**, p.199]. Nous n'avons considéré ici que les 100 premiers "noyaux urbains" du sommet de la hiérarchie des 152 municipes du *Río Grande do Norte*, estimant qu'au delà, avec des populations de moins de 2.000 habitants, il était difficile de parler encore de hiérarchie et de centralités urbaines, s'agissant plutôt ici de bourgs ruraux.

<sup>1</sup> P.BAIROCH, 1985, *De Jéricho à Mexico, villes et économie dans l'histoire*, Coll. Arcades, Gallimard, p.193. Sans doute s'agit-il ici d'une loi un peu générale et grossière. Elle vaut ici moins par la vérification du principe qui l'inspire, dit également "loi de corrélation Rang-Taille", que par la possibilité qu'elle offre de faire apparaître les spécificités d'un réseau urbain donné à travers les écarts constatés par rapport à la loi, et par les comparaisons qu'elle autorise pour un même réseau urbain, à deux dates différentes.

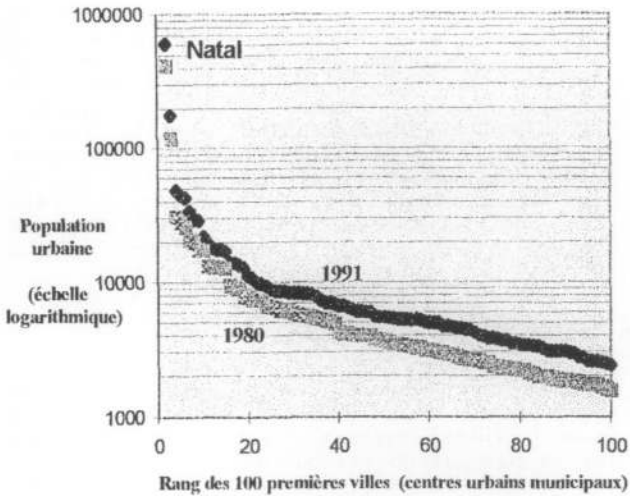


Figure 2 : Relation de Zipf dans la hiérarchie urbaine du *Rio Grande do Norte* (1980 et 1991)

Plusieurs constatations s'imposent alors :

- Deux villes, **Natal** et **Mossoró**, s'extraient nettement des alignements généraux attendus pour chacune des deux dates considérées. Ce sont elles qui ont essentiellement bénéficié de la poussée d'urbanisation postérieure à 1950. Concernant Natal, le déséquilibre est si évident que, sans aller jusqu'à devoir évoquer "Natal et le désert Riograndense", force est cependant de parler d'une véritable "macrocéphalie" urbaine de Natal dans l'Etat du *Rio Grande do Norte*.

- Mais une autre particularité concerne également la série des vingt premières villes de la hiérarchie, celles qui dépassent les 10.000 habitants en 1991. S'y côtoient des municipes urbains dès à présent intégrés à l'agglomération du "Grand Natal", comme Parnamirim et Macaíba, ainsi que d'autres centres qui dépassent les 20.000 habitants, comme Ceará-Mirim, Caico, Currais Novos, Açú et Santa Cruz, ou se situent entre 10.000 et 20.000 habitants : João Câmara, Macau et Areia Branca, mais également Apodi et Caraúbas, ou Parelhas et même Pau dos Ferros. Ce sont tous ces centres urbains locaux qui ont concentré localement l'essentiel de l'accroissement intercommunautaire de la population. On peut les considérer comme les véritables chefs-lieux, sans qu'ils en aient officiellement le titre, des "mésorégions géographiques" de l'IBGE (13 villes de cette catégorie pour 19 microrégions, en



comptant Natal et Mossoró). Ils montrent ainsi que l'affirmation de la polarisation urbaine ne s'applique pas qu'à la seule échelle de l'Etat mais également aux échelles inférieures.

- Ce mouvement général d'urbanisation dans l'Etat du *Rio Grande do Norte* se confirme aussi au cours de la période intercensitaire considérée, entre 1980 et 1991. Malgré la brièveté de la période, la translation générale vers le haut de l'alignement de l'ensemble des points représentant les 100 premières villes est très nette, compte tenu de l'échelle logarithmique utilisée. La poussée d'urbanisation profite donc en fait à l'ensemble des villes, sans toutefois parvenir à corriger les écarts qui existaient initialement, et qui se maintiennent donc, voire s'accroissent. Autrement dit, la poussée générale d'urbanisation conserve en l'état les déséquilibres généraux caractéristiques du système urbain norte-riograndense tels qu'ils se présentaient dès 1970.

### 1 - Une urbanisation différenciée

Une seconde méthode pour mesurer un peu plus finement l'évolution des centralités et des polarisations consiste à considérer l'accroissement intercensitaire des populations des centres urbains, regroupés par catégories de taille.

**Tableau 1 : Taux d'accroissement intercensitaire des centres urbains du *Rio Grande do Norte* selon la taille (1980-1991)**

Catégories de taille (Pop. Urbaine 1991)	Nombre de cas (Municipes)	% d'accroissement intercensitaire (1980-1991)
Plus de 500.000	1 Natal	45,5
Plus de 100.000	1 Mossoró	50,1
Dc 50 à 20.000	7	60,9
Dc 20 à 10.000	10	42,0
Dc 10 à 7.500	14	43,7
Dc 7.500 à 5.000	24	51,2
Dc 5 à 2.000	51	58,0
Moins de 2.000	43	59,3
	151	51,0

Tableau établi et calculé par l'auteur à partir des données de l'IBGE

Il apparaît ainsi que les évolutions sont plus diversifiées par catégories de taille que ne pouvait le faire entrevoir la méthode précédente. Si on met à part les cas de Natal et de Mossoró, qui se situent désormais dans une évolution quasi métropolitaine, il faut ainsi distinguer trois types de cas :

- 1 - Celui du groupe des **villes moyennes** ( de 20 à 50.000 habitants) qui connaissent un accroissement record (61%) nettement plus fort que la moyenne *estaduale* (51%). C'est par exemple le cas de Parnamirim (+ 144,8 %) et de Macaiba (+ 69,9 %), intégrés au "Grand Natal", ou de Ceará-Mirim (+ 59,1%).

- 2 - Celui des **petites villes** de 2.000 à 5.000 habitants, avec un accroissement de 58% également élevé. Il s'agit de bourgs ruraux qui sont ainsi concernés, dans presque toutes les microrégions, par les effets locaux de la déruralisation. Ce phénomène actuel est tout simplement, le prolongement de celui qu'avait déjà souligné M.C. de Andrade : « A partir de 1960 [...] les propriétaires de terre ont poussé les *moradores* de leurs propriétés à se transférer du milieu rural vers le milieu urbain - sièges de municipes et de districts - afin d'échapper à leurs charges sociales. D'où peuvent s'observer des quartiers pauvres, véritables *favelas* périphériques, dans des villes qui comptent moins de 5.000 habitants, alors qu'avant cela semblait être propre aux centres de grande et moyenne taille <sup>1</sup> ». C'est donc, pour une part au moins, à cette échelle, que si les campagnes se vident, elles remplissent d'abord les petites villes. Nous aurons à revenir plus loin sur ce phénomène très particulier de la "déruralisation".
- 3 - Entre les deux, la majorité des **villes intermédiaires**, de 5.000 à 20.000 habitants, ne connaissent pas un rythme aussi soutenu de croissance urbaine, avec une moyenne d'accroissement d'un peu plus de 40 % seulement. C'est notamment le cas, pour ce qui est des plus remarquables, de João Câmara (+ 40,9 %), de Parelhas dans le Seridó Oriental (+ 49,1 %) de Nova Cruz, dans l'Agreste, à la limite de la Paraíba (+ 40,0 %) et, dans l'ouest-potiguar, de Caraubas (+ 43,7 %). C'est donc bien à ce niveau de taille des villes que la mise en place d'un réseau urbain équilibré semble accuser un moindre dynamisme, sinon un certain retard.

Ces évolutions témoignent ainsi de certains réarrangements au sein du réseau urbain *norte-riograndense*, qui paraît combler assez rapidement son retard global, mais non sans quelques nuances entre les différentes catégories de taille, et également selon les régions.

Au cours de la dernière période intercensitaire, un grand nombre de nouveaux municipes ont franchi le cap de la "bascule urbaine" où leur population urbanisée rattrape et dépasse leur population rurale [Tableau 2, p.202]. Certes ils ne sont pas encore majoritaires en nombre (69 sur 152 à l'époque) mais, comme il s'agit des municipes les plus peuplés, ce sont bien désormais 7 Potiguars sur 10 qui vivent en milieu urbain (69,1 % en 1991).

<sup>1</sup> Manuel C. De ANDRADE, 1988, *O Nordeste e a questão regional*, p.25.

Tableau 2 : La poursuite du "basculéement urbain" des municipes du Rio Grande do Norte entre 1980 et 1991

Méso-Régions (selon l'IDEC)	Nombre de Municipes					
	Nombre Total		Où : %Urb. > %Rur.		Où : %Rur. > %Urb.	
	en 1980	en 1991	en 1980	en 1991	en 1980	en 1991
<i>Litoral Oriental</i>	24	24	6	11	18	13
<i>Litoral Norte</i>	16	16	4	8	12	8
<i>Agreste</i>	32	32	2	14	30	18
<i>Currais Novos</i>	6	6	3	5	3	1
<i>Caicó</i>	12	12	5	9	7	3
<i>Serras Centrais</i>	7	7	0	1	7	6
<i>Alto Apodi</i>	33	33	1	6	32	27
<i>Mossoroense</i>	21	22 <sup>1</sup>	8	15	13	7
Totaux	151	152 <sup>1</sup>	29	69	122	83

Établi par l'auteur à partir des données de l'IDEC, 1993

<sup>1</sup> Cette modification est consécutive à la création du nouveau municipe de Serra do Mel, au Nord de Mossoró.

Avec cette "basculéement urbaine" presque générale, la population des villes l'emporte désormais sur la population des campagnes. De plus, à l'échelle de chacune des régions homogènes telles qu'elles sont ici définies par l'IDEC, on constate qu'une estimation des soldes migratoires pour la décennie 1970-80, montre clairement que dans toutes ces régions sans exception, les soldes migratoires sont positifs pour toutes les zones urbaines, et négatifs pour toutes les zones rurales [Tableau n°3].

Tableau 3 : Balance migratoire par régions (1970-1980) selon l'espace rural ou urbain (Régions homogènes de l'IDEC)

Régions/Zones	Soldes migratoires			% d'évolution due au S.M.		
	Urbaine	Rurale	Total	Urbaine	Rurale	Total
<i>Litoral Oriental</i>	+ 95900	- 30100	+ 64800	+24,6	-14,2	+10,5
<i>Litoral Norte</i>	+ 8500	- 24300	-15800	+24,2	-24,9	-12,2
<i>Agreste</i>	+5700	-19600	-13900	+109,5	-29,0	-18,8
<i>Currais Novos</i>	+10400	-12800	-2400	+26,6	-32,0	-3,4
<i>Caicó</i>	+13400	-19000	-5600	+33,0	-34,0	-5,4
<i>Serras Centrais</i>	+58400	-33200	+25200	+32,5	-21,3	+7,0
<i>Alto Apodi</i>	+11100	-15500	-4400	+36,9	-9,3	-2,2
<i>Mossoroense</i>	+11800	-44700	-32900	+26,6	-23,4	-13,2

Établi par l'auteur à partir des données du SEPLAN et de M.L.CLEMENTINO, 1995, p.186

Dans toutes les régions les soldes migratoires des zones urbaines sont nettement positifs, alors qu'ils sont aussi nettement négatifs dans les zones rurales. Une partie des migrations du rural vers l'urbain s'opère donc bien au niveau local et pas uniquement à la seule échelle estadual.

Même si nous ne disposons malheureusement pas de données similaires pour une période plus récente, d'autres indications donnent cependant à penser que la dynamique urbaine amorcée à partir de 1970 continue sur la même lancée, voire s'accroît. En témoigne, par exemple, la différence des taux de croissance moyens des populations urbaines et rurales dans chacune des mésorégions pour la période intercensitaire suivante : 1980-1991 [Tableau 4].

**Tableau 4 : La dynamique urbaine des municipes du Rio Grande do Norte (1980-1991, selon les régions homogènes de l'IDEC)**

Régions	Taux moyen de croissance annuelle % (80-91)		
	Pop. Totale	Pop. Urbaine	Pop. Rurale
<i>Litoral Oriental</i>	+3,40	+3,87	+1,74
<i>Litoral Norte</i>	+1,47	+3,47	-0,28
<i>Agreste</i>	+0,85	+4,08	-1,64
<i>Currais Novos</i>	+0,96	+3,02	-3,03
<i>Caicó</i>	+1,47	+3,28	-1,77
<i>Serras Centrais</i>	+0,80	+3,69	-0,90
<i>Alto Aporó</i>	+0,55	+3,56	-1,96
<i>Mossoroense</i>	+2,43	+3,60	+0,11
<i>Rio Grande do N.</i>	+2,21	+3,73	-0,44

Établi par l'auteur à partir des données de l'IDEC, 1993

Plus que par un transfert uniforme de tout l'intérieur vers la seule capitale, il est donc clair que la dynamique migratoire se déroule, en fait, au niveau même de chacune des "mésorégions homogènes", allant des campagnes vers la ou les villes. Et si la formule "*les campagnes se vident, les villes se remplissent*" peut donc être encore reprise, c'est en n'oubliant cependant pas qu'elle doit s'appliquer à toutes les échelles, non seulement celle de l'Etat, mais aussi celle des régions. Aussi l'idée de "déruralisation" semble-t-elle mieux convenir que celle d'exode rural qui pourrait prêter à confusion. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

## 2 - Natal : Primatie et macrocéphalie

L'augmentation du poids démographique de la capitale dans la population totale de l'Etat est un phénomène qui s'est accéléré au cours du siècle. Alors que dans les vingt premières années du XXème siècle la population de la capitale ne représentait même pas 6% du total, elle en compte désormais plus du quart. La concentration d'une part plus importante de la population *estaduale* dans la capitale s'est surtout accentuée dans les deux ou trois dernières décennies [Tableau 5, 204].

Tableau 5 : Evolution de la part de la population de Natal dans celle du Rio Grande do Norte ( 1900-1991)

Années	Natal	Rio Grande	% Natal/RN
1900	16.059	274.317	5,85
1920	30.696	537.135	5,71
1940	55.119	768.018	7,17
1950	103.215	967.921	10,66
1960	162.537	1.140.823	14,24
1970	264.379	1.545.428	17,10
1980	416.898	1.887.494	22,08
1991	606.681	2.414.204	25,13
1996	656.037	2.558.480	25,64

Source : Maria do Livramento M.CLEMENTINO, UFRN-CCHLA, 1995, d'après IBGE et SEPLAN-RN, mis à jour par l'auteur.

Même si le rythme du phénomène semble se ralentir dans la toute dernière période, il n'en reste pas moins que le poids relatif de la capitale n'a jamais cessé de s'accroître depuis un siècle. D'autant qu'aujourd'hui ce n'est plus seulement Natal qu'il faut considérer, mais l'ensemble de son agglomération, appelée "Grand Natal".

### 3 - Le "Grand Natal"

Depuis quelques années, du fait non seulement de l'augmentation de la population de Natal et des municipes environnants, mais de la dynamique d'agglomération qui prévaut désormais dans la région soumise directement à l'expansion et à l'influence de Natal, on a commencé, en effet, à s'exprimer en termes de "Grand Natal", afin de l'indiquer dans le vocabulaire lui-même. Le "Grand Natal" est ainsi défini par le SEPLAN<sup>1</sup>, comme l'agglomération des cinq municipes de Natal, Parnamirim, Macaíba, São Gonçalo do Amarante et d'Extremoz. L'IBGE, quant à lui, ne considère cependant, pour l'instant, que les seuls municipes de Natal et de Parnamirim dans ce qu'il appelle encore seulement un "agglomérat urbain de Natal"<sup>2</sup>.

Tableau 6 : La population du "Grand Natal" (1980-1991)

MUNICIPES DU "GRAND NATAL"	1980			1991		
	Municipe	Urbaine	% urbaine	Municipe	Urbaine	% urbaine
Natal	416.898	416.898	100.0	606.681	606.681	100.0
Parnamirim	26.360	19.822	75.2	63.253	48.534	76.7
Macaíba	31.267	17.053	54.5	43.403	28.979	66.8
São Gonçalo do Amarante	50.797	25.762	50.7	45.401	8.240	18.1
Extremoz	8.701	3.318	37.7	14.933	8.189	54.8
GRAND NATAL	534.023	482.853	90.4	773.671	700.623	90.6

Source : Maria do Livramento M.CLEMENTINO, UFRN-CCHLA, 1995, d'après IBGE et SEPLAN-RN, mis à jour par l'auteur.

<sup>1</sup> SEPLAN : *Secretaria de Planejamento* [ Secrétariat à l'Aménagement ].

<sup>2</sup> Voir, Maria de Livramento Miranda CLEMENTINO, 1995, p. 250 et note 10 p.277

Une plus grande concentration de la population estadual se vérifie ainsi dans l'espace occupé par le "Grand Natal". Si en 1991, la moitié de la population du Rio Grande occupait 17,10 % de la surface totale de l'Etat, 64,3 % de cette moitié résidaient dans le "Grand Natal". En l'an 2000, il est dès maintenant prévu que la moitié de la population n'occupera plus que 13,4 % de la surface à l'Est du territoire de l'Etat, et que le "Grand Natal" rassemblera alors 74,20 % de cette moitié-là<sup>1</sup>. La dynamique de métropolisation qui s'est désormais amorcée autour de Natal, même si elle n'a pas l'ampleur et l'extension de celle des autres très grandes métropoles du Nordeste comme celles de Recife (Pernambuco) ou Fortaleza (Ceará), n'a donc vraisemblablement pas fini de faire sentir ses effets.

Quant aux explications du phénomène, concernant les migrations vers Natal les données sont rares et souvent anciennes<sup>2</sup>. Selon l'IBGE, en 1970, la population de Natal ne comptait pas plus d'un quart de migrants. Une enquête partielle un peu plus récente sur ce sujet, menée par M.Clementino, a cependant donné les indications suivantes [Tableau 7].

Tableau 7 : Provenance des migrants à Natal selon le lieu de naissance et de résidence précédent (1987)

	Rio Grande do Norte			
	Localité de naissance		Résidence antérieure	
	Nombre	%	Nombre	%
Villes	520	65,00	542	67,75
Zone rurale	188	23,50	173	21,63
Villages	92	11,50	85	10,62
Total	800	100,00	800	100,00

Source : M. L.CLEMENTINO, Enquête de terrain, Juillet 87, in : SEPLAN 1995

Il en ressort que les deux tiers des immigrants de Natal sont nés dans des villes et avaient leur ancienne résidence, avant leur arrivée à Natal, dans des zones urbaines, principalement dans l'Etat du Rio Grande do Norte lui-même. A l'inverse, les migrants résidant dans des zones (áreas) et dans des villages ruraux (*agglomerados* et *povoados*), avant de venir à Natal, représentent des pourcentages assez faibles, respectivement 21,63% et 10,62%. On doit donc en conclure que le degré d'urbanisation des migrants, avant même leur arrivée à Natal, est déjà très élevé, autant en ce qui concerne leur lieu de naissance (65%), que leur ancien lieu de résidence (67,75%).

<sup>1</sup> IDEC, Rio Grande do Norte, Novo perfil demográfico, Natal-RN, 1996.

<sup>2</sup> En règle générale, les instituts spécialisés (IBGE, IDEC) ne prennent guère directement en compte les délicats problèmes de migrations et de leur quantification. Par exemple, dans « Rio Grande do Norte, Novo perfil demográfico » (ouv. cité, 1996) il n'en est ainsi pas question du tout. Ce qui est surtout considéré ce sont donc les implantations, les répartitions des populations dans le cadre des subdivisions territoriales ( Etats, méso et micro-régions, municipales, zones et quartiers urbains). Les migrations ne sont ainsi appréhendées qu'indirectement, par leurs résultats et leurs conséquences. Faudrait-il y voir le fruit d'une représentation héritée, statique et fixiste, des territorialités, qui hésite encore à considérer plus frontalement des dynamiques plus mouvantes de peuplement ?

Si on doit en croire cette enquête partielle il serait donc ainsi très net que la plupart des migrants qui arrivent à Natal ne viennent pas directement des campagnes - sauf circonstances exceptionnelles comme les périodes prolongées de *seca* - mais proviennent plutôt des villes de l'Intérieur, où ils sont généralement nés et ont en quelque sorte appris l'urbanité avant d'affronter la grande ville. On pourrait même y voir une explication possible du relatif "creux" dans la croissance des villes moyennes observé précédemment : c'est la migration de leurs propres habitants au profit de la capitale dont la force d'attraction et le dynamisme sont plus grands que les leurs, qui ralentit ainsi, en partie, leur croissance.

Dans l'ensemble du Grand Natal le paysage urbain apparaît au regard comme plutôt informe et ne donne parfois guère le sentiment d'une agglomération, avec ses nombreuses parcelles et espaces intra-urbains laissés provisoirement vides. Cela tient à l'intensité de la spéculation immobilière et aux modalités de la production de l'espace urbain sur lesquelles nous reviendrons bientôt plus longuement<sup>1</sup>. Ce qui fait l'agglomération c'est donc moins la continuité des espaces de "densification urbaine", que les effets des axialités et des centralités. Quelques grands axes, routiers ou urbains, alignent les activités et les constructions et assurent ainsi un très réel effet d'agglomération. Le Plan Directeur urbain de Natal<sup>2</sup> tient déjà compte, à son échelle, de cette réalité en hiérarchisant les axes du "système viaire" (*Systema Viário*) en "voies structurelles" (*Via Estrutural*), "voies collectrices" (*Via Coletora*) et voies locales. Ce sont les premières qui génèrent principalement les effets d'agglomération, par leur capacité à accueillir « de grands volumes de trafic et par le développement des vitesses les plus élevées »<sup>3</sup>. Elles constituent « le principal accès aux autres municipes/routes » (fonction de "pénétration"), et permettent la liaison et les déplacements entre les régions extrêmes<sup>4</sup> (fonction de "Liaison") de la ville et de son agglomération. Quelques exemples parmi les plus fréquentées : pour les premières Av. Sen. Salgado Filho (BR-101), Rue B.T. Landim (BR-406), Av. Eng. Roberto Freire (RN-063), et pour les secondes Av. Rio Branco, Av. Presidente de Moraes et Av. Presidente Café Filho.

Quant aux centralités intra-urbaines, elles se manifestent très bien dans la convergence des lignes d'autobus sur les gares routières. La "rodoviária velha" (ancienne gare routière), dans le vieux quartier portuaire et central de Ribeira, a conservé les lignes d'autobus internes à Natal et à son agglomération, alors que la "rodoviária nova" (nouvelle gare routière), dans le quartier plus excentré et récent de Cidade Esperança, accueille les lignes moyennes *estaduales* et les grandes lignes *inter-estaduales* (vers Recife, Fortaleza, et même Rio de Janeiro et São Paulo).

<sup>1</sup> Voir notre Quatrième Partie, chapitre « Les cinq étapes de la production de l'espace urbain ».

<sup>2</sup> DIÁRIO OFICIAL, 1994, « Lei do Plano Diretor de Natal », N°8350, Prefeitura de Natal.

<sup>3</sup> Idem, op. cité, p.04

<sup>4</sup> Ibidem..

Les migrations quotidiennes sont intenses. La *Rodoviária Velha* concentre le trafic des autobus de nombreuses compagnies, publiques et privées. Les migrations alternantes en autobus urbains ou périurbains sont le lot quotidien des couches populaires, des employés du commerce et des administrations, des élèves des établissements scolaires de tous niveaux, y compris des écoles primaires (surtout privées). Ils viennent ainsi chaque jour, traversant les nombreux "angles-morts" du construit urbain ou les espaces militaires, non seulement des quartiers périphériques de Natal, mais également de tous les municipes du Grand Natal, par de longs trajets, souvent sinueux, voire périlleux, dans des véhicules inconfortables et peu respectueux des horaires.

Plus qu'un paysage urbain très fragmenté et discontinu, ce qui fait l'agglomération du Grand Natal, c'est donc la configuration du réseau des voies urbaines et péri-urbaines et l'intensité des flux de trafic qu'elles portent. La "péri-urbanisation" procède ainsi par l'étalement en nappe de la zone d'influence la plus proche de Natal qui englobe peu à peu les villes et les bourgs situés sur les territoires des municipes voisins désormais inclus dans le Grand Natal. Fonctionnellement, cette péri-urbanisation revêt cependant deux aspects. D'abord celui de l'élargissement, en fait lui aussi très fragmentaire et lacunaire, des quartiers périphériques populaires de plus en plus éloignés du centre. En ce sens elle s'inscrit assez bien dans un modèle général de ségrégation socio-spatiale de type centre/périphérie correspondant à un gradient centrifuge global richesse/pauvreté. Ensuite, l'agglomération s'étend aussi de manière linéaire, par la construction intensive de résidences secondaires "de plage" pour les plus riches des *natalenses*, sur le littoral proche de Natal. Ces constructions, souvent immenses et luxueuses, se situent souvent à flanc de dune, sans beaucoup de respect des règles d'urbanisme ni trop de considération pour l'environnement fragile, en ignorant par exemple complètement les risques encourus du fait du recul du trait de côte ( ex: Plage de Cotovelo, à Piú). Témoigne, d'une certaine manière, de cette forme de péri-urbanisation balnéaire, à la richesse très ostentatoire, la multiplication en ces lieux, depuis quelques années, des tours de relais des téléphones portables, comme à Ponta Negra, à Genipabu et à Buzios. Elle se traduit aussi, à la fin de chaque semaine surtout, par la circulation intensive et bruyante des "buggys"<sup>1</sup> sur les "routes du soleil" des littoraux nord et sud, sur les dunes et même sur les plages, sans trop de ménagement non plus pour l'environnement.

#### 4 - Le système urbain du *Rio Grande do Norte*

Depuis le basculement de 1970 la transition urbaine se poursuit. Elle n'est pas que le fait de la seule capitale. Elle se déroule à toutes les échelles. Elle se traduit par le déploiement d'un système des villes différencié [Figure 3, p.208].

<sup>1</sup> Buggy : véhicule de marque Volkswagen, avec un châssis type "coccinelle" recaréné en style décapotable et doté de pneus larges pour pouvoir circuler partout sans s'ensabler.



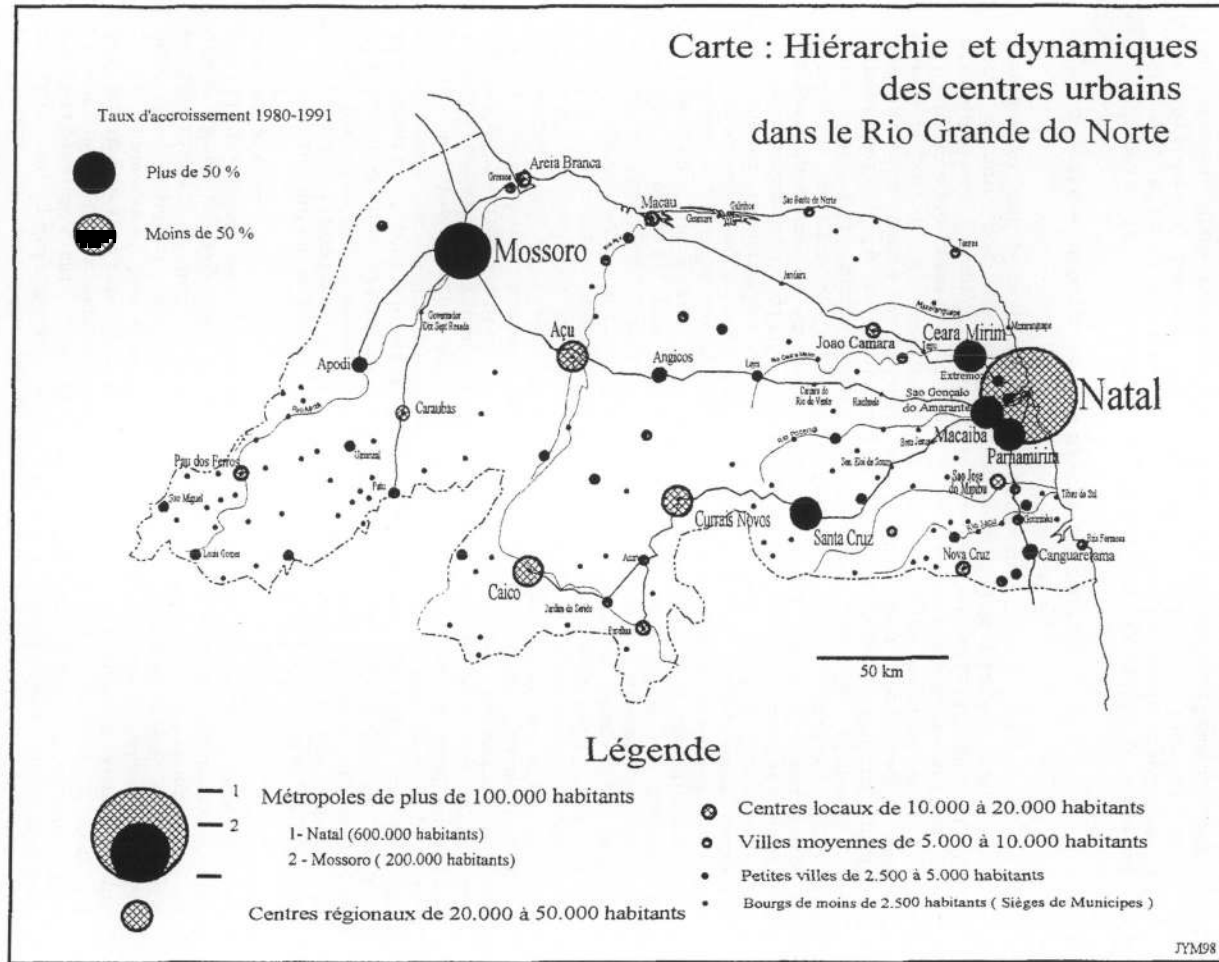


Tableau 8 : Le système des villes dans le *Rio Grande do Norte* (1991)

Hiérarchie et typologie des villes du <i>Rio Grande do Norte</i> Catégories de taille et accroissement de 1980 à 1991					
Type	Pop.	% $\nearrow$	Type	Pop.	% $\nearrow$
<b>2 Métropoles de plus de 100.000</b>			<b>38 Villes moyennes 5.000 à 10.000</b>	<b>263013</b>	<b>+47,68</b>
1 - " <i>Grand Natal</i> "	787610	+50,97	Dont :		
Natal	606681	+45,52	São Miguel	9337	+65,34
Parnamirim	48534	+144,85	Umarizal	8508	+10,28
Macaíba	28979	+69,93	Nisia Floresta	6018	+16,02
São Gonçalo	8240	+43,01	Touros	5952	+108,11
Extremoz	8181	+146,56	Baía Formosa	5564	+60,07
2 - Mossoro	191959	+50,05	Alto do Rodrigues	5331	+127,74
<b>5 Centres régionaux 20.000 à 50.000</b>	<b>215033</b>	<b>+46,02</b>	<b>39 Petites villes 2.500 à 5.000</b>	<b>141460</b>	<b>+59,14</b>
Ceara-Mirim	44720	+59,08	Dont :		
Caico	42801	+39,00	São Tomé	4981	+68,33
Currais Novos	33824	+31,81	Bom Jesus	4432	+110,65
Açu	29485	+43,81	Antonio Martins	2919	+29,91
Santa Cruz	21801	+65,67	José da Penha	2556	+49,21
<b>11 Centres locaux 10.000 à 20.000</b>	<b>165920</b>	<b>+39,41</b>	<b>55 Bourgs de moins de 2.500</b>	<b>82732</b>	<b>+62,43</b>
Macau	19753	+12,80	Dont :		
Nova Cruz	17931	+39,99	Maxaranguape	2384	+21,94
João Camara	17693	+40,95	Pureza	2037	+6,26
Pau dos Ferros	17603	+35,96	Vila Flor	1848	+129,28
Arcia Branca	16985	+31,06	São José do Seridó	1767	+65,29
Canguaretama	14032	+79,03	Caiçara do R. do Vento	1434	+224,43
Apodi	13869	+50,59	Barcelona	1283	+18,47
Parelhas	13387	+49,11	Tibau do Sul	1104	+28,37
São José do Mipibu	12845	+36,71	Santana do Seridó	1042	+102,33
Angicos	11181	+51,05	Ilmo Marinho	897	+13,26
Caraubas	10681	+43,66	Jardim de Angicos	546	+97,83

Établi par l'auteur à partir des données de IBGE.

Voir la carte : "Hiérarchie et dynamiques des centres urbains dans le *Rio Grande do Norte*", p.208.

En dehors des deux très grandes villes de **Natal**, avec son agglomération, et de **Mossoró** qui remplissent le rôle de métropoles, la première pour l'ensemble de l'Etat, et l'autre pour tout le grand ouest potiguar, ce système comporte également 5 centres régionaux, 11 centres locaux et 38 villes moyennes, le reste étant constitué de très petites villes et de gros bourgs qui sont pourtant des chefs-lieux de Municipales.

Bien qu'ils s'inscrivent tous dans une dynamique de croissance parfois forte, il est nécessaire de souligner certaines différences. Le seuil significatif se situe à plus ou moins 50% d'augmentation pendant la période intercensitaire 1980-1991. Or s'il est vrai que les deux métropoles dépassent juste ce seuil ("Grand Natal" : +50,1% et Mossoró : +50,05), il faut aussi remarquer que ce sont finalement les 39 petites villes et les 55 bourgs qui connaissent les taux de croissance de leur population urbaine les plus forts, respectivement +59,1 % et + 62,4 %. L'exode rural se manifeste donc d'abord et

surtout à cette échelle locale. Pendant ce temps, en moyenne mais avec de grands écarts entre eux, ni les 5 centres régionaux, ni les 11 centres locaux, ni les 38 villes moyennes ne parviennent à franchir ce seuil des 50 % de croissance urbaine intercensitaire. Les villes du milieu de la hiérarchie urbaine du Rio Grande do Norte fait donc bien preuve d'un moindre dynamisme démographique dû à un croît naturel plus modéré que dans le milieu rural et à un solde migratoire négatif en faveur de la capitale.

### Conclusion

Les polarités urbaines sont différenciées. La "basculée urbaine" intervenue depuis 1970 recouvre des situations en fait plutôt variées. Les métropolisations dynamiques du Grand Natal et de Mossoró ne doivent pas laisser ignorer la dynamique urbaine des plus petits centres.

Il faut donc éviter un schéma trop simple qui se contenterait opposer l'intérieur rural à une métropole littorale frappée de macrocéphalie, fonctionnant sur la base d'un exode rural permanent et massif de l'un vers l'autre, en lui préférant une modélisation un peu plus nuancée du système urbain.

Certes, la dynamique de métropolisation du Grand Natal est aujourd'hui surtout portée par un effet d'agglomération qui entraîne désormais Macaíba, Parnamirim et, peut-être même, jusqu'à Ceará Mirim. Mossoró, métropole plus régionale de l'Est potiguar, connaît aussi un fort dynamisme mais à un niveau évidemment moindre de population. Mais il existe aussi une génération déjà ancienne de capitales méso-régionales, jouant le rôle de centres régionaux : Currais Novos dans le Seridó, Santa Cruz dans l'Agreste potiguar et Açú dans la vallée du même nom. Elles réussissent à maintenir leur rôle de polarisation de certaines parties de l'espace norte-riograndense. A un niveau moindre, les centres locaux moyens, à part ceux qui sont entraînés par d'autres logiques, tels Canguaretama et Angicos, connaissent de plus grosses difficultés : l'exemple le plus net est celui de Macau sur lequel nous aurons à revenir. Mais la plupart voient souvent leur dynamisme urbain contrarié par les difficultés économiques locales, et ils ne sont donc guère en mesure de freiner les départs vers les deux métropoles, comme Mossoró dans le cas de Macau, mais surtout Natal pour la plupart. Enfin dans les catégories les plus modestes, les plus petites villes et les gros bourgs ruraux érigés néanmoins en chefs-lieux de municipes, connaissent, selon les régions, un assez fort accroissement de leur population urbaine de 1980 à 1991, dépassant parfois très largement le seuil des + 50 %, voire dans certains cas des + 100%, notamment dans la zone sucrière du littoral oriental. Il ne fait aucun doute que c'est généralement là le résultat d'un exode rural quasiment *in situ*, un aspect qui ne doit pas être négligé dans ses effets sur la dynamique urbaine.

S'il y a bien renforcement des polarités urbaines, c'est donc à toutes les échelles et de manière plutôt différenciée selon les catégories de taille.

## B - Les axes : la linéarisation des dynamiques spatiales de peuplement.

La forme sous laquelle on souligne le plus volontiers la tendance à la linéarisation des dynamiques de répartition de la population est celle qui consiste à mettre en avant les effets d'une concentration accentuée de la population sur la façade littorale orientale. Or, de ce point de vue, les chiffres sont en effet éloquentes [Tableau 9].

Tableau 9 : "Où se concentre la moitié de la population ?" dans le Rio Grande do Norte.

Année	Surface (%)	Densité (hab/km <sup>2</sup> )
1970	27,33	53,46
1980	23,49	76,17
1991	17,10	132,34
2000	13,39	203,80

Source : CEP/IDEC, 1996.

Ainsi selon l'IDEC qui établit et commente ces données, « lorsqu'on étudie le déplacement et la concentration de la population dans l'Etat à partir de 1970, on observe qu'il y a eu un déplacement de la population dans la direction orientale de l'Etat, où se localise Natal, la capitale. Occupant un espace chaque fois plus limité, la tendance est d'y avoir des densités toujours plus élevées, de sorte qu'en l'an 2000 elle devrait être aux environs de 204 hab/km<sup>2</sup>, presque quatre fois plus forte que celle observée en 1970 ». Sans doute faut-il en effet voir ici l'une des tendances lourdes de l'évolution de la répartition de la population dans les limites territoriales de l'Etat du Rio Grande do Norte. Mais, encore une fois, est-il suffisant d'avancer ici comme explication un simple déplacement de population, de type "exode rural", entre l'Intérieur et le Littoral ? Il semble que l'on reste ainsi dans l'idéologie du dualisme nordestin traditionnel opposant "Interior" et "Litoral". Le phénomène est sans doute plus divers que celui d'un simple transfert de population d'ouest en est. Si l'on veut offrir une analyse un peu plus poussée de la localisation des dynamiques de population selon les principaux axes du territoire il nous faudra successivement :

- montrer une certaine pérennité de ces axes et de leur réseau hiérarchisé à travers le temps historique et les étapes de l'évolution de la formation économique et sociale.

- prendre la mesure des dynamiques de population, dans la maille des municipes certes, mais aussi selon leur positionnement par rapport à la hiérarchie des principaux axes terrestres de communication.

Il fut un temps, désormais bien lointain, où le rôle de la navigation de cabotage, puis celui des chemins de fer a pu être un peu plus important. C'était l'époque où seules comptaient les villes portuaires du Littoral, et où les routes étaient très insuffisantes à l'"Intérieur". Aujourd'hui, avec une ouverture et une organisation de l'espace plus équilibrées, ce sont incontestablement les transports et les axes routiers qui l'emportent dans le fonctionnement du territoire.

<sup>1</sup> IDEC, 1996, Rio Grande do Norte, novo perfil demográfico, sp. Le manuscrit de cette étude nous a été gracieusement remis, avant publication, par Mardone Cavalcante FRANÇA, Coordonateur de la CEP/IDEC.

1 - L'héritage du *Planejamento* routier

Selon Francisco de Oliveira, pourtant très critique à l'égard de l'idéologie de l'aménagement régional, il y a bien là cependant l'un des succès les moins discutables du *planejamento*, que celui de la « construction d'un réseau de routes non-revêtues, mais de bonne qualité dans le Polygone de la Sécheresse... ». Mais même avant les grands programmes routiers nationaux des années cinquante, « le Nordeste semi-aride comptait avec un réseau de routes supérieur en quantité et en qualité à celui du reste du pays »<sup>1</sup>.

Dès les années cinquante, parlant précisément du Seridó, « plaine torride et un peu brumeuse, rousse et caillouteuse », partagée entre la Paraíba et le Rio Grande do Norte, le géographe français Emile Aubert de La Rue signale également que des routes et des pistes (le) sillonnent en tous sens, ce qui donne une idée du très beau réseau routier dont dispose dans son ensemble » toute la région. La plupart des routes ne sont pas, précise-t-il, très anciennes, datant de vingt à trente ans tout au plus. « On peut dire que se sont elles qui ont marqué l'éveil du Sertão et fait progresser ses villages et ses bourgs, qui vivaient jusque là très isolés et repliés sur eux-mêmes »<sup>2</sup>.

Ce réseau fut encore bien amélioré par la suite, selon des modalités que précise ainsi Martine Droulers<sup>3</sup> :

- De 1962 à 1967, la SUDENE dispose alors de gros moyens. Comme dans les autres Etats nordestins, le département des routes (D.E.R.) est réorganisé. Il construit et entretient les routes « estaduais », tandis que la viabilisation de la route littorale, la BR-101, bénéficie d'importants investissements.

- De 1968 à 1976, la politique routière est centralisée à Brasilia. Un Plan Directeur des Routes, préparé par le G.E.I.P.O.T. (Groupe d'Etudes au Ministère des Transports) est réalisé avec l'aide de la Banque Mondiale.

- A partir de 1976, chaque Etat élabore son propre plan routier et le gouvernement fédéral donne la priorité à la mise en place d'un réseau de routes vicinales dans le cadre des Programmes de développement rural.

Aujourd'hui l'état du réseau routier du *Rio Grande do Norte* s'établit comme suit :

Tableau 10 : Structure du réseau routier du *Rio Grande do Norte* (1993)

Propriété	Extension du réseau routier (km)				
	Total	Revêtu	Non-revêtu	En travaux	Projeté
Fédéral	1 710	1 367	188	110	45
Estadual transitoire	115	77	38	-	-
Estadual	3 927	2 336	1 487	34	70
Municipal	21 704	117	21 289	-	298

DER, 1993 et Fundação IDEC, *Anuário Estatístico do Rio Grande do Norte*, 1994, p.375.

<sup>1</sup> F. de OLIVEIRA, 1981, « *Elegia para uma Re(f)igião* », p.54.

<sup>2</sup> E. AUBERT DE LA RUE, 1957, « *Bésil aride ( la vie dans la caatinga )* », coll. Géographie Humaine, n°29, p.81.

<sup>3</sup> M.DROULERS, 1980, « *Le rôle de l'Etat dans l'aménagement du Sertão du Nordeste* », *Problèmes d'Amérique Latine*, Notes et Etudes Documentaires, n°4559-4560, Documentation Française, p.76.

La grande majorité des routes sont donc de statut municipal, et ne sont pas revêtues, ce qui leur confère une viabilité très précaire qui reste dépendante des intempéries. Même à Natal les nids de poules, appelés ici "buracos", ne sont pas rares dans les artères secondaires non pavées ou goudronnées.

Avec cette stabilité séculaire des grandes lignes du réseau routier du *Rio Grande do Norte* on trouve assurément là un bel exemple de « ces invariants qui traduisent l'existence de structures territoriales permanentes »<sup>1</sup>.

## 2 - Des dynamiques axialisées

L'étude des dynamiques de population peut être conduite à travers l'analyse des évolutions intercensitaires (1980-1991) des populations des 152 municipes du *Rio Grande do Norte* selon qu'ils sont desservis par des axes routiers que nous qualifierons respectivement de "majeurs", "importants", "moyens" ou "secondaires" [Voir **Figure 4 : Dynamismes territoriaux dans le Rio Grande do Norte (1980-1991)**, p.214].

Dans cette hiérarchie n'est considérée comme axe vraiment "majeur" que la seule route littorale **BR-101**, qui relie Natal à João Pessoa (Paraíba) et Recife (Pernambuco) et, au-delà, au sud du pays<sup>2</sup>. Les axes "importants" sont au nombre de trois : celui qui conduit d'abord Natal à Mossoró (BR-304), en passant par Lajes, Angicos et Açú; celui qui va ensuite de Natal à Macau (BR-406) en desservant également Ceará-Mirim, João Câmara et Jandaira ; et celui qui conduit enfin de Natal au Seridó oriental (BR-226 et BR-427) en passant successivement par Santa Cruz, Currais Novos, Acari et Parelhas. A ce réseau principal fortement centré sur Natal, s'ajoutent quelques axes transversaux d'importance moyenne : la RN-120 qui part de Santa Cruz au sud, à la frontière avec la Paraíba, pour rejoindre São Bento do Norte sur le littoral septentrional, en passant par Santo Antônio, Serra Caiada, São Paulo do Potengi, Bento Fernandes, João Câmara et Parazinho; comme, tout à l'ouest de l'Etat, la route qui va de Mossoró à São Miguel, en passant par Apodi, Itaú, São Francisco do Oeste, Pau dos Ferros et Agua Nova.

La carte des "dynamismes territoriaux" de population [Figure 4, p.214], telle qu'elle s'établit à travers le critère des rythmes de croissance démographique intercensitaire (1980-1991), s'organise pour une large part en fonction de la disposition de la desserte de l'espace par les axes les plus importants du réseau routier. La BR-101 draine ainsi la partie du Littoral Sud où les taux de croissance démographique dépassent le plus souvent 30%. Les 6 municipes desservis par cet axe majeur ont vu leur population augmenter de 50 % entre 1980 et 1991 et rassemblent désormais un tiers de la population totale du *Rio Grande do Norte* tout entier.

<sup>1</sup> A.CHAUVET, 1987, « Une écriture de la géographie régionale du Maghreb », *L'Espace Géographique*, n°4, p.252.

<sup>2</sup> Encore faut-il s'entendre sur cette dénomination commode de "route littorale" : « Entre João Pessoa et Fortaleza, que séparent huit cents kilomètres, la route se tient à une bonne distance de la côte et même là où elle s'en rapproche le plus, on aperçoit à aucun moment la mer, sauf à Natal ». E.AUBERT DE LA RUE, 1957, « Brésil aride... », p. 115.

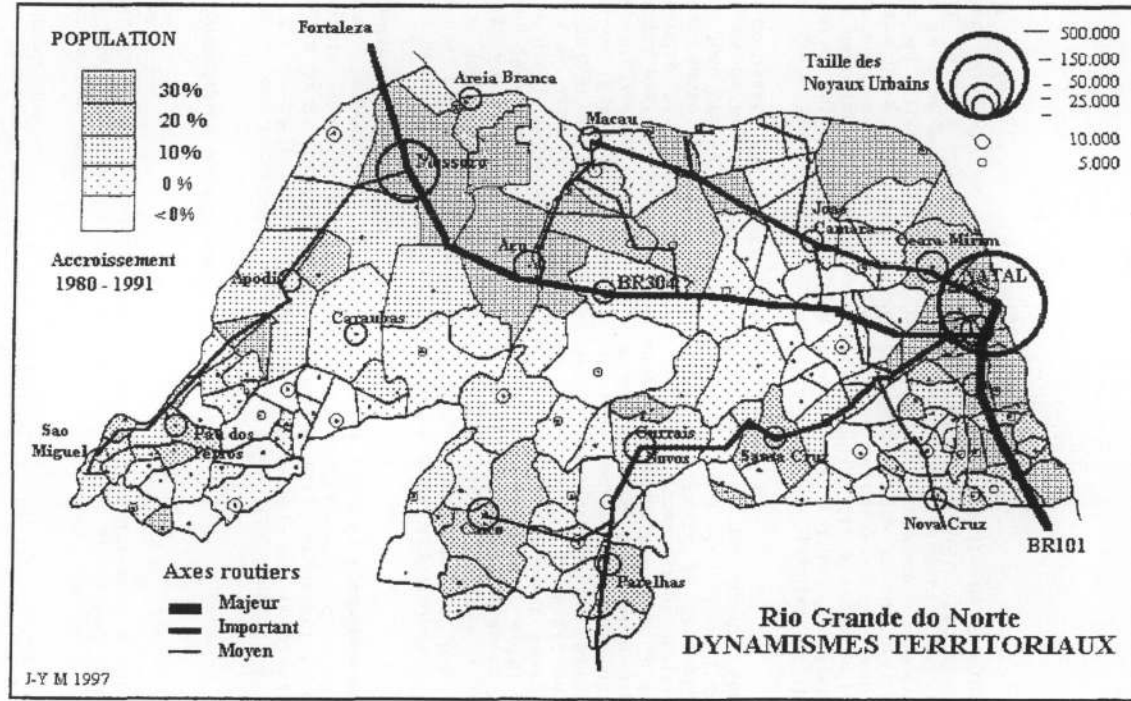


Figure 4 : Dynamismes territoriaux dans le Rio Grande do Norte (1980-1991)

A l'inverse, les régions les plus à l'écart des axes routiers importants connaissent des rythmes de croissance faibles, voire négatifs. Ces "angles-morts" de l'accessibilité sont également des régions déprimées en termes de quantité et de dynamisme de peuplement. C'est, par exemple, notamment le cas des Serras centrales (Santana do Matos) et de la région d'Umarizal dans les montagnes du sud-ouest.

On peut mesurer les disparités du dynamisme démographique à travers le tableau suivant établi selon les distinctions de desserte évoquées plus haut [ voir **Tableau 11** ci-dessous].

Il montre qu'à côté d'un urbain polarisé et axialisé, il existe toujours un "rural profond" qui reste, quant à lui, non seulement à l'écart de la desserte des routes les plus importantes, mais également, s'agissant parfois de régions montagneuses et enclavées, en marge des dynamiques nouvelles de peuplement.

**Tableau 11 : Evolution intercensitaire de la population des municipes selon la hiérarchie de leur desserte routière (1980-1991)**

Desservis par axe routier	majeur	important	moyen	secondaire	Total
Nombre de municipes	6	21	14	111	152
Accroissement pop. totale 80-91 %	49,48	28,27	18,61	12,95	27,19
Accroissement pop. urbaine 80-91 %	66,28	47,78	46,36	51,85	56,27
Accroissement pop. rurale 80-91 %	-83,59	-12,59	-7,69	-9,21	-15,30
Part de la pop. /RN en 1980	27,63	23,19	10,46	38,72	100,00
Part de la pop. /RN en 1991	32,47	23,39	9,76	34,39	100,00
% pop. urbaine en 1980	88,79	67,69	48,65	36,29	59,37
% pop. urbaine en 1991	98,77	77,98	60,04	48,79	72,94
% pop. rurale en 1980	11,21	32,31	51,35	63,71	40,63
% pop. rurale en 1991	1,23	22,02	39,96	51,21	27,06

Etabli et calculé par l'auteur à partir des données IBGE

C'est donc bien au cours des années 80 que le Rio Grande do Norte a véritablement connu la "bascule urbaine", qui l'a fait passer d'une population rurale majoritaire à une population urbaine désormais dominante. Cette bascule s'est accentuée et confirmée depuis cette époque à un rythme accéléré. Mais même dans le "rural profond", qui représente toujours plus d'un tiers de la population, la tendance à l'urbanisation se constate cependant. Le rythme intercensitaire de la déruralisation sur place y semble même un peu plus marqué (- 9,2 %) que dans les petites villes mieux desservies par des axes routiers moyens (- 7,7 %). Si la population de ce rural profond n'est encore majoritairement rurale que de très peu, il y a cependant fort à parier que la bascule urbaine s'y soit également produite depuis la date de 1991.

La desserte par un axe routier apparaît comme un accélérateur de la "déruralisation", d'autant plus que cet axe est important. Les 6 municipes traversés par la BR-101 ont ainsi une population urbanisée en presque totalité (98,77%); les 21 municipes desservis par un axe "important" le sont aux trois quarts; les 14 par un axe "moyen", à 60 %; et, même les 111 municipes seulement accessibles par une route "secondaire", sont urbanisés à près de la moitié (48,79%).

Il faut d'ailleurs signaler que, de part et d'autre des routes fédérales, une bande de 50 mètres de large est, réglementairement, sous l'administration du D.E.R.<sup>1</sup> qui y tolère généralement la présence

<sup>1</sup> D.E.R. : Departamento de Estradas de Rodagem.



d'occupants précaires, sauf trop grand risque lié à la circulation. S'y constituent donc souvent, à proximité des villes, en une forme particulière de périurbanisation, de véritables *favelas* rurales au bord des plus grandes routes, comme à Goianinha et Jão Câmara. Au-delà de cet étroit ruban, souvent mis en cultures - pour peu que le sol s'y prête et qu'il y ait de l'eau à proximité - commence alors le domaine des grandes propriétés, qui, elles, ne tolèrent rien du tout à cet égard<sup>1</sup>.

L'examen, en relation à la hiérarchie des axes de desserte routière, des rythmes différenciés des dynamiques démographiques d'urbanisation et de déruralisation, fait donc apparaître une certaine corrélation entre les deux types de phénomènes.

### Conclusion

Certes, il est légitime de souligner que les plus grands axes routiers actuels du Rio Grande do Norte, notamment les BR-101 et BR-304, occupent toujours aujourd'hui l'emplacement des anciens "chemins du bétail" [*caminhos do gado*] reliant le *sertão* du Ceará à Olinda et Recife<sup>2</sup>. Mais, bien au-delà de ce seul héritage historique, il est clair que le désenclavement quasi général du Nordeste par le réseau des routes du *Planejamento* régional de la SUDENE, a bouleversé les conditions même du fonctionnement du territoire. Plus qu'une logique des seules caractéristiques et contraintes naturelles, ce qui domine désormais dans la région, c'est bien plutôt une dynamique de pôles et d'axes, donc de réseau. C'est sans perdre de vue cette modification fondamentale qu'il nous est maintenant possible de revenir finalement au délicat problème de la subdivision en aires infrarégionales.

---

<sup>1</sup> Cette bande sert aussi d'éventuelle position de repli aux paysans sans-terre lorsqu'ils échouent dans leurs tentatives d'occupation (*acampamento*) d'une *fazenda* voisine. Voir Quatrième Partie.

<sup>2</sup> Cf., par exemple : M.C. De ANDRADE, *A homem e a terra no Nordeste*, ouv. cité, p.179, et M.Do L.CLEMENTINO, 1995, *Economia e urbanização no R.N. nos anos 70*, p.97.

## C - Les aires : différenciations et fragmentations territoriales

La question des formes et des modalités de la subdivision territoriale est complexe. Ce qui est d'emblée évident c'est qu'elles interviennent puissamment dans la définition des territorialités et dans la détermination des identités locales. Nous les envisagerons ici sous cet angle.

- Il s'agira tout d'abord de (re)considérer la dichotomie classique rural/urbain. Portée par la poussée actuelle d'urbanisation qui fait basculer, nous l'avons vu, le *Rio Grande do Norte* dans l'urbain dominant, elle présente cependant le risque, dans son dualisme commode, d'offrir un substitut peut-être facile et trompeur, en remplacement du vieux dualisme traditionnel *Litoral/Interior*.

- Il faudra ensuite envisager la place du maillage des municipes. Le mouvement historique de formation de cette trame politico-administrative de base dans les limites du *Rio Grande do Norte*, présente des particularités d'évolution, souvent signalées mais peu commentées ou interprétées, telles qu'elles doivent cependant donner à réfléchir sur sa signification historico-territoriale, dans le contexte régional et même, plus généralement, brésilien.

- La difficulté de la sub-régionalisation de nature géo-économique se traduit dans les hésitations et les divergences des organismes spécialisés ( par exemple : IBGE et IDEC) dans leurs propositions de subdivision régionale sur des critères de ce type. Il faut donc rouvrir ce dossier, en considérant que ce qui se joue ici c'est beaucoup plus que le simple défi du degré de pertinence de ces subdivisions géo-économiques, mais bien au-delà, celui d'une approche efficace des conditions actuelles de redéfinition des identités régionales et des territorialités localisées.

### 1 - La dichotomie rural/urbain : diversité de la "déruralisation" dans le Rio Grande do Norte.

Au plan démographique la dualité classique rural/urbain est donc actuellement en plein renversement. Depuis le franchissement de l'étape cruciale de la "basculée urbaine", vers 1970 nous l'avons vu, le phénomène s'accroît d'année en année dans les différentes parties de l'Etat.

#### **Définition et signification du processus de "déruralisation"**

Au sujet de la définition des populations rurales et urbaines, précisons que pour les recensements de 1980 et de 1991, l'IBGE estime que les populations doivent être considérées comme urbaines ou rurales essentiellement selon la localisation de leur domicile. Sont donc ainsi considérées comme urbaines les populations résidant dans les **villes** (sièges des municipes, du même nom que le municipe auxquelles elles appartiennent), les **bourgs** (sièges de "districts") ou les **zones urbaines isolées** ( spécialement définies par une Loi municipale). Par contre, sont considérées comme rurales les populations dont le domicile est situé hors de ces limites, y compris les "**agglomérats ruraux d'extension urbaine**" (ou groupement de population à partir d'un ensemble de constructions de plus de 50 "unités domiciliaires"), les "**povoados**" ( ou agglomérat rural isolé sans caractère privé ou d'entreprise) et les

"nucleos" ( de caractère privé ou d'entreprise, appartenant à un unique propriétaire).

On le voit, les définitions sont donc très différentes de celles qui ont cours en France. Il n'y a pas, par exemple, de seuil minimum fixé : la population d'une très petite ville doit ainsi être considérée comme urbaine à la seule condition que celle-ci soit siège de *município* ou de *district*. L'intérêt de ces définitions dans le cadre de notre approche de la territorialité est cependant que dès l'instant où une population sort du cadre de la *fazenda* et se retrouve dans une ville, même petite, elle est très généralement prise en compte dans la population urbaine, ce qui n'était pas le cas dans la situation précédente. Autrement dit, le passage de la population rurale à la population urbaine est bien ainsi un indicateur statistiquement fiable de l'ampleur du phénomène de la "déruralisation".

Car, moins que d'un exode rural massif des paysans vers les plus grandes villes, on doit donc, en effet, plutôt parler d'une "déruralisation", c'est-à-dire une éviction plus poussée des petits agriculteurs résidents plus ou moins précaires, et de statuts divers, des grands *latifúndios* par les grands propriétaires fonciers. Manuel C. De Andrade en a décrit très clairement ainsi, pour l'ensemble du *Nordeste*, les origines, le mécanisme et les implications <sup>1</sup> :

« Un fait qui attire l'attention dans l'intérieur du *Nordeste* est le dépeuplement des campagnes et l'extension toujours plus grande des cultures pratiquées par les grands propriétaires et par les entreprises. Il y a quelques décennies, on observait, dans l'intérieur du *Nordeste*, l'existence de cultures principales, mais, intercalées à celles-ci, il y avait les "sitios" des petits producteurs, presque toujours *arrendatários*, *parceiros* ou travailleurs de *cambão* et de condition, avec leurs humbles maisons, construites en "pisée" et entourées d'arbres fruitiers et de cultures alimentaires. Aujourd'hui le paysage est uniformisé dans sa plus grande extension; on voyage pendant des heures consécutives au sein de *canaviais*, de *cacauais*, de pâturages, de cultures de soja, etc. Les petits *sítios* ne persistent seulement que dans les espaces les plus distants des routes ou dans des lieux élevés, d'accès difficile. C'est qu'avec l'intensification de la pénétration du capitalisme à la campagne et avec le développement de la technologie agricole et industrielle, les propriétaires en viennent à se dispenser des services des agriculteurs [*moradores*] et à exploiter directement leurs terres. Le processus d'expulsion est très souvent effectué de manière violente, avec la (re)prise des terres et la destruction des cultures, avec violence et menaces pour la vie des paysans et de leurs familles; dans d'autres cas elle est faite de manière plus subtile, en offrant une indemnisation pour les biens que le *morador* possède, en alléguant qu'à la ville ou au village voisin il pourra bénéficier d'une vie meilleure, avec plus de liberté et avec des possibilités de loisirs, d'enseignement et des institutions de santé, pour la famille. Le *morador*, séduit par la vie urbaine et par la liberté d'offrir ses services à un patron de son choix, reçoit allègrement ces suggestions et s'installe en ville. C'est seulement après qu'il ressentira l'incertitude du travail, l'instabilité dans le besoin de bras au cours des diverses saisons de l'année, le problème de la désagrégation de la famille et le manque des aliments qu'il produisait dans le "sitio" quand il vivait dans le *latifúndio* ».

Cette "déruralisation" interne des campagnes est donc avant tout un phénomène social. L'accentuation de la pénétration du capitalisme, de ses techniques de production certes, mais surtout de ses rapports sociaux de production, a pour résultat de remettre définitivement et complètement en cause ce qui pouvait encore rester des anciens rapports sociaux hérités, qui "toléraient" au nom d'un prétendu paternalisme du grand propriétaire, par exemple, la présence des *moradores* sur leur parcelle,

<sup>1</sup> Manuel Correia de ANDRADE, 1988, *O Nordeste e a questão regional*, 1988, p.50

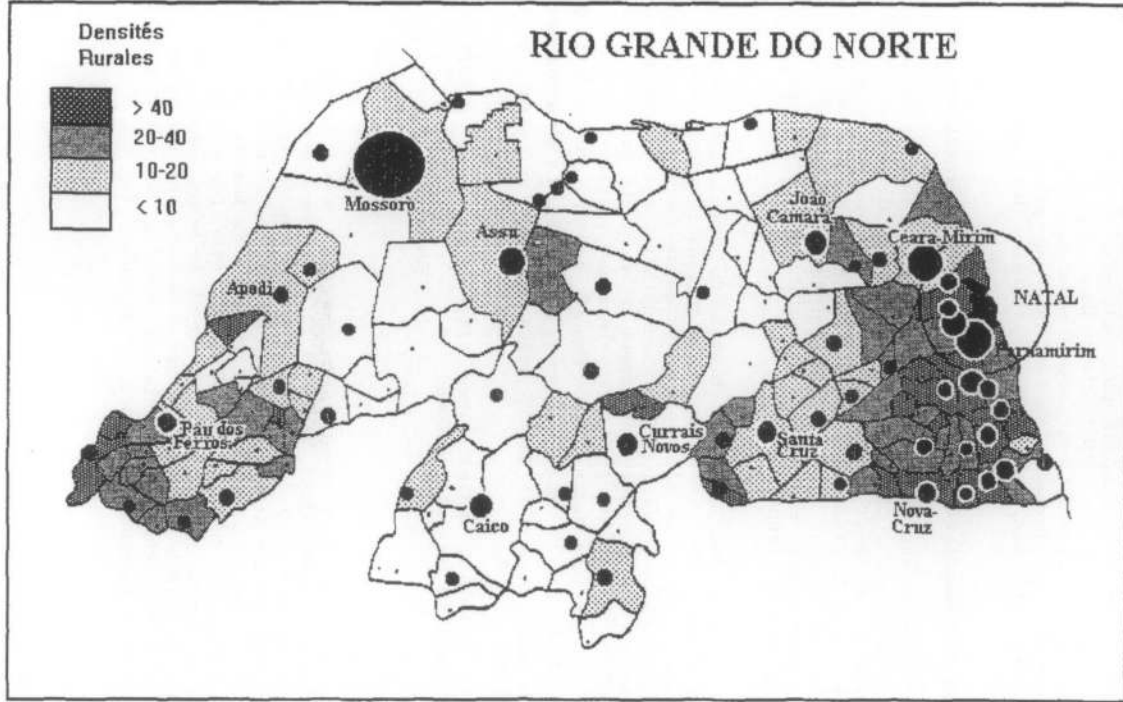


Figure 5 : Densités rurales dans le Rio Grande do Norte (1991)

au sein même des grandes exploitations. Aujourd'hui, comme le dit encore M.C. De Andrade : « la campagne se dépeuple en conséquence de l'expulsion des travailleurs, provoquée par l'appât du gain des propriétaires qui craignent la Réforme Agraire »<sup>1</sup>.

Il faut également remarquer que cette déruralisation, exclusion à la fois sociale et géographique des petits agriculteurs, ordinaire et permanente, ne doit en général guère aux effets exceptionnels et brutaux de la seule sécheresse. Nul n'est donc besoin du recours à ladite "problématique de la séca", si souvent mise en avant sur ces sujets, pour rendre compte d'un phénomène au fond beaucoup plus ordinaire, mais à la longue plus efficace, d'exclusion sociale des petits paysans des campagnes.

#### La différenciation sous-régionale de la "déruralisation"

L'objectif est maintenant de tenter de mieux cerner les disparités et les évolutions, jusqu'à une échelle locale, dans l'évolution de l'implantation de la population rurale du *Rio Grande do Norte*. On peut le faire par la lecture combinée de deux paramètres concernant la population strictement rurale des municipes, c'est-à-dire en laissant ici de côté, pour chaque municipe, la population statistiquement considérée comme urbaine par l'IBGE.

Plus que les densités brutes de population dans la maille municipale, qui n'ont donc guère de signification véritable, il convient, à cet effet, de ne prendre en considération que les densités proprement rurales<sup>2</sup>. Quant à l'évolution intercensitaire, elle ne prendra également en compte que le taux d'accroissement de la seule population rurale des municipes entre 1980 et 1991. Les principaux résultats de cette approche sont figurés sur une carte [ Voir **Figure 5**, p.219], et synthétisés dans le tableau récapitulatif suivant [ voir **Tableau 12 : La déruralisation dans le Rio Grande do Norte**, page 221] établi selon le cadre microrégional tel qu'il est fixé par l'IBGE.

La situation apparaît donc effectivement très diversifiée. Nous distinguerons ainsi trois régions.

#### A l'Ouest :

Sur le littoral Nord-ouest, les densités sont faibles, mais les microrégions, comme celles de Macau et de Mossoró échappent en partie à la déruralisation en retrouvant une partie de la main-d'oeuvre rejetée par la concentration technique et financière de l'industrie des salines<sup>3</sup>, même si c'est en nombre limité. A l'ouest, où les densités rurales sont très faibles, les régions continuent de voir leurs populations rurales baisser, notamment la Chapada do Apodi et le Medio Oeste. Seule la vallée de l'Açu, où la densité rurale moyenne dépasse les 10 hab/km<sup>2</sup>, réussit à peu près à maintenir sa population rurale, un effet partiel de la politique d'irrigation menée dans la région<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Idem, p. 52.

<sup>2</sup> Dk rurale d'un municipe = ( Pop. Municipale totale - Pop. Urbaine ) / Superficie du municipe. Le résultat de ce calcul pour la totalité des 152 municipes du RN est donné dans l'annexe statistique.

<sup>3</sup> Voir infra, même partie, chapitre 3.

<sup>4</sup> Aldenor Gomes da SILVA, 1992, *A Parreira na agricultura irrigada no Baixo Açu*, CCIL/UFERN.

Tableau 12 : La déruralisation dans le Rio Grande do Norte

( selon la régionalisation de l'IBGE )

Microrégions ( Nombre de municípes )		Evolution Pop. Rurale 1980-1991	Densités Rurales 1991
<b>OESTE POTIGUAR</b>			
Mossoró	5	+ 7,49	8,23
Chapada do Apodi	4	-10,05	8,42
Medio Oeste	5	-19,31	5,69
Vale de Açú	7	-1,50	10,33
Serra de São Miguel	7	-7,64	30,89
Pau dos Ferros	17	-9,06	18,23
Umarizal	10	-32,20	19,30
<b>CENTRAL POTIGUAR</b>			
Macau	4	+6,21	6,87
Serra de Angicos	7	-20,19	5,20
Serra de Santana	5	-4,83	11,95
Seridó Ocidental	7	-16,40	6,77
Seridó Oriental	10	-27,12	7,41
<b>AGRESTE POTIGUAR</b>			
Baixa Verde	5	-16,04	31,17
Borborema Potiguar	16	-21,64	13,58
Agreste Potiguar	20	-8,36	27,79
<b>LESTE POTIGUAR</b>			
Litoral Nordeste	5	+18,63	18,27
Macaíba	5	+22,28	39,76
Natal	3	+78,76	29,72
Litoral Sul	10	+ 0,12	33,54

Source : Tableau établi et calculé par l'auteur à partir des *Anuários Estatísticos do Brasil*, IBGE.

Dans les hautes terres du Sud-ouest, les très fortes densités rurales ( plus de 30 hab/km<sup>2</sup> dans Serra do São Miguel ) se combinent cependant désormais avec des baisses parfois sensibles de population : moins 1/3 à Umarizal par exemple. Ainsi, ce qui a longtemps constitué un véritable **isolat** de la Serrena commence à son tour à perdre une partie de sa spécificité rurale.

#### Au Centre :

Les "Serras Centrales" ( Angicos et Santana ) et le Seridó associent des densités rurales très faibles à des baisses fortes de leurs populations rurales. La déruralisation y est donc en marche même si elle n'y trouve guère de matière humaine sur laquelle s'exercer. Ce n'est pas tout à fait le cas dans l'Agreste, la Baixa Verde et la Borborema où le même processus de déruralisation s'applique aussi, mais à partir de densités rurales initiales sensiblement plus fortes.

A l'Est :

Dans la zone canaviaire du Litoral Sul la densité rurale moyenne reste élevée ( 33,5 hab/km<sup>2</sup> ) mais la population rurale stagne. C'est sans doute là où la tension est la plus forte entre les grandes propriétés foncières vouées à la canne à sucre et la pression humaine de la population rurale refoulée et entassée au bord des routes ou poussée vers les villes moyennes ou même petites, comme Canguaretama, Goianinha ou Vila Flor. Ce même phénomène s'observe également à Ceará-Mirim ( - 40 % de population rurale entre 1980 et 1991, avec désormais une densité rurale de 10 hab/km<sup>2</sup> seulement ). Mais l'exemple caricatural de ce point de vue est, à l'extrême sud, le municipe littoral de Baía Formosa, limitrophe de la Paraíba, où la densité rurale n'est plus que de 7 hab/km<sup>2</sup>, et où la croissance intercommunale de la population rurale n'a été que de 3 %, alors que celle de la population urbaine a été de 60 %. Ici, c'est bien plutôt la canne à sucre qui chasse l'homme rural et sa famille.

Dans les environs les plus proches du "Grand Natal", le problème est encore différent. La population comptée comme rurale par l'IBGE augmente parfois fortement entre 1980 et 1991 : + 125 % à Farnamirim avec une densité rurale de 88 hab/km<sup>2</sup>. Il s'agit ici, à l'évidence, des effets de la mise en place d'une petite agriculture maraîchère périurbaine, dont on retrouve souvent les produits proposés directement à l'achat sur la voie publique de la capitale voisine.

On voit donc que la notion classique d'exode rural ne pourrait que très imparfaitement rendre compte de la diversité des transferts actuels de population des campagnes vers les villes dans le *Rio Grande do Norte*. C'est pourquoi nous proposons donc ici de retenir plutôt celle de "déruralisation" qui nous semble mieux à même de recouvrir une telle diversité.

La différenciation de l'espace du *Rio Grande do Norte* en termes d'opposition rural/urbain conduit ainsi à souligner l'ampleur générale de ce phénomène de "déruralisation". Il ne signifie donc pas un simple transfert, de type exode rural simple, des campagnes de l'"Intérieur" en général, vers la très grande ville du "Littoral" en particulier. Essentiellement phénomène d'exclusion socio-spatiale des petits paysans du territoire même des grandes propriétés, il contribue surtout à renforcer les centralités urbaines à toutes les échelles, municipale, micro et méso-régionales. Dans ces centres urbains même petits se produisent également, par conséquent, des phénomènes de "favellisation rurale". Cela ne fait pas pour autant baisser, bien au contraire, la "faim de terre" de tous ceux des ruraux déterritorialisés qui, désormais sans-terre et déruralisés, continuent néanmoins plus que jamais à se considérer comme des paysans, accentuant leur revendication d'une véritable réforme agraire dont ils attendent ni plus ni moins que leur propre retour à la terre.

2 - Le politico-administratif : la fragmentation municipale

"Il s'agit de l'élaboration des cadres d'une nouvelle domination qui trouve dans l'archaïque son point de référence".

A Gramsci, La question méridionale

Considérant le Brésil tout entier, il faut d'emblée renoncer à l'idée trop française de l'immutabilité des découpages territoriaux locaux, qu'ils soient politico-administratifs (*municípios*, la base de la division territoriale au Brésil, comme le sont nos communes en France) ou géo-économiques ("méso et micro-régions homogènes" au sens de l'IBGE et des organismes de planification régionale comme la SUDENE).

Commençons donc d'abord par l'analyse de ce mouvement de création territoriale consécutive à la fragmentation politico-administrative en nouveaux municipes. Pour chaque nouveau municipe créé, ce processus d'émancipation dure au total trois ou quatre ans et se traduit par la redéfinition du tracé des limites municipales, l'accession d'un ou de nouveaux bourgs au statut de chef(s)-lieu(x) de municipe(s), entérinée pour finir par une consultation de caractère plébiscitaire<sup>1</sup>.

A l'échelle du Brésil, du Nordeste et de chacun des Etats de la région ce phénomène est mesuré par les chiffres du tableau suivant.

**Tableau 13 : Evolution du nombre de municipes au Brésil et dans les Etats nordestins (1940-1990)**

Année	Nombre de <i>municípios</i>					
	1940	1950	1960	1970	1980	1990
BRESIL	1574	1889	2766	3952	3952	4491
NORDESTE	584	609	903	1376	1375	1509
<i>Maranhão</i>	65	72	91	130	130	136
<i>Piauí</i>	47	49	71	114	114	118
<i>Ceará</i>	79	79	142	142	141	178
<i>Rio Grande do Norte</i>	42	48	83	150	150	152
<i>Paraíba</i>	41	41	88	171	171	171
<i>Pernambuco</i>	85	91	103	165	165	168
<i>Alagoas</i>	33	37	69	94	94	97
<i>Sergipe</i>	42	42	62	74	74	974
<i>Bahia</i>	150	150	194	336	336	415

Source : IBGE, *Anuário Estatístico do Brasil*, 1992, p.43

Mais l'approche par les seuls chiffres décennaux des recensements risque d'induire quelques distorsions dans la lecture et l'interprétation du phénomène. Il faut donc être plus précis dans cette chronologie de la création des municipes. Examinons-la dans le cas particulier du *Rio Grande do Norte*. La création territoriale, ici considérée d'un point de vue politico-administratif, connaît donc une histoire très particulière [Voir **Tableau 14**, p.224]. On peut d'abord considérer les échelles successives de cette fragmentation. Du XVIème au XIXème siècle, il s'agit d'ouvrir l'une après l'autre, les régions en les intégrant dans le maillage territoriale : Serrana avec Portalegre (1755), le Seridó avec Caico (1766), le Centre-Nord avec Açú (1766); le Littoral Nord-Est avec Touros (1833), puis celui du Nord avec Macau (1847).

Il semble qu'il faille ensuite la mettre en rapport avec les cycles économiques successifs : de la canne à sucre, de l'élevage, du coton... Au fur et à mesure du déploiement de chacun des cycles, des municipes sont créés dans les régions où il trouve son terrain d'élection : "Rios do açúcar" de l'Est pour le sucre (Ceará-Mirim, 1882), littoral septentrional pour le sel marin (Macau, 1847), Serras Centrales pour l'élevage extensif, etc.

<sup>1</sup> Z.MUSQUITA, 1993, « Divisions, découpages, partitions », *Espace-Temps*, n°51-52, p.199.



**Tableau 14 : Chronologie des créations de Municipes dans le Rio Grande do Norte (1599-1996)**

Période ou année	Nombre		Exemples (date)
	Créations	Cumul	
XVIème siècle	1	1	Natal (1599).
XVIIIème siècle	4	5	Portalegre (1755), São José do Mipibu (1758), Caico (1766), Açu (1766).
XIXème siècle	30	35	Touros (1833), Apodi (1933), Macau (1847), Mossoró (1852), São Miguel (1876), Ceará-Mirim (1882)
1ère moitié du XXème siècle	13	48	Parelhas (1914), João Câmara (1928), São Tomé (1928), Jucurutu (1935), Ipanguaçu (1948), etc...
1953	17	65	Coronel Ezequiel, Monte Alegre, São Bento do Norte, Afonso Bezerra, Grossos, Cruzeta, Upanema, Itau, Pendancias, etc...
1958-59	17	82	Paranamirim, Baía Formosa, Bento Fernandes, Sítio Novo, José da Penha, Umarizal, Varzea, etc...
1962	28	110	Espirito Santo, Montanhas, Bom Jesus, Passa e Fica, Guamaré, São José do Seridó, Parau, etc...
1963	40	150	Extremoz, Jandaira, Brejinho, Serrinha, Alto do Rodrigues, Carnaubais, Severiano Melo, João Dias, etc...
1981-82	2	152	Barauna (1981) et Serra do Mel (1982)
1992-93	10	162	Caicara do Norte ( détaché de São Bento do Norte), Bodó (de Santana do Matos), Fernando Pedrosa ( de Angicos), Itajá (Ipanguaçu), Major Sales (Luis Gomes), São-Miguel de Touros (Touros), Serrinha dos Pintos (Martins), Tenente Laurentino Cruz (Floriania), Triunfo Potiguar (Campo Grande), Venha Ver (São Miguel).
1996-97	4	166	Santa Maria, Rio de Fogo, Porto do Mangue, Tibau
<b>Total</b>	<b>166</b>	<b>166</b>	

Établi par l'auteur à partir des données de l'IDEC, *Anuário Estatístico do Rio Grande do Norte*, 1994, p.32 à 39, enquête de terrain et *Contagem IBGE* de 1995-96

La création des municipes est aussi en rapport assez direct avec le peuplement, puisqu'elle est plus active et poussée dans les régions les plus densément peuplées : *agreste*, *litoral* de la mata atlantique et *serrana*. Il y a donc un seuil critique de population en-dessous duquel il ne semble pas possible d'envisager la création d'un nouveau municipe.

**Tableau 15 : Evolution du Nombre de Municipes dans le Rio Grande do Norte selon les régions 1920-1970**

Zones « physiographiques » <sup>1</sup>	Recensements				
	1920	1940	1950	1960	1970
Litoral ou « Mata »	10	10	09	18	28
Agreste	05	07	09	20	36
Centre Nord	06	06	09	12	19
Seridó	06	08	10	16	22
Ouest	04	04	04	06	11
Serrana	06	07	07	11	34
<b>TOTAL</b>	<b>37</b>	<b>42</b>	<b>48</b>	<b>83</b>	<b>150</b> <sup>2</sup>

Source : Maria do Livramento M.CLEMENTINO, 1995, p.159

<sup>1</sup> Selon la régionalisation du recensement démographique de 1950

<sup>2</sup> Le RN compte aujourd'hui 166 municipes

Mais on ne peut surtout s'empêcher d'opérer aussi un rapprochement chronologique avec la succession des régimes politiques et les périodes historiques qui en découlent. Il faut souligner, de cette manière, que l'essentiel de la création de municipes s'est effectuée au cours de ce

siècle, et plus précisément encore, entre 1953 et 1963 : 102 municipes sur les 166 existant actuellement, soit les deux tiers, sont ainsi créés en 1953, en 1958-59, ou en 1962-63. Cette intense création territoriale est pourtant brutalement arrêtée à partir de 1964.

Le Coup d'Etat de 1964 et la période de dictature militaire qui s'en est suivie, marquent donc durablement une mise en sommeil de ce type de création territoriale politico-administrative. On peut estimer qu'il s'agit plutôt d'un gel face à ce qui aurait pu constituer un risque de démocratisation du pouvoir à la base. Pour parer au danger, réel à l'époque, de rencontre possible entre la poussée des Ligues Paysannes et un nouveau cadre territorial plus localisé, la Dictature militaire a donc pris toutes les dispositions qui lui semblaient nécessaires contre les menaces d'une démocratisation à l'échelle locale. C'est ainsi que s'est opérée « une centralisation du régime et des décisions, annihilant et subvertissant la Fédération elle-même et le Municipalisme. D'une certaine manière, l'appareil d'Etat lui-même s'est militarisé<sup>1</sup> en même temps qu'il s'est hypercentralisé. C'est de cette manière qu'il a été « procédé à l'exclusion politique de la société, car le "système" a fermé les canaux d'accession des fractions populaires à l'Etat »<sup>2</sup>.

Dans cet objectif, comme l'indique à ce propos B.M.Fernandes « l'alliance entre gouvernement militaire et capitalistes a eu besoin du soutien du pouvoir local pour la réalisation de sa stratégie géopolitique de contrôle du territoire (...) Ainsi, elle « coopta les agents du pouvoir traditionnel, dans la répression contre les formes d'organisation des travailleurs ruraux qui resurgit par le biais de l'action syndicale et de l'action pastorale de l'Eglise catholique. Le maintien d'un vide politique dans les campagnes était la condition nécessaire pour que l'alliance puisse développer son projet économique. Ainsi des institutions furent créées par le gouvernement dans l'objectif de contrôler les espaces vides de pouvoir »<sup>3</sup>.

Après la longue interruption de la Dictature militaire, deux nouveaux municipes sont d'abord créés en 1982 dans le Rio Grande do Norte : à Barauna et à Serra do Mel, dans l'Ouest Potiguar. Mais ce n'est finalement que très récemment, dans les années 90, que de nouvelles créations sont intervenues en plus grand nombre : 14 au total, ce qui porte le nombre des municipes de l'Etat à 166.

Ce fractionnement progressif du territoire est enfin à mettre en rapport, sur le long terme, avec une profonde mutation du cadre de la territorialité. Au début de ce siècle, le cadre reconnu et admis de la territorialité restait encore, incontestablement, la grande propriété foncière de type *fazenda*, soit *canaviária* à l'est, soit d'élevage extensif plus à l'ouest. Comme le souligne Hervé Théry pour tout le Brésil :

« La base de la construction est, ou du moins a longtemps été, la grande exploitation agro-exportatrice. Réalité économique fondamentale, la cellule productive de base est aussi son unité sociale essentielle. Si divers que soient les produits exportés (sucre, or, café), le grand domaine esclavagiste est resté jusqu'au delà de la moitié du XIXe siècle le principal cadre de son élaboration : *engenho* sucrier, *arrial* des orpailleurs, *fazenda* caféière avaient en commun d'être organisés autour de la résidence du maître et des logements des esclaves, *Casa Grande* et *senzala*. Le pouvoir des propriétaires de ces unités dépassait de loin leur seule puissance économique, déjà considérable : les liens de protection et de patronage qu'ils liaient avec les petits

<sup>1</sup> A.J.BRUM, 1991, *O desenvolvimento econômico brasileiro* [ Le développement économique brésilien ], p.149.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> B.M.FERNANDES, 1996, *MST, HUCITEC*, São Paulo, p.37-38.

producteurs indépendants étendaient leur clientèle bien au-delà de leur seule propriété(...). De ce fait la puissance publique a fait longtemps pâle figure face à la puissance réelle des maîtres des moulins à sucre (les *senhores de engenho*) des éleveurs du *sertão* »<sup>1</sup>.

Dans le Nordeste sucrier, avec la crise de l'*engenho* traditionnel et la montée de l'*Usina*, mais également l'apparition de nouvelles productions comme le coton ou le sisal, les grandes propriétés se sont alors tournées vers un autre type de fonctionnement, plus nettement capitaliste. Cette mutation économique a entraîné non seulement une mutation sociale, avec la "déruralisation" des paysans, mais également celle du cadre de référence de la territorialité lui-même. Ce cadre n'est désormais plus la seule grande propriété foncière, mais il s'est déplacé plutôt vers le maillage politico-administratif des municipes qui sert depuis lors d'unité de base pour une territorialité redéfinie.

Il n'en reste pas moins vrai que l'élite régionale des notables locaux - les *fazendeiros* d'aujourd'hui qui sont les dignes héritiers des *coronéis* d'hier - a su jusqu'à présent parer efficacement à tout risque de dérive politique trop démocratique et populaire à leurs yeux, en gardant solidement en main ce maillage politico-administratif municipal, pourtant démultiplié. Il semble ainsi leur avoir surtout servi de substitut commode au démantèlement des cadres anciens du maillage territorial, ceux de leur pouvoir du passé. Perdant leur influence directe sur les paysans, en tant que main-d'œuvre au sein des grandes propriétés, ils la conservent néanmoins sur la population locale, puisqu'elle est constituée des administrés des municipes qu'ils dominent désormais comme notables politiques locaux dominants. Selon E. de Queiroz Lima, les *coronéis* n'ont d'ailleurs ainsi « jamais méconnu ou sous-estimé l'intérêt qu'il y avait à développer une ville, dans la région qu'ils dominaient, un centre urbain qui soit sous leur dépendance et qui constitue en même temps le centre de leurs activités : ils agissent soit comme fondateurs soit comme protecteurs de villes qui sont les leurs, dans le sens plein du terme »<sup>2</sup>. Le *coronélisme* a donc su ainsi restructurer les bases de son pouvoir local.

Aujourd'hui, même après la phase de l'action planifiée dite époque de la SUDENE, c'est toujours par le biais de la dépendance budgétaire et financière que le pouvoir central dispose d'un moyen d'exercer un relatif contrôle sur le pouvoir local : « le moyen le plus systématiquement utilisé par l'Etat est le célèbre Fonds de Participation des Municipes, une forme de retour, au niveau local, des impôts perçus et centralisés par le gouvernement fédéral. Celui-ci est un puissant instrument de coercition dont dispose le pouvoir central pour maintenir la coopération, forçant les *coronéis* à la fidélité et à l'obéissance, eux qui veulent toujours rester du bon côté de la "situation" »<sup>3</sup>. En complément à ce mécanisme traditionnel, les subsides officiels sont également distribués à travers les diverses Agences de développement dans le cadre de tous les programmes et projets destinés à la région, qui sont, en vérité, des « sources d'inépuisables bénéfices pour les *coronéis* »<sup>4</sup>. Ils y trouvent les moyens de prolonger leurs pratiques anciennes du clientélisme politique [*currais eleitorais*]. C'est à travers ces divers mécanismes que le pouvoir local est jusqu'à présent resté, dans le Nordeste, solidement entre les mains des classes dirigeantes traditionnelles. Aujourd'hui le *coronel* nordestin, devenu

<sup>1</sup> H. THÉRY, 1995, *Pouvoir et territoire au Brésil*, p.19.

<sup>2</sup> E. de Q. LIMA, 1946, *Antiga família do sertão*, cité par F.S. PAULINO, 1992, ouv. cité p.46.

<sup>3</sup> F.S. PAULINO, 1992, ouv. cité p.46.

<sup>4</sup> Idem, p.49.

surtout industriel, avocat ou banquier, a diversifié et réorienté ses investissements vers les métropoles de l'industrie et de la finance, mais sans pour autant rompre tout lien avec la terre, la propriété foncière, sur laquelle repose une influence politique et électorale localisée dans les municipes de l'Intérieur, les municipes ruraux : « les municipes sont des fiefs politiques qui se transmettent par héritage - des patrimoines qui ne sont pas établis légalement, mais qui existent de manière informelle »<sup>1</sup>.

Depuis le début du XXème siècle, si on met en rapport dans le territoire du Rio Grande do Norte le mouvement de la population et celui de la création des municipes, on arrive à la constatation suivante : le calcul du Ratio : Population / Municipes conduit à la mise en évidence d'une certaine constance qui se situe dans une fourchette de 10 à 14.000 habitants, notamment depuis 1960 et, ceci, malgré les à-coups dans le rythme de la création des municipes, en particulier son interruption pendant la période de la Dictature militaire. Si on écarte de ce calcul la population de Natal - puis du "Grand Natal" pour la dernière décennie - qui procède plus de la polarisation métropolitaine que du maillage territorial, on arrive même à une régularité plus grande encore, de part et d'autre d'une moyenne de 10.000 habitants par municipe.

Il y a donc bien une certaine régularité dans le niveau-seuil de "créabilité" d'un municipe. C'est aussi le signe d'un type de création territoriale qui, à l'échelle locale, privilégie historiquement le maillage. Depuis un siècle, ce maillage politico-administratif des municipes s'installe donc plus largement. On pourrait certes y voir l'héritage de l'esprit pionnier conquérant des brésiliens. Mais il faut surtout souligner qu'il semble tout simplement avoir pris le relais du maillage plus ancien des grandes fazendas.

#### Conclusion

Certes on pourrait admettre, suivant la géographe brésilienne Zila Mesquita, qu'avec cette démultiplication des *municípios*, il s'agit bien là de la traduction d'une aspiration à une forme locale de séparatisme et, sans doute, de l'expression de nouvelles territorialités en émergence. Car, estime-t-elle, « l'objectif du séparatisme est de faire reconnaître le territoire comme le sien propre », et ses mobiles sont bien ceux de la « constitution d'identités individuelle et de groupe ». Aussi, « par leur forte liaison avec l'identité, on peut trouver [...] au sein des régionalismes et des localismes, les germes d'une autre territorialité »<sup>2</sup>. Mais, en l'absence d'informations plus précises sur les circonstances et les promoteurs exacts de ces séparatismes d'inspiration localiste, il reste pourtant difficile de trancher quant à savoir s'il s'agit donc ici du prolongement, sous une nouvelle forme, de l'hégémonie des élites privilégiées régionales, ou de la résurgence tardive d'aspirations populaires à la démocratie locale, après la trop longue éclipse brutalement inaugurée en 1964.

### 3 - Les subdivisions micro et méso-régionales : les écueils de la sub-régionalisation géo-économique.

Procéder à une "(sub)régionalisation", au sens où il s'agit de découper et de proposer des subdivisions dans un territoire, c'est

<sup>1</sup> M.ISAURA, citée par F.S.PAULINO, 1992, ouv. cité p.41.

<sup>2</sup> Z.MESQUITA, 1993, « *Divisions, découpages, partitions* », art. cité, p.204, souligné par nous J-Y M.

effectuer des actes qui sont à la fois de délimitation et de dénomination. Ce sont là des pratiques qui interviennent donc à partir et sur les identités géographiques. Ils ne sont pas spatialement neutres et innocents. Ils traduisent à leur manière une certaine approche, une vision particulière des identités sub-régionales. Leur résultat est de distinguer des entités sous-régionales, sur la base et à partir des modalités distinctes de l'implantation territoriale des populations locales, ce qui revient à définir des identités locales en fonction de territorialités différenciées.

Concernant le Rio Grande do Norte, il se trouve qu'il existe une certaine pluralité des régionalisations du fait qu'une véritable concurrence s'est établie entre deux instituts, l'un régional, l'IDEC, qui joue un rôle non négligeable d'analyse et de publication au sujet des réalités socio-spatiales *norte-riograndenses*, et l'autre fédéral, bien connu, l'IBGE, qui assume un rôle officiel tout à fait essentiel dans la publication des données statistiques fédérales et régionales. Sa particularité est d'être non seulement un Institut de Statistique, mais d'être en même temps un Institut de Géographie. Ses responsables et techniciens sont ainsi souvent plus explicites sur les orientations scientifiques qui fondent leurs travaux.

Etablir ainsi des (sous)régionalisations, conduit à produire des éléments d'identification - des "cartes" d'identité - qui ne sauraient être ignorées dans le cadre d'une réflexion sur les rapports entre identités et territorialités, et doivent donc faire de notre part l'objet d'une approche critique. Or, l'examen des régionalisations concurrentes de l'IDEC et de l'IBGE doit nous conduire à certaines constatations.

#### a - La régionalisation selon l'IDEC

Dans ses publications l'IDEC ( Institut de Développement du Rio Grande do Norte ) utilise une subdivision méso et micro-régionale qui diffèrent sensiblement de celle utilisée par l'IBGE. Cela n'est d'abord pas sans présenter des inconvénients techniques dans l'utilisation des tableaux statistiques établis selon une telle structure, qui ne peuvent facilement se prêter à une utilisation comparée avec ceux fournis par l'IBGE, sauf à pratiquer une fastidieuse reconstitution des mêmes cadres de totalisation et de calcul. Mais cet institut ne donne surtout guère d'explications sur les choix ainsi effectués, et on ne peut que faire des hypothèses et exprimer certaines réserves sur les divisions sub-régionales qui sont finalement retenues.

L'IDEC propose<sup>1</sup> [Voir Figure 6, page 230, carte n°2] une subdivision en 8 Zones (*zonas*) dont six sont elles-mêmes divisées en 15 sous-zones (*sub-zonas*), toutes étant qualifiées d'« homogènes » sans qu'on puisse vraiment savoir exactement sur la base de quels critères.

<sup>1</sup> Notamment dans son *Anuário Estatístico do Rio Grande do Norte*, annuel, publié depuis 1974, par la Fundação IDEC, Natal-RN, 1994, 21ème volume, 436 pages.

Tableau 16 : Subdivision du Rio Grande do Norte selon l'IDEC

Zones	Sous-zones
Litoral Oriental	Natal Vale do Ceará-Mirim Mata
Litoral Norte	Touros João Câmara
Agreste	Potengi Agreste Central Fronteira da Paraíba
Currais Novos	
Caico	
Serras Centrais	Santana do Matos Jacurutu
Mossoroense	Salmeira Mossoró Açu
Alto Aporá	Pau dos Ferros Serras Unidas

Source: IDEC

Outre le fait qu'une telle subdivision ne correspond en rien à celle utilisée par l'IBGE, elle présente un certain nombre de défauts et d'inconvénients. On peut en indiquer rapidement quelques aspects.

Dans la partie orientale de l'Etat la subdivision reste assez classique, et reprend sans chercher à la dissimuler, la distinction courante entre **Litoral** et **Agreste**. On considère même toujours les sous-zones de la Mata et de la vallée du fleuve Ceará-Mirim, ce qui, dans cette région canaviaire, est une manière plus que traditionnelle de prendre en compte l'hégémonie spatiale de la canne à sucre, telle qu'elle a été impulsée et relancée par la Plan fédéral "Proalcool". Dans un "Agreste" globalement très classique et d'ailleurs très proche de celui de l'IBGE, les contours tourmentés des sous-zones laissent un peu songeur, et la sous-zone du (haut?) Potengi ne s'imposait guère, car on voit mal par quelles dynamiques très spécifiques il se distinguerait de la crise d'ensemble de l'"Agreste". Par contre l'idée de distinguer une sous-zone frontalière de l'Etat voisin de la Paraíba est judicieuse, compte tenu des importants effets de proximité qu'un tel voisinage provoque notamment du fait de la zone d'influence de Campina Grande<sup>1</sup> (Paraíba) qui s'étend jusque dans ces confins méridionaux du Rio Grande do Norte.

<sup>1</sup> Cf. H. THÉRY, 1995, « Campina Grande, "reine de la Borborema", à la recherche de son second souffle », in: *Pouvoir et territoire au Brésil*, ouv. cité, p.54-74.

Figure 6 : Deux régionalisations du Rio Grande do Norte

Carte n°1



J-Y M. 97

Carte n°2



J-Y M.97

Mais c'est dans l'immense partie nord et ouest du territoire que se posent le plus de problèmes d'identification des sub-régions norte-riograndenses. Par exemple le **Littoral Nord** est étendu démesurément jusqu'à la **Serra de Angicos**, où on est déjà dans un autre monde, celui des faibles densités et d'une "déruralisation" plus poussée. Au sud, le **Seridó**, région dont l'identité particulière de zone plus prospère ne fait pourtant guère de doute, disparaît complètement sous cette dénomination au profit de deux zones dites de Caico et de Currais Novos, dont les noms n'ont pour seul mérite que de mettre l'accent sur les centralités urbaines autour de ces deux villes, dans une région dont l'identité reste pourtant essentiellement rurale.

Au nord-ouest, la zone "homogène" mossoroense est démesurément étendue, et on voit mal ce qu'il pourrait y avoir de commun, par exemple, entre les territoires des municipes de Macau et d'Apodi. Quant à la "zone du haut Apodi" (Zona Alto do Apodi), outre qu'elle est plutôt connue sous le nom très différent de Serrana norte-riograndense, la complication de la subdivision atteint ici son comble, puisque qu'elle est subdivisée en deux "sous-zones", celle des **Serras Umidas** et celle de **Pau dos Ferros**, chacune étant elle-même coupée en deux parties géographiquement séparées. C'est un peu alambiqué pour un ensemble dont l'identité est pourtant assez forte pour assurer une certaine unité.

#### b - La régionalisation selon l'IBGE

C'est l'IBGE qui est donc officiellement chargé au Brésil de la régionalisation, c'est-à-dire de la définition, de la délimitation et de la dénomination des "microrégions". C'est en 1968 qu'une première définition en a été donnée, avec comme base l'organisation de la production, née du processus de transformation de l'espace national tel qu'il était défini à l'époque, c'est à dire l'aménagement volontariste du territoire du "Grand Brésil" par la Dictature militaire. En 1976, du fait de la nécessité de se doter d'un niveau d'agrégation plus large, des "mésorégions homogènes" sont alors définies, par le simple regroupement d'un certain nombre de microrégions.

Mais, en 1990, l'IBGE a reformulé la « Division Régionale du Brésil en Microrégions Géographiques », avec les mêmes objectifs que les divisions antérieures, mais en tenant compte d'un nouveau modèle de subdivision. « Si, dans la période antérieure, les unités régionales étaient construites par l'agrégation, soit de *municípios*, soit de microrégions, la spécificité du nouveau modèle consiste en la définition des espaces micro-régionaux à partir de la subdivision des espaces mésorégionaux, le critère fondamental étant la structure productive »<sup>1</sup>. Autrement dit, il ne peut plus s'agir de se contenter d'agglomérer quelques municipes pour constituer une micro-région, et d'associer quelques microrégions pour former une méso-région. Il s'agit rien moins que de découper l'espace en unités productives locales de base.

Quant à sa nouvelle méthode pour ainsi "régionaliser", l'IBGE donne les précisions suivantes<sup>2</sup>. Il est d'abord affirmé qu'elle s'appuie sur le « concept d'organisation de l'espace ». Le nouveau modèle de régionalisation « adopte la dénomination de Mésorégions et Microrégions Géographiques, qui se substitue à l'expression homogène de l'ancien

<sup>1</sup> IBGE, *Anuário Estatístico do Brasil*, 1992, p.42

<sup>2</sup> IBGE, *Divisão regional do Brasil em Mesorregiões e Microrregiões Geográficas*, Volume 2, Tome 2, Fundação IBGE, Rio de Janeiro, 1992, p.7 et 8.



modèle ». Pour l'IBGE c'est « le développement du procès capitaliste de production qui affecte de manière différenciée le territoire national ».

Dans ce travail de "régionalisation" ce qu'il faut donc entendre par « méso-région, c'est une aire individualisée, dans une unité de la Fédération, qui présente des formes d'organisation de l'espace définies par les dimensions suivantes : le processus social comme déterminant, le cadre naturel, comme conditionnant et le réseau de communication et de lieux, comme élément de l'articulation spatiale. Ces trois dimensions rendent possible que l'espace délimité comme méso-région ait une identité régionale. Cette identité est une réalité construite au cours du temps par la société qui se forme ainsi »<sup>1</sup>. Nous souscrivons bien volontiers à cette affirmation selon laquelle c'est donc la société qui produit elle-même son espace, jusqu'à lui conférer ainsi une identité spécifique, y compris à l'échelle micro-régionale <sup>2</sup>.

Concernant plus particulièrement le *Rio Grande do Norte*, le résultat de cette importante modification des modalités de la régionalisation est le suivant, quant au nombre et à la dénomination des subdivisions intrarégionales dès lors retenues [Voir : **Tableau 17**, p.233 et **Figure 6** (carte n°1), p.230 ] .

Dans l'ancienne régionalisation les trois mésorégions, Oeste-Potiguar, Central-Potiguar et Natal (18 municipes) reproduisaient en fait sommairement, le cadre de l'archéo-tryptique Sertão/Agreste/Mata. Cette tri-division présentait l'inconvénient de maintenir de manière forcée le territoire norte-riograndense dans un schéma qui ne lui correspondait déjà plus guère, et de moins en moins.

Avec le nouveau découpage, même si le modèle de la tripartition traditionnelle n'est pas complètement abandonné, les nouvelles logiques territoriales semblent cependant mieux prises en compte à travers la reconnaissance et l'identification de 19 microrégions.

Par exemple, le littoral oriental est désormais clairement divisé en un "Littoral Nordeste", autour de Touros et en un "Littoral sul", celui de la zone canaviaire, de part et d'autre de la BR-101. La spécificité du littoral nord est mieux reconnue, notamment à travers création de la micro-région Macau, autrefois séparée entre les méso-régions "Est-Potiguar" et "Central-Potiguar".

Mais, l'innovation la plus importante reste cependant la prise en considération de la dynamique de métropolisation qui se développe autour du pôle urbain de Natal, avec la délimitation de l'agglomération proprement dite, et celle de l'auréole entraînée dans cette dynamique ( les trois municipes de l'ensemble dénommé "Macaíba"), qui s'étend d'ailleurs également à d'autres municipes voisins, appartenant à d'autres microrégions.

<sup>1</sup> Idem, p.8, souligné par nous.

<sup>2</sup> Par contre, nous sommes beaucoup moins convaincus lorsqu'il est ensuite affirmé : « *La connaissance de la réalité spatiale brésilienne rend évident que l'Agreste, la Mata et le Sertão [...] sont des unités spatiales identifiées comme mésorégions* ». L'évidence n'est pas une posture scientifiquement très recevable et nous pensons, tout au contraire, que ces notions d'agreste, de mata et de sertão, en tant que catégories de subdivision régionale nordestine, devraient précisément faire l'objet d'un réexamen critique.

Tableau 17 : *Rio Grande do Norte*, Mésorégions, Microrégions et nombre de Municípios, avant et après la modification des critères de sub-régionalisation de l'IBGE.

Avant : 1980		Après : 1991	
<b>OESTE POTIGUAR</b>		<b>OESTE POTIGUAR</b>	
Salincira Norte-Riograndense	8	Mossoró	5
Açu et Apodi	13	Chapada do Apodi	4
Serrana Norte-Riograndense	33	Medio Oeste	5
Seridó	22	Vale de Açu	7
		Serra de São Miguel	7
		Pau dos Ferros	17
		Umarizal	10
<b>CENTRAL POTIGUAR</b>		<b>CENTRAL POTIGUAR</b>	
Litoral de São Bento do Norte	4	Macau	4
Sertão de Angicos	4	Serra de Angicos	7
Serra Verde	11	Serra de Santana	5
		Seridó Ocidental	7
		Seridó Oriental	10
Borborema Potiguar	16	<b>AGRESTE POTIGUAR</b>	
Agreste Potiguar	21	Baixa Verde	5
		Borborema Potiguar	16
		Agreste Potiguar	20
<b>NATAL</b>		<b>LESTE POTIGUAR</b>	
Natal	18	Litoral Nordeste	5
		Macaíba	5
		Natal	3
		Litoral Sul	10

Source : tableau établi par l'auteur à partir des *Annúrios Estatísticos do Brasil*, 1978 et 1992

La différenciation des espaces périphériques est également mieux cernée : dans le prolongement sud-ouest du territoire - dans la trompe de "l'éléphant" - l'ancienne "Serrana Norte-Riograndense", est désormais subdivisée en Serra de São-Miguel, Pau-dos-Ferros et Umarizal, dont les dynamiques de population sont effectivement différentes, les deux premiers retenant leur population, alors que le troisième connaît un fort exode rural. L'axialité de la vallée de l'Açu, qui fut jusqu'en 1950 le territoire d'un vaste et unique municípe, est restituée, au sein d'une micro-région ("Vale do Açu") qui en compte aujourd'hui sept. C'est un exemple, parmi d'autres, d'anciens municípes qui, de 1950 à 1991, ont ainsi accédé au statut territorial de micro-région, alors que dans le même temps ils connaissent un démembrement de leur territoire initial en plusieurs municípes. Un autre exemple est celui de la micro-région nouvelle du "Medio-Oeste", qui compte aujourd'hui trois municípes correspondant à l'ancien municípe d'Augusto Severo.

En d'autres termes, sous de nombreux aspects, le maillage actuel des micro-régions du *Rio Grande do Norte*, finit ainsi par ressembler d'assez près au maillage des municípes d'il y a quarante ans. On pourrait éventuellement en tirer quelques enseignements à la fois sur la vivacité de la création territoriale locale à l'échelle des municípes, ainsi que sur la permanence de certaines structures territoriales héritées.

La philosophie de cette nouvelle régionalisation quasi officielle du *Rio Grande do Norte* par les géographes de l'IBGE semble donc bien être moins celle de la définition d'un cadre pour un *planejamento* technocratique désormais révolu, par pur et simple abandon, que le fruit d'une volonté de mieux cerner les réalités territoriales jusqu'à l'échelle la plus locale.

Cependant, il ne faudrait surtout pas surestimer la fiabilité de ces subdivisions essentiellement à base géo-économique de l'espace. Comme le souligne la géographe brésilienne Zila Mesquita :

« Au cours des années soixante et soixante-dix au Brésil, les géographes consacreront une grande partie de leur temps à des travaux appelés "régionalisation" qui consistaient en des divisions de l'espace national et régional d'après des critères d'homogénéité, de polarisation ou de centralité, en vue de la planification régionale. Pourtant, depuis un certain temps déjà, de tels travaux ont complètement disparu de leur agenda. Pour quelle raison? Les motifs en sont les suivants :

1 - Ces travaux étaient florissants dans le cadre de l'Etat, commandés, essentiellement dans les années soixante-dix, à des géographes travaillant dans des institutions aux buts de planification. Or, à cette époque, un gouvernement dictatorial dominait le pays ; à la fin de cette période, ce type de travaux fut donc associé aux institutions, aux groupes et aux personnes « au service du roi ».

2 - L'élaboration de ces travaux requiert fréquemment l'utilisation de ces techniques quantitatives issues en particulier de la géographie anglo-saxonne. A mesure que les conditions d'une ouverture démocratique s'affermirent, ce mouvement de société amena les géographes à reconsidérer la validité de ces travaux, puis à les abandonner entièrement [ ou presque ] à partir des années quatre-vingt »<sup>1</sup>.

Elle ajoute également, et c'est un euphémisme s'agissant particulièrement du Nordeste : « de tels travaux, bien que techniquement parfaits, n'ont cependant pas toujours atteint [...] les objectifs visés par la planification : une plus grande justice sociale et un équilibre spatial »<sup>2</sup>.

Si la "régionalisation" a ainsi échoué c'est donc moins dans sa volonté de subdivision du territoire - selon des critères d'ailleurs beaucoup plus orientés vers la définition d'aires homogènes, que de polarisation, de centralité - que par les illusions qu'elle a pu créer sur la capacité d'une géographie planificatrice, "active" et volontariste, à corriger les effets différenciateurs et ségrégatifs d'un système socio-spatial hyper-égalitaire. Faudrait-il pour autant abandonner toute idée et toute pratique de ladite « régionalisation » ? Non. Mais elle ne doit plus être « envisagée comme un acte de division d'espaces selon certains critères, mais comme le processus de restructuration sociale dans l'espace ». La régionalisation ainsi conçue deviendrait donc plutôt « un processus agissant sur la réalité, qui englobe fragmentation et/ou intégration de territoires », et qui, par définition, « de par sa qualité même de processus, est toujours en train d'avoir lieu »<sup>3</sup>.

Ainsi, le travail du géographe serait-il désormais moins de produire des découpages *ad hoc*, à des fins de planification régionale par ailleurs sans véritable efficacité, que de consacrer ses compétences scientifiques à saisir les différenciations socio-spatiales, et à analyser, de manière critique, les présentations et les utilisations qui en sont faites.

<sup>1</sup> Z.MESQUITA, 1993, « Divisions, découpages, partitions », *Espace-Temps*, n°51-52, p.199

<sup>2</sup> *Idem*, p.203.

<sup>3</sup> *Ibidem*, souligné par l'auteur.

Cette analyse comparée des régionalisations du *Rio Grande do Norte* par l'IDEC et par l'IBGE nous conduit finalement aux deux remarques suivantes.

Les résultats n'en sont pas identiques, et certains choix sont discutables dans un cas comme dans l'autre. Mais cela a surtout pour conséquence de rendre les séries statistiques localisées des deux instituts, IDEC et IBGE, difficilement conciliables et comparables. Il est ainsi dommage que - pour se singulariser ? - l'IDEC, tout en utilisant largement les chiffres de l'IBGE, les présente systématiquement dans un cadre régionalisé tellement différent qu'il en devient difficilement praticable. Mais ce n'est pas encore l'essentiel.

Quelle que soit la volonté de l'IBGE pour mettre à jour sa méthodologie de subdivision micro et méso-régionale et bien que l'IDEC ne fasse guère un effort équivalent, il reste qu'au résultat ces deux régionalisations concurrentes procèdent d'abord et avant tout d'une visée commune qui demeure celle d'un pur et simple maillage territorial. Pluri-scalaire certes (municipes, micro et méso-régions, Etat) il n'est cependant constitué, dans les deux cas, que d'entités territoriales emboîtées et "discrètes", sans recoupement ni empiètement. Peut-être préoccupées surtout par la finalité principale de constitution d'un cadre de présentation des données statistiques, elles négligent finalement trop les aspects de polarisation et d'axialisation qui prennent aujourd'hui une plus grande place dans l'organisation et le fonctionnement des espaces géographiques, y compris dans le *Rio Grande do Norte*. Et c'est bien là l'écueil majeur et commun sur lequel viennent échouer, ensemble, ces deux régionalisations.

C'est d'autant plus regrettable que les derniers chiffres publiés sur les dynamiques de la population dans le *Rio Grande do Norte* confirment plutôt le renforcement des polarisations, le mouvement de déruralisation, et la différenciation des espaces à plusieurs échelles.

## D - Quelques enseignements du Contagem de 1996

Le "comptage" de la population *estaduale* par l'IBGE en 1996, donne un certain nombre d'indications supplémentaires sur les dynamiques actuelles de peuplement dans le *Rio Grande do Norte*. Nous soulignerons donc, en conclusion de ce chapitre, celles qui concernent plus particulièrement notre démonstration et qui confirment que les logiques et les dynamiques territoriales contemporaines dans le territoire potiguar sont désormais bien celles du basculement dans un système urbain hypercentralisé et hiérarchisé, de la différenciation et de la fragmentation des espaces. Elles s'éloignent donc ainsi de plus en plus des logiques statiques du déterminisme, dans le cadre des trois grandes zones bio-naturelles classiques *mata/agreste/sertão*.

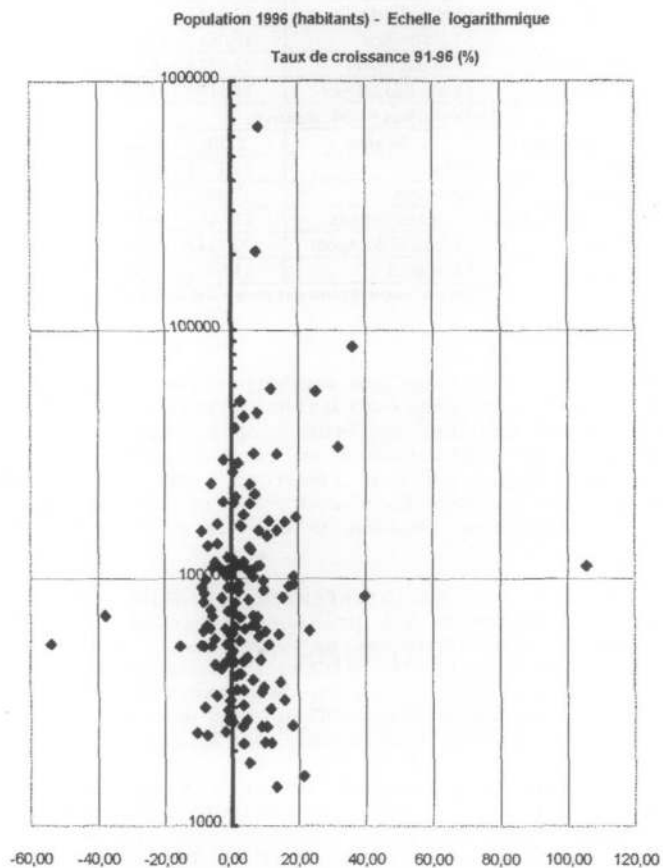
### 1 - Diversité des évolutions

En croisant, dans un graphique par points, les deux paramètres du taux de croissance entre 1991 et 1996 en abscisse, et la taille en habitants de 1996 en ordonnée (échelle logarithmique), on obtient, pour tous les municipes du *Rio Grande do Norte*, la répartition suivante [voir **Figure 7**, p.237]. Loin de se ranger, même approximativement, le long d'une ligne oblique qui indiquerait que les municipes les plus peuplés augmentent le plus - se "remplissent" - et les municipes les plus modestes reculent - se "vident" - on constate au contraire une dispersion beaucoup plus générale des points de part et d'autre de l'axe vertical qui sépare les évolutions positives et négatives. Ceci montre que ces deux types d'évolutions se répartissent, en fait, à tous les niveaux de taille.

Certes, entre 100.000 et 1.000.000 d'habitants, les métropoles de Natal et Mossoró se détachent nettement, du fait de leur taille, mais elles connaissent une augmentation désormais plus modérée ( respectivement : + 8,14% et + 7,22% ).

Les municipes des villes les plus importantes de chacune des 19 méso-régions, en dehors de l'agglomération *natalense*, qui comptent toutes une ou plusieurs dizaines de milliers d'habitants en 1996, soit croissent modérément (sauf João Câmara, entraînée dans la logique métropolitaine du "Grand Natal", qui explose avec + 32% ! ) soit connaissent un léger tassement, comme le montre le tableau récapitulatif suivant les concernant [**Tableau 18**, p.238].

Figure 7 : La croissance démographique des municipes  
du *Rio Grande do Norte* entre 1991 et 1996



Source des données : IBGE, 1998, *Contagem 1996*, site Internet IBGE

**Tableau 18 : Evolutions contrastées des municipes  
"mésorégionaux" centraux de 1991 à 1996**

1 - Evolutions 91-96 positives			
Municipes	Région	Taille	Taux
João Camãra	Baixa Verde	34.115	+31,97
Santa Cruz	Borborema	29.283	+2,08
Nova Cruz	Agreste	30.029	+6,54
Caico	Seridó Occidental	50.658	+2,69
Currais Novos	Seridó Oriental	40.586	+0,93
Campo Grande	Medio Oeste	12.374	+5,71
Açu	Vale de Açu	45.054	+3,48
Pau dos Ferros	Pau dos Ferros	22.072	+6,87
São Miguel	Serra São Miguel	21.518	+1,20
2 - Evolutions 91-96 négatives			
Municipes	Région	Taille	Taux
Macau	Macau	24.378	-6,24
Angicos	Angicos	13.905	-4,17
Santana dos Matos	Serra deSantana	17.164	-9,02
Apodi	Chapada do Apodi	30.414	-2,38
Umarizal	Umarizal	11.080	-2,36

Etéblé par l'auteur à partir du Contagem IBGE de 1996

On constate donc que les municipes des "capitales" méso-régionales connaissent des évolutions divergentes, qui sont en fait à l'image de chacune de leur propre région. Plus que des pôles véritablement dynamiseurs de leur région, elles semblent donc, pour beaucoup, surtout réduites à enregistrer les évolutions locales, comme nous pourrons le vérifier bientôt en analysant ces dynamiques régionales également différenciées entre 1991 et 1996.

Mais c'est la catégorie inférieure, celle des municipes de 1.000 à 10.000 habitants qui présente cependant les évolutions les plus remarquables. Loin de se vider tous uniformément, ces municipes de petite taille se partagent, eux-aussi, en un tiers qui baissent certes, mais aussi en deux-tiers qui augmentent, ce qui est donc en totale contradiction avec toute idée d'un exode rural généralisé dans cette catégorie de taille.

Si l'on combine plusieurs critères : croissance positive entre 1991 et 1996, population de quelques milliers d'habitants en 1996, taux d'urbanisation supérieur à 50% en 1991 ( ou "basculé urbaine " probable entre 1991 et 1996), on peut établir ainsi un tableau d'une vingtaine de petits centres urbanisés dynamiques en milieu rural [ **Tableau 19**, p.239 ].

Tableau 19 : Petits municipes de plusieurs milliers d'habitants à forte croissance et à taux d'urbanisation élevé (1991-1996)

Régions	Municipes	Population 1996	Croissance 91-96	Taux d'urbanisation 1991
<i>Litoral Sul</i>	Montahas	10.135	+ 6,35	69,37
	Vila Flor	2.517	+10,30	80,98
<i>Baixa Verde</i>	Jandaira	5.877	+7,93	58,88
	Poço Branco	11.303	+8,18	52,98
<i>Agreste</i>	Bom Jesus	8.395	+15,21	60,82
	Brejinho	9.541	+18,70	58,37
	Lagoa Salgada	6.508	+6,06	48,39
	Passa e fica	7.032	+7,69	46,74
	Presidente Juscelino	6.433	+7,27	50,43
<i>Apodi</i>	Gov. Dix Sept Rosado	11.218	+7,33	47,55
<i>Medio Oeste</i>	Upanema	10.230	+18,47	53,87
<i>Vale de Açu</i>	São Rafael	8.220	+5,06	57,86
<i>São Miguel</i>	Água Nova	2.509	+8,71	51,69
	Luis Gomes	11.711	+3,44	56,46
<i>Pau dos Ferros</i>	Itau	5.424	+10,94	74,60
	Piloes	2.553	+18,19	63,94
	Rafael Fernandes	3.816	+14,66	45,73
	São Francisco Oeste	3.233	+15,55	56,43
	Viçosa	1.594	+21,49	82,16

Établi par l'auteur à partir du *Contagem* IBGE 1996

On remarque qu'on trouve ce type de municipes dans les régions intérieures aux plus fortes densités, là où l'éviction rurale est en cours mais ne provoque pas pour autant un départ massif vers les plus grandes villes. Ils n'en existent ainsi pas dans les Serras centrales (Angicos et Santana) ni dans le Seridó, c'est-à-dire là où leur fonction de rétention de la population rurale n'aurait guère de sens compte tenu soit de la faiblesse de celle-ci (Serras Centrales), soit de l'ancienneté de la modernisation rurale (Seridó). D'autres centres urbains, un peu plus importants, qui présentent des caractéristiques similaires, peuvent également jouer, au moins en partie, ce rôle : Cangaretama, Nova Cruz, São Antonio, São Paulo do Potengi, Barauna, Campo Grande.

Par contre, ces petits municipes, à la fois dynamiques et urbanisés, se trouvent surtout dans des régions de plus fortes densités et dans des milieux ruraux en crise : Littoral Sud, Agreste et hautes Serras humides du Sud Ouest, là où, en tous cas, il reste encore suffisamment de population rurale en voie d'urbanisation pour peser ainsi dans les statistiques.

On doit donc en conclure que l'existence d'un tel phénomène - de petits centres urbains dynamiques en milieu rural en crise - est bien une tendance contraire à l'éviction totale de la population rurale locale, qui semble refuser ainsi un départ plus lointain. Ce n'est pas que les conditions d'existence soient nécessairement meilleures ici, puisqu'il s'agit même plutôt d'un fait générateur de "favellisation rurale", mais la pauvreté dans ces petits centres ruraux est-elle peut-être moins repoussante que la misère urbaine de la grande métropole. Plus que d'une



véritable urbanisation, sans doute faudrait-il donc plutôt parler ici d'une pseuso-urbanisation, ou même d'une "péri-ruralisation". Cependant, en tant que réel symptôme de la déruralisation en cours, là où elle trouve encore matière à s'exercer, elle est tout de même le signe d'une forme de résistance à la déterritorialisation de la part des ruraux soumis à la déruralisation.

Donc, à l'échelle microrégionale, si certains municipes régressent encore, notamment là où ce déclin était engagé de longue date, c'est loin d'être le cas général puisque d'autres conservent bien un certain dynamisme démographique dont une modélisation trop générale d'exode rural massif ne saurait véritablement rendre compte.

## 2 - Les migrations

A l'occasion de ce "Comptage" de 1996, il a été établi, pour chaque municipe, le nombre des habitants qui n'y résidaient pas à la date du 1er janvier 1991, en distinguant trois éventualités principales : ceux qui sont arrivés d'un autre Etat de la fédération brésilienne, ceux qui sont venus d'un autre municipe du Rio Grande do Norte, ainsi que les étrangers nouvellement installés. En moyenne, 2% de la population de 1996 sont venus, depuis 1991, d'un autre Etat brésilien, mais 4% des habitants ont changé de municipe, entre ces deux dates, à l'intérieur même du Rio Grande do Norte.

Comme on pouvait s'y attendre c'est évidemment la catégorie des plus gros municipes, les 6 premiers de plus de 50.000 habitants, qui ont attiré le plus de Potiguars ( 4,88 % ) et de Brésiliens autres (2,88 %). Mais, dans toutes les autres catégories de taille on trouve généralement partout au moins de 2 à 3%, et parfois plus, de nouveaux arrivants.

Or, à ce sujet, il faut, là encore, particulièrement souligner le cas de 24 municipes de 7.000 à 10.000 habitants qui ont ainsi attiré eux-mêmes, en moyenne, plus de 4% de nouveaux arrivants d'autres municipes du Rio Grande do Norte. On en trouve aussi bien à la limite de l'agreste, comme Brejinho ( 8,71% de nouveaux habitants Potiguars d'origine), Vera Cruz (8,13%) et Bom Jesus (13,6%), dans la région du Bas-Açu ( Alto do Rodrigues : 7,66%), dans la Serra Verde centrale (Lajes : 4,36%), que dans le Seridó (Cruzeta : 6,53%), ou à la frontière avec la Paraíba comme Jacanã (6,97%) . Ni grandes villes, ni même véritables centres locaux, ces municipes ont malgré tout réussi à attirer, davantage que d'autres, les Potiguars d'autres municipes en quête d'un lieu de résidence qui ne soit pas ni la plus grande ville locale, ni l'agglomération capitale. Ces municipes modestes par leur taille, entre 7.000 et 10.000 habitants, présentent donc tout à la fois un assez fort taux de croissance de leur population entre 1991 et 1996 et un pourcentage supérieur à la moyenne estadual en ce qui concerne les Potiguars arrivants récents d'autres municipes [Tableau 20, p.241].

Tableau 20 : Municipales de 7.000 à 10.000 habitants ayant accueilli une proportion de nouveaux résidents d'autres municipales du Rio Grande do Norte supérieure à la moyenne *estaduale* entre 1991 et 1996.

Municipales	Mésorégion	Population 1996	Croissance 1991-1996	Taux d'urbanisation 1991	% de migrants Potiguars venant d'un autre municiple
Upanema	Medio Oeste	10.230	+18,47	53,87	5,50
Brejinho	Agreste	9.641	+18,70	58,37	8,71
Vera Cruz	Agreste	9.334	+17,08	42,80	8,13
Alto de Rodrigues	Vale de Açú	9.010	+9,42	64,50	7,66
Lajes	Angicos	8.857	+2,09	81,35	4,36
Guamaré	Macau	8.546	+39,96	38,93	4,74
Bom Jesus	Agreste	8.395	+15,21	60,82	13,60
Cruzeta	Scridó Oriental	7.964	+1,02	66,34	6,63
Jaçaná	Borborema	7.002	+2,38	64,42	6,97

Établi par l'auteur à partir des données du *Contagem* de 1996.

A vrai dire, les chiffres du *Contagem* montrent bien que ce phénomène se produit de manière inégale entre municipales dans presque toutes les catégories de taille, même les plus modestes. Mais c'est bien dans cette catégorie des municipales un peu en dessous de 10.000 habitants en 1996, que le phénomène est cependant le plus fréquent et le plus marqué. Une augmentation parfois forte de la population s'accompagne donc ici d'un niveau d'urbanisation élevé, entre la moitié et les deux tiers de la population locale, ainsi que d'un accueil plus important qu'ailleurs de migrants en provenance d'autres municipales du Rio Grande do Norte entre 1991 et 1996. On doit donc en tirer la conclusion que certains des petits centres urbains en milieu rural attirent bien ainsi une partie non négligeable de la population migratoire *estaduale*.

Si l'on rapproche ce que nous disent les chiffres du *Contagem* de 1996 sur les dynamiques de peuplement et sur les logiques migratoires, on en arrive donc à la conclusion que de bien modestes municipales, nettement urbanisées, montrent ainsi un certain pouvoir de rétention de la population locale "déruralisée". Ils font donc la démonstration que la formule fréquente qui voudrait que quand "les campagnes se vident, les villes se remplissent" n'est pas complètement exacte, si elle entend seulement signifier que toutes les campagnes se videraient au profit des seules grandes villes, métropolitaines. Les réalités des migrations de population apparaissent ainsi plus complexes et doivent être envisagées à plusieurs échelles. Dans une situation de déterritorialisation des couches populaires rurales et urbaines, où le "turn-over" des populations semble général, il y a bien là le signe d'une certaine réticence, sinon même d'une résistance, d'une partie des populations rurales à l'urbanisation centralisée forcée en direction de la seule capitale. Par leur maintien dans ces petits centres urbains une certaine proportion de Potiguars sont ainsi "déruralisés" sur place. Même s'ils sont proportionnellement peu nombreux, ils montrent néanmoins qu'ils résistent à l'attraction des plus grandes villes et manifestent ainsi qu'ils n'ont sans doute pas abandonné tout espoir d'une reterritorialisation véritablement rurale.

## 3 - Les différenciations régionales

Pour mesurer toute la diversité des dynamiques différenciées de population entre les méso-régions, au sens de l'IBGE, il convient enfin de rapprocher les résultats du dernier Comptage de la population à ceux des recensements démographiques de 1980 et de 1991 [Tableau 21].

Tableau 21 : Comparaison des résultats des recensements de 1980 et 1991 et du "Comptage" de 1996 dans le Rio Grande do Norte

	Population du Rio Grande do Norte (1980, 1991 et 1996)						
	Surface	Population				Croissance	
	Km2	1980	1991	1996	DK96	80 à 91	91 à 96
<b>RIO GRANDE DO NORTE</b>	51774,1	1898172	2415222	2558480	49,42	27,24	5,93
<b>TRES "GRAND NATAL"</b>	3405,7	628716	917863	1029221	302,21	45,99	12,13
1 - Natal	722,4	452049	684867	760028	1052,09	51,50	10,97
2 - Macaíba	2062,6	132581	182815	209197	101,42	37,89	14,43
3 - Baixa Verde	620,7	44086	50181	59996	96,66	13,83	19,56
<b>PERIPHERIE NATALENSE</b>	7429,1	289199	345818	358653	48,28	19,58	3,71
4 - Litoral Sul	1388,4	79296	102068	103752	74,73	28,72	1,65
5 - Litoral Nordeste	2520,8	49120	61263	62105	24,64	24,72	1,37
6 - Agreste Potiguar	3519,9	160783	182487	192796	54,77	13,50	5,65
<b>INTERIEUR POTIGUAR</b>	19584,2	412291	462580	460474	23,51	12,20	-0,46
7 - Borborema Potiguar	3990,9	112615	120646	120137	30,10	7,13	-0,42
8 - Macau	1847,2	36558	42359	44157	23,90	15,87	4,24
9 - Angicos	4023,5	47355	53134	47589	11,83	12,20	-10,44
10 - Serra de Santana	2719,1	50608	55916	54041	19,87	10,49	-3,35
11 - Seridó Occidental	3158,3	67075	80744	82851	26,23	20,38	2,61
12 - Seridó Oriental	3845,2	98080	109781	111699	29,05	11,93	1,75
<b>MOSSORO ET ACU</b>	11886,7	297264	393149	415055	34,92	32,26	5,57
13 - Mossoro	4258,9	174483	246971	260694	61,21	41,54	5,56
14 - Vale de Açu	4754,3	90613	111758	117601	24,74	23,34	5,23
15 - Medio Oeste	2873,5	32168	34420	36760	12,79	7,00	6,80
<b>HAUT SUD-OUEST</b>	9468,4	270702	295812	295077	31,16	9,28	-0,25
16 - Chapada do Apodi	4192,5	60128	67897	67733	16,16	12,92	-0,24
17 - Serra Sao Miguel	1003,7	47266	54743	55221	55,02	15,82	0,87
18 - Pau dos Ferros	2648,5	93198	107010	108428	40,94	14,82	1,33
19 - Umarizal	1623,7	70110	66162	63695	39,23	-5,63	-3,73

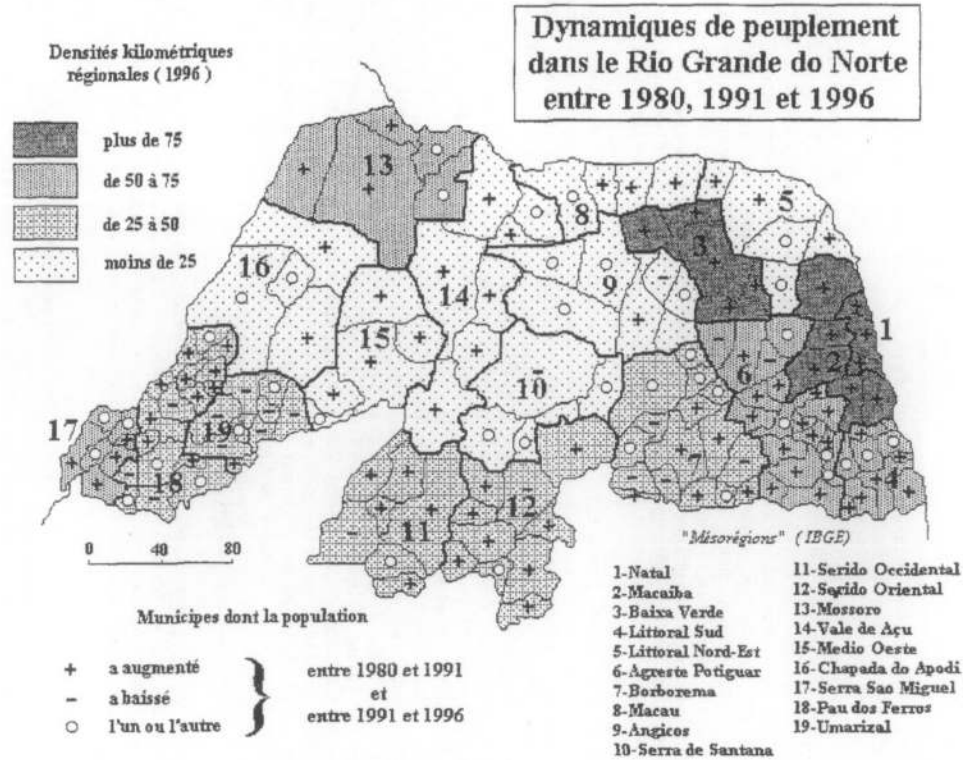
Etabli et calculé par l'auteur à partir des *Censos Demograficos* de 1980 et 1991, et du *Contagem* de 1996 (IBGE).

N.B.: Les 19 "méso-régions" sont celles de l'IBGE, mais les regroupements proposés sont ceux de l'auteur.

La population *estaduale* augmente, en moyenne, de près de 6% entre 1991 et 1996 mais avec de grandes différences selon les régions et les municipes, leur situation régionale et leur taille.

Les deux métropoles ont une assez forte augmentation : Natal plus de 8% et Mossoró de 7,22 %, mais désormais moindre que par le passé. Mais les municipes qui augmentent le plus sont ceux qui sont engagés dans la logique métropolitaine de Natal et son agglomération : Parnamirim (+36,24 %), São Gonçalo do Amarante (+25,16%), Extremoz (+19,29%). D'autres municipes urbains, bien qu'un peu plus éloignés du centre métropolitain, semblent également profiter de ce dynamisme : Ceará Mirim (+11,64%), mais également Maxaranguape (+ 10,6%), São José do Mipibu (+13,45%) et surtout, comme nous l'avons déjà souligné, João Câmara (+31,97%).

Figure 8 : Dynamiques de peuplement dans le Rio Grande do Norte entre 1980, 1991 et 1996.



A l'est, la dynamique de métropolisation dépasse largement les limites officielles du "Grand Natal", et entraîne désormais non seulement la mésorégion de Natal (N°1 sur la carte : "Dynamiques de peuplement dans le Rio Grande do Norte entre 1980, 1991 et 1996", voir **Figure 8**, p.243) qui, en plus de Natal, compte également Parnamirim et Extremoz, mais aussi la région Macaíba (N°2), et surtout la Baixa Verde qui connaît la plus forte augmentation de l'ensemble des 19 régions du Rio Grande do Norte entre 1991 et 1996, avec près de 20% d'augmentation.

Dans cette partie du territoire *estadual*, on a d'abord l'impression d'une fragmentation apparemment aléatoire du territoire. Mais cette impression correspond, en fait, à la combinaison de deux logiques différentes qui se superposent :

A - Une logique auréolaire : avec trois demi-auréoles concentriques, centrées sur Natal, et calées sur le Littoral oriental. 1 - la ville-municipe de Natal elle-même dont la croissance ralentit entre 1991 et 1996 par rapport à la période intercensitaire précédente (1980-91) : 8,14 % contre 45,5%; 2- la "mésorégion" Natal : Natal + Parnamirim + Extremoz, dont la croissance est désormais davantage portée par les deux dernières que par Natal. Il y a donc diffusion de l'accroissement démographique vers l'extérieur de l'agglomération selon une logique clairement métropolitaine ; 3 - la zone d'influence proche de l'agglomération : constituée des municipes de la mésorégion Macaíba : Ceara-Mirim, Macaíba, Nisia Floresta, São Gonçalo do Amarante, et São Jose do Mipibu. Elle progresse elle-même désormais plus que la région Natal. Elle entraîne même dans cette dynamique de croissance forte encore quelques autres municipes de la région du Littoral Sud (Ares, Monte Alegre, Vera Cruz et Bom Jesus); 4 - Ensuite, il faut encore souligner l'existence d'un demi-cercle d'une douzaine de municipes, bien centré sur Natal mais avec un rayon d'une cinquantaine de kilomètres, appartenant soit à la région Litoral Nordeste (Pureza et Taipu), soit à la région Agreste Potiguar (Telmo Marinho, São Pedro, Januario Cinco, Passagem, Riachuelo, Serrinha et Varzea ) soit, enfin, au Litoral Sul (Espírito Santo, Goianinha et Tibau do Sul) qui manifestent des difficultés à maintenir un croissance positive sur le moyen terme. Ils appartiennent une sorte de "zone d'ombre" portée par l'agglomération du Grand Natal à la limite de sa zone d'influence immédiate, ces municipes étant à la fois trop proches de Natal pour ne pas en subir l'attraction, et trop éloignés pour être considérés comme faisant véritablement partie, en tous cas pour l'instant, du (très) "Grand Natal". Ils sont aussi engagés dans des logiques plus locales sur lesquelles nous reviendrons en conclusion du chapitre 2 de cette partie.

B - Une logique linéaire. Elle s'exerce, quant à elle, dans les limites du contexte local, où interviennent la distance avec Natal et l'importance des centres urbains d'ores et déjà en place. C'est donc, en fait, une logique de réseau qui associe les axes (routiers) et les pôles (urbains).

Nous avons rassemblé, dans le tableau ci-dessous, un certain nombre de cas de municipes situés sur les principales routes qui convergent vers Natal, à moins de 100 km de la capitale, en précisant leur population 1996, et leur croissance entre 1991 et 1996, sachant que la moyenne *estaduale* d'augmentation est donc de +6 %.

Tableau 22 : Municipes situés sur les grands axes routiers à moins de 100 km de Natal et à forte croissance (1991-1996)

Sur la route	Nom des Municipes	Population 1996	Croissance 1991-1996	Distance de Natal
BR-101	Parnamirim	86.177	+36,24%	14
	São José do Mipibu	31.917	+13,45%	32
	Nisia Floresta	15.817	+13,47%	36
	Canguatrama	24.128	+5,4%	68
BR-226	Bom Jesus	8.395	+15,21%	51
	Senador Eloi de Souza	4.676	+8,5%	65
BR-304	Macaíba	46.655	+7,49%	14
BR-406	Ccara-Mirim	57.983	+11,64%	28
	João Câmara	34.115	+31,97%	75

Il apparaît donc clairement que la croissance des municipes concernés est presque systématiquement proportionnelle à la population initiale, celle de 1991, mais en raison inverse de la distance au centre de l'agglomération, la ville de Natal.

Ainsi une bonne partie de l'Est Potiguar se trouve-t-il désormais engagé dans une logique territoriale dont les déterminations essentielles ne reposent plus seulement, ni même principalement, sur les caractéristiques des conditions naturelles, mais plutôt sur celles d'un réseau urbain marqué par la centralisation sur la capitale *estaduale*, ainsi que sur la formation, actuellement en cours, d'une agglomération métropolitaine autour d'elle, selon un modèle centre/périphérie combinant des aspects à la fois auréolaires et réticulaires

2 - Plus à l'ouest, à l'intérieur du territoire potiguar, il faut souligner la confirmation d'un vaste triangle des faibles densités et du recul démographique. Il va de Macau, sur le Litoral Norte, jusqu'à la Borborema et aux limites du Seridó, au sud. Le coeur est le plus atteint par la dépression démographique, dans les Serras de Angicos (N°9) et de Santana (N°9) où les densités se situent entre 10 et 20 habitants seulement au kilomètre carré, et où la baisse démographique qui dépasse les -10% dans la première, s'accompagne désormais de celle de -3,3 % dans la seconde, la Borborema (N°7) n'échappant plus elle-même à une légère baisse (-0,42%) .

Seules les marges montrent, au contraire, du dynamisme : c'est la cas le long de la frontière avec la Paraíba et le littoral nord, de Touros à Guamaré, mis à part Macau qui continue de s'enfoncer dans ses difficultés (N°8).

A côté de la zone mossoroense (N°13), dont la dynamique est fortement tirée par la métropole régionale, seconde de l'Etat, la Vallée du fleuve Açu (N°14), à laquelle on peut associer le Medio Oeste (N°15), connaissent, à partir de faibles densités, des dynamiques nouvelles à rapprocher de la mise en oeuvre des vastes projets d'irrigation concernant la région.

Quant aux hautes terres du Sud-Ouest, au sud des plateaux peu peuplés de l'Apodi en difficultés (N°16), l'enclave des fortes densités des Serras Húmidas connaît des évolutions divergentes : São Miguel (N°17) résiste, alors que Pau de Ferros hésite (N°18) et Umarizal continue de décliner (N°19).

On voit donc que les évolutions démographiques les plus récentes, celles qu'il est possible de mettre en évidence par la comparaison des résultats du "Comptage" de 1996 avec ceux du Recensement de 1991, montrent des dynamiques contrastées à toutes les échelles : *estaduale*,

mésorégionales et locales. Ainsi le *Rio Grande do Norte* n'échappe-t-il pas à la fragmentation contemporaine des territoires. Mais les causes n'en sont pas que démographiques. Nous allons voir, dans le chapitre suivant, qu'elles sont aussi sociales, à travers un essai de "géographie de la pauvreté" le concernant.

#### Conclusion du chapitre

A l'issue de cet examen des trois types d'éléments constitutifs des configurations spatiales dans le territoire du *Rio Grande do Norte* (pôles, axes et aires) on pourrait donc distinguer trois formes de spatialisations :

1 - une **spatialisation historique**, qui a privilégié jusqu'à nos jours le **maillage** : celui des *fazendas* dans le passé et celui des municipales aujourd'hui.

2 - une **spatialisation modernisatrice** et aménagiste des années du *Planejamento*, qui a permis un profond désenclavement régional et *estadual* par les **réseaux** routiers.

3 - une **spatialisation actuelle** qui est marquée, plus spontanément quant à elle, par l'accentuation des **polarisations** urbaines à toutes les échelles.

Il faut noter que ces trois formes de spatialisation ne sont pas strictement successives dans le temps : elles sont à la fois cumulatives et, en partie, concurrentes. Il n'est pas dit que l'une l'emporte manifestement et définitivement sur les autres. Par exemple, sur certaines petites routes publiques du sertão de l'intérieur, pour pouvoir passer, il faut parfois descendre de voiture, ouvrir et refermer les barrières qui limitent, en travers même des routes, les grandes *fazendas* d'élevage extensif. Certes ces barrières sont en principe là pour empêcher les divagations du bétail hors de la propriété, mais elles manifestent aussi très concrètement l'emprise territoriale privée toujours forte des *latifundios*, plus forte même ici que l'emprise publique - municipale il est vrai dans ce cas de petites routes - du réseau routier<sup>1</sup>. Il y a là un conflit de préséance des territorialités concurrentes qui n'est pas tranché.

La configuration spatiale contemporaine est donc le résultat d'une combinaison circonstancielle et transitoire de ces trois formes de territorialisation. Reste à savoir comment la société, dans ses différentes composantes, y trouve et y prend aujourd'hui sa place? Mais, cela dépend aussi beaucoup des inégalités qui la marquent foncièrement et que nous allons donc examiner maintenant.

<sup>1</sup> A une autre échelle, inter-*estaduale* cette fois, les postes de la Police Fédérale des routes, à la frontière entre chaque Etat de la fédération brésilienne, concrétisent aussi cette forte emprise du maillage territorial, politico-administratif cette fois, à diverses échelles. Imagine-t-on de tels postes en France, à la limite entre les départements ou les régions ?

## CHAPITRE 2 : GEOGRAPHIE DE LA PAUVRETE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE

L'évocation de la pauvreté n'est pas simplement une référence à un lieu commun, d'ailleurs plutôt rebattu concernant la région. Nous l'envisageons ici, au contraire, comme une caractéristique nettement identitaire de l'Etat, partagée par les autres Etats de la région du Nordeste. Nous devons donc tenter d'établir une telle géographie de la pauvreté, suivant en cela l'exemple pionnier du géographe américain "radical" R. Peet à propos des Etats-Unis.

Dans cette approche du problème de la pauvreté, l'analyse des catégories sociales en termes de revenus est, bien entendu, une nécessité. Quelles qu'en puissent être les limites statistiques et techniques, elle peut néanmoins conduire d'abord à mieux cerner la proportion considérable - en fait majoritaire - de pauvres et d'indigents vivant dans le territoire de l'Etat. Elle ne doit cependant en rien négliger que, ici plus encore qu'ailleurs, il y a des (très) riches dans les pays et les régions (très) pauvres, et que si les pauvres sont sans cesse plus pauvres, les riches y sont, quant à eux, sans cesse plus riches. Cependant, la structure sociale ne se réduit pourtant pas à une seule dualité : riches/pauvres. Les classes moyennes, même minoritaires, constituent plus que jamais un pivot de la société. Sans évidemment confondre en rien leur sort avec celui, plus terrible encore, de la grande masse des pauvres, elles sont néanmoins soumises aujourd'hui à une rude épreuve qui comporte à la fois le chant des sirènes de la modernité consumériste, le laminage de leurs revenus et de fortes sollicitations pour un ralliement politico-idéologique au discours des élites privilégiées...

Mais la pauvreté n'est pas qu'une fatalité persistante et terrible. Il faut considérer qu'elle est autre chose qu'une simple réalité sociale incontournable, ou un thème pour les discours démagogiques, d'inspiration populiste, peu suivis d'effets concrets. Elle est d'abord et avant tout la traduction d'une exclusion de masse, qui est, selon nous, non seulement sociale mais également et fondamentalement spatiale. La pauvreté est d'abord le fruit d'un système de propriété des terres rurales et du sol urbain qui reste très abusivement favorable aux grands propriétaires. C'est pourquoi il dénie ainsi à la grande masse des classes populaires, non seulement un accès à la propriété, très difficile sinon impossible, mais par voie de conséquence, le pur et simple droit au lieu, pour le travail (milieu rural) ou pour le logement (milieu urbain), donc le bénéfice d'un espace suffisamment assuré et reconnu, qui soit pour ces classes populaires une base de territorialité et une source d'identité.

### A - Disparités sociales et spatiales des revenus dans le Rio Grande do Norte.

Une première approche globale du problème consiste à considérer, tels qu'on peut les mesurer et selon les classes sociales, les revenus et leur évolution. Sans surestimer outre mesure la validité des statistiques et la fiabilité de la méthode, elles permettent au moins d'établir une première ébauche du problème social de la pauvreté et des grandes lignes de sa répartition régionale dans le Rio Grande do Norte.



## 1 - L'évolution des revenus selon les classes sociales

Dans une société où les situations sociales sont visiblement très tranchées, et où les inégalités détiennent, tous types de pays confondus, les records mondiaux, il est tentant de ne considérer que les écarts riches/pauvres et de se satisfaire d'une vision trop sommairement "dualiste" de la société. C'est une approche qui fait cependant courir le risque de négliger un peu vite la place des "classes moyennes". Elles sont pourtant tout à fait centrales à bien des points de vue, non seulement social, mais également économique, culturel, idéologique et politique. Il ne s'agit évidemment pas là de minimiser en quoi que ce soit le poids, d'ailleurs majoritaire, des couches populaires, mais de toute évidence les classes moyennes, situées à la charnière des sociétés brésilienne et nordestine, jouent un rôle spécifique et décisif. Une analyse socio-spatiale ne peut évidemment les négliger.

Tableau 1 : Evolution des revenus par type de classes sociales dans le Rio Grande do Norte (1980-1991)

	% population	% revenus 1980	% revenus 1991	Evolution 1980-1991
Riches	10	50.40	54.60	+ 4.20
Classe moyenne supérieure	10	14.27	15.13	+ 0.86
Classes moyennes	20	15.66	14.89	- 0.77
Couches populaires	60	19.66	15.38	- 4.28
	100	100	100	

Source : établi par l'auteur à partir des données de « *Pobreza no Rio Grande do Norte* », Fundação IDEC, 1995.

Les **classes populaires**, rurales et urbaines, volontiers considérées comme "subalternes", représentent entre la moitié et les deux tiers de la population. C'est tout ce petit peuple nordestin, effacé et laborieux, constitué de paysans, de pêcheurs, d'artisans, de manoeuvres, de petits employés du commerce, des banques (coursiers), des transports ou des administrations publiques, enseignants et personnels des écoles primaires publiques, de commerçants ambulants, de gardiens et d'employé(e)s de maison, qui s'efforce ainsi difficilement de survivre avec des revenus le plus souvent médiocres et aléatoires. En dehors de la grande masse des ruraux qui vivent pour la plupart sur le bord des routes dans de très rudimentaires maisons paysannes traditionnelles en pisée, ils habitent des logements péri-urbains souvent très modestes ou des grands ensembles [*Conjuntos habitacionais*] les plus périphériques de l'agglomération du Grand Natal, ou les quartiers pauvres et les *favelas* de Natal. Si on les assimile aux 6 déciles inférieurs de revenus, la part de leurs revenus qui était de 20% en 1980, est tombée à 15% en 1991.

Avec les **classes moyennes**, essentiellement urbaines, il s'agit d'un ensemble très composite qui comprend des cadres du commerce, des banques, des transports, du tourisme, des fonctionnaires des administrations et des Agences publiques, des enseignants du secondaire ou des écoles privées, des professeurs de l'université fédérale (UFRN), ou des salariés de la Petrobrás. Ils représentent environ un tiers de la population. Cultivés, relativement aisés par comparaison aux classes populaires, porteurs des valeurs de la "modernité", ils cèdent volontiers aux appels de la consommation ostentatoire. Leur objectif principal est d'atteindre et, ensuite, de réussir à conserver des standards de vie "développés occidentaux" et, dans ce but, bien des moyens sont bons. Mais pour cela ils doivent impérativement préserver le pouvoir d'achat de leurs revenus. C'est devenu plus facile depuis le recul de l'hyper-

inflation, mais ça reste néanmoins problématique du fait de la stagnation de la croissance. Certains y parviennent, d'autres s'épuisent à s'y essayer et sombrent dans le *stress*. C'est pourquoi il semble nécessaire de distinguer les classes moyennes "centrales" et "supérieure". La classe moyenne centrale, constituée de deux déciles intermédiaires, qui compte donc pour un cinquième de la population, a vu ses revenus légèrement régresser entre 1980 et 1991. Par contre, la classe moyenne supérieure a mieux réussi à préserver les siens.

Les **classes privilégiées**, quant à elles, forment le décile supérieur des revenus, dont la part de plus de la moitié a encore augmenté de 4% entre 1980 et 1991. Elles rassemblent une petite minorité de grands propriétaires fonciers, mais qui sont aussi des financiers, des propriétaires de chaînes de grande distribution ou de groupes de communication ( presse et télévision ). Elles constituent le vivier habituel de la classe politique *estaduale*<sup>1</sup>.

L'examen de l'évolution des revenus au cours de la dernière décennie fait donc la démonstration qu'il n'y pas eu seulement creusement de l'écart entre les riches et les pauvres: selon la formule consacrée, le Brésil est le pays au monde où, plus encore qu'ailleurs, « les riches deviennent sans cesse plus riches et les pauvres plus pauvres »<sup>2</sup>. Cette tendance se traduit à toutes les échelles spatiales : Fédération, Régions, Etats. Le *Rio Grande do Norte* n'échappe ainsi pas à la règle.

On peut visualiser cette situation sous la forme d'un graphique qui met en relation la part de la population et celle de revenus, ainsi que leur évolution de 1980 à 1991 (voir : *Figure I*, p.250).

<sup>1</sup> Voir : Première Partie, tableau n°3 p.96.

<sup>2</sup> B.BRET, 1982, « *Inégalités régionales et inégalités sociales: le cas du Brésil* », *L'Information Géographique*.

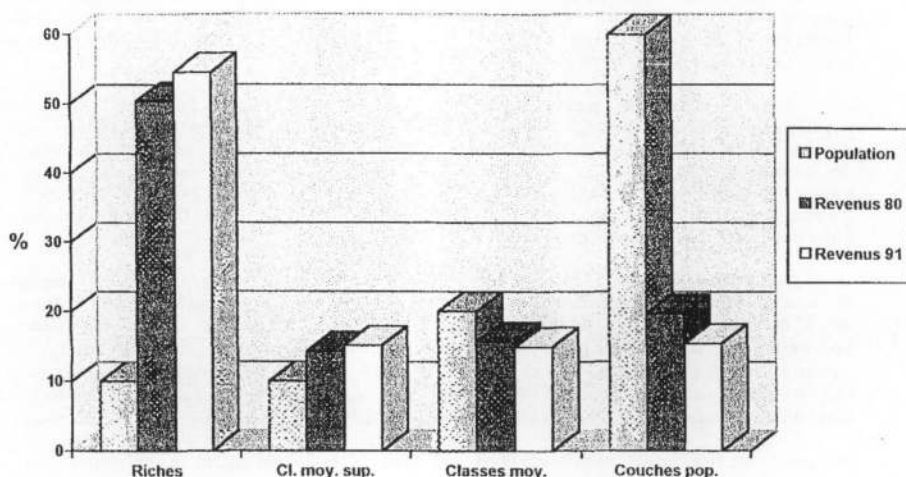


Figure 1 : Evolution des revenus par catégories sociales dans le Rio Grande do Norte (1980-1991)

Les commentaires de cette situation par l'IDEC sont les suivants :

« Il y a eu un transfert du revenu des classes les plus pauvres vers les plus riches. Il suffit d'observer que l'ensemble des chefs de domiciles qui forme les 10% les plus pauvres avait, en 1980, une participation au revenu global de 1,21%, alors qu'en 1991 elle est tombée à 0,56%. En contrepartie, le groupe constitué par la tranche des 10% les plus riches a augmenté sa participation de 50,4% à 54,6%, dans la même période. Autrement dit, cela signifie, qu'en termes de participation aux revenus en 1980, les 10% chefs de domiciles les plus riches s'emparaient d'une fraction de revenu global 40 fois supérieure à celle des 10% les plus pauvres. Alors qu'en 1991, cet indicateur d'inégalité de revenu a été 97 fois supérieur <sup>1</sup> ».

La conclusion devient dès lors très nette :

« Toutes les informations présentées permettent de conclure que le modèle de distribution du revenu (...) est pervers, parce qu'il rend les riches plus riches au détriment des plus pauvres <sup>2</sup> ».

En termes de revenus - mais le reste suit bien évidemment - les inégalités se sont donc creusées dans le Rio Grande do Norte au cours de la dernière décennie, entraînant non seulement l'élargissement des écarts déjà énormes entre riches et pauvres, mais commençant également à éroder

<sup>1</sup> IDEC, 1995, *Pobreza no Rio Grande do Norte*, p. 29-30.

<sup>2</sup> idem, p.34.

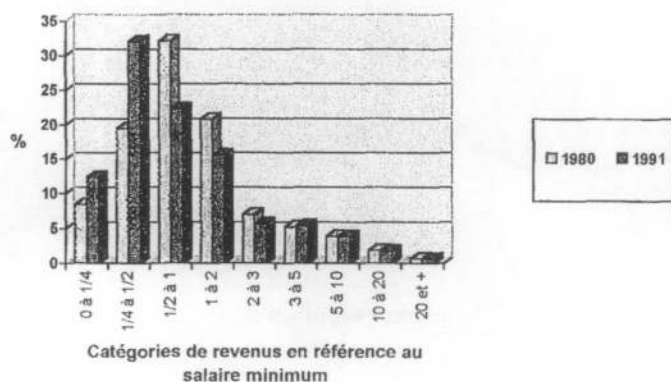
les revenus de la plus large part des classes moyennes. Il y a là, sans aucun doute, une nouvelle source de déception qui s'ajoute à celles liées à l'échec de beaucoup des espoirs mis dans la Démocratisation, à partir de 1985. Les années 1985-1995 ne sont pas seulement une "década perdida" [décennie perdue] pour l'instauration d'une démocratie véritablement digne de ce nom, mais également pour les rêves de croissance économique "soutenue". Elles le sont aussi, de toute évidence, en ce qui concerne l'atténuation des inégalités sociales.

Même si cela est encore quelque peu masqué par une fuite en avant générale vers les séductions et les illusions de la Modernité et grâce aux apparences d'une société consumériste en réalité très peu accessible au plus grand nombre, cette situation est néanmoins fortement porteuse de mécontentement, de tensions et de conflits.

## 2 - Le tassement des revenus

D'autant plus que, d'une manière moins globale, moins macro-sociale, lorsqu'on considère la distribution des revenus des salariés par tranches de salaires, en référence au salaire minimum (SM) officiel<sup>1</sup>, entre 1980 et 1991, ces tendances se confirment et se précisent.

Figure 2 : Distribution du revenu personnel des chefs de domiciles par tranches de salaires en fonction du salaire minimum (1980-1991) dans le Rio Grande do Norte



Source : IDEC/IBGE, 1993<sup>2</sup>

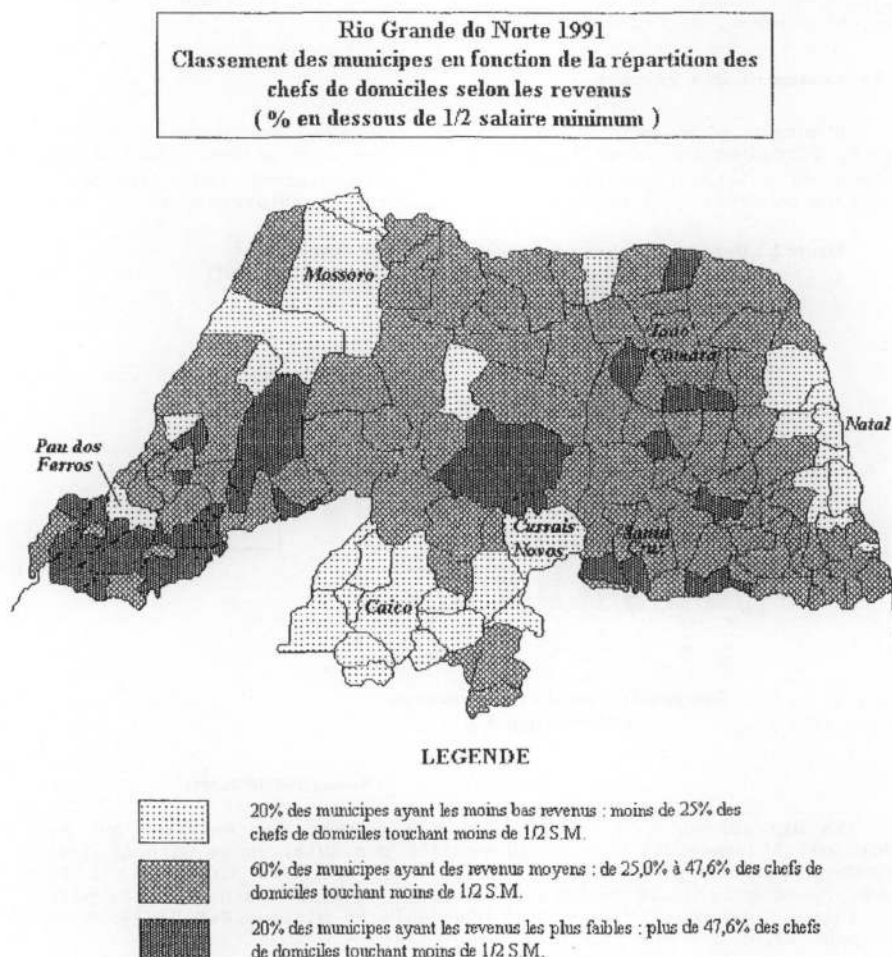
En dix ans on assiste ainsi à un tassement des salaires qui se traduit par l'augmentation de la proportion des salaires se situant dans les catégories les plus basses, celles des salaires inférieurs à la moitié ou même au quart du salaire minimum. On notera ainsi que la part des salaires inférieurs à la moitié d'un salaire minimum est de 34,5% en 1991 (pour 17,9% en 1980).

<sup>1</sup> Le Salaire Minimum est récemment passé officiellement de 70 à 100 Réais, sachant qu'un réal est à peu près égal à 1 dollar US.

<sup>2</sup> IDEC, 1993, *Indicadores demográficos do Rio Grande do Norte: análise comparativa 1980-1991*.

C'est sur les variations géographiques de cette tranche des salaires qu'on peut s'appuyer pour examiner les disparités spatiales des revenus dans les limites du territoire du *Rio Grande do Norte*.

Figure 3 : Classification des municipes en fonction de la répartition des chefs de familles par déciles de revenus à partir de  $\frac{1}{2}$  salaire minimum (Source IDEC 1995)



### 3 - Disparités spatiales des revenus

Si on considère ainsi, s'agissant des faibles revenus, la tranche des chefs de domiciles ayant un revenu inférieur à 1/2 salaire minimum on arrive à la constatation que pour les 31 municipes (2 derniers déciles, 20%) dans la plus mauvaise situation, le pourcentage des chefs de domiciles à ce faible niveau de salaire atteint 47,6 %. Dans le groupe intermédiaire, formé de 90 municipes (6 déciles), ce pourcentage est compris entre 25 % et 48 % et, finalement, pour les 31 municipes (les 20% des 2 déciles supérieurs) qui se présentent avec une situation un peu moins défavorable, la proportion des chefs de domiciles dans cette tranche devient inférieure à 25%<sup>1</sup>.

Sur la carte [ voir p.252] on peut facilement identifier les municipes appartenant à chacun de ces groupes. On constate que la plus importante concentration de municipes appartenant au groupe des 20% ayant la plus forte proportion de chefs de domiciles ayant les plus bas niveaux de revenu, se situe dans les Serras du Sud-Ouest. Le municipe de Viçosa se distinguant particulièrement avec 83,2% de chefs de domicile disposant d'un revenu de moins de 1/2 salaire minimum. Mais c'est aussi, par exemple, le cas pour Antonio Martins avec 55.7%, Coronel João Pessoa (68,2 %) et João Dias (61,1%).

On observe également un nombre important de municipes de la Zone de l'Agreste qui sont dans la même situation, comme Bento Fernandes (61,7 %), Marcelino Vieira (60.9%), Serra de São Bento (64,6%) ou São Bento do Trairi (61,4%).

Certes la méthode a ses limites, étant entendu que ne sont pris ainsi en compte, dans chaque municipe, que les chefs de familles qui sont assurément, avec un revenu de moins de 1/2 salaire minimum, dans une situation de pauvreté absolue. On peut également s'interroger sur le degré de totale fiabilité des données utilisées dans une telle approche. Dans quelle mesure les statistiques officielles du niveau des revenus peuvent-elles prendre pleinement en compte les revenus "non-monnaïres", ceux des petits boulots ("biscate") du secteur informel ?

Cependant il reste que, selon l'IDEC, «la configuration ainsi montrée, en soulignant seulement les nuances de la pauvreté, correspond à une caractérisation de l'univers des plus pauvres ». Elle permet en tout cas de confirmer l'existence d'un certain nombre de zones de pauvreté, où, compte tenu de la faiblesse plus prononcée des revenus, la pauvreté atteint des degrés plus élevés encore qu'ailleurs. Ces zones de pauvreté sont, vues à travers cette approche, essentiellement le Haut-ouest, et l'Agreste, c'est-à-dire des régions rurales. Or, dans les hautes terres de l'extrême sud-ouest, l'agriculture familiale orientée vers la production d'autosubsistance garde une certaine place, et la pauvreté, l'indigence, n'y signifie pas nécessairement la famine. On ne peut manquer d'être ainsi frappé par l'écart qui s'y constate, si l'on en croit les statistiques publiées, entre le niveau de l'indigence infantile et celui de la malnutrition des enfants de 0 à 6 ans. Un tel écart n'existe pas aussi fortement dans l'Agreste ou dans la zone sucrière. Donc, dans ces terres du haut sud-ouest la pauvreté ne semble pas être identique à la misère de la zone de la canne à sucre ou même de la grande ville.

<sup>1</sup> IDEC, 1995, *Probeza no Rio Grande do Norte*, p. 31. L'IDEC emploie une méthodologie de répartition par déciles dans laquelle les municipes de l'Etat sont classés et cartographiés en trois groupes pour chacun des indicateurs utilisés, rendant ainsi « possible d'identifier géographiquement les zones particulières, où les causes de la pauvreté se relèvent le plus intensément ». *Ibidem*, p.10.

**Conclusion**

Concernant ces disparités à la fois sociales et spatiales des revenus dans le *Rio Grande do Norte* les chercheurs de l'IDEC tirent ainsi la sonnette d'alarme :

« Il ne peut pas être nié qu'au sujet de l'indigence les limites du supportable sont en passe d'être dépassées, ce qui est visible dans les villes et dans la campagne. Quand ceci commence à se produire la pauvreté qui avant n'incommodait qu'à peine les élites devient alors une menace, un péril qui pourrait déboucher sur une série de convulsions sociales. Qui sait si ne n'est pas seulement ainsi que les détenteurs de la richesse et du pouvoir et la société en général prendront conscience et se résoudront à faire leur part, lâchant prise aux gains exagérés et aux intérêts personnels et contribueront effectivement à une meilleure distribution des revenus qui, c'est certain, est un mécanisme efficace dans le combat contre la misère »<sup>1</sup>.

Dans ce creusement de l'écart entre les revenus des diverses classes sociales, le discours des experts de l'IDEC trouve d'abord les raisons d'une condamnation des "gains exagérés" obtenus au seul titre de la poursuite d'intérêts individuels, soulignant ainsi les excès du modèle d'inspiration ultralibérale en vigueur. La pauvreté de masse serait donc devenue beaucoup plus qu'une simple gêne pour l'élite de la richesse et du pouvoir. On peut cependant estimer que celle-ci a sans doute beaucoup moins à l'éprouver que les classes moyennes elles-mêmes. Dans la "zone explosive" que reste le *Nordeste* elle provoquerait désormais un risque réel de fracture et même de "convulsion" sociales. Cependant, face au blocage de la situation, l'idée apparaît même que la radicalisation des plus pauvres pourrait être un choc salutaire en ce qu'il permettrait de prendre, enfin, les mesures capables de combler les écarts et d'atténuer les tensions. Peut-être faut-il voir dans cette "logique du pire", dont les chercheurs de l'IDEC se font ici volontiers l'écho, une traduction de l'évolution contemporaine de l'opinion publique, qui est surtout celle des classes moyennes, en faveur de mouvements sociaux plus radicaux contre la misère ?

---

<sup>1</sup> IDEC, 1993, *O mapa da fome no RN*, op. cité, p. 13.

## B - La "Carte de la Faim" dans le Rio Grande do Norte

*A vitória contra a fome constitui um desafio à atual geração - como símbolo e como signo da vitória integral contra o subdesenvolvimento<sup>1</sup>.*

Josué de Castro, *Geografia da Fome*, 1946

Présentant son étude consacrée à l'établissement d'une «carte de la faim dans le Rio Grande do Norte», l'IDEC souligne encore, à propos des pauvres, «qu'aux carrefours des rues des grandes villes, ils montrent quotidiennement leurs visages aux portières des voitures de la classe moyenne et des élites, ou ils apparaissent comme des levées de *flagelados* affamés à la recherche de travail et de nourriture dans les villes de l'Intérieur ou encore sont inscrits sur les listes des improductifs "fronts d'urgence" [*frentes de emergência*] pendant les périodes de sécheresse [*sêca*] du Nordeste<sup>2</sup>». On remarquera que les chercheurs de l'IDEC adoptent eux-mêmes d'emblée une problématique de la pauvreté dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne prend guère ses distances avec celle de la sécheresse. La seule distanciation critique qu'ils s'autorisent porte plutôt sur l'inefficacité des palliatifs habituellement employés dans les périodes de sécheresse. Mais il y a déjà longtemps que la dénonciation de la captation frauduleuse du pactole des plans d'urgence contre la sécheresse, ainsi ramenés à une très profitable "industrie de la sécheresse" [*Indústria das secas*] a été faite, notamment par Jorge Coelho<sup>3</sup>.

Mais leur ambition affirmée est cependant beaucoup moins théorique que pragmatique : «sans vouloir intervenir dans la polémique sur les aspects philosophiques, idéologiques, politiques, etc., de la problématique de la pauvreté, ce travail a pour objectif, simplement, de répondre à la question suivante: combien et où sont les pauvres dans le Rio Grande do Norte? Cette réponse sera donnée à travers une série d'informations grâce auxquelles il a été possible de tracer la carte de la faim dans l'Etat<sup>4</sup>». Les informations évoquées sont surtout celles de l'IBGE<sup>5</sup> et de l'IPEA<sup>6</sup>. Plus qu'une stricte "carte de la faim" c'est donc bien plutôt une carte de la pauvreté qu'ils entendent dresser.

### 1 - Indigence/pauvreté/faim

Il n'est guère facile de donner une définition simple et objective de la pauvreté. Elle devrait évidemment être plus qualitative que quantitative<sup>7</sup>. Pourtant, pour des raisons à la fois pratiques et

<sup>1</sup> «La victoire contre la faim constitue un défi pour la génération actuelle - comme symbole et comme signe de la victoire intégrale contre le sous-développement».

<sup>2</sup> IDEC, 1993, *O mapa da Fome...*, Op. cit., p.5.

<sup>3</sup> J.COELHO, 1985, *As secas no Nordeste e a indústria das secas* [ Les sécheresses du Nordeste et l'industrie de la sécheresse ], Vozes.

<sup>4</sup> IDEC, ouv. cit., p.5

<sup>5</sup> IBGE, 1990, *Pesquisa Nacional por Amostragem de domicílios*.

<sup>6</sup> Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 1993, *O Mapa da Fome II* ( Informações sobre a Indigência por Municípios da Federação ), Brasília, Doc. N° 15.

<sup>7</sup> Une bonne définition est donnée par l'historien médiéviste M.MOLLAT : «La définition du pauvre et de son état doit être très large. Le pauvre est celui qui, de façon permanente ou temporaire, se trouve dans une situation de



statistiques s'est souvent imposé le recours discutable à l'établissement d'un seuil de pauvreté. Ainsi l'IDEC estime que dans le *Rio Grande do Norte* « pour classer une famille comme étant indigente, il est nécessaire de définir un critère quantitatif à partir duquel s'établit la dite "ligne d'indigence ou ligne de pauvreté", qui fonctionne comme démarcation, par rapport à laquelle tels individus et/ou familles seront classés comme indigents <sup>1</sup> ». Concernant le Brésil et le *Nordeste*, ce seuil est ainsi placé vraiment très bas, ce qui veut dire aussi qu'il contribue à sous-estimer le nombre réel des pauvres.

Suivant la méthodologie préconisée à l'échelle fédérale par l'IPEA, on établit ainsi la valeur monétaire de ce seuil à partir du coût d'une ration alimentaire de base (*cesta básica*) dont la composition officielle est censée répondre aux recommandations nutritionnelles de la FAO, spécifiées pour chaque région du pays. « La ligne d'indigence a été établie en fonction des dépenses par tête d'une famille intermédiaire typique pour satisfaire l'ensemble de ses besoins alimentaires <sup>2</sup> ». Sont ainsi considérées officiellement comme indigentes les familles dont les revenus mensuels ne leur permettent pas l'acquisition permanente et régulière d'une *cesta básica* alimentaire par personne. On voit donc que la mesure de la pauvreté est ainsi réduite à la seule capacité à se nourrir.

**La méthodologie : calculs d'indice et discrétisation cartographique**

En contournant quelques difficultés consécutives à la non-disponibilité intégrale de toutes les statistiques nécessaires et exactement cohérentes, le calcul d'un tel indice d'indigence par municipe peut néanmoins s'effectuer, à partir de la formule suivante :

$$\text{IND (i)} = \frac{\text{NFI (i)}}{\text{NTF (i)}} \times 100$$

Où : IND (i) = l'indice d'indigence du municipe "i" ;

NFI (i) = nombre de familles indigentes du municipe "i" ;

NTF (i) = nombre total des familles du municipe "i" ;

Cet indice a été ainsi calculé pour tous les municipes du *Rio Grande do Norte*, que l'IDEC répartit ensuite en trois groupes selon les 3 catégories suivantes :

---

faiblesse, de dépendance, d'humiliation, caractérisée par la privation des moyens, variables selon les époques et les sociétés, de puissance et de considération sociale : argent, relations, influence, pouvoir, science, qualification technique, honorabilité de la naissance, vigueur physique, capacité intellectuelle, liberté et dignité personnelles. Vivant au jour le jour, il n'a aucune chance de se relever sans l'aide d'autrui. Une telle définition peut inclure tous les frustrés, tous les laissés-pour-compte, tous les sociaux, tous les marginaux; elle n'est spécifique d'aucune époque, d'aucune région, d'aucun milieu ». **Les pauvres au Moyen-Age, étude sociale**, Hachette, 1978, p.14.

<sup>1</sup> IDEC, 1993, p.6.

<sup>2</sup> IPEA, op. cité, 1993.

Tableau 24 : Répartition de la pauvreté par degré d'indigence et en nombre de municipes dans le *Rio Grande do Norte* (1991)

Classes	Valeurs d'IND	Degré d'indigence	Nombre de municipes	% de municipes
Groupe 1	de 30 à 44	fort	14	9
Groupe 2	de 45 à 59	très fort	120	79
Groupe 3	de 60 à 74	extrêmement fort <sup>1</sup>	18	12
Total	moyenne 46		152	100

<sup>1</sup> « altissimo »

On constate donc que l'IDEC, dans l'objectif de mieux cerner la réalité des phénomènes de pauvreté dans le *Rio Grande do Norte* finit par accorder une place prépondérante, voire exclusive, au seul problème de la faim. C'est une option qui peut cependant se justifier, la faim étant malheureusement la manifestation la plus répandue et la plus symptomatique de la pauvreté dans cette région du Brésil.

En 1995, mesurant sans doute les limites de cette première approche du problème, deux ans plus tard, en traitant plus globalement de la "Pauvreté dans le *Rio Grande do Norte*"<sup>1</sup>, l'IDEC élargit alors considérablement l'éventail des paramètres pris en compte, en envisageant, au-delà de la seule indigence alimentaire, et parmi les "conditionnants socio-économiques" de la pauvreté, la distribution des revenus, la structure foncière, l'analphabétisme, et les conditions sanitaires .

## 2 - Les différenciations régionales

Le seul degré de l'indigence alimentaire est-il suffisant pour nous aider à mieux percevoir les différenciations régionales concernant la répartition géographique de cette pauvreté ? L'IDEC commente ainsi ses indices : « On observe quelques variations quand on analyse comparativement la situation d'indigence dans les huit zones homogènes <sup>2</sup>. Le plus faible indice d'indigence, 39 %, se rencontre dans la Zone du Littoral Oriental et le plus élevé, 55 %, dans la Zone du Littoral Nord <sup>3</sup> ». Mais il lui semble utile de souligner également que, « bien que la Zone du Littoral oriental présente en termes relatifs la meilleure position, en termes absolus elle concentre la plus grande part de population indigente, atteignant 375,8 milliers de personnes. Le second plus grand contingent de personnes dans cette condition se localise dans la Zone Mossoroense avec 233,5 milliers de personnes qui correspondent à un indice de 51 % <sup>4</sup> ». C'est donc dans et autour des deux grands pôles urbains que se concentrent les plus nombreux contingents de familles en situation d'insuffisance alimentaire.

En ce qui nous concerne, pour la cartographie des degrés de l'indigence alimentaire dans le *Rio Grande do Norte*, en partant des indices municipaux calculés par l'IDEC, nous avons opté pour une discrétisation en 5 classes selon les seuils observés figurant dans la légende de la carte de la Figure 12, p.258. En outre, nous avons recalculé les indices d'indigence dans le maillage des microrégions telles que les définit l'IBGE [Figure 13, p. 259].

<sup>1</sup> IDEC, 1995, *A pobreza no Rio Grande do Norte, Conditionnants socioeconômicos*, Seric 21 Anos, Volume 1.

<sup>2</sup> Telles qu'elles sont définies et délimitées par l'IDEC, et malheureusement, très discutables. Voir supra.

<sup>3</sup> IDEC, 1993, p. 9

<sup>4</sup> Idem.

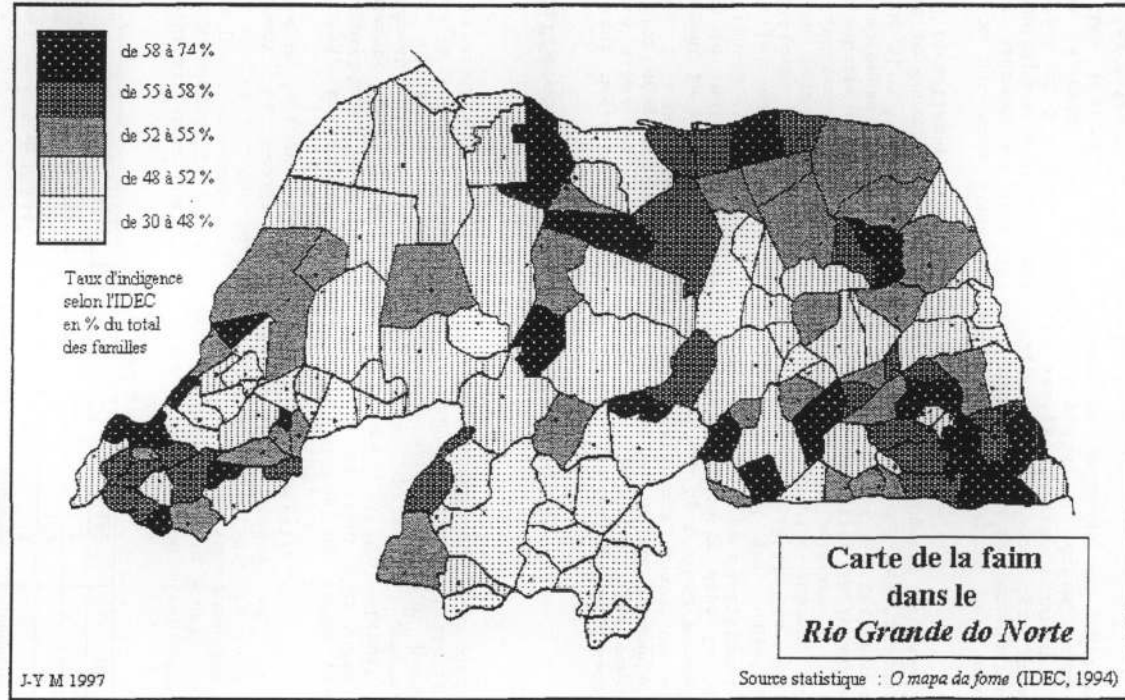


Figure 12 : Carte de la faim dans le Rio Grande do Norte

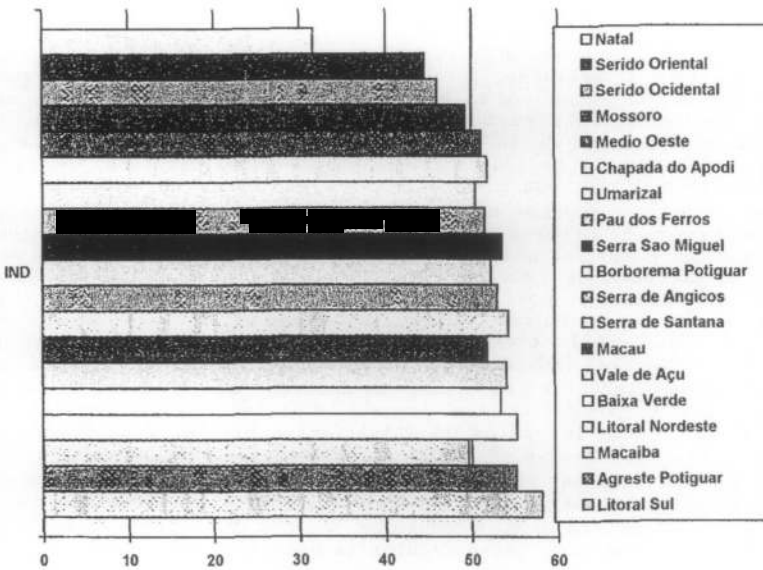


Figure 13 : Indices d'indigence alimentaire par microrégions géographiques dans le Rio Grande do Norte

### 3 - 3 espaces plus particuliers de pauvreté

Cette approche permet finalement de mettre en évidence l'existence dans le Rio Grande do Norte de trois espaces d'une pauvreté encore plus marquée, où le niveau d'indigence dépasse souvent très largement le niveau moyen déjà élevé de 46% des familles en situation d'indigence alimentaire dans l'ensemble du territoire de l'Etat..

#### a - la zone canaviaire et l'agreste potiguar

Le Litoral Sul connaît une moyenne de 58% mais le taux d'indigence dépasse les 60 % dans les municipes de Espirito Santo, de Montanhas, de Pedro Velhos et de Vila Flor. Dans l'agreste potiguar la situation n'est guère meilleure avec 55 % d'indigents alimentaires, et où les municipes de Passa e Fica et à Varzea dépassent également les 60%. Compte tenu des fortes densités rurales observées, ce sont des contingents en fait plus nombreux de familles qui sont ici touchés par la faim.

#### b - Une vaste zone littorale nord, de Natal à Macau au nord de l'axe de la BR-406.

Elle s'étend largement, depuis la zone Nord, la plus pauvre, de l'agglomération natalense ( ex : Extremoz, avec 49% de familles indigentes, dans une agglomération où le taux moyen n'est que de 38%) jusqu' à Macau, en passant par Taipu (62,5 %) et Afonso Bezerra (66,3). Le littoral nord de la région de Macau atteint 52% en moyenne, dont 56-

57% à Galinhos et Guamaré, et même 62,67% à São Bento do Norte. Il faut encore ajoutée à cet ensemble la vallée irriguée du Bas-Açu. Le record d'indigence alimentaire, pour tout le *Rio Grande do Norte*, y appartient d'ailleurs à Carnaubais, avec 74,35 %.

Qu'une zone moderne d'irrigation comme celle-ci soit ainsi un espace de pauvreté alimentaire, il y a là un paradoxe régional que l'IDEC ne manque pas de souligner. « La Banque du Nordeste, dans une étude sur les Pôles agroindustriels du Nordeste, classe le Pôle d'Açu comme le troisième plus important de la région. Actuellement ce pôle représente le plus grand producteur de fruits tropicaux pour l'exportation, générant des devises pour l'Etat et, cependant, les municipes où se situe son espace présentent en moyenne un indice de 58 %<sup>1</sup> ». Mais ce paradoxe s'étend également à la zone pétrolifère messoroense : « les indices élevés d'indigence qui dépassent la moyenne de 50% dans la majorité des municipes producteurs de pétrole, localisés dans la Zone Mossoroense, reflètent une réalité, pour le moins paradoxale, considérant le potentiel élevé en ressources naturelles, comme l'illustre le cas du pétrole, qui bien qu'il crée un volume considérable de richesse ne se traduit pas dans les indicateurs de bien-être de la population du lieu<sup>2</sup> ». Et de conclure : « Ces deux cas montrent que l'exploitation du pétrole par la PETROBRÁS et les projets d'irrigation concentrés, en grande partie, entre les mains de l'initiative privée, constituent en fait de véritables "enclaves"<sup>3</sup> dans le processus de développement de ces espaces comme cela est mis en évidence par la lecture des données de l'indigence, ayant en vue que la population ne tire pas bénéfice d'une richesse créée dans son propre municipe<sup>4</sup> ». Les enclaves modernes de développement n'y font donc guère reculer la pauvreté environnante.

### c - La Haute Serra.

Dans la Serrana occidentale, à l'extrémité sud-ouest de l'Etat, si les taux moyens régionaux ne dépassent guère les 50%, les disparités locales sont fortes et de nombreux municipes dépassent, ici aussi, les 60% : c'est le cas de Doutor Severiano dans la Serra de São Miguel, de Piloos, Severiano Melo et Rodolfo Fernandes dans la micro-région Pau dos Ferros, et de Lucrecia dans celle d'Umarizal.

Dans une misère générale, et qui ne se cache guère, il est donc possible de distinguer cependant trois régions où elle est plus nette encore qu'ailleurs et qui sont celles de la zone occidentale de la canne à sucre, de la zone septentrionale de tout le littoral nord et de celle de l'extrême sud-ouest montagneux. Reste à savoir si cette répartition de la misère est ou non en rapport avec la répartition inégale des grandes propriétés foncières, les *latifúndios*, dans le territoire de l'Etat. C'est ce que nous allons examiner maintenant à travers une géographie des disparités foncières dans le *Rio Grande do Norte*.

<sup>1</sup> IDEC, 1993, p. 9

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> En français dans le texte.

<sup>4</sup> IDEC, 1993, ibidem.

C - Géographie des latifúndios et des disparités foncières dans le Rio Grande do Norte

Une géographie de la pauvreté doit, de toute évidence, pour une population qui reste en grande partie d'origine rurale, prendre en considération les problèmes posés par une propriété très inégalitaire de la terre. Comme le souligne l'IDEC à juste titre : « quelle que soit l'approche des déterminants de la pauvreté au Brésil, et spécialement dans le Nordeste, elle resterait incomplète si la question foncière n'était pas prise en compte dans son analyse, en ayant en vue la corrélation bien établie entre les bas niveaux de revenus et la forte concentration de la propriété de la terre »<sup>1</sup>. Peut-être cette corrélation n'est-elle pas si clairement établie qu'elle ne mérite pas un nouvel examen. Après un état des lieux général concernant les inégalités foncières, nous examinerons les différenciations régionales en la matière. Nous établirons les grandes lignes d'une géographie des latifúndios dans le Rio Grande do Norte. Après la vérification, sans trop de surprise, que les derniers chiffres du récent recensement agricole de 1995-96 ne bouleversent pas les données du problème mais, au contraire, les accentuent, il nous restera, en conclusion, à donner notre approche de cette corrélation entre pauvreté et latifúndios dans le Rio Grande do Norte.

### 1 - Le maintien d'une forte concentration foncière

Une première approche du problème foncier dans le Rio Grande do Norte est celle qui consiste à examiner, sur le moyen terme, l'évolution de la structure foncière, à partir des données des recensements agricoles. Or, il se pose à ce propos des problèmes de sources statistiques. Pendant une longue période, jusqu'en 1985, les recensements agricoles [Censos agropecuários] ont connu une périodicité quinquennale régulière : 1970, 1975, 1980 et 1985, même s'il fallait encore attendre 4 à 5 ans pour la publication des résultats. Il y a eu ensuite une interruption de dix ans correspondant, assez curieusement, à la période consécutive à la fin de la Dictature militaire. On peut sans doute avancer des raisons budgétaires à cette non-réalisation des recensements. Mais il faut aussi considérer que la question foncière au Brésil est devenue si brûlante que les simples chiffres des recensements agricoles sont devenus ainsi des données socialement et politiquement "sensibles". Les questions qui se posent avec force sont, en effet, les suivantes : oui ou non la Réforme agraire progresse-t-elle? La concentration foncière s'aggrave-t-elle ou le grand déséquilibre latifúndios/minifúndios se corrige-t-il ?

Notre examen de l'évolution de la structure foncière dans le Rio Grande do Norte reposera donc principalement sur les données depuis longtemps seules disponibles des recensements agricoles de 1970 à 1985<sup>2</sup>. Nous y ajouterons cependant une mise à jour établie à partir de la publication récente par l'IBGE des résultats du dernier recensement agricole effectué 1995<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> IBGE, Censos agropecuários de 1970, 1975, 1980 et 1985 - Rio Grande do Norte.

<sup>3</sup> IBGE, 1998, Censo agropecuário de 1995 - Rio Grande do Norte, site internet : <http://www.ibge.gov.br>

Un examen de l'évolution de la structure foncière de 1940 à 1985, à partir des données disponibles, permet d'avoir de premières indications sur la situation dans le *Rio Grande do Norte*.

L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE FONCIERE  
dans le *Rio Grande do Norte* (1940-1985)

Figure 14 : Evolution de la répartition du % des établissements ruraux par catégories de taille ( en ha.)

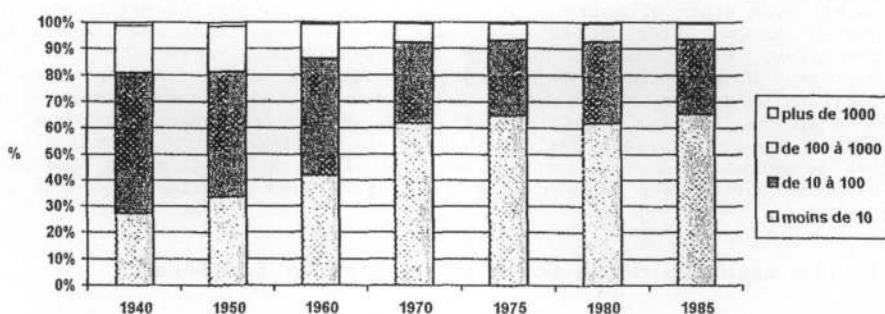
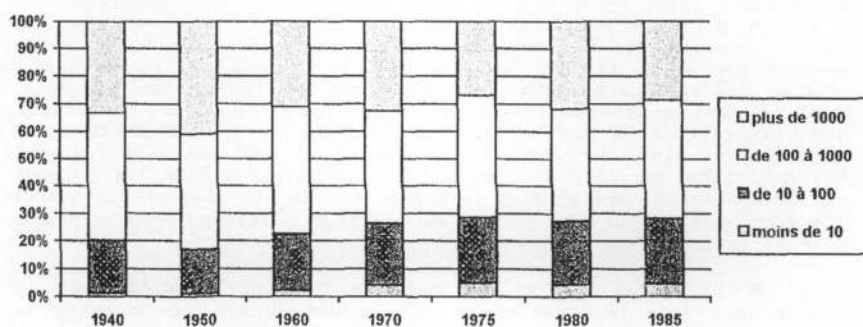


Figure 15 : Evolution du % des superficies des établissements ruraux par catégories de taille ( en ha.)



Source : Graphiques réalisés à partir des données des *Censos Agropecuários* du RN.

NB: la notion d'établissement (*Estabelecimento Agropecuário*) utilisé par l'IBGE dans les recensements agricoles, correspond davantage à celle d'exploitation, qu'à celle de propriété. Elle laisse en tout cas de côté le problème de la « *Condition du Producteur* », pour lequel il existe tout un éventail de statuts possibles : propriétaire, *arrendatário*, *parceiro*, *ocupante*, etc...

Cette situation est caractérisée par un dualisme **minifúndios / latifúndios** très net, le même qui est d'ailleurs présent dans toutes les régions de la fédération brésilienne et à toutes les échelles. Comme le

souligne ainsi l'IDEC, « dans l'Etat du Rio Grande do Norte la forte concentration de la propriété de la terre reste évidente. Il se vérifie que les établissements jusqu'à 10 hectares, qui représentent 65,4% du total, n'occupent seulement que 5% de la surface totale, alors que les établissements de plus de 1.000 hectares, qui comptent pour 0,5% seulement du nombre total, occupent 28,5% de la surface totale<sup>1</sup> ».

Au-delà du simple constat de la dichotomie *minifúndios*-*latifúndios*, il est possible de faire quelques remarques à partir du rapprochement des deux graphiques. La mise en place d'une telle structure est visiblement ancienne et s'est même accentuée jusqu'au milieu du siècle, lorsque 1,4 % des plus grands *latifúndios* occupaient 30,9 % de la superficie. Depuis, elle n'a de toute évidence que très faiblement évolué. La mince frange des grands *latifúndios* de plus de 1000 ha. se tasse en proportion, passant à moins de 1%, puis à 0,5 %, mais se maintient en nombre, environ 600 depuis 1970. La part des terres qu'ils possèdent, ne descend guère en dessous du seuil des 30 % et représente une superficie cumulée de 1.250.000 ha. Alors que les quelque 75.000 *minifúndios* ne peuvent se partager que 200.000 ha. Il est donc difficile d'estimer qu'il y aurait eu un quelconque relâchement de la concentration foncière. La montée en nombre des *minifúndios* entre 1940 et 1985, qui passent en effet du quart aux deux tiers du nombre total des exploitations, ne doit aucunement faire illusion, car en superficie, ils ne passent, dans le même temps, que de 1,4 % à 1,7 %.

Dans ces conditions, on peut même calculer que la surface correspondant aux 10 % des plus petites exploitations (décile inférieur) permettrait de former, seulement, 88 exploitations de 100 ha. En contrepartie, la surface des 10% plus grandes exploitations (décile supérieur) donnerait de quoi constituer 34.000 exploitations de 100 ha., soit 386 fois plus. L'ensemble des 10 % plus petites exploitations rurales, les *minifúndios*, n'occupent seulement que 0,25% de la superficie totale des exploitations. Leur taille moyenne est de 0,92 ha., et n'atteint donc pas 1 ha. Par contre, les 10 % plus grandes exploitations, les *latifúndios*, occupent 78 % de la surface totale et ont une taille moyenne de 293 ha<sup>2</sup>.

Ainsi, au-delà de quelques évolutions qui apparaissent donc très limitées, la structure foncière du Rio Grande do Norte reste toujours fortement marquée par une inégalité très marquée. Elle rend d'autant plus vive et légitime la revendication d'une redistribution plus large des terres par des mesures effectives de Réforme agraire.

## 2 - L'Etat actuel du Problème foncier dans le Rio Grande do Norte

Bien que l'opposition *minifúndios*/*latifúndios* reste ainsi très évidente dans le Rio Grande do Norte, la structure foncière ne peut cependant pas se réduire à cette seule caractéristique. De 1960 à 1985 le nombre total des établissements a plus que doublé, passant de 50.000 à 116.000. Il est même étonnant qu'une telle évolution ait pu s'opérer dans une structure qui ait si peu changé. Cela manifeste au moins la puissance du système de défense et de maintien de la grande propriété. Mais, ici aussi, - comme pour les classes moyennes entre les riches et les pauvres - on ne saurait négliger les exploitations intermédiaires, même si elles semblent un peu laminées entre *latifúndios* et *minifúndios* par la structure foncière. On soulignera d'abord qu'entrent dans leurs rangs

<sup>1</sup> IDEC, 1995, *A probreza no Rio Grande do Norte*, p.34.

<sup>2</sup> Idem, p.33.



*granjas*, sans doute pour mieux se distinguer des *fazendas* traditionnelles. On les rencontre surtout dans la zone littorale orientale. Il faut également ajouter la méthode adoptée par les grands propriétaires fonciers menacés par la loi d'expropriation en vue de la Réforme agraire: pour y échapper, il leur suffit parfois seulement de démembrer leur propriété, et d'en transférer la propriété en titre à leur femme, ou à leurs enfants. On trouve un exemple de cette pratique dans le municipe de Bento Fernandes, avec la *fazenda* Rio Fechado qui était ainsi divisée entre Manoel Dantas Barreto et son épouse. Cela ne leur a cependant pas évité de faire l'objet, l'un après l'autre, le 2 août et le 2 décembre 1994, de mesures d'expropriation, pour cause... d'improductivité<sup>1</sup>. Cette méthode, assez répandue semble-t-il, a aussi pour conséquence de minimiser la réalité du poids exorbitant de la grande propriété dans la structure foncière du Rio Grande do Norte, par rapport aux chiffres du recensement agricole.

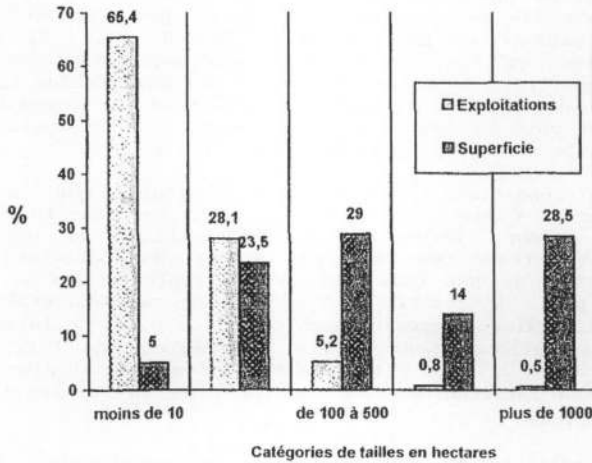


Figure 16 : Etat actuel de la structure foncière dans le Rio Grande do Norte

Source : IDEC, 1995, *Pobreza no Rio Grande do Norte*.

Mais ce poids n'est peut-être pas également réparti sur l'ensemble du territoire, et il s'agit maintenant d'essayer d'en cerner les différenciations (micro)régionales.

### 3 - Les disparités régionales de la structure foncière

C'est une caractéristique de la structure foncière qui est plus difficile à appréhender, pour des raisons à la fois statistiques et méthodologiques. Dans ses recensements agricoles, l'IBGE fournit bien, municipe par municipe, le nombre et les superficies cumulées des « établissements » agricoles dans 15 catégories de tailles. Mais il le fait dans un cadre de régionalisation ancien et très large qui n'a plus grand chose à voir aujourd'hui avec le nouveau découpage qu'il a adopté depuis lors<sup>2</sup>. De plus, les chiffres ainsi disponibles, passablement

<sup>1</sup> Voir tableau sur les expropriations, à la fin du chapitre sur les *assentamentos* de Réforme agraire.

<sup>2</sup> Voir supra.

anciens, les seuls qui soient publics et accessibles, n'indiquent rien sur la nature exacte de ces "établissements" agricoles, ni sur le statut de leurs propriétaires ou de leurs exploitants.

L'examen des chiffres municipale par municipale fait rapidement apparaître des différences importantes au sein parfois d'une même micro-région. L'utilisation d'un maillage d'une échelle supérieure à celui des municipales fait courir le risque, au minimum, d'atténuer beaucoup de ces différenciations. Dans une telle structure générale duale, *latifúndios* et *minifúndios* s'équilibrent à peu près dans des statistiques établies dans le cadre d'agrégats territoriaux un tant soit peu étendus. Ils se "neutralisent" les uns les autres dans les statistiques, et ce, d'autant plus que le maillage est large. Il est donc impératif d'opérer à une échelle plus fine, qui peut être celle des municipales, par exemple.

Un premier indicateur possible des disparités locales de la structure foncière, dont les données de l'IBGE permettent le calcul jusqu'à l'échelle de chacun des municipales est précisément, et tout simplement, celui de la superficie moyenne des exploitations. Le niveau plus ou moins élevé de la superficie moyenne des exploitations y exprime bien les éventuels déséquilibres locaux en faveur des *minifúndios* ou des *latifúndios*. Nous les avons calculés, municipale par municipale, et reportés sur une carte, en ramenant les catégories de tailles à 5, ce qui semble suffisant face à une telle structure bipolaire très tranchée. Entre les dates de 1970 et 1985 retenues ici, nous avons également calculé les variations de la taille moyenne municipale des "établissements" agricoles. Elles expriment donc soit une tendance plus ou moins prononcée à l'accentuation de la concentration foncière en cas d'évolution positive, soit une tendance à la fragmentation de la propriété des terres dans le cas contraire.

Pour mémoire, nous donnons d'abord, le tableau des résultats du calcul des la taille moyenne par région aux deux dates de 1970 et de 1985, malgré les inconvénients que nous avons signalés qu'il y a, en l'occurrence, de travailler à cette échelle. Ces moyennes n'ont, évidemment, qu'une valeur indicative et comparative.

Tableau 25 : Evolution de la taille moyenne des exploitations agricoles par région dans le Rio Grande do Norte ( 1970-1985 )

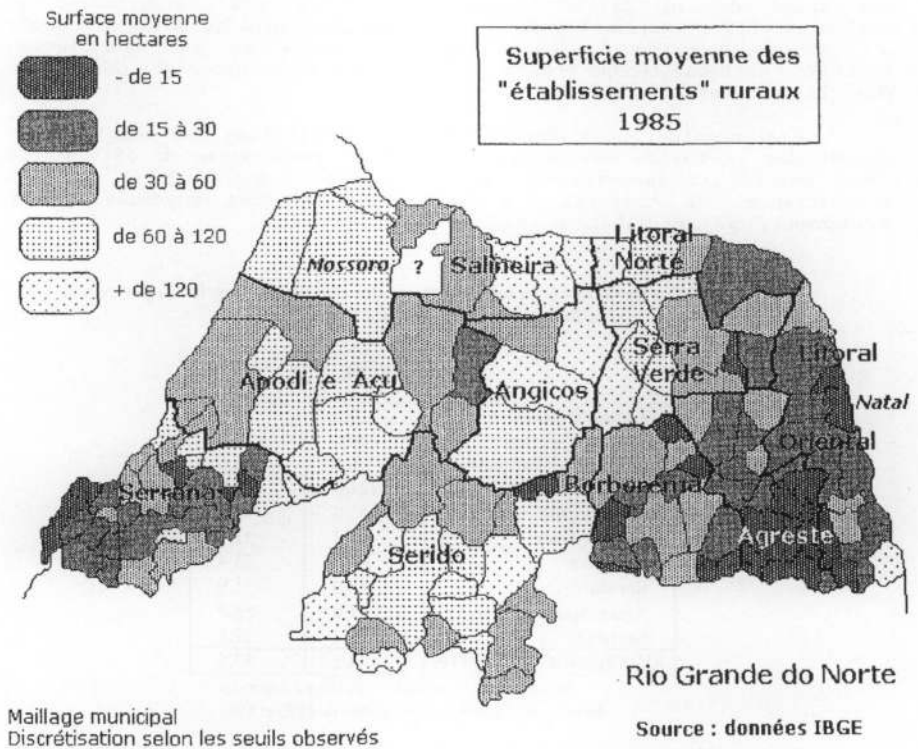
	Surface Moyenne (ha.)	
	1970	1985
Litoral Oriental	19,9	21,0
Agreste Potiguar	20,0	15,3
Borborema Potiguar	36,0	25,6
Serra de Angicos	121,0	100,8
Serra Verde	53,6	47,6
Litoral Norte	45,2	31,2
Salineira	80,0	73,4
Seridó	53,9	55,9
Açu e Apodi	81,0	58,3
Serrana	29,3	29,2
RIO GRANDE DO NORTE	44,2	37,5

Tableau établi et calculé par l'auteur à partir des données des *Censos Agropecuários* de 1970 et 1985

Ce tableau fait apparaître les premiers éléments de différenciation régionale en ce qui concerne la structure foncière dans le Rio Grande do Norte et son évolution. Si la tendance générale est à la baisse de la superficie moyenne des "établissements", on n'oubliera cependant pas que c'est la multiplication et l'émiettement des

*minifúndios*, là où elle se produit plus intensément qui, pour l'essentiel, fait plonger cette moyenne. Deux régions manifestent pourtant une certaine tendance à la hausse : le Littoral oriental d'une part, et le Seridó, d'autre part. Le tableau indique également, très grossièrement vu pour l'instant, qu'il y a deux types de régions : des régions de prédominance de la grande propriété : Serra de Angicos, Salineira et Est-Potiguar en général, et des régions de suprématie des *minifúndios* : Agreste, Borbomera et Serrana.

Figure 17 : Superficie moyenne des "établissements" ruraux (1985).



Cette carte, établie dans un maillage plus fin, qui est celui des municipes, fait d'abord apparaître deux régions où, si l'on en juge par la taille moyenne modeste des exploitations, les *minifúndios* l'emportent nettement. Premièrement un vaste ensemble oriental qui associe le Littoral-est, l'Agreste et la Borborema Potiguar, ainsi qu'une partie du Littoral nord-est, dans la région de Touros. Cet ensemble est composite. On y trouve aussi bien les abords périurbains de l'agglomération du "Grand Natal" avec sa zone d'influence proche, que la zone canaviaire. Cette zone recoupe assez bien, dans cette partie orientale du *Rio Grande do Norte*, celle des régions à densités rurales fortes ou moyennes ainsi que celles à fort "taux d'indigence"<sup>1</sup>. Deuxièmement, la région de la haute Serrana occidentale se distingue également par la taille moyenne réduite de ses exploitations agricoles. Elle exprime, dans ce cas, l'identité originale de cette région éloignée et en partie enclavée, toujours marquée par une agriculture surtout familiale.

A l'inverse, trois régions se caractérisent par une superficie moyenne des propriétés plus élevée. Il s'agit d'abord d'un premier ensemble constitué du Litoral Norte, entre Galinhos et Macau, en passant par Guamaré (240 ha.), qui se prolonge dans la direction du Sud, vers la Baixa Verde et la Serra de Angicos. Dans le municipe de Angicos proprement dit la surface moyenne dépasse les 150 ha. Plus au sud encore, dans le Seridó, la partie centrale présente des moyennes plus élevées, comme à Acari (128 ha.) ou à São Fernando (135 ha.) alors que le pourtour de cette région présente des tailles plus modestes: 60 ha. à Parelhas, ou 42 ha. à Jucurutu. A l'ouest, au-delà de la vallée de l'Açu, très visible avec des moyennes modestes, notamment à Ipangaçu (un peu moins de 30 ha.), dans les régions de Mossoró, Apodi et Açu la taille moyenne des exploitations est généralement assez élevée. A Parau, on atteint même les 136 ha.

Le constat des disparités de tailles des exploitations agricoles entre les régions du *Rio Grande do Norte* est donc net. Reste à trouver une explication à ces différenciations. En toute hypothèse elle ne peut que faire une large place aux *latifúndios*.

#### 4 - Structures foncières et géographie des *latifúndios* dans le *Rio Grande do Norte*

Les *latifúndios* continuent à jouer un rôle essentiel dans l'organisation socio-spatiale du territoire. Leur répartition locale est inégale, et leur véritable place doit donc d'abord être particulièrement mesurée à l'échelle des municipes.

Tableau 26 : Les grands *Latifúndios* de plus de 1.000 ha. et leur poids dans la Structure foncière (1970-1985)

	1970			1985		
	Nombre	%	% Surf.	Nombre	%	% Surf.
Plus de 10.000	13	0,01	4,7	8	0,01	2,5
de 5 à 10.000	34	0,03	4,6	21	0,02	2,8
de 2 à 5.000	184	0,18	12,2	171	0,15	11,1
de 1 à 2.000	373	0,36	11,1	398	0,34	12,4
Totaux	604	0,58	32,6	598	0,52	28,8

Etabli et calculé à partir des données des *Censos Agropecuarios* du RN 1970 et 1985, IBGE.

<sup>1</sup> Voir la carte des densités rurales et la « carte de la faim ».

Nous allons donc d'abord examiner la répartition municipale des 200 plus grands *latifúndios*, dont la superficie est supérieure à 2.000 hectares en 1985. Souhaitant dépasser la difficulté statistique qui provient de l'utilisation de simples moyennes calculées dans le cadre d'agréats territoriaux trop larges, souvent changeants et discutables, nous avons pour ce faire sélectionné un échantillon de 36 municipes sur les 152 que compte l'Etat, répartis dans toutes les régions, pour calculer, à partir des valeurs absolues fournies par le recensement agricole de l'IBGE en 1985, les valeurs relatives de la structure foncière pour chacun de ces municipes<sup>1</sup>. L'objectif est donc de mesurer le poids et l'influence des grandes propriétés dans les différenciations locales et de mieux localiser ainsi les effets régionalisés de l'ampleur du problème foncier. Ce travail comparatif confirme d'ailleurs très vite que la seule présence de un ou de quelques grands *latifúndios* de plusieurs milliers d'hectares<sup>2</sup> sur le territoire d'un municipe ( le plus étendu fait 20.853 ha. ) suffit à en affecter en profondeur la structure foncière, comme le démontrent de multiples exemples dans toutes les régions. Nous donnons ici une synthèse des résultats de cette étude comparative, dans le cadre de 7 régions.

#### a - Littoral Norte, Serra de Angicos et Baixa Verde

Sur le littoral nord, avec le municipe de **Guamaré**, on trouve un premier cas de concentration foncière très accentuée. Les 5 plus grandes exploitations de plus de 1.000 ha. y comptent pour 42,31% de la surface. Il est vrai que le plus important de ces *latifúndios* affiche à lui seul 12.000 hectares. Par contre ici, les *minifúndios* de moins de 10 ha. qui sont 38,14% du nombre, n'occupent que 0,6 % de la superficie. A **Touros**, plus à l'est sur le littoral nord, le tableau est un peu différent dans le mesure où la base de la pyramide des exploitations est constituée d'une masse de *minifúndios*, plus des  $\frac{3}{4}$  du total ( mais 7,7% seulement de la superficie), ce qui n'empêche pas la structure foncière d'être, ici aussi, chapeauté par quelques grandes propriétés ( 0,22 %) qui possèdent 40,8% des terres, dont la plus importante compte pour 12.875 ha. La situation est presque identique à **Angicos**, à la seule différence que les *minifúndios* y comptent encore moins en nombre (37,2%) et surtout en superficie (0,7%). La situation n'est guère différente à **Lajes** ou à **Pedra Preta** ou, plus à l'ouest, à **Afonso Bezerra**. Nous sommes donc ici dans le domaine incontesté des *latifúndios*, où leur domination s'accompagne, comme nous avons pu le mesurer par ailleurs, de faibles densités humaines, comme de hauts niveaux d'indigence alimentaire et de pauvreté. C'est par excellence le lieu où la démonstration pourrait ainsi être faite que le maintien et même l'accentuation du poids écrasant, et pour l'heure sans véritable partage, des très grandes propriétés, provoque à la fois l'exclusion spatiale, poussée jusqu'à la désertification des campagnes, qui accompagne de la misère sociale la plus aiguë, puisque c'est dans cette région qu'on trouve les pourcentages les plus élevés de familles indigentes.

#### b - Vale de Açú

La région a été profondément affectée par la construction récente du barrage Armando Ribeiro Gonçalves dans le cadre du Projet Baixo-Açú. Onze municipes au total ont été concernés, et plus particulièrement quatre : **Açú**, **Ipanguaçu**, **Jucurutu** et **São Rafael**. L'effet des

<sup>1</sup> Soit : 36 municipes x 15 catégories de taille IBGE x 2 types de % ( nombre et superficies ) x 4 catégories simplifiées = 4320 calculs, qui n'ont été possibles que par le recours à l'informatique.

<sup>2</sup> Le plus étendu fait 20.853, et se situe dans l'Ouest-Potiguar, municipe de Mossoro.

désappropriations liées au projet, en 1979 et 1980 a été important sur l'évolution de la structure foncière, l'Etat s'étant ainsi transformé à cette occasion en négociateur et gérant du processus de concentration foncière. Dans le cadre spécifique du Projet Baixo-Açu, « simultanément et postérieurement aux désappropriations, il y a eu un grand volume de transaction de terres »<sup>1</sup>. La plus grande conséquence, sur l'instant, fut une quasi stagnation de l'économie agraire locale, due au climat d'incertitude, et avec « l'accélération d'un mouvement migratoire désordonné des populations des zones rurales et des chefs-lieux de municipes qui devaient être inondés, pour les villes de Açu, Mossoró et Natal »<sup>2</sup>.

Selon l'Ingénieur agronome Aldenor G. da Silva, qui a étudié l'impact de ce projet, « l'analyse des données officielles et des informations de terrain montrent une situation régionale en franche transformation, dont les altérations n'ont pas encore été captées par les statistiques officielles »<sup>3</sup>. Selon lui, jusqu'en 1982, les transactions entre propriétaires locaux ont prédominé. À partir de 1982 la situation a changé radicalement, avec l'entrée en scène d'acheteurs représentant les intérêts des entreprises du textile et de l'agro-alimentaire, comme Algodeira São Miguel. L'entrée de grandes entreprises dans le Vale do Açu, intéressées par l'acquisition de grandes surfaces de terres, contiguës ou non, est responsable de changements dans l'appropriation et l'usage des terres, surtout dans la région du Bas-Açu. Initialement elles ont recherché les terres de varzeas, à l'amont du barrage, et ensuite, les terres à risques, en aval, quand le mouvement de d'achat des terres par ces groupes s'est intensifié, entre 1985 et 1987<sup>4</sup>. Dans ces conditions, « l'expropriation des petits producteurs ne s'est pas produit par un mouvement naturel d'offre de terre - provoqué par une raison quelconque, la sécheresse par exemple - mais par un mouvement induit et parallèle aux désappropriations pour la construction du Barrage Armando Ribeiro Gonçalves »<sup>5</sup>.

Les données du recensement agricole de 1985 ne traduisent donc qu'incomplètement et imparfaitement ces évolutions. Comparées à celles de 1970, elles expriment déjà cependant, dans la plupart des cas, une tendance à la hausse de la superficie moyenne des "établissements" agricoles : 26 % à Açu et 15,6 % à São Rafael. Les *minifúndios* restent très majoritaires en nombre : les trois quarts des propriétés à Ipanguaçu et à São Rafael, ou la moitié à Açu, mais pour une superficie toujours très limitée, de 3 à 5 % seulement. Par contre ce qui l'emporte ici, ce ne sont pas les très grands *latifúndios*, mais les propriétés intermédiaires de 100 à 1000 ha. qui comptent pour 47,6 % des surfaces à Açu, et pour 39% à Ipanguaçu et São Rafael. Même si la région renferme encore un certain nombre de grands *latifúndios*, dont deux de 11.000 ha sur chacun des territoires d'Açu et d'Ipanguaçu, nous ne sommes donc plus là cependant dans le monde des très grandes propriétés extensives d'élevage, comme c'était encore le cas dans la région précédente, mais déjà dans celui d'une agriculture capitaliste de production intensive.

<sup>1</sup> C.MOURRA, 1991, *Estado, terra e seca: a concentração fundiária no Baixo-Açu*. Coll. Sala de Aula n°21, UFRN. p.28)

<sup>2</sup> A. Gomes da SILVA, 1989, *A dinâmica da irrigação na região do Baixo-Açu*, *Revista Terra e Sal*, Mossoró, n°6, p.42

<sup>3</sup> A. Gomes da SILVA, 1992, *A Parceria na agricultura irrigada no Baixo-Açu*, CCHLA-UFRN, Coll. Vale de Açu, p.49.

<sup>4</sup> *Idem*, p.48.

<sup>5</sup> C.MOURRA, *op. cité*, p.27.

## c - Ouest-Potiguar : Mossoró, Apodi et Medio-Oeste

Dans le municipe de **Mossoró** proprement dit, les *minifúndios* qui dépassent la moitié des effectifs des « établissements » agricoles ne concernent , en fait, que moins de 2% de la superficie. On y trouve pas moins de 16 *latifúndios* de plus de 2.000 hectares, dont un, et c'est ainsi le record du *Rio Grande do Norte*, de 20.853 ha.. Dans ces conditions, avec 1,42 % du nombre, ces *latifúndios* concentrent 46% des terres. La situation est à peine moins déséquilibrée à **Apodi**, entre *latifúndios* et *minifúndios* : 0,82 % / 48% pour le nombre, et 26% / 3.2% pour les surfaces. Dans le Medio-Ouest, à **Parau**, n'étant que 3,2% du nombre, les grandes propriétés occupent encore 55,5% des superficies agricoles. Même si on ne trouve pas nécessairement de très grands *latifúndios* de 10.000 ha. et plus, la catégorie de ceux dont la taille se situe entre 5 et 10.000 ha. représente à elle seule entre un tiers et un cinquième des surfaces, comme à **Parau** et à **São-Rafael**. L'Ouest-Potiguar est donc bien lui aussi, mais à des degrés divers, une zone largement dominée par les *latifúndios*.

## d - Serras du Sud-Ouest

La situation foncière change pourtant un peu dans les montagnes du Sud-Ouest. D'abord, les quelques *latifúndios* qu'on y trouve, 9 seulement au total, ne dépasse guère les 2.000 ha. Au delà de ce premier constat, la situation semble très variée. A **Portalegre**, situation inédite jusqu'à présent dans cet examen des situations régionales, les *minifúndios* de moins de 50 h. sont à la fois majoritaires en nombre et en surface : on peut y voir un nouveau signe de l'existence locale d'une petite agriculture familiale. Elle semble se localiser dans un certain nombre de ces petits municipes montagneux. A **Martins**, par exemple encore, les exploitations de 10 à 100 ha., de taille familiale, représentent un quart du nombre et un tiers des surfaces.

Mais ailleurs, on relève plutôt l'absence totale des très petits *minifúndios* de moins de 2 ha. qu'on trouve pourtant si fréquemment ailleurs. C'est le cas à **Messias Targino** et à **Patu**, où les exploitations de 100 à 1000 ha., qui ne sont pas précisément des *minifúndios*, représentent par contre 61 et 51 % des surfaces. Il est vrai que nous sommes ici sur les marges de la Serrana Riograndense et que leur cas pourrait plutôt se rapprocher de celui de la structure foncière en vigueur dans la région précédente de l'Ouest-Potiguar.

## e - Le Seridó

Dans le Seridó, la situation foncière présente encore une autre nuance, avec une certaine diversité. Certes dans quelques municipes, les *minifúndios* sont présents, comme à **Florania** ou à **São João du Sabugi**, pour, respectivement, 58 et 61% du nombre, mais pour 4 et 5 % seulement des superficies. Dans les municipes de **São Fernando** et d'**Ipuera** ce sont les exploitations de 10 à 100 ha. qui sont majoritaires en nombre, pour un peu plus de 14% des surfaces dans les deux cas. L'agriculture de type familial sur des exploitations petites et moyennes n'a donc pas encore perdu ses droits surtout dans le Seridó occidental. Mais ce qui est surtout caractéristique dans cette région, c'est la nette domination des établissements de 100 à 1000 ha qui sont majoritaires en surface à **Currais Novos** (51%), **Florania** (55%), et **São Fernando** (54,5%), ou pas loin de l'être à **Ipuera** (49%), et même à **São João do Sabugi** (46,9%) et à **Serra Negra do Norte** (46,3%). Il s'agit là surtout d'une région peu peuplée, aux faibles densités rurales associées à une surface moyenne des

exploitations élevée, parfois plus de 125 ha, une région comparativement aisée, où le dépeuplement des campagnes s'est opéré de longue date et progressivement, dans un espace rural dominé depuis longtemps par les grandes et moyennes exploitations de type capitaliste, tournées vers la commercialisation et l'exportation de leurs productions. Les disparités foncières y semblent donc moins contrastées qu'ailleurs mais c'est surtout parce que les exploitations entre 100 et 1000 ha, plus riches et productives, s'y sont assurées une domination quasiment sans partage, peut-être finalement moins visible et choquante que celles des très grands *latifúndios* improductifs dans d'autres régions.

#### f - Borborema et Agreste

Dans ces deux régions, qu'on peut associer ici, « la structure foncière se présente avec une concentration accentuée, avec un nombre réduit de grands établissements, occupant des espaces étendus aux côtés d'un nombre élevé de minifúndios de moins de 10 ha. Quant à la condition du producteur, c'est celle du propriétaire qui l'emporte, suivie par celle de l'occupant et celle du arrendatário<sup>1</sup> ». La toile de fond est, au premier abord, constituée d'une multitude de minifúndios. Lorsque rien ne vient perturber cette situation, ils sont non seulement largement majoritaires en nombre, 89,5 % à Brejinho, et même 93,6% à Passa e Fica, mais ils parviennent même, chose effectivement inconnue ailleurs, à rassembler la plus grande part des surfaces, même si elle n'est pas majoritaire: 36,6% à Brejinho et 42,6% à Passa e Fica. Il est vrai que dans ces deux municipes, il n'y a aucune propriété de plus de 1.000 ha.. Mais il suffit de la présence de un ou deux grands établissements dans un municipe, pour faire basculer la situation foncière, comme c'est par exemple le cas à Lagoa de Velhos, à Santa Cruz, à Ielmo Marinho ou à Riachuelo.

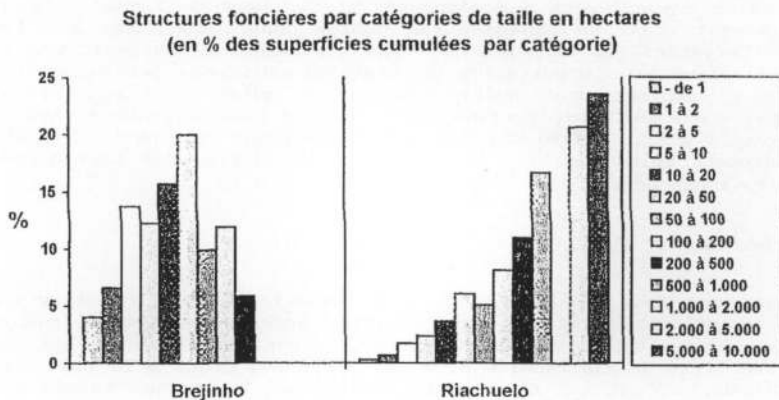
Il semble ainsi nécessaire de distinguer ici au moins deux types de structures foncières.

i - Celui des municipes comme Brejinho et Passa e Fica caractérisée par une véritable pyramide de *microfúndios*, qui témoigne d'une très petite agriculture familiale, de simple subsistance, dans une région très marquée par la pauvreté et par les très fortes densités rurales.

ii - Celui des municipes comme Lagoa de Velhos ou Riachuelo, où la base des *minifúndios* est au contraire réduite et où elle est dominée par un petit groupe d'exploitations beaucoup plus grandes, qui exercent une double fonction de domination et d'exclusion des plus petites, puisque lorsqu'elles sont présentes, on constate que les plus petites refluent, et pas seulement pour de simples raisons de manque d'espace.

<sup>1</sup> IBGE, 1992, Estacio Ramos de ARRUDA, « *Divisão regional do Brasil em Mesorregiões e Microrregiões Geográficas* », Vol.2, tomc 2, p.131.





**Figure 18 : Comparaison des structures foncières des municipes de Brejinho et de Riachuelo - Région Agreste Potiguar (1985)**

#### *g - Littoral Oriental*

Dans la région canaviaire du littoral oriental la même dualité des structures foncières s'observe. Le premier type se retrouve très bien à **Varzea**, ou à **Nisia Floresta**. Les *microfundios* de moins de 1ha. y représentent respectivement 42,6 et 37,7 % du nombre, mais 3,8 et 1,5% des surfaces. Pour cette toute petite agriculture familiale de maigre subsistance, des revenus de complément peuvent être éventuellement cherchés à la ville, moyenne ou plus grande, jamais très éloignée, et facilement accessible. Quant au deuxième type, il est ici représenté, par exemple, par **Ceara-Mirim**, ou par **Baia Formosa** qui en est même la caricature. Avec huit établissements agricoles seulement, dont un de plus de 12.000 ha., la surface moyenne est de 2.700 ha.. Cette très grande propriété représente d'ailleurs à elle seule 55,65% de la superficie agricole du municipe. En fait, **Baia Formosa** est le siège d'une très grande distillerie de canne à sucre, dont la présence a poussé à son maximum la dictature spatiale de la canne. Les immenses cannerais, soigneusement travaillées avec très peu de main-d'oeuvre, y occupent presque tout l'espace du municipe, ne laissant guère à son chef-lieu, pittoresque village côtier, que la pêche et le tourisme.

On voit donc que la présence et le poids des *latifundios* ne sont pas les mêmes selon les différentes régions du **Rio Grande do Norte**. Reste à savoir comment ils peuvent effectivement intervenir dans les phénomènes de pauvreté rurale et urbaine. Mais, avant d'examiner cette question, puisque l'analyse régionale qui précède a été essentiellement conduite à partir des chiffres de recensements agricoles déjà anciens (1970 et 1985) il convient de considérer rapidement en quoi les résultats du dernier en date (1995-96) qui viennent d'être récemment publiés, apportent des modifications dans l'analyse que nous venons de faire des disparités foncières dans le **Rio Grande do Norte**.

5 - Les résultats du recensement agricole (*Censo agropecuário*) de 1995-96

Les résultats du recensement agricole de 1995-1996 dans le Rio Grande do Norte viennent nettement confirmer un certain nombre de tendances observées précédemment mais sur lesquelles on avait cependant moins de certitudes du fait de l'interruption de la périodicité quinquennale des recensements agricoles intervenue depuis plus de 10 ans.

Tableau 27 : Recensement agricole 1995-1996 dans le Rio Grande do Norte

Comparaison des résultats des recensements de 1970, 1975, 1980, 1985 et 1995-1996. Condition du producteur, utilisation des terres, main d'œuvre employée, tracteurs et cheptels bovin, porcin et ovin					
	1970	1975	1980	1985	1995-1996
Etablissements	103 630	104 842	106 458	115 736	91 376
Condition du producteur					
<i>Proprietário</i>	62 451	61 748	65 072	68 236	59 471
<i>Arrendatário</i>	17 513	12 599	12 664	10 739	4 363
<i>Parceiro</i>	2 325	5 249	7 273	9 682	9 159
<i>Ocupante</i>	21 341	25 246	21 449	27 079	18 383
Utilisation des terres (ha)					
Surface totale (ha)	4 571 683	4 376 360	4 513 494	4 383 019	3 733 521
Culture permanente	461 557	517 539	550 994	423 615	169 818
Culture temporaire	310 338	308 727	608 565	605 274	419 091
Jachères	-	9 320	69 335	162 371	226 804
Pâturage naturel	1 878 240	1 638 211	1 464 328	1 460 669	1 158 302
Pâturage artificiel	26 576	29 680	81 808	74 049	87 916
Forêt naturelles	971 714	1 343 192	1 255 992	1 091 395	1 121 664
Forêt plantée	4 247	912	4 310	15 874	5 322
Productives non utilisées	645 257	257 922	198 558	270 863	382 685
Main d'œuvre					
Hommes	234 954	247 854	312 235	295 803	241 698
Femmes	72 927	134 634	119 953	136 514	90 818
Tracteurs					
	570	1 231	3 029	3 093	3 650
Cheptels (mille têtes)					
Bovin	604,06	733,22	896,19	909,61	954,34
Porcin	61,24	124,66	92,14	133,25	97,23
Ovin	849,0	1 860,00	2 070,00	2 410,00	4 160,00

NOTA: Les données jusqu'en 1985 sont en date du 31.12. Dans le recensement de 1995-1996 les données concernant le nombre d'établissements, la surface totale, l'utilisation des terres, la main d'œuvre occupée et les tracteurs sont du 31.12.1995 et les cheptels du 31.07.1996.

Source : IBGE, 1998, *Censo Agropecuário 1995-96*, site Web de l'IBGE

Le nombre total des "établissements" qui avait augmenté régulièrement de 1970 à 1985, baisse sensiblement, de 115.000 à 90.000, et se retrouve ainsi à un niveau inférieur à celui de 1970. Le quotient Surface agricole/Nombre d'établissements augmente : alors qu'il avait baissé de 44,12 ha en 1970 à 37,87 ha en 1985, il remonte à 40,86 ha en 1995 ce qui exprime la reprise de la concentration foncière pendant la période.

Alors que la proportion des exploitations de moins de 100 ha. avait augmenté et celle de plus de 100 ha. diminué de 1970 à 1985, de 1985 à 1995 c'est le contraire : la part des petites et moyennes exploitations a baissé, et celle des grandes a augmenté.

Tableau 28 : Structures foncières dans le *Rio Grande do Norte* (1970-1995)

"Etablissements" agricoles						
Année	1970		1985		1995	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
- de 10	63964	61,78	75605	65,34	57958	63,71
10 à 100	31785	30,70	32528	28,11	26355	28,97
100 à 200	3787	3,66	3445	2,98	3030	3,33
200 à 500	2534	2,45	2620	2,26	2335	2,57
500 à 2000	1231	1,19	1307	1,13	1131	1,24
+ de 2000	231	0,22	200	0,17	167	0,18
	103532	100,00	115705	100,00	90976	100,00

Établi par l'auteur à partir des *Censos Agropecuários* IBGE 1970, 1985 et 1995

Au cours de la dernière décennie séparant les recensements agricoles de 1985 et 1995-96 le nombre total des exploitations a diminué, leur taille moyenne a augmenté, la part des très grandes a augmenté et celle des petites et moyennes diminué : il y a donc bien eu accentuation de la concentration de la terre. Les chiffres du dernier recensement agricole viennent confirmer, dans le cas du *Rio Grande do Norte*, non seulement l'inégalité foncière aggravée mais également les limites très étroites de l'effet des mesures de réforme agraire, qui paraissent même ainsi fonctionner à *contrario* ou, du moins, ne pas être en mesure de contrebalancer les tendances plus puissantes à la concentration.

Concernant la "condition" des producteurs agricoles, leur statut, le nombre de tous ceux qui se rangent sous celui des "propriétaires" - une catégorie qui rassemble pourtant aussi bien les (très) grands propriétaires que les plus modestes - diminue, ce qui ne traduit certes pas un élargissement de la propriété de la terre dans l'Etat.

De toutes les "conditions" sociales rurales existantes, seule celle de *Parceiro* voit sa part augmenter, confirmant, à l'échelle du *Rio Grande do Norte* tout entier, la tendance déjà signalée et analysée par A.G.da Silva dans l'agriculture irriguée du Bas Açú<sup>1</sup>. Faute d'autre chose, c'est-à-dire la possibilité d'accession à la petite propriété familiale, ce statut, sorte de métayage, apparaît comme pis-aller. Les petits paysans simples "occupants" (*ocupantes*) souvent précaires, longtemps tolérés y compris dans le cadre des *fazendas*, sont plus strictement évincés : en 1995-96 ils sont passés en dessous de la barre des 20.000. Les "locataires" (*arrendatarios*) reculent : ils sont moins de 5.000, alors qu'ils étaient encore 17.500 en 1970. On voit donc que presque tous les statuts agricoles qui permettaient un certain maintien d'un petite paysannerie dans les campagnes du *Rio Grande do Norte* sont en recul. Il faut y voir la source en même temps que la manifestation de la "déruralisation" qui marque ainsi le territoire. Dans ces conditions le nombre des paysans sans terre ne peut qu'y augmenter, et le chiffre symbolique de 100.000 généralement avancé, n'est-il sans doute qu'un minimum.

<sup>1</sup> A.G.da SILVA, 1992, *A parceria na agricultura irrigada no Baixo Açú*, CCHLA, UFRN.

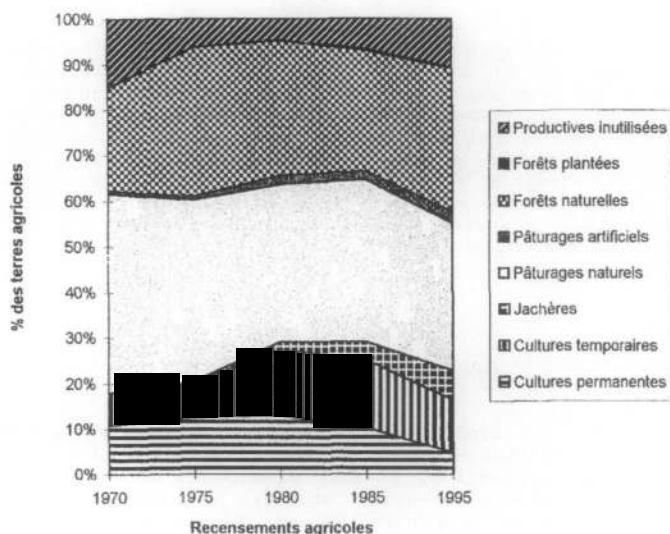


Figure 19 : Evolution de la structure de la répartition des terres agricoles dans le Rio Grande do Norte dans les recensements agricoles de 1970 à 1995

Dans l'utilisation des terres, la part réservée aux cultures permanentes, ou même temporaires, diminue : alors que les premières ne représentent même plus 5% des surfaces agricoles, les secondes comptent toujours pour plus de 10%. Les pâturages, naturels ou artificiels, augmentent et représentent, ensemble, plus d'un tiers des surfaces. Assez curieusement les forêts dites "naturelles" voient-elles leur part augmenter, alors qu'on comprend pourtant mal comment il pourrait s'en créer de nouvelles. Il est donc plus que probable qu'une certaine proportion des grandes exploitations vouée en fait, dans l'agreste et le sertão, à l'élevage extensif, doit être déclarée, à tort mais délibérément, sous cette rubrique. Les terres productives non utilisées sont à la hausse, alors qu'elles avaient pourtant baissé de 1970 à 1980, et elles comptent même aujourd'hui pour plus d'un dixième des terres. Si on y ajoute les terres déclarées comme étant en jachère (6%), la formule un peu galvaudée : "paysans sans terres, terres sans paysans" reste donc ici plus que jamais d'actualité. Le parc des tracteurs dépasse désormais les 3.500, attestant d'une certaine mécanisation, au moins dans l'agriculture modernisée des "granjas", moyennes propriétés intensives. Les cheptels bovins et ovins augmentent très spectaculairement, donnant

une indication sur la place maintenue, par ailleurs, de l'élevage extensif.

Augmentation des pâturages, poussée des cheptels, recul des terres cultivées et élargissement des terres improductives, des jachères, baisse de la main d'œuvre agricole, diminution du nombre total et augmentation de la taille moyenne des établissements agricoles : le recensement agricole de 1995-96 apporte ainsi très clairement la confirmation chiffrée d'une évolution générale de l'agriculture du *Rio Grande do Norte* sur un modèle de plus en plus nettement orienté vers l'élevage extensif. Ce modèle provoque la concentration des terres, l'éviction d'une part importante de la main d'œuvre agricole, touchant davantage encore les femmes que les hommes. En montrant qu'on en reste ainsi à une situation qui ne fait qu'accentuer les caractéristiques qui se dessinaient déjà dans la première moitié des années 1970, il souligne cruellement les limites sociales de plus de 25 ans de "modernisation agricole" et de "réforme agraire". On comprend ainsi qu'on ait guère été pressé d'effectuer ce recensement et d'en publier les résultats, bien que ses chiffres ne fassent que rendre plus évident ce dont tout le monde se doutait un peu.

### Conclusion : latifúndios et pauvreté rurale

Quels sont les rapports entre le dualisme *minifundios/latifundios* et la pauvreté dans le *Rio Grande do Norte* ? Pour tenter de répondre, en conclusion, à cette question, il faut prendre en compte plusieurs types d'éléments : les densités rurales, intensité et le degré d'avancement de l'exode rural et/ou de la déruralisation, le niveau de pauvreté, et le poids relatif des latifundios et des microfundios

Quelle peut être l'échelle pertinente pour un tel examen ? Les régions différenciées - ici celles de l'IDEC pour des raisons pratiques - sauf que les moyennes établies à ce niveau risquent de "lisser" trop complètement les différences internes à chacune d'elles entre municipes, qui sont parfois importantes et pourraient s'avérer très significatives. Il est donc nécessaire de considérer aussi certains cas de municipes les plus représentatifs des diverses situations. Nous centrerons notre analyse plus particulièrement sur les trois espaces de pauvreté préalablement repérés qui sont : 1 - le littoral sud-est et l'*Agreste*; 2 - La région du littoral nord-est et du *Mato Grande*, et 3 - Les Serras du sud-ouest.

- En matière de structures foncières nous considérerons comme spécialement marqués par les *minifundios* tous les municipes qui, au recensement agricole de 1995-96<sup>1</sup>, comptent plus de 75% de leurs établissements agricoles ayant moins de 10 ha., et qui sont au nombre de 39. A l'inverse nous considérerons comme plus marqués par les *latifundios* tous les municipes qui, en 1995-96, comptaient plus de 7,5% de leurs établissements agricoles dans les catégories de taille supérieures à 200 ha. et qui sont, également, au nombre de 39. Nous appellerons les premiers municipes *minifundiários* et les seconds municipes *latifundiários*. Mais il en existe donc beaucoup entre les deux (74), qui sont partagés, de manière plus équilibrée, entre *minifundios* et *latifundios*.

<sup>1</sup> IBGE, 1998, Censo agropecuário 1995-96 - *Rio Grande do Norte*, site Internet.

- Concernant la pauvreté, à partir des données de l'IDEC<sup>1</sup>, nous estimerons, plus particulièrement comme pauvres tous les municipes dont le pourcentage de "familles indigentes" dépasse les 60%, et nous considérerons comme moins pauvres tous ceux pour lesquels ce même pourcentage se situe en-dessous de 50%.

- Quant au degré et au rythme de la dé-ruralisation/urbanisation dans les municipes, nous relèverons tout particulièrement s'ils ont ou non franchi l'étape de la "bascule urbaine" et considérerons les taux d'accroissement annuels moyens des populations rurales dans les municipes concernés, entre les recensements de 1980 et 1991<sup>2</sup>. Nous y ajouterons la dynamique récente de peuplement par municipe, entre 1991 et 1996, telle qu'elle peut être appréciée à travers les résultats du Comptage de 1996<sup>3</sup>.

- Enfin, ce récent Comptage donne également des indications sur le nombre des nouveaux arrivés dans les municipes entre 1991 et 1996, et permet notamment de calculer le pourcentage de ces migrants récents dans la population 1996 provenant d'autres municipes du *Rio Grande do Norte*. Cette information constitue un instrument de mesure de l'attraction différenciée exercée par chaque municipe sur la population *estaduale*.

La combinaison de ces différents paramètres nous permettra ainsi de proposer une lecture des logiques de la pauvreté à l'échelle micro-régionale des municipes, au cours de la première moitié des années 90.

#### 1 - L'Est potiguar : littoral sud-est et agreste

C'est une zone de fortes densités, où il y a coexistence de municipes minifundiaires : Varzea, Brejinho et Espirito Santo et de municipes latifundiaires : Baía Formosa, Vila Flor et Goianinha. Les premiers sont, assez logiquement, plus faiblement peuplés que les seconds : la densité kilométrique n'est que de 29,4 hab./km<sup>2</sup> à Baía Formosa et 53,2 à Vila Flor, alors qu'elle est de 71 à Varzea et de 138,3 à Brejinho. Leur dynamique récente de population, entre 1991 et 1996 est très différente : les municipes latifundiaires connaissent une baisse de l'accroissement de leur population ( Baía Formosa + 0,2% et Goianinha -4,21%), alors que les municipes minifundiaires connaissent des évolutions plus contrastées : Brejinho + 18,7 %, Espirito Santo - 8,96%.

Il apparaît qu'il n'y a pas nécessairement de corrélation directe entre la domination des *latifundios* sur les *minifundios*, là où elle existe, et l'intensité de la pauvreté, puisque l'indigence est forte à Varzea et à Vila Flor, alors qu'elle est moindre à Brejinho et à Baía Formosa. Par contre, la corrélation est bien plus forte entre a)- un degré plus élevé de misère, b) le franchissement de la "bascule urbaine" et c) l'intensité de la dé-ruralisation. A Vila Flor, municipe latifundiaire pauvre, par exemple, la population est urbaine à 81 % en 1991, son taux d'accroissement annuel moyen est de 7,84 % entre 1980 et 1991, et le taux d'indigence des familles est de 61%. A l'inverse, Nisia Floresta, qui est repassé sous le seuil des 50% de population urbaine entre 1980 et 1991 - une bascule urbaine à l'envers unique !... - à vu sa population rurale augmenter sur un rythme annuel de + 4,68% et connaît, dans le même temps, avec 33 % seulement de familles pauvres, le deuxième plus faible taux d'indigence de tout l'Etat, derrière le seul municipe urbain de Natal. La densité kilométrique n'y est que de 44,8, l'une des plus modérées de la région. Cet exemple de "re-ruralisation" trouve son

<sup>1</sup> IDEC, 1993, *O mapa da fome no Rio Grande do Norte*, p.15-23.

<sup>2</sup> IDEC, 1993, *Indicadores demográficos do Rio Grande do Norte, análise comparativa (1980-1991)*, p.39-43.

<sup>3</sup> IBGE, 1998, *Contagem 1996 da população -Rio Grande do Norte*, site internet de l'IBGE.

explication, en grande partie, dans le fait que Nisia Floresta<sup>1</sup>, est aujourd'hui le lieu d'implantation de plusieurs programmes d'installation de familles paysannes (*Assentamentos*) au titre des mesures de Réforme agraire<sup>2</sup>. L'ensemble du municipio, qui se distingue ainsi nettement de son environnement, qu'il soit minifundiaire ou latifundiaire, semble bien en tirer profit. Ainsi, de 1991 à 1996, sa population a encore augmenté de 13,5%.

Quant aux migrants potiguars récents (1991-1996) dans cette région le constat qui s'impose est que le taux en est généralement plus élevé dans les municipios minifundiaires que dans les municipios latifundiaires. Ainsi, sachant que la moyenne *estaduale* est de 4%, il est de 8,71% à Brejinho alors qu'il n'est que de 3,72% à Baía Formosa.

Dans l'*Agreste* voisin, la situation n'est guère différente. Il s'y retrouve la même distinction entre municipios latifundiaires, comme Bento Fernandes, Tangara et Lagoa de Velhos et municipios minifundiaires : Passa e Fica, Jacanã, Serrinha, Lagoa d'Anta, Senador Elói de Souza, Lagoa de Pedras et Montanhas. Les différences de dynamiques récentes de population (1991-96) sont plus nettes encore : Tangara (+5,76%) et Bento Fernandes (+3,45%) sont en dessous de la moyenne *estaduale* (+6%), alors que Lagoa de Pedras s'envole à +23,13%, Senador Elói de Souza augmente aussi de 8,51% et Passa e Fica de 7,69%. La dynamique démographique des municipios minifundiaires, même modestes, est donc, ici aussi, très généralement plus soutenue que celle des municipios latifundiaires.

Mais, là encore, ce qui semble déterminant, c'est moins directement le niveau de concentration foncière, que l'intensité du phénomène concomitant de déruralisation. Ainsi à Montanhas, municipio minifundiaire donc, le taux d'urbanisation est de 69,4 % en 1991, et le taux moyen de déruralisation de -3,05% l'an, entre 1980 et 1991. Le pourcentage des familles indigentes, parmi les plus élevés du *Rio Grande do Norte*, est de 61%. La situation est similaire à Jacanã. Dans les municipios latifundiaires de l'*Agreste* la déruralisation n'est pas moins intense et en progression que dans certains endroits de la zone sucrière. C'est le cas à Tangara (-1,01%/an de recul de la population rurale et un total de 61,3% de population urbaine) et surtout à Lagoa de Velhos (-4,73%/an et 51,6%). Les taux d'indigence sont alors également élevés, respectivement 60% et 52% des familles. Les taux de migrants récents suivent la même logique : les municipios minifundiaires connaissent des taux élevés de nouveaux arrivants, comme Jacanã (6,97%) ou Senador Elói de Souza (5,99%), alors que les municipios latifundiaires restent en deçà de la moyenne *estaduale* comme Tangara (0,66%) ou Bento Fernandes (0,93%).

On voit donc que dans la région sud-est, le Littoral comme l'*Agreste*, les rapports entre *latifundios* et pauvreté peuvent être analysés comme étant les suivants : à travers l'accentuation de la concentration foncière, la constitution d'un nombre moins élevé de plus grandes exploitations au détriment des plus petites, entraîne, d'une manière sans cesse plus poussée, l'éviction des petits et moyens paysans qui sont non seulement chassés des terres agricoles mais des municipios latifundiaires eux-mêmes, où ils n'ont plus guère d'espoir de retrouver du travail et/ou des terres, vers les municipios minifundiaires voisins. C'est ainsi que ces deux types de municipios connaissent des rythmes de déruralisation-urbanisation différenciés. L'aboutissement final de ce processus est incarné, dans la région, par le municipio de Baía Formosa où, en 1995-96, il n'existe plus aucun *minifundio*, mais seulement 7

<sup>1</sup> Rappelons-le également, lieu historique de la première expérience de Communauté Ecclésiale de Base au Brésil Voir plus haut, Première Partie, p.55.

<sup>2</sup> Voir Quatrième Partie.

latifundios (3 de plus de 500. ha. et 4 de plus de 2.000 ha)<sup>1</sup>. Cette éviction des petits agriculteurs, qui peut donc être radicale, provoque, au moins pour une part, leur entassement dans les petits centres urbains des municipes voisins, qui voient ainsi s'accroître du même coup leur population considérée comme urbaine et leur densité kilométrique. Les conditions précaires d'existence que ces ruraux déplacés à proximité y trouvent, dans de véritables *favelas* plus "périurales" que véritablement urbaines, entretiennent un haut niveau de pauvreté et même une indigence alimentaire plutôt paradoxale pour des paysans. Ainsi déterritorialisés quasiment sur place, ils y font néanmoins l'expérience d'une forme assez particulière de reterritorialisation pseudo-urbaine. Dans ce tableau d'ensemble Nisia Floresta offre cependant un contre-exemple - pour l'instant exceptionnel - en montrant bien que ces mécanismes généraux peuvent être néanmoins freinés, sinon inversés, lorsque sont précisément créées les conditions du développement de tendances opposées à travers l'installation d'un nombre significatif de familles paysannes dans des *assentamentos* de réforme agraire. On ne saurait donc ignorer ni minimiser tous les effets locaux de dynamisation socio-spatiale induits par de telles dispositions, comme le montre bien cet exemple.

On comprend ainsi comment, dans cette région, la dualité des latifundios et des minifundios peut conduire non seulement à une la pauvreté plus marquée, mais à une ségrégation socio-spatiale renforcée entre les municipes latifundiaires se parant des vertus de la "modernisation agricole", tel Baía Formosa, et les municipes qui, à l'image de Brejinho, constituent de véritables "agglomérats d'exclusion" pour les paysans déruralisés. Cependant Nisia Floresta, à la fois berceau historique et concrétisation contemporaine d'une volonté de reterritorialisation rurale, fait heureusement la démonstration qu'une troisième voie reste toujours ouverte.

## 2 - Le triangle nord-est Potiguar de la pauvreté

A l'inverse de la précédente, cette seconde région de la pauvreté dans le *Rio Grande do Norte*, qui concerne un triangle dont les sommets sont Macau à l'est, Touros au nord-est et Ceara-Mirim au sud-est se caractérise d'abord par de très faibles densités. Au coeur de ce triangle, qui chevauche pour une large part à l'Est la diagonale des faibles densités du Potiguar central, cette densité ne dépasse guère 10 hab./km (12,9 à Lajes et Angicos, 12,7 à Jandaira, 11,9 à Carnaubais) et chute même à 3,8 dans le petit municipe littoral de Galinhos. Les densités ne remontent que sur les marges au contact avec la zone sucrière du "Rio do Açucar" de Ceara-Mirim à l'Ouest (72,4, et Taipu 29,6) et, à un moindre degré, au contact de la Vallée du Bas-Açu à l'Est (Afonso Bezerra : 19,2).

C'est aussi dans les marges de ce triangle qu'on trouve les plus hauts niveaux de pauvreté de tout le *Rio Grande do Norte*. La proportion des familles indigentes est ainsi forte à l'ouest (Taipu : 63%), sur le littoral nord à São Bento do Norte (63%), à Guamaré (58%) ainsi qu'à Galinhos (56%), mais plus encore à l'est, surtout à Carnaubais qui, avec 74 % de familles pauvres, détient le triste record *estadual*. Etant pourtant l'un des 14 municipes producteurs de pétrole dans l'Etat potiguar, on constate donc que sa population n'en tire guère avantage.

Quant à la répartition régionale des structures foncières, les choses sont également simples : les municipes latifundiaires sont à l'est (Jandaira, Carnaubais) et au centre, de l'intérieur (Lajes, Angicos) au littoral nord (Galinhos et Guamaré), alors que les municipes

<sup>1</sup> IBGE, 1998, Censo agropecuário 1995-96 - Rio Grande do Norte.



minifundiaires sont à l'Ouest (Cera-Mirim, Taipu, São Bento do Norte, Parazinho). L'emprise des *latifundios* y est, en quelque sorte, d'origine avec, principalement, un élevage extensif. C'est pourquoi le processus d'éviction des paysans n'a plus tellement ici de matière sur laquelle s'exercer. Au cœur du triangle, la désertification rurale est très avancée et les taux de population "urbanisée" sont très élevés : 77,1% à Angicos et même 81,3% à Lajes. C'est le résultat d'une déruralisation qui s'y poursuivait encore de 1980 à 1991 puisque, le taux annuel moyen de baisse de la population rurale a été, dans cette période, de -5,42% à Lajes et de -4,23% à Angicos. Entre 1991 et 1996 la tendance se confirme puisque la population totale d'Angicos baisse de -4,17% et celle de Lajes stagne à +2% seulement.

Par contre, sur les marges, la population de Jandaira augmente de + 7,93 entre 1991 et 1996, et Guamaré de +39,96 %. Soulignons que c'est ainsi le seul municípe où la population rurale augmente encore à un rythme soutenu de + 4,51% par an entre 1980 et 1991.

Les municípes de cette région n'attirent pas une proportion importante de nouveaux arrivants Potiguars entre 1991 et 1996. Curieusement, seuls Guamaré, avec 4,74 %, et l'autre petit municípe littoral voisin de Galinhos, avec 9,76%, accueillent des migrants d'autres municípes, sans doute pour une large part de la région elle-même, compte tenu du caractère assez peu attractif de la région pour des Potiguars plus lointains.

Dans cette région, mais surtout en son centre, l'emprise latifundiaire est tellement exclusive et ancienne que le processus de déruralisation y est désormais plus qu'avancé et confine ainsi à la désertification rurale pure et simple. L'intensité du processus est telle qu'ici l'éviction des paysans ne s'opère plus d'un municípe à l'autre, comme dans la région précédente, mais à une échelle plus large, du cœur de la région vers ses marges, et notamment vers le littoral nord. D'où, également, le report à la marge des phénomènes plus marqués de pauvreté, qui ne peuvent ainsi guère toucher le cœur puisque l'éviction des paysans pauvres y a, d'ores et déjà, été très poussée. Ils ont été rejetés sur les marges plus lointaines de la région dans les municípes de l'Ouest comme Carnaubais, Afonso Bezerra, de l'Est comme Taipu, ou du littoral nord comme São Bento do Norte, Galinhos et Guamaré.

Ce dernier cas de Guamaré mérite donc une attention toute particulière. Municípe latifundiaire et pauvre du littoral nord (58% de familles indigentes), il compte 8.500 habitants en 1996. Cette population a augmenté à un rythme élevé de 5,85 % par an entre 1980 et 1991 : 8,49% par an pour la population urbaine et + 4,51% pour la population rurale, un cas plutôt rare de croissance positive de la population rurale dans l'ensemble de l'Etat. Sur cette lancée, la population municípale a encore augmenté de 40 % entre 1991 et 1996, encore l'un des taux les plus élevés de tout l'Etat. Au cours de la même période le municípe a attiré 4,74 % de migrants Potiguars nouveaux, sensiblement plus que la moyenne *estaduale*. Son urbanisation restant cependant très modérée, à 38,9 % seulement, on doit donc considérer qu'il s'agissait là, pour l'essentiel, de paysans. Or, le municípe de Guamaré est précisément l'un des sept municípes où le Mouvement des Sans-terre a pu mettre en oeuvre avec succès, au cours de la période, sa stratégie spécifique d'*acampamentos*, actions radicales d'occupation illégale des terres de grandes *fazendas*, précisément à Açude de Baixo et à Santa Paz<sup>1</sup>. Et ce n'est pas là, sans aucun doute, tout à fait un hasard. Dans un municípe latifundiaire et pauvre donc, en marge de la zone centrale de déruralisation poussée, et où coexistent ainsi de grandes propriétés foncières sous-utilisées avec, à proximité, une concentration sans cesse plus importante de paysans

<sup>1</sup> Voir Quatrième Partie de ce travail, chapitre 2.

sans-terre déterritorialisés, il y avait localement un fort point de rupture potentiel auquel le Mouvement des Sans-terre a su donner forme. Mais nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin.

Dans la formation de ce second espace de pauvreté du Rio Grande do Norte le rôle des *latifúndios* apparaît donc indirect mais essentiel. En ayant, de longue date, provoqué le rejet de la main d'oeuvre paysanne sur les marges de la région, dans ce qu'il est légitime d'appeler des "agglomérats d'exclusion", pour reprendre l'expression de R.Haesbaert, ils ont fait en sorte qu'on y trouve aujourd'hui les degrés les plus élevés de pauvreté de l'Etat. Mais l'exclusion et la ségrégation socio-spatiales y sont si poussées qu'il s'y crée, du même coup, des lieux éventuels de rupture. L'espace de la pauvreté peut y devenir ainsi, plus qu'ailleurs encore, le territoire des luttes.

### 3 - Les hautes terres du sud-ouest

Dans les nombreux municipes de l'extrémité sud-ouest montagneuse du territoire du Rio Grande do Norte, la densité kilométrique de la population reste nettement plus forte que dans la région précédente. La présence des *latifúndios* est inégale, ce qui fait qu'on trouve aussi bien des municipes latifundiaires que minifundiaires. Les premiers sont souvent sur les marges nord et est moins montagneuses comme Itaú, Messias Targino, Rodolfo Fernandes et Patu, mais également au coeur de la région : Pilões et Marcelino Vieira. Les seconds, minifundiaires, sont au pourtour frontalier (São Miguel, Luiz Gomes, Doutor Severiano et João Dias) ou également au coeur de la région (Portalegre et Frutuoso Gomes).

Le trait marquant est qu'ici presque tous les municipes latifundiaires sont assez fortement urbanisés à plus de 60 %, voire 70 %, et que leur densité de population est plus faible que dans le reste de la région, entre 20 et 40 habitants par km<sup>2</sup>. La déruralisation en cours est forte : entre 1980 et 1991 les taux de baisse annuelle moyenne de la population rurale dépasse souvent les 4%. Pourtant les gains récents de population entre 1991 et 1996 sont parfois élevés : + 14 % à Rodolfo Fernandes et + 18% à Pilões. Au cours de la même période certains de ces municipes ont attirés de nouveaux arrivants venant d'autres municipes dans une proportion dépassant la moyenne *estaduale* : Itaú 7,26 % et Rodolfo Fernandes 4,83 %. Le phénomène d'éviction des paysans se déroule donc en partie ici, à l'échelle même des municipes latifundiaires. A l'inverse, les municipes minifundiaires perdent très généralement de la population. Leur densité de population demeure cependant encore forte, souvent entre 60 et 80 habitants par km<sup>2</sup>. Ils restent très en deçà de la bascule urbaine : leur proportion de population urbaine dépasse rarement les 50% et se situe plus généralement vers 1/3 seulement. Le rythme de leur déruralisation est modéré, et la baisse annuelle de leur population rurale ne dépasse guère les 2%. Ils sont peu attractifs et n'attirent que moins de 1% de nouveaux arrivants, parfois même aucun.

La constatation la plus évidente ici c'est que, dans cette région, la présence de *latifúndios* en plus grand nombre dans un municipio est une cause assurée d'urbanisation déjà poussée et d'une déruralisation plus rapide. Nous sommes donc dans un cas encore différent des précédents où l'impact de la présence des *latifúndios* est moins net et présenterait même plutôt, dans une région comparativement en retard, des aspects de dynamisation et de centralité plus forts. Cela dit, on trouve finalement de forts niveaux d'indigence aussi bien à Pilões qu'à Doutor Severiano (61% des familles). Ici se combinent donc deux formes de pauvreté : celle des municipes ruraux minifundiaires traditionnels où la déruralisation est modérée mais générale, et celle des municipes latifundiaires où le poids des *latifúndios* se traduit alors par une déruralisation plus intense et avancée. Dans une région où le peuplement reste dense et où la

"modernisation rurale" n'est qu'à peine entamée, les phénomènes jouent donc à un échelle plus locale que régionale, en grande partie interne à chaque municípe.

Dans les trois cas de zones d'une pauvreté plus particulièrement marquée dans le *Rio Grande do Norte*, le lien avec le poids des *latifundios* semble-t-il ainsi établi. Sans doute sont-ils inégalement présents partout et leur influence dans la détermination de la pauvreté ne s'exerce pas à l'identique dans les trois zones. Dans le cas du sud-est littoral et de l'Agreste Potiguar leur influence se fait sentir à l'échelle locale, intermunicipale, par un effet d'éviction des paysans et de déruralisation accélérée entre municípes directement voisins, s'exerçant depuis les municípes latifundiaires "modernisés" vers les municípes minifundiaires (pseudo)urbanisés et appauvris. Dans le cas du nord-est ce sont surtout dans les marges de l'espace central des faibles densités, fortement déruralisé, que se constituent des "agglomérats d'exclusion" et d'appauvrissement des paysans rejetés à l'écart. Le phénomène se déroule alors à l'échelle méso-régionale entre un cœur désertifié et ses marges appauvries. Dans le cas des hautes terres du sud-ouest, plus denses mais généralement pauvres, le phénomène joue plutôt à l'échelle des municípes eux-mêmes et, à la pauvreté régionale rurale et traditionnelle des municípes minifundiaires en cours de dépeuplement, vient alors s'ajouter à celle des municípes latifundiaires urbanisées dont la déruralisation est accélérée du fait de la présence des *latifúndios*.

Les grands propriétaires des *latifúndios* potiguars ne peuvent donc pas se prévaloir, trop facilement, du mérite exclusif de la "modernisation agricole". Il est vrai que le paysage des cannerais impeccablement entretenues, mais quasi vides d'hommes, de Baía Formosa est évidemment plus présentable que celui des ignobles *favelas* rurales surpeuplées du long de la BR-101 à Goianinha, pour ne prendre que ces deux seuls exemples. Mais il n'est pas possible d'ignorer que les secondes représentent pourtant bien le prix que les grands latifundiaires font ainsi durement payer aux familles paysannes afin d'obtenir le premier. Un effet socio-spatial pernicieux d'un tel système latifundiaire dominant - qui lui permet malgré tout de se dédouaner un peu vite de ses responsabilités en la matière - est bien qu'il réussisse, à diverses échelles géographiques comme nous l'avons montré dans les trois zones de pauvreté, à rejeter sur ses marges, dans d'autres lieux voisins ou plus lointains, la misère rurale et pseudo-urbaine qu'il engendre toujours en abondance puisqu'elle touche finalement au bas mot, rappelons-le, 50% des familles du *Rio Grande do Norte*.

## CHAPITRE 3 : NOUVELLES (DÉ)TERRITORIALITES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE

### Introduction

Il s'agit dans cette partie d'examiner le rôle et l'impact d'un certain nombre d'activités, plus ou moins caractéristiques de l'Etat du *Rio Grande do Norte*, que ce soit dans la définition de son identité, dans l'organisation de son espace ou dans le fonctionnement de son territoire. Car il y a ainsi quelques productions et activités emblématiques, qui sont actuellement clairement porteuses de l'identité géographique du *Rio Grande do Norte* au sein de la fédération brésilienne, par exemple en tant que premier producteur de **sel marin** et de **gaz**, comme second producteur de **pétrole**, etc... Cela pose d'ailleurs immédiatement un premier paradoxe qui est celui de l'écart manifeste entre les ressources remarquables du territoire et le maintien d'une pauvreté de masse dont nous avons souligné l'ampleur et la gravité dans le chapitre précédent.

L'Etat garde aussi certaines des caractéristiques identitaires de l'ensemble de la région *Nordeste*, héritées du passé certes, mais réactivées par les évolutions plus récentes : c'est le cas, par exemple, dans la région orientale avec la place toujours prééminente de la production de la **canne à sucre** relancée par le Plan fédéral *Proalcool*. D'où un second paradoxe qui veut que les diverses politiques de modernisation régionale, régulièrement impulsées par l'Etat fédéral depuis des décennies, ont surtout contribué à maintenir, sinon même à aggraver, les injustices du *statu quo* socio-spatial toujours en vigueur. « En dépit des politiques de planification économique et d'aménagement du territoire, les inégalités n'ont fait que s'aggraver [...] La modernisation toujours fondée sur la disponibilité d'une main d'oeuvre à bon marché, tend à provoquer une polarisation sociale accrue. On assiste non seulement à une reproduction de la misère mais aussi à un accroissement des inégalités et des déséquilibres spatiaux[...] Le modèle brésilien se construit comme une spirale inégalitaire croissante »<sup>1</sup>.

Mais cet échec social manifeste des diverses "modernisations", aussi bien rurales qu'urbaines, n'ont cependant pas altéré l'assurance, toujours renouvelée, d'un discours officiel qui se réclame de la Modernité. Dans un pays pionnier qui pratique unanimement le culte de la nouveauté il est certes relativement facile de substituer un discours à un autre, et telle orientation à telle autre. D'où, finalement, un troisième paradoxe : sans qu'aucun bilan complet, honnête et critique, n'ait été véritablement tiré de toute la longue période de l'intervention étatique centralisée, la tendance est cependant désormais aujourd'hui à la fuite en avant dans l'ultralibéralisme le plus débridé. Cette reconversion brutale et totale en faveur de l'ouverture mondialiste permet ainsi de passer sous silence l'énorme "dette sociale" héritée des périodes précédentes. Mais, comme il est aussi mémoire, le territoire reste cependant toujours porteur des stigmates du passé et offre quelque résistance à cette trop facile tentation de l'amnésie territoriale.

Un cas très éloquent de ce discours de la Modernité est, par exemple, celui de la "touristification", c'est-à-dire de la mise en

<sup>1</sup> M.DROULERS, 1990, « Dynamiques territoriales et inégalités régionales », in: *Le Brésil à l'aube du troisième millénaire*, Travaux et Mémoires de l'IBHEAL, p.63-64

tourisme du *Rio Grande do Norte* depuis une dizaine d'années. Il doit, à ce titre d'exemple, non seulement être envisagé dans ses affirmations, mais dans la réalité de ses véritables retombées. Ce sera ainsi l'occasion de tenter de cerner à la fois, et au-delà d'un certain discours touristique-mystifiant, l'identité et les pratiques territoriales réelles des touristes, ainsi que les divers impacts et effets socio-spatiaux de la touristification intensive dans le *Rio Grande do Norte*.

## A - Productions identitaires et impacts territoriaux

Nous considérerons donc successivement les trois cas de la canne à sucre, du sel marin et du pétrole, qui nous fourniront trois types actuels de déterritorialités dans le *Rio Grande do Norte* : la déterritorialisation massive des petits paysans de la zone sucrière, l'agglomérat d'exclusion in-situ des ex-salariés des salines de Macau, et l'a-territorialité des activités et des salariés de la Petrobrás.

### 1 - La canne à Sucre : domination perpétuée et déterritorialisation des paysans sans-terre

Avec le développement du programme fédéral dit "Plan Proalcool", depuis son lancement en 1975, pour diminuer les importations de carburant et alléger la facture pétrolière du Brésil, on encourage les automobilistes à la consommation d'un mélange d'essence et d'alcool, d'où également l'incitation à la production d'alcool de sucre dans la région littorale du Nordeste. La culture ancienne de la canne à sucre, jadis symbole historique et identitaire de la région littorale orientale, y domine aujourd'hui « sous des formes nouvelles qui contribuent davantage encore à expulser les hommes de la terre »<sup>1</sup>.

Comme l'explique Hervé Théry, « dans la région littorale, traditionnellement vouée à la canne, bien qu'il se soit produit une diversification de l'utilisation du sol, les nouveaux avantages liés à la production d'alcool-carburant ont donné une nouvelle chance à cette spéculation et l'ont fait progresser partout où c'était possible ». Cette domination ainsi réactivée de la canne à sucre est un facteur de risque à la fois pour l'équilibre alimentaire des populations de la région, mais aussi pour l'équilibre de la structure foncière. « Cette avancée de la canne n'est pas allée bien entendu sans conséquences sociales négatives puisqu'elle concurrence dangereusement les cultures vivrières dans ces régions densément peuplées et menace leur structure agraire d'exploitations moyennes »<sup>2</sup>. C'est même ainsi que dans le Brejo *Paraibano* - exemple que Hervé Théry étudie plus particulièrement - s'est concrétisé ce curieux paradoxe qui veut donc qu'« une terre privilégiée [soit] devenue terre d'expulsion »<sup>3</sup>.

Le soutien étatique ainsi réaffirmé aux maîtres de l'agroindustrie du sucre renforce donc l'omniprésence de la culture de la canne et accélère la déterritorialisation en masse des petits paysans sans terre,

<sup>1</sup> H. THÉRY, 1995, *Pouvoir et territoire au Brésil: de l'archipel au continent*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, p.96

<sup>2</sup> Idem, p.205.

<sup>3</sup> Ibidem, p.93-119.

ces ex-moradores désormais systématiquement chassés de l'enceinte des grandes propriétés.

#### a - La domination de la canne à sucre dans la région orientale du Rio Grande do Norte

La production de canne à sucre du Rio Grande do Norte apparaît comme étroitement circonscrite à la région littorale de l'Est-Potiguar, pour plus de 98 % du total. Elle existe aussi néanmoins, mais de manière très marginale, dans la région du Seridó occidental et dans celle des hautes terres intérieures de l'Ouest. Dans ces deux cas, il s'agit en fait de très faibles productions visant à satisfaire surtout les besoins des populations locales en sucre ou en alcool (*aguardente*, ou *cachaça*). On peut même y voir le signe d'une certaine résistance de leur part à la pénétration du marché de consommation externe.

Tableau 29 : Répartition de la production de Canne à Sucre dans le Rio Grande do Norte (1992)

Régions productrices	Municipes producteurs	Production (tonnes)	% de la production
<b>EST-POTIGUAR</b>		<b>2488500</b>	<b>98,05</b>
Macaíba		100600	39,64
	<i>Ceará-Mirim</i>	750000	29,55
	<i>São José do Mipibu</i>	190000	7,49
Litoral Sul		<b>1244000</b>	<b>49,01</b>
	<i>Arês</i>	166500	6,56
	<i>Baía Formosa</i>	292500	11,52
	<i>Canguaretama</i>	315000	12,41
	<i>Goianinha</i>	247500	9,75
Litoral Nordeste		<b>219500</b>	<b>8,75</b>
	<i>Taipu</i>	210000	8,27
SERIDO Occidental		2700	0,11
OESTE POTIGUAR		23001	0,91
Pau dos Ferros		8714	0,34
Serra São Miguel		8180	0,32
Umarizal		5807	0,23
<b>RIO GRANDE DO NORTE</b>		<b>2557212</b>	<b>100,00</b>

Tableau établi à partir des données IDEC/IBGE, 1994.

Pour sa quasi totalité la production se concentre donc dans les "mésorégions" orientales, au sens de l'IBGE, de Macaíba et des littoraux sud et nord-est. Elle occupe en particulier une proportion importante des territoires de sept municipes qui sont, en ordre décroissant de leur part dans la production *estaduale* : Ceará-Mirim (29,5%), Canguaretama (12,4%), Baía Formosa (11,5%), Goianinha (9,75 %), Taipu (8,27%), São José do Mipibu (7,5%) et Arês (6,6 %). Pour l'essentiel les municipes producteurs de canne restent donc localisés sur les axes des anciens "Rios de Açúcar"<sup>1</sup> [rivières du sucre], ces rivières dont les vallées ont été historiquement le berceau et le foyer du tout premier cycle du sucre. A cette différence près que si, au cours du premier épisode historique de son expansion la canne à sucre n'occupait que les terres basses dites de

<sup>1</sup> Voir à ce sujet: Gilberto Osório de ANDRADE, 1957 : *Os Rios-do-Açúcar do Nordeste Oriental: O vale de Ceará-Mirim*, Publicações do Instituto Joaquim Nabuco de Pesquisas Sociais.

*massapé*, aujourd'hui elle s'étend beaucoup plus largement, et plus seulement dans le fond des vallées en question.

Tableau 30 : les municipes sucriers du *Rio Grande do Norte*

Municipes Producteurs de canne à sucre	Population 1996	Croissance de la population de 1991 à 1996	% de familles indigentes	Superficie consacrée à la canne à sucre (ha.)	% du total en canne	Lati-fundios (+ de 500 ha.) 1996	Total Etablissements agricoles 1996
<i>Ceará-Mirim</i>	57.983	+11,64	52	15 000	21,06	14	1871
<i>São José do Mipibu</i>	31.917	+13,45	53	3 800	13,09	10	954
<i>Arês</i>	11.375	+2,27	55	3 700	32,46	4	554
<i>Baia Formosa</i>	7.336	+0,62	51	6 500	26,21	7	7
<i>Canguaretama</i>	24.128	+5,39	58	7 000	25,13	5	366
<i>Goianinha</i>	16.739	-4,21	57	5 500	30,86	7	156
<i>Taipu</i>	10.302	-1,56	63	3 500	9,91	13	795

Les sept plus importants municipes sucriers sont généralement très peuplés. En 1996, la plupart comptent plus de 10.000 habitants. São José do Mipibu dépasse même les 30.000 et Ceará-Mirim atteint presque les 60.000. Ces deux derniers municipes, centres sucriers anciens, sont aujourd'hui entraînés dans la dynamique métropolitaine du Grand Natal, puisque leur population augmente, entre 1991 à 1996, de 13,45% pour le premier et 11,64% pour le second. Pourtant, le niveau d'urbanisation des 7 municipes reste encore plutôt faible et seuls 3 sur les 7 ont franchi le cap de la bascule urbaine. *Baia Formosa*, dont le chef-lieu n'est pourtant qu'un modeste village de pêcheurs, affiche même 76,3% de population urbaine, ce qui exprime surtout, en l'occurrence, l'envahissement des campagnes environnantes par l'emprise de la canne à sucre.

Seuls deux de ces sept municipes sont franchement latifundiaires : *Goianinha* et *Baia Formosa*. Les autres connaissent plutôt une dualité foncière *latifundios/minifundios* assez fréquente ailleurs. Le territoire du sucre, bien que la canne puisse être très envahissante, n'est donc pas exclusif. Il laisse de la place pour d'autres activités rurales, comme l'élevage bovin, et se trouve de plus en plus imbriqué dans la zone d'influence et d'expansion la plus proche du Grand Natal. La limite entre le rural et l'urbain devient ainsi beaucoup moins stricte et simple à tracer.

### *b - Le processus de déterritorialisation des petits paysans sans-terre dans l'espace cannerais*

Dans la zone ainsi délimitée de la production actuelle de canne à sucre, il faut également souligner, avec Hervé Théry, qu'au plan social il y « existe un important clivage (...) qui oppose une masse de petits paysans sans terre ou sans assez de terre pour faire vivre leur famille et un tout petit nombre d'entrepreneurs disposant de domaines qui, s'ils restent de taille modeste quand on les compare aux immenses *fazendas* du

sertão, n'en accaparent pas moins la plus grande partie du sol cultivable »<sup>1</sup>. L'existence d'une telle masse croissante de paysans sans terre est consécutive à la transformation des *moradores* en *boas-frias*. A cette rupture du statut social, provoquant également sur une mutation identitaire, correspond surtout une déterritorialisation massive.

« Aux *moradores*, à qui on accordait un coin de terre à cultiver en échange de quelques jours de travail sur la plantation du maître, on substitue les travailleurs journaliers [ dits *boas-frias* ] que l'on va chercher à l'extérieur au fur et à mesure des besoins. Au vieux système, qui comportait beaucoup de paternalisme et tout un réseau d'obligations mutuelles, succèdent des rapports purement économiques, ceux de l'achat d'une force de travail à un prix régi par la loi de l'offre et de la demande, dont bénéficient essentiellement les employeurs, dégagés de toute responsabilité et qui récupèrent ainsi davantage de terre pour planter de la canne. Expulsés du domaine, les travailleurs vont désormais habiter à la périphérie des villes voisines, qui s'enflent de centaines de maisons de terre et de paille, alignées au long des routes d'accès »<sup>2</sup>.

Il est ainsi clairement souligné que c'est donc bien « la réorganisation de la production sucrière [qui] contribue (...) au processus d'expulsion des paysans (...) repoussant vers les villes les travailleurs et les *moradores* des *engenhos*, d'où ensuite ils vont souvent grossir le flot des paysans sans-terre ( ou sans assez de terre ) ». Et ce qui doit être en effet remarqué c'est qu'il ne s'agit pas là des effets de l'épuisement de l'un de ces "cycles économiques" bâtis autour de l'exploitation d'un produit, si habituels au Brésil, car « ce n'est pas cette fois la crise d'une production, mais sa modernisation, son intégration dans les circuits de l'économie industrielle qui chasse les hommes de la région, et, sans catastrophe, sans chute des cours, le résultat démographique et social est le même »<sup>3</sup>. La déterritorialisation massive des petits paysans est donc bien le prix à payer pour ce modèle anti-social de modernisation rurale.

### **b - Tensions socio-spatiales et blocage**

La situation est d'autant plus grave que vient s'y ajouter « une nouvelle et grave menace d'expulsion . Car un double mouvement existe : le développement de l'agro-industrie sucrière au détriment des *engenhos* traditionnels d'une part, et la reconversion d'un certain nombre d'entre-eux à l'élevage. Le premier marque l'expansion de l'économie et du capital industriel à la campagne, l'autre est plus traditionnellement le fait de petits entrepreneurs bourgeois, mais tous deux ont pour conséquence une expulsion accentuée de la main d'oeuvre rurale, prise en tenaille entre ces deux fronts, celui du sucre et celui de l'élevage, un phénomène que l'on retrouve ailleurs ». De fait, dans le *Rio Grande do Norte*, les *municípios* sucriers de Canguaretama, Taipu et São José do Mipibu sont en même temps ceux où on trouve un cheptel bovin en progression. On peut donc étendre à l'ensemble de la région sucrière ces observations qu'Hervé Théry formule, quant à lui, à propos du *Brejo Parabaino* : « Tout concourt donc à faire du *Brejo* une terre d'expulsion: ses structures agraires qui confinent sur des propriétés trop petites la masse des paysans et l'évolution des grands domaines, qui essaient autant que possible de se passer de main d'œuvre. Une crise sociale de grande ampleur est en train de se développer dans le *Brejo* si l'évolution

<sup>1</sup> Idem, p.107.

<sup>2</sup> Ibidem, p.110-111.

<sup>3</sup> Ibidem, p.111-112.



normale de l'économie libérale suit son cours »<sup>1</sup>. Il attire finalement l'attention sur le fait que « si on tient à maintenir la structure foncière actuelle, qui n'est ni juste, ni adaptée à une meilleure utilisation des potentialités », un tel maintien de celle-ci « peut amener des conflits très violents comme l'ont montré divers exemples récents »<sup>2</sup>. La région des cannerais, en raison des injustices et tensions socio-spatiales qui y existent de ce fait, recèle donc ainsi aujourd'hui un fort potentiel de conflictualité qui n'attend que les occasions et les modalités adéquates pour s'exprimer. Nous verrons cependant, dans la partie suivante, que le Mouvement des Sans-terre du *Rio Grande do Norte*, rencontre quelques difficultés à développer son activité dans cette région sucrière et y a même connu des échecs. Ce n'est ainsi pas nécessairement dans la région au plus fort potentiel conflictuel que les luttes les plus radicales peuvent se développer le plus facilement.

La situation socio-spatiale dans la zone de la canne à sucre du *Rio Grande do Norte* est ainsi à la fois tendue et bloquée. Manuel Correia de Andrade en a dressé récemment, à Natal, le tableau assez sombre suivant :

« Dans la zone traditionnellement sucrière, les politiques comme celles de la rationalisation de l'agroindustrie et du Plan Proalcool ont stimulé la concentration foncière, privilégiant la culture de la canne dans les espaces auparavant occupés par des producteurs d'aliments et par des petits éleveurs de bétail. Très dépendante des oscillations du marché international, surtout avec la chute des prix du pétrole, l'agroindustrie sucrière traverse aujourd'hui une crise qui atteint tous les états du Nordeste, conduisant l'innombrables usines à fermer, apportant en masse le chômage et la faim aux travailleurs. Et les terres qui pourraient être utilisées en une réforme agraire qui donnerait aux travailleurs de meilleures conditions de vie, ne le sont pas.... Le grand problème est que la réforme agraire dépend d'une décision politique et les élites du pays et des Etats préfèrent des mesures modernisatrices dans des directions conservatrices et pas de véritables changements, ou préfèrent des changements formels, préservant le *statu quo* qui domine et s'est toujours adapté aux circonstances depuis plus de quatre siècles »<sup>3</sup>.

L'enjeu que soulève la situation actuelle de la zone sucrière est donc, principalement, celui de l'exclusion socio-spatiale massive des petits paysans sans-terre. Face à cela, l'absence d'une réforme agraire plus résolue, qui puisse modifier vraiment ce *statu quo* toujours aussi injuste, est de plus en plus vécu comme insupportable. Dans cette région, la déterritorialisation massive de ces anciens *moradores* ainsi transformés en *boas-frias*, au-delà de la mutation identitaire stigmatisante qu'elle représente pour ces paysans pauvres, y pose avec plus d'actualité encore cette question de l'urgence d'une véritable réforme agraire.

## 2 - Le sel marin : concentration de la production et "agglomérat d'exclusion" des travailleurs du Sel

Si dans le Nordeste il y a des salines sur presque toute la façade littorale, la région salinière par excellence est cependant bien celle du littoral nord du *Rio Grande do Norte*. L'Etat se situe à l'extrémité

<sup>1</sup> Ibidem, p. 115, souligné par nous J-Y M.

<sup>2</sup> Ibidem, p. 118, souligné par nous.

<sup>3</sup> M.C. de ANDRADE, 1995-b, « *O Nordeste de ontem e de hoje: continuidade e rupturas* » [Le Nordeste d'hier et d'aujourd'hui: continuité et ruptures], in: J.L.FELIPE (Org.), 1995, Manuel Correia De Andrade, o geógrafo e o cidadão [M.C. de Andrade, le géographe et le citoyen], CCHLA/UFRN, p. 22

orientale du *Nordeste*, où se constate le changement de direction de la côte. « Cette situation du littoral, associée à des facteurs climatiques spécifiques - températures élevées, pluviosité réduite, bas niveau hygrométrique et vents secs - est responsable de l'existence des salines de l'Etat ». De tels facteurs sont présents dans toute la région nordestine mais atteignent un maximum d'intensité sur le littoral, à Macau (RN)<sup>1</sup>.

#### a - Le "territoire du Sel" dans le Rio Grande do Norte

Lorsqu'on considère la production respective en sel marin des différents Etats brésiliens concernés, la première place du *Rio Grande do Norte* apparaît très nettement.

Tableau 31 : Production de sel marin au Brésil selon les Etats fédérés producteurs (1960-1990)

Etats producteurs	Production (Tonnes)			
	1960	1970	1980	1990
Pará	30	-	-	-
Maranhão	35 584	114 874	76 629	100 000
Piauí	14 584	46 194	34 627	30 000
Ceará	148 611	270 486	97 718	160 000
<b>Rio Grande do Norte</b>	<b>584 131</b>	<b>1 095 313</b>	<b>2 546 963</b>	<b>3 650 000</b>
Paraíba	600	-	-	-
Pernambuco	1 175	1 804	23	-
Alagoas	54	157	-	-
Sergipe	27 612	10 286	4 686	30 000
Bahia	1 063	1 828	-	-
Rio de Janeiro	109 707	285 230	375 240	200 000

Source : M.C. de ANDRADE, 1995, p.14-15

Des divers Etats brésiliens producteurs de sel marin, le *Rio Grande do Norte* se présente donc de très loin comme le principal, avec une production toujours largement supérieure à 50% de la production fédérale, ce pourcentage s'élevant progressivement de 63,29% en 1960, à 59,97% en 1970, puis à 81,21% en 1980, et atteignant même 87,52% en 1990<sup>2</sup>.

La production de sel marin fait donc bien partie intégrante de l'identité territoriale du *Rio Grande do Norte*. Elle se traduit non seulement dans la réputation de l'Etat mais aussi dans les paysages de certaines de ses régions. On ne saurait l'aborder cependant de manière idyllique puisque qu'elle est à l'origine de bien des problèmes et interrogations contemporaines. Pour Manuel Correia de ANDRADE « il a toujours été d'un très grand intérêt d'étudier les problèmes de la saliniculture, surtout après 1965, quand on chercha à stimuler la

<sup>1</sup> A. S. SOUTO MAYOR, 1952, *O sal no Rio Grande do Norte*, *Revista Brasileira de Geografia*, Juillet-Septembre, p.99-113

<sup>2</sup> M.C. de ANDRADE, 1995-a, *O território do sal ( A exploração do sal marinho e a produção do espaço geografico no Rio Grande do Norte ) [ Le territoire du sel ( L'exploitation du sel marin et la production de l'espace géographique dans le Rio Grande do Norte )*, *Coleção Humanas Letras - Coleção Mossoroense - Volume 848*, Natal-RN, p.15.

mécanisation intense et la concentration capitaliste ». Dans l'approche géographique de cette question il suggère d'ailleurs la problématisation suivante : il faut principalement s'interroger, dit-il, sur « le type de paysage qui a été créé par cette activité; comment elle a permis l'occupation de l'espace indifférencié, l'a transformé en un territoire produit à des fins déterminées et répondant aux attentes d'intérêts précis ? Comment dans un espace en production, le capital et le travail, collaborant et s'opposant, structurent les formes d'occupation et les relations économiques et sociales »<sup>1</sup> ?

Il est d'abord utile de rappeler à ce sujet que sur le littoral du Nordeste brésilien les marées océaniques ont une grande amplitude, souvent plus de trois mètres, déterminant une large zone intertidale. Bien qu'il arrive que les plateaux sédimentaires ("*tabuleiros*") s'approchent très près de la côte, les principaux fleuves (Piranhas-Açu et Apodi-Mossoró), y développent de larges embouchures - de plusieurs kilomètres de large où les marées de hautes-eaux laissent des eaux salées dans les marécages (*varzeas*), des étangs, des lagunes et des chenaux naturels soumis à la fois aux vents forts et aux températures élevées. Le climat y est volontiers qualifié de semi-aride, avec une saison sèche de 7 à 10 mois et des températures élevées durant toute l'année, toujours supérieures à 20°, dépassant même fréquemment les 30° en été. La pluviométrie est faible, généralement inférieure à 600 mm par an. Avec cette concentration des pluies sur une courte période de deux à trois mois, entre février et avril, l'influence quasi permanente des vents alizés du SE, notamment en début de saison sèche, produit une effet particulièrement desséchant. Quant au relief littoral, les plateaux sédimentaires formés par des barres est-ouest sont durement attaqués par les vagues et les marées sur le littoral est, au sud de Natal, comme cela se produit par exemple sur les côtes à falaises à Tibau do Sul, Tabatinga ou Cotovelo (*Barreira do Inferno*). Le recul du trait de côte est rapide comme en témoigne par exemple l'attaque précoce des constructions balnéaires imprudemment construites trop près du littoral sur ceux des sites touristiques qui sont d'ores et déjà aménagés.

Une grande quantité de sédiments se désagrège donc sous l'effet de l'érosion côtière qui les met ainsi à la disposition du courant de dérive littorale et des vents alizés. Ils les transportent soit vers l'intérieur soit parallèlement à la côte, en constituant plus au nord d'impressionnants champs de dunes (*Parque das dunas* à Natal ou dunes de Genipabu au-delà de l'estuaire du Rio Potengi). Sur le littoral nord, à l'aridité marquée, le vent déplace les dunes d'est en ouest, contraignant le drainage sud-nord vers l'océan, et délimitant ainsi des espaces plus ou moins endoréiques et des plaines salines presque sans végétation (« *desertos salinos* »)<sup>2</sup>.

Une convergence exceptionnelle de facteurs et de phénomènes naturels contribue ainsi à doter le *Rio Grande do Norte* d'atouts particulièrement propices à la production de sel marin : fortes marées, espaces littoraux plans et isolés par un puissant cordon dunaire, vents réguliers et desséchants. Il faudrait y rajouter les conditions sociales également favorables, notamment, de longue date, l'abondance d'une main-d'œuvre saisonnière d'origine rurale très bon marché. Elles ont d'ailleurs induit un certain retard dans la mise à jour des techniques de production et de transports.

<sup>1</sup> Idem, p.8.

<sup>2</sup> Voir aussi sur ces questions : O. VALVERDE, 1992, « *Geografia economica do nordeste potiguar* », *Revista Brasileira de Geografia*, Année XXIV, n°1, p. 3-42.

Historiquement - et sans remonter trop loin dans le passé<sup>1</sup> - le Coup d'Etat de 1964, avec la grande répression effectuée à l'encontre du mouvement syndical, a dès lors ouvert plus largement la voie à la fusion des entreprises et à une mécanisation plus poussée de la production de sel. En 1971, parmi les entreprises qui survivaient on pouvait encore en distinguer six ayant une production importante : trois ayant leurs sièges à Macau, la **Comércio e Navegação**, la **Henrique Lage Ind. S.A.** et la **Salinas São Paulo S.A.** ; et trois autres ayant leurs sièges à Areia Branca : la **SOSAL**, la **Salinas Guanabara S.A.** et la **F.Souto Ind. Comércio S.A.**. Dans la période qui suivit 1964, la politique d'incitation fiscale (« *incentivos fiscais* » des articles 34/18 ) conduite sous l'autorité de la **SUDENE** favorisait la fusion des entreprises, non seulement brésiliennes entre elles, les plus grandes absorbant les plus petites, artisanales, mais provoqua également l'arrivée de capitaux étrangers investis par des groupes multinationaux, par exemple le groupe italien **Nora**, qui acheta la **Henrique Lage**, et le groupe américain **Morton Norwich Products Inc.** qui acheta une part majoritaire de la **SOSAL**. Mais en même temps que les grands groupes s'assuraient le contrôle de la production et obtenaient la construction d'ouvrages d'infrastructure nécessaires à l'embarquement de la production de sel ( Le "port-île" d'Areia Branca, en 1974), les travailleurs des salines connaissaient brusquement un chômage massif, qui finit par atteindre 90% à partir de 1980. « Aujourd'hui, avec la mécanisation, les quelques travailleurs des salines qui restent employés ont des salaires fixes et se relaient par périodes de huit heures quotidiennes, pourtant ils continuent à faire des heures supplémentaires pour compléter leurs salaires »<sup>2</sup>.

A l'heure actuelle, le syndicat, jadis puissant, connaît une grande crise face à la mécanisation de la minération du sel et du renvoi en masse des travailleurs, aggravant les problèmes sociaux très graves dans toute la région, surtout dans la zone de Macau. Avec la diminution de l'offre d'emploi et avec un chômage qui atteint un niveau de l'ordre de 90%, le syndicat n'a désormais plus la force d'imposer ses exigences et de faire pression pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail, ce qui conduit à un processus d'exclusion renforcée. Comme le souligne Manuel Correia de Andrade « ce problème, qui se produit aussi dans d'autres régions et dans d'autres activités, est l'une des plaies de la modernisation qui n'est faite que pour le bénéfice des classes dominantes, entraînant dans son sillage l'appauvrissement de la population. La modernisation mal dirigée, loin de représenter le progrès, le développement, est un facteur d'appauvrissement et de dégradation de la population qui descend des conditions caractérisées comme celle de la pauvreté, à celles de la misère ».<sup>3</sup> Le bilan actuel ne peut donc être que très négatif. « Malheureusement le complexe salin de Macau-Mossoró ne donne pas les résultats attendus, malgré la présence d'entreprises internationales, la mécanisation des salines sans une politique anticipée d'absorption de la main-d'œuvre du secteur salinier, provoque ici un chômage généralisé et inhumain »<sup>4</sup>.

Finalement, « il reste le grand appauvrissement de la population qui atteint le degré de la misère, dans un pays où les plans économiques vont en méprisant les problèmes sociaux et écologiques ne se préoccupant que de aspects purement économiques, et qui se situent entre ceux qui possèdent la plus grande concentration de revenu, et qui est gouverné

<sup>1</sup> Voir Première Partie, chapitre 1, partie 3 : "Le Rio Grande do Norte".

<sup>2</sup> M.C. de ANDRADE, 1995-a, *O território do sal...*, ouv. cité, p.58

<sup>3</sup> Idem, p.51-52.

<sup>4</sup> M.C. de ANDRADE, 1995-b, « *O Nordeste de ontem e de hoje: continuidade e rupturas* » [ Le Nordeste d'hier et d'aujourd'hui: continuité et ruptures ], in: J.L.FELIPE (Org.), 1995, *Manuel Correia De Andrade, o geógrafo e o cidadão* [ M.C. de Andrade, le géographe et le citoyen ], CCHLA/UFRN, p. 23

depuis la période coloniale, par une oligarchie avide d'enrichissement à tout prix, en ayant le plus grand mépris pour la situation de la population »<sup>1</sup>. Ainsi l'activité saline du *Rio Grande do Norte* devient-elle l'archétype à peine caricatural de ce peut être la modernisation à la brésilienne.

#### b - Macau 1996, un "agglomérat d'exclusion" ?

Macau, la ville centre de la zone principale des salines, a particulièrement souffert de ces évolutions. La population absolue municipale est ainsi tombée de 25.789 hab. en 1970 à 24.071 en 1980, du fait qu'une grande part s'en est retournée à ses zones rurales d'origine, dans l'Est-Potiguar, ou, étant de Macau, a émigré pour des centres urbains plus dynamiques, comme ceux de Mossoró ou de Natal. Dans d'autres municipes les travailleurs saisonniers sont également retournés vers les régions où ils travaillaient la terre, mais ils sont désormais privés d'une part substantielle de leurs salaires<sup>2</sup>. Cet affaissement de la population de Macau ne se vérifie cependant pas, en valeur absolue, dans la période intercensitaire suivante 1980-1991. Mais que la population de cette ville moyenne stagne alors que toutes les villes de cette taille augmentent dans l'Etat, n'est cependant pas un signe encourageant : première des onze villes de la catégorie de 20.000 à 10.000 habitants, elle n'augmente qu'à peine de 13 %, alors que l'ensemble des villes de cette catégorie de taille augmente de près de 40 %<sup>3</sup>. Mossoró, pourtant considérée comme ville capitale de la « région salinière » tout entière, croît cependant dans le même temps de 50%. Elle semble donc, au contraire, moins souffrir de la crise de l'emploi dans le secteur de la production du sel, et être, en ce qui la concerne, engagée dans une autre logique que celle issue de la crise des salines, et qui est, dans son cas, plutôt celle du rôle de métropole sous-régionale.

A Macau, les risques écologiques de la situation sont criants. Les activités salinières peuvent y être tenues pour responsables d'une certaine «défiguration du paysage, à travers l'obstruction des canaux de marées, la construction de talus obstruant le flux naturel des eaux dans la zone intertidale et la déforestation de la végétation de *mangue* »<sup>4</sup>. Il faudrait même désormais y ajouter le développement des activités de la PETROBRÁS dans la région, qui se traduit par des perforations de puits pour la captation d'hydrocarbures et de gaz naturel dans la zone estuarienne aussi bien qu'*off-shore*, sur la plate-forme maritime. Il faut admettre cependant que cette nouvelle activité n'altère pourtant pas davantage l'environnement « puisque la prospection pétrolière intervient dans des zones préalablement modifiées par l'activité salinière »<sup>5</sup>.

Les dégâts sociaux-spatiaux ne sont eux-mêmes pas les moins graves. S'exprimant sous la forme de quelques euphémismes écologistes, les jeunes géographes de l'UFRN les définissent quant à eux ainsi : « la qualité de vie de la population de la ville de Macau est caractérisée, d'une façon générale, par les conditions suivantes : absence d'espaces verts, carences d'aires de desserte entre les constructions, système d'égout ( effluents sanitaires et eaux usées ) précaire, plan des rues

<sup>1</sup> M.C. de ANDRADE, 1995-a, *O território do sal...*, ouv. cité, p.59.

<sup>2</sup> Idem, p.67.

<sup>3</sup> Les chiffres récents du Comptage de la population de 1996 viennent de confirmer ce déclin de Macau, qui a perdu 6,24% de sa population entre 1991 et 1996.

<sup>4</sup> E. VIERIA, N.M. MEDEIROS et L.SILVEIRA (UFRN), 1996, « *Análise da qualidade ambiental do estuário do Rio Açú e seu entorno - Macau/RN* », *Xème Encontro Nacional de Geógrafos*, RECIFE, Tome 1, p.64-65.

<sup>5</sup> Idem.

ne présentant pas des espaces de confort et de loisirs suffisants. La qualité des eaux de surface n'est pas propice à une utilisation agricole, d'élevage et humaine ». C'est peu dire, en effet. En dehors de quelques très rares signes de modernité, autour de la place centrale et le long de l'avenue principale, essentiellement la banque ( *Banco do Brasil* ), quelques magasins et restaurants, la ville montre surtout une grande misère et, il faut bien le dire, beaucoup de saleté. Les quartiers les plus centraux sont très modestes, pour ne pas dire pauvres, et des *favelas* périphériques franchement misérables les encerclent, notamment aux abords de la voie ferrée. Surpeuplée, elle est entourée par les immenses salines quasiment vides d'hommes. Il existe seulement un hameau soigneusement placé à bonne distance, qui regroupe, dans une sorte d'isolat à la fois spatial et social, le dernier carré des salariés des salines. La ville proprement dite est totalement inorganique, sans véritable planification repérable. On y accède, venant de Natal ou de Mossoró, par une route (la BR-406) totalement défoncée qui traverse longuement des étendues d'eaux parcourues par les vents porteurs d'embruns. La plupart des quartiers, comme on peut vite le constater à l'odeur, sont en effet cruellement sous-équipés en réseau d'assainissement et d'égout. Des porcs et des rats y circulent d'ailleurs en toute liberté.

Avec le cas de Macau, serions-nous donc face à un exemple de ce que Rogério Haesbaert propose de qualifier « d'agglomérat d'exclusion »<sup>1</sup> ? Oui, dans la mesure où nous y trouvons bien un entassement d'exclus, anciens salariés des salines ou leurs descendants, réduits désormais au chômage massif et sans perspective, à la fois par la concentration capitaliste transnationale des entreprises productrices, par l'évolution des technologies réductrices d'emplois, dans une conjoncture qui est pourtant celle d'une ouverture du marché à de nouvelles filières et à d'autres horizons. On peut donc y voir, sans conteste, les conséquences socio-spatiales locales de la globalisation. Cela dit, il n'y a pas pour autant véritablement une déterritorialisation intégrale, puisque les exclus qui restent encore le font dans un espace, réduit à l'urbain, qui n'est donc pas nouveau. Il y a plutôt, pourrait-on dire, exclusion sur place. Elle est qualitativement très négative, puisque la dégradation accélérée du lieu est patente. Cette exclusion apparaît donc surtout ici plus sociale que spatiale. Mais elle est cependant également spatiale puisque que c'est fondamentalement l'espace productif des salines lui-même qui est désormais rigoureusement fermé aux habitants du lieu.

Ces quelques remarques étant faites, nous sommes donc bien là devant un cas où s'est localement constitué, comme résultat du "cadre technologique" et de "l'organisation imposée par le capitalisme" multinationalisé, une "masse structurelle de misérables", un "amoncellement humain" de chômeurs qui mérite, sans aucun doute, le qualificatif "d'agglomérat d'exclusion" proposé, sur la base de ces caractéristiques, par Rogério Haesbaert.

## Conclusion

A la fin de son étude du "territoire du sel" M.C. De Andrade conclut ainsi : « nous pensons, dit-il, que la région [il parle de la zone saline] qui est face à de grands défis naturels liés surtout au climat et au sol, devra affronter les défis sociaux encore plus grands en face de la capacité d'adaptation des classes dominantes aux nouvelles réalités et à la facilité qu'elles ont de s'approprier les modifications des technologies et du capital pour augmenter leurs privilèges et sur-

<sup>1</sup> R. HAESBAERT, 1995, « Desterritorialização: entre as redes e os aglomerados de exclusão » [ La déterritorialisation: entre les réseaux et les agglomérats d'exclusion ], in : « Geografia: Conceitos e Temas », ouvrage cité, p.165-205. Voir notre Première Partie / chapitre 2 / troisième partie.

profits». Il en tire d'ailleurs cette autre conclusion que « le développement économique sans l'accompagnement d'un changement de mentalité et d'une amélioration des conditions de vie, peuvent conduire à des conséquences encore plus désastreuses que l'inertie et le retard »<sup>1</sup>. Dans le cas sous examen ici, il s'agit moins d'une déterritorialisation que d'une exclusion massive *in-situ*. Ce qui semble le plus inquiétant, en dehors de la dégradation des conditions de vie, c'est, avec le recul du recrutement et du militantisme syndicaux, la perte de l'identité sociale des travailleurs des salines. Historiquement et fortement constituée au cours de la première moitié du siècle<sup>2</sup>, elle semble pourtant actuellement en voie de quasi extinction. Il va sans dire que cette évolution altère ici sensiblement les capacités de réaction face aux tendances très négatives constatées.

### 3 - Le pétrole : l'enclave a-territoriale de la Petróbras dans le Rio Grande do Norte

La prospection et la production pétrolières dans le *Rio Grande do Norte*, placées sous l'autorité de la société Fédérale *Petróbras* (*Petroleo Brasileiro S.A.*) est un autre aspect de l'identité territoriale de l'Etat. La société d'Etat, née en 1954 et confirmée dans son rôle de monopole par la constitution de 1988, face aux rumeurs persistantes de privatisation, ne laisse cependant guère filtrer les informations qu'au compte-gouttes. Depuis plusieurs décennies elle accorde une double priorité à la prospection/production littorale *off-shore* du pétrole, à cause de l'isolement des gisements de l'Intérieur du pays, et à la région Sud-Est, pour cause de proximité des plus grands marchés de consommation<sup>3</sup>. Moyennant quoi le *Nordeste* n'a guère été prioritaire dans ses efforts de recherche. Cependant, quelques découvertes heureuses dans la région, et particulièrement dans le *Rio Grande do Norte*, ont fini par donner à l'Etat du *Rio Grande do Norte* une place enviable dans la production fédérale de pétrole et de gaz naturel. Il occupe ainsi aujourd'hui la deuxième place dans la production pétrolière du pays. La question qui se pose ici est alors de savoir dans quelle mesure l'activité de la *Petróbras* dans le *Rio Grande do Norte* influe sur l'organisation et le fonctionnement du territoire de l'Etat ?

#### **a - Géographie du pétrole dans le Rio Grande do Norte**

Dans le *Nordeste* la *Petróbras* s'est donc surtout orientée vers la recherche *off-shore*. La société d'Etat a ainsi obtenu ses premiers résultats en 1968 dans le Sergipe. Puis vint le succès du *Rio Grande do Norte*, sur la plate-forme continentale en zone maritime de Ubaruna, à 13 km au large de Macau, en 1973. En 1979 a eu lieu la première découverte terrestre à une profondeur de 380 m dans le champ pétrolifère de Mossoró. Ces découvertes ont alors incité la *Petróbras* à intensifier ses recherches. De nouvelles découvertes, surtout terrestres, eurent rapidement lieu ensuite : Mossoró, Fazenda Belem, Alto do Rodrigues, Estreito, Serraria, Macau, Fazenda Pocinho, Guamaré, Redonda, Canto do Amaro, Rio Panon, Palmeiro et Livramento. Ont été également découverts *off-shore* les gisements des zones maritimes du littoral septentrional :

<sup>1</sup> O território do sal..., ouv. cité, p.69.

<sup>2</sup> Voir, I. de SOUZA, 1988, « A classe trabalhadora no Rio Grande do Norte: primeiros passos » [ Les premiers pas de la classe ouvrière dans le Rio Grande do Norte ], in: *Nordeste, o que há de novo?*, UFRN, p.255-289.

<sup>3</sup> S.LERAT, 1988, « Le Brésil et le pétrole », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°164, p.317-330.

Ubarana, Agulha, Pescado et Aratum. Selon les informations de la *Petróbras* il y actuellement quatorze municipes producteurs de Pétrole, les trois plus importants étant ceux de Mossoró, Areia Branca et Alto do Rodrigues. Le gisement *O Canto do Amaro* découvert en 1986, dans le bassin du *Rio Grande do Norte*, est ainsi le plus grand producteur terrestre de pétrole du Brésil, avec une production moyenne de 40.000 barils/jour<sup>1</sup>.

Tableau 32 : L'activité de la *Petróbras* dans le *Rio Grande do Norte*, production, prospection et « royalties »

	Production 1993		Puits 1993		« Royalties » (juillet 1995)	
	1000 m <sup>3</sup>	%	Perforés	Productifs	Reais \$	%
<b>TOTAL</b>	<b>4340</b>	<b>100</b>	<b>2627</b>	<b>2073</b>	<b>667183,02</b>	<b>100,0</b>
Açu	233	5,5	315	253	8196,13	1,2
Alto do Rodrigues	533	12,6	607	556	28076,51	4,2
Apodi	49	1,2	5	4	14725,58	2,2
Areia Branca	492	11,6	246	178	22552,32	3,4
Caraúbas	78	1,8	49	31	3735,90	0,6
Carnaubais	77	1,8	75	64	11214,39	1,7
Felipe Guerra	13	0,3	5	1	3545,94	0,5
Gov. Dix-Sept Rosado	107	2,5	93	73	3846,80	0,6
Guamaré	6	0,1	13	4	13499,13	2,0
Macau	278	4,2	247	208	14799,82	2,2
Mossoró	1540	36,3	769	540	38991,07	5,8
Pendências	143	3,4	121	100	6102,19	0,9
Serra do Mel	51	1,2	41	36	520,25	0,1
Upanema	71	1,7	41	25	5225,04	0,8
<b>Total terrestre</b>	<b>3671</b>	<b>84,2</b>				
Agulha	57	1,3				
Aratum	16	0,4				
Ubarana	596	14,1				
<b>Total Off-shore</b>	<b>669</b>	<b>15,8</b>				

Sources : *Petróbras* et *Tribuna do Norte* 1/08/95  
 IDEC : *Anuário Estatístico do RN*, 1994, p.337 et p. 338.

#### b - Les effets socio-territoriaux de la production pétrolière

Les royalties distribuées mensuellement par la *Petróbras* ne profitent guère directement aux 14 municipes producteurs de pétrole de l'Etat. On le voit à travers l'exemple de répartition publié par le journal *Tribuna do Norte* pour le mois de Juillet 1995 [ voir **Tableau 32** ci-dessus]. Les sommes distribuées le sont, au-delà des 14 municipes producteurs, à 86 municipes sur un total de 152 que compte le *Rio Grande do Norte*. Les trois municipes les plus grands producteurs, Mossoró, Alto do Rodrigues et Areia Branca ne reçoivent respectivement que 5,8 %, 4,2 % et 3,4 %. L'Etat lui-même et les municipes urbains du "Grand Natal" touchent également une part des royalties. Ce n'est donc pas ainsi, par les retombées financières directes, que la production de pétrole de l'Etat, en enrichissant les municipes producteurs sensiblement plus que les autres, peut exercer un rôle quelconque sur l'organisation de l'espace. Vue sous cet angle, l'exploitation pétrolière présente donc un premier caractère d'a-territorialité, disons financière. Les habitants en conçoivent d'ailleurs un certain dépit, voire de la colère. Même un économiste, pourtant supposé froid et détaché, se laisse ainsi aller à exprimer son irritation à ce propos : « on voit qu'en ce qui concerne le

<sup>1</sup> P.P.Dos SANTOS, 1994, *Evolução Econômica do RN*, p.189.



pétrole le *Rio Grande do Norte* a énormément contribué à l'économie du pays. Si notre Etat a ce grand mérite, il n'a pas l'usufruit financier et économique de sa gigantesque production de pétrole, et ce qu'il reçoit n'est qu'une miette de "royalties" qui n'a guère de signification pour son économie, comparée aux millions de dollars de sa production annuelle. Suffit d'une telle soumission du *Rio Grande do Norte* !... »<sup>1</sup>.

Manuel Correia De Andrade, quant à lui, dénonce également cette injustice, mais en profite aussi pour rappeler qu'il ne faut jamais confondre, dans le *Nordeste* brésilien encore moins qu'ailleurs, croissance et développement. « L'exemple du pétrole produit par le *Rio Grande do Norte* est typique. Il provoque une exploitation significative, ouvre des routes, installe des techniciens bien rémunérés, mais laisse peu de royalties pour l'Etat et les municipes, faisant qu'on en revient au vieil avertissement de F.Perroux selon lequel la croissance n'est pas le développement, du fait que cet au-delà de la croissance du revenu présupposerait sa meilleure distribution, l'amélioration des conditions de vie de la population et des changements culturels »<sup>2</sup>.

Mais si la production pétrolière n'a guère d'effets directs sur le *Rio Grande do Norte*, elle a néanmoins des effets induits sur lesquels insiste pour sa part Maria do Livramento M.Clementino<sup>3</sup>. Elle souligne ainsi que ces effets résident moins dans les "royalties" que l'entreprise *Petróbras* paye aux municipes et à l'Etat lui-même, ni dans l'achat des biens et des services sur le marché local, que « dans la masse de (hauts) salaires qu'elle fait circuler directement ou indirectement, avec régularité, dans l'économie estadual ». La masse consistante de salaires payée par la *Petróbras* concentre encore finalement plus le revenu dans la capitale Natal, ainsi qu'à Mossoró, puisque c'est dans cette ville que sont implantées les plates formes *off-shore* et les puits terrestres. Il y a donc, à travers la distribution des hauts revenus par la *Petróbras* à ses ingénieurs et techniciens, une accentuation des polarisations urbaines, voire de l'effet métropolitain. Avec cette présence et cette activité de la *Petróbras* la demande de construction de routes augmente, mais elle reste cependant restreinte aux seuls champs de prospection et d'exploitation pétrolières. La masse des salaires des techniciens provoque également une forte demande sur le marché immobilier et déclenche une croissance soutenue de l'industrie de la construction civile et de ses matériaux. Mais, dans ces conditions, ajoute-t-elle, « le caractère de quasi enclave des activités de la *Petróbras* ne s'est pas altéré jusqu'à présent: les achats de l'entreprise et de ses sous-traitants sont encore effectués hors du *Rio Grande do Norte* »<sup>4</sup>. Pour l'instant encore, l'activité de la *Petróbras* dans le *Rio Grande do Norte*, même si elle constitue un moment particulièrement important dans la transition de l'Etat en question vers une société plus urbanisée, contribue à déchaîner entre les Etats nordestins une véritable concurrence pour "participer" de cette "modernité" et créer pour la capitale régionale, un espace pour se développer, mais qui peut finalement jouer aussi bien dans le sens du progrès que du retard<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Idem, p.190.

<sup>2</sup> M.C. de ANDRADE, 1995-b, « *O Nordeste de ontem e de hoje: continuidade e rupturas* » [Le Nordeste d'hier et d'aujourd'hui: continuité et ruptures], in: J.I.FELIPE (Org.), 1995, *Manuel Correia De Andrade, o geógrafo e o cidadão* [M.C. de Andrade, le géographe et le citoyen], CCHLA/UFRN, p. 24

<sup>3</sup> M. L. M.CLEMENTINO, 1995, *Economia e Urbanização*, UFRN/CCHLA, p.272-273.

<sup>4</sup> Idem, M. L. M.CLEMENTINO, 1995, *ouv. cité*, p.273.

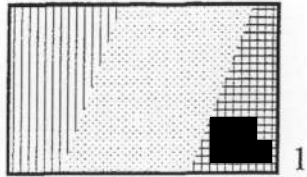
<sup>5</sup> Ibidem.

La présence de la *Petróbras* et le développement de ses activités dans le *Rio Grande do Norte* ne bouleversent donc pas fondamentalement l'organisation et le fonctionnement du territoire de l'Etat. Les effets de cette présence sont plus induits que directs, et ils auraient plutôt tendance à accentuer toutes les caractéristiques socio-spatiales du territoire. Ils touchent en fait très peu les régions de prospection et de production proprement dites, ni par leur impact écologique, en principe faible, ni par leurs retombées financières directes très limitées (*royalties*). Ils renforcent ailleurs plutôt les polarisations urbaines métropolitaines pré-existantes (Natal et Mossoró) où se concentre l'incidence des plus hauts revenus des techniciens du secteur dans le commerce de luxe (*shopping-centers*), l'immobilier de haut-standing et les services (*domesticité*). Ils accroissent les écarts de revenus entre les classes moyennes, en partie dynamisées directement ou indirectement par les retombées de cette activité, et les plus pauvres qui n'en tirent, quant à eux, aucun profit. L'extraction du pétrole dans le municipe de Carnaubais n'empêche ainsi aucunement qu'on y observe le taux le plus élevé de familles indigentes de tout le *Rio Grande do Norte* et qui est de 74 %<sup>1</sup>.

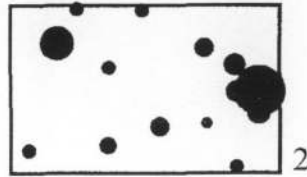
On peut donc conclure à une véritable **a-territorialité** de l'activité pétrolière dans le *Rio Grande do Norte*, qui vaut aussi bien pour ses retombées économiques, que pour le vécu de l'espace des techniciens de la branche qui alternent régulièrement les périodes de travail sur les plates-formes, elles-mêmes le plus souvent *off-shore*, et les séjours de repos dans les plus grandes villes, et souvent même hors de la région. Si l'on veut bien admettre que cette activité puisse être considérée comme le symbole d'une certaine modernité, force est d'admettre ici qu'elle apparaît donc comme très fortement a-territorialisée.

<sup>1</sup> IDEC, 1993, *O mapa da fome no RN*, p.23.

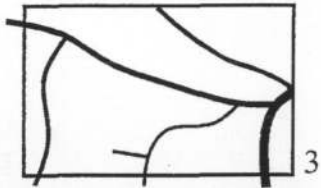
Chorèmes de base



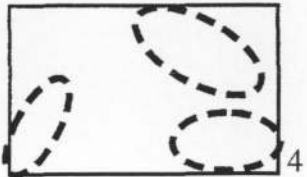
1



2

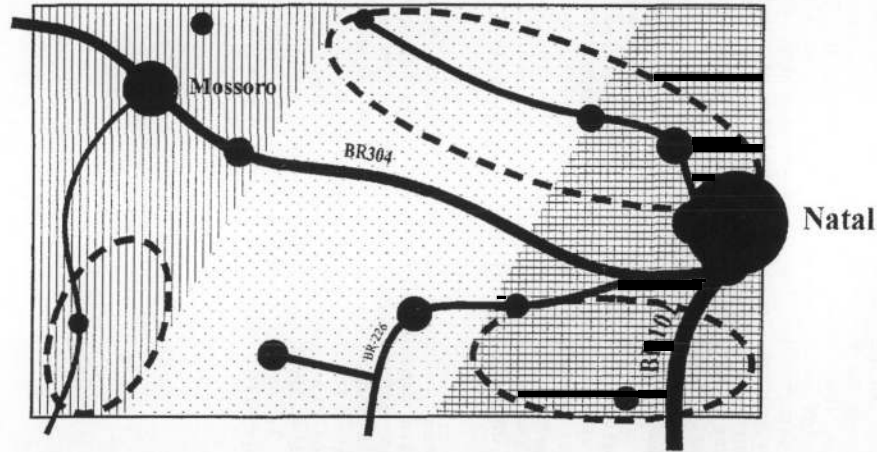


3



4

Un modèle graphique :  
*l'organisation de l'espace  
 dans le Rio Grande do Norte*



LEGENDE

- 1 - La diagonale des faibles densités rurales
- 2 - La bipolarisation du système urbain
- 3 - La convergence du réseau routier
- 4 - Les trois zones particulières de pauvreté

## Légende et commentaires

### LES CHORÈMES DE BASE

1 - Une diagonale des faibles densités rurales se positionne dans le *Central Potiguar* depuis de littoral septentrional jusqu'au Seridó méridional. Elle s'explique par l'emprise sans partage de vastes *latifúndios* et par l'intensité de la déruralisation qui conduit à une véritable désertification rurale. De part et d'autre de cette diagonale du vide se trouvent deux régions : l'Est Potiguar rassemble, avec de fortes densités, les littoraux Nord et Sud, la zone sucrière, l'*Agreste* et la *Borborema*. L'Ouest Potiguar, aux densités moyennes, est constitué de la zone Mossoroense, du Bas-Açu, des *mesas* de l'Apodi et des *Serras* du Sud-Ouest.

2 - La bipolarisation du système urbain s'établit autour des deux métropoles inégales de Natal et de Mossoró. A l'est la capitale *estaduale* connaît désormais une dynamique métropolitaine qui entraîne dans son sillage les autres municipes du "Grand Natal". A l'ouest Mossoró remplit une fonction centralisatrice pour l'ensemble de la région de l'*Oeste Potiguar*.

3 - Les principaux axes du réseau routier estadual convergent vers Natal. A l'est l'axe majeur de la BR-101 relie la capitale de l'Etat aux autres capitales du *Nordeste* comme João Pessoa et Recife. La BR-304, ancien "*chemin du bétail*" du *sertão* vers Recife, relie Natal à Mossoró, vers Fortaleza (Ceará). Au sud, la BR-226 dessert le Seridó et, au nord, la BR-406 le littoral salinier de Macau.

4 - 3 zones de grande pauvreté se détachent plus particulièrement. a) Au sud-est un ensemble littoral sud, *Agreste* et *Borborema*, où les *latifúndios* de monoculture de la canne à sucre et les *granjas* d'élevage bovin rejettent les petits paysans déruralisés vers les municipes voisins ; b) Un vaste ensemble au nord-est, de Natal à Macau, en marge septentrionale de la diagonale centrale déruralisée; et c) les *Serras* enclavées du sud-ouest où se conjuguent pauvreté rurale traditionnelle et néopauvreté pseudo-urbaine.

### LE MODÈLE GRAPHIQUE

L'identité géographique du *Rio Grande do Norte* tient à ce qu'il est le seul Etat du *Nordeste* à combiner les deux types d'organisation de l'espace qui ne s'observent que séparément ailleurs. C'est en ce sens que le *Rio Grande do Norte* peut être considéré comme un microcosme du *Nordeste*. La partie orientale du territoire *estadual* s'inscrit dans la dualité est-ouest *Litoral/Interior* qu'on retrouve plus au sud dans la Paraíba et le Pernambuco. Sa partie occidentale présente l'association d'un étroit littoral septentrional et d'un vaste intérieur méridional comme au Ceará plus à l'ouest.

L'organisation de l'espace *Norte-Riograndense* est donc bien le résultat d'une combinaison spécifique et unique des pôles, des axes et des aires. Elle ne peut pas être réduite seulement au triptyque méridien traditionnel *mata/agreste/sertão*, découlant du seul déterminisme des conditions physico-climatiques, car s'y développent désormais d'autres logiques et dynamiques, plus polaires et réticulaires que zonales.

La pauvreté générale est plus marquée encore dans les "angles-morts" de l'organisation de l'espace. Dans chacune des trois zones où c'est le cas, elle est générée à une échelle différente. Dans le sud-est, elle est le résultat de l'éviction locale des paysans sans terre des municipes latifundiaries vers les municipes minifundiaries. L'espace de pauvreté du nord-est se situe, lui, à une échelle plus régionale et à l'interface entre le Potiguar central de déruralisation accentuée et le *Litoral Nordeste* formant un vaste "agglomérat d'exclusion" des paysans sans-terre. Dans les hautes *Serras* du sud-ouest, comme pauvreté rurale plus traditionnelle de paysans sans assez de terre dans une région enclavée, elle est plutôt locale et intramunicipale.

J-Y M/98



## B - Identités et territorialités du tourisme

La relation tourisme/espace géographique est complexe car elle englobe une grande diversité d'aspects liés à l'identité des territoires et à l'image à usage touristique qu'on en donne. Le tourisme peut être envisagé beaucoup plus que comme un simple résultat des pratiques du quotidien, mais également comme un produit de l'héritage de la mémoire culturelle et historique, comme le prétexte et la justification des politiques publiques impulsées en son nom, comme le puissant véhicule des diverses idéologies géographiques, et même comme un agent de la globalisation. A travers lui, en effet, toutes « ces préoccupations se posent face à l'angoissante question de la globalisation en cours »<sup>1</sup>. Quel est le prix à payer, qui est à la fois économique, social, culturel, paysager et environnemental, pour l'ouverture de l'espace local aux flux touristiques ?

C'est, par excellence, un problème géographique et une question d'identité et de territorialité. Une question d'identité car la possibilité ou non d'attirer les flux touristiques, surtout lorsqu'on a une ambition internationale, dépend beaucoup de l'image qu'on sera capable de définir et de promouvoir à partir de certains traits de l'identité locale et régionale. Le tourisme et son succès reposent beaucoup sur les valeurs spatiales et les enjeux d'image. A côté des aspects strictement économiques, il y a là une riche matière pour une géographie qui se veut "humaniste"<sup>2</sup>.

Dans le Nordeste d'aujourd'hui, comme le souligne Manuel Correia de ANDRADE, le tourisme connaît un fort développement « conduisant les gouvernements à investir dans l'infrastructure hôtelière et dans la préparation de lieux sophistiqués intéressants pour les touristes comme la frange littorale de Natal, ou la façade côtière de Fortaleza, offrant au touriste européen et américain du soleil, une eau tiède durant toute l'année, un riche folklore, une nourriture exotique, du repos et du sexe. On parle même d'un tourisme sexuel qui intensifierait la prostitution dans toute la région »<sup>3</sup>. Mais, critique par rapport à certains aspects d'un tel développement du tourisme, il en indique aussi les enjeux et les perspectives alternatives : « à côté de ces éléments, il existe dans le Nordeste un patrimoine historique qui peut être exploité. Il peut également se pratiquer un tourisme écologique. Les choix touristiques de la région sont très nombreuses, et pas seulement constituées de plages et de sexe, à condition que les agences de tourisme se décident à éditer des guides touristiques qui soient diffusés dans le pays et à l'extérieur. Nous pourrions, ainsi attirer un tourisme de meilleur niveau culturel et saisir l'occasion de faire connaître la nature et les traditions régionales »<sup>4</sup>.

Le cas du Rio Grande do Norte, à travers ces propos du plus connu des géographes nordestins, peut ainsi apparaître comme un cas quasi exemplaire de la question géographique du développement du tourisme

<sup>1</sup> A.GOMES LEANDRO (UFPB), 1996, « Imagen e Turismo : identidade ou ideologia ? », in: *Espacialidade e Territorialidade*, Tome 1, 10<sup>e</sup> Encontro Nacional de Geógrafos (AGB), Recife-PE, p.5-6.

<sup>2</sup> Y.GUMUCHIAN, 1991, *Représentations et aménagement du territoire*, notamment p. 88-90.

<sup>3</sup> in : Manuel Correia De Andrade, *o geógrafo e o cidadão*, CCHLA-UFRN, Natal, 1995, p.24.

<sup>4</sup> Idem

international dans un pays et une région du Tiers-Monde<sup>1</sup>. Le tourisme y est le plus souvent présenté comme une activité génératrice d'emplois et de revenus, une alternative pour le développement de l'économie locale et *estaduale*.

Donc, qu'en est-il, avec le tourisme de l'identité régionale, des idéologies et des territorialités ? Il s'agira donc ici de l'identité touristique nouvelle du *Rio Grande do Norte* et des pratiques territoriales liées la « *touristification* » intensive de la frange littorale orientale de l'Etat.

Nous nous efforcerons d'abord d'y prendre la mesure exacte du « *boom touristique* » en cours. Mais il nous faudra bien en souligner également les limites et les risques multiples, qui sont sans doute inhérents aux choix opérés à propos de l'identité géographique qu'à travers lui on a choisi de promouvoir, au moins dans cette phase initiale du développement touristique intensif.

Dans un dernier temps, nous envisagerons certains aspects de la territorialité des touristes. Il est en partie possible de la cerner, notamment à travers les sondages d'opinion approfondis qui ont été effectués pour essayer de mesurer l'adaptation et la qualité de l'offre touristique en rapport à la demande et à ses attentes, s'agissant d'une activité dont on attend, mais sans doute avec trop d'optimisme, beaucoup de retombées.

### 1 - Le « Boom touristique » et ses limites

Le *Rio Grande do Norte* s'est intégré à la politique nationale du tourisme à travers la SUDENE et la BNB. Les premières actions orientées vers le développement du tourisme dans les années 60 a été la construction de l'*Hotel Internacional dos Reis Magos*. En 1971 le Gouvernement *estadual* créa l'EMPROTURN, Entreprise de Promotion et de Développement du Tourisme dans le *Rio Grande do Norte*. On admet que c'est dans les années 80, avec l'implantation de la Via Costeira, grandiose boulevard côtier qui relie sur 7 kilomètres, entre l'estrain et le Parc des Dunes, les plages urbaines de Natal et celle de Ponta Negra, qu'une infrastructure hôtelière a commencé à s'y installer et qu'il devint dès lors possible de recevoir un flux touristique vraiment significatif. Mais, le véritable « boom » touristique est lancé en 1985, même dans les périodes de basse saison, quand Natal devient une destination recommandée par presque tous les *tour-operators* nationaux<sup>2</sup>.

Comme le résume un responsable professionnel de la branche :

« L'exploitation planifiée du tourisme en tant qu'activité économique dans le *Rio Grande do Norte* est assez récente. On peut situer le début des années 80 comme point de départ des activités du tourisme réceptif dans le RN, alors que les autres Etats étaient déjà exploités, sous une forme économique rationnelle, depuis la décennie des années 60.

La croissance de cette activité, au niveau de l'Etat, a été si significative qu'elle est désormais considérée comme l'une des meilleures opportunités d'affaires, non seulement pour l'initiative privée, mais également pour le secteur public. Il suffit de vérifier les chiffres qui expriment sa participation au produit intérieur de

<sup>1</sup> Voir à ce sujet : G.CAZES, 1989, *Le tourisme international à la conquête du Tiers-Monde*, R.KNAFOU, *L'invention du Tourisme*, in: *Encyclopédie de Géographie*, p.851-864; et plus spécifiquement concernant le Brésil: Y.LELOUP, « *Le tourisme au Brésil* », *Cahiers d'Outre-Mer*, N°164, p.331-356

<sup>2</sup> Ce bref rappel historique doit beaucoup à Maria de Livramento M.CLEMENTINO, 1995, ouv. cité, p.274

quelques Etats, particulièrement le nôtre, où elle représente l'une des plus importantes sources de recettes <sup>1</sup> ».

Tableau 33 : Tourisme - données statistiques générales "Grand Natal" 1987-1994

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Agences de voyages	36	53	61	67	71	74	90	116
Hôtels	22	26	28	27	28	27	30	29
Chambres	1528	1740	1927	1757	2026	1956	2207	2266
Total nuitées	343624	392421	436421	418070	455044	401071	587318	618342
Nuitées hôtels classés	112779	118855	135268	115288	153997	136364	205561	222603
Passagers aéroport (Arrivées)	153137	152684	197731	213092	215790	172008	221852	258994
Recettes (Millions \$)	41.51	47.41	52.69	50.48	54.94	52.13	70.48	74.20

Source : EMPROTURN / Division des statistiques, 1995

N.B. : le Grand Natal comprend les Municipes de Natal, Parnamirim, Macaiba, Extremoz et São Gonçalo do Amarante.

Ces données, qui nous ont été fournies par l'EMPROTURN juste avant sa disparition décidée en 1995 <sup>2</sup>, indiquent effectivement une poussée du tourisme au cours de la dernière décennie. On doit néanmoins distinguer les indicateurs d'une poussée objective et bien réelle du tourisme, comme le total des nuitées ou la montée des recettes touristiques, qui ne prêtent guère à discussion, et ceux qui traduisent seulement une augmentation de la quantité des équipements (hôtels, chambres) ou des prestataires de services (Agences de Voyages, qui passent de 36 à 116 entre 1987 et 1994) sans rien indiquer, ni sur leur véritable taux de remplissage pour les uns, ni sur leur viabilité à long terme, en tant qu'entreprises, pour les autres. Il convient en effet d'être très prudents sur certaines apparences dans un pays où l'initiative privée précipitée est de mise lorsque se profile une perspective de gains rapides et élevés, même si elle est en partie illusoire et/ou surestimée. Témoigne d'ailleurs de cette fragilité le nombre des hôtels qui, en plein « boom » touristique affirmé, fluctue curieusement d'une année sur l'autre, au gré des ouvertures nouvelles et des fermetures pour cause de faillite.

Le chiffre des arrivées des passagers à l'aéroport de Natal-Parnamirim doit lui-même faire l'objet de quelques réserves. Certes il indique une progression forte, mais rien n'autorise à l'attribuer principalement aux seuls effets du développement du tourisme international. Il est loin d'être le point d'aboutissement de lignes aériennes en provenance de tous les pays fortement émetteurs de flux touristiques, notamment la France <sup>3</sup>. Dans ces conditions, le grand aéroport touristique régional à dimension internationale reste encore, pour l'instant, celui de Recife, à 450 km de Natal.

<sup>1</sup> I. AZEVEDO, « O turismo no Rio Grande do Norte », Natal pra Você, a revista do Turismo potiguar, n° 9, 1995, p. 46

<sup>2</sup> Voir: Natal pra Você, a Revista do Turismo Potiguar, n°9, p.9, titre de l'article: L'extinction de l'EMPROTURN conduit à la création d'un Sous-Secrétariat d'Etat. L'auteur y indique qu'il s'agit bien d'une reprise en main directe du développement du tourisme par le Gouvernement estadual, mais qu'on ne s'y trompe pas : « Les nouveaux dirigeants du tourisme norte-riograndense trouvent leur dynamisme et leur crédibilité dans l'initiative privée ». Il faut dire qu'il y a là un beau gisement potentiel de profits.

<sup>3</sup> La modernisation de l'Aéroport Augusto Severo de Natal-Parnamirim est en cours depuis juin 1995, dans le cadre d'un programme d'action pour le Développement du Tourisme dans le Nordeste - PRODETUR. Il prévoit un agrandissement de l'Aérogare de 3.000 à 9.000 m<sup>2</sup>, et la construction d'une seconde piste d'atterrissage plus longue de 400 m.



La progression des arrivées à l'Aéroport Augusto Severo de Parnamirim doit donc avant tout être attribuée au trafic, y compris touristique, interne à la fédération brésilienne, constitué essentiellement par l'étroite jet society des brésiliens qui peuvent se permettre de voyager en avion. Cette considération a, bien évidemment, des incidences plutôt fâcheuses sur l'ambition touristique internationale pourtant affichée par Natal et le Rio Grande do Norte.

Une autre caractéristique est celle de la composition et de la capacité d'accueil du parc hôtelier. En 1993, ce parc se présentait ainsi :

**Tableau 34 : Nombre d'hôtels, de chambres et de lits dans le "Grand Natal" (1993)**

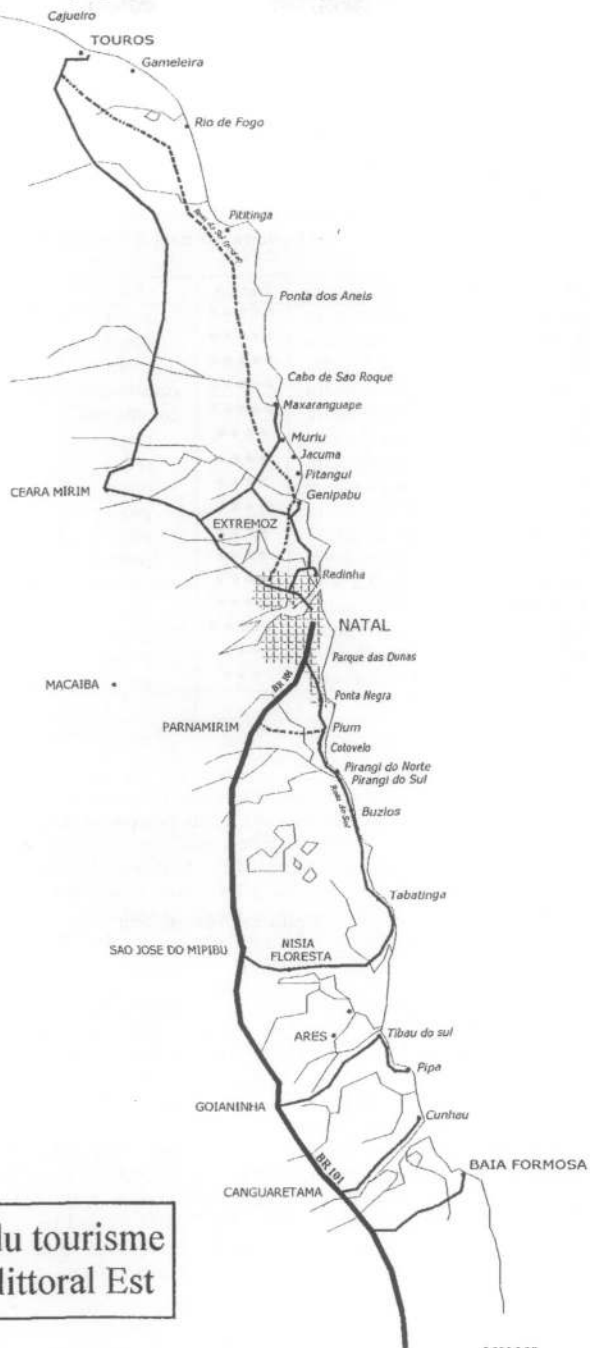
	Hôtels	Chambres	Lits
TOTAL	195	4372	11270
Hôtels classés	19	1466	3415
4 étoiles	3	340	821
3 étoiles	6	489	1146
2 étoiles	10	637	1448
Hôtels en cours de classement	11	741	1620
Petits hôtels et « Pousadas »	165	2165	6235
Zone urbaine	25	595	1447
Plages urbaines	23	335	962
Plage de Ponta Negra	45	598	1966
Littoral Nord	24	212	592
Littoral Sud	48	425	1268

Source : EMPROTURN / IDEC, *Anuário Estatístico do RN*, 1994, p.405

Il faut donc distinguer deux types d'hébergement : les grands hôtels et les *pousadas*, un dualisme hôtelier brésilien, hérité, dit-on, des pratiques portugaises. Les hôtels proprement dits, seuls équipements à forte capacité d'accueil susceptibles de recevoir un tourisme de masse, sont classés selon des normes qui ont très peu à voir avec celle en vigueur en France. Quant aux "*pousadas*" ou auberges, elles accueillent dans des chambres souvent plus modestes et moins coûteuses, installées parfois chez l'habitant, des touristes aux moyens plus limités, ou peu désireux de séjourner dans des ensembles trop grands. Dans cette catégorie l'éventail des prix et de la qualité de l'hébergement est très ouvert.

Le **Tableau 34** donne également des indications sur la répartition géographique des *pousadas* dans l'agglomération de Natal. Une partie se situe dans la ville elle-même, et répond à d'autres besoins, plus anciens, que ceux du tourisme balnéaire. Un second groupe correspond aux *pousadas* implantées près des plages urbaines : plage des Artistes, plage du Milieu et plage du Fort des Rois Mages. Avec la poussée actuelle on observe, vers le sud, une reconquête, à des fins touristiques, des plages plus populaires d'Area Preta, de Mãe Luiza. Il y a là un espace en concurrence entre les habitants du lieu, parfois des *favelas*, et les besoins fonciers de la spéculation immobilière et du déploiement touristique. Avec la plage do Pinto commence le parc des "grands" hôtels de la Via Costeira. Mais le pôle touristique qui concentre le plus grand nombre de *pousadas* reste, plus au sud, à l'extrémité actuelle de la Via Costeira, le quartier Ponta Negra, le plus anciennement "touristifié", plage des classes moyennes natalenses. En dehors des limites de l'agglomération, les *pousadas* se répartissent, soit sur le littoral nord, en particulier sur les plages de Genipabú ou de Muriú, soit vers le sud, sur les plages de Cotovelo, de Pirangi ou de Tabatinga.

Figure 20 : Localisation des plages sur le littoral touristique du Rio Grande do Norte



Les lieux du tourisme  
sur le littoral Est

La multiplication des *pousadas* pose le problème de leur viabilité économique, sachant que la pleine saison est de courte durée et que le prolongement d'une crise économique et sociale dont les classes moyennes font désormais également les frais, leur retire une clientèle potentielle sur laquelle elles pouvaient théoriquement surtout compter.

D'autant que les espoirs mis dans le développement du tourisme ont suscité des programmes grandioses d'installation de grands hôtels, en particulier sur la Via Costeira.

Tableau 35 : Détail des prévisions d'implantations nouvelles d'hôtels classés sur la Via Costeira à Natal (RN) de 1995 à 1998.

Hôtels prévus	Localisation	Etoiles	En :	95	96	97	98	Tot.
Jatiúca Natal	Via Costeira	*****	projet	-	-	150	-	150
Parque das Dunas	Via Costeira	*****	projet	-	-	80	81	161
Dowsley Turísticos SA	Via Costeira	*****	projet	-	150	-	150	300
Hôtel Ponta Negra	Via Costeira	*****	construction	153	-	-	-	153
Portal do Atlântico	Via Costeira	*****	construction	-	150	150	-	300
Vila do Mar	Via Costeira	*****	projet	-	50	-	-	50
Via Costeira	Via Costeira	*****	projet	-	-	-	108	108
Tropicana	Via Costeira	*****	projet	-	154	-	-	154
Caçara Praia	Via Costeira	*****	projet	-	123	-	-	123
Sol Natal Meliá	Via Costeira	*****	projet	-	108	-	-	108
Praia Bela Costeira	Via Costeira	*****	projet	-	195	-	-	195
Porto do Mar	Via Costeira	*****	construction	115	-	-	-	115
Alagamar Praia	Via Costeira	*****	projet	-	90	-	90	180
Tambaqui Praia	Via Costeira	*****	projet	-	-	-	124	124
Motta SA	Via Costeira	***	projet	-	-	200	-	200
Viver Mar	Via Costeira	***	projet	-	60	-	36	96
Total	-	-	-	268	1080	580	589	2517

Source : EMPROTURN / Gerência Planejamento, 1995.

S'ils étaient tous poussés jusqu'à leur réalisation, ils multiplieraient les capacités d'accueil, sans doute au-delà de la demande réellement prévisible. Même si quelques chantiers sont d'ores et déjà en cours, il semble bien qu'un certain retard se soit déjà produit dans la réalisation de l'ensemble des projets. Sans doute la réalité imposera-t-elle plus de réalisme. Surtout si on prend objectivement en compte les limites réelles d'un marché touristique international soumis à de très nombreux facteurs conjoncturels de fluctuation.

Face au risque d'un suréquipement, les professionnels font néanmoins toujours preuve d'un bel optimisme qui cherche à justifier toutes les fuites en avant : « Au cours des dernières années il faut observer l'expansion de l'offre de lits, dirigée surtout pour la réponse à la demande du tourisme de loisir et écologique, principalement dans la catégorie des petits hôtels et des *pousadas*, qui chaque jour est davantage prédominante dans l'univers hôtelier potiguar. Pourtant, il faut reconnaître que cette offre est assez limitée, du fait qu'elle se situe encore en deçà des demandes réelles et potentielles, ce qui restreint naturellement le développement du tourisme local<sup>1</sup> ». Un tel optimisme n'est cependant guère fondé face aux limites du marché touristique international.

<sup>1</sup> I. AZEVEDO, « O turismo no Rio Grande do Norte », art. cité.

## 2 - Les limites du marché touristique international

On comprend que le Gouvernement estadual et les Syndicats professionnels liés au tourisme, soucieux de mesurer au mieux les caractéristiques et les appréciations des touristes en visite à Natal, aient cherché à en savoir plus à ce sujet. Qui sont donc les touristes ? Quelle est leur identité ? Quelles étaient leurs attentes et dans quelle mesure ont-elles été satisfaites par leur séjour ? 1392 d'entre eux ont ainsi fait l'objet d'une enquête poussée. Ils ont été interrogés au moment de la fin de leur séjour et de leur départ, en quatre types de lieux : La Gare Routière interestaduale (Terminal rodoviário, ou Rodoviária Nova), l'aéroport Augusto Severo, à leur sortie de Natal sur les deux grandes routes BR-101 et BR-304, et dans certains hôtels, en Août 1995 (pour la basse saison) et en février 1996 (pour la haute saison)<sup>1</sup>. Ces enquêtes apportent de nombreuses réponses, souvent très précises, aux questions que nous nous posons à ce sujet.

Concernant, pour commencer, leur nationalité, la réponse est d'une grande netteté : pour près de 97 % les touristes qui fréquentent Natal et le Rio Grande do Norte sont d'abord et avant tout des brésiliens. Voilà qui semble confirmer que, pour l'instant, quels que soient ses attraits, le Rio Grande do Norte n'est pas sur la voie de concurrencer, au plan du tourisme international, ni Rio de Janeiro et son carnaval, ni même Recife et sa célèbre plage de Boa Viagem, ou même Fortaleza. On peut s'interroger sur les raisons d'une telle situation (manque de renommée, de tradition touristique, de publicité ["divulgação"], difficultés d'accès aérien et routier ?), mais le fait est bien là.

Tableau 36 : Répartition des touristes à Natal par pays émetteurs (février 1996)

Pays émetteur	Nombre	%
Brésil	1347	96.77
Italie	11	0.79
Argentine	6	0.43
Allemagne	5	0.36
Israël	4	0.29
Etats-Unis	4	0.29
Angleterre	3	0.22
Suisse	3	0.22
France	2	0.14
Portugal	2	0.14
Uruguay	1	0.07
Finlande	1	0.07
Espagne	1	0.07
Colombie	1	0.07
Angola	1	0.07
<b>Total</b>	<b>1392</b>	<b>100</b>

Source : Pesquisa do Turismo receptivo - alta estação, Natal : 04 a 10/02/96, enquête d'opinion publique effectuée par Pesquisas Técnicas pour le STINC (Secretaria de Turismo, Indústria e Comércio) et les syndicats professionnels

<sup>1</sup> Pesquisa do Turismo receptivo - alta estação, Natal : 04 a 10/02/96, enquête d'opinion publique effectuée par Pesquisas Técnicas pour le STINC (Secretaria de Turismo, Indústria e Comércio) et pour le Syndicat des Hôtels, Restaurants et Bars du RN.

Tableau 37 : PRINCIPAUX MARCHES EMETTEURS DE TOURISTES

**Grand Natal (RN) - 1990 / 1993**  
Evolution des principaux marchés émetteurs internationaux de touristes pour les moyens d'accueil

PAYS EMETTEURS	ANNEES		%	
	1990	1991	1992	1993
Italie	18.9	22.3	25.7	32.2
Argentine	10.2	16.1	27.3	38.6
Allemagne	10.0	9.4	6.0	2.8
Espagne	9.1	10.3	5.4	2.0
Etats-Unis	8.7	7.9	6.1	3.0
Suisse	8.0	4.1	3.1	2.7
France	7.1	4.2	4.1	1.7
Portugal	4.9	7.7	7.0	6.2
Uruguay	3.4	2.9	2.8	4.0
Autres	19.7	15.1	12.5	6.8
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : EMPROTURN / Division des Statistiques, 1994

A partir de là l'intérêt d'autres enquêtes sur l'évolution de la composition nationale des contingents de touristes étrangers n'est que relatif. Elles font cependant apparaître des évolutions différenciées, où il se confirme, par exemple, que la part des français reste très faible [Tableau 37]. En fait, s'agissant ici des seuls touristes hébergés dans les grands hôtels, et non dans les *pousadas*, ces résultats témoignent surtout de l'intensité et de la sélectivité des efforts déployés par les agences de voyages et les *tour-operators*, à partir de tel ou tel pays.

On constate ainsi des évolutions très diversifiées qui traduisent surtout à quel point le tourisme international apparaît sensible à de très nombreux facteurs : effets de mode, cours des monnaies, crainte de l'insécurité, encore que sur ce dernier point le Nordeste en général (sauf peut-être Recife) et Natal en particulier, jouissent d'une excellente réputation.

### 3 - Impacts et risques du "boom touristique"

Le revers de la médaille touristique comporte plusieurs aspects : un impact environnemental plutôt négatif, une image trouble de tourisme sexuel et le risque qu'avec ses excès, le "boom" touristique actuel puisse aller jusqu'à tuer ce qui n'apparaît trop, pour l'instant, que comme une "poule aux oeufs d'or".

#### *(a) Un impact environnemental négatif*

Le développement intensif du tourisme provoque des dommages au milieu côtier qui en supporte essentiellement la charge. C'est en particulier le cas des champs de dunes qui sont pourtant l'un des principaux atouts paysagers constitutifs de l'identité du littoral Rio-grandense.

- Les dunes de Genipabu<sup>1</sup>, situées sur le littoral oriental du Rio Grande do Norte, dans le municípe d'Extremoz, font partie du domaine de

<sup>1</sup> Voir : «A pressão antrópica e o turismo predatório em Genipabu-RN», A.C. DE QUEIROZ et M. C.A.PERNAMBUCO (GEPEM/UFRN), in: *Espacialidade e Territorialidade*, Tome 1, 10<sup>o</sup> Encontro Nacional de Geógrafos (AGB), Recife-PE, 1996, p.8.

la Réserve internationale de la Biosphère de la Mata Atlântica de l'UNESCO, homologuée en septembre 1993. Ces dunes, en plus d'être un filtre naturel, régularisent également l'écoulement de l'eau douce souterraine et des lagunes (*lagoas*). Selon les géographes de l'UFRN, avec le développement du tourisme elles sont devenues le lieu d'une agression écologique et paysagère : selon eux la pression anthropique aggravé par le "tourisme prédateur" accentuerait les menaces d'ensablement des espaces urbanisés et l'appauvrissement des sols agricoles avoisinants.

- Les dunes de Natal, entre les plages de Areia Preta et de Ponta Negra ont été le lieu, à partir des années 80 de l'implantation d'équipement touristiques (route, hôtels, camping) le long de la Via Costeira. Ces dunes ont connues des altérations environnementales, mesurées entre 1969, 1974 et 1988 au cours desquelles l'occupation s'est intensifiée. Il s'y vérifie que « malgré le discours écologique que le Projet Parque das Dunas/Via Costeira utilise, celui-ci ne paraît pas avoir atteint les objectifs qui le justifiaient en ce qui concerne la maintenance de l'équilibre naturel, vu que cet espace souffre des dommages depuis l'implantation du complexe touristique jusqu'à nos jours <sup>1</sup> ».

Il semble donc peu contestable que le développement intensif du tourisme ait provoqué des dommages dans un environnement dont il était censé promouvoir l'image. Il est significatif de constater que cet impact négatif de la mise en tourisme de la façade littorale orientale du Rio Grande do Norte provoque un intérêt scientifique et même une réaction civique de la part de la communauté des géographes de l'UFRN. L'un d'eux en tire ainsi les conclusions générales suivantes : « Le Brésil étant un pays qui présente une forte diversité de paysages (milieux naturels) est l'un des espaces les plus prometteurs pour le développement du tourisme à l'échelle internationale. Cependant les politiques qui s'occupent de cette activité le font de manière étroite et désordonnée, ce qui a conduit à un cadre prédateur, tant dans la relation touriste-localité, que dans celle Pouvoir Public-localité ». D'où, pour finir, ses interrogations : « Le tourisme est-il une activité qui apporte une amélioration à la vie des populations autochtones qu'il touche? Au Brésil, le tourisme est-il vu dans les sphères gouvernementales avec le sérieux qu'il mérite? Est-il possible de rendre la pratique du touriste moins prédatrice pour l'espace qu'il visite? Par quels moyens? <sup>2</sup> ». On voit bien dans quel sens peuvent pencher les réponses s'agissant du cas du Rio Grande do Norte.

### (b) L'image trouble du tourisme

Au milieu des années 90 on assiste à une mutation de l'image touristique du Brésil. Perceptible d'abord à l'échelle *estaduale*, notamment dans le Rio Grande do Norte, elle est ensuite assumée par le gouvernement, au plan fédéral. Quel peut-être le sens d'un si brusque et général tournant dans la communication touristique ?

Les affiches et images touristiques où les rondeurs naturelles étaient mises en évidence par des *bikinis* appelés "*fiis-dentaires*" - et on devine pourquoi - ont été brusquement et complètement remplacées par d'autres, moins affriolantes, visant à présenter plutôt un tourisme écologique, dit "*éco-tourisme*", ou culturel. Toujours de belles plages,

<sup>1</sup> Voir : « *Registro das Alterações Ambientais nas Dunas Costeiras entre as Praias de Ponta Negra e Areia Preta (Natal-RN)* », L. C. BESERRA NETA, UFRR, Boa Vista -RR, in: *Espacialidade e Territorialidade*, Tome 2, 1996, p. 505-506.

<sup>2</sup> J. M. Da ROCHA NETO ( DGE/UFRN ), 1996, « *Turismo e meio ambiente: desenvolvimento ou destruição* », in: *Espacialidade e Territorialidade*, Tome 1, p. 85-86.

les dunes et les palmeraies de cocotiers, mais désormais associées aux monuments et aux curiosités de la flore et de la faune. Dans le cas du *Rio Grande do Norte* cette évolution des luxueuses brochures de "divulgarion" touristique est manifeste.

Avant la mutation d'image, les publications éditées sous la responsabilité de la SABREA, de l'EMPROTURN et de l'EMBRATUR, montraient surtout de nombreuses jeunes filles en bikini, de type européen ou peu métissé. Ces brochures insistaient également beaucoup sur les "passeos de buggy" dans les dunes : « La ballade en buggy sur les dunes mouvantes de Genipabu est inoubliable. La rencontre directe de la mer avec ses dunes est unique sur toute la côte brésilienne. S'y ajoutent la cuisine spécialisée dans les fruits de mer, l'artisanat typique et la beauté de la région. Genipabu est aujourd'hui une plage internationale » !. Mais, dans ces publications de premier type, on pouvait voir aussi les *jagandas*, embarcations traditionnelles des pêcheurs artisanaux du Nordeste à l'élégante voile, et des scènes de la vie de villages de pêcheurs (souvent Redinha et/ou Muriú).

Après la mutation d'image dans les publications pour lesquelles la responsabilité de l'EMPROTURN n'apparaît plus, mais où celle de la Mairie de Natal est clairement indiquée, le contenu change. Les baigneuses trop largement dénudées ont disparu. On insiste désormais davantage sur le Fort des Rois Mages (*Fort dos Reis Magos*), le phare de Mãe Luiza, sur patrimoine architectural et artistique des musées et des églises (*Igreja do Galo*) et sur la vie nocturne et culturelle (Théâtre Alberto Maranhão et *Capitania das Artes*) car, précis-t-on désormais, « Natal est une cité ouverte à la culture. Son folklore et son artisanat sont originaux ».

Cette mutation peut être illustrée par le tableau comparatif suivant des sujets et des thèmes du contenu des documents photographiques inclus dans deux exemplaires des types successifs de brochures de publicité touristique (bilingues, portugais-anglais) à destination internationale.

**Tableau 38 : Contenu thématique comparé des photographies de deux brochures touristiques sur Natal et le littoral du Rio Grande do Norte**

Thèmes et rubriques	Type 1	Type 2
Plages et dunes « naturelles »	6	2
Plages et paysages urbains	3	11
Embarcations de plaisance	2	1
Filles en maillot	6	1
Couples, familles, enfants	1	2
« Buggy » sur dunes ou plages	7	2
<i>Jagandas</i> , pêche, filets	6	1
Cuisine, fruits, poissons et fruits de mer	2	3
Surf, planches à voile, sports	1	2
Fort (Reis Magos) et Phare (Mãe Luiza)	-	3
Patrimoine architectural	1	4
Folklore et traditions	-	3
Vie nocturne	-	5
Culture et Arts	-	2
Carte du tour des plages	1	-
Mappemonde situant Natal et le Brésil	1	1
<b>Total documents photographiques</b>	<b>31</b>	<b>26</b>

N.B. : un même document photographique peut inclure et combiner plusieurs thèmes, par exemple : jeunes filles en maillot dans un *buggy* et sur une dune dite « naturelle ».

La mutation est nette. Avec elle on assiste à un recentrage de la propagande de "divulgation" touristique internationale sur Natal et les plages urbaines. Les filles en *tanga* se font plus rares, et les *buggy* sont moins omniprésents, au moins dans ces pages si ce n'est sur les plages et les dunes. Par contre le patrimoine architectural, avec quelques lieux emblématique, tels le Fort des Rois Mages et le Phare de Mãe Luiza, est restauré, au sens figuré comme au sens propre. La vie nocturne, autour d'un folklore revisité ( *shows* pseudo-folklorisants de la boîte de nuit *Zás-Trás* par exemple), fait l'objet d'une promotion plus poussée. L'art fait une entrée beaucoup plus discrète. Il y a donc là une recomposition délibérée de l'image touristico-identitaire de Natal et son littoral. Le message de ce nouveau discours touristique est donc très clair: L'identité du *Rio Grande do Norte* et de son littoral ne s'arrête plus seulement aux plaisirs, d'ailleurs très relatifs, de la seule tournée des plages, en maillot et en *buggy*, mais ce sont tout autant les attraits d'une métropole balnéaire au potentiel d'accueil diversifié, et culturellement riche de son patrimoine historique et urbain.

Il faut d'ailleurs souligner que ces modifications publicitaires de l'image touristique de Natal et de la côte orientale du *Rio Grande do Norte* précèdent et annoncent un changement d'attitude du gouvernement fédéral lui-même à l'égard de certains aspects du tourisme international. A partir de 1996 on apprend ainsi que « le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso veut détruire l'image de la mulâtresse, sensuelle, souriant sur une plage tropicale ». La responsable de la campagne gouvernementale, Ana Karin Quental, déclare alors qu' « il est nécessaire de changer l'image du Brésil dont le tourisme a été officiellement basé pendant plusieurs années et jusqu'à aujourd'hui sur le sexe <sup>1</sup> ».

Avec cette mutation, aussi brutale que sans doute vaine, de l'image touristique du Brésil, l'ambition affirmée du « gouvernement de Fernando Henrique Cardoso [serait] de déclarer la guerre au tourisme sexuel infantile qui touche surtout l'enfance misérable du nord-est du Brésil, en prévenant les pédophiles du monde entier que la justice leur fera payer cher "l'expérience". Le principal ennemi visé par le gouvernement est ainsi le "pédophile international", surtout celui en provenance d'Europe, à la recherche de petits garçons et de fillettes <sup>2</sup> ». Une telle polarisation des dangers de l'internationalisation touristique sur les seuls risques du tourisme sexuel, ne laisse cependant pas d'étonner. On ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit, sous couvert d'un sursaut volontiers moralisateur, de masquer en fait les impasses plus générales du modèle de tourisme jusqu'alors poursuivi, et qui s'est rapidement révélé à la fois prédateur pour le milieu naturel et souvent trompeur pour les touristes attirés par un discours promotionnel souvent fallacieux. Mais n'y avait-il pas là des excès surtout dangereux pour l'avenir du tourisme lui-même ?

### (c) Le tourisme, une "poule aux oeufs d'or" ?

Des mises en garde se sont pourtant clairement exprimées, y compris à Natal même et de la part de responsables du tourisme :

« Les plaintes se répètent, beaucoup d'entre elles véridiques et prouvées, sur l'exploitation des touristes, et même des *natalenses*<sup>3</sup>, par les hôtels et les restaurants. Celui qui voyage dans les autres Etats entend ceci : Natal est une beauté, les plages sont les meilleures, mais les prix des hôtels, restaurants, taxis, etc. vont

<sup>1</sup> « Le gouvernement part en guerre contre le tourisme sexuel », *Le Monde*, 23 janvier 1997

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> les habitants de Natal.



jusqu'à l'extorsion, comparativement aux autres capitales, y compris du Nordeste. C'est, à l'heure actuelle d'une urgence absolue : Il est nécessaire que le dit Marché Touristique réfléchisse à cette erreur. Il est indispensable que le Secrétariat au Tourisme voit les mesures à prendre. Il est urgent de (...) surveiller et punir les responsables de cette exploitation, qui peuvent compromettre définitivement la vocation touristique du *Rio Grande do Norte*<sup>1</sup> ».

Cette mise en coupe réglée souvent avérée des touristes risque bien, en effet, de mettre l'avenir du tourisme en péril. Sur ce plan aussi, certaines voix plus réalistes se font cependant entendre. « Il est important d'être sans cesse à nous poser la question : est-ce que le prix que nous demandons pour ce que nous offrons, notamment en qualité, est convenable ? Visiblement nous ne disposons pas encore d'un marché compétitif dans ce secteur, et nous ne devons pas oublier qu'il y en a un, et pas très distant de nous, comme c'est le cas dans les villes de Porto Seguro, Fortaleza et Maceió, dont les beautés naturelles sont tout autant appréciées que les nôtres et avec beaucoup plus d'infrastructure et de qualité. D'où nous ne pouvons nous lasser de répéter ce qui se dit déjà : nous pourrions bien être en train de tuer la poule aux oeufs d'or<sup>2</sup> ». Mais pour que soit mesurer ce risque et corriger ses origines il semble qu'il y ait beaucoup d'améliorations à apporter, surtout si l'on en croit justement les réponses des touristes aux sondages d'opinion. Elles vont nous permettre de mieux cerner maintenant leur identité et leurs pratiques territoriales spécifiques.

#### 4 - Identité et territorialité des touristes

Pour tenter de mieux définir l'identité et la territorialité des touristes qui fréquentent Natal et le *Rio Grande do Norte*, nous disposons de deux enquêtes d'opinion, réalisées en 1995 et 1996, dont nous avons pu nous procurer les résultats dans le Service de Documentation du SABREA-RN

L'une a été réalisé par l'Institut **Perfil Pesquisas Técnicas** [PPT] et l'autre par l'Institut **Consult-Pesquisa** [CP]. La première (1392 enquêtés), se présente presque comme exhaustive à partir d'un questionnaire, complet et directif, qui semble ne rien laisser dans l'ombre. Mais ses résultats sont d'un tel optimisme, notamment quant au degré de satisfaction des touristes, qu'on ne peut s'empêcher de les considérer avec une certaine circonspection. Il faut sans doute y voir une nouvelle illustration du principe bien connu qui veut qu'une enquête d'opinion doit d'abord et avant tout satisfaire ses commanditaires. En l'occurrence ce sont ici le Secrétariat du Tourisme (STINC), donc le gouvernement *estadual*, et le Syndicat des Hôtels, Restaurants et Bars, donc les professionnels du tourisme dans le *Rio Grande do Norte* eux-mêmes. D'autant que ces résultats sont souvent en contradiction avec ceux de la seconde enquête. Celle-ci est, au contraire, une enquête "qualitative" ouverte ( 2 684 enquêtés ), sans questionnaire préalable, où les visiteurs simplement écoutés, ont pu dire, à la fin de leur séjour, tout ce qu'ils avaient sur le cœur, en positif ou en négatif, à propos de leur expérience touristique à Natal. Nous procéderons donc, en parallèle, à un examen critique des résultats de ces deux enquêtes dans la mesure où ils concernent notre propre recherche, l'une corrigeant au fond l'autre puisqu'elles sont ainsi, finalement, très complémentaires.

<sup>1</sup> « *Exploração do Turismo* » [ l'exploitation du tourisme ], *Tribuna do Norte*, 28 juillet 1995.

<sup>2</sup> I. AZEVEDO, 1995, « *O turismo no Rio Grande do Norte* », art. cité.

## (a) L'identité des touristes

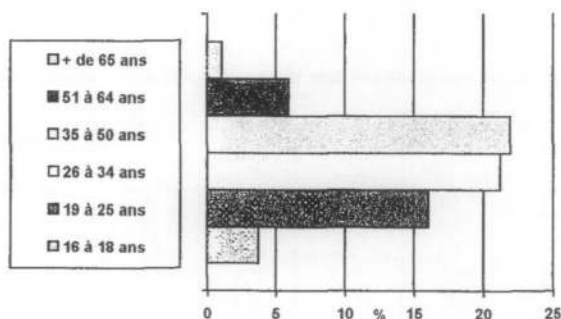
Nous ne considérerons comme véritables touristes que ceux des visiteurs qui déclarent explicitement venir à Natal pour le tourisme, soit 70 % des enquêtés (PPT), en laissant de côté ceux qui déclarent être venus à Natal pour les affaires (19 %), des raisons familiales (10%) ou de santé (0,4%), ou pour participer à un Congrès (0,36%). Dans l'ensemble des visiteurs, nous devons ainsi distinguer les "vrais" touristes d'une part, et les simples "visiteurs" d'autre part.

Le séjour dans la ville dure en moyenne plus de 7 jours en haute saison, alors qu'en basse saison il n'est que de 4,7 jours.

Sur le total des visiteurs de Natal, quel que soit le motif de leur voyage, 63,2 % sont des hommes et 36,8 % seulement sont des femmes. Ce déséquilibre hommes/femmes pose problème. La part des voyages d'affaires, plutôt masculins, ne peut sans doute pas l'expliquer à elle seule. Effet statistique d'un "tourisme sexuel" essentiellement masculin ? Difficile à dire, car ses adeptes ne s'en vanteront évidemment guère.

Concernant l'âge, la plus grande part des visiteurs sont des personnes qui se situent dans la tranche d'âge entre 35 et 50 ans. La composition par âges de la population touristique se présente de la manière suivante :

Figure 21 : Age des touristes à Natal en février 1996



24,7 % des touristes voyagent seuls et quand ils sont accompagnés; ils viennent généralement avec leur famille ( 34,1 %), constituée souvent d'un couple sans enfant (12,1%) ou dans un cinquième des cas (19,8%), de trois à quatre personnes.

Du point de vue professionnel, ce sont d'abord des employés pour 23,3 %, puis des membres des professions libérales (12,4 %) ou des services publics (11 %) , des employeurs (9,3%) , des étudiants ( 8,6%) et des retraités (2,4%).

Selon l'enquête, l'indicateur de revenu mensuel individuel montre que 41 % des enquêtés ont un revenu de 7 à 21 salaires minimum, alors que le revenu familial mensuel de presque la moitié d'entre eux se situe entre 9 et 30 salaires minimum. Les dépenses effectuées à Natal se situent, en majorité, dans la tranche entre 301 et 600 R\$.

L'identité du touriste venant à Natal est donc, en bref, celle d'un touriste d'âge mûr, plutôt masculin, à la situation sociale et aux revenus confortables, portrait type évidemment assez éloigné de l'image convenue des brochures touristiques de la jeune fille cheveux au vent dans un *buggy* sur la dune.

(b) *Territorialité et valeurs spatiales des touristes*

Considérant l'origine géographique des visiteurs, on sait déjà que l'écrasante majorité est brésilienne ( 96,77 % ). Ils viennent surtout du sud du Brésil, de l'Etat de São Paulo 15,6 %, ou de la ville de Rio de Janeiro (12,8 %). Avec près de 10 %, Recife, grande métropole du Nordeste, elle-même pourtant bien pourvue en plages, se trouve être la troisième ville émettrice du flux touristique vers Natal.

La plupart des touristes, 47,9 %, viennent à l'incitation d'amis ou de parents. Seulement 15,4 % ont utilisé les services des Agences de Voyages de Natal pour y venir.

Concernant les lieux d'arrivée et les moyens de transport utilisés, les touristes arrivent en avion pour un quart d'entre eux ( 25,5 % ) , suivi de près par ceux qui descendent de l'autobus au long cours à la *Rodoviária* (23,7 %), alors que ceux qui viennent en automobile par la route le font à 11,6 % par la BR-101 et à 5,9 % par la BR-304 .

A partir des réponses de l'ensemble des visiteurs aux questions de l'enquête PPT, on peut établir le tableau suivant de l'appréciation qu'ils portent à l'issue de leur séjour sur les principaux éléments du tourisme norte- Riograndense.

Tableau 39 : Les pratiques touristiques et leur niveau d'appréciation Natal - février 1996

	N'a pas utilisé ou Ne sais pas	Niveau d'appréciation :				
		Très bon	Bon	Correct	Mauvais	Très mauvais
Plages	1,5	42,4	22,7	3,1	0,0	0,1
Propreté Publique	3,0	6,2	33,6	18,4	5,1	3,7
Sécurité	9,1	8,0	33,8	14,4	2,5	2,2
Restaurants	12,8	13,7	35,1	7,3	0,6	0,5
Vie nocturne	17,0	11,9	25,3	9,3	3,7	2,7
Artisanat	20,2	11,6	31,9	5,7	0,4	0,1
<i>Shoppings Centers</i>	22,9	9,1	27,8	9,1	0,9	0,0
Taxis	30,8	7,3	25,0	5,8	0,3	0,9
Musées et Monuments	31,2	7,0	23,4	4,7	3,2	0,5
<i>Buggys</i>	32,7	26,0	10,1	1,0	0,0	0,0
Hôtels	36,2	8,3	17,2	7,0	0,8	0,4
Transports collectifs	41,2	1,9	13,4	7,5	3,8	1,9
Agences de Voyages	57,5	3,5	6,1	2,1	0,4	0,3

Établi à partir des éléments de : Pesquisa do Turismo Receptivo, Natal, février 1996

Moins que sur le niveau d'appréciation d'ailleurs très subjectif des différents aspects des pratiques touristiques, et qui semble en réalité globalement moins euphorique qu'il n'y paraît même ici comme nous le constaterons bientôt, ce tableau vaut d'abord et surtout par sa première colonne qui donne une idée sur la hiérarchie des pratiques touristiques réellement effectuées. Si on en juge par la proportion des

touristes qui déclarent les avoir fréquentées les plages constituent bien le point fort de l'identité touristique du *Rio Grande do Norte*. Le haut niveau de fréquentation des restaurants et de la participation à la vie nocturne donne une autre idée du modèle de tourisme ici en vigueur. Une plus forte utilisation des taxis que celle des transports collectifs a peut-être d'autres raisons que celles du simple affichage d'un standing de vie élevé. Par contre, la fréquentation des musées l'emporte sur le niveau de pratique de la fameuse promenade en *buggy*, ce qui traduit déjà au moins un décalage entre le discours touristificateur des brochures et la réalité. Le tourisme culturel l'emporterait-il désormais sur le tourisme prédateur ?

Les pratiques spatiales des touristes s'écartent donc assez nettement de l'image qu'on cherche à en donner dans la publicité et la "divulgateur" institutionnelles du tourisme à Natal et sur le littoral du *Rio Grande do Norte*. Certes les plages sont très largement fréquentées et appréciées. Mais pour le reste, les enquêtes confirment que nous sommes loin de l'image artificiellement euphorisante d'un tourisme de luxe dans des hôtels "à étoiles", agrémenté de promenades en *buggy* sur les dunes en charmante compagnie. Examinons ce décalage sur quelques points, en relation aux pratiques spatiales touristiques et à leurs conditions d'exercice.

L'institut PPT pense pouvoir affirmer que « dans l'évaluation de l'infrastructure urbaine tous les aspects évalués, que ce soit la propreté publique, la sécurité, les transports collectifs, les services de taxi, la signalisation urbaine et les centres commerciaux ( "shopping centers" ) ont été pleinement approuvés ( très bon + bon ) par plus de la moitié de ceux qui ont observé ou utilisé ces services ». Mais les utilisateurs et "observateurs" de ces services sont très loin d'être majoritaires. Par exemple, l'appréciation très positive ou non, sur les "shopping centers" n'est en fait exprimée que par les 23% des touristes qui les ont effectivement fréquentés pendant leur séjour. D'autant que l'autre enquête (CP) montre un degré qualitatif de satisfaction beaucoup moins évident.

Pour commencer, l'unanimité se fait pour dénoncer l'absence d'une "propreté urbaine" suffisante. Les plages sont jugées également sales : « il y a beaucoup d'ordure sur les plages, principalement à Ponta Negra et à Genipabu ». Plusieurs remarques sont également faites pour dénoncer « les égouts à ciel ouvert sur les plages », et sur la nécessité de mieux « contrôler les rats et les mouches dans la ville », et d'en « améliorer l'assainissement ».

On se plaint aussi de la présence de trop nombreux trous (*buracos*) dans les rues, comme, trop souvent, leur "manque de revêtement". « La circulation est horrible », et « les transports collectifs sont très déficients ». Notamment « il manque des autobus pour aller à la plage ». En conséquence, « les hôtels devraient mettre en place des cars pour conduire les touristes aux commerces, aux plages, etc. ». Mais, pour l'instant, « il existe une mafia des hôtels en cheville avec les taxis », étant bien entendu que les touristes ne sauraient circuler qu'en taxi.

La sécurité est mal assurée : « j'ai subi une tentative d'agression. J'ai appelé la police trois fois, et elle n'est pas venue ». Dans les lieux touristiques « les mendiants mineurs incommode les touristes ». Il faudrait « de la police sur le *Morro do Careca* », la "dune du chauve" sur la plage de Ponta-Negra. De même, « la plage de Muriú manque de sécurité », et plus généralement, il « manque des sauveteurs sur les plages », comme à Rio sans doute.

Plus de la moitié des visiteurs (53,45%) ne vont ni dans les hôtels classés, ni dans les *pousadas*. Que peut valoir, dans ces conditions, la conclusion de l'institut de sondage PPT : « le réseau

hôtelier a obtenu un degré d'évaluation très bon, ayant en vue que 81,6 % de ceux qui déclarent avoir séjourné à l'hôtel le classe comme "bon" ou "très bon" ? Or, même dans les grands hôtels classés, la qualité du service laisse apparemment beaucoup à désirer. « Le service de l'hôtel *Praia Mar* est mauvais ». A l'hôtel *Vila do Mar* « il manque des employés sachant parler les langues étrangères », ce qui n'empêche pas qu'on y « exige tout paiement en dollar ». La « qualité des employés est très mauvaise » et « l'encadrement y aurait besoin de formation ». A l'hôtel *Redinha Praia* « la cuisine est mauvaise ». Mais, à côté de ces hôtels classés, dont le luxe principal est donc surtout d'être chers sans que, loin s'en faut, la prestation de services soit à la hauteur, « beaucoup de *pousadas* sont inorganisées ».

Selon les conclusions de l'institut PPT, « les ballades en *buggy* et les plages sont les attractions touristiques qui ont la meilleure évaluation ». Pourtant beaucoup de touristes estiment que « la promenade en *buggy* est très chère », et qu'il existe « une mafia des hôtels en combine avec les *bugreiros* »<sup>1</sup>. Pour combattre une telle organisation, trop bien faite cette fois, « les services des *bugreiros* devraient être centralisés et contrôlés ». Certains pensent même, et non sans raison, que pour la préservation de l'environnement « les *buggys* ne devraient pas circuler sur les plages ».

Quant aux pratiques plus culturelles du tourisme, « le *Zás-Trás* laisse à désirer » avec sa revue soi-disant folklorique qui n'a pas plus, en effet, de rapport avec la culture que le spectacle des Folies-Bergères. De leur côté « les musées sont fermés le dimanche », et il y manque « des historiens, racontant la véritable histoire ».

A la question ouverte sollicitant des suggestions pour améliorer le tourisme à Natal 15,3 % des touristes ne savent cependant pas quoi répondre à l'enquête PPT, alors que pour l'ensemble des visiteurs la proportion s'élève à 24,5%. Les touristes savent donc pourtant un peu mieux que les autres ce qu'ils souhaiteraient voir améliorer. Serait-ce dû à une expérience teintée d'amertume ? Il est d'abord suggéré, en premier lieu, « d'améliorer les prix », et ensuite de faire quelque chose également pour la propreté des plages, pour les informations aux touristes et pour la promotion publicitaire de Natal. Les deux enquêtes font ainsi largement état de plaintes sur les « prix trop élevés », notamment ceux des restaurants et de l'artisanat. Il devrait « exister en urgence un contrôle des prix ». Car y a « beaucoup d'exploitation du touriste », et « une délégation de défense du touriste devrait être créée ».

On voit donc que l'expérience vécue par les touristes est loin d'être idyllique et qu'elle ne correspond guère à l'image quelque peu flatteuse de la communication touristique du *Rio Grande do Norte*.

##### 5 - Espace du tourisme et territoire des autochtones

Le tourisme garde donc pour l'instant des aspects nettement consuméristes et prédateurs. Pour les touristes, le circuit habituel, en dehors du traditionnel circuit des plages en *buggy*, passe par une suite de lieux obligés, qui sont élevés au rang de "Points d'intérêts touristiques", comme le *Forte dos Reis Magos* (Fort des Rois Mages), le Centre artisanal et le *Centro do Turismo*, cette ancienne prison

<sup>1</sup> A la fois propriétaires, chauffeurs et loueurs artisanaux de *buggy*. La promenade habituelle coûte généralement 100 Reais = 100 \$ [ 500 Fr.].

transformée en lieu d'attraction. Selon un aménagement également effectué dans d'autres capitales nordestines comme Recife (Pernambuco) et Fortaleza (Ceará), les cellules sont devenues autant de boutiques de souvenirs et la cour centrale un lieu de spectacle et de danse. Pourtant, bien davantage qu'historico-culturel, le tourisme *norte-riograndense* reste surtout un tourisme balnéaire, alors que le tourisme écologique n'est, pour l'instant, qu'une vue de l'esprit.

Cependant la pratique du littoral par les touristes se distingue nettement de celle des *Natalenses* eux-mêmes. Il faut à ce sujet souligner une certaine différenciation socio-spatiales des plages de la frange côtière, notamment dans les limites de l'agglomération de Natal.

Les plages populaires urbaines de Natal (du nord au sud : *Praia do Forte*, *Praia do Meio*, *Praia dos Artistas*, *Praia de Areia Preta*, *Praia de Mãe Luíza*) sont protégées des grandes vagues du large par un cordon de récifs (*arecifes*) offrant ainsi des bassins d'eau tiède propices aux trempettes familiales. Mais on se baigne finalement peu : « la natation n'est pas un sport qui fait partie du répertoire populaire »<sup>1</sup>. Une pratique plus générale, *quasi* rituelle, est évidemment plutôt celle du football (*futebol*) en soirée ou le dimanche matin. Alors, toutes les plages urbaines se transforment en une multitude de terrains improvisés où se déroulent des compétitions acharnées.

Un peu plus au sud, Ponta Negra est davantage une plage des classes moyennes, protégée par une petite baie que domine la dune du *Morro do Careca* (La "Coline du Chauve"). En bord de plage, derrière les élégantes *jangadas* des pêcheurs, s'alignent une bonne cinquantaine de "barracas", sorte de bars-restaurants installés sur la plage même, très fréquentés et animés par les sons de musiques variées (*forró*, *carimbó*, *baião*, *samba-reggae*, *rock brega*, musique *caipira*, M.P.B.<sup>2</sup>, etc...) : mais il est vrai qu'ici « ce qui compte c'est le mélange, pas une musique spécifique »<sup>3</sup>. Ils se font ainsi davantage concurrence par le niveau des décibels que par celui de leur gastronomie. Celle-ci se réduit, en effet, aux poissons grillés ou panés, aux crabes ou aux crevettes (*camarões*) avec des frites et de la bière glacée. Aussi, lorsqu'on n'y est pas assis autour des tables basses des *barracas* à manger ou à boire de la bière fraîche ou un quelconque "refrigerante" - tout du moins pour ceux qui en ont les moyens financiers - on marche sans discontinuer d'un bout à l'autre de la plage, histoire de se montrer, seul ou en groupes, et on bavarde toujours beaucoup, le plus souvent pour plaisanter ou se moquer : c'est le "bate-papo" [la bavette]. Côté sport, on y pratique plus le *beach-volley* (sans les mains) que le football. Mais il s'agit plus alors d'un authentique spectacle sportif que d'une pratique généralisée. Ici, plus qu'ailleurs, on constate à quel point la plage brésilienne est un lieu de convivialité, volontiers trans-sociale, et aussi de "frime" physique et sportive, un peu comme à Copacabana (Rio) ou Bão Viagem (Recife), mais à une échelle évidemment bien plus modeste ici. Ainsi, à Ponta Negra, pour ceux qui la fréquentent, « la plage est une rupture de la routine, du quotidien urbain, de la vie répétitive de travail du lundi au samedi »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> P.LINHARES, 1992, *Cidade de Agua e Sal, por uma antropologia do Litoral Nordeste sem cana e sem açúcar*, p.260.

<sup>2</sup> M.P.B. = *Música Popular Brasileira*. Ex. : Elis Regina, Gilberto Gil, Maria Bethânia, Caetano Veloso, Gal Costa, etc. Dans les autres genres cités, écouter les groupes : Chiclete com Banana, Matruz com Leite, et Dominginhos.

<sup>4</sup> P.LINHARES, 1992, *Cidade de Agua e Sal...*, p.268.

Quant à lui, loin de cette effervescence, le complexe hôtelier de la Via Costeira destiné aux seuls touristes est installé sur un estran étroit, fortement battu par les vagues du grand large portées par les alizés, assez dangereux du fait des courants de dérive littorale (*Praia da Barreira d'Água*). Mais il est vrai que les touristes se satisfont ici le plus souvent des eaux nettement plus tranquilles des vastes piscines des hôtels de la *Via Costeira*.

A travers cet exemple des plages de Natal, on mesure à quel point le territoire des autochtones est donc bien différent de celui qui est "réservé" aux touristes. Les uns et les autres, sans s'ignorer complètement, vivent cependant bien dans deux mondes à part. Et ce n'est pas exactement entre-eux qu'il pourrait y avoir un éventuel conflit de territorialité.

Les problèmes se posent plutôt indirectement, du fait des conséquences sur la vie des autochtones des aménagements touristiques en cours ou prévus, en ce qu'ils risquent de mettre en cause la pratique locale habituelle des plages décrite à l'instant. On peut en prendre ainsi deux exemples. Le premier concerne les conséquences de la mise en place du complexe hôtelier de la *Via Costeira* dont le projet remonte à 1977-78. Cette route côtière, sorte de large remblai à mi-pente, sur 7 km de long à travers le Parc des Dunes, a été construite, nous l'avons vu, pour faciliter surtout l'installation d'un alignement de grands hôtels, ce qui a provoqué une appropriation privée ainsi qu'une clôture de la plupart des terrains situés à cet endroit, alors qu'ils étaient, au nord du moins, le passage habituel et libre des habitants du quartier populaire de Mãe Luiza pour rejoindre la plage. Ailleurs, plus au sud, le Parc des dunes était exclusivement affecté, comme champ de manoeuvre, aux nombreuses unités militaires stationnées, au-delà du cordon dunaire, dans cette partie de l'agglomération. Ce nouveau littoral, jusqu'alors plutôt négligé, a donc fait l'objet d'une découverte grâce au nouveau "désir de rivage"<sup>1</sup> provoqué par l'invention du grand tourisme.

Mais ce n'est pas tout, ni même l'essentiel. La mise en oeuvre de ces grandioses projets touristiques entraîne aussi brusquement une forte valorisation de terrains jusqu'alors considérés comme sans grand intérêt. L'espace du quartier de Mãe Luiza lui-même devient ainsi très attractif pour les spéculateurs immobiliers qui prennent en considération son site, sa proximité du centre ville et sa situation dans le prolongement sud du front de mer du quartier *Praia de Meio*, d'ores et déjà lui-même touché par une verticalisation immobilière avancée, un peu plus au nord. Dès lors, c'est la présence de la population modeste de ce quartier elle-même qui fait obstacle à ces projets, et qu'il faudrait donc, d'une manière ou d'une autre, évincer du lieu. Dans ce cas, la touristification provoque donc la remise en cause de la territorialisation des couches populaires modestes du quartier et dont on s'aperçoit tout à coup qu'elle vit dans une pauvreté qui serait tout à fait inacceptable. Mais cette population aux conditions de vie effectivement précaires mais pourtant fortement organisée en de multiples associations, conseils et communautés, n'est cependant guère décidée à se laisser ainsi déloger. Nous aurons l'occasion d'y revenir bientôt.

Un second exemple concerne Ponta Negra, à l'autre extrémité sud de la *Via Costeira*. Il s'agit là encore d'un projet "d'urbanisation" de l'espace immédiatement en retrait de la plage, sous le prétexte de mieux l'adapter à sa vocation touristique. L'idée initiale de ce projet, lancé en 1987, était d'adapter le lieu aux grands projets municipaux de touristification, en laissant le champ libre aux promoteurs immobiliers (avec une forte menace de verticalisation : *espigões* [tours]) et aux

<sup>1</sup> Cf. A. CORBIN, 1989, *Le territoire du vide, l'occident et le désir de rivage*, Champs, Flammarion.

grands commerces et restaurants (au détriment des *barracas* de la plage). Ce projet est immédiatement reçu comme mettant en cause l'identité spécifique du lieu, la plage très fréquentée et conviviale que nous venons d'évoquer. Mais, là aussi, le Conseil Communautaire du Quartier de Ponta Negra, animé cette-fois par les classes moyennes de l'endroit, s'est mobilisé pour contester le projet et s'y opposer par des réunions d'information et de débat, et même des pétitions et des manifestations sur la plage !... Ceci n'a cependant pas pu empêcher la mise en oeuvre partielle des aménagements prévus, sans que cela aille, à la date d'aujourd'hui, jusqu'au prolongement de la *Via Costeira*, ce qui mettrait plus irrémédiablement en cause l'identité du lieu.

### Conclusion

Ainsi, le problème du développement du tourisme dans le *Rio Grande do Norte*, à travers l'examen du discours de la touristification et l'analyse de l'identité des touristes et des principaux aspects de leur territorialité spécifique, montre bien les écarts et les tensions qui existent aujourd'hui entre : 1 - le discours de la touristification, présentée un peu trop complaisamment comme une alternative crédible et viable de développement; 2 - le conformisme spatial du modèle euphorique et artificiel de tourisme abondamment véhiculé par les brochures publicitaires, et : 3 - les pratiques territoriales effectives des touristes, qui se trouvent, à travers elles, confrontés sans beaucoup de ménagement à des réalités souvent fort différentes des promesses faites sur papier glacé.

Le boom touristique en cours agit donc d'abord sur l'image géographique identitaire du *Rio Grande do Norte*. Son potentiel est bien réel en la matière. Mais cette recherche d'image est sujette à des fluctuations qui ont conduit nettement d'abord à la promotion insidieuse d'un modèle clairement de type : "*Sea, Sand, Sun and Sex*". mais, à l'instar de la politique touristique brésilienne, et sous le prétexte de lutte contre le tourisme sexuel, cette image s'est ensuite brutalement réorientée vers un modèle nettement plus historico-culturel. La "promotion" touristique officielle reste cependant toujours très euphorisante, en s'appuyant sur une vision à la fois hédoniste et consumériste du tourisme, beaucoup plus en accord avec les comportements des classes privilégiées brésiennes qu'avec les attentes du marché mondial en la matière. Elle s'avère ainsi davantage porteuse de pratiques ostentatoires et fortement machinisées du tourisme (les envahissants *buggys*, avant, sans aucun doute, le *jet-sky* et le parachute ascensionnel) que du respect de l'identité, de volonté d'authenticité et de souci de l'environnement. Plus qu'un secteur pionnier, il se révèle donc surtout prédateur. Aussi, au-delà des problèmes d'accessibilité aérienne internationale et d'étroitesse du marché fédéral, le tourisme du *Rio Grande do Norte* risque-t-il fort de souffrir de ses propres excès, en n'offrant pas, pour l'instant, une qualité et une diversité de services qui soit véritablement en accord avec les prix généralement pratiqués. C'est un travers qui peut même peser rapidement sur son avenir. Des réorientations semblent donc indispensables, sans nécessairement aller jusqu'à l'alternative complète en faveur d'un "écoto-tourisme", lui-même assez peu crédible.

Le tourisme n'est donc sans doute pas, pour le *Rio Grande do Norte*, et contrairement à ce que beaucoup pensent, une "voie royale" pour un développement nécessairement moins a-territorial que celui du pétrole. Cela dit, il pourrait, lui aussi, tourner facilement à l'enclave. Bien que son avenir ne soit guère assuré, la rapidité et la



concentration spatiale de son développement ne sont cependant pas sans avoir, d'ores et déjà, provoqué de lourdes conséquences territoriales. Ponctuellement, l'espace du tourisme est envahissant et, directement ou par ses effets induits, il provoque de réels conflits d'espace, comme le montrent, en particulier, les exemples de la Via Costeira, de Mãe Luiza et de Ponta Negra. Il est donc générateur d'interrogations qui trouvent, au côté de bien d'autres problèmes, leur prolongement dans les actions des Mouvements Socio-Urbains de Natal.

## Conclusion de la troisième partie

L'analyse contemporaine des facteurs et des formes de l'organisation et du fonctionnement du territoire du *Rio Grande do Norte* nous conduit donc à distinguer, pour conclure, trois grandes phases dans la construction des types historiques successifs de territorialités.

### 1 - D'abord celle d'un lent recul de la territorialité de type socio-économique au sein de la fazenda traditionnelle (jusqu'en 1950)

Ce cadre type de la territorialité et du pouvoir est donc resté dominant au moins jusqu'au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle. À une époque où la population était encore en grande majorité rurale, « la marque de la domination traditionnelle, comme l'indique César Barreira, était la soumission »<sup>1</sup>, et ainsi, souligne-t-il, « l'identité du paysan du sertão fut construite en référence à des valeurs morales : honnêteté, loyauté, gratitude et respect à l'égard de la propriété de l'autre ». Ce qui faisait la grande force de cette organisation, c'est que pour les paysans intégrés dans un tel cadre, « entre la roça et le vaste monde, il y a le mystère, l'inconnu, la main implacable des événements », et qu'ainsi « un aspect important de la médiation excluante qu'exerçait le coronel était la préservation de la méconnaissance de cet autre monde du mystère ». Cet espace extérieur « du mystère et de l'inconnu où se reproduit le pouvoir médiateur du propriétaire découle de l'absence de l'Etat et de la dépendance des paysans du sertão par rapport aux propriétaires »... Alors, « les protégeant de l'anxiété, dans un mécanisme qui approchait et domestiquait les forces étrangères insondables, surgissent [avec les coronels], des hommes qui comprennent, retardent et simplifient les institutions et leurs règles »<sup>2</sup>. D'où « la construction d'une identité du paysan du sertão, érigé et référencée par un autre, le "dono da terra" [Maître de la terre]. C'est une identité de "morador de favor", loyal, fidèle et reconnaissant »<sup>3</sup>. À ce type traditionnel de territorialité s'inscrivant dans le cadre de la grande propriété, maille socio-économique de base de la richesse et de l'autorité, correspondait donc ainsi fortement une identité paysanne faite essentiellement de dépendance et de soumission.

### 2 - Celle, ensuite, de l'avortement et du gel de la territorialité politico-administrative municipale localisée (1950-85)

Dans les années cinquante et les premières années soixante le pouvoir fédéral reste toujours fortement centralisé, et les efforts de décentralisation et de planification régionale ne sont pas accompagnés de tentatives aussi soutenues pour démanteler le pouvoir oligarchique à l'échelle des Etats fédérés et même des municipes. Pourtant le jeu des grands partis nationaux représentant les intérêts dominants se heurte à l'aspiration à la citoyenneté de groupes sociaux plus larges. Alors, « sur la scène politique nationale commence un combat qui oppose d'un côté les secteurs émergents des grands centres urbains et industriels et de l'autre les groupes dirigeants des grands Etats, conservateurs. A partir de 1945 le politicien, pour se faire élire, doit prendre en compte aussi les revendications des classes populaires »<sup>4</sup>. On sait que la nouvelle constitution de 1946 a instauré durablement une sur-

<sup>1</sup> C.BARRERA, 1992, *Trilhas e atalhos do poder : conflitos sociais no sertão*, p12. Il s'exprime ainsi à propos des paysans de l'intérieur du Ceará, mais ces indications et ses conclusions ont cependant une valeur tout à fait générale.

<sup>2</sup> Idem, p.19

<sup>3</sup> Idem, p.187.

<sup>4</sup> II THERY, 1995, *Pouvoir et territoire au Brésil*, ouv. cité, p. 27-28.

représentation parlementaire artificielle en faveur des Etats du Nordeste, ce qui a eu aussi pour effet de rendre impossible, et pour longtemps, l'adoption de tout projet de Réforme agraire<sup>1</sup>. L'oligarchie régionale n'a donc certes pas désarmé pour protéger la base même de son pouvoir et de sa richesse, la grande propriété, malgré les premiers efforts fédéraux de démocratisation et de décentralisation. Le cadre municipal, même ainsi démultiplié, n'a donc pas pu être le lieu d'une démocratisation réelle à la base. Au contraire, on peut même penser que le *município* a surtout constitué, pour les élites locales, un substitut commode au pouvoir territorial des latifundiaires quelque peu atteint malgré tout par l'effacement relatif de la maille de pouvoir local qu'avait représenté jusqu'alors la propriété même du *latifundio*.

Dans les années 50 et 60, la revendication paysanne a pris, on le sait, surtout la forme des Ligues paysannes, qui adoptent alors une stratégie de pression politique au sommet pour obtenir une redistribution des terres par la voie parlementaire à travers l'adoption d'une Loi de réforme agraire. En 1964, l'un des principaux objectifs du Coup d'Etat militaire fut précisément l'extirpation du mouvement des Ligues Paysannes et la liquidation du processus de réforme agraire qui avait été finalement lancé au début de l'année en question par le Président João Goulart. Le pouvoir militaire organisa aussitôt une véritable chasse aux dirigeants des Ligues Paysannes. Les statistiques ne purent qu'enregistrer les morts ou les "disparitions". Cependant, « ceux qui pensaient ainsi en finir avec l'injustice de la distribution de la terre dans le pays par la répression se sont trompés »<sup>2</sup>, puisque cette dernière n'a pu, en fait, que repousser un peu plus longtemps seulement les échéances.

La période de la dictature militaire (1964-85) fut donc, tout à la fois, une époque de blocage de l'idée même de réforme agraire, de maintien de la toute puissance de l'hégémonie (sociale, politique, idéologique) de la classe *latifundiaria* dominante, ainsi que celle de la prorogation de l'identité paysanne traditionnellement imposée et faite de soumission et de résignation. L'identité du paysan nordestin, considéré individuellement et certainement pas collectivement (ni Ligues, ni syndicats paysans !...) restera donc ainsi plus que jamais marquée par les stigmates conjoints de la pauvreté (la faim), de l'ignorance (l'analphabétisme) et des fléaux naturels (la seca). De plus, cette période est également celle du gel de la création territoriale municipale, comme nous avons pu le mettre en évidence dans le cas du *Rio Grande do Norte*.

### 3 - Celle, enfin, des déterritorialités contemporaines de la Modernité et des retards de la réaction populaire (1985-1995)

Ce n'est donc qu'avec l'ouverture de la période dite de Démocratisation que les choses ont commencé à vraiment bouger en matière de territorialités et d'identités. Mais c'est surtout dans le sens de la multiplication des causes de déterritorialisation.

Parmi celles-ci il faut d'abord citer la déruralisation poussée et l'urbanisation concomitante, au point que la population urbaine, au sens de l'IBGE, est désormais presque partout majoritaire. Elles s'accompagnent de la montée des classes moyennes urbaines liées aux services. Pour autant, le maintien des disparités sociales a conservé au Brésil, bien que devenu la 8ème puissance économique, un triste record mondial en matière d'inégalités, qui sont plus particulièrement marquées

<sup>1</sup> Hervé THERY souligne que jusqu'en 1962, plus de 200 projets en ce sens ont été bloqués par la Chambre fédérale, avant d'arriver à la promulgation présidentielle.

<sup>2</sup> A.U.de OLIVEIRA, 1991, *A geografia das lutas no campo* [Géographie des luttes à la campagne], p.31.

dans le Nordeste. Ce que le Brésil a ainsi surtout vécu et connu c'est un certain "type de modernité"<sup>1</sup> qui est celui d'une "modernité archaïque"<sup>2</sup>. A partir des années 30, la «modernisation perverse et excluante du Brésil fut réalisée par l'élite, souvent avec l'acceptation et l'appui des masses, manipulées et abusées»<sup>3</sup>. A partir de 1964, « sous une dictature brutale, une accélération du processus et une avancée de l'urbanisation du pays furent atteintes, se maintenant dans les voies des décennies antérieures, sous la même définition de la modernité »<sup>4</sup>. La "décennie perdue" ("década perdida" 1985-1995) a été elle-même lourde de désillusions en ce qui concerne les espoirs de croissance et de développement. Malgré les déclarations toujours très lénifiantes des maîtres successifs du pouvoir, il y a eu surtout aggravation de la crise économique et sociale et elle a finalement abouti à ce qu'on peut donc appeler, sans aucun excès, l'"échec de la Modernité Brésilienne"<sup>5</sup>.

Dans le Rio Grande do Norte, les diverses "modernisations" qui ont marqué cette époque n'ont même fait qu'aggraver la pauvreté et les exclusions de masse. Dans les campagnes, la relance de la culture de la canne à sucre et le développement de l'élevage extensif dans les latifúndios sans cesse plus étendus et débarrassés de la main d'œuvre d'appoint des petits paysans, rejettent ainsi ailleurs, dans les angles-morts et sur les marges, des phénomènes de pauvreté qui restent toujours aussi criants. Certaines autres activités régionalisées jouent dans le même sens. L'hyper-concentration capitaliste de la production du sel marin conduit 90% des salariés au chômage et transforme ainsi Macau, le centre historique de sa production, en un véritable "agglomérat d'exclusion". L'exploitation du pétrole potiguar par la Petrobrás s'effectue dans des enclaves complètement a-territorialisées et ne modifie en rien le fort niveau de pauvreté environnant. Le boom touristique ne concerne qu'une mince frange littorale, ne crée guère d'emplois, et génère par contre des conflits socio-territoriaux nouveaux.

Le déploiement d'une telle modernité archaïsante et ségrégative a donc surtout pour résultat de multiplier les facteurs de déterritorialisation et la mise en cause des identités socio-spatiales héritées. Alors que la dictature avait permis de mettre un frein d'abord efficace aux réactions populaires en réplique aux premiers effets socialement négatifs de la modernisation, l'ouverture démocratique d'après 1985 a, quant à elle, peu à peu débridé et restauré des capacités nouvelles de réaction populaire. Mais les illusions de la croissance d'une part, et un certain discours de la Modernité d'autre part, ne leur ont toutefois pas donné immédiatement toute l'ampleur qu'elles auraient sans doute pu avoir. C'est seulement dans les années 90 que de nouveaux signes d'un réveil populaire plus vigoureux apparaissent donc.

C'est ce que nous allons étudier maintenant à travers le développement des **Mouvements Sociaux Urbains (MSU)** à Natal depuis les années 80 et l'activité nouvelle du **Mouvement des Sans-Terre (MST)** depuis les années 90, dans le Rio Grande do Norte.

<sup>1</sup> C.BUARQUE, 1991, *O colapso da Modernidade Brasileira*, Paz e Terra, p.14.

<sup>2</sup> Idem, p.19.

<sup>3</sup> Ibidem, p.48.

<sup>4</sup> Ibidem, p.31

<sup>5</sup> Cf le titre lui-même : « *O colapso da Modernidade Brasileira* », l'échec de la Modernité Brésilienne, C.BUARQUE, 1991, ouv. cité.



## Troisième Partie

## MOVIMENTO CONTRA A CONSTRUÇÃO DA VIA COSTEIRA

1977 - A ADMINISTRAÇÃO ESTADUAL E A MUNICIPAL FORMAM UM GRUPO DE ESTUDO PARA ANALISAR OS PROBLEMAS QUE VINHAM ACONTECENDO NAS ÁREAS DE DUNAS NA FAIXA LITORÂNEA DA CIDADE: RETIRADA DE AREIA E OCUPAÇÃO DESORDENADA.



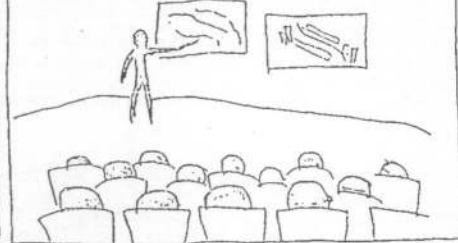
ENQUANTO ISSO NAS DUNAS...



O GOVERNO DO ESTADO, NA GESTÃO DE TARCÍSIO MAIA CONTRATA A EQUIPE DE LUIZ FORTE NETO - COM O OBJETIVO DE ESTUDAR A VIABILIDADE ECONÔMICA E PREPARAR O ANTE-PROJETO - COM O APOIO FINANCEIRO DA COMISSÃO NACIONAL DE POLÍTICA URBANA.



O ANTE-PROJETO É APRESENTADO E OS ARQUITETOS LOCAIS SENTEM-SE DESPRESTIGIADOS, DEVIDO A CONTRATAÇÃO DE UMA EQUIPE DE OUTRO ESTADO PARA A ELABORAÇÃO DO PROJETO. A PARTIR DAÍ ELES PASSAM A DENUNCIAR OS PROBLEMAS QUE PODERIAM SURTIR COM A CONSTRUÇÃO DA VIA.



TEM INÍCIO O MOVIMENTO CONTRA A CONSTRUÇÃO DA VIA COSTEIRA...



O PROJETO INICIAL PREVIA A CONSTRUÇÃO DE UMA ESTRADA DE 11 Km DE EXTENSÃO, ALÉM DE 16 HOTÉIS E 20 EDIFÍCIOS RESIDENCIAIS COM ATÉ 48 m DE ALTURA.

## MOUVEMENT CONTRE LA CONSTRUCTION DE LA VIA COSTEIRA

1977 - Les administrations *estaduale* et municipale forment un groupe d'étude pour analyser les problèmes qui se posent dans les zones de dunes de la façade littorale de la ville : enlèvement de sable et occupation désordonnée.

Le gouvernement de l'État, sous la gestion de Tarcísio Mia, engage par contrat l'équipe de Luiz Forte Neto - dans le but d'étudier la viabilité économique et de préparer un avant-projet - avec l'appui financier de la commission nationale de politique urbaine.

- Je veux un grand ouvrage pour achever mon gouvernement

Pendant ce temps, dans les dunes :

- j'ai déjà clôturé 3 parcelles
- j'ai clôturé une dune entière

Il y a une course pour garantir la propriété des terres, dans une zone prête à être valorisée.

L'avant-projet est présenté et les architectes locaux se sentent dévalorisés par l'engagement d'une équipe d'un autre État pour l'élaboration du projet. A partir de là ils en viennent à dénoncer les problèmes qui pourraient surgir avec la construction de la Voie.

Commence alors le Mouvement contre la construction de la Via Costeira  
Sur le mur : NON A LA VIA COSTEIRA

Le projet initial prévoit la construction d'une route de 11 km de long, en plus de 16 hôtels et de 20 édifices résidentiels jusqu'à 48 m. de haut.

AINDA EM 1977 E DURANTE O ANO DE 1978, A CIDADE SEDIA VÁRIOS ENCONTROS - ONDE SÃO DISCUTIDOS TEMAS COMO: PLANEJAMENTO URBANO E ECOLOGIA - INCLUSIVE O COSU DO INSTITUTO DE ARQUITETOS DO BRASIL. SÃO TAMBÉM FUNDADAS ENTIDADES DE PROTEÇÃO AO MEIO AMBIENTE.



SÉRGIO DIEB, ESTUDANTE DO CURSO DE ARQUITETURA DA UFPA E CANDIDATO A VEREADOR (PMDB), ALERTA PARA A EXPULSÃO DOS MORADORES DE MÃE LUÍZA QUE NÃO POSSUEM TÍTULOS DE PROPRIEDADE DA TERRA



O JORNAL "DIÁRIO DE NATAL" PUBLICA VÁRIAS OPINIÕES A RESPEITO DA CONSTRUÇÃO DA VIA COSTEIRA



SÃO REALIZADOS ATOS PÚBLICOS, AGORA COM A PARTICIPAÇÃO DOS MORADORES DE MÃE LUÍZA.



Toujours en 1977 et durant l'année 1978 la ville accueille diverses rencontres - où sont discutés des thèmes comme : le *planejamento urbano* et l'écologie - y compris le COSU de l'Institut des architectes du Brésil. Sont également fondées des entités de protection de l'environnement.

Sergio Dieb, étudiant du cours d'architecture de l'UFPA et candidat (PMDB) aux élections municipales, alerte sur l'expulsion des habitants de Mãe Luíza qui ne possèdent pas des titres de propriété de la terre.

- Et les habitants de Mãe Luíza ? Ils pourraient être expulsés !

Le Journal "Diário de Natal" publie diverses opinions au sujet de la construction de la Voie Côtière.

**Diário de Natal** - Des géologues déconseillent la construction de la Voie Côtière.

Des actes publics sont réalisés, désormais avec la participation des habitants de Mãe Luíza.

- Préservez l'écoulement des eaux - Non à la Voie Côtière - Mãe Luíza à ses habitants.

SÃO FEITAS ALTERAÇÕES NO PROJETO: DIMINUIÇÃO DO GABARITO E DO NÚMERO DE HOTÉIS E CRIAÇÃO DE ÁREAS DE PRESERVAÇÃO AMBIENTAL.



NA PERSPECTIVA DE HAVER ELEIÇÕES DIRETAS PAPA GOVERNADOR, O ENTÃO PREFEITO JOSÉ AGRIPINO, DISTRIBUI TÍTULOS DE PROPRIEDADE, QUE GARANTEM A POSSE DA TERRA AOS MORADORES DE MÃE LUÍZA.



1979 - A IGREJA, ATRAVÉS DA CAMPANHA DA FRATERNIDADE, SE ENGAJA AO MOVIMENTO



NO GOVERNO DE LAVOISIER, MAIA TEM INÍCIO A CONSTRUÇÃO DA VIA COM ALTERAÇÕES SENDO FEITAS NA PRÓPRIA OBRA



Des modifications sont faites dans le projet : diminution du gabarit et du nombre des hôtels et créations de zones de préservation de l'environnement. Zone de construction / Zones de préservation / Maison de spectacles / Zones de construction.

Dans la perspective qu'il y ait des élections directes du Gouverneur, le Maire en exercice, José Agripino, distribue des titres de propriété, qui garantissent la propriété des terres aux habitants de Mãe Luíza.

- Peuple de Mãe Luíza, voici le titre de propriété. Votez pour moi.

1979 - L'Eglise, à travers la Campagne de la Fraternité, s'engage dans le mouvement.

- ... il est nécessaire de travailler au bien-être de notre peuple...

Sous le gouvernement de Lavoisier Maia, il y a le commencement de la construction de la voie, avec des modifications faites en cours de chantier même :

- Comme ça, ça ne va pas, il y a une dune juste devant !  
- Mais il n'y a pas cette dune dans le projet.

- ?





# QUATRIÈME PARTIE :

## LA RADICALITÉ NOUVELLE

### DES MOUVEMENTS SOCIO-SPATIAUX

### DANS LE RIO GRANDE DO NORTE

<b>QUATRIÈME PARTIE : LA RADICALITÉ NOUVELLE DES MOUVEMENTS SOCIO-SPATIAUX DANS LE RIO GRANDE DO NORTE.....</b>	<b>329</b>
INTRODUCTION .....	331
CHAPITRE 1 : L'ACTUALITE DES MOUVEMENTS SOCIO-SPATIAUX(MSS) .....	333
A - LES MSS, EMERGENCE OU ECHEC ? .....	334
B - MSS POPULAIRES ET "MICROPHYSIQUE DU POUVOIR" .....	337
C - L'IDENTITE DES MSS POPULAIRES .....	340
CONCLUSION .....	345
CHAPITRE 2 : ORIGINES ET CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS SOCIAUX URBAINS A NATAL .....	347
A - LES CINQ ETAPES DE LA PRODUCTION DE L'ESPACE URBAIN A NATAL .....	347
B - GEOGRAPHIE DES FAVELAS ET DES ZONES PAUVRES .....	361
C - DYNAMIQUES TERRITORIALES ET LOGIQUES IDENTITAIRES DES MOUVEMENTS SOCIAUX URBAINS .....	374
CONCLUSION .....	395
CHAPITRE 3 - LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE : NOUVELLES PRATIQUES TERRITORIALES ET MUTATION IDENTITAIRE PAYSANNE (1990-1996) .....	397
INTRODUCTION : LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE (MST) AU BRESIL .....	397
A - LES PRATIQUES SPATIALISEES DU MST-RN .....	404
B - SPATIALISATION ET TERRITORIALISATION DES ASSENTAMENTOS DE REFORME AGRAIRE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE .....	430
C - L'ACTION TERRITORIALISEE DU MST-RN ET LA MUTATION DE L'IDENTITE PAYSANNE .....	455



## Introduction

Il s'agit de se livrer, dans cette quatrième et dernière partie, à une approche "socio-prospective" des questions d'identités et de territorialités dans le Rio Grande do Norte. S'exprimant ainsi il n'est cependant pas question de faire de quelconques prévisions. Partant du constat, tel qu'il a été établi dans la partie précédente, des évolutions en cours dans la production actuelle de l'espace *estadual*, il s'agit plutôt d'examiner de manière critique comment, avec quelles difficultés et sous quelles formes d'organisation et d'actions, les classes socio-spatiales, plus particulièrement populaires, parviennent ou non à faire de cet espace produit un territoire véritablement approprié ? Compte tenu des exclusions, des ségrégations et des fragmentations d'ores et déjà soulignées, la tâche semble considérable. Même si tout à chacun a son propre espace vécu et pratiqué, il est évident qu'une telle appropriation sociale ne peut être principalement envisagée que de manière collective. Notre hypothèse de travail repose sur l'idée que la recherche de l'appropriation sociale de l'espace en un territoire passe par l'action des mouvements sociaux qui en font, d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins de détermination et de réussite, un objectif. Nous les appelons donc Mouvements Socio-Spatiaux (MSS). Depuis plusieurs décennies, ce type de mouvements connaît un fort développement au Brésil, qui ne se dément pas dans les années 90.

Nous commencerons donc par une présentation générale et une problématisation d'ensemble des Mouvements Socio-Spatiaux (MSS), avec la préoccupation d'une évaluation de ce qui peut constituer leur actualité en cette fin de siècle. S'agissant d'un sujet sensible et, disons-le, plutôt polémique, nous chercherons surtout ici à établir dans quelle mesure et selon quelles orientations ils devraient aujourd'hui, selon nous, faire l'objet d'un intérêt géographique plus évident. En un mot : quel peut être leur degré de "géographicités"<sup>1</sup> ? Or, s'il faut rappeler que, pendant toute une époque, ils ont pu alimenter une approche "radicale", la fin des Blocs, la "modernité" individualiste et la globalisation planétaire servent aujourd'hui tour à tour d'arguments pour suggérer qu'on devrait lui substituer désormais une lecture qui soit plutôt écolo-environnementaliste. Nous prendrons tout particulièrement la mesure de cette mutation de paradigme à travers l'évolution des réflexions et du contenu des travaux de la géographe brésilienne Bertha Becker qui a régulièrement traité du sujet.

Ensuite, nous analyserons les origines et les caractéristiques de ces "MSS" qui, dans le Rio Grande do Norte, prennent d'abord la forme de Mouvements Sociaux Urbains (MSU) à Natal, la capitale *estaduale*. L'étude des MSU a fait l'objet, au

<sup>1</sup> Ce mot a le simple sens ici de : caractère de ce qui est géographique.

Brésil, au cours des années 80, d'un engouement - plus cependant de la part des sociologues et des urbanistes que des géographes - qui semble être un peu retombé aujourd'hui, peut-être à cause du changement d'échelle des problèmes urbains dans les plus grandes métropoles. Ils finissent apparemment par planer un doute sur la capacité des MSU à contribuer à y faire face. Pour autant, en ce qui concerne ceux de Natal, métropole "moyenne" du Nordeste, ils ne semblent avoir perdu, dans les années 90, ni de leur actualité, ni de leur dynamisme. Les questions qui se posent à leur sujet sont ainsi les suivantes : comment, compte tenu des étapes de la production de l'espace urbain *natalense* depuis 1945, de la fragmentation de cet espace incluant de nombreuses zones de pauvreté (quartiers et *favelas*), les Mouvements Sociaux Urbains prennent-ils véritablement en main les intérêts et les revendications de couches populaires et/ou des classes moyennes ? Dans quelle mesure parviennent-ils, de cette manière, à impulser des dynamiques identitaires et des logiques territoriales nouvelles capables de s'opposer efficacement aux ségrégations et disparités socio-spatiales dominantes ? Comment s'inscrivent-ils dans les subdivisions et partitions officielles de l'espace urbain, celle du Plan Directeur d'urbanisme et du *Planejamento municipal* ? Sont-ils capables, enfin, d'être les instruments d'une (re)territorialisation de leurs acteurs ?

Dans les campagnes, enfin, les années 90 sont aussi marquées par le développement des actions du nouveau Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-terre (MST). Ses initiatives souvent radicales (occupations de grandes *fazendas* et des locaux officiels, *acampamentos*) et la spatialisation de ses diverses manifestations - sorte "d'habits neufs" des conflits ruraux comparés aux formes revendicatives plus traditionnelles des syndicats ruraux - remettent efficacement à l'ordre du jour le problème des inégalités foncières (*latifúndios/minifúndios*). Elles reposent avec force, et à la société toute entière, la question toujours pendante de la réforme agraire et des mesures à travers lesquelles elle est censée s'appliquer officiellement (*assentamentos*). Les questions géographiques ainsi posées par cette deuxième forme de MSS dans le *Rio Grande do Norte* sont donc les suivantes : quelles sont les origines de cette radicalité paysanne nouvelle ? Comment le MST-RN spatialise-t-il exactement ses actions, et territorialise-t-il ses luttes ? Quels sont les enjeux et les débats autour de la réforme agraire et dans quelle mesure le déploiement de l'action plus radicale du MST a changé la donne *estaduale* à cet égard ? Quelle appréciation est-il possible de porter, au-delà des polémiques très vives sur le sujet, concernant l'état réel des lieux dans les *assentamentos* de réforme agraire ? Finalement, en quoi ces premières actions radicales du MST-RN ont-elles socialement modifié la perception et la réalité de l'identité paysanne elle-même dans le *Rio Grande do Norte* ?

## Chapitre 1 : L'actualité des Mouvements Socio-Spatiaux (MSS)

A notre époque où le processus de mondialisation s'intensifie il y a cependant développement des mouvements sociaux localisés, notamment au Brésil. Il nous semble que c'est une tâche prioritaire pour les géographes que de chercher à comprendre et à expliquer cet évident paradoxe. Or, à l'inverse des autres chercheurs sociaux (philosophes, sociologues, économistes, anthropologues et beaucoup d'autres...) force est de constater que les géographes ne se sont guère préoccupés de l'étude des mouvements sociaux. Même quand ces mouvements ont une nette dimension spatiale, ils sont rarement considérés d'un point de vue authentiquement géographique.

Dans ce chapitre nous traiterons de ces mouvements socio-spatiaux (MSS)<sup>1</sup>. Nous appelons ainsi "MSS", tous les mouvements sociaux qui font, d'une manière ou d'une autre, de l'espace un enjeu. Nous considérons ainsi que l'objet de la géographie n'est pas l'espace abstrait, désincarné et chosifié, et ne peut pas non plus être seulement les formes, parfois géométriques, de son organisation, comme c'est trop le cas avec les chorèmes de Roger Brunet<sup>2</sup>. Selon nous, cet objet de la géographie est le territoire, c'est-à-dire l'appropriation sociale multidimensionnelle de l'espace. Dans le cas de ces mouvements, c'est aussi à travers les conflits menés qu'une telle appropriation intervient, en rupture avec l'ordre spatial et le consensus territorial en vigueur.

Nous conduirons nos réflexions à ce sujet en trois étapes. En premier lieu nous procéderons à un examen de l'évolution de l'approche des mouvements sociaux localisés au Brésil, au cours de la dernière décennie, en considérant plus spécialement l'évolution des analyses du professeur Bertha Becker, géographe brésilienne. Nous montrerons que cette évolution suit une trajectoire qui conduit d'une problématique assez "radicale", celle d'une résistance des mouvements sociaux localisés à la "modernisation conservatrice" à travers l'émergence de nouvelles territorialités, à une problématique plus "environnementaliste", celle des "ex-mouvements" transformés en "Projets de développement soutenable".

Au delà de la dichotomie campagne-ville nous tenterons, quant à nous, une évaluation du sens géographique de ce développement actuel des MSS. Autant que dans leur degré de radicalité, il semble bien que ce soit surtout dans leur capacité, comme l'a montré B.Fernandes<sup>3</sup> à propos du cas du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-terre, à "spatialiser et à territorialiser leurs luttes", que réside la clé de leur succès et, par conséquent, de leur avenir. Ainsi sera-t-il bien question, au sujet de l'action ces mouvements sociaux, de la réaffirmation de cette dimension si évidente, qui a été pourtant oubliée, et bien souvent par les géographes eux-mêmes : leur dimension spatiale.

<sup>1</sup> Cf. J-Y MARTIN, 1997, *A geograficidade dos MSE* [ La géoprocité des MSS ], *Caderno Prudentino de Geografia*, n°19/20, p.26-41.

<sup>2</sup> Voir une critique virulente dans : « *Les géographes, la science et l'illusion* », *Hérodote*, n°79, 1er trimestre 1995.

<sup>3</sup> B.FERNANDES, 1994, « *Espacialização e Territorialização da Luta pela Terra: a formação do MST - Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra no Estado de São Paulo* », Avril 1994, Dissertação de Mestrado, Depto de Geografia da FFLCH-USP, Universidade de São-Paulo. et, 1992, « *O Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra e a territorialização da luta pela terra no Brasil* », *Revista de Geografia Teórica*, n°43-44, p.634-39.

## A - Les MSS, émergence ou échec ?

Dans les années 80 la problématique dominante au Brésil, au sujet des mouvements socio-spatiaux, fut celle d'une certaine radicalité, en partie d'inspiration marxiste. Aujourd'hui, il semble bien qu'une thématique nouvelle marquée d'écologisme est en train de se substituer, en partie au moins, à la première. Cette problématisation virerait-elle ainsi "du rouge au vert" ? Une telle évolution est, par exemple, observable dans les inflexions du contenu des travaux et publications de Bertha Becker.

### 1 - Question territoriale et résistance sociale

A la fin des années 80, B.Becker cherche à trouver les origines des mouvements sociaux dans la mobilité forcée de la main-d'œuvre. A la campagne et à la ville, les revendications des conflits socio-territoriaux deviennent, selon elle, des questions stratégiques : « à la base des mouvements sociaux est la mobilité intense de la force de travail ». Une telle mobilité signifierait la dissolution de toute territorialité. A la campagne, « l'expropriation génère un conflit à cause de la perte du territoire et se manifeste dans la lutte pour l'accès à la terre » ; à la ville, « le conflit se réfère à la nécessité de créer un territoire, en se manifestant dans les revendications pour l'accès au travail et au logement <sup>1</sup> ».

Mais la question dépasse la seule recherche du lieu et du travail, pour atteindre en fait toutes les dimensions de "l'espace vécu" : « la large reconversion de l'espace et les mouvements revendicateurs de l'espace, pour l'usage de l'espace, deviennent un phénomène mondial ; ils ne se réduisent pas aux revendications pour le travail, mais aussi pour l'espace entier, pour la vie quotidienne ». C'est dans un tel contexte que « la question territoriale commence à se poser pour chacun et pour tous : collectivités, villages, régions, nations <sup>2</sup> ».

Les mouvements localisés interviennent aussi dans la détermination des identités territoriales, ainsi que dans le processus de transformation sociale à toutes les échelles : « la multiplication des mouvements de protestations localisés et revendiquant des contre-espaces met en évidence le côté pratique du processus de production de l'espace ». Avec ce développement des MSS « les événements d'échelle locale, les conflits du quotidien, ont la capacité d'influer sur l'ordre institué aux autres échelles : celui de la région et de l'espace social global ». Déjà, dans ces premiers MSS, des « segments sociaux non-hégémoniques » [ entendons populaires ] peuvent aller jusqu'à « atteindre un niveau qui active la résistance collective, influençant la définition de l'identité régionale et l'orientation du processus de transformation sociale <sup>3</sup> ».

### 2 - "Modernisation conservatrice" et émergence de nouvelles territorialités

Au tournant des années 90, Bertha Becker prend alors en compte les effets de ce qu'elle appelle la "modernisation conservatrice", qui

<sup>1</sup> B. BECKER, 1988, *A geografia e o resgate da geopolítica*, Revista Brasileira de Geografia, IBGE, Rio de Janeiro, N° especial, 50, t. 2, 1988, p. 120

<sup>2</sup> B. BECKER, 1988, art. cité, p. 107.

<sup>3</sup> B. BECKER, 1990, *Fragmentação do espaço e formação de regiões na Amazônia- um poder territorial ?* Revista Brasileira de Geografia, IBGE, Rio de Janeiro, 52 (4) p. 118 et 126

provoque selon elle, dans une nouvelle phase de la crise, la fragmentation de l'espace à toutes les échelles, entraînant l'émergence de nouveaux conflits sociaux localisés, au sein de ce qu'elle qualifie de véritable guerre civile : « la modernisation conservatrice crée un espace techniquement homogénéisé - facilitant l'interaction des lieux et des temps - mais aussi un espace fragmenté parce que l'appropriation du territoire et l'allocation des ressources sont fortement sélectives, d'où il résulte des conflits qui se constituent en embryons de nouvelles territorialités <sup>1</sup> ». La crise se manifeste à différentes échelles, notamment « au niveau local pour le droit au lieu <sup>2</sup> ». C'est ainsi que « les lieux et les positions sont l'objet d'une véritable guerre civile : la centralisation excessive du pouvoir gouvernemental, combiné à l'ample extension de ses opérations, coupe les liens de communication avec l'espace vécu, fragmentant sa maille programmée. L'Etat est incapable de contrôler la résistance de la population exclue et de répondre aux demandes localisée, qui éclosent en un front de conflits s'exprimant en des mouvements sociaux localisés <sup>3</sup> ».

Ainsi, la « recherche d'un lieu » ou la « conquête du lieu » sont envisagées comme étant à l'origine de la création de « nouvelles territorialités », et la « guerre civile » pour les lieux de travail et d'habitation devient même une guerre de position, au sein de la maille programmée par l'Etat autoritaire et centralisateur.

### 3 - Modernisation conservatrice et nouvelle dimension écologique

Mais, au cours des premières années 90, traitant à nouveau de la dite "modernisation conservatrice", B.BECKER ne parle plus alors seulement de l'émergence de nouvelles territorialités, mais désormais des effets écologiques d'une telle modernisation. « La modernisation conservatrice, dans laquelle l'Etat négocie avec les groupes dominants l'appui à son projet de modernisation de « haut en bas » en échange du maintien de leurs privilèges pour ces groupes, se traduit dans une politique territoriale qui est la marque spécifique de la formation sociale brésilienne <sup>4</sup> ». Le "déracinement social" et la "volatilisation des lieux" sont présentés comme des mesures implicites du projet géopolitique du pouvoir militaire, qui confère à la question sociale une nette dimension écologique et réciproquement. Du conflit entre la maille programmée et l'espace vécu, n'émergent plus seulement de nouvelles territorialités mais également des problèmes d'environnement <sup>5</sup>. Quand « la modernité s'installe en des points isolés », en même temps « émerge l'opposition organisée et les nouvelles territorialités les plus significatives, comme le nouveau syndicalisme, les mouvements sociaux et les O.N.G. <sup>6</sup> qui représentent des projets alternatifs de la société à la recherche de la justice sociale <sup>7</sup> ». On peut noter que, à ce moment, Bertha BECKER ne cherche aucunement à nier le rôle des différents MSS.

<sup>1</sup> B.BECKER, 1991, *Modernidade e integração do território no Brasil: da integração nacional a integração competitiva*, Espaço & Debates, n° 32, p.50.

<sup>2</sup> Ibidem, p.51.

<sup>3</sup> Ibidem, p.51.

<sup>4</sup> BECKER, Bertha K. 1995, *Organização Territorial e Produção do quadro ambiental brasileiro*, Dactilog., Workshop PADCT. Ilhéus: MCT, p.2.

<sup>5</sup> Ibidem, p.3.

<sup>6</sup> Organisations Non-Gouvernementales. On notera qu'au Brésil on ne donne pas tout à fait le même sens à cette formule qu'en France où elle s'applique surtout aux organisations humanitaires tiers-mondistes.

<sup>7</sup> Ibidem, p. 4.



Au contraire, ils sont même présentés comme des projets alternatifs globaux pour toute la société.

#### 4 - Un échec des mouvements sociaux ?

Au milieu des années 90, assez subitement, il semble qu'il y ait un assez net changement dans la pensée de B.BECKER. « Aujourd'hui, il apparaît que (...) l'individualisme dominant révèle l'échec de beaucoup de mouvements (...). La réalité montre que, à l'exception du mouvement écologique, les mouvements sociaux n'ont pas atteint le succès, confirmant les positions qui affirment qu'ils sont conjoncturels et éphémères. Ce qui s'affirme au tournant du siècle c'est, au contraire, l'exclusion de grandes masses de la population <sup>1</sup> ». L'inflexion est donc très nette. La chute des mouvements sociaux est présentée d'une manière très générale. Si l'exclusion de masses sans cesse plus nombreuses de population est une réalité bien évidente, cette constatation autorise-t-elle à mettre en question la problématique soutenue jusqu' alors ? Car la question est de savoir si la nouvelle préoccupation écologique est une nouvelle problématique pour l'approche des mouvements socio-spatiaux se substituant ainsi à celle que nous avons traitée jusqu'ici. La réponse de Bertha Becker elle-même est sur ce point la suivante : « nous devons comprendre les choses comme un processus dynamique. En ce sens, et considérant qu'aujourd'hui le changement est très rapide, les conflits localisés changent aussi, tout comme les O.N.G., l'Etat et la relations internationales. Certains de ces conflits réussissent à atteindre un niveau d'organisation tel qu'ils se transforment en projets de développement. D'autres, en l'absence des conditions pour se développer, perdent du terrain. Dans ce processus, il convient de signaler le fait positif que les conflits, avec leurs luttes, ont été des facteurs cruciaux de changement, pour eux-mêmes et pour l'Etat qui, tentant de définir son rôle actuel, se doit de prendre en compte la société organisée. Le cadre environnemental n'est pas un nouveau paradigme (...) Ce qui se passe est le changement pour un nouveau mode de produire dans lequel la nature tend à avoir une nouvelle signification. Ce processus complexe est, dans le discours, appelé développement soutenable, et inclut les relations avec les ex-conflits transformés en projets <sup>2</sup> ».

Finalement, est-ce que l'évolution de la pensée du Professeur Becker ne serait pas une nouvelle illustration de cette « tendance surprenante comme toutes les modes intellectuelles qui s'emparent assez régulièrement des brésiliens lettrés », déjà signalée par Raymond Pébayle. Selon lui « l'écologie et la protection de l'environnement ont succédé depuis peu à l'exclusivité de la réflexion marxiste naturellement très ébranlée. En passant du rouge au vert, le Brésil s'ouvre-t-il à une nouvelle réflexion sur l'occupation et l'exploitation de son espace ? ».<sup>3</sup>

Selon nous, ce n'est cependant pas "d'échec" des MSS dont il faut parler, mais, au contraire et plus que jamais, de l'exclusion massive de parties considérables de la population, tout comme du développement profond des aspirations nouvelles à la reterritorialisation qui reste bien, au fond, l'objectif essentiel de ces MSS.

Pour chacun des MSS - dont l'objectif est précisément spatial - l'épreuve de l'espace, qui est aussi une épreuve dans l'espace, est bien en vérité le test de sa capacité à spatialiser et à territorialiser ses luttes avec succès. Plus que jamais, dans la crise actuelle de l'espace,

<sup>1</sup> B.BECKER, 1995, in: *Geografia: conceitos e Temas*, ouv. cité, p.288 et 304.

<sup>2</sup> B.BECKER, 1996, lettre personnelle, souligné par l'auteur.

<sup>3</sup> R.PEBAYLE, 1992, *Le Brésil*, PUF, p.122.

affronter l'épreuve de l'espace est donc, pour les (fractions de) classes sociales engagées dans les MSS, une question véritablement vitale. Seuls ceux qui ont la capacité de maîtriser consciemment la spatialisation de leurs luttes peuvent dépasser cette crise/épreuve qui se pose aujourd'hui à toutes les échelles.

## B - MSS populaires et "microphysique du pouvoir"

Nous avons déjà souligné que le géographe américain Edward SOJA a depuis longtemps exprimé le souhait de « la réaffirmation d'une perspective spatiale critique dans la théorie et l'analyse sociales contemporaines », ceci à travers « un effort pour constituer une nouvelle géographie humaine critique, un matérialisme historique et géographique à la hauteur des défis politiques et théoriques contemporains »<sup>1</sup>. L'objectif en est clair : « cette géographie critique reconstituée doit être en accord avec les luttes émancipatrices de tous ceux qui sont marginalisés et opprimés par la géographie spécifique du capitalisme ». Elle doit être faite « pour les travailleurs exploités, pour les peuples tyrannisés et pour les femmes dominées. Elle doit être spécialement en harmonie avec les processus contemporains de restructuration, afin de contribuer à un post-modernisme radical de résistance »<sup>2</sup>. Mais, bien plus que de "géographie post-moderne" c'est surtout de radicalité socio-spatiale qu'il s'agit ainsi à propos des mouvements sociaux en relation à l'espace. Soja en arrive même à cette affirmation, scientifique autant que politique : « ainsi la lutte des classes (oui, elle continue encore à être une lutte des classes) doit viser et se concentrer sur le point vulnérable, la production de l'espace, la structure territoriale d'exploitation et de domination, la reproduction spatialement contrôlée du système comme un tout. Et elle a besoin d'inclure tous ceux qui sont exploités, dominés, "périphérisés", par l'organisation pesante du capitalisme tardif : les paysans sans terre, la petite bourgeoisie prolétarisée, les femmes, les étudiants, les minorités raciales et aussi la classe ouvrière elle-même »<sup>3</sup>. Ainsi, se consacrer aux mouvements socio-spatiaux, c'est d'abord contribuer à la réaffirmation de la place de l'espace et des luttes sociales dans une géographie fondamentalement conçue comme une science à la fois critique et radicale.

### 1 - Géographie du pouvoir, géographie des résistances

On trouve en ce sens chez le philosophe Michel Foucault des éléments suggestifs de problématisation à propos de l'émergence de telles luttes populaires, qui sont donc à la fois plus radicales et clairement localisées. Mais d'abord, nous rappelle-t-il, « le travail d'analyse ne peut se faire sans une conceptualisation des problèmes traités. Et cette conceptualisation implique une pensée critique »<sup>4</sup> dit-il aussi. En réponse aux questions des géographes de la revue géographique *Hérodote*, pour sa première parution en 1976, il concluait, découvrant à l'occasion, avec une surprise visiblement non feinte, la dimension toute géographique de ses propres réflexions :

<sup>1</sup> E.SOJA, 1993, SOJA, Edward W. *Geografias Pós-Modernas: a reafirmação do espaço na teoria social crítica*. Rio de Janeiro: Jorge Zahar Editor, p.13. [ traduction brésilienne de : *Postmodern Geographies: the reassertion of space in critical social theory*, 1990, Verso/New Left Books, Londres ]

<sup>2</sup> *Idem*, p.84.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p.115.

<sup>4</sup> M.FOUCAULT, 1984, « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », in: H.DREYFUS et P.RABINOW : *Michel Foucault, un parcours philosophique*, Folio Essais, Gallimard, p.298.

« Plus je vais, plus il me semble que la formation des discours et la généalogie du savoir ont à être analysées à partir non des types de conscience, des modalités de perception ou des formes d'idéologies, mais des tactiques et stratégies de pouvoir. Tactiques et stratégies qui se déploient à travers des implantations, des distributions, des découpages, des organisations de domaines, des contrôles de territoires (...) La géographie doit bien être au coeur de ce dont je m'occupe »<sup>1</sup>.

Mais pourquoi, à l'inverse, ce dont s'occupait jusqu'alors Michel Foucault ne devrait pas être au coeur de la géographie ? Dans l'optique d'une "géographie du pouvoir" devenue désormais, nous l'avons vu, centre d'intérêt de quelques géographes<sup>2</sup>, on doit évidemment tenir compte de ce que nous dit Michel Foucault lui-même sur le pouvoir. Or, « le pouvoir, dit-il, ce n'est pas une institution, ce n'est pas une structure, ce n'est pas une certaine puissance, dont certains seraient dotés : c'est le nom qu'on prête à une situation stratégique complexe dans une société donnée »<sup>3</sup>. Dans une telle approche, le pouvoir « ce n'est pas quelque chose qui s'acquiert, s'arrache ou se partage, quelque chose qu'on garde ou qu'on laisse échapper : le pouvoir s'exerce à partir de points innombrables, et dans le jeu de relations inégalitaires et mobiles »<sup>4</sup>. C'est donc bien une affaire, éminemment géographique, de pôles, de flux et d'espaces. Mais affirme-t-il aussi, il ne faut jamais oublier que paradoxalement « le pouvoir vient d'en bas ». C'est parce que « les rapports de forces multiples forment une ligne de force générale » qui, dans le jeu des différentes échelles habituellement familier aux géographes, « traverse les affrontements locaux ». Ainsi conçue, la rationalité du pouvoir, peut en effet être alors « celle de tactiques souvent fort explicites au niveau limité où elles s'inscrivent ». Elles s'y expriment d'ailleurs souvent très nettement, dit-il, en un véritable « cynisme local du pouvoir »<sup>5</sup>.

Et toujours, souligne-t-il - c'est surtout cela qui nous intéresse ici - « là où il y a pouvoir, il y a résistance »... Il s'agit là, selon lui, de « résistances qui sont des cas d'espèces : possibles, nécessaires, improbables, spontanées, sauvages, solitaires, concertées, rampantes, violentes, irréconciliables... »<sup>6</sup>. Elles sont ainsi, dans ces relations de pouvoir, « l'autre terme », elles « s'inscrivent comme l'irréductible vis-à-vis ». Répliques des structures du pouvoir, elles sont donc, elles aussi, « distribuées de façon irrégulière : les points, les noeuds, les foyers de résistances sont disséminés avec plus ou moins de densité dans le temps et dans l'espace ». Elles apparaissent donc tout à fait susceptibles de faire l'objet d'une approche et d'une analyse de type géographique. Et quelle en serait donc la logique : « des grandes ruptures radicales, des partages binaires et massifs ? Parfois. Mais on a affaire le plus souvent à des points de résistance mobiles et transitoires (...) »<sup>7</sup>. Ce qu'il conviendrait donc de mettre ainsi à jour à leur propos, ce sont les logiques et les dynamiques d'une véritable « microphysique du pouvoir »<sup>8</sup>, dont il serait même envisageable de

<sup>1</sup> « Questions à Michel FOUCAULT sur la Géographie », 1976, *Hérodote* n°1, p.85.

<sup>2</sup> Voir, entre autres : C.RAFFESTIN, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, L'Harmattan, et P.CLAVAL, 1978, *Espace et Pouvoir*, PUF. Voir supra.

<sup>3</sup> M.FOUCAULT, 1976, *La Volonté de savoir*, p.123

<sup>4</sup> Idem.

<sup>5</sup> Ibidem, p. 123.

<sup>6</sup> Ibidem, p. 126

<sup>7</sup> Ibidem, p. 127

<sup>8</sup> M.FOUCAULT, 1984, *Microfísica do poder*, Graal, Rio de Janeiro.

montrer qu'elles puissent agir sur les « mailles du pouvoir »<sup>1</sup> elles-mêmes.

Une telle approche pourrait ainsi fonder une « autre manière d'avancer vers une nouvelle économie des relations de pouvoir ». Donc, dans l'approche de ces relations de pouvoir un « nouveau mode d'investigation consiste à prendre les formes de résistance aux différents types de pouvoir comme point de départ »<sup>2</sup>. C'est ce type d'approche que nous pensons devoir tenter de mettre en oeuvre dans l'analyse géographique des mouvements socio-spatiaux.

## 2 - Les formes des luttes

En ce sens, selon Foucault, « pour comprendre en quoi consistent les relations de pouvoir il faudrait analyser les formes de résistance, d'oppositions qui se sont développées ces quelques dernières années ». Et, au-delà du fait que ces oppositions sont des luttes contre l'autorité, on doit, d'après lui, surtout souligner les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des luttes « transversales » qui ne se limitent donc pas à un pays particulier. Elles peuvent donc être considérées au Brésil, mais pourraient l'être tout aussi bien en France.

- Ce sont des luttes locales « immédiates », de proximité, parce que les gens critiquent les instances de pouvoir qui sont les plus proches d'eux, celles qui exercent leur action sur les individus. Ce sont d'ailleurs aussi « des luttes "anarchiques", par rapport à une échelle théorique d'explication ou à l'ordre révolutionnaire qui polarise l'historien »<sup>3</sup>. Elles n'entrent donc qu'ère *a priori* dans les schémas plus globaux et structurés d'un marxisme « orthodoxe ».

- Elles opposent également une résistance aux différentes formes des « effets de pouvoir » et à tout ce qu'il peut y avoir de mystificateur dans les représentations qu'on impose autoritairement aux gens. Elles tendent ainsi à mettre en cause les idéologies officiellement admises et/ou imposées, celles-là même qui justement, selon L. Althusser, à travers les Appareils Idéologiques d'Etat, « interpellent les individus en sujets »<sup>4</sup>.

- Ce sont finalement des luttes qui mettent aussi en question le statut de l'individu, donc son identité. Elles affirment le droit à la différence et s'attaquent à tout ce qui peut isoler, couper des autres, scinder la vie communautaire, contraindre l'individu à se replier sur lui-même et l'attacher à son identité originelle ou attribuée. Ce n'est pas qu'elles soient exactement pour ou contre l'individu, mais elles s'opposent à ce qu'on pourrait appeler le « gouvernement par l'individualisation ». Toutes ces luttes actuelles tournent donc ainsi autour de la même lancinante question : qui sommes-nous ? En ce sens « elles sont un refus de l'inquisition scientifique ou administrative qui vise à déterminer arbitrairement notre identité ». Elles s'opposent à cette forme de pouvoir qui s'exerce jusque sur la vie quotidienne immédiate, qui cherche à classer les individus en catégories, les désigne par leur individualité propre, les attache à leur identité, selon une forme de

<sup>1</sup> M.FOUCAULT, 1994, « *Les mailles du pouvoir* », Conférence prononcée à Bahiá, publiée dans le Tome 4 (1980-1986) de : *Dits et Ecrits*.

<sup>2</sup> M.FOUCAULT, 1984, « *Deux essais sur le sujet et le pouvoir* », in: H.DREYFUS et P.RABINOW, ouv. Cité, p. 300. C'est nous qui soulignons (J-Y M).

<sup>3</sup> Idem, p.301

<sup>4</sup> L. ALTHUSSER, 1976, *Positions*, Editions Sociales.

pouvoir qui transforme les individus en sujets <sup>1</sup>. En même temps que spatiales elles sont donc également identitaires.

### 3 - La "plèbe" des "sujets irrévérents"

Aujourd'hui, ce sont donc de telles luttes contre les « formes d'assujettissement - contre la soumission de la subjectivité » - qui prévalent de plus en plus, « même si les luttes contre la domination et l'exploitation n'ont pas disparu, bien au contraire » <sup>2</sup>. Cependant, les luttes populaires sont désormais moins le fait des organisations socio-politiques traditionnelles, syndicats et partis, que la réaction à la fois plus directe et surprenante de ce que Foucault appelle quant à lui "la plèbe". Car, dit-il :

« Il y a bien toujours quelque chose, dans le corps social, dans les classes, dans les groupes, dans les individus eux-mêmes, qui échappe d'une certaine façon aux relations de pouvoir... La "plèbe" n'existe sans doute pas, mais il y a "de la plèbe". Il y a de la plèbe dans les corps et dans les âmes, il y en a dans les individus, dans le prolétariat, il y en a dans la bourgeoisie, mais avec une extension, des formes, des énergies, des irréductibilités diverses. Cette part de la plèbe (...) c'est tout ce qui répond à toute avancée du pouvoir par un mouvement pour s'en dégager » <sup>3</sup>.

Au Brésil, l'acteur type de ces mouvements populaires de résistance est ainsi le "sujet irrévérent" qui a été étudié et défini par Adriano Nogueira <sup>4</sup>. Le plus souvent, explique celui-ci, et telle qu'elle est exprimée par ces sujets populaires, l'attitude fréquente de « l'irrévérence peut apparaître comme une proposition civile de renversement de l'ordre; dans ce cas, elle met en jugement la normalité, et délégitime les actions autoritaires ou élitistes » <sup>5</sup>. Ainsi, à travers la participation populaire à des mouvements constitués de sujets volontiers irrévérents « certaines hardiesses viennent se greffer sur la routine de ces personnes. De quel type ? ... La simple "résistance"... la réclamation quotidienne mais anonyme et inconséquente... l'irrévérence ironique » ? Certes. « Mais, ajoute-t-il, quand ce type de sens commun se fait projet, se mobilise, il "envahit" l'ordre hégémonique. Les hardiesses s'organisent, elles fertilisent les interactions entre sujets. Ceux-ci se conçoivent dès lors, à leurs propres yeux, comme capables d'affrontements » <sup>6</sup>. Et à travers cette "pédagogie en mouvement" le peuple "irrévérent" parvient véritablement à occuper de son propre fait l'espace nécessaire à son auto-socialisation politique.

### C - MSS et identités populaires

Dans la crise socio-spatiale, de tels Mouvements populaires sont certes encore minoritaires. « Il n'y a pas de doute que le nombre des personnes participant à ces mouvements est assez réduit et que, de ce fait, un tel phénomène pourrait être considéré comme statistiquement peu significatif. Pourtant, je crois - dit la sociologue Ilse Scherer-Warren

<sup>1</sup> Ibidem, p. 302

<sup>2</sup> Ibidem, p. 303

<sup>3</sup> M.FOUCAULT, 1977, : « Pouvoir et stratégies », in *Révoltes logiques*, n° 4, p.92

<sup>4</sup> A.NOQUEIRA, 1993, *O sujeito irreverente: anotações para uma pedagogia da cultura em movimentos populares* [ Le sujet irrévérent : annotations pour une pédagogie de la culture des mouvements populaires].

<sup>5</sup> Idem, p.109.

<sup>6</sup> Ibidem, p.61

- qu'il est qualitativement très important de prendre en considération ces foyers de transformation qui émergent des bases mêmes de la société, par les brèches qu'ils ouvrent dans la tradition historique de la culture politique du pays et par le nouveau signifié culturel et politique présent dans la **praxis** de ces groupes organisés »<sup>1</sup>.

Le caractère encore très minoritaire de ces mouvements ne doit donc pourtant pas conduire à sous-estimer et à minimiser le sens et la portée de leurs actions. Même minoritaires, ils cherchent à s'insérer dans la plupart des fractures sociales ouvertes par la crise spatiale. De plus, agissant hors du consensus et à l'encontre des conformismes, ils subissent également les effets d'une censure dans les moyens d'information que les plus dynamiques et les plus imaginatifs, tel le MST, ont cependant appris à combattre efficacement.

Bien que minoritaires, ce sont donc « d'authentiques mouvements sociaux (...) qui peuvent, de toute façon, à long terme et par effet cumulatif complexe, provoquer des altérations dignes d'être notées, des ruptures. Ainsi, une lutte ponctuelle et, en soi, thématiquement et sociologiquement limitée - l'activisme de quartier, le mouvement régionaliste (...) - peut polléniser d'autres luttes et aider à instaurer une synergie transformatrice; de plus, elle peut permettre aux acteurs un élargissement de leur marge de manoeuvre contre les effets les plus aliénants du processus de globalisation aujourd'hui en cours - ce qui dialectiquement, peut aller jusqu'à être un facteur porteur d'une avancée de la conscience critique des acteurs et de leur potentiel de combat »<sup>2</sup>.

Les revendications et les actions de ces divers mouvements ont finalement un dénominateur commun peu souligné, ni même le plus souvent vraiment remarqué. Celui de l'exigence de droits tous liés à l'espace. Par exemple : celui de pouvoir demeurer dans leur habitat et sur le terrain qu'ils occupent de manière précaire et souvent illégale pour le *Mouvement des favelados*; celui d'avoir un logement pour le *Mouvement des Sans-Toit*; celui de posséder une terre pour le travail agricole et l'habitat rural dans le cas du *Mouvement des Sans-Terre*; celui de conserver leurs terres productives pour le *Mouvement des victimes des Barrages*; et celui de disposer d'équipements collectifs ou d'un cadre de vie moins rudimentaires et mieux entretenus pour les *Mouvements Sociaux Urbains*; etc... Le dénominateur commun en question est donc bien le droit à l'espace, ou pour être plus précis, le droit au lieu à l'échelle locale qui est, de toute évidence, l'un des attributs élémentaires de la citoyenneté. On sait désormais trop bien que Sans Domicile Fixe (SDF) on perd rapidement l'intégralité des droits de la citoyenneté, ainsi d'ailleurs que toute identité reconnue.

On pourrait certes distinguer les conflits "spontanés" : *Saques* = pillages des supermarchés pendant la Grande Sécheresse de 1979-1983 et celle de 1998 ; ou *Quebra-quebras* (Casse-casses) formes de vandalisme urbain, et les conflits "organisés" (*Mouvement des Sans-toit, Mouvement des Sans-terre*). Il est vrai que, par les diverses formes de "désobéissance civile" qu'ils impulsent, ceux-ci contribuent chaque fois un peu plus à une efficace délégitimation des décisions prises autoritairement, à quelque échelle que ce soit.

Dans la mesure où ils se heurtent cependant au toujours pesant *consensus spatial*, les Mouvements Socio-Spatiaux, tout minoritaires qu'ils soient, sont pourtant hautement significatifs de la profondeur de

<sup>1</sup> ISCHERER-WARREN, 1993, *Redes de Movimentos Sociais*, Edições Loyola, São Paulo, p.62.

<sup>2</sup> M.J.L.De SOUZA, 1995, « O território: sobre espaço e poder, autonomia e desenvolvimento », in: I.E.De CASTRO, P.C. Da COSTA GOMES, et R.L.CORRÊA (Ed.), *Geografia: Conceitos e Temas*, Bertrand-Brasil, p.109. Souligné par l'auteur.

la crise socio-spatiale. Ils affrontent sans détour, et c'est également nouveau, le conformisme brésilien et nordestin, jusqu'ici fait de relations de tutelle, de clientèle et de faveurs, et pour lequel l'espace public lui-même est ni plus ni moins considéré que comme l'espace privilégié des dominants<sup>1</sup>. Pour reprendre à ce propos le vocabulaire d'Antonio Gramsci, les "classes subalternes" sont, en général, aussi soumises à "l'hégémonie" des classes dominantes par l'intermédiaire de l'espace. Pour tenter d'y échapper, elles doivent non seulement d'abord soulever la chape du consensus et du conformisme, mais aussi développer ensuite une **praxis** socio-spatiale complètement alternative.

L'action des Mouvements socio-spatiaux s'inspire ainsi, le plus souvent explicitement, de préoccupations spatiales et débouchent sur des conflits, qu'ils restent simplement latents ou soient ouvertement engagés. Dans certains cas ce sont de tels conflits "spontanés" qui débouchent sur la création de Mouvements socio-spatiaux plus structurés et durables, par exemple, à Natal, contre la construction de la **Via Costeira**, ou contre l'urbanisation de la plage de **Ponta Negra**. Dans d'autres cas, ce sont les Mouvements socio-spatiaux qui organisent délibérément leurs actions dans la perspective même de provoquer des conflits ouverts de types *acampamentos* : campements "sauvages" des paysans sans-terre organisés par le MST.

Ainsi, dans ce cas des campements, plus ou moins spontanés, même si « apparemment, le terme "*acampamento*" pourrait être pris comme synonyme d'agglomérat [d'exclus], les niveaux sociaux et d'organisation de ceux qu'il recouvre sont très variés », et peuvent aller jusqu'à ces « groupes d'expropriés dont les *acampamentos*, circonstanciels, font partie de leur stratégie de résistance, comme c'est le cas des *acampamentos*, parfois hautement organisés, des sans-terre et des sans-toit »<sup>2</sup>.

Selon Bernardo Fernandes qui a plus particulièrement étudié la territorialisation du MST dans l'Etat de São Paulo<sup>3</sup>, l'évolution sociale ne peut ainsi s'expliquer uniquement sur la base de l'évolution des seules forces productives, et sans prendre aussi en considération les processus d'apprentissage qui s'effectuent au cours du développement même de tels mouvements populaires. Dans ces conditions, les sujets engagés dans les MSS ne doivent pas être vus uniquement comme l'expression des seules contradictions socio-économiques, mais bien plutôt comme le fruit d'éléments également subjectifs, en relation avec les images et représentations du monde, la volonté et les motivations, les savoirs politico-pratiques, etc. « Dans cette évaluation de l'espace social, dit-il, les travailleurs en lutte pratiquent l'exercice de la citoyenneté, élaboré par et au moyen de la construction de la connaissance de leur propre identité<sup>4</sup> ». A partir de là, il souligne que les MSS possèdent toujours une triple dimension de **communication**, d'**interaction** et d'**action**.

## 1 - La communication

La **communication** est une des dimensions de l'espace social dans le processus de sa production, comme l'ont souligné, chacun à sa manière, Henri Lefebvre, Jurgen Habermas, et les géographes David Harvey et Claude

<sup>1</sup> ISCHERRIER-WAREN, Ouv. Cité, p. 61.

<sup>2</sup> R.HARSBART, 1995, « *Desterritorialização: entre as redes e os aglomerados de exclusão* » [Déterritorialisation: entre les réseaux et les agglomérats d'exclusion], op. cité, p.191

<sup>3</sup> B.M.FERNANDES, 1996, **MST: formação e territorialização**, Editora HUCCITEC, voir notamment p.225-241

<sup>4</sup> Idem, p.226-227.

Raffestin. L'espace communicationnel est la première dimension de l'espace de socialisation politique construite dans le processus d'organisation sociale. Organisés dans un processus de développement de leur histoire et de leurs intérêts par les participants aux mouvements, le contenu de l'espace communicationnel est défini par les perspectives de leurs actions politiques et se traduit jusque dans leurs pratiques. Il y a là, au moins potentiellement, la base d'une véritable "pédagogie de mouvement". Dans l'espace communicatif, ces sujets : « vivent cette Pédagogie de Mouvement, débattent de thèmes proches du quotidien et, ainsi, disons-le sur un autre mode (le mode théorique) de leur participation »<sup>1</sup>. C'est dans ce processus pédagogique, développé par ailleurs par l'éducation populaire, que « le sujet repense la politique ». A travers lui « l'espace informel politisateur » s'en trouve ainsi élargi<sup>2</sup>. Cela peut constituer une réplique efficace à la pédagogie opposée, celle du fatalisme et de la résignation, si fortement relayée par les médias.

## 2 - L'interactivité

L'interactivité est, pour B.Fernandes, une seconde dimension de l'espace de socialisation politique, qui est celle d'une étape plus avancée du processus d'organisation des militants et de leur mise en mouvement, alors qu'ils possèdent déjà la connaissance critique des réalités qui sont les leurs et prennent conscience de la possibilité et de la nécessité de l'action. L'espace interactif possède donc un certain contenu, construit par les références historiques acquises et par la mémoire des expériences vécues à travers les mouvements sociaux du passé, même s'ils ont parfois abouti à des échecs. Le mouvement actuel gagne ainsi en consistance et en poids politique quand les intéressés eux-mêmes commencent à discuter de leurs problèmes de manière interactive. La formulation d'un discours critique permet de situer cette perception et cette conscience immédiate sur un plan plus général, dans lequel les relations de pouvoir et les intérêts politiques des divers groupes et classes deviennent dès lors plus évidents, plus transparents. L'espace interactif contribue ainsi à la (re)politisation des intéressés et à l'émergence d'une exigence plus forte de changement. Dans ce sens, Eyerman et Jamison vont même jusqu'à estimer que « l'articulation collective d'un mouvement identitaire peut-être lié à un processus d'apprentissage dans lequel les mouvements organisés réalisent des actes et structurent leurs forces, ouvrant un espace dans lequel il y a interaction créative entre les individus et le lieu<sup>3</sup> ».

L'espace interactif est donc à l'opposé d'un espace de consensus. C'est un espace de confrontation des idées. Sans espace interactif il ne peut que difficilement y avoir d'échanges d'expériences. C'est d'ailleurs ainsi que l'espace social devient aussi espace politique. C'est un espace où de nouvelles activités et pratiques sociopolitiques émergent et contribuent ainsi à la formation ou à la recomposition des identités collectives.

## 3 - La lutte et l'action

La troisième caractéristique du processus interactif de construction de l'espace de socialisation politique est, souligne B.Fernandes, qu'il peut finalement devenir un espace de lutte et d'action. C'est celui de la manifestation publique des citoyens et de

<sup>1</sup> A.NOGUEIRA, *ouv. cité*, p.47.

<sup>2</sup> *Idem* p.97.

<sup>3</sup> 1991, p.55, cités par B.FERNANDES, c'est nous qui soulignons (J-Y M.)



leurs objectifs. Car l'espace, suivant Henri Lefebvre, ne représente pas seulement le lieu où arrivent les événements (c'est sa fonction de simple réceptacle) mais signifie également la permission et la possibilité de s'engager dans de tels événements, et c'est sa fonction de maintien, ou de mutation, de l'ordre social. Dans le cas particulier du MST, la forme emblématique de ce type de luttes ouvertes est celle des *acampamentos*, occupations illégales par les paysans sans terre de terres des *fazendas* improductives. Selon B.Fernandes, « l'*acampamento* est, dans sa réalité concrète, un espace de lutte et de résistance, quand les travailleurs vont à l'affrontement direct avec l'Etat et les grands propriétaires. L'*acampamento* est une occupation de *latifúndio* dont les conséquences sont imprévisibles ». C'est « un conflit direct, dans lequel les familles concernées cherchent à résister de toutes les manières pour ne pas avoir à quitter la terre »<sup>1</sup>.

Mais, à travers cet exemple particulier, il faut aussi tirer la conclusion plus générale que, plus généralement, « la spatialisation de la lutte et du mouvement est le résultat d'un projet de conquête de la condition de citoyens »<sup>2</sup>.

La typologie de ces conflits socio-spatiaux semble donc moins devoir s'établir à partir de leur violence ou de leur radicalité (celles des discours et/ou celles des actes) qu'à partir de la qualité et de la pertinence de la prise en compte consciente et explicite de la dimension spatiale de leur(s) action(s), tenant compte des différentes échelles. Ils agissent donc aux marges et parfois au-delà du *consensus spatial* et ils se trouvent placés au cœur de l'épreuve de l'espace, de l'épreuve par l'espace telle qu'elle a été définie par H.Lefebvre. Mais, leur action étant elle-même soumise à cette épreuve de l'espace, subit du même coup le test de la spatialisation de leurs luttes, et de l'éventuelle territorialisation de leurs acquis. Le critère essentiel de leur évaluation serait donc bien plutôt celui du degré et du niveau de spatialisation et de territorialisation de leurs propres pratiques.

Réussir ce test, cela ne signifie sans doute pas seulement évoluer en passant des Mouvements socio-spatiaux de base organisés à l'échelle locale, à la formation de véritables réseaux de Mouvements socio-spatiaux à l'échelle fédérale comme le suggère Ilse Scherrer-Warren :

« On peut affirmer qu'il y a des évidences empiriques de ce que, au cours de la dernière décennie, les mouvements populaires et leurs médiateurs, sont passés par des transformations qui vont de la valorisation des organisations de base [*grassroots organisations*] à , plus récemment, la reconnaissance croissante de l'importance des articulations, des échanges et de la formation de réseaux, thématiques et organisationnels [*network organisations*]... Analyser ce scénario en termes de "réseaux de mouvements" est, alors, une option »<sup>3</sup>.

Confrontés à l'épreuve de leur propre spatialisation, on peut admettre, à la suite de Bertha Becker, que certains mouvements socio-spatiaux se transforment ainsi en projets enracinés dans de nouvelles territorialités, alors que d'autres, en l'absence d'une telle spatialisation de leur action sont, à l'inverse, condamnés à végéter et à perdre du terrain. Ceux, par exemple, des MSU (Mouvements Sociaux Urbains) qui se confinent dans le cadre étroit d'un strict "activisme de quartier", en un localisme fondé sur une vision pour le moins limitée et contestable de la territorialité - le "quartier urbain" réifié, quasi chosifié - ne se donnent pas ainsi les moyens de réussir leur véritable spatialisation et semblent s'engager dans une impasse.

<sup>1</sup> B.FERNANDES, ouv. cité, p. 238-239.

<sup>2</sup> Idem, p. 236.

<sup>3</sup> ISCHERRER-WARREN, ouv. Cité, p. 9.

Il restera à évaluer les effets de la crise spatiale et des mouvements qui s'y développent sur les identités socio-spatiales des acteurs. Tout espace occupé est un espace socialement construit, un espace qu'on s'approprie en un territoire par le vécu, le quotidien, par l'ensemble des relations sociales qui, en fait, le constituent. Le territoire, avec toutes ses dimensions - de représentation, sacrées, mythiques - est le lieu privilégié où de nouvelles valeurs peuvent émerger et se transmettre. Pour qu'un nouveau territoire soit construit il y faut donc aussi une dimension collective liée à une exigence de fondation, de refondation de valeurs.

Cependant, dans les cas de déplacements brusques et massifs de population, notamment ceux qui sont produits par la crise socio-spatiale et les Mouvements socio-spatiaux qui s'y déploient, la dimension des représentations et des valeurs peut-être profondément affectée, ceci pouvant aller même jusqu'à créer des situations de *stress* psychologique et social<sup>1</sup>.

De plus, concernant par exemple le cas des *assentados*, ces familles paysannes "installées" dans des *assentamentos* de Réforme Agraire, certaines études semblent indiquer que tant qu'ils sont engagés dans des actions pour obtenir leur "installation", notamment sous la forme initiale des "acampamentos", l'homogénéité socio-spatiale de base des "acampados", qui sont à la fois des expropriés, des ruraux et des membres du MST, construit rapidement une nouvelle identité socio-spatiale, celle du Sans-Terre, au contenu explicitement politique, très clairement affichée et revendiquée. Mais, après la conquête de la terre, obtenue de haute lutte, la mise en place effective de l'*assentamento* proprement dit laisse alors souvent apparaître des divergences, voire des conflits d'un nouveau type, à propos des aspects les plus concrets de l'organisation du projet, notamment quant à son orientation coopérative ou individuelle. A ce moment là, les dirigeants locaux du MST semblent souvent peser d'une manière plutôt directive, oubliant alors la notion plus libertaire du « chemin ( *caminho* ) à tracer" par chacun, héritée de la Théologie de la Libération et des pratiques des Communautés Ecclésiales de Base (CEB).

## Conclusion

L'orientation de cette partie de notre recherche consiste donc à évaluer la place et le rôle des Mouvements Socio-Spatiaux (MSS) dans la *crise socio-spatiale* telle qu'on peut en observer les effets dans les limites du *Rio Grande do Norte*. Quels sont les critères d'évaluation de l'efficacité de la *praxis territoriale* de ces MSS ? Et comment, dans les différentes formes et étapes des processus de *déterritorialisation/reterritorialisation*, l'engagement des acteurs au sein des MSS est susceptible ou non de (re)fonder des *identités territoriales renouvelées* ? Il semble bien que ce soit dans la prise en compte consciente et explicite de la dimension spatiale de leurs objectifs et de leurs actions qu'il faille chercher le critère d'évaluation de leur aptitude à affronter la crise de l'espace, et à surmonter l'épreuve-test de leur propre territorialisation.

C'est dans la remise en cause des idéologies géographiques traditionnelles et par le déploiement de nouvelles pratiques socio-spatiales que, finalement, semblent pouvoir émerger les embryons de nouvelles territorialités peut-être porteuses, à terme, de nouvelles identités socio-spatiales.

<sup>1</sup> ISCHERRER-WARREN, ouv. Cité, p.86.

Avec le développement des mouvements socio-spatiaux à ambition reterritorialisante, il n'est plus aussi certain que la Modernité soit fatalement l'époque de la déterritorialisation généralisée. La situation est, en fait inédite, car comme le suggère Jean-Paul Ferrier :

« Nous sommes peut-être devant une situation absolument nouvelle devant laquelle notre devoir est de regarder ce qui mérite attention et prise de responsabilité : Troisième Modernité, que l'on peut renvoyer comme les deux précédentes à des notions directement géographiques, et donc territorialement pertinentes. Obligation de dire alors que si la première Modernité est la période pendant laquelle se poursuit l'aventure humaine de territorialisation du monde, la 2ème Modernité, quand les sciences reines sont l'économie et la sociologie, est une période de déterritorialisation. Faut-il observer et prévoir que la 3ème Modernité verra apparaître des formes nouvelles de reterritorialisation - construction d'un territoire qui a peut-être peu à voir avec les réflexions écologiques actuelles ? »<sup>1</sup>.

Les trois Modernités successives qu'il faudrait, selon lui, ainsi distinguer, constitueraient donc elles-mêmes un large cycle de "T-D-R" complet, associant temporalités et spatialités, et nous en serions donc actuellement à l'amorce d'une phase de reterritorialisation. Ne se traduit-elle pas justement, dès à présent, par l'émergence de MSS plus radicaux ?

---

<sup>1</sup> J.-P.FERRIER, « *Savoir lire les lieux : plaidoyer pour une géographie composante majeure des sciences morales et politiques* », in: *L'humanisme en Géographie*, ouv. cité., p.28-29

## Chapitre 2 : Origines et caractéristiques des Mouvements Sociaux Urbains à Natal.

Nous commencerons par planter le décor urbain en examinant les cinq étapes de la production de l'espace natalense telles qu'elles ont été principalement étudiées et établies par les chercheuses<sup>1</sup> du CEPAU et du CCHLA/UFRN. Le résultat de cette production est une organisation de l'espace urbain très marquée par les disparités entre zones et quartiers riches et pauvres, que nous analyserons ensuite. Dans cette visée de différenciation socio-spatiale nous tenterons ainsi une brève géographie des zones pauvres et des *favelas* à la fin de laquelle nous envisagerons plus particulièrement le cas du quartier populaire de Mãe Luiza.

Ensuite nous pourrions aborder l'examen des logiques territoriales et des dynamiques identitaires des MSU de Natal. Alors que dans les années 80 ces mouvements avaient fait l'objet de programmes universitaires d'études approfondies (CEPAU/UFRN), ils semblent susciter un peu moins d'intérêt au cours des années 90. Pourtant leur développement numérique ne fait guère de doute, comme le montre la multiplication des entités socio-urbaines : Associations d'habitants et Conseils Communautaires. Mais, comme les conflits urbains se font eux-mêmes plus diffus, ils sont peut-être plus difficiles à cerner dans leur recrutement social et leur activité courante. Nous tenterons néanmoins, à partir des informations disponibles et de notre enquête de terrain, une approche qui se préoccupera surtout de leur implantation géographique, de leur cadre d'activité et de leurs objectifs en relation à l'espace. En fonction de l'origine sociale et du discours de leurs dirigeants et de leurs participants, nous analyserons les identités socio-spatiales qu'ils expriment et essaierons d'en tirer quelques conclusions sur leurs capacités de (re)territorialisation dans une ville fortement marquée par les fragmentations et les ségrégations.

### A - Les cinq étapes de la production de l'espace urbain à Natal

Pour la présentation des caractéristiques de l'espace urbain de Natal, nous suivrons les étapes de sa production telles qu'elles ont été établies par Ângela FERREIRA<sup>2</sup>. Selon elle, « le réseau viaire, les éléments construits, les espaces publics, le sol, c'est-à-dire la ville, constituent l'espace des pratiques économiques, des politiques publiques et des luttes sociales, dans un processus de conflit, résultant du mode en lequel est structurée la société elle-même ». Dans ces conditions, affirme-t-elle, « le processus de construction de la ville, résulte de sa fragmentation en divers usages qui s'inscrit sur le sol ». Aussi, « La manière par laquelle les groupes s'approprient l'espace urbain, fruit des inégalités sociales, implique la compréhension de la manière dont est produit cet espace ». Elle s'inscrit dans le « processus d'accumulation

<sup>1</sup> Notamment : Ângela Lúcia De Araújo FERREIRA, Maria do Livramento Miranda CLEMENTINO et Amadja Henrique BORGES. Toute cette partie doit beaucoup à leurs divers travaux.

<sup>2</sup> A.FERREIRA, « *Momentos históricos da produção e da configuração do espaço construído em Natal*, » travail présenté au Séminaire d'Histoire Urbaine UFBA/AMPUR, Salvador, Bahia, 1990, dactylografié, sp.

capitaliste, parce que l'espace urbain est un produit social où les agents sociaux concrets font et refont la ville, adoptant des stratégies différenciées dans le temps et dans l'espace <sup>1</sup> ».

Suivant cette problématique, les étapes de la production capitaliste de l'espace urbain à Natal se présentent comme suit <sup>2</sup>.

- Avant 1940, faible et lente production immobilière, dans le centre ville actuel ; ex: Cidade Alta.

- Décennie des années quarante : intense production immobilière et augmentation de la demande des immeubles, pour louer ou acheter. Cette époque est marquée par la Seconde Guerre mondiale et par l'impulsion initiale qu'elle donne à la militarisation de l'espace urbain à Natal, dont certains aspects ont duré jusqu'à nos jours.

- Décennies des années 50 et 60 : formation d'un marché des terres et intense production foncière et immobilière par le système des lotissements (« *Loteamentos* »), ex: Lagoa Nova et Dix-Sept Rosado.

- Décennie des années 70 et première moitié des années 80 : production sur une large échelle d'habitations à travers les « *Conjuntos Habitacionais* » (ensembles collectifs) sous la responsabilité de l'Etat et des Coopératives (ex: COHAB, INOCOOP).

- Deuxième moitié des années 80 et années 90 : densification de l'espace construit par l'augmentation de la production immobilière à travers le système des « *Incorporations* » occupant des espaces vides ou se substituant à des constructions anciennes. D'où l'augmentation de la densité urbaine des quartiers consolidés et la verticalisation, selon certains axes privilégiés dans l'agglomération, notamment la façade littorale des plages urbaines et la route BR-101 par exemple.

La conséquence de ce processus à étapes multiples et variées est la constitution désordonnée et discontinue de la maille urbaine et sa fragmentation qui peut finalement s'observer sur le plan actuel de la ville.

### 1 - Avant 1940

Jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, « l'économie fragile de la ville de Natal n'utilisa pas la force de travail esclave, si ce n'est les rares employés domestiques. Ceci suggère la quasi inexistence de grandes inégalités sociales et, par conséquent, une ségrégation socio-spatiale peu nette. L'espace urbain également n'était pas encore fragmenté en usages différenciés du sol » <sup>3</sup>. Il n'y a que l'ébauche de petits espaces caractérisés par le type d'activité économique développée par leurs habitants, comme la pêche ou le commerce, qui vont être consolidés au cours de ce siècle, dans les quartiers plutôt populaires comme ceux de Ribeira, Rocas et Alecrim.

Le premier noyau urbanisé de Natal, Cidade Alta, possède une partie plus ancienne avec des rues étroites, qui est le résultat d'une occupation non-programmée et organisée. Les habitations construites à cette époque, ne disposaient pas d'espace intermédiaire entre le privé et le public. Le chemin d'accès (*calçada*) n'était qu'une extension de la

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> A. L. De A.FERREIRA, 1989, « *A produção do espaço urbano em Natal* », UFRN/DARQ, dactylografié, p. 8,

<sup>3</sup> A. L. De A.FERREIRA, « *Momentos históricos da produção e da configuração do espaço construído em Natal* », op. cit., sp.

maison (casa) ainsi que le lieu privilégié des relations sociales informelles, une pratique sociale qui subsiste parfois aujourd'hui. Malgré tous les bouleversements plus récents, c'est dans cette zone que se trouvent encore les espaces publics les plus remarquables de la ville, comme les places et jardins.

Avec l'expansion de l'activité portuaire, pour l'exportation des productions agricoles estaduais de l'intérieur, l'Etat devient alors plus interventionniste dans le développement de la ville, avec la volonté de peser sur son expansion physique. Il provoque l'élaboration de Plans d'Urbanisme, réalisés en partie seulement, qui organisent la division en parcelles et l'occupation du sol dans les zones voisines du noyau initial. De sorte qu'à cette époque ce n'est pas encore le seul marché immobilier qui détermine la configuration de la ville, mais plutôt la capacité des classes dominantes à mobiliser des ressources externes et à préparer la ville pour le futur.

L'augmentation de la population provoque d'ailleurs, dès cette époque, la première poussée de demande en logements. Le capital immobilier fait alors ses premiers pas avec la construction de maisons de location. Le sol urbain passe ainsi de la situation de simple patrimoine à celle d'un excellent fonds de revenus, en devenant la base d'un fructueux marché.

## 2 - La Seconde Guerre mondiale et les débuts de la militarisation de l'espace.

Avec la Seconde Guerre mondiale, de grands bouleversements se produisent dans la ville. La guerre va surtout entraîner la venue à Natal d'un énorme contingent militaire et la construction, à Parnamirim, d'une base Américaine, appelée "Parnamirim-Fields". Du fait de sa situation géographique stratégique à la "pointe du continent" entre les Amériques et l'Afrique, Natal devient ainsi le "Tremplin de la victoire". Par comparaison avec la période précédente, l'investissement immobilier devient une activité encore plus rentable. Au début il y a surtout augmentation du prix des locations et des constructions, mais ensuite on passe au remplissage des espaces laissés vides jusqu'à présent dans les quartiers existants, par la construction de logements militaires et de nouvelles maisons destinées à la population civile<sup>1</sup>.

Il faut également souligner que cette époque de la guerre est non seulement celle de la présence américain massive, mais celle où l'armée brésilienne elle-même s'installe à Natal dans son sillage. Et c'est pour ne plus en partir jusqu'à nos jours.

<sup>1</sup> En témoigne ce tableau : La poussée de construction pendant la guerre

Années	Nombre de Maisons construites
1941	325
1942	241
1943	737
1944	881

Source: Diário de Natal, 29 janvier 1945, cité par M.CLEMINTINO, 1995, p.326

Figure 1 : Occupation territoriale de Natal

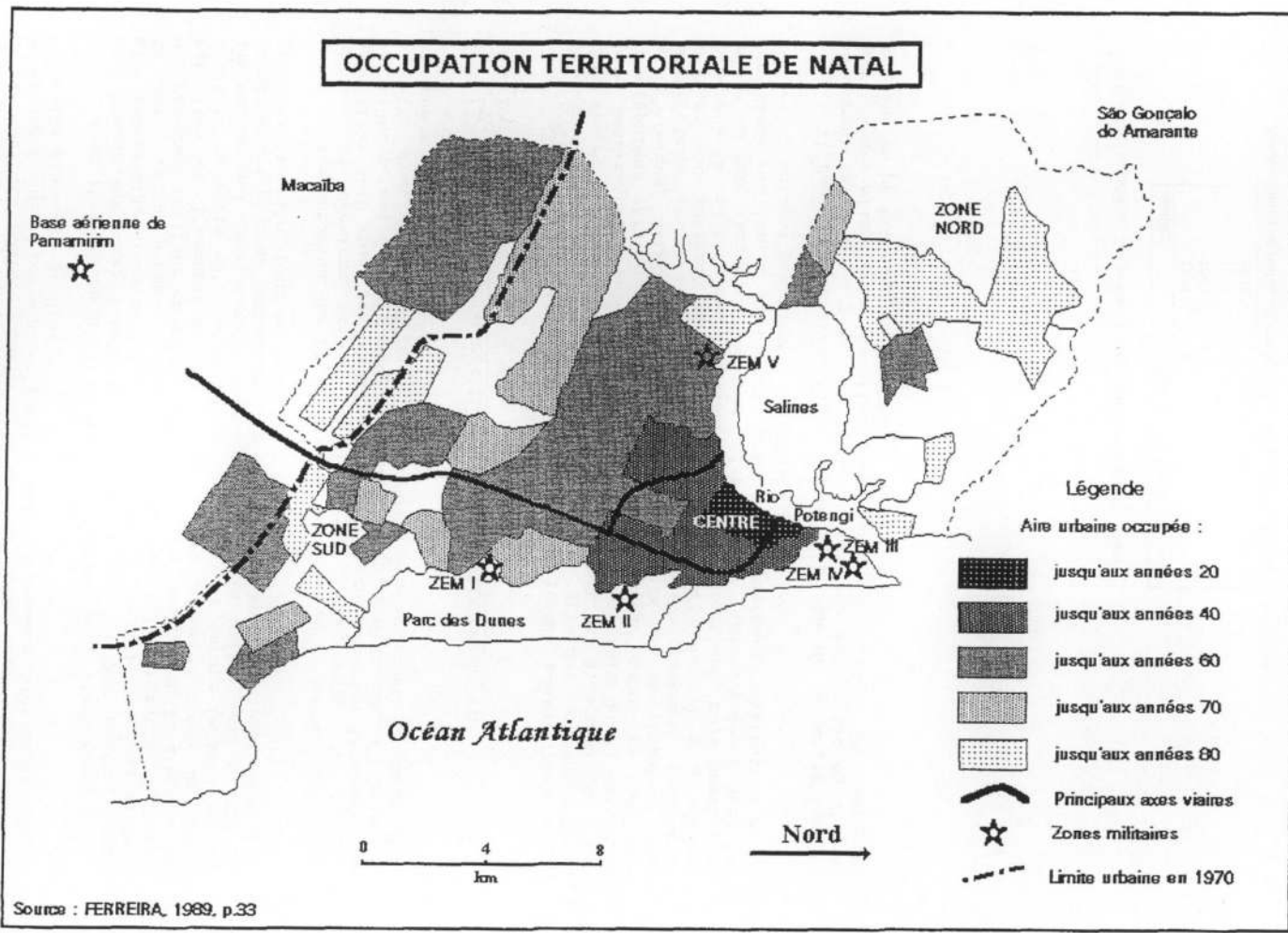


Tableau 1 : Les espaces militaires à Natal

Z.E.M. <sup>1</sup>	Quartiers	Troupes	Superficie ha.
ZEM I	Nova Descoberta	<i>Batalhão de Engenharia Visconde de Taunay</i>	73,32
ZEM II	Lagoa Nova/Tirol	<i>169 Batalhão de Infantaria Motorizada</i>	99,84
ZEM III	Santos Reis	<i>Aeronáutica</i>	12,00
ZEM IV	Santos Reis	<i>Exército</i>	113,88
ZEM V	Alecrim/Quintas	<i>Base Naval (Marinha)</i>	53,04
			352,56

Tableau établi à partir des données publiées par M.CLEMENTINO, 1995, p.326

<sup>1</sup> Zones Spéciales Militaires.

A ces cinq Zones Militaires Spéciales il faut encore ajouter la Base aérienne, qui se situe hors des limites du municiple de Natal, sur le territoire de celui de Parnamirim, et qui occupe 557,76 ha. Pendant longtemps l'essentiel du Parc des Dunes (*Parque das Dunas*) à Natal a également servi de terrain d'exercice, réservé aux seuls militaires. Sans oublier le Centre de Lancement des Fusées de la Barrière de l'Enfer, à Piúm (Parnamirim) qui occupe une superficie également très étendue jusqu'au littoral, et qui est très strictement gardé par l'armée. Cette emprise militaire sur l'espace de Natal, héritée des années quarante, et pour l'essentiel maintenue jusqu'à nos jours, contribue d'ailleurs fortement à la fragmentation générale de l'espace urbain et périurbain, sous la forme d'enclaves militaires souvent très étendues.

On doit s'interroger sur les raisons qui peuvent expliquer le maintien d'une telle présence militaire. Certes il y a la réponse officielle, qui n'a guère varié depuis les années soixante, telle que l'exprimait alors le Général Golbery :

« Du monde de l'outre-mer nous viennent des menaces très graves, qui vont depuis la subtile propagande idéologique, jusqu'aux modernes engins thermo-nucléaires capables d'inaugurer une guerre internationale jamais vue. D'où la vulnérabilité d'un pays comme le Brésil où se concentre, sur une façade littorale d'ampleur très réduite, en plus de ses forces tactiques offensives, les centres les plus peuplés du pays, ces principaux noyaux industriels et les plus importants axes de circulation routiers et ferroviaires ». Et de souligner : « le Nordeste brésilien, par sa position dominante en relation avec l'étranglement de Natal à Dakar, connaît une signification stratégique jusqu'alors jamais égalée »<sup>1</sup>.

Or, même après la fin de la Guerre Froide, on ne constate pourtant pas une diminution manifeste de la présence de l'armée dans l'espace urbain de Natal. C'est sans doute que la véritable explication de cette présence est ailleurs que dans le seul affrontement Est-Ouest. Pour Maria Clementino la question est certes délicate, mais il est selon elle nécessaire de se souvenir à ce propos que dès que la Seconde Guerre mondiale se termine, commence sans tarder, sur la scène politique internationale, la Guerre Froide, marquée d'abord par la Guerre de Corée et la Révolution Cubaine. « L'impérialisme américain », dit-elle, prépare alors les bases pour la contre-révolution en Amérique latine, avec la mise en place de l'Alliance pour le Progrès. La période 1961-1967 se caractérise surtout par la crise économique et sociale. Elle est marquée par le Coup d'Etat militaire de 1964. Au cours de cette crise, les classes populaires deviennent plus revendicatives et se pose notamment avec plus d'acuité ce qu'il est alors convenu d'appeler la "question

<sup>1</sup> Cité par M.L.M.CLEMENTINO, 1995, note 32, p.243.



Nordeste". La situation de cette région préoccupe beaucoup les élites dominantes intérieures, qui commencent à considérer l'existence des déséquilibres régionaux comme une menace allant jusqu'à peser sur l'unité nationale. C'est aussi l'époque de la création de la SUDENE. Mais sous couvert du « dépassement de ces déséquilibres présentés comme une question de Sécurité Nationale, c'est à une menace sur leur domination de classe qu'il s'agit en fait de répondre. A partir de la seconde moitié des années cinquante ( dont le début peut-être fixé en 1956 avec la création de la lère Ligue Paysanne dans l'Engenho Caliléa (Pernambuco) et qui a existé jusqu'en 1964, le Nordeste a vécu un processus d'intenses luttes de classes provoquées non seulement par l'organisation des travailleurs urbains mais, surtout, par l'organisation et la politisation des travailleurs ruraux »<sup>1</sup>. Pour Maria Clementino, il ne fait guère de doute que c'est dans ce contexte, qui est loin d'être complètement dépassé, qu'il faut chercher la réponse au maintien et même au renforcement de la présence militaire à Natal jusqu'à nos jours. Le Président social-démocrate actuel, Fernando Henrique Cardoso, n'a-t-il pas encore récemment envisagé la « militarisation de la réforme agraire », en donnant plus de pouvoirs à l'armée pour disperser plus efficacement les *acampamentos* "illégaux" du MST ?

La présence militaire américaine pendant la Seconde Guerre mondiale n'a donc pas seulement été à l'origine d'un euphorique "faux progrès" assez artificiel, mais elle a également marqué en profondeur l'espace urbain de Natal en donnant une impulsion décisive à une militarisation qui ne s'est ainsi pas démentie jusqu'à nos jours.

### 3 - L'époque des "lotissements"

Des années 40 aux années 50, la population de Natal augmente de 88,2%, rendant indispensable la construction rapide de logements, surtout dans les zones périphériques. Elle s'effectue alors au moyen des lotissements urbains (*loteamentos urbanos*) dont on commence à constater l'enregistrement au cadastre immobilier à partir de 1946. Au cours de cette période sont ainsi répertoriés 90% du total des 211 lotissements réalisés à Natal jusqu'à nos jours. Ils occupent une superficie totale de 3.666,24 ha.

Après la guerre, de nouvelles terres entrent ainsi dans la production de l'espace urbain, avec l'émergence d'un plus large marché foncier urbain. L'agent principal en est alors le lotisseur (*loteador*) qui profite tout à la fois de l'absence de plan d'urbanisme, de la souplesse de la législation, et de l'absence de périmètre urbain bien défini, pour incorporer à la zone urbaine de vastes terres agricoles appartenant jusqu'alors à la zone rurale.

Tableau 2 : Les "lotissements" à Natal selon les décennies

Décennies	Lotissements		Superficies		moy. (ha)
	Nombre	%	en ha	%	
1940	17	8,0	241,430	5,6	14,2
1950	121	57,4	727,910	16,8	6,0
1960	52	24,6	2 696,900	62,2	22,3
1970	8	3,8	141,752	3,3	17,7
1980	13	6,2	517,807	11,9	39,8
Total	211	100,0	4 325,799	100,0	-

Source: collecte des données au cadastre, par A.FERREIRA, 1989, p.17

<sup>1</sup> J.W.GERMANO, 1989, p.29, cité par M.L.M.CLEMENTINO, 1995, p.236-237.

Les relevés effectués à ce propos par A.Ferreira dans les archives du cadastre montrent que les lotissements effectués au cours de la période 1940-1960 se situent principalement dans l'espace alors périphérique de la ville, dans des quartiers d'occupation encore récente à cette date, comme Lagoa Nova (74,3%), Dix-Sept-Rosado (12,1%), Cidade da Esperança (5,3%), ou dans des quartiers de densification démographique comme Tirol (9,5%), Lagoa Nova (6,8%) et Alecrim (10%).

Ces nouveaux espaces d'urbanisation ainsi créés par les lotissements surgissent en partie dans le prolongement géographique des quartiers déjà consolidés, suivant les deux principaux axes de circulation urbaine, implantés à l'époque de la présence américaine à Natal. Ils confirment ainsi leur importance dans l'expansion physique de la ville. « L'installation de la Base aérienne, à l'ouest à 20 km du port de Natal, et l'installation de la Base Navale sur le Rio Potengi, au nord, font surgir deux axes d'intense trafic. La ville accompagne ces deux tendances dans sa croissance physico-territoriale: l'une par l'expansion de la route Natal-Parnamirim, construite par les américains, et l'autre, peu définie, de pénétration perpendiculaire à cette piste (la "pista") en direction de la base Navale dans le quartier d'Alecrim<sup>1</sup> ».

C'est à ce moment que commence donc un mouvement d'occupation de zones plus distantes du centre urbain, occasionnant l'apparition, dès les années 60, de larges vides non-occupés. Ce type d'extension accentue le processus de valorisation différenciée de l'espace urbain, dans lequel les espaces lotis sont désormais recherchés comme lieu d'habitation, en particulier par les couches moyennes de la population, ceci étant essentiellement dû aux prix élevés atteints par le sol urbain. La population exclue de ce marché foncier va alors occuper les zones jusqu'alors moins valorisées, donnant naissance au phénomène de *favelisation*.

La population de faible pouvoir d'achat est alors expulsée dans la direction de la Base Navale sur les rives de l'estuaire du Rio Potengi, et sera encore réduite dans les années 70 et 80 par la montée du prix du sol urbain, jusqu'à son refoulement au-delà du Rio Potengi, vers la zone Nord. A cette population de "l'autre côté du pont", sont réservés les espaces les moins convoités par la spéculation immobilière, et qui sont plutôt ceux de l'occupation industrielle et ouvrière, consécutive à la modernisation industrielle des années 70. « Ce sont des aires occupées par les ensembles d'habitations construits par la COHAB, les habitations auto-construites ou les *favelas*, qui configurent ainsi le processus de ségrégation sociale dans l'espace urbain<sup>2</sup> » entre Zone Nord et Zone Sud.

La structuration interne des quartiers issus de cette époque des lotissements se caractérise par le tracé orthogonal, occasionné par l'occupation totale des espaces lotis, provoquant également, le plus souvent, l'absence presque totale d'espaces publics. A ce moment, les espaces verts, qui auparavant étaient publics (places), deviennent plutôt privés, sous forme de jardins incorporés aux parcelles des différents lots. Il faut remarquer aussi que le lot moyen est alors bien plus étendu que ceux tracés antérieurement.

<sup>1</sup> M.L.M.CLEMENTINO, 1995, *Economia e urbanização, O Rio Grande do Norte nos anos 70*, p.229.

<sup>2</sup> Idem, p.230-231.

## 4 - La politique étatique des "Conjuntos Habitacionais"

Le troisième moment commence avec la politique du logement développée par le régime militaire, visant à diminuer les tensions sociales dans les zones urbaines, à travers la diminution du déficit de logements et la gestion de l'emploi, par des aides à l'industrie de la construction civile, une politique bien résumée par le thème idéologique : "à chacun sa propre maison".

Il se développa alors, à partir du niveau fédéral, une politique du logement destinée à la population de bas revenus, combinée à une politique d'action communautaire de type associatif et à un programme de Centres Sociaux Urbains, pour lesquels l'intervention des pouvoirs publics, fédéraux et locaux, fut rendue nécessaire, dans le but de contrôler et de réguler à la source les conflits sociaux urbains.

Le Nordeste a été curieusement choisi pour expérimenter ces programmes. Sans doute parce que l'élite politique nordestine était très liée au pouvoir militaire et trouva ainsi bénéfique, notamment du point de vue électoral, à l'implantation de ces programmes, consolidant encore un peu plus l'alliance entre les vieilles oligarchies et les militaires au pouvoir. Ainsi le premier CSU (Centre social urbain) fut-il implanté à Natal, tout comme la première expérience du programme fédéral PROMORAR de logements sociaux. Les premiers grands ensembles d'habitations populaires ont été alors construits. A partir de 1979, le gouvernement de Lavoisier Maia mis en place des institutions devant assurer l'amélioration des prestations de services dans le domaine social, en développant un discours participationniste et en investissant massivement dans les organisations populaires, principalement à partir des "conjuntos habitacionais" récemment construits<sup>1</sup>.

Tableau 3 : Les "Conjuntos habitacionais" à Natal

1960		1970		1980	
Org. Financ.	Nbr de Log.	Org. Financ.	Nbr de Log.	Org. Financ.	Nbr de Log.
COHAB	1 938	SESC	50	IPE	389
		IPASE	768	COHAB	7 697
		COHAB	2 897	INOCOOP	11 230
		INOCOOP	6 668		
TOTAL	1 938		10 383		19 316

Source : Perfil dos bairros do município de Natal, SEMAP/PLANAT, sept. 1994, p.238

A Natal, cette production des « conjuntos habitacionais » est donc conduite de 1974 à 1986, donnant une nouvelle dimension à l'expansion physique de la ville. Pendant cette période sont implantés 63 « conjuntos habitacionais », comprenant 41.217 logements, et occupant une superficie de 2.786,15 ha., ce qui correspond à 25% de la superficie actuellement construite du municípe de Natal. Ces ensembles d'habitations logeaient, en 1985, une population totale d'environ 230.000 personnes, sur une population totale alors estimée à 510.000 par l'IBGE..

Selon Angela Ferreira, « ces ensembles sont implantés sans aucun respect de la pourtant faible réglementation sur l'usage du sol, la taille des lots et la superficie construite. Localisés dans des zones

<sup>1</sup> LA. De ANDRADE, 1988, « Movimentos sociais no Nordeste - O início de um debate », in: Nordeste : o que há de novo ?, UFRN, p.100-101.

urbaines périphériques, voire rurales, les *conjuntos* contribuent au surgissement de nouveaux grands vides, assurant la continuité au processus d'occupation raréfiée et fragmentée de la ville, initiée avec les lotissements ». En outre, estime-t-elle, « la localisation des *conjuntos* concrétise le processus de division socio-spatiale et la sousmission de l'Etat au marché immobilier <sup>1</sup> ». Dans la zone sud de Natal ont été implantés, principalement par l'INOCOOP, les *conjuntos* pour une population de plus grand pouvoir d'achat. Dans la zone nord, encore peu valorisée, et où est créée la banque de terres de la COHAB, sont implantés des *conjuntos* destinés à une population aux plus bas revenus. La grande distance par rapport au centre de la ville conduit les habitants de ces ensembles à de longs déplacements jusqu'à leur lieu de travail, et à affronter d'énormes problèmes liés aux services urbains de base très insuffisants, notamment les transports collectifs.

Enfin, « l'organisation spatiale des *conjuntos* est caractérisée par un type de tracé qui transforme des zones déterminées de la ville en un véritable casse-tête, sans marques, ni références ou quelconque autre type d'identification avec le lieu <sup>2</sup> ». L'intégration des habitants, déjà bien compromise par la manière dont ils sont arrivés dans ces *conjuntos*, est encore rendue plus difficile par certaines caractéristiques de la configuration interne de ce type d'ensembles collectifs. Les espaces et les équipements publics, qui sont des facteurs fondamentaux pour l'appropriation des lieux par les habitants, ainsi que des éléments importants dans les relations de voisinage, sont purement et simplement absents de ces réalisations. Leurs habitants sont ainsi soumis à une double déterritorialisation : à la fois dans la ville et dans leur quartier, associée à cette perte d'identification spatiale.

A partir de 1985, l'épuisement des réserves foncières réalisées préalablement par l'Etat sur le territoire de la ville même, conduit à la construction de *conjuntos* hors des limites du municipe de Natal. Dans la ville, cela laisse désormais le champ entièrement libre à l'industrie de la construction civile et à la spéculation immobilière, en particulier sur les nombreuses parcelles de propriétés privées conservées non construites dans l'attente de leur valorisation.

## 5 - Le temps des "incorporations".

L'époque la plus récente de la production de l'espace urbain à Natal se caractérise par le système des "incorporations" et sa participation à la densification et à la verticalisation de l'espace construit. Par verticalisation il faut entendre le processus de démultiplication du sol par l'augmentation du nombre d'étages construits dans les immeubles, et qu'on appelle dès lors très légitimement des "édifices".

L' "incorporation" [*incorporação*] est un système de production immobilière où l'incorporateur organise le processus de production, depuis l'achat du terrain jusqu'à la commercialisation du produit final : les appartements, les bureaux ou les surfaces commerciales.

Les données collectées une nouvelle fois directement par Angela Ferreira<sup>3</sup> dans les registres du cadastre immobilier, montrent que ce phénomène commence en fait dès les années soixante. Mais son

<sup>1</sup> A. L. De A.FERREIRA, « *Momentos históricos da produção e da configuração do espaço construído em Natal* », op. cit., sp.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> A.L.A.FERREIRA et L.A.QUEIROZ, 1990, « *A incorporação e a intensificação do espaço construído em Natal* ».

un total de 237 incorporations réalisées jusqu'en 1989, dans 17 quartiers de Natal, sur un total de 35.

On doit souligner que 22% des incorporations ont été réalisées par seulement 5 entreprises de construction. Leur localisation se concentre principalement dans cinq quartiers où prédominent des populations de revenus moyens et élevés : Lagoa Nova (34%), Tirol (15%), Petrópolis (10%), Dix-Sept Rosado (9%) et Capim Macio (7%). Ceci indique que les incorporations agissent différemment dans l'intensification de l'espace construit selon trois types de zones à distinguer ainsi :

Tableau 4 : Distribution spatiale des "incorporations" à Natal

Zones	Caractéristiques						
	Nombrc	%	Unités	%	Unit./mbrc	Surf. const.	%
Centrale <sup>1</sup>	79	33	1 548	29	20	280 578	43
Intermédiaire <sup>2</sup>	121	51	2 229	42	18	249 539	39
D'expansion <sup>3</sup>	36	16	1 532	29	42	119 731	19
Total	235	100	5 309	100	22	649 848	100

Source : A.L.A.FERRIIRA et L.A.QUEIROZ, *A incorporação e a intensificação do espaço construído em Natal*, 1990

- <sup>1</sup> - **Zone centrale** : Cidade Alta, Ribeira, Petrópolis, Tirol, Santos Reis, Praia do Meio.  
<sup>2</sup> - **Zone intermédiaire** : Lagoa Nova, Dix-Sept Rosado, Alecrim, Lagoa Seca, Nova Descoberta, Candelária, Quintas.  
<sup>3</sup> - **Zone d'expansion** : Capim Macio, Ponta Negra, Neópolis, Igapó.

1 - Dans la zone centrale : à travers le changement dans la taille et dans la forme des constructions, les incorporations augmentent la densité démographique des quartiers consolidés et se substituent à d'anciennes constructions d'intérêt historique, souvent très détériorées. La surface totale ainsi construite, du fait de ces incorporations, est quatre fois plus étendue que celle qui est remplacée, montrant le processus de verticalisation dans ces espaces, mais entraînant également la saturation des infrastructures urbaines existantes provoquée par l'afflux de population nouvelle. Actuellement cette zone connaît de graves problèmes en ce qui concerne la circulation, la verticalisation, l'environnement et la dévalorisation du patrimoine historique, même si ces dernières années quelques restaurations souvent remarquables ont cependant été faites.

2 - Dans la zone intermédiaire : Cette zone concentre 44% des incorporations. Elles s'installent dans les vides urbains, même si un certain nombre de lots étaient occupés par une population de faible pouvoir d'achat, soit avec division des lots, soit parfois par l'installation de favelas. Avec l'occupation de lots vides (anciens loteamentos), elles s'étendent en direction d'espaces moins valorisés, en substituant à la population locale une population de pouvoir d'achat plus élevé, accentuant les disparités socio-spatiales.

3 - Dans la zone d'expansion : Les incorporations par l'occupation de lots jusqu'à présent vides, profitent de l'infrastructure et des équipements, même insuffisants en quantité et en qualité, des ensembles immobiliers (*conjuntos habitacionais*) voisins. Bien que la surface construite soit nettement moindre que celle qui est occupée, signe d'une moindre densification, finalement c'est tout de même plus de logements qui y sont ainsi construits. La hauteur des constructions reste ici bien en deça des seuils définis par le Plan Directeur, et 80% des constructions n'y dépassent pas les trois étages.

en deça des seuils définis par le Plan Directeur, et 80% des constructions n'y dépassent pas les trois étages.

Les incorporations sont donc clairement l'instrument d'une restructuration à la fois sociale et spatiale de l'urbanisme de Natal. Avec elles sont apparus des "édifices" ou « *condomínios fechados* » comme Kit Apart Hotel, Residencial Paris, le Flat Potengi, ou récemment encore, en 1996, l'Edifício Plaza Cezanne (Lagoa Nova), ou le Bosque das Mangeiras.

Prenons ces deux derniers exemples. Le promoteur du premier, l'entreprise **Encol**, développe ainsi, dans une brochure publicitaire, les arguments de vente de son projet, une tour double de 15 étages, nommée Edifício Plaza Cezanne : « dans une des meilleures localisations de la ville, le meilleur appartement va être le votre. Un lieu pour danser, nager, se promener, se relaxer et même plus... pour habiter. Dans l'Ed. Plaza Cezanne, vous allez tout trouver : la meilleure finition et les meilleures conditions de logement, de sécurité, d'accès facile au shopping et aux collèges et au centre commercial ». L'ensemble immobilier comporte en effet piscine, terrasse avec grill-barbecue (*churrasqueira*). Dans le second cas, comme l'indique son constructeur, la société de « Construction et Incorporation », **Construtora Nunes Ltda**, « la résidence Bosque de Mangueiras se trouve près des écoles, des supermarchés, des shoppings-centers et autorise plusieurs plans de paiement à partir de 340,00 R\$ mensuels et jusqu'à 120 mois ». L'ensemble immobilier se présente dans ce cas sous la forme de deux tours d'une douzaine d'étages, ce qui est encore relativement peu par rapport à d'autres "édifices", avec « piscine, salle de réception, aires de récréation, salle des fêtes, salle de jeux/gymnastique, bar, salle de relaxation, sauna, douches et bains ». On précise cependant bien : deux ascenseurs dans chaque tour, l'un "social", réservé aux propriétaires, et l'autre "de service", destiné aux employé(e)s de la domesticité. Cette séparation des espaces "sociaux" est également de mise dans tous les appartements de ce standing. Une "zone de service" soigneusement délimitée rassemble cuisine, W-C et chambre de bonne. Dans la partie dite "sociale" réservée aux propriétaires, il y a deux chambres avec deux W-C formant "une suite", un salon, salle à manger, et une petite "véranda" sur un balcon, et qui n'a évidemment plus rien à voir avec l'"alpendre", ce lieu traditionnel de la convivialité de toutes les maisons rurales, même les plus modestes. La fragmentation socio-spatiale se retrouve donc jusqu'à l'intérieur même des appartements ainsi produits par la spéculation immobilière, par cette séparation systématique entre l'espace "social" (celui des propriétaires-employeurs) et l'espace de "service" (celui des employés domestiques).

Avec les "incorporations", il s'agit donc plus que jamais de manifestations de la fragmentation de l'espace urbain à plusieurs échelles. A l'échelle de la ville, le capital immobilier, surtout préoccupé par ses profits, semble aujourd'hui complètement « se désolidariser des préoccupations relatives à la régulation publique de l'usage du sol, la ville pouvant être appropriée comme un collage de territoires singuliers. Les nouveaux incorporateurs immobiliers sont désormais libres de produire des espaces fragmentés. Les stratégies de superprofits de l'urbanisation, auparavant ponctuelles et occasionnelles, deviennent centrales et systématiques. Nous pensons ici aux "*condomínios fechados*"<sup>3</sup> et aux "*shopping-centers*"<sup>4</sup>. Au Brésil, jusqu'à la fin des

<sup>1</sup> Tract publicitaire de lancement, Août 1996.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Les « *condomínios fechados* » sont des ensembles immobiliers constitués d'appartements de grand standing, avec des équipements collectifs internes, sportifs et sociaux, mais surtout soigneusement fermés à l'extérieur par un gardiennage vigilant, au nom de la sécurité de leurs habitants.

années 70 n'existaient que 7 *shopping-centers*; à la fin des années 80, il en a déjà été construit 53<sup>1</sup>». A Natal, le modèle du genre est le *Natal Shopping Center*, dont le succès est tel qu'il vient de se dédoubler de l'autre côté de la BR-101 à proximité de laquelle il est situé. Mais il en existe déjà deux autres. Comment peut-on expliquer la "prolifération" de cette nouvelle structure dans la dynamique urbaine brésilienne ? « La majorité de la population n'a que des bas revenus, et une minorité de privilégiés ressent la nécessité de s'isoler du centre commercial [supermarchés classiques, essentiellement alimentaires, type *Nordestão*] qui approvisionne toute la population, et où à tout moment ils peuvent être volés ou agressés par le regard des pauvres et des mendiants. Le *Shopping Center* surgit ainsi pour tenter de résoudre le problème. Il est un lieu d'achat qui vise à séparer la société conformément au niveau de consommation. Car, comme chacun sait, le système capitaliste de consommation crée des règles et des normes sociales auxquelles la majorité n'a pas accès<sup>2</sup>». La ségrégation s'établit d'abord par les prix et par le standing des produits mis en vente, avec un culte bien orchestré des "marques" commerciales du "premier monde" pour les privilégiés. Elle se fait ensuite respecter, le cas échéant, par un gardiennage ostensible et musclé. A Natal, l'antithèse du *shopping Center* est précisément le quartier commercial traditionnel d'Alecrim, très fréquenté et beaucoup plus populaire, dont la devise est : « Il y a de tout à Alecrim ».

Les effets de la verticalisation par les incorporations sont donc perceptibles dans la configuration même de l'espace urbain, comme dans la substitution de différentes populations en termes de niveau de revenus, avec comme conséquence une différenciation plus poussée entre les différents quartiers et zones de la ville, comme à l'intérieur de chacun. « Dans une gradation de qualité qui va depuis l'édifice de haute qualité des espaces centraux, jusqu'à la construction de *conjuntos* qui suivent les mêmes spécifications que celles des ensembles INOCOOP dans la périphérie, les incorporations rendent ainsi plus évidente la ségrégation socio-spatiale<sup>3</sup>».

## Conclusion

A l'issue d'un tel examen des cinq moments de la formation de l'espace urbain de Natal, Ângela Ferreira tire les conclusions générales suivantes. D'abord, la démonstration lui semble faite que « le processus dynamique de la production de l'espace urbain a enregistré, dans sa structure physique même, les moments variés de son expansion et de sa transformation<sup>4</sup>». Mais il faut bien admettre aussi que « dans une ville, comme Natal, où la logique du capital commercial prédomine, les conditions sont propices à la spéculation sur le sol, déterminant la logique de l'organisation de l'espace urbain. Le résultat est

<sup>4</sup> Les « *shopping-centers* » sont des centres commerciaux constitués de nombreux magasins: moyennes surfaces, boutiques de luxe et multiples restaurants, dont les normes d'architecture et d'aménagement sont identiques, voire supérieures, à celles de ceux que l'on trouve dans les pays développés, comme les Centres Commerciaux Régionaux en France par exemple.

<sup>1</sup> L.C.Q.RIBEIRO, 1994, *Globalização, fragmentação e Reforma Urbana, o futuro das cidades brasileiras na crise*, p.278.

<sup>2</sup> M.F.F.RODRIGUES, 1996, « *Shopping Center: locus de sedução ou ilha de exclusão?* », *Espacialidade e Territorialidade*, Xème Encontro Nacional de Geógrafos, Recife, Vol.1, p.58.

<sup>3</sup> A. L. A.FERREIRA, « *Momentos históricos da produção e da configuração do espaço construído em Natal* », op. cité, sp.

<sup>4</sup> A. L. A.FERREIRA, 1991, « *Os territórios que se constroem no cotidiano* », XIIIème Congrès Brésilien des Architectes, São Paulo.

espace hautement ségrégateur où il n'existe pas de rationalité dans l'usage et l'occupation du sol urbain <sup>1</sup>».

A son échelle de ville moyenne, Natal vérifie à sa manière le principe qui veut que « la ville capitaliste possède le caractère d'incarner une division spatiale des classes et des activités dans une dimension de sophistication jusqu'alors inconnue. Si la ville n'inaugure pas les quartiers et les disparités socio-spatiales, elle comporte, cependant une multiplicité croissante d'activités, de strates et groupes sociaux (...) Les relations sociales s'y complexifient, et les disparités socio-spatiales accompagnent cette complexification <sup>2</sup>». Il est bien certain qu'une telle évolution n'est guère favorable aux classes les plus modestes de la société urbaine, qui sont touchées de plein fouet par tous ces processus spatialement et socialement ségrégatifs, et qui voient donc leur territorialité sans cesse bouleversée, remise en cause. Ainsi, la fragilité des repères territoriaux des couches les plus pauvres de la population urbaine semble-t-elle beaucoup moins provenir des effets de la « globalisation » la plus contemporaine, que des conséquences cumulées des étapes à travers lesquelles la production de l'espace urbain de Natal s'est effectuée depuis plus d'un demi siècle.

Il faut donc constater que, finalement, « le processus d'urbanisation de Natal se présente sous une forme désordonnée et sans les conditions minimales pour la réponse aux besoins de base d'une grande partie de la population. Les ressources consacrées à l'installation résidentielle principalement populaire ou dans la croissance urbaine, en ce qui concerne la reproduction de la force de travail (habitation, infrastructures et équipements urbains) sont insuffisantes, voire quasi nulles, face aux exigences et problèmes créés par ce processus d'urbanisation capitaliste. Pendant ce temps, la spéculation immobilière avance et le capital définit, alors, la logique d'expansion de la ville et le processus de division et de ségrégation sociale de l'espace urbain <sup>3</sup>». A cette sorte de jeu des chaises musicales socio-spatiales dans la ville, il y a, de toute évidence, plus de perdants que de gagnants. Dans ces conditions force est d'admettre pour l'instant que « la forme et l'intensité avec laquelle s'effectue la production capitaliste de la ville rend difficile la formation d'identités territoriales, tant au niveau de la ville qu'à celui des unités spatiales, c'est-à-dire des quartiers <sup>4</sup>». Les modalités mêmes de la production de l'espace urbain constituent donc un puissant obstacle à la formation des territorialités urbaines. Face au triomphe de la spéculation immobilière et à l'affaiblissement des politiques publiques en matière d'aménagement urbain, il reste d'ailleurs à savoir si le classique "quartier urbain" est bien le cadre adéquat d'une telle approche des identités territoriales dans la ville. L'exclusion

<sup>1</sup> A.L.A.FERREIRA et L.A.QUEIROZ, 1990, « *A incorporação e a intensificação do espaço construído em Natal* ».

<sup>2</sup> M.J.L. de SOUZA, 1989 « *O bairro contemporâneo: ensaio de abordagem política* », *Revista Brasileira de Geografia*, Avril-Juin 1989, p.154.

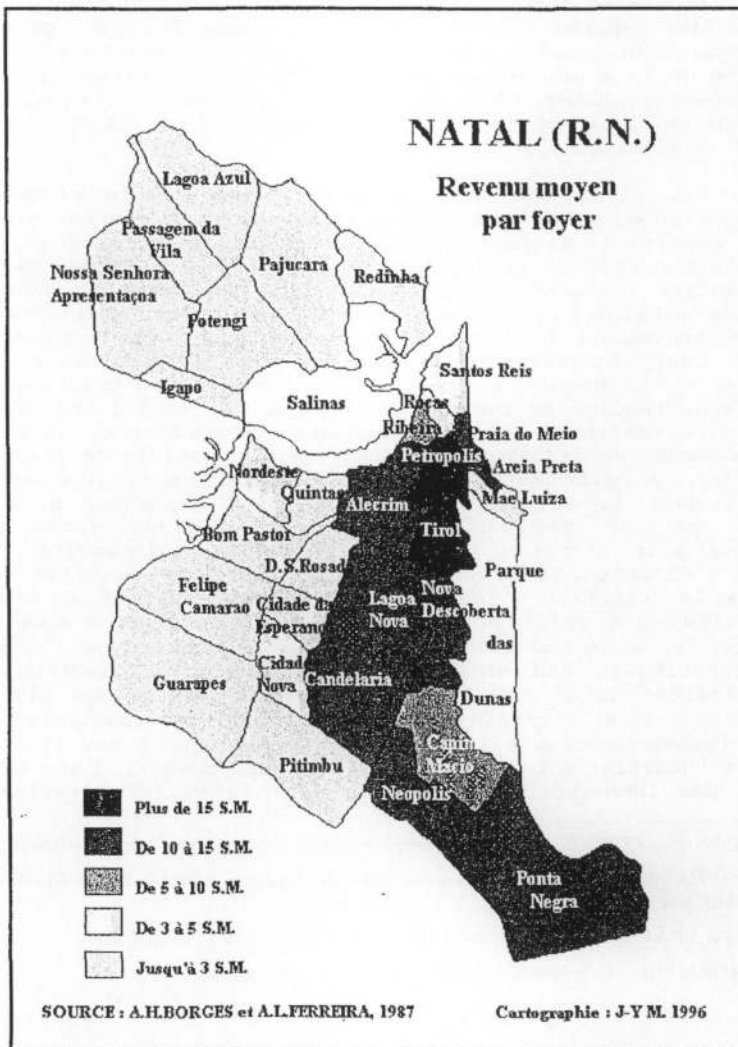
<sup>3</sup> A.H.BERGES et A.L.A.FERREIRA, 1987, « *Conflitos urbanos em Natal - 1976/86* », CEPAU/UFRN.

<sup>4</sup> A. L. A.FERREIRA, 1991, « *Os territórios que se constroem no cotidiano* », op. cité.



aggravée des pauvres dans l'agglomération, à plusieurs échelles et selon différentes configurations, et l'enfermement plus marqué des riches dans leurs appartements et leurs magasins de luxe, contribuent aussi à remettre en cause ce rôle territorialisateur du quartier urbain. Ce n'est sans doute plus lui, tel qu'il est pourtant encore considéré de manière privilégiée par le Plan Directeur, qui constitue le cadre obligé de référence pour des territorialités et des identités urbaines désormais soumises à une différenciation et à une fragmentation accentuées.

Figure 2 : Revenu moyen par foyer à Natal selon les quartiers urbains ( en Salaire Minimum).



## B - Géographie des favelas et des zones pauvres

Avant d'analyser la territorialisation des Mouvements socio-urbains à Natal, il est nécessaire de faire, même rapidement, le point sur la géographie des disparités sociales telles qu'elle s'exprime à l'intérieur des limites de la ville, dans ses quatre zones et ses 35 quartiers. L'histoire de la production de l'espace urbain, dont nous venons de rappeler, dans la partie précédente, les cinq grandes étapes les plus récentes, laisse deviner que les multiples causes de fragmentation de l'espace urbain ne peuvent que s'y traduire par de fortes disparités. Nous en cernerons d'abord les grandes lignes dans l'ensemble de la ville, avant d'examiner le cas plus particulier du quartier de Mãe Luiza.

### 1 - Zones pauvres et favelas à Natal

Au sujet des zones urbaines "déficientes" et des *favelas* - l'IPLANAT s'exprime à leur propos en termes « d'agglomérats sub-normaux »<sup>1</sup> - la comparaison des indications fournies par différentes sources, montre rapidement qu'il règne un certain flou dans les statistiques. Même si elle rend notre tâche plus compliquée, une telle imprécision peut néanmoins se comprendre.

Il n'est d'abord pas toujours facile d'appliquer sans hésitation les critères des définitions qui font officiellement, en principe, la différence entre *vilas* dégradées, zones déficientes (*areas carentes*) et *favelas*. On constate que dans l'intervalle de quelques années seulement, l'IPLANAT ne fournit pas lui-même des éléments identiques à ce sujet dans ses propres documents, comme ceux datant de 1992, et ceux qu'il établit pour la discussion, l'élaboration et l'adoption du nouveau Plan Directeur urbain de Natal. En 1994, l'IPLANAT indique ainsi qu'à Natal « il existe approximativement 70 *favelas* »<sup>2</sup>. Plus de 50% d'entre elles se trouvent dans des espaces écologiquement sensibles : environ 31,4 % occupent des dunes, 5,7% sont sous des coteaux et 18,6% dans les mangroves<sup>3</sup>. Mais peut-être existe-t-il aussi une certaine volonté politique de la part des autorités municipales et *estaduales* de maintenir ce flou, afin de contribuer à en sous-estimer finalement l'ampleur véritable. Après tout, l'éradication de ces zones déficientes et *favelas* qui est d'abord de leur responsabilité, n'avance guère. Peut-être vaut-il mieux essayer, dans ces conditions, d'en cacher la pleine mesure en ne poussant pas au-delà d'un certain flou, leur dénombrement exact. Enfin, la variabilité du phénomène est très grande et semble défier le chiffrage précis et fermement établi. Par exemple, en 1995, tout le monde à Natal a pu observer en plein centre ville, une *favela* faite de cartons sous le « viaduc » urbain, un toboggan routier situé entre Cidade Alta et Alecrim, au pied de l'avenue Rio Branco l'axe commercial le plus important de la ville haute. Elle avait été installée par de véritables « *retirantes* » chassés des campagnes de l'Intérieur vers la ville, pendant une période de sécheresse. Cette *favela* a depuis longtemps disparue et on a pris bien soin d'entourer

<sup>1</sup> IPLANAT, 1992, « *Caracterização dos aglomerados subnormais de Natal* ». L'IPLANAT prend soin de préciser que ses « données sont sujettes à rectification ».

<sup>2</sup> En 1983 la population des *favelas* constituait approximativement 10% de la population totale, avec 42 575 habitants répartis dans 39 sites ( source ; BORGES et FERREIRA, 1987)

<sup>3</sup> IPLANAT, 1994.

soigneusement les lieux par de solides grillages, afin de décourager toute nouvelle tentative du même genre. Mais cet épisode spectaculaire n'autorise pour autant aucunement à réduire le phénomène des *favelas* à Natal aux seuls effets imprévisibles et très directs de la sécheresse. Car, au lieu d'être un phénomène exceptionnel lié aux conséquences des excès du seul climat, nous nous efforcerons de démontrer ici que les *favelas* doivent plutôt y être considérées comme la forme d'urbanisation finalement ordinaire et malheureusement la plus courante pour les couches populaires urbaines les plus démunies.

Les sources sur lesquelles nous nous appuyerons sont l'IPLANAT (1992) et le Plan Directeur (1994), afin de tenter par une comparaison critique de leurs données, d'analyser la géographie des zones urbaines « déficientes » - nous dirons plutôt pauvres - et des *favelas* à Natal.

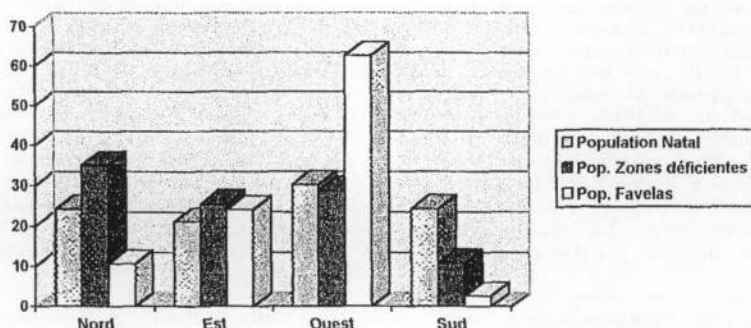
Tableau 5 : Répartition des Zones pauvres et des *favelas* dans les 35 quartiers de Natal

Zones	Municipe		Zones pauvres				Favelas			
	Population	%	Nb	%	Pop.	%	Nb	%	Pop.	%
Nord	147254	24,3	9	22,0	16415	35,0	8	28,6	1130	10,6
Est	128665	21,2	14	34,1	11937	25,5	4	14,3	2557	24,1
Ouest	183610	30,2	9	22,0	13500	28,8	14	50,0	6652	62,6
Sud	147531	24,3	9	22,0	5050	10,8	2	7,1	284	2,7
Natal	607060	100,0	41	100,0	46902	100,0	28	100,0	10623	100,0

Tableau établi par l'auteur à partir des données de l'IPLANAT, 1992

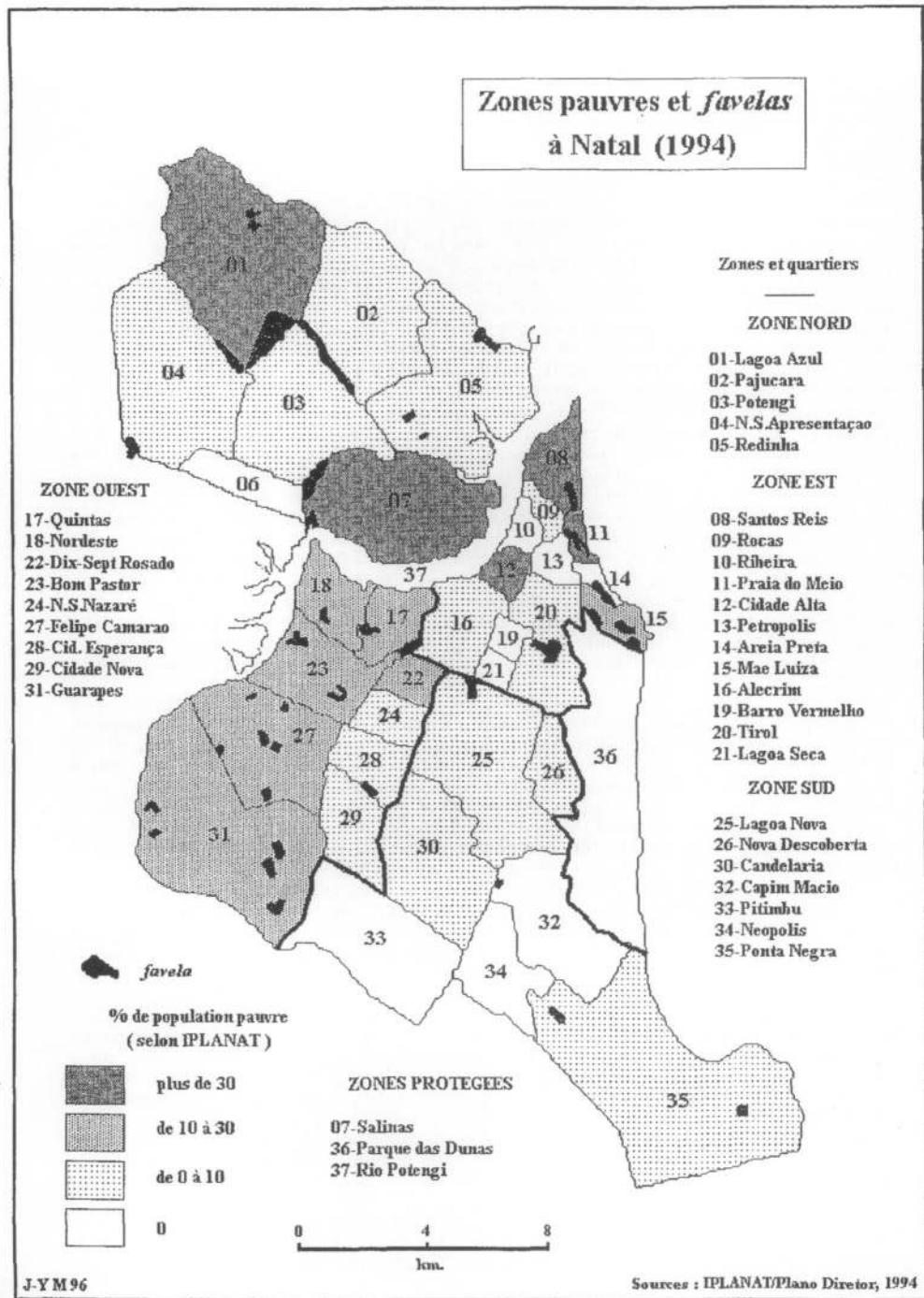
La répartition selon les quatre régions<sup>1</sup> des populations des zones pauvres et des *favelas*, qui totalisent un dixième de la population du municpe, diffère sensiblement de celle de l'ensemble de la population de Natal. Contrairement à l'idée répandue il s'agit pas, encore une fois, d'une simple opposition Nord/Sud dans la ville. Certes le Zone Sud (Zona Sul) est celle qui, selon l'IPLANAT, a le moins de *favelas* (2), mais la Zone Nord, au-delà du Rio Potengi, n'est pas celle qui compte le plus de zones déficientes ( 9 ) ni le plus de *favelas* (8).

Figure 3 : Répartition des populations de Natal, des Zones déficientes et des *Favelas* en % du total de la population de chaque catégorie par région



<sup>1</sup> Voir leur composition et leurs limites sur la carte suivante.

Figure 4 : Zones pauvres et favelas à Natal (1994)



Ce n'est donc pas la zone nord qui est la plus marquée par ces implantations de misère urbaine. Par contre elles y sont plus impressionnantes en étendue et en nombre d'habitants. Par exemple la zone « déficiente » José Sarney dans le quartier Lagoa Azul, compte 2 516 domiciles qui abritent plus que précairement une population totale de 12 415 habitants. S'ajoutant à quatre autres implantations du même type dans le même quartier, cela fait 43% de la population qui vit dans ces conditions d'habitation, bien qu'il n'y ait aucune *favela* répertoriée officiellement par l'IPLANAT dans ce quartier. A Pajucara, la zone déficiente de Pompéia compte plus de mille habitants. Mais dans cette Zone Nord la *favela* la plus visible est celle qui se trouve en contrebas du pont sur le Potengi, dans une zone de marais de Salinas en principe protégée, qui compte officiellement à elle seule 550 habitants. Elle n'est pas sans rappeler les tristement célèbres *Mocambos* de Recife. Autrement dit, cette misère très directement visible par tous ceux qui franchissent quotidiennement ce pont très fréquenté sur Potengi, ne peut qu'accréditer l'idée unanimement répandue que la pauvreté est surtout au nord, de « l'autre côté du pont ». Or, il n'en pas ainsi. Il existe aussi de nombreux « agglomérats subnormaux », en deçà du pont. Celle des quatre Zones urbaines la plus marquée à cet égard est même plutôt la Zone Ouest. C'est là qu'on trouve le plus de *favelas*, la moitié exactement (14 sur 28), et la population de *favelados* qui s'y trouve représente pas loin des deux tiers de celle de l'ensemble du municé. Pour être sans doute moins visible que celle du pont du Potengi pour tous ceux qui ne se rendent pas et ne se rendront sans doute jamais dans cette partie de la ville, elle n'en est pas moins bien réelle. Dans le quartier nommé Nordeste, la *favela* *Mosquito*, au nom évocateur (moustique), compte 1 265 habitants. Le quartier de Guarapes ne compte, lui, pas moins de 4 *favelas* sur son territoire, avec un total de 1076 *favelados*, alors que ce quartier compte globalement 12 334 habitants. La vraie zone d'exclusion et de marginalité est donc là, plutôt que dans la zone nord surtout marquée, quant à elle, par de vastes « zones déficientes », certes moins nombreuses mais plus étendues.

Et il faut encore ajouter ceci. La Zone Est, quant à elle, souvent considérée comme celle des beaux quartiers, n'est pas que l'espace de la verticalisation et de la nouvelle richesse ostentatoire. On y compte aussi pas moins de quatorze zones déficientes, c'est-à-dire en fait nettement plus que les 9 qu'on trouve dans chacune des trois autres zones urbaines. Dans le centre-ville historique de Cidade Alta on relève même deux *favelas*, dont celle de Passo da Pátria, où vivent plus de mille *favelados*. Mais il y a également des zones déficientes sur la façade côtière des plages urbaines. C'est le cas à Santos Reis, à proximité des citernes de la PETROBRÁS, mais aussi à Praia do Meio, avec la Rua do Motor qui compte 1 365 habitants. A Mãe Luiza au pied du phare (*Farol*), se situent non seulement quatre zones pauvres, mais également la *favela* de Sopapo sur laquelle nous reviendrons.

L'examen rapide de la répartition de ces « agglomérats subnormaux » dans Natal, effectué en grande partie à partir de données dont tout donne à penser qu'elles sous-estiment en fait la réalité, nous conduit ainsi à la conclusion que dans cette géographie de la misère urbaine à Natal se vérifie le principe qu'il n'y a donc pas des quartiers entièrement pauvres d'une part, et des quartiers exclusivement riches d'autre part. L'exclusion et la ségrégation socio-spatiales sont bien plus subtiles et diversifiées. Elles fonctionnent surtout à plusieurs échelles : d'abord, celle de l'agglomération tout entière dans le cadre d'un modèle auréolaire de type centre périphérie; celle des quatre zones urbaines ensuite, non pas selon le modèle Nord/Sud généralement admis mais plutôt selon un modèle Nord-Ouest/Sud-Est ; et enfin, à l'échelle de chaque quartier, elles vont se nicher dans les moindres recoins de la

fragmentation spatiale, qu'elle soit le résultat des modalités successives de production de l'espace urbain depuis 50 ans et celui de ce qui est actuellement en cours dans les espaces de verticalisation et de requalification. Cette réalité, au-delà du mythe du "dualisme urbain" (quartiers riches et quartiers pauvres) ou des représentations sans véritable fondement (Zone Sud aisée, Zone Nord pauvre) bouleverse constamment la donne en ce qui concerne les identités socio-spatiales et conduit à des situations véritablement tendues et conflictuelles de dé/reterritorialisation.

L'exemple le plus significatif à cet égard est bien celui du quartier de Mãe Luiza que nous allons examiner plus particulièrement : longtemps considéré comme un espace sans intérêt, situé dans un cul-de-sac dunaire, et, comme tel, abandonné aux pauvres des *favelas*, il devient aujourd'hui, avec le développement touristique et son désenclavement par la Via Costeira, une zone de requalification touristique qui intéresse beaucoup la spéculation immobilière. Il n'est pas indifférent de souligner que c'est aussi le quartier de Natal où les MSU sont les plus nombreux et les plus actifs.

## 2 - L'exemple du quartier Mãe Luiza et de la favela do Sopapo

Pour conclure cette partie nous étudierons donc brièvement le cas du quartier urbain de Mãe Luiza et plus précisément de la *favela do Sopapo* qui s'y trouve. Il s'agit de tenter de mieux cerner, dans ce cas particulier, d'une part, certaines caractéristiques de l'identité socio-spatiale des *favelados* de Sopapo, et, d'autre part les problèmes et enjeux de territorialité qui s'y posent.

Nous savons déjà que c'est un quartier réputé pauvre, non sans raisons. Sa population totale est de 17.463 habitants, dont près de la moitié ont moins de 14 ans. Cette population n'a augmenté que de 2 % par an en moyenne entre 1980 et 1991. Le revenu mensuel par domicile n'y est que de 1,88 Salaires Minimum en moyenne, sans doute la moyenne la plus faible de tous les quartiers de Natal. Dans le territoire du quartier, on compte selon l'IPLANAT, cinq "agglomérats sous-normaux" de population pauvre, tous installés sur les dunes littorales, à la pointe nord du *Parque das Dunas*, un espace longtemps militaire et, en principe, protégé par les Plans Directeurs urbains de 1984 et de 1994.

Tableau : « Agglomérats sous-normaux » de Mãe Luiza  
selon l'IPLANAT (1992)

Agglomérat « sous-normal »	Type selon IPLANAT	Nombre de domiciles	Nombre de familles	Nombre d'habitants.
<i>Conjunto Sopapo</i>	Zone déficiente	92	97	440
<i>Barro Duro</i>	Zone déficiente	123	129	830
<i>Aparecida</i>	Zone déficiente	733	771	1 820
<i>Alto da Colina</i>	Zone déficiente	52	55	234
<i>Sopapo</i>	Favela	85	95	510

Source : IPLANAT, 1992

### a - L'identité socio-spatiale des *favelados*.

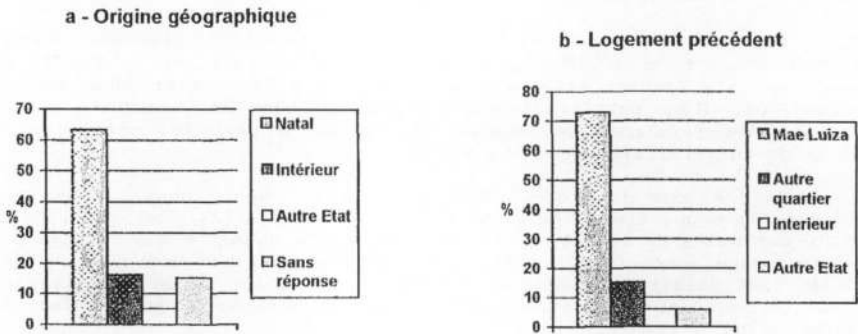
Nous cernerons cette identité spécifique à partir des données de l'enquête récente de Marjorie Medeiros sur la *favela do Sopapo* à Mãe

Luiza (1995) <sup>1</sup>. La population de la favela est alors de 527 habitants, 47,8 % ayant moins de 14 ans.

- L'origine géographique

Une première question se pose qui est celle de l'origine géographique, du lieu de naissance, des *favelados* de Sopapo, qui est aussi celle de l'historique de leur territorialité. Il peut être trouvé des éléments de réponses à travers la localisation de leur précédent logement. Or à ce sujet les réponses sont sans ambiguïté, bien qu'un peu inattendues.

Figure 5 : Origine géographique et localisation du précédent logement des *favelados* de Sopapo (Mãe Luiza) Natal-RN 1995



Source des données utilisées :  
M.MEDEIROS, 1995

Il apparaît donc que selon l'échantillon de l'enquête, 63,4% des *favelados* de Sopapo sont, en 1995, originaires de Natal, et 16,3 % seulement de l'Intérieur de l'Etat du Rio Grande do Norte. Quant à leurs précédents logements ils se situaient à 72,8% dans ce quartier même de Mãe Luiza. Voilà qui témoigne, contre toute attente, d'une stabilité certaine dans le lieu. Elle est pourtant bien confirmée également par la durée de l'établissement dans la *favela* qui se présente de la manière suivante.

<sup>1</sup> M. Da Fonseca e Silva MEDEIROS, 1995, « *Do Barraco ao Sobradinho (Proposta de relocação para os moradores da Favela do Sopapo) (Mãe Luiza)* », UFRN/CEPAU, Natal RN, dactylographié, 76 p. + annexes.

Tableau 6 : Durée de l'établissement des favelados à Sopapo (Mãe Luiza)

Depuis :	Nombre	%
Plus de 5 ans	51	43.20
de 3 à 5 ans	18	15.24
de 2 à 3ans	20	16.95
de 1 à 2 ans	16	13.59
moins de lan	13	11.02

Source : M.MEDEIROS,1995

Pour 73% des personnes interrogées leur précédent lieu d'habitation se situait déjà dans le quartier de Mãe Luiza, et pour 15,2% dans un autre quartier de Natal. Seulement 6% habitaient précédemment soit dans l'Intérieur de l'Etat, soit dans un autre Etat brésilien. De plus, 43,2% habitent ici depuis plus de 5 ans. Tout ceci permet à Marjorie Medeiros de conclure, ce qui est évidemment très important, que : « contrairement à ce que la littérature spécialisée a l'habitude d'affirmer, la favela do Sopapo n'est pas le produit de l'exode rural. Bien que 21,4% de ses habitants soient des migrants, 87,48% des familles habitaient à Natal avant de se déplacer vers la favela, dont 72,8% venant du quartier lui-même. Plus de la moitié de la population (58,44%) réside dans le lieu depuis plus de 3 ans<sup>1</sup>, et ceci « bien que , en 1992, il ait été construit le Conjunto Alto do Farol II pour le relogement de 92 familles de la favela<sup>2</sup> ». Si l'on croit donc les données de cet exemple, une favela est moins un quartier provisoire né de l'afflux incontrôlé de la population rurale lié à des circonstances conjoncturelles momentanément défavorables, qu'une forme certes précaire mais finalement durable d'installation dans la ville qui concerne les couches les plus démunies de la population urbaine elle-même<sup>3</sup>.

- L'emploi

La plupart des *favelados* interrogés déclarent travailler, pour ceux qui sont en âge de le faire, et même pour quelques uns qui ont moins de 15 ans.

Tableau 7 : Situation des habitant(s) par rapport au travail

( sur un total de 527<sup>1</sup> )

Situation	Nombre	%
Travaillent	188 <sup>2</sup>	35,67
Femmes au foyer	43	8,16
Retraités	7	1,33
Sans emploi	8	1,52
Sans réponse <sup>3</sup>	18	3,12

Source : M.MEDEIROS,1995, p.36

<sup>1</sup> 47,8 % ont moins de 14 ans<sup>2</sup> sur les 188 , cinq ont moins de 15 ans<sup>3</sup> pour ceux qui ont plus de 15 ans<sup>1</sup> M.MEDEIROS, 1995, p.37.<sup>2</sup> Idem, p.39. C'est nous qui soulignons, J-Y M.<sup>3</sup> Ces conclusions recouper les observations de Baetrix PONTES dans les cinq *favelas* Sopapo (Mãe-Luiza), José Sarney (Lagoa Azul), Bem-te-Vi (Potengi), Beira Rio (Salinas) et Maré (Felipe Camarão). Le pourcentage du lieu d'origine des habitants de ces *favelas* est de 63% dans la ville de Natal et du Grand Natal, et 37% de l'Intérieur du *Rio Grande do Norte*. 56% avaient déjà habité dans plus de deux *favelas*, et 20% dans la même *favela* (B.PONTES, 1993)



L'essentiel de ceux des *favelados* qui sont en âge de travailler le font. Encore faut-il s'interroger pour savoir dans quelles conditions. Un autre aspect de l'enquête permet de répondre en partie à la question. « Les types d'occupation déclarés sont les plus variés possibles. Bien que la majorité des habitants aient déclaré avoir une profession bien définie, il est facile d'observer que la grande majorité vivent en fait de « biscate <sup>1</sup> » ou d'emplois précaires. Les secteurs les plus fréquents sont les emplois domestiques, qui atteignent 29,25%, suivis des employés de commerce et de service avec 22,87% <sup>2</sup> ».

**Tableau 8 : Catégories professionnelles des *favelados* de Sopapo (Mão Luiza)**

(Population économiquement active = 188 (100%))

Catégorie professionnelle	Nombre	%
EMPLOYE(E) DOMESTIQUE (domestique, lavandière, jardinier, etc.)	55	29,26
EMPLOYE(E)S DU COMMERCE ET DES SERVICES (gardien, coiffeuse, chambrière, coursier, etc.)	43	22,87
« BISCATEIRO », TRAVAIL PRECAIRE (gardien de parking, marchand ambulant, etc.)	26	13,83
AUTRES (pêcheur, peintre, vacher, artisan, mécanicien)	26	13,83
OUVRIER DE LA CONSTRUCTION CIVILE (maçon, aide, maître de chantier)	20	10,64
FONCTIONNAIRE PUBLIC (fédéral, estadual, municipal)	13	6,91
PETIT COMMERCANT	5	2,66
TOTAL	188	100,00

Source : M.MEDEIROS, 1995, p.36

L'examen de ce tableau, même s'il est constitué d'un nombre limité de cas, donne cependant une idée générale des emplois de ce tiers des habitants de la *favela* Sopapo qui travaillent. La plupart de ceux des *favelados* qui sont en mesure de travailler, du fait de leur âge surtout, s'efforcent visiblement de le faire. Les exclus socio-spatiaux de l'habitat dit « sous-normal » ne sont donc pas totalement ceux du travail. Ce qui frappe, c'est d'abord le nombre assez faible de ceux qui vivent de « biscate », ce « *jeitinho* » des pauvres fait de débrouille, de petits boulots, comme celui, très répandu dans le centre ville de Natal, de gardien de voitures en stationnement (« *pastadore de carros* », pasteur de voitures) par exemple. Ensuite, les emplois des habitants de Sopapo apparaissent comme répondant, ou s'adaptant assez bien à la demande des quartiers voisins nettement plus favorisés. Les travailleurs de la construction civile sont ceux qui contribuent, à leur modeste mais indispensable place, à la fièvre de construction des « édifices » de la spéculation immobilière. Les petits employé(e)s des services et du commerce sont ceux qui répondent aux besoins de main d'œuvre sans qualification liés à la tertiarisation de la ville et à la poussée de consumérisme qui accompagne le développement des supermarchés, type *Nordestão*, et même des *shoppings-centers*. Quant aux employé(e)s domestiques, ils travaillent pendant la journée, pour rarement plus d'un salaire minimum, dans les confortables « suites » des classes favorisées,

<sup>1</sup> Il s'agit des petits boulots précaires, de la débrouille (NdA)

<sup>2</sup> M.MEDEIROS, 1995, p.36.

et rejoignent le soir la *favela* de Mãe Luiza où ils ont, quant à eux, un domicile nettement plus précaire.

- Les revenus

**Tableau 9 : Revenus des familles de la *favela* Sopapo  
en fonction du Salaire Minimum <sup>1</sup>**

Revenu familial	Cas	%	% cumulé
Moins de 1 S.M.	10	8,47	-
de 1 à 2 S.M.	79	66,95	75,42
de 2 à 3 S.M.	14	11,86	87,28
de 3 à 5 S.M.	13	11,02	98,30
plus de 5 S.M.	1	0,85	99,15
Sans information	1	0,85	100

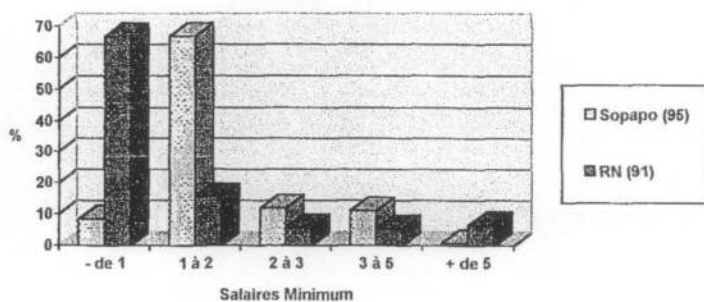
Source : M.MEDEIROS, 1995, p.37

<sup>1</sup> Salaire Minimum (S.M.) = 70 Reais, valeur de mars 1995. Il est passé depuis à 100 Reais ( environ 100 dollars US ).

Certes il n'est pas question de sous-estimer la faiblesse des revenus des *favelados* de Sopapo. Le revenu familial moyen est très faible. Les trois quarts de familles ne reçoivent pas plus de deux salaires minimum.

Mais un simple rapprochement entre la structure de leurs revenus par tranche, avec celle de l'ensemble du *Rio Grande do Norte*, fait néanmoins apparaître que si la pauvreté urbaine est certes grande, et on le voit bien à Sopapo, elle n'est tout de même pas au même niveau que la misère rurale qui pèse si fort dans les disparités de cette structure des revenus à l'échelle du *Rio Grande* tout entier.

**Tableau 10 : Comparaison de la répartition des revenus,  
*favela* Sopapo (Mãe Luiza) / *Rio grande do Norte*  
(1995)**



Sources des données : MEDEIROS (1995) et IBGE/IDEC (1993)

Dans la *favela* Sopapo de Mãe Luiza, s'il y a moins de revenus supérieurs à 5 S.M. que dans l'ensemble du *Rio Grande do Norte*, il y a

également moins de très faibles revenus inférieurs à 1 S.M.. Deux tiers de revenus se situent entre 1 et 2 S.M.. En d'autres termes, les *favelados* de Sopapo sont des salariés urbains très précaires, c'est certain, mais qui sont surtout très mal payés. C'est de toute évidence cette faiblesse et cette précarité de leurs revenus qui les empêchent d'accéder à un niveau, même seulement légèrement supérieur, de type d'habitation ou de logement dans la ville. La *favela* apparaît ainsi comme la seule solution qui soit adaptée à la médiocrité de leurs revenus. On aura remarqué que cette situation touche même quelques fonctionnaires publics (7% de la population étudiée), ce qui témoigne aussi de la faiblesse des salaires versés par l'Etat, au moins pour la base de la hiérarchie.

Le quartier de Mãe Luiza, le plus pauvre de Natal selon de nombreux indicateurs, n'est donc pas l'autre terme d'une prétendue "dualité urbaine" qui opposerait globalement et uniquement quartiers pauvres et quartiers riches. Il est, à bien des égards, le strict complément des espaces urbains riches, leur indispensable vis-à-vis, et surtout une réserve de main-d'oeuvre très bon marché pour la construction, le gardiennage et la domesticité des pôles de modernité, eux qui exhibent à proximité - à Petropolis, Tirol et sur la Via Costeira - une richesse encore plus cruellement ostentatoire.

#### b - Quelques problèmes de territorialité dans la favela do Sopapo (Mãe Luiza).

La territorialité des habitants de Mãe Luiza offre de multiples aspects de précarité, qu'ils soient liés à des risques naturels ou à divers enjeux économiques et sociaux.

##### **- les risques naturels : pluies et éboulement des dunes.**

Avec le retour saisonnier des pluies, « les *favelados* prient pour que le temps change <sup>1</sup> ». A Mãe Luiza, ce problème chronique, puisque le quartier est situé au pied des dunes, est aggravé par la carence des pouvoirs publics. Selon Paulo Eduardo Da Silva, 19 ans, « presque toutes les semaines il vient par ici des gens de la Mairie, ils font divers projets, prennent des notes, relèvent le nom de tout le monde, mais c'est tout. Ils ne font rien de plus ». Quant à lui il a uniquement été obligé de détruire sa baraque, dans la rue São Francisco, pour la refaire un peu plus haut et se soumettre davantage au risque d'éboulement. Dans la partie basse de cette rue São-Francisco habite Maria Martins Dos Santos, 46 ans. Son sort est pire encore. Un nouveau tas de sable s'accumule dans la cour et sa baraque qui abrite huit personnes a déjà été détruite deux fois. « Ça fait deux fois qu'elle est tombée, dit-elle, heureusement personne n'a été blessé. Quand il tombe la moindre petite pluie, nous avons tous peur, et nous nous attendons au pire <sup>2</sup> ».

##### **- l'insuffisance de l'assainissement**

« Dans la *Favela do Sopapo* de Mãe Luiza, les immondes montent à l'assaut des dunes, dénoncent l'absence totale des collecteurs d'ordures. Les rats courent entre les baraques à la pleine lumière du

<sup>1</sup> « *Favelados rezam para tempo mudar* ». Diário de Natal, 9 avril 1993.

<sup>2</sup> Idem.

jour aux côtés des enfants augmentant les risques de maladies<sup>1</sup>». Pour Maria Fernandes, Directrice Adjointe du Collège Severino Bezerra, « parmi les problèmes graves de Mãe Luiza il y a la prolifération des ordures, et en conséquence, des rats, une situation qui n'a jamais été réglée, malgré les actions des pouvoirs publics, qui sont restées dans la majeure partie des cas inefficaces<sup>2</sup>».

#### - le non-respect des règles d'urbanisme du Plan Directeur

Pour Aparecida Fernandes, 21 ans, née dans le quartier, étudiante en Lettres et professeur à l'école d'alphabétisation populaire du Centre Socio-Pastoral, « au-delà des problèmes de base d'infrastructure, comme la propreté urbaine et la santé, les constructions irrégulières et l'usage et l'occupation illégale du sol, sont aussi une préoccupation. Elle cite un immeuble de quatre étages, construit dans le quartier, ne respectant pas la législation municipale, qui ne permet pas ici l'édification de bâtiments de plus de deux étages<sup>3</sup>»..

#### - La menace d'éviction spatiale

On souligne volontiers ainsi l'originalité du quartier : « Mãe Luiza, dont la population possède un profil de revenu prédominant qui varie de zéro à trois salaires minimum a été pendant de nombreuses années un quartier oublié. Mais, après le surgissement et la consolidation de l'espace touristique de la Via Costeira, la pression du marché immobilier sur la zone a augmenté<sup>4</sup>». Dulce Bentes, professeur au Département d'Urbanisme et d'Architecture de l'UFRRN, présente à ce sujet à la presse une monographie<sup>5</sup> sur Mãe Luiza. « Déjà en 1979, quand fut élaboré le Projet Parque das Dunas de la Via Costeira, Mãe Luiza a été défini comme zone spéciale d'usage contrôlé. En 1984 le Plan Directeur qualifie Mãe Luiza de Zone Spéciale de Récupération Urbaine. C'est une zone spéciale parce qu'elle a des spécificités du point de vue social et écologique ». Pourtant, du point de vue social, toujours « la population de Mãe Luiza est menacée de manière croissante dans son droit à l'habitation, considérant la pression du marché immobilier sur la zone. Elle est renforcée par l'impact de l'activité touristique, qui se développe dans un espace adjacent avec la Via Costeira ». Quant à l'aspect écologique, la même étude souligne que le processus d'urbanisation de l'espace s'effectue avec une mise en cause accélérée des composants de l'environnement du quartier, en particulier les dunes. Selon Dulce Bentes, « on assiste à une dévastation du Parc des Dunes qui limite le quartier, avec des installations dans des zones à risque, compte tenu de l'instabilité du sol ou de la déclivité accentuée des terrains, en plus de la carence en infrastructures de base, principalement l'assainissement et la collecte des ordures<sup>6</sup> ».

Même si la recherche dirigée et présentée par D.Bentes a des préoccupations presque plus environnementalistes que sociales, elle souligne cependant que l'origine essentielle de bien des problèmes du quartier réside dans la reconsidération de son statut socio-spatial au sein de la ville. D'angle-mort jusqu'à présent quasi abandonné aux

<sup>1</sup> Diaro de Natal, 9 avril 1993.

<sup>2</sup> Tribuna do Norte, 24 novembre 1994, p. 8

<sup>3</sup> idem.

<sup>4</sup> O Poti 6 décembre 1992, p.3

<sup>5</sup> D.BENTES et alii, « Uso e Ocupação do Solo em Mãe Luiza », CEPAU/UFRRN, 1992.

<sup>6</sup> D.BENTES, O Poti, 6 décembre 1992, p.3

fractions le plus pauvres de la population urbaine, le quartier retrouve, par sa double proximité d'avec le zone touristique de la Via Costeira et des quartiers de la verticalisation immobilière, un intérêt nouveau. Cela nourrit une volonté affirmée d'éviction de sa population la plus pauvre. Dès 1992, la presse exprime cette volonté en insistant lourdement, au nom des risques de choléra, sur « les conditions d'habitation et d'hygiène inexistantes dans la favela menacée de démolition », une favela où « on vit d'entêtement ». C'est beaucoup moins par compassion à l'égard des favelados, que pour justifier insidieusement leur prochaine expulsion. « Vivant sous la menace constante d'être expulsés par la Mairie de Natal d'une des zones du quartier de Mãe Luiza les plus privilégiées, les habitants de la Favela do Sopapo survivent dans des conditions sub-humaines comme il arrive dans la majeure partie des zones déficientes. Ce sont environ 60 familles entassées dans un embrouillamini de baraques en bois, paille, tôles et même carton. Malgré ces conditions difficiles, la majorité refuse de quitter les lieux, simplement parce qu'elle n'a pas où aller, ouvrant ainsi un conflit avec le pouvoir politique municipal <sup>1</sup> ». Certes si le flanc des dunes de Mãe Luiza offrent des conditions "inexistantes" (sic) à l'habitation des pauvres, il semble par contre très "privilegié" aux yeux de la spéculation foncière et immobilière.

Mais, en quelques années, la mobilisation de la population a cependant été à la mesure des problèmes posés, sans pour autant les résoudre, mais sans non plus que la population pauvre soit, pour l'instant, expulsée. Cela est dû au développement d'un mouvement communautaire très diversifié. La presse le souligne en montrant le rôle des représentations spatiales dans le cas du quartier : « La colline de Mãe Luiza qui durant des années représenta pour Natal le mythe maudit de la favela urbaine, a vaincu le stigmate sans que la ville le perçoive et donne désormais un exemple silencieux. Il vient de ce quartier la démonstration féconde suivante : comment un mouvement communautaire libéré des liens électoraux et des directions pernicieuses, peut mobiliser une population. Une bonne part des 18 000 habitants se divise en une infinité d'associations qui vont des Club de Mères jusqu'à l'inimaginable nombre de 15 équipes de football<sup>2</sup> ». Selon Rubenilson Brasília, Professeur à l'UFRN « le plus grand nombre d'organisations par mètre carré doit être ici <sup>3</sup> » dans ce quartier de Mãe Luiza. Traitant également « des relations du quotidien dans la construction démocratique de la gestion urbaine », un groupe d'universitaires de l'UFRN fait ce même constat qu'à Mãe Luiza, « les effondrements de coteaux, l'excès d'ordures, l'absence d'assainissement de base, la précarité des habitations, la mortalité infantile, entre autres problèmes, sont perçus et discutés dans la plus grande variété de formes organisées qui vont de l'équipe de football aux associations de vieux, en passant par les groupes de jeunes, les groupes pastoraux, les conseils communautaires, les groupes culturels (...) ». Cependant, s'interrogent-ils également : « quelle est la perspective de ces relations où se tissent, au quotidien, l'affrontement à la crise urbaine et des alternatives de survie ? » Ils remarquent que si « une caractéristique marquante du quartier Mãe Luiza est bien la grande quantité d'organisations communautaires », ils tiennent aussi à souligner qu'à leurs yeux « la coopération et les conflits s'expriment à travers ces pratiques associatives, en mettant en évidence que la diversité et la multiplicité

<sup>1</sup> A.COUTINHO, « *Favela do Sopapo, onde se vive de teimoso* », *Tribuna do Norte*, 17 Mai 1992.

<sup>2</sup> *RN-Economico*, août 1995, p.22

<sup>3</sup> cité par *RN-Economico*.

<sup>4</sup> LANDRADE, D.BENTES, A.FERNANDES et V.PESSOA, 1993, « *As Relações do Cotidiano na Construção Democrática da Gestão Urbana* », travail publié dans les Annales du Séminaire Interdisciplinaire « *Cidade e Produção de Cotidiano* », Recife, MDU/ANPUR. Aimablement communiqué par Dulce BENTES.

des pouvoirs et la subjectivité sont des éléments qui mobilisent la population pour la construction de son lieu et de la préservation de son identité »<sup>1</sup>.

L'exemple de Mãe Luiza illustre donc parfaitement l'idée selon laquelle c'est bien la mobilisation des populations concernées qui, aujourd'hui, contribue à la fois à la construction de leur territoire intra-urbain et à la définition de leur identité.

Dans quelle mesure cette conclusion, valable pour Mãe Luiza, est généralisable à l'ensemble de la ville de Natal ? C'est ce que nous allons examiner maintenant à propos de tous les Mouvements Socio-Urbains (MSU) qu'on peut y observer.

---

<sup>1</sup> Idem , souligné par nous.

C - Dynamiques territoriales et logiques  
identitaires des Mouvements Sociaux Urbains

Nosso desejo : existir	Com toda capacidade
A praça ser o saber	Que mostramos ao lutar
Fazer da rua cultura	Por uma sociedade
Em cada esquina prazer	Livre da corrupção
De poder participar	Onde à população
Mostrando que agora	Viva com dignidade
Queremos governar	

Aparecida Fernandes, 23 ans  
Mãe Luiza, Natal (RN) <sup>1</sup>

Nous prendrons d'abord comme point de départ et d'appui, les résultats des travaux du Département d'Urbanisme et d'Architecture de l'Université Fédérale (CEPAU/UFRN), portant sur les Mouvements et Conflits Urbains à Natal entre 1976 et 1986. Nous tenterons ensuite une mise à jour, à la date de 1994, de l'état actuel des Mouvements Communautaires Urbains, en cherchant d'une part à analyser les logiques de leur territorialisation dans la ville, et d'autre part à mesurer les dynamiques identitaires telles qu'elles transparaissent dans les attributs de l'identité de leurs participants qui sont privilégiés par leur dénomination et leurs objectifs. Enfin, il s'agira d'apprécier, en 1995-96, les caractéristiques socio-spatiales de ces mouvements et, au-delà du contenu de leurs déclarations et de leurs efforts de communication, c'est-à-dire dans leurs pratiques militantes effectives, leur degré réel de radicalité.

1 - Origines et caractères des Mouvements Sociaux Urbains (1976-1986)

Les travaux de la CEPAU/UFRN<sup>2</sup> visaient, pour la période de 1976 à 1986, une « cartographie et analyse des Conflits Urbains à Natal ». Selon leurs auteurs, « ainsi (...) sont cartographiés comme conflits, toutes les revendications, dénonciations et actions collectives qui représentent des réponses de fractions de la population urbaine, à l'état de carences urbaines, aux mesures autoritaires de l'Etat ou au caractère autoritaire et sélectif de la politique urbaine. Ils représentent donc le premier moment de la réaction de la population, le premier moment de sa lutte pour la survie, contre la dégradation de ses conditions de vie, pour la défense du droit de citoyenneté <sup>3</sup> ».

- La méthode d'approche consiste essentiellement en un dépouillement de la presse locale, pour y repérer et y dénombrer les actions des Mouvements urbains et les revendications dont ils sont porteurs. La méthode a des justifications car « même quand l'occurrence de problèmes urbains déterminés n'est pas à l'origine d'un conflit manifeste, la demande des journaux par la population est grande, étant donné la magnitude que le problème atteint quand il est porté à la connaissance du public. Ceci parce que les journaux quotidiens de la

<sup>1</sup> Cordel écrit par Aparecida Fernandes, dite "Cida", publié dans *Fala Mãe Luiza*, n°23, 14 novembre 1996 [ Notre souhait : exister / que la place soit un savoir / faisant de la rue une culture / avec à chaque coin le plaisir / de pouvoir participer / en montrant que désormais / nous voulons gouverner / avec toute la capacité / que nous avons montré à lutter / pour une société / libérée de la corruption / et où la population / vive dans la dignité ].

<sup>2</sup> A.H.BORGES et A.L.de A.FERREIRA, 1987, « *Conflitos urbanos em Natal 1976-1986* », CEPAU/UFRN, Natal.

<sup>3</sup> Idem, p.6

ville représentent des groupes politiques opposés ( un le gouvernement, l'autre l'opposition) et ils y trouvent un certain intérêt à polémiquer au sujet des « carences » de la ville, et de l'action ou des omissions des pouvoirs publics<sup>1</sup> ».

Mais il y a cependant, en procédant ainsi - du propre aveu des auteurs -, un risque de sous-estimation quantitative et qualitative de la réalité des conflits urbains à Natal. D'une part, parce que, comme elles le reconnaissent, « le caractère exploratoire de la cartographie réalisée, n'ayant comme source quasi exclusive que la presse locale, ne nous a pas permis d'évaluer la dimension de cette évolution, dans sa totalité<sup>2</sup> ». D'autre part, il a bien des conflits ouverts « pour l'usage et l'appropriation de l'espace urbain ». Ce sont, par exemple, « les luttes contre l'enlèvement des *favelas* des espaces consolidés et centraux de la ville » ou encore « des invasions inorganisées - sur des terrains de l'Etat, au nord ». Or, parmi ces conflits pourtant des plus significatifs, force est de constater que, malheureusement, « rares sont ceux qui manifestent dans la presse de manière explicite leurs revendications pour le logement ou la propriété de la terre, ou présentent une plus grande organisation dans leurs affrontements<sup>3</sup> ». Un certain nombre des mouvements et conflits urbains, en particulier les plus spontanés qui sont aussi les plus sporadiques, et ceux des couches les plus populaires qui se préoccupent bien moins de leur retentissement dans la presse, risquent ainsi d'être négligés ou ignorés. Il faut donc prendre les résultats de cette "cartographie" comme des minima. Pourtant, même en procédant ainsi, sont repérés 96 conflits ouverts, dont 26 qui présentent les caractéristiques « d'un antagonisme entre des segments de la population et la classe dominante, ou des fractions de celle-ci », et qui mériteraient seuls la qualification de Mouvements Sociaux Urbains (MSU).

Sur cette base, les chercheurs de la CEPAU croient devoir souligner que « le mouvement populaire à Natal, sous la forme du mouvement communautaire ne possède pas une grande tradition de lutte; au contraire d'autres villes du Nordeste comme Salvador et Recife, ou comme dans le sud du Brésil, où les mouvements de quartiers sont mieux organisés ». Certes dans la période la plus récente il en est effectivement ainsi, mais c'est oublier la radicalité politique du *Rio Grande do Norte* qui s'est notamment exprimée en 1935<sup>4</sup>, et contre laquelle on a beaucoup fait depuis pour qu'elle soit soigneusement occultée, et pas seulement à l'époque du régime militaire. L'intervention systématique de l'Etat dans la politique urbaine et sociale y est pour beaucoup.

Les formes d'actions sont essentiellement les suivantes :

- les **dénonciations** (« *denúncias* ») dans la presse, sont des éléments fondamentaux pour la compréhension des conflits urbains à Natal. Dès le premier instant ils apparaissent dans la presse comme des façons individuelles ou collectives de s'opposer aux carences de la gestion de la ville. Dans la mesure où on observe leur répétition constante, venant d'une population qui fait une queue systématique devant les sièges de la presse locale, il y a déjà là l'organisation implicite d'une opposition collective à travers l'ensemble des dénonciations qui sont publiées par la presse.

<sup>1</sup> Ibidem, p.18-19.

<sup>2</sup> Ibidem, A.H.BORGES et A.L.de A.FERREIRA, 1987, « *Conflitos urbanos em Natal 1976-1986* », CEPAU/UFRN p.15

<sup>3</sup> Ibidem p. 16

<sup>4</sup> Sur l'épisode de 1935, voir Première Partie, p. 54-55.



- les **revendications** auprès des pouvoirs publics par des Pétitions (*abaixo-assinados*) et/ou les délégations (*ofícios*).

- les « **conflitos evidentes** », c'est à dire les **conflits ouverts** et manifestes. Ces **conflits urbains** sont eux-mêmes de trois ordres :

1 - ceux qui concernent l'usage et l'appropriation de l'espace urbain (propriété de la terre et logement);

2 - ceux qui portent sur l'usage des biens et services urbains ; transports, assainissement, propreté urbaine, équipements de santé et d'éducation, éclairage public, revêtement et entretien des rues, sécurité et téléphone.

3 - ceux qui touchent à la gestion de la ville : en opposition à l'action urbanistique et à la politique urbaine de l'Etat ou de la Municipalité, et pour la participation de la communauté à la gestion urbaine.

- et, enfin, les **Mouvements sociaux urbains** organisés : « le MSU est défini comme l'action collective de la population dans le sens d'éviter la dégradation des conditions de vie dans la ville et/ou d'interférer dans l'action de l'Etat sur l'urbain. Cette action collective se comprend comme une action organisée et de caractère politique, expression de l'antagonisme existant entre des segments de la population et la classe dominante ou des fractions de celle-ci<sup>1</sup> ».

**Tableau 11 : Moyens utilisés pour l'acheminement des revendications**

Moyens utilisés par les Mouvements	Nombre	%
Délégation auprès de services publics	27	47,3
Organisation de Commissions	15	26,3
Pétitions	06	10,5
Audience avec les services publics	02	3,5
Action revendicative	01	1,9
Divers autres	06	10,5
<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>100,0</b>

Source : travail de terrain réalisé au 1er semestre de 1988, CEPAU/UFRN

Le rôle de l'Etat a été important dans l'incitation à l'action communautaire notamment dans les *Conjuntos habitacionais*, dans l'objectif de prévenir et de canaliser tout mouvement populaire, dont le développement risquerait sans cela de lui échapper.

**Tableau 12 : Origine et période de la création des organisations communautaires**

Motif de la Création	Année de la fondation					Total	%
	61-74	75-78	79-82	83-86	1987		
Initiative COHAB/INOCOOP	1	4	11	8	-	24	41,3
Communauté elle-même	-	1	1	7	5	17	29,3
Lutte sur un problème	-	2	2	5	2	10	17,2
Groupes d'Assesseurs	2	1	1	1	-	4	6,9
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>7</b>	<b>58</b>	<b>100,0</b>

Source: Enquête de terrain, CEPAU/UFRN, 1988

<sup>1</sup> Ididem, A.ILBORGES et A.L.de A.FERRIARA, 1987, Op. cité, p.6

Cette importance de l'initiative publique dans la création des mouvements se vérifie également à travers le fort déséquilibre entre Conseils communautaires, dont la création est impulsée par l'Etat, surtout dans les *Conjuntos habitacionais*, et les Associations d'habitants (*moradores*) plus autonomes qui sont de l'initiative des habitants eux-mêmes.

**Tableau 13 : Espaces où sont territorialisés les Mouvements Urbains à Natal**

Organisations Espaces	Conscils Communautaires	Associations d'habitants	Centres Sociaux	Total	%
Quartiers	24	2	2	28	48,3
Ensembles Coll.	26	4	-	30	51,7
Total	50	6	2	58	100,0
%	86,2	10,3	3,5	-	100,0

Source: Enquête de terrain, CEPAU/UFRN, 1988

Les actions engagées par les Mouvements urbains sont essentiellement orientées vers la satisfaction de revendications portant sur les services urbains, dont l'insuffisance constitue l'origine de beaucoup de problèmes dans de nombreuses parties de la ville. Nous constatons qu'il existe une forte demande dans tous les domaines des infrastructures urbaines de base : transports collectifs, propreté et éclairage publics, assainissement, etc. Selon les chercheurs de la CEPAU, la demande pour ces services est d'ailleurs surtout forte dans les quartiers et les ensembles collectifs occupés principalement par les classes populaires.

**Tableau 14 : Types de problèmes faisant l'objet de revendications de la part des Mouvements Urbains**

Types de problèmes	Nombre de cas	%
Police-Sécurité	52	15,4
Transports collectifs	41	12,1
Propreté publique	39	11,5
Eclairage public	37	10,9
Crèches	33	9,7
Assainissement	31	9,3
Ecoles	31	9,3
Postes de Santé	29	9,6
Logement	19	5,6
Pollution	19	3,8
Autres	13	3,6
Total	337	100,0

Source : travail de terrain réalisé au 1er semestre de 1988, CEPAU/UFRN

Mais ils remarquent également que si les revendications portant sur « les transports et l'adduction d'eau sont surtout fortes dans les quartiers populaires en expansion au nord et au nord-ouest », cependant, « ces carences qui reflètent plus les conditions de spoliation et de misère que rencontrent les couches populaires, ne les mobilisent pas systématiquement au point de générer des mouvements sociaux urbains, ni

des conflits ouverts représentatifs ou des affrontements. Aussi, les conflits générés à partir des demandes d'équipements d'usage collectif qui se sont le plus distingués pendant ces années furent ceux des quartiers de classes moyennes et ceux portant sur les transports, qui étant originaires des quartiers populaires, se sont étendus à toute la ville<sup>1</sup>. Il est donc bien clair, dès l'origine des mouvements urbains, que leur développement ne dépend pas uniquement de la gravité des carences urbaines, mais pour une large part de la composition sociale de la population des différents quartiers. Dans une large mesure, la stratégie de l'Etat qui consiste à freiner l'activité des mouvements en les contrôlant à toutes les étapes, de leur création jusqu'aux formes ultérieures d'action, a largement été couronnée de succès, notamment en ce qui concerne les couches populaires.

Une enquête complémentaire faite auprès des dirigeants de ces mouvements, pour savoir sous quelles formes ils cherchaient à faire aboutir leurs revendications, montre que dans la majorité des cas ils souhaitent pour l'essentiel chercher des solutions auprès des pouvoirs publics, les démarches auprès d'eux étant le principal moyen d'exprimer leurs demandes. On peut donc observer que l'Etat devient ainsi, pour les Mouvements, un simple récepteur de leurs revendications. Elles sont ainsi portées jusqu'aux organes publics de manière très pacifique, sans que la population soit mobilisée et sans aucun affrontement entre elle et les autorités publiques.

Ce contact entre mouvements et Etat ou Mairie s'établit de manière formelle et disciplinée. Le moyen le plus utilisé est la démarche qui est généralement conduite auprès des Pouvoirs publics par quelques représentants des Mouvements, ou par la constitution de Commissions qui sont la plupart du temps formées par les dirigeants des mouvements eux-mêmes. Les autres instruments de lutte, comme les Pétitions (*abaixo-assinados*), les manifestations publiques (*passeata*), les marches (*caminhada*), sont très peu utilisées. Dans ces conditions, les « revendications cessent d'être une bannière de lutte et se transforment en processus bureaucratésés »<sup>2</sup>.

Ainsi les travaux des urbanistes du CEPAU sur les Mouvements Socio-Urbains de Natal, concernant la fin des années 70 et une bonne partie des années 80, font-ils la démonstration que, dans cette première période, leur existence et leurs actions était fortement liées à l'initiative et au contrôle des pouvoirs publics. Leur implantation géographique se situait tout autant dans les *Conjuntos habitacionais* que dans les quartiers urbains. Leurs revendications portaient essentiellement sur des améliorations des conditions de la vie urbaine. Leurs modalités d'action se réduisaient, pour l'essentiel, à différents types de démarches (pétitions, délégations, audiences) auprès des pouvoirs publics eux-mêmes. On n'échappait ainsi peu au dualisme nordestin traditionnel : clientélisme des demandeurs / électoralisme des sollicités.

## 2 - Mouvements Communautaires et Identités socio-spatiales urbaines aujourd'hui (années 90)

Une liste systématique des organisations communautaires, quartier par quartier, publiée à la date de Septembre 1994, conjointement par le Secrétariat Municipal de Planification (SEMAP) et par l'Institut de Planification Urbaine de Natal (IPLANAT) permet de répertorier 445

<sup>1</sup> Ibidem, A.H.BORGES et A.L.de A.FERREIRA, 1987, ouv.cité, CEPAU/UFRN, p.17.

<sup>2</sup> Ibidem.

**organisations :** Conseils Communautaires (62) et Associations d'habitants (9), Clubs de Mères (144) et Associations Féminines (9), Groupes de Jeunes (34) et Groupes de personnes Agées (32), Centres Sociaux (15), Associations humanitaires(3) et/ou religieuses (17). Dans cette liste on ne trouve qu'une seule Association de Pères (à Neopolis), et une seule association écologique (un "Núcleo Ecologico", à Lagoa Nova), ce qui tendrait plutôt à prouver que le paradigme environnementaliste est encore très loin de s'imposer largement, tout du moins à la base.

Il n'est pas tout à fait certain, dans un domaine aussi mouvant où les créations et les disparitions ont lieu en permanence, que cette liste soit vraiment exhaustive. Mais elle est suffisamment fiable pour servir de base d'analyse, au moins en ce qui concerne les plus grandes tendances. Sur certains aspects plus particuliers nous disposons également de listes plus récentes et détaillées, mais malheureusement partielles et disparates, qui nous ont été aimablement fournies par le SECRA (Secrétariat municipal des Régions Administratives).

La première de ces tendances est la multiplication et du développement des organisations communautaires. Selon le responsable municipal du SECRA, que nous avons interrogé à ce sujet en 1996 : « depuis dix ans le Mouvement communautaire à Natal a beaucoup augmenté, avec la multiplication des associations et organisations de mères, de jeunes, de vieux... Et il y a plus de Conseils communautaires et d'Associations d'habitants qui travaillent avec la Municipalité, la Mairie. On peut affirmer que les Conseils Communautaires et les Associations se stimulent. C'est bien, parce que les communautés parviennent à se réunir pour pouvoir coopérer ensemble avec les pouvoirs publics, à travers leurs associations et conseils <sup>1</sup> ». Loin de s'atténuer au tournant des années 90, le nombre et l'activité des mouvements communautaires se sont, au contraire, développés ces dernières années.

### *Mouvements socio-urbains et attributs des identités socio-spatiales*

A partir d'un relevé de 445 associations et organisations urbaines, quartier par quartier, établi en 1994 par les organismes de planification urbaine de la ville de Natal, il est possible de répartir ces mouvements selon une série de critères qui sont autant d'attributs de l'identité socio-spatiale de ceux qui y participent. C'est un moyen d'approcher les différenciations qui, du point de vue de la territorialisation des mouvements urbains, peuvent ainsi apparaître au sein de la ville [ voir **Tableau 15 : Répartition des mouvements par types d'objectifs et par zones géographiques Natal - 1994**, page suivante]

<sup>1</sup> Entrevue réalisée au Siège du SECRA, en août 1996.

**Tableau 15 : Répartition des mouvements par types d'objectifs et par zones géographiques  
Natal - 1994**

Zones →	Nord		Sud		Est		Ouest		Natal	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Mouvements définis par:										
Le lieu (Cc et Ah) <sup>1</sup>	20	13%	24	31%	10	10%	17	16%	71	16%
Le sexe (Cm et Af) <sup>2</sup>	71	46%	24	31%	48	46%	33	30%	176	40%
L'âge (Gj et Ga) <sup>3</sup>	29	19%	11	14%	8	8%	18	17%	66	15%
Leur but social ou humanitaire	3	2%	1	1%	6	6%	8	7%	18	4%
Le caractère religieux	2	1%	1	1%	8	8%	6	6%	17	4%
Divers ( sport, écologie, etc.)	28	18%	17	22%	25	24%	27	25%	97	22%
<b>Total</b>	<b>153</b>	<b>100%</b>	<b>78</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>100</b>	<b>445</b>	<b>100%</b>

Tableau établi par l'auteur à partir des données SEMAP/IPLANAT - 1994

<sup>1</sup> Conseils Communautaires et Associations d'Habitants

<sup>2</sup> Clubs de Mères et Associations de Femmes

<sup>3</sup> Groupes de Jeunes et Groupes d'Anciens

Dans l'ordre décroissant de leur fréquence, les attributs de l'identité socio-spatiale des participants aux différents types de mouvements qui sont plus particulièrement affichés dans leur dénomination et leurs objectifs sont : le sexe (40%), le lieu d'habitation quelle qu'en soit l'échelle de référence (16%), l'âge (15%), un but social ou humanitaire (4%) et la religion (4%).

Le nombre le plus important d'associations et d'organisations (176) concerne donc les Clubs de mères et les Associations de femmes. Leur espace géographique de référence figurant dans leur intitulé exact ne prend jamais en compte l'ensemble d'un quartier tout entier. Au contraire, le fait que dans certains quartiers il en existe un grand nombre ( jusqu'à 43 dans le quartier Potengi en Zone nord, 17 à Rocas en Zone est, et 11 à Quintas en Zone ouest ) montre bien que leur zone de recrutement et d'activité concerne en fait des espaces beaucoup plus réduits à l'intérieur de chaque quartier. A noter qu'entre 1994 et 1996 le nombre de Clubs de Mères de la Zone Sud est encore passé de 20 à 25, accentuant une territorialisation à maille plus fine. Ces associations sont à l'évidence plus nombreuses dans les quartiers plus populaires, comme ceux des zones Est et Nord (46% dans les deux cas) que dans les zones moins défavorisées, comme au sud ( 31%) et à l'est (30%). Mais même à l'intérieur de la zone Est, c'est dans les quartiers les plus touchés par les difficultés que les associations de femmes sont les plus nombreuses : 7/16 à Mãe Luiza, 14/24 à Rocas, et 6/18 à Alecrim. Il faut donc en tirer la conclusion que la répartition spatiale de ce type d'organisation montre l'importance du rôle des femmes dans la lutte contre les effets et les risques les plus quotidiens de la vie urbaine. Véritable pilier de la famille et du domicile, quelle qu'en soit d'ailleurs la précarité, les femmes et leurs organisations apparaissent comme un premier recours, à l'échelle micro-locale, contre l'isolement social, l'exclusion familiale et les risques de délinquance pour les plus jeunes.

Les mouvements urbains qui privilégient l'âge dans l'identité de leurs participants sont également assez nombreux ( 15% du total ) et concernent presque à égalité les jeunes (34) et les personnes âgées (32). Là encore la constatation s'impose qu'ils sont surtout nombreux dans les quartiers les plus en difficulté : la Zone nord (19%) et la Zone Ouest (17%). On ne peut interpréter autrement cette répartition que par la nécessité d'organiser dans ces quartiers, plus encore qu'ailleurs dans la ville, le secours et l'aide à des classes d'âge particulièrement fragilisées et menacées par les conséquences des carences urbaines. On notera que de telles organisations ne sont pas complètement absentes de

la zone sud. Ce sont des Groupes de Jeunes dans les quartiers qui comptent quelques zones déficientes ou même des *favelas* (Nova Descoberta et Pitimbú), ou des Clubs d'Anciens à Lagoa Nova, Neopolis et Ponta Negra, où ils remplissent une fonction visiblement autre que celles des groupes d'anciens des zones plus pauvres, et qui sont ici plutôt celle d'animation du « troisième âge », pour des retraités plus aisés.

Parmi les organisations qui prennent explicitement en référence le lieu d'habitation (71), les Conseils Communautaires (62) sont beaucoup plus nombreux que les Associations d'habitants (9). Elles sont nettement en plus grand nombre dans la Zone Sud (31%) plus aisée, que dans les Zones Nord (13%) et Est (10%), plus pauvres. Il apparaît ainsi que la référence à l'espace est plus facilement fréquente dans les quartiers où dominent les classes moyennes, que dans les quartiers où les classes populaires sont les plus présentes. Il faut ajouter que cette référence s'exprime au sein d'un cadre spatial qui est rarement celui du quartier urbain tel qu'il est officiellement délimité, notamment par le *planejamento* et le Plan Directeur urbain. Cette constatation se vérifie pleinement, en 1996 dans le cas de la Zone Nord par exemple, pour laquelle nous disposons d'une liste complète des Conseils Communautaires, sachant qu'en quelques années seulement ils y sont passés de 18 à 43. Si on établit un relevé des références spatiales de tous les Conseils Communautaires de la Zone Nord, par quartier administratif, en distinguant ceux qui agissent dans le quartier entier, ou dans une seule partie du quartier comme c'est le plus souvent le cas, et ceux dont l'action se circonscrit soit à un *Conjunto habitacional*, un lotissement (*loteamento*) ou un zone de Vilas, on obtient le résultat suivant.

Tableau 16 : Répartition des références spatiales des Conseils Communautaires de la Zone nord de Natal - 1996

Zone Nord : quartiers	Références spatiales à :				Total
	Quartier ou sub- quartier	Conjunto	Loteamento	Vila	
Igapó	1	2	-	1	4
Potengi	2	7	-	-	9
N.Sra da Apresentação	1	4	1	-	6
Lagoa Azul	1	4	2	-	7
Pajuçara	-	12	1	-	13
Redinha	1	3	-	-	4
Total :	6	32	4	1	43

Tableau établi à partir des données du SECRA, 1996

Il est net que le cadre privilégié de l'existence et de l'action des Conseils communautaires dans la Zone nord de Natal est toujours celui des *Conjuntos habitacionais*, dans trois quarts des cas. On vérifie donc d'abord que l'espace de l'activité des organisations localisées les plus nombreuses n'est certainement pas le quartier urbain tout entier, ni même une partie de celui-ci. Dans cette zone la référence dominante reste celle des ensembles collectifs. Faudrait-il y voir nécessairement le signe du maintien de la mainmise de l'Etat, par le contrôle des mouvements communautaires dans ces ensembles d'habitations qu'il a contribué à développer ? Pas nécessairement. Soulignons que dans la Zone sud, où leur nombre était équivalent en 1994, l'action des Conseils communautaires est désormais nettement plus autonome et même considérée comme « radicale ». Selon le responsable du SECRA, par comparaison, « les autres régions, dont la zone nord, sont plus amènes : on y pose des questions, on obtient la réponse, et on s'en va ». En bref, les Conseils communautaires de la Zone nord, même s'ils se sont multipliés ces

dernières années, essentiellement à l'échelle des *Conjuntos habitacionais*, se sont sans aucun doute affranchis en grande partie de la tutelle de l'Etat qui avait si activement contribué à les créer au moment de la construction de ces ensembles, au cours de la quatrième étape de la production de l'espace urbain de Natal. Pour autant, même libérés de cette tutelle, ils continuent, pour l'instant, à privilégier les méthodes d'action dont ils ont hérité de l'époque précédente. Leur poussée quantitative ne s'est pas accompagnée, dans l'immédiat, d'une mutation qualitative dans leur style d'activités. Leur "radicalisation" reste ainsi encore largement à faire. Mais il n'est pas dit qu'elle ne se fasse pas rapidement, compte tenu de la persistance des carences urbaines de cette partie de la ville.

Le résultat de cet examen des attributs de l'identité, privilégiés par les associations et organisations du mouvement communautaire urbain de Natal, recoupe et souligne les différenciations et les ségrégations socio-spatiales au sein de la ville. Il permet aussi de mettre en évidence que les mouvements urbains n'inscrivent que très partiellement leur action dans le cadre strict des quartiers urbains tels qu'ils sont officiellement délimités et dénommés. Pour ceux, et ils ne sont pas majoritaires, qui expriment plus ou moins explicitement leur cadre de territorialisation, ils agissent plus volontiers dans les limites des ensembles collectifs (*Conjuntos*) que dans celles du territoire tout entier des quartiers. Cette territorialité, en grande partie héritée de l'action étatique de planification urbaine, se traduit encore par une sorte de bridage des formes d'actions. Celles-ci restent marquées par une forte tradition de coopération déférente avec les pouvoirs publics, étatiques et municipaux.

### 3 - Quelle radicalité pour les MSU en 1996 ?

Pour le responsable du SECRA le degré de radicalité des mouvements doit essentiellement s'évaluer à partir des variations de l'intensité de leur activisme de quartier. « Les Conseils Communautaires, les Clubs de Mères, les Groupes de Jeunes ont un mécanisme d'avancement de leurs revendications, des formes pour arriver jusqu'aux pouvoirs publics : Maire, Conseillers, Secrétariat. Ici à Natal, ils ne se radicalisent pas beaucoup. Dans la Région Sud, la Mairie de quartier réalise chaque mois une réunion à travers un Conseil politique de la Région Sud. Dans ce Conseil, nous pouvons observer, dans les derniers mois, qu'il y a des signes d'une radicalisation plus forte, dans un secteur de Natal bien plus cultivé, plus développé. Que ce soit pour un Poste de Santé ou pour la propreté urbaine, il est possible d'identifier une radicalisation plus forte<sup>1</sup>. Même si ce responsable municipal reconnaît volontiers les progrès récents du mouvement communautaire à Natal, lorsqu'il s'agit de radicalité il ne peut l'envisager autrement que comme une simple augmentation de l'intensité des revendications et des formes d'action les plus habituelles des mouvements urbains. Dans ces conditions la « radicalité » la plus forte peut en effet se constater assez paradoxalement dans la Zone Sud de Natal, surtout zone de classes moyennes, qui n'est certainement pas la plus défavorisée ni la plus touchée par les carences urbaines.

Du côté des mouvements eux-mêmes, ils ne se répandent généralement guère en déclarations théoriques publiques sur leurs objectifs, leurs orientations, leurs stratégies. Les rares qui le font sont, encore une fois, les associations et organisations communautaires de la Zone Sud, avec une virulence qui pourrait sembler traduire effectivement un certaine radicalité. Prenons, par exemple, le cas de Marco Antonio dos

<sup>1</sup> Responsable du SECRA, entrevue citée, août 1996.

Santos Silva, président de l'AMERCOSUL, qui s'exprimait ainsi fortement, en 1995, dans les colonnes de la presse locale :

« Le lieu où nous demeurons parvient encore à être un espace de résistance collective, où affleure les attentes et les nécessités premières des citoyens, empruntant les canaux de la représentation des communautés ( conseils communautaires, associations de quartiers, etc.) L'heure est venue pour que nous formions une nouvelle identité de classe avec les personnes qui partagent le même espace géographique, avec des besoins communs et des manières différentes de les satisfaire. Une telle classe doit avoir la préoccupation d'affirmer l'échange avec d'autres éléments qui se montrent disposés à l'association, en respectant notre identité. Nous ne pouvons rester plus longtemps dans l'air du temps, à la merci du bon plaisir et assistant à l'ascension permanente des catégories qui constituent l'élite du pouvoir, dont les intérêts, immanquablement, ne sont pas ceux de la collectivité mais plutôt le maintien du statu quo<sup>1</sup> ».

Le lieu d'habitation dans la ville pourrait donc théoriquement devenir, par l'organisation de mouvements communautaires, un espace de résistance collective. Il s'agirait donc, ni plus ni moins, de construire une alternative au *statu quo* socio-spatial en vigueur, en contribuant à l'émergence de l'identité d'une nouvelle classe qui soit capable de se substituer à l'hégémonie devenue insupportable et illégitime de l'élite actuellement dominante.

Mais ce discours qui semble faire écho à notre problématique suscite néanmoins beaucoup d'interrogations. C'est pourquoi, après en avoir pris connaissance dans la presse, nous avons souhaité rencontrer les dirigeants de ces mouvements de la zone sud rassemblés dans l'Amercosul, pour en approfondir et en clarifier directement auprès d'eux la portée véritable<sup>2</sup>. S'agissant de savoir pourquoi et comment le lieu où on habite peut devenir un espace de résistance collective, la réponse de Marco Antonio fut alors la suivante : « le lieu où l'on vit, on y vit avec les habitants, et nos attentes, nos souhaits sont normalement les mêmes. Dans ce lieu les gens ont des problèmes communs, par exemple une communauté qui vit à côté d'une lagune qui provoque des nuisances. Le local ne laisse pas d'être là où les gens parviennent au travers des leçons de leurs insatisfactions, à promouvoir une résistance collective. Dans ce lieu il est possible et plus facile, du fait de la proximité, de mobiliser ses voisins, de faire une manifestation, une protestation contre la Mairie. Au fond, ce qui compte, c'est que les gens vivent ensemble (*conviver*) les mêmes problèmes ». On voit, qu'au fond, ce discours nettement moins radical qu'il pouvait sembler au premier abord, n'a en fait pas vraiment rompu avec l'idéologie du communitarisme, et s'articule surtout sur la recherche du consensus toujours potentiellement possible à l'échelle du quartier.

Quant à cette « nouvelle identité de classe des personnes qui partagent le même espace géographique », elle se réduit en fait à la perspective de créer « une nouvelle culture politique », mais strictement « dans l'indépendance et l'autonomie », qui « doit provoquer l'unité ». A ce sujet d'ailleurs pour Marco Antonio « il doit être bien clair que ces mouvements de proximité n'ont pas d'idéologie, et qu'ils sont dépourvus d'une quelconque charge théorique. Ils doivent continuer de discuter seulement de choses spécifiques, sans avoir de notion du global, au risque de perdre leur objectivité, d'y perdre beaucoup de crédibilité, et de n'atteindre rien du tout ». Le but de ces mouvements de quartiers serait donc essentiellement « de mobiliser les personnes qui vivent avec les mêmes problèmes, dans les mêmes attentes, pour le bien commun, et cela représente une forme de résistance aux pouvoirs publics, vers

<sup>1</sup> O Grande Natal, 17 juillet 1995, souligné par nous J-Y M.

<sup>2</sup> Rencontre au Siège du CRIEA, en juillet 1995, avec Marco ANTONIO, Kalazans BEZERRA, et Rosinaldo VIERA.



lesquelles on proteste véhémentement pour des choses très ponctuelles, comme le Poste de Santé du quartier qui ne fonctionne pas, plus que de discuter de la politique de Santé en général, ou de rester spectateur du municipale. Je pense que c'est une manière d'exercer pleinement sa citoyenneté».

Il apparaît ainsi clairement que derrière les apparences premières d'un discours assez radical, il s'agit en fait de continuer d'agir dans les formes depuis longtemps bien installées du face à face Mouvements-Pouvoirs publics. La simple prise de distance par rapport à la tutelle originelle de l'Etat sur les mouvements urbains, ne suffit donc pas pour rompre complètement avec la tradition consensuelle et participationniste des mouvements socio-urbains à Natal. Il s'y confirme donc bien, comme le souligne quant à lui le géographe M. De Souza, que ce type d'"activisme de quartier" repose en fait sur la « non-perception des conflits dans un sens radical - lutte des classes historiquement nourrie par les contradictions sociales -, [et] ouvre sur un horizon de recherche d'équilibres (encore que dynamiques) et une banalisation des tensions sociales au point de les évacuer à travers l'optique des négociations<sup>1</sup>.

Ce qui pouvait ainsi apparaître comme une amorce de théorisation de la territorialisation de leurs pratiques par les mouvements urbains de la Zone Sud ne va guère au-delà des mots, et est finalement refoulée et ajournée au nom de l'objectivité, de l'indépendance et de l'autonomie. On doit encore une fois souligner que ce positionnement provient exclusivement des milieux plus cultivés et les plus activistes des quartiers de la Zone Sud (Candelária, Neópolis, Potilândia, Cidade Satélite) habités certes par les classes moyennes plus ou moins aisées, mais où il existe aussi, sans nécessairement aller jusqu'aux *favelas*, quelques poches de pauvreté périphériques avec des couches sociales nettement moins favorisées. Voilà qui pourrait expliquer le paradoxe déjà souligné, qui veut que ce soit dans ces quartiers de cette zone au total nettement moins défavorisée que le mouvement socio-urbain soit aujourd'hui le plus actif, le plus dynamique.

La question qui mérite d'être posée est donc finalement celle-ci : le mouvement communautaire urbain à Natal devrait-il aujourd'hui, en s'affranchissant de la tutelle de l'Etat et des pouvoirs publics, tomber ainsi sous l'hégémonie des classes moyennes sans faire toute leur place aux couches populaires ?

#### L' AMERCOSUL : un "réseau" d'organisations communautaires ?

Le 26 novembre 1994 est créée l'AMERCOSUL (*Association du Mouvement des Entités Représentatives des Communautés de la Zone Sud*) par la signature de l'Acte de Constitution par des représentants du Conseil Communautaire de Cidade Satélite, du Conseil Communautaire de Potilândia, du Conseil d'Administration du Conjunto Neópolis, du Conseil des Habitants de Candelária et du Horto Florestal Parque das Serras. L'Acte de Constitution, qui est surtout consacré aux modalités formelles de la mise en place de « l'agglutination des entités [sic] » n'est par contre guère explicite sur ses objectifs. Le compte-rendu indique seulement que l'un des participants souligne à l'occasion « certains des avantages du rassemblement du mouvement communautaire et de sa coordination centralisée et unifiée<sup>2</sup> », sans qu'on puisse savoir d'ailleurs exactement lesquels, et un autre met en avant « la puissance

<sup>1</sup> M. De SOUZA, 1989, « *O bairro contemporâneo* », art. cité, p.146.

<sup>2</sup> Acte de Constitution de l'AMERCOSUL, 26 novembre 1994.

de feu qu'une entité de cette nature peut avoir dans l'acheminement de leurs revendications communes <sup>1</sup>».

En juillet 1995, Kalazans Bezerra, Ingénieur civil, dirigeant du Conseil Communautaire de Cidade Satélite, est nettement plus explicite et clair sur les objectifs de l'AMERCOSUL. Nous devons le citer plus longuement.

« La finalité que l'AMERCOSUL propose au mouvement communautaire qui est en train de s'organiser en ce moment dans notre ville, c'est de tenter de faire la démonstration qu'il y a la nécessité première que la population, comme un tout, commence à participer à la vie de sa ville au jour le jour, à la définition des politiques, au choix des priorités, aux décisions. Ces personnes ne sont pas préoccupées seulement de leur vie particulière. Elles se préoccupent désormais aussi du collectif. Elles en viennent à exercer leur pleine citoyenneté. Et ceci ne peut arriver, évidemment, que si quelques uns, un groupe de personnes, commencent à y travailler, commencent à tenter de montrer à la société que les changements n'arrivent, que s'il y a un engagement de cette société, s'il est proposé et exigé que ces changements arrivent effectivement. Car nous pensons que rien ne tombe du ciel. Il est nécessaire que les gens fassent que ces choses arrivent. Ils ne peuvent pas attendre pacifiquement, passivement, que les choses arrivent de haut en bas, et que les choses soient imposées. Nous croyons que rien ne peut être imposé de haut en bas. Nous avons cette conception qu'il est toujours intéressant qu'il y ait une vraie démocratie, que les personnes discutent et qu'elles participent. Maintenant, si la société reste réservée, dans l'immobilisme constant, dans l'inertie, les choses resteront beaucoup plus difficiles à réaliser. Il est important que ces modifications, ces améliorations, la définition des décisions à prendre dans la ville, ou dans un lieu particulier, partent des habitants, partent des citoyens qui vivent dans la ville, parce qu'ils y vivent au jour le jour et qui savent ce qui doit changer et demeurer. Ce que veut faire l'AMERCOSUL c'est de tenter d'ouvrir les yeux de ces personnes, tenter de montrer clairement la nécessité pour ces personnes de s'intégrer à un mouvement comme celui-ci. Participer et exiger, critiquer au moment opportun, et conclure sur beaucoup d'objectifs. Montrer, lorsque les choses se font de manière erronée, comment elles doivent être faites de manière correcte. Ce sont les propositions que nous faisons.

Le pays passe actuellement par des choses dont certaines d'entre-elles, c'est certain, ne sont pas du goût des brésiliens, et ils pensent qu'elles pourraient être un peu différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui dans la politique, au niveau national, au niveau municipal également. Alors il faut le dire avec clarté, les gens doivent participer effectivement au processus. L'AMERCOSUL se propose cela et ouvre ce débat. D'autres personnes ont été d'accord sur cette vision plus ample des choses. L'AMERCOSUL est un filière de participation; et d'une certaine façon, je pense que bien qu'elle soit embryonnaire, les choses ont avancé très rapidement. Il est nécessaire qu'il y ait une telle organisation qui rassemble dans le sens de faire valoir leurs droits, de promouvoir la citoyenneté <sup>2</sup>».

On mesure mieux ici toute l'ambition, en même temps que certaines ambiguïtés, des objectifs. C'est sans l'ombre d'un doute un appel à la participation, à la citoyenneté, contre la passivité, l'inertie et l'individualisme. Mais si la nécessité d'écouter les gens les plus humbles, à partir de leur expérience de tous les jours, est reconnue, il leur sera surtout demandé de s'intégrer à un mouvement dans lequel une place toute particulière est d'emblée accordée à une sorte de minorité agissante qui se charge non seulement d'amorcer le processus, mais d'en conserver ensuite la conduite. Il se confirme bien ainsi que les directions les plus dynamiques des Mouvements communautaires urbains dans les quartiers relativement aisés de la Zone Sud, sont assumées par des

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> Rencontre avec Kalazans BEZERRA, en juillet 1995, au Siège du CREA.

représentants des classes moyennes. Légitimement excédés par les effets à coup sûr désastreux de la politique urbaine de l'élite hégémonique essentiellement favorable au marché immobilier, ils aspirent surtout à partager une partie du pouvoir de décision, en s'appuyant sur les classes populaires encore plus durement victimes, quant à elles, de cette "spoliation urbaine". Faut-il vraiment s'étonner alors de retrouver Kalazans Bezerra comme candidat aux élections municipales de 1996 ?

#### 4 - Le développement de la Presse communautaire

A la différence des grands journaux qui paraissent quotidiennement dans l'ensemble la ville, comme *Tribuna do Norte* et *Diário de Natal*, mais ne publient que très rarement des informations concernant telle ou telle communauté, les petits journaux publiés et diffusés dans les quartiers viennent périodiquement donner un certain nombre de nouvelles qui sont plus directement en rapport avec les problèmes de la population. Selon Edivan Martins, « la presse communautaire a une fonction considérable : informer des événements touchant les secteurs populaires, à relier les groupes et à apporter les nouvelles qui intéressent la communauté à laquelle elle est liée ». Cette presse est donc bien à l'image de la population des lieux où elle se rédige, se publie et se diffuse.

Elle nous intéresse donc ici de deux points de vue. D'abord parce qu'elle exprime la dynamique communautaire de ce lieu. Le fait qu'il existe un ou plusieurs journaux est le signe incontestable d'une vie communautaire mieux organisée et plus conquérante. Mais, ensuite, le contenu de ces petits journaux donne aussi des indications sur l'identité urbaine de l'endroit, quartier ou *conjunto*, sur les valeurs territoriales de ceux qui y vivent et sur les objectifs socio-spatiaux de ceux qui y agissent.

La partie de Natal où il y a le plus de publications de ce genre est assurément la Zone Sud, notamment dans le quartier de *Candelária* (habité par la classe moyenne un peu plus aisée) et celui de *Cidade Satélite* (quartier socialement plus mélangé : classes moyennes et populaires), situés dans le "Vale do Pitimbu". Dans l'ordre chronologique de leur apparition, on peut citer : *A folha de Candelária* (publié en 1989-1992, puis à partir de 1992, édité d'abord à 2.500, puis à 3.000 exemplaires, avec une pagination de 8 pages), *O Satélite, JUC's* (en 1989, 300 ex.), *Consenso Comunitario* (à partir de 1993, 4.000 exemplaires, 4 à 8 pages), *A Voz do Pitimbu* (1990-1993, 1.500 ex.), *Jornal da Aminter* (1993) et *Folha Popular* (1995, 5.000 ex.). Il faut y ajouter également *Fala Neópolis - O Jornal da Gente* dans le quartier de Neópolis (1989-1996, 500 à 700 abonnements). Il sont donc nombreux, mais restent souvent éphémères et d'une publication irrégulière.

Par contre, dans la Zone Nord, plus populaire et pauvre, ces journaux sont apparemment plus rares. On peut cependant citer le cas, dans le *Conjunto Parque de Coqueiros*, du *Jornal do Parque*, une initiative de Francisco Guimarães Duarte Président de la Commission des Habitants. « Depuis le choix du sommaire, jusqu'à l'impression en *off-set* c'est moi qui faisais tout » explique-t-il. Il a eu une douzaine d'éditions au total, dont le tirage est passé de 400 à 2.000 exemplaires, avec une périodicité de 2 à 3 mois.

Nous étudierons plus particulièrement ici deux exemples, bien typés : celui de *Consenso Comunitario (Informativo da Cidade Satélite)* dans le quartier périphérique de *Cidade Satélite*, au sud de Natal, et

<sup>1</sup> E.MARTINS, 1983, *A força da Emergente Imprensa Comunitária do RN [La force de la presse communautaire émergente du Rio Grande do Norte]*, UFRN.

celui de *Fala Mãe Luiza (Jornalzinho Informativo da Comunidade de Mãe Luiza)*, dans le quartier populaire de Mãe Luiza. Ils peuvent nous apporter d'utiles indications sur deux manières assez différentes d'envisager et de pratiquer l'information écrite, ainsi que le militantisme communautaire, ici microterritorialisés.

#### a - "Consenso Comunitário" (Cidade Satélite)<sup>1</sup>

L'histoire des Conjuntos habitacionais dans le Vale do Pitimbu remonte à plus de 20 ans, lorsque le Gouverneur du Rio Grande do Norte de l'époque, José Agripino Maia, lança, en 1976, à la périphérie sud de Natal, la "Première étape" de *Cidade Satélite* comportant 1.666 maisons. Les Seconde et Troisième "étapes" - ou tranches du programme - avec respectivement 724 et 1.155 logements, ne furent achevées qu'en 1983, portant le total du quartier à 3.545 habitations. On prétend parfois que *Cidade Satélite* aurait même été le plus grand ensemble d'habitations de toute l'Amérique Latine. On considère aussi volontiers ce quartier périphérique d'habitation comme la cinquième plus grande ville du Rio Grande do Norte. Il occupe 740 ha. et sa population est estimée à plus de 20.000 habitants.

La vie communautaire y est assurément très riche. On y compte pas moins de neuf entités communautaires différentes : le **CONCITEL** (*Conselho Comunitário da Cidade Satélite*); l'**AMOCISA** (*Associação de Moradores da 3ª etapa da Cidade Satélite*); l'**ACOCISA** (*Associação de Moradores da 2ª etapa da Cidade Satélite*); l'**Aminster** (*Associação de Moradores Intersindical, Pitimbu II*); l'**Amovap** (*Associação de Moradores do Vale do Pitimbu, Pitimbu I*); le **Convap** (*Conselho de Moradores do Vale do Pitimbu, Pitimbu III*); une *Associação de Alcoólicos Anônimos*; un *Clube de Mães* et le *Centro Desportivo do Satélite*.

Concernant le journal *Consenso Comunitário*, son histoire est déjà longue et comporte deux phases bien distinctes. C'est en 1992, à la sortie d'une messe dominicale de 18 heures, qu'un groupe de jeunes qui se nommera rapidement **JUC'S** (*Jeunesse Unie et Consciente de la Cité Satellite*) décide de s'engager dans des activités au sein de l'église catholique : messes, fêtes paroissiales, retraites spirituelles, etc. « toujours avec l'objectif de prêcher la parole du christ et le Règne de Dieu ». Parmi ces activités il y a entre autres la rédaction et la publication d'un petit journal (le "**JUC'S**"), de périodicité mensuelle, distribué dans un premier temps aux seules personnes qui fréquentent les offices. Mais, en 1993, du fait de « l'incompatibilité de ces jeunes avec le style et les personnes de l'église catholique de Cité Satellite », ils renoncèrent à toutes ces activités. Rosinaldo Vieira, alors étudiant en Communication Sociale à l'UFRN, suggère de continuer au moins le journal. C'est alors qu'il est fait le choix d'un nouveau titre : "**Consenso**".

Connaissant l'existence du journal, le Président du Conseil Communautaire de la Première Etape de *Cidade Satélite* (**CONCITEL**) Kalazans Bezerra, propose que son association puisse aider à sa publication et à sa diffusion. Son nom est modifié et devient alors : "**Consenso Comunitário**" ("Consensus Communautaire"). Avec cette transformation, selon Kalazans Bezerra, « le *Consenso Comunitário*, journal de la Cité Satellite, est confronté à un défi, celui de se transformer en un moyen de communication capable d'apporter aux habitants la véritable version

<sup>1</sup> R.VIEIRA, 1995, *Jornalismo Comunitário em alta no Vale do Pitimbu*, Edition spéciale de *Consenso Comunitário*, monographie publiée dans le cadre d'une formation en Communication Sociale.

des faits relatifs au quartier<sup>1</sup>». Plus généralement, estime-t-il, « les petits journaux de quartiers jouent un rôle très important », en ce qu'ils peuvent conduire les habitants « à travers les informations locales, à intervenir dans les décisions concernant la ville, en contribuant ainsi à la construction d'une pleine citoyenneté, et pouvant constituer une référence dans la défense des questions localisées<sup>2</sup>». La ligne éditoriale du journal est définie ainsi par Rosinaldo Vieira, son principal responsable : « depuis le début les rédacteurs de *Consenso Comunitário* se sont préoccupés de faire un journal avec une proposition d'analyse critique des problèmes du quartier et de la société pour, à partir de là, pouvoir contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie des personnes<sup>3</sup>».

**Tableau 17 : Editions, tirage et diffusion du journal communautaire *Consenso Comunitário* dans le quartier de Cidade Satélite (1993-1995)**

Édition	Date	Tirage	Pages	Diffusion : formes et lieux
N°1	Juillet 1993	500	4	Gratuite, dans les commerces
N°2	Août 1993	500	4	idem
N°3	Janvier 1994	2000	4	1 <sup>o</sup> Etape ( 1666 maisons)
N°4	Mars 1994	2500	4	1 <sup>o</sup> Etape + commerces
N°5	Juin 1994	2500	4	idem
N°6	Septembre 1994	2500	4	1 <sup>o</sup> et 2 <sup>o</sup> Etapes
N°7	Novembre 1994	3000	8	idem
N°8	Mars 1995	4000	8	1 <sup>o</sup> , 2 <sup>o</sup> et 3 <sup>o</sup> Etapes (3545 maisons)

Établi par l'auteur à partir des indications de R.VIEIRA, 1995

L'histoire de *Consenso Comunitário* est donc celle d'une rencontre entre, d'une part, de jeunes catholiques étudiants en Communication Sociale (exemple: R.Vieira) et, d'autre part, les dirigeants des organisations communautaires des différentes parties (ou "Étapes") de Cidade Satélite (exemple: K.Bezerra). Les premiers apportent un savoir faire quasi professionnel et leurs valeurs idéologico-religieuses, à la fois écologistes et chrétiennes. Les seconds, tout en "aidant" à l'élargissement sa diffusion, entendent surtout faire de ce Journal un relais fidèle et efficace de leurs préoccupations et de leurs actions. D'où, finalement, l'augmentation du tirage et l'élargissement de la diffusion à l'ensemble du quartier [voir Tableau 17].

Le caractère composite de la direction-rédaction du journal se retrouve, bien entendu, dans l'évolution son contenu. On peut même y repérer une sorte de basculement. Dans les premiers numéros, malgré la modestie de la pagination, on trouve encore dans la rubrique « *Ils ont dit* » des citations de personnalités internationales aussi diverses que Che Guevarra, J.F.Kennedy et Jean-Paul Sartre. Dans les "Entrevues" il est souvent fait une large place aux enseignants de l'UFRN, même s'ils ne traitent pas toujours de sujets qui sont de leur stricte compétence professorale : un professeur de philosophie parle d'écologie (N°1, p.3) et un professeur de chimie, de politique (N°7, p.3). Il faut attendre le Numéro 8 pour qu'Amadja Borges, responsable du CEPAU, évoque un projet d'urbanisme pour Cidade Satélite (N°8, p.3). La responsabilité des brefs éditoriaux passe visiblement peu à peu des fondateurs aux animateurs communautaires. Celui du N°2, très œcuménique, s'achève encore ainsi :

<sup>1</sup> K.BEZERRA, in: *Consenso Comunitário*, n° spécial, juillet 1995, p.28.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Rencontre avec Rosinaldo VIEIRA, en juillet 1995, au Siège du CREA.

« Tous [les hommes] ont la capacité de transformer et de réaliser. Il suffit que ne s'installent pas des barrières qui contrarient l'aspiration de l'homme à vivre en paix sa vie, avec les autres et avec la nature »<sup>1</sup>. L'éditorial du N°5, plus militant, se termine, très différemment, ainsi : « Malgré les cris d'alerte des entités communautaires, telles que : CONCITEL, ACOCISA et AMOCISA, nous ne recevons que très peu d'attention des pouvoirs publics. La classe politique ne perçoit-elle pas l'insatisfaction du peuple devant tant d'attentes et un si grand abandon ? Que dire des gouvernants qui recueillent nos abondants impôts sans que nous puissions savoir exactement leur destination ? Nous devons exiger le respect de l'exercice de notre citoyenneté »<sup>2</sup>. Les dirigeants des organisations communautaires paraissent donc bien s'être progressivement emparé du Journal pour en faire le relais d'un discours sensiblement plus mobilisateur et radical que celui de ses premiers fondateurs.

Depuis lors le journal publie régulièrement des informations sur les réunions des organisations communautaires, sur la création de l'AMERCOSUL, sur la nécessité de l'union des entités etc... Mais la brièveté des articles n'y permet guère plus que la communication des dates et des ordres du jour des réunions. On en arrive même au simple communiqué du type : "le Concitel informe"... (N°7, p.8).

Le journal conserve néanmoins une partie de ses préoccupations originelles concernant l'environnement. On le voit par ses articles réguliers, avec photos à l'appui, sur les ordures jetées n'importe où (N°7, p.6) ainsi que sur la multiplication des incendies volontaires (N°7, p.4)... Les habituels trous des voies publiques, les fameux "buracos", sont régulièrement évoqués (N°4, p.4 et N°5, p.4) et la nécessité d'un revêtement en goudron des routes et des rues (N°7, p.6). Les transports collectifs publics occupent une bonne place à travers les échos sur la société d'autobus "Cidade do Sol" concessionnaire des lignes desservant le quartier (N°5, p.4 et N°8, p.6).

Concernant l'aménagement périurbain, les importants travaux de prolongement de l'*avenida Prudente de Moraes* qui doivent permettre une liaison plus directe et rapide avec la ville de Natal, sont suivis de très près (Editorial du n°4, p.2 et n°7, p.7). Les conséquences d'un tel désenclavement pour le quartier font même le sujet d'une "polémique" entre un représentant du D.E.R. (*Departamento das Estradas de Rodagem*) et une dirigeante écologiste de l'Association Potiguar des Amis de la Nature (N°4, p.3). Amadja Borges y revient dans son entretien, donnant le point de vue solidement argumenté de l'urbaniste sur la question (N°8, p.3).

Le journal informe également sur la participation du quartier au processus municipal de l'"*Orçamento Participativo*" [budget participatif] (N°6, p.2) en donnant le résultat de l'élection des représentants du quartier (dont fait partie K.Bezerra) et en indiquant leurs priorités pour l'année à venir à défendre dans les discussions avec les autorités municipales. Elles sont les suivantes : renforcement du Poste de Santé de la Première Etape (par des équipements et une ambulance) et la "récupération asphaltique" des rues à l'intérieur du *Conjunto*. Il est vrai que les conditions précaires de la santé municipale dans *Cidade Satélite* ont été dénoncées de longue date (N°5, p.4) et le journal aura également l'occasion de s'interroger sur les conséquences de la municipalisation du Poste de Santé de la 3ème Etape (N°7, p.5). Les problèmes de Sécurité publique sont aussi posés d'une façon très concrète (N°8, p.4) : faute de véhicule en état de marche, la police fait ses rondes... en bicyclette !

<sup>1</sup> *Consenso*, 1993, N°2, p.2.

<sup>2</sup> *Consenso Comunitário*, 1994, N°5, p.2.

A travers le contenu et les choix rédactionnels du journal, une certaine identité du quartier finit bien par transparaître. Mais c'est surtout celle d'« un quartier seulement pour dormir » comme il est crûment avoué dans le Profil d'un citoyen "Satelitano" (n°6. p.4), même si c'est pour tenter de critiquer ceux qui adhèrent à cette image peu mobilisatrice. C'est certainement afin de lutter contre ce manque d'identité de ce quartier dortoir qu'il est commencé aussitôt dans le journal la publication d'une série d'articles sur l'histoire du quartier<sup>1</sup>.

L'examen de ce premier cas de journal communautaire permet d'abord de confirmer et d'illustrer le développement récent des mouvements socio-urbains dans certains des quartiers de l'agglomération de Natal, ceux de la zone sud. Il démontre aussi une main-mise idéologique et organisationnelle des couches moyennes éduquées sur des mouvements dont le recrutement reste, d'une certaine manière, élitaire en termes de revenus, d'éducation et de savoir faire. Si on peut y vérifier une percée diffuse et consensuelle des préoccupations environnementalistes, ce qui l'emporte néanmoins dans la pratique et la communication de ces mouvements c'est bien davantage un activisme associatif marqué par une double démarche de pression sur les pouvoirs publics combinée à une participation active aux structures de coopération mises en place par ces mêmes pouvoirs.

L'éditorial du N°6, en septembre 1994, résume finalement bien les orientations et les valeurs du journal, mais aussi celles, à la fois moralisatrices et participationnistes, d'un mouvement communautaire tel qu'il est pratiqué ici, tout en trahissant les difficultés qu'il rencontre cependant dans leur mise en application :

« Saint-Jean, forró et football... C'est dans ce climat de fête que le peuple brésilien a passé les mois de juin et juillet. Le problème est que, dans cette époque de l'année, les gens ne pensent qu'à la fête et quant il y a la coupe de football on ne parle plus de rien d'autre. Dans cette période le pays s'arrête complètement et le peuple oublie toutes les difficultés du Brésil. En ce moment ils sont des millions à fêter les triples champions [du monde de football] et oublient qu'on annonce (...) que le *Rio Grande do Norte*, où il meurt 148 enfants sur mille naissances, est le champion national de la mortalité infantile... Aujourd'hui, pour sa première année d'existence et pour sa sixième édition, le *Consenso Comunitário* s'affirme chaque jour un peu plus, comme un maillon de la liaison entre la population et les pouvoirs publics, critiquant et faisant l'éloge chaque fois que nécessaire. Nous ne vivons pas seulement de fête mais aussi, durant toute l'année, de la discussion des problèmes de la communauté et de leurs solutions »<sup>2</sup>.

Finalement, l'examen de l'histoire et du contenu *Consenso Comunitário* permet d'établir que les mouvements communautaires de *Cidade Satélite* - comme plus généralement de la Zone Sud - partagent donc pleinement avec ces pouvoirs publics la référence territoriale intangible au seul "quartier urbain" (celui d'un *planejamento* aux insuffisances pourtant criantes) ne serait-ce que comme cadre privilégié de leur activisme. Mais il n'est pas du tout certain que la réalité vécue par les habitants de cette zone périphérique dortoir donne, au moins pour l'instant, beaucoup de consistance et de réalité à un tel référent, dans un pseudo-"quartier" qui reste surtout victime d'un cruel déficit d'identité.

<sup>1</sup> « Breve história do Vale do Pitimbu e Adjacências », *Consenso Comunitário*, N°8 p.5.

<sup>2</sup> *Consenso Comunitário*, N°6, 1994, Editorial, p.2.

b - "Fala Mãe Luiza" (Mãe Luiza)<sup>1</sup>

La publication de ce journal est très régulière et conforme à la périodicité annoncée. Le sous-titre intérieur « *Jornalzinho quinzenal da Comunidade de Mãe Luiza* »<sup>2</sup> est donc strictement respecté. Le tirage passe de 350 à 500 exemplaires en décembre 1996 et se stabilise ensuite à ce niveau. Il est imprimé en petit format et avec une pagination réduite (4 pages pliées demi-A4) jusqu'en novembre 1996. Il passe alors à un plus grand format (A4) sans changer d'abord de pagination en décembre 1996, et augmente ensuite sa pagination à 6 pages en mars 1997. La responsabilité en est complètement assumée par le prêtre de la paroisse, le Padre Sabino Gentili, qui signe régulièrement l'Editorial. Pour autant, comme nous allons le voir à travers l'analyse du contenu de 13 numéros publiés entre octobre 1996 et octobre 1997, il s'agit là d'un bulletin paroissial bien particulier.

Nous ferons - comme pour le précédent cas - une analyse socio-spatiale de son contenu, de ses orientations et des valeurs sur lesquelles repose le mouvement communautaire. Nous prêterons particulièrement attention aux types d'information diffusées, ainsi qu'à la personnalité et aux idées des membres de la communauté qui s'expriment dans ses pages.

La ligne éditoriale de *Fala Mãe Luiza* préconise ouvertement et à chaque occasion l'engagement social et politique de tout un chacun. Le 15 novembre 1996 le Padre S. Gentili rappelle, par exemple, que c'est le jour anniversaire de l'instauration la République au Brésil. « Plus de 100 ans après la proclamation de la République, dit-il, de nombreux pas ont été franchis et sans doute n'avons nous aucun regret de quoi que ce soit. Beaucoup de pas restent encore à faire jusqu'à la réalisation d'un monde juste, humain, avec un espace et un lieu pour tous, sans peur, sans discrimination »<sup>3</sup>. Il exprime ainsi une préoccupation socio-spatiale qui est rarement aussi explicite.

L'appui au mouvement communautaire est non moins direct. « Je pense souvent à notre quartier. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir jusqu'à ce que nous soyons attentifs aux besoins des uns et des autres. Ce vendredi, une nouvelle direction du Conseil Communautaire a été installée, à laquelle nous souhaitons succès et attention aux besoins de la population. La même chose vaut pour les Eglises, le Club de Mères... enfin pour tous ceux qui veulent construire une *convivência* plus humaine entre nous »<sup>4</sup>. Le 7 mars 1997, la veille de la journée internationale annuelle des femmes, *Fala Mãe Luiza* « exprime des vœux de bonheur à toutes les femmes du Quartier de Mãe Luiza, surtout celles qui ne perdent pas le courage de LUTTER pour une meilleure qualité de vie pour elles et pour la communauté »<sup>5</sup>.

La Rubrique "Gente do Morro", à partir du N°30, donne la parole à des membres de la communauté, choisis pour leur notoriété et leur engagement. Nous trouvons ainsi à examiner quelques exemples de destins

<sup>1</sup> Une collection partielle des éditions de *Fala Mãe Luiza* nous a été aimablement fournie par Dulces Bentes. Qu'elle en soit ici remerciée.

<sup>2</sup> petit journal de quinzaine de la Communauté de Mãe Luiza

<sup>3</sup> *Fala Mãe Luiza*, n°23, 14 novembre 1996 p.2, souligné par nous.

<sup>4</sup> *Fala Mãe Luiza*, n°29, 24 février 1997 p.2.

<sup>5</sup> *Fala Mãe Luiza*, n°30, p.6.



socio-territoriaux significatifs d'habitants de Mãe Luiza. Le premier, Expedito Joaquim do Nascimento est un "homme réservé" de 62 ans qui s'est conquis beaucoup d'amitiés dans la Communauté. Il est né en 1935 à Angicos, puis il est allé à Ceará-Mirim jusqu'à l'âge de 18 ans avant d'arriver à Natal en 1953 pour s'installer à Mãe Luiza où il est resté depuis. Son parcours territorial est constitué de trois étapes et non d'une seule, partant d'abord de la région de forte déruralisation des Serras Centrales vers la marge de la *Baixa Verde*, et seulement ensuite vers Natal, à Mãe Luiza qui devient ainsi son lieu immédiat et définitif de territorialisation urbaine. Ce qu'il aime le plus à Mãe Luiza ? « La localisation, car nous sommes proches du Centre Ville et de tout ». Avec la croissance du quartier il remarque que « le nombre d'hôtels et de motels augmente beaucoup. Ceci n'améliore que pour les touristes, parce que nous, de la communauté, n'y avons aucun accès ». Ce qu'il fait de ses heures de loisirs : « je vais à la plage, à la messe ou je reste à la maison ». Pour lui, le principal problème de la communauté est « le chômage très important. La jeunesse se détruit dans les drogues, la *maconha*, la colle et d'autres choses. Il est nécessaire de trouver un emploi pour qui veut travailler et il faut que nous luttons pour nos droits »<sup>1</sup>.

Arlete Bernardo Bezerril, 69 ans, est originaire de Arês, c'est-à-dire un municípe minifundiaire de la zone sucrière du Littoral Sud. De 1970 à 1980 elle a été présidente du Centre *Social Urbain* de Mãe Luiza tout en continuant son travail au Club des Mères. Elle est fière de cette longue participation aux activités et luttes communautaires : campagnes de dératisation, combat contre la maladie de la *dengue*, les diverses activités de l'église catholique, et l'actuel *Mutirão do Sopapo*. Depuis 1967, dit-elle, « je n'ai jamais manqué une réunion. Cette manière d'être partie prenante et dynamique que j'ai apprise, vaut beaucoup plus que les 21 cours que j'ai dans mon *curriculum* ». Elle est donc bien placée pour estimer que, d'après elle : « il y a encore trop de personnes résignées ici, et qui souffrent, car elles ne veulent pas lutter pour une meilleure qualité de vie. Par exemple, au Poste de Santé il existe une boîte à idées et je sais que personne ne fait des propositions, ni ne revendique »<sup>2</sup>.

Francis Gomes de Lima, dit "chiquinho", 25 ans, est commerçant, et milite surtout pour la défense du "milieu ambiant" [*meio ambiente*]. Pour lui, à Mãe Luiza, lutter pour la défense de l'environnement « c'est lutter pour sa propre survie et exiger des droits de base comme pouvoir aller à la plage, circuler librement à l'intérieur du quartier et en apprendre davantage sur le milieu social et naturel qui nous entoure, comme les dunes ». A propos de la participation des habitants et de l'action des pouvoirs publics sur l'environnement il estime que si « une majorité des personnes de Mãe Luiza n'y participent pas, c'est faute d'information et de mobilisation ». Mais il existe cependant des conquêtes importantes au sujet de la préservation de l'environnement obtenues par les Mouvements Communautaires des Eglises, des écoles, des Groupes de Jeunes et de Mères, comme la "Loi sur l'Usage et l'Occupation du Sol" de Mãe Luiza en 1992, les campagnes de Dératisations et les Coopérations (*Mutirões*) pour la Propreté en 1991 et 1992, ainsi que le Mouvement contre les Clôtures non-réglementaires de parcelles. L'avenir de Mãe Luiza lui semble surtout compromis par « le manque d'investissements publics dans le but d'améliorer le bien-être de la population », par « la fermeture du peu d'espaces de loisirs existants dans le quartier : plages et espaces verts », ainsi que par « l'absence d'engagement des pouvoirs publics pour diminuer les graves conséquences pour ceux qui n'ont pas les moyens de vivre dans un quartier si "cher",

<sup>1</sup> *Fala Mãe Luiza*, n°32, avril 1997, p.3.

<sup>2</sup> *Fala Mãe Luiza*, n°43, septembre 1997, p.3.

ceci étant dû aux promesses de projets démagogiques imposés par les pouvoirs publics ». Il fait allusion aux vastes projets d'implantations touristiques de la *Via Costeira*<sup>1</sup>.

*Fala Mãe Luiza* donne des informations suivies sur le "Mutirão do Sopapo". En 1996-97 commence la réalisation d'un projet de construction coopératif (Mutirão) pour auto-construire en dur des habitations en remplacement d'une partie de la *Favela do Sopapo*. A travers les articles et les brèves du journal on peut suivre ainsi les différentes étapes des travaux : aplanissement du terrain, traçage des parcelles, creusement des fondations, élévation des murs, demande d'un mur de soutènement pour séparer le *Mutirão do Sopapo* du *Conjunto Alto do Farol* voisin. Des démarches sont effectuées auprès de la PETROBRÁS, de l'armée, de l'IPLANAT pour différentes formes d'aide matérielle et technique. *Fala Mãe Luiza* se fait l'écho du développement de la Solidarité internationale autour du Projet avec le "Mouvement SOS-Sopapo". De janvier à mars 1997 un groupe de 12 suisses, âgés de 14 à 30 ans, maçons et menuisiers, apportent leur aide sur le chantier. Puis c'est le tour de 7 étudiants belges, le 4 septembre 1997, pour un bref séjour 15 jours et un don de 2.000 Reais. Tout ceci permet au journal de poser la question : « s'il vient des gens d'aussi loin, pourquoi ceux d'ici ne pourraient pas aider davantage? »<sup>2</sup>.

Le quartier, caractérisé par la diversité et l'intensité de ses propres luttes, est fortement intéressé par celles des autres. Par exemple, le mouvement communautaire urbain de *Mãe Luiza* se montre cependant très attentif au développement du Mouvement des travailleurs ruraux Sans-terre. En avril 1997, suite à la grande manifestation des Sans-terre dans la capitale fédérale, *Fala Mãe Luiza* publie un article d'une jeune fille du quartier, âgée de 24 ans, « très active et dans le mouvement social et les luttes communautaires », étudiante en sciences sociales à l'UFRN, sous le titre : « *Quand les faux se lèvent...* ». Il ne s'agit pas seulement de manifester sa solidarité, mais aussi de faire un rapprochement avec les luttes du quartier :

« Parfois, certains d'entre nous retrouvent des images de l'enfance qui restent imprimées en eux. En ces moments là, je me revois nettement mise en alerte : "C'est Eliseu Sataná qui arrive !...". C'était un fonctionnaire du gouvernement qui mettait par terre les baraques. Et les habitants de la *favela* se mobilisaient en vain pour défendre leur cabanes. Des années après, ce fut le tour de Sarney [une autre *favela* de *Mãe Luiza*]... Quand il y a eu une forte augmentation des loyers c'est une autre *favela* qui s'est soulevée : celle de *Sopapo*. Et ainsi, comme à *Mãe Luiza*, tout le Brésil urbain s'acharne à obtenir son sol. S'agissant de la vie l'entêtement et l'espérance remuent les plus indécis. Tout ceci rappelle le moment où nous avons vu des milliers de travailleurs ruraux sans-terre... Vous avez vu à la Télé ou lu dans les journaux, la marche des sans-terre à Brasilia ? Ils sont bien décidés, n'est-ce pas ? Eux aussi ils veulent un morceau de sol : **réforme agraire!** Impressionnant ! Ils occupent la terre, sont expulsés (parfois par des tirs de balles...) et... ils ne renoncent pas ! Quand leurs faux se lèvent, il semble que c'est toute la terre qui crie. Ils ressemblent au peuple du *Morro* [de *Mãe Luiza*] quand il relève ses baraques après la "visite" de la police. Mais, notre histoire n'est-elle identique ? Sans toit... sans terre: le mouvement pour l'habitat... le mouvement des sans terre. Je pense qu'il faudrait commencer à soutenir le mouvement pour la réforme agraire. Et à montrer à Fernando Henrique [Cardoso] que, rejoignant les faux des Sans-terre, c'est le *Morro* qui se lève. Un rappel: dans vos prières incluez "je veux la justice et la réforme agraire" »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> *Fala Mãe Luiza*, N°40, août 1997, p.3.

<sup>2</sup> *Fala Mãe Luiza*, N°30, 7 mars 1997, P.6.

<sup>3</sup> A.FERNANDES, *Fala Mãe Luiza*, n°33, Avril 1997, p.5.

Dans son éditorial le Père Sabino enfonce d'ailleurs le clou, évoquant la scène des Sans-terre marchant pour Brasilia « dans un geste révélant le droit au travail, à la terre, à survivre ». D'après lui, la leçon à en tirer est que « le mouvement des Sans Terre nous montre que le travailleur des campagnes a la force de provoquer des changements dans la structure de la propriété rurale. C'est beau et émouvant ce que leur chemin représente dans l'histoire de notre pays. Est-ce que nous, de Mãe Luiza, les sans-maison, les sans-emploi, les sans-lecture, les sans-santé... nous ne pouvons pas faire l'effort pour améliorer notre qualité de vie ?! »<sup>1</sup>.

A travers le contenu du journal on voit donc se dessiner les lignes de l'identité du quartier telle qu'elle est vécue par ses habitants. Elle est très éloignée de la réputation de quartier misérable, d'isolat laissé-pour-compte qu'il lui est faite à Natal. Ainsi, pour Arinaldo de Souza : « l'heure est venue de l'en finir avec le préjugé existant dans la société contre Mãe Luiza ». A la question : Comment imaginez-vous Mãe Luiza dans le futur ? il répond : « Si les personnes continuent à s'organiser et à lutter pour de meilleures conditions de vie, il évoluera bien. Mãe Luiza va devenir meilleur que les autres quartiers, car sa tendance est à la croissance ». L'effet du tourisme ? « je crois que l'économie de la zone hôtelière va croître et que le tourisme va faire connaître positivement la Communauté<sup>2</sup>. Quant à "Chiquinho", ce qu'il aime surtout à Mãe Luiza « c'est la nature de son peuple, bien que la société essaie de le marginaliser et de le démobiliser dans ses initiatives communautaires. Il a une localisation stratégique dans Natal, avec la forêt, la plage et les dunes. Les organisations communautaires s'y préoccupent du bien-être des habitants. L'amitié existe dans la population parce qu'elle est propice à une liberté plus grande pour tous et elle me rend fier d'habiter dans le quartier, dans la *favela* ou le *morro*, comme on dit »<sup>3</sup>.

Un article résume finalement bien l'identité du lieu telle qu'elle est vécue et appréciée par ses habitants.

« Le quartier de Mãe Luiza est un endroit fait de petites maisons. Beaucoup d'entre elles n'ont pas de murs, et une grande majorité est construite sur les *morros*. Les gens s'assoient dans les ruelles pour converser avec leurs voisins, utilisent la rue pour jouer et, le plus important, se connaissent dans leur grande majorité. Mãe Luiza est un quartier de Natal dont la Communauté est organisée par l'action de divers groupes, aussi bien l'Eglise catholique que d'autres institutions, qui tentent, de la meilleure façon possible, de travailler à résoudre les difficultés au cœur même de la Communauté »<sup>4</sup>.

L'étude d'un échantillon d'exemplaires récents du journal communautaire de Mãe Luiza permet donc de mettre en évidence des caractéristiques originales concernant le mouvement social caractérisant cet espace. Plus que d'un quartier urbain il s'agit bien d'une communauté locale formée de couches populaires. Ses habitants parlent même plus volontiers à son propos de *Morro* ou de *favela* que d'un quartier. La reconnaissance de la stigmatisation comme quartier pauvre, ironique et dédramatisante, est le premier pas de la lutte contre le stigmat<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Padre G.SABINO, *Fala Mãe Luiza*, n°33, Avril 1997, p.5.

<sup>2</sup> *Fala Mãe Luiza*, N°30, mars 1997.

<sup>3</sup> *Fala Mãe Luiza*, N°40, août 1997, p.3.

<sup>4</sup> *Fala Mãe Luiza*, n°33, avril 1997, p.3

<sup>5</sup> Cf. à ce sujet Pierre BOURDIEU, 1980, « L'identité et la représentation (Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région) » Actes de la recherche en Sciences Sociales, n°35, p.63-72. « Le stigmaté produit la révolte contre le stigmaté, qui commence par la revendication publique du stigmaté, ainsi constitué en emblème (...) C'est

Certes l'église joue un rôle essentiel dans le développement et l'information concernant le mouvement communautaire localisé. Mais cette influence n'est pas - et n'aspire pas à devenir - hégémonique. Elle est plutôt incitatrice et fédératrice. Les enjeux territoriaux et environnementaux des luttes communautaires sont clairement identifiés et cernés : logement, environnement, conséquences du pôle touristique. Les actions s'y développent à plusieurs échelles : micro-localisées (*Mutirão do Sopapo*), interne à l'ensemble la communauté du *Morro*, ancrée dans le milieu environnant de cette partie de l'agglomération (*Parque das Dunas*, pôle touristique de la *Via Costeira*), dans la coopération d'échelle estaduale avec les enseignants de l'UFRN ("assessorat" aux mouvements communautaires et "recherche participante"), solidaire des autres luttes populaires à l'échelle fédérale brésilienne (Mouvement des Sans-terre) et, même, dans le souci du développement de la solidarité, d'échelle internationale (avec la Suisse, la Belgique, l'Allemagne...) par des séjours d'aide humanitaire et via Internet<sup>1</sup>. C'est bien ainsi, dans une spatialisation multiscalaire, que Mãe Luiza a partiellement réussi, ce qui est loin d'être le cas aussi nettement ailleurs, une authentique territorialisation des luttes populaires urbaines. Sans aucun doute est-ce même la clé d'une identité territoriale forte et attachante.

## Conclusion

Malgré toutes les limites que nous avons soulignées - le rôle initial de l'Etat, le poids des classes moyennes, et les restrictions mises à la "radicalisation" de ces mouvements socio-urbains - nous devons cependant admettre finalement, avec A.Ferreira, que « les mouvements de quartier se constituent en espaces importants de la construction d'une identité collective, permettant l'émergence d'une conscience critique des sujets sociaux. A Natal, ces actions collectives ont été constamment calées, par les stratégies de formulation et l'implantation de politiques sociales de l'Etat, sur la participation et sur "l'idéal communautaire", et ont fonctionné comme des organisations d'habitants neutralisées et contrôlées. Pourtant, malgré cette orientation donnée initialement par l'Etat aux organisations de quartier, il est évident que, dans le processus de participation aux entités, les actions collectives se sont constituées en espaces de sociabilité qui ont fait émerger chez les sujets une réaction à la situation à laquelle ils étaient eux-mêmes soumis. Cela a rendu possible le soutien à la lutte pour la citoyenneté<sup>2</sup> ». Dans une certaine mesure ils commencent aussi à échapper au maillage officiel de la ville en quartiers (notamment par le *Planejamento* urbain du Plan Directeur), qui vise à l'objectivation et à la réification de ceux-ci. Ces mouvements ne sont donc pas, ou plus tout à fait, des mouvements de "quartiers". Leur territorialisation plus fréquemment implicite qu'exprimée épouse désormais plus étroitement les

---

en effet le stigmatisme qui donne à la révolte régionaliste [ou localisée] non seulement ses déterminants symboliques, mais aussi ses fondements économiques et sociaux, principes d'unification du groupe et points d'appuis objectifs de l'action de mobilisation ». Ce qui est ici évoqué à propos de la région, peut aussi s'appliquer à la communauté urbaine.

<sup>1</sup> Cf l'adresse Internet du Padre Sabino Gentili, E-mail: [Sabino@digicom.br](mailto:Sabino@digicom.br).

<sup>2</sup> Angela Lucia de Araújo FERREIRA, « Les territoires qui se construisent au quotidien ». Actes du XIIIème Congrès Brésilien des Architectes, novembre 1991.

différenciations socio-spatiales de la ville, à plusieurs échelles inter ou intra-"quartiers".

C'est donc bien « dans la vie quotidienne que se définissent et s'entrecroisent les pratiques et les processus sociaux. C'est au cours de ce processus que se créent les espaces "conscients" du quotidien et qu'interviennent la reconnaissance et la participation des habitants dans la construction de leur territoire <sup>1</sup> ». Finalement, ce qui compte vraiment, au-delà de la radicalité verbale ou réelle de ces mouvements urbains, c'est bien l'expérience irremplaçable qu'ils constituent pour leurs participants. Ils se traduisent à la fois par l'émergence d'identités localisées nouvelles et par l'affirmation de territorialités inédites. Mais elles sont d'autant plus nettes lorsqu'elles parviennent à se situer autrement que dans le cadre strict du maillage officialisé des "quartiers" urbains planifiés et dans le seul face à face avec les autorités publiques. Alors, elles se déploient plus librement, dans des territoires urbains différenciés, qui se construisent au quotidien, à la fois dans les pratiques communautaires et par un nouvel imaginaire social. Ils réussissent ainsi bien mieux à trouver des prolongements et des échos à différentes échelles.

---

<sup>1</sup> Idem.

### Chapitre 3 - Le Mouvement des Sans-terre dans le Rio Grande do Norte : nouvelles pratiques territoriales et mutation identitaire paysanne (1990-1996)

#### Introduction : Le Mouvement des Sans-Terre (MST) au Brésil

*« Le mouvement des sans-terre est le plus fort et le plus visible que nous ayons eu depuis les années 70. Dans un pays de cette dimension, si on pouvait installer sur leurs terres les gens qui en ont besoin, ce serait déjà bien. Ce problème est devenu politique dans la mesure où le gouvernement l'envisage sous l'angle policier et presque militaire, sans volonté de le résoudre... ».*

Chico BUARQUE<sup>1</sup>

En quelques années le Mouvement des Travailleurs ruraux Sans-terre (MST) s'est imposé, dans l'ensemble du Brésil, comme une force sociale et politique incontournable. Par ses objectifs, par le dynamisme et la radicalité de ses actions, il a su ouvrir de larges brèches dans le mur qui masquait les questions foncières et rurales de ce pays.

On doit malheureusement faire remonter cette notoriété nationale au massacre d'Eldorado dos Carajás, le 17 avril 1996<sup>2</sup>. Selon l'un des leaders nationaux du MST, João Pedro Stédile, cette tuerie a été un véritable "choc national"<sup>3</sup> pour le Brésil. Elle a fait nettement basculer l'opinion publique en faveur du mouvement. Une enquête d'opinion réalisée par l'institut Vox Populi un mois après les faits, montrait que 59% des brésiliens approuvaient le MST et son action, alors que 24% seulement les désapprouvaient. Une telenovela diffusée par la puissante chaîne *Globo*, intitulée "Le Roi du Bétail", réalisée par Benedito Ruy Barbosa, a connu, l'année suivante, un très grand succès. « *TERRA* »<sup>4</sup>, album du célèbre photographe brésilien Sebastião Salgado a fait connaître au monde entier les fortes images des invasions de grandes propriétés par les Sans-terre.

<sup>1</sup> in: *Le Monde*, 28 novembre 1997

<sup>2</sup> *A Folha de São Paulo*, 18 avril 1996. Nous reviendrons plus loin sur ce massacre et ses effets dans le *Rio Grande do Norte*. Voir infra, p.468-469.

<sup>3</sup> Une formule employée au cours d'une conférence prononcée à Recife, en juillet 1996, dans le cadre de la Rencontre Nationale de l'Association des Géographes Brésiliens (AGB).

<sup>4</sup> S.SALGADO, 1997, *Terra*, Editions de la Martinière. Introduction de José Saramago, Poèmes de Chico Buarque. Photos des suites du massacre d'Eldorado do Carajás, p.117 à 121. Voir également des photos d'*acampamentos*, p.122-123, d'*assentamentos* p.126-131 et p.132-133; de *caminhadas*, p.134-135 et d'*invasions* p.136-137.

Aujourd'hui, le MST est la principale organisation sociale dans la lutte pour la réforme agraire. Les syndicats paysans traditionnels, comme la CONTAG, agissant d'une manière plus corporatiste et gestionnaire, semblent bien avoir perdu la compétition entre mouvements paysans. Comme le reconnaît la presse internationale, le MST avec ses « 500.000 membres constitue la plus virulente et la mieux entraînée des organisations de déshérités d'Amérique latine »<sup>1</sup>. Le MST suscite donc un intérêt légitime. Il est devenu un sujet d'étude pour la recherche universitaire. Le géographe Bernardo Mançano Fernandes lui a consacré un ouvrage de référence: « **MST : formation et territorialisation** »<sup>2</sup>.

Il convient de rappeler brièvement ici que le MST s'inscrit dans une longue tradition brésilienne de radicalité rurale<sup>3</sup>. Elle remonte aux *Quilombos* (1597-1695), esclaves noirs en lutte pour leur libération en différents lieux des capitaineries portugaises esclavagistes. Il y a plus d'un siècle, la *guerre de Canudos* (1896-1897) a été une guerre civile d'un an - immortalisée par Euclides Da Cunha<sup>4</sup> - dans l'Etat de Bahia, entre l'armée fédérale et les paysans insurgés guidés par leur chef mystique Antonio Conselheiro. Le mouvement *Contestado* (1912-1916) a touché les Etats du Paraná et de Santa Catarina, et la révolte des *Trombas* et *Formosos* (1948-1964) celui de Goiás. Mais le mouvement le plus connu reste cependant celui des "*Ligues paysannes*" du Nordeste sous la coordination du Parti Communiste Brésilien, jusqu'au Coup d'Etat Militaire de 1964. Le MST vient donc prolonger aujourd'hui cette riche histoire.

Après la Dictature Militaire (1964-1985), les dix années de Démocratisation (1985-95) ont été, en matière de justice socio-spatiale aussi, une "décennie perdue". L'inégalité foncière reste toujours aussi criante au Brésil: près de la moitié des terres cultivables demeurent entre les mains de moins de 1% des plus grands propriétaires fonciers. Selon Bernardo Fernandes ce problème foncier provient à la fois de « l'intensification de la concentration de la propriété de la terre et du modèle de développement agropécuariste ». Celui-ci privilégie l'agriculture et l'élevage extensifs de type capitaliste et spéculatif, au détriment de l'agriculture familiale.

Les promesses sans cesse répétées, mais toujours très peu tenues de repartage plus équitable des terres, ont fini par

<sup>1</sup> « réforme agraire, le cri des paysans sans-terre », *The Miami Herald*, in : *Courrier international*, n°339, 30 avril 1997, p.21.

<sup>2</sup> B.M.FERNANDES, 1996, « **MST : formação e territorialização** », Editora HUCITEC, São Paulo. Bernardo FERNANDES est né dans un village rural du sertão de l'Etat de São Paulo. Depuis 1989 il est professeur à l'université *estaduale* pauliste UNESP. Co-auteur d'un ouvrage, « réforme agraire », il a également publié de nombreux articles sur la géographie rurale, la réforme agraire et le MST. De 1986 à 1994 il a participé à la direction de l'AGB. Depuis 1990 il est membre du Secteur Education du MST. Son travail sur le MST procède donc d'une « recherche participante », à la fois scientifique et militante. Voir une présentation de cet ouvrage : J-Y MARTIN, « *La leçon de géographie du Mouvement des Sans-terre (MST)* », in : *Regards*, n°30 décembre 1997, p.34.

<sup>3</sup> Cf: A.U. De OLIVEIRA, 1991, « *A geografia das lutas no campo* », Contexto, São Paulo. Voir également : M.C. De ANDRADE, 1989, « *Lutas camponesas no Nordeste* », Principios n°48, Editora Ática.

<sup>4</sup> E. Da CUNHA, *Hautes Terres (La guerre de Canudos)*, traduction française, Editions Métailié, 1993.

lasser les travailleurs ruraux sans-terre, qui semblaient n'attendre que les initiatives et les directives du MST pour passer à des actions plus radicales et efficaces. Ces dernières années, le MST a ainsi multiplié les occupations de terres dans des fazendas improductives. Un bilan de l'année 1996 fait état de l'occupation de 176 fazendas et de l'installation de 45.218 familles sur les terres récupérées.

Aujourd'hui, « c'est paradoxalement, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre qui cristallise, autour de la question de la réforme agraire, l'opposition au gouvernement de centre gauche »<sup>1</sup>. Le Président social-démocrate Fernando Henrique Cardoso qualifie désormais volontiers le MST de « mouvement archaïque dans un pays moderne ». Après avoir envisagé une militarisation de la réforme agraire, afin d'avoir les moyens de disperser *manu militari* les paysans occupants illégalement des terres, avec tous les risques de nouveaux massacres que cela comporterait, le pouvoir fédéral s'oriente plutôt désormais vers ce que Bernardo Fernandes appelle, quant à lui, la « judiciarisation de la réforme agraire », c'est-à-dire le recours systématique aux tribunaux. Ainsi, souligne-t-il, « ces dernières années, le gouvernement fédéral s'est investi dans la criminalisation des occupations. Le pouvoir judiciaire a continuellement prononcé de la prison à l'encontre des travailleurs engagés dans des occupations de terres, les accusant de former des bandes, des mafias. Avec ces mesures, l'Etat a créé une nouvelle forme de coercition »<sup>2</sup>. C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire, par exemple, la condamnation de José Rainha, l'un des leaders du mouvement.

Le professeur Celso Furtado voit pourtant dans la démarche du MST, « la seule réponse valable au chômage de masse que produit le Brésil. Il s'agit notamment de recréer une agriculture de subsistance. Comment ne pas reconnaître que c'est une meilleure manière de vivre que la marginalisation urbaine ? ». Pour lui « le MST est une organisation impressionnante qui dispose d'un énorme pouvoir de pression et de dirigeants très capables »<sup>3</sup>. L'un d'eux, João Pedro Stédile, souligne que « les centrales syndicales se replient sur la défense d'intérêts catégoriels tandis que s'accroît la masse des exclus du système. Seul notre mouvement parvient à organiser une part de cette population promise aux poubelles du projet néolibéral et oppose une lutte radicale à la politique du gouvernement ». Le MST se retrouve ainsi à devoir assumer le rôle de fer de lance de la gauche brésilienne. Car, au-delà de ses propres objectifs, « la réforme agraire ne doit pas seulement contribuer à résoudre le problème des sans-terre, mais aussi ceux de l'ensemble de la société. Pourtant, à son tour, une réforme agraire ne sera viable qu'intégrée dans un nouveau projet pour l'économie nationale, dans un autre modèle de développement. Les sans-terre n'ont pas, à eux-seuls, la force suffisante pour imposer un tel projet. Ils

<sup>1</sup> P.REVELLI, « La résistance des "sans-terre" du Brésil, à la recherche d'un projet crédible », *Le Monde Diplomatique*, Septembre 1997, p.14-15.

<sup>2</sup> B.M.FERNANDES, 1996, « A judiciarização da Reforma Agrária », 10<sup>o</sup> Encontro Nacional de Geógrafos, Recife, Caderno de Resumos, Masas Redondas, AGB, p.22.

<sup>3</sup> *Le Monde Diplomatique*, article cité, Septembre 1997, p.14-15.



ont besoin que d'autres forces récupèrent leur capacité de mobilisation. C'est en ce sens que nous disons que la réforme agraire est la lutte de tous les citoyens »<sup>1</sup>.

Il faut évidemment s'interroger sur les raisons de cette montée finalement assez rapide du MST. Plus encore que dans la légitimité de ses objectifs, nous estimons qu'il faut les chercher dans l'efficacité de ses pratiques spatiales spécifiques qui sont, d'une part, la spatialisation de ses actions et, d'autre part, la territorialisation de ses luttes sous la double forme des campements [*acampamentos*] ou des installations [*assentamentos*] de réforme agraire.

Au titre de la **spatialisation des actions** il faut d'abord envisager les manifestations et "actes publics" des Sans-terre dans les villes. Dans son "Document de base" adopté en 1991, le Mouvement s'engageait alors à « conduire la lutte pour la terre et la réforme agraire dans les villes, pour qu'elle soit assumée par les travailleurs urbains en général et pour réussir à sensibiliser l'opinion publique à [sa] cause ». Ce sont également les marches, qu'elles soient régionales, vers les sièges des institutions chargées de mettre en œuvre, à l'échelle des Etats, les mesures de réforme agraire (Instituts des Terres et INCRA) ou fédérales, en direction de la capitale Brasilia, comme celle qui a eu lieu le 17 avril 1997, pour marquer le premier anniversaire du massacre du Pará.

La **territorialisation des luttes du MST** prend, quant à elle, deux formes distinctes. Les *acampamentos* sont des campements très précaires de Sans-terre qui prolongent habituellement les occupations illégales de terres. Récemment, au cours du seul premier trimestre de l'année 1998, plus de 130 *fazendas* ont été ainsi envahies par les militants du MST dans 13 des 27 Etats fédérés brésiliens. Véritables prises de gages, ces *acampamentos* visent essentiellement à accélérer les mesures officielles d'installation de familles paysannes sur les terres des grandes *fazendas* expropriées, le plus souvent pour cause d'improductivité. Ils se transforment alors en *assentamentos*, ou "Projets de réforme agraire", pour reprendre la formulation officiellement utilisée. A l'échelle du Brésil tout entier, il faut remarquer que de telles créations se multiplient surtout là où le MST est le plus actif, comme dans l'Etat de São Paulo qu'étudie particulièrement Bernardo Fernandes. De 1986 à 1996 plus de 1.500 *assentamentos* ont été réalisés dans tout le Brésil, où vivent désormais près de 150.000 familles<sup>2</sup> [voir **Tableau 18 : Les *assentamentos* de réforme agraire au Brésil (1986-1996)**, p.401 et **Figure 6 : Les *assentamentos* de réforme agraire au Brésil (1994)**, p.402].

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> Cf. B.M.FERNANDES et R.SADER (Coord.), 1996 : « A geografia dos *assentamentos* rurais do Brasil », une carte de l'implantation des *assentamentos* dans l'ensemble du Brésil. Sources : INCRA et MST, 1994.

Tableau 18 : Les *assentamentos* de réforme agraire au Brésil (1986-1996)

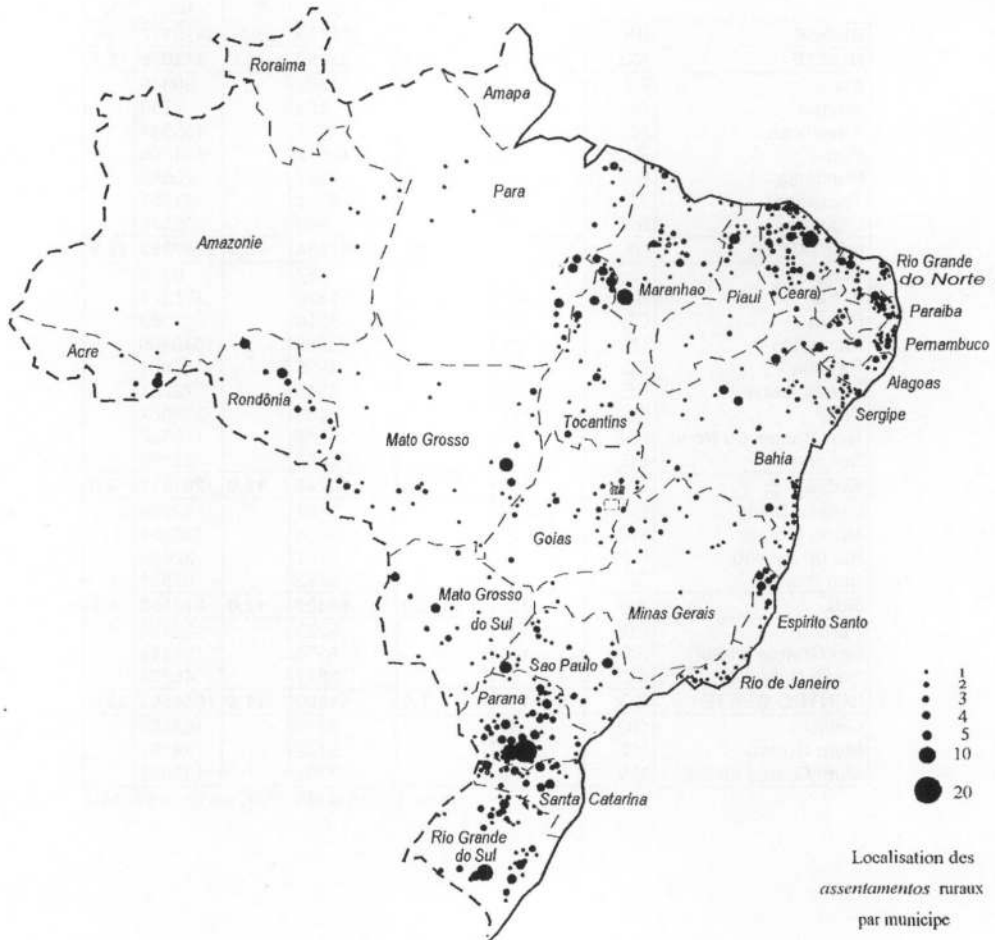
Les *Assentamentos* de réforme agraire au Brésil  
( Situation en mars 1996)

		Assentamentos		Familles		Superficie	
		Nb.	%	Nb.	%	ha.	%
<b>BRASIL</b>	<b>BR</b>	<b>1564</b>	<b>100</b>	<b>145712</b>	<b>100</b>	<b>4870172</b>	<b>100</b>
<b>NORTE</b>	<b>NO</b>	<b>126</b>	<b>8,7</b>	<b>23250</b>	<b>16,9</b>	<b>872089</b>	<b>18,5</b>
Acre	AC	2		387		39849	
Amapa	AP	1		153		7760	
Amazonas	AM	2		1221		135544	
Para	PA	19		10812		474155	
Rondonia	RO	3		1347		70645	
Tocantins	TO	96		8381		41557	
Roraima	RR	3		949		102579	
<b>NORDESTE</b>	<b>NE</b>	<b>723</b>	<b>49,8</b>	<b>67984</b>	<b>49,5</b>	<b>2167353</b>	<b>45,9</b>
Alagoas	AL	12		857		8738	
Bahia	BA	106		11323		371277	
Ceara	CE	136		8314		297063	
Maranhao	MA	136		26685		1040506	
Paraiba	PB	70		4998		50801	
Pernambuco	PE	124		8318		72881	
Piaui	PI	139		7489		326087	
Rio Grande do Norte	RN	60		5265		110602	
Sergipe	SE	53		3055		39198	
<b>SUDESTE</b>	<b>SE</b>	<b>166</b>	<b>11,4</b>	<b>13748</b>	<b>10,0</b>	<b>281517</b>	<b>6,0</b>
Espirito Santo	ES	34		1131		12939	
Minas Gerais	MG	37		3454		138591	
Rio de Janeiro	RJ	47		3701		32456	
Sao Paulo	SP	48		5462		97531	
<b>SUL</b>	<b>SU</b>	<b>322</b>	<b>22,2</b>	<b>16420</b>	<b>12,0</b>	<b>314553</b>	<b>6,7</b>
Parana	PR	134		8223		162186	
Rio Grande do Sul	RS	111		5376		104184	
Santa Catarina	SC	77		2821		48203	
<b>CENTRO OESTE</b>	<b>CO</b>	<b>114</b>	<b>7,9</b>	<b>15990</b>	<b>11,6</b>	<b>1084862</b>	<b>23,0</b>
Goiias	GO	51		3114		167984	
Mato Grosso	MT	37		5142		774197	
Mato Grosso do Sul	MS	26		7734		142681	

Source : INCRA et MST 1998, site Internet du MST

Figure 6 : Les *assentamentos* de réforme agraire au Brésil (1994)

**Assentamentos de reforma agraire  
au Brésil (1994)**



Sources : INCRA et MST-Brésil (1994) / Bernardo M.FERNANDES (UNESP)

Cartographie : Jean-Yves MARTIN 1998

Pour B.Fernandes *acampamentos* et *assentamentos* constituent, ensemble, un nouvel « espace de socialisation politique ». Pour le MST, « spatialiser, c'est conquérir de nouveaux espaces, de nouveaux lieux, de nouvelles expériences, développer de nouvelles formes de lutte. C'est "écrire" dans l'espace, par l'intermédiaire d'actions concrètes comme manifestations, marches, occupations de bâtiments publics, négociations, (ré)occupations de terres. C'est dans la spatialisation de la lutte pour la terre que les travailleurs organisés du MST conquièrent des fractions de territoire, et de cette façon, développent le processus de territorialisation du MST ».

Avec le Mouvement des Sans-terre (MST) dans le Rio Grande do Norte (RN) nous avons, au cours de la première moitié des années quatre-vingt dix, un exemple de mouvement socio-spatial rural s'inscrivant à plusieurs titres dans le cadre de notre recherche. D'abord parce que l'examen du déploiement de son activité durant cette période montre qu'il est lui-même incontestablement guidé par la volonté de prendre en compte et de maîtriser au mieux les dimensions spatiales de ses actions. Ensuite, parce qu'une approche, forcément critique, de la manière dont la presse régionale<sup>1</sup> a rendu compte, au jour le jour, de ce déploiement, permet également de prendre toute la mesure de l'évolution de l'appréciation publique du mouvement. Elle fournit ainsi des éléments sur la manière dont ce mouvement a été progressivement perçu, ainsi que sur les inflexions consécutives de l'identité du mouvement et de ceux dont il défend les intérêts, les paysans sans terre. Ce mouvement socio-spatial du MST-RN, considéré comme radical dans ses objectifs comme dans ses méthodes, s'il a d'abord fait l'objet d'une présentation plutôt péjorative, est devenu aujourd'hui une force reconnue et incontournable. D'abord concurrent volontiers méprisé des syndicats ruraux traditionnels, il est désormais, dans sa spécificité, une force sociale à part entière qui donne aux luttes paysannes un ton plus dynamique et moderniste.

Aussi, plutôt que de faire une simple chronique historique du déploiement de son activité de 1990 à 1996, nous voudrions l'envisager ici sous un angle plus géographique : en examinant d'abord, au cours de cette période d'observation, les diverses pratiques spatialisées du mouvement ( *acampamentos*, marches et manifestations, occupations des sièges d'institutions ) et en prenant, dans un deuxième temps, la mesure des modifications que le développement de ces pratiques a pu entraîner, en particulier dans l'opinion, non seulement à propos de la reconnaissance de la légitimité de ses revendications, mais quant à l'image sociale de l'identité paysanne elle-même qui s'en trouve ainsi profondément renouvelée.

<sup>1</sup> Essentiellement *Tribuna do Norte* et *Diário de Natal*, mais également *O Poti* et *Grande Natal*, de 1990 à 1996. Remerciement au Secrétariat *estadual* du Mouvement des Sans-terre du Rio Grande do Norte à Natal, qui a bien voulu m'ouvrir ses archives qui comportent de nombreuses coupures de presse et des photographies.

### A - Les pratiques spatialisées du MST-RN

On peut envisager trois figures de la spatialisation des pratiques du MST-RN : 1 - selon les lieux des invasions-occupations de grandes propriétés sous forme de campements (*acampamentos*) qui, dans le difficile processus de mise en application des mesures de réforme agraire, deviennent autant de prises de gages à hauts risques; 2 - selon les trajets des manifestations et des marches, et : 3 - selon les pôles des occupations des centres officiels de pouvoir et de décision en matière de réforme agraire.

#### 1 - Les *acampamentos*, des prises de gages territoriaux :

Les *acampamentos* sont littéralement des "campements", très précaires, organisés clandestinement par le Mouvement des Sans-terre, qui visent à rassembler et à installer des familles de paysans sans terre sur certaines parties de grandes propriétés foncières, généralement dénoncées comme improductives, afin de justifier et d'accélérer les mesures de réforme agraire dont la responsabilité incombe officiellement à des institutions publiques spécialisées (INCRA-RN, ITERN).

#### a - Analyse de quelques cas d'*acampamentos* provoqués par la MST-RN entre 1990 et 1996.

Nous nous attacherons à donner une idée plus précise de ce que peuvent être les *acampamentos* provoqués par le MST dans le Rio Grande do Norte à travers le récit et l'analyse de 4 exemples.

**1er exemple : occupation de la fazenda Marajó (João Câmara) en Juillet 1990.**

C'est la première du genre dans le Rio Grande do Norte. Le campement (*acampamento*) mis alors en place par le MST-RN concerne 170 familles qui viennent des Municipes de João Câmara, Pedra Grande, Parazinho et Bento Fernandes. Il faut souligner que cette première tentative se situe dans le Mato Grande du Nordeste, à la charnière de la zone centrale de déruralisation accentuée, la diagonale des faibles densités, et de la zone littorale Est marquée par la périurbanisation métropolitaine.

La presse pense alors utile de rappeler, comme pour montrer l'inutilité de cette occupation, qu'« une superficie de près de 1500 ha. a été expropriée à la fin de l'année passée par le gouvernement fédéral, mais c'est seulement le mois dernier que le propriétaire a reçu l'indemnisation. La FETARN<sup>1</sup> a déjà établi une liste de 61 familles qui vont recevoir des lots de 25 ha. chacun. Le Superintendant estadual de l'INCRA, Roberto Tolentino, a dit hier que son institution n'attendait que le retrait des familles occupant la fazenda pour commencer l'installation des

<sup>1</sup> Federação dos Trabalhadores na Agricultura do Rio Grande do Norte.

61 familles déjà listées par la FETARN, et qu'elles puissent recevoir le titre de propriété des lots »<sup>1</sup>. L'action du MST, nouvelle à cette date dans le *Rio Grande do Norte*, est donc alors présentée comme une initiative malencontreuse qui serait même de nature à faire obstacle à l'action publique en matière de réforme agraire. Le syndicat paysan traditionnel (FETARN) est, à l'inverse, présenté lui-même comme le seul partenaire officiel, autorisé et sérieux en la matière.

Livânia Frizon, qualifiée par la presse de "coordinatrice" du Mouvement national des Sans-terre dans le *Rio Grande*, avance pourtant qu'« aucun accord n'a été passé avec la FETARN ou avec l'INCRA. Elle affirme que le seul accord possible est que l'INCRA détermine un espace pour que les familles qui campent actuellement dans la *fazenda* Marajó puissent être transférées immédiatement dans un nouvel endroit. Selon elle, ce sont actuellement autour de 170 familles qui vivent dans le campement et qui n'ont nulle part où aller ». Elle explique que les travailleurs sont également victimes de la sécheresse (*seca*). Beaucoup d'entre eux sont inscrits dans des Fronts de Secours (*frentes de emergência*) que les mairies de ces municipes ont ouverts pour atténuer les effets sociaux de la sécheresse, et où ils ne gagnent que 400 cruzeiros par semaine. Mais, pour pouvoir survivre dans l'*acampamento*, indique-t-elle, les travailleurs doivent de plus couper du bois et le vendre<sup>2</sup>.

Rien de surprenant à ce que ce premier *acampamento* dans le *Rio Grande do Norte* ne donne guère de résultats immédiats. En mai 1991, et bien qu'un *assentamento* ait été créé dans le lieu, Livânia Frizon précise alors que « les familles, qui ont été installées, il y a dix mois, dans la *fazenda* Marajó, n'ont obtenu jusqu'à présent aucune aide, et connaissent même des difficultés, sans assez de moyens pour subsister, et sans avoir des semences pour cultiver la terre »<sup>3</sup>. La radicalité de l'*acampamento* auquel il peut être donné une suite sous la forme d'un *assentamento* ne garantit donc certainement pas la viabilité immédiate et définitive de celui-ci.

#### 2ème exemple : l'occupation de la *fazenda* Surubim (Poço Branco), le 13 mai 1991.

L'occupation d'une partie de la *fazenda* Surubim (Poço Branco) commence le 13 mai 1991 à 3 heures du matin, par la formation d'un campement comptant environ 80 familles provenant des municipes de Taipu, Ielmo Marinho, Ceará Mirim, Caiçara do Rio do Vento, Riachuelo, Jandaíra et Poço Branco. De nouveau, la tentative est menée dans une large région latifundiaire de contact entre espaces déruralisés du centre et zones urbanisées de l'Est. Les initiatives du MST-RN cherchent ainsi visiblement à mobiliser sur les paysans victimes de l'éviction rurale qui sont particulièrement nombreux dans cette zone.

<sup>1</sup> *Tribuna do Norte*, 25/8/90.

<sup>2</sup> *Ibidem*

<sup>3</sup> *Tribuna do Norte*, 14/5/91.

Livânia Frizon déclare aussitôt que les familles de l'*acampamento* affrontent beaucoup de difficultés, sans nourriture, ni matériel pour construire leurs abris : « La plupart n'ont même pas de bâche et utilisent des palmes de cocotiers et des branches d'autres arbres, pour arranger leur baraque ». Elle souligne que la *fazenda* ainsi occupée est abandonnée depuis des années, et reste, pour l'instant, une terre improductive : « il n'y a qu'un *morador*<sup>1</sup> assez ancien, et la *Casa Grande*<sup>2</sup> de la *fazenda* est elle-même en ruines, sans recevoir aucune attention de la part des propriétaires ». Elle indique que la propriété appartient à Francisco Ribeiro, et que les Sans-terre qui l'occupent solliciteront son expropriation auprès du Gouvernement de l'Etat, afin qu'ils puissent être eux-mêmes installés dans l'endroit par la création d'un *assentamento* de réforme agraire<sup>3</sup>. Dans ce cas, la logique de la stratégie d'occupation est donc clairement soulignée. Il ne s'agit ici que d'occuper une terre notoirement improductive, et qui devrait donc tomber, très légalement, sous le coup de mesures d'expropriation dans un but de réforme agraire. L'idée ainsi développée est qu'il n'y a donc là rien que de très légitime.

**3ème exemple : 1ère Occupation de la *fazenda* Rockfeller (São Gonçalo do Amarante) Septembre 1991.**

Pour cette nouvelle invasion, les paysans, dirigés et organisés par le MST-RN, arrivent dans la nuit du dimanche 30 septembre 1991. Ils occupent, cette fois, une partie de la *fazenda* Rockfeller, située à 11 km de Natal, dans le municipe de São Gonçalo de Amarante, où l'EMPARN<sup>4</sup>, possède un centre de recherche. Cette *fazenda* de 460 ha., appartient au Ministère de l'Agriculture et a été cédée en 1974, et pour 20 ans, au gouvernement de l'Etat pour y faire des expériences dans le domaine agricole. D'après un technicien de l'EMPARN, « selon les termes de la cession, il existe une clause qui veut que l'Etat ne puisse donner d'autre finalité à la *fazenda* qui ne soit pas la recherche »<sup>5</sup> agronomique. C'est un argument qui est d'ailleurs avancé pour refuser la perspective d'une installation des "envahisseurs" de la *fazenda* Rockfeller elle-même. « Ils disent que la *fazenda* est pour les expériences, réplique Livânia Frizon, mais nous sommes allés aujourd'hui dans toute son étendue, et les uniques plantations que nous y ayons vues sont quelques cultures jardinées et des produits comme le *feijão* et la patate douce, cultivés pour la subsistance des *moradores* de la *fazenda* eux-mêmes »<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> voir lexique en annexe.

<sup>2</sup> idem

<sup>3</sup> *Tribuna do Norte*, art. cité, 14/5/91.

<sup>4</sup> *Empresa de Pesquisa Agropecuária do Rio Grande do Norte* [ Entreprise de Recherche Agronomique du Rio Grande do Norte].

<sup>5</sup> *Diário de Natal*, 3/10/91.

<sup>6</sup> *Tribuna do Norte*, 2/10/91.

Les occupants sont, dans ce cas, une centaine de familles de paysans provenant de la région du Potengi, des municipes de Riachuelo principalement, de São Tomé, de São Paulo do Potengi et de São Gonçalo (do Amarante), de Macaíba, et du district de Santa Maria. Parmi eux se trouvent une trentaine d'enfants, dont le plus jeune a seulement cinq mois. Cette fois, la zone de recrutement des *acampados* glisse vers au sud-est, vers l'*agreste*, mais reste toujours centrée sur la zone critique de contact entre l'espace de dé-ruralisation, à l'Ouest, et la zone d'urbanisation péri-natalense, à l'Est.

Quand on lui demande comment il a été possible de réunir aussi rapidement des travailleurs ruraux de tant de municipes différents et éloignés les uns des autres, Livânia Frizon répond simplement : « *c'est un mouvement organisé* »<sup>1</sup>. Les revendications des Sans-terre (*assentamento*) officielle dans l'endroit même au titre de la réforme agraire; des bâches, une centaine, pour couvrir leur baraques; cent rations alimentaires de base<sup>2</sup> jusqu'à ce que les paysans-occupants commencent à produire eux-mêmes des aliments; des outils pour travailler la terre : machettes, faucilles, etc.; des graines de jardinage, qui permettraient une première récolte plus rapide; Les familles sollicitent également du gouvernement de l'Etat une assistance médicale, surtout pour les enfants, ainsi que l'engagement de non recours à la violence de la part de la police<sup>3</sup>.

Le 9 mars 1993, un groupe d'approximativement 300 paysans sans terre de la région du *Mato Grande*, dirigé par le MST-RN, occupent une nouvelle fois la *fazenda* Rockfeller, à São Gonçalo do Amarante. Cette fois, les agriculteurs viennent d'une large zone de recrutement nord-est, des municipes de Ceará-Mirim, João Câmara, Pureza, Parnamirim, São José do Mipibu et Touros<sup>4</sup>. La presse souligne qu'« en occupant cette *fazenda* les leaders du MST veulent faire pression sur le Gouvernement de l'Etat pour accélérer le processus d'achat ou de désappropriation de la *Fazenda* Zabelê [située, elle, à Touros], lieu où les paysans veulent être installés »<sup>5</sup>. Ces occupations répétées de la *fazenda* Rockfeller peuvent donc s'expliquer par le fait qu'appartenant à l'Etat, son occupation permet d'exercer une pression plus directe sur lui pour qu'il engage de nouvelles mesures d'*assentamento*, pas forcément dans l'endroit, comme on le constate dans ce cas. Il y a donc déploiement d'une stratégie qui se complexifie en intégrant plusieurs échelles. Il ne s'agit pas seulement de s'emparer d'une terre afin de créer un état de fait et y être installé. Il s'agit d'une prise de gage stratégique (à São Gonçalo do Amarante) pour obtenir un *assentamento* ailleurs (à Touros).

<sup>1</sup> Diário de Natal, 3/10/91.

<sup>2</sup> dites « *cestas básicas* ».

<sup>3</sup> Tribuna do Norte, 02/10/91.

<sup>4</sup> Tribuna do Norte, 10/3/93.

<sup>5</sup> Diário de Natal, 10/3/93.



Figura 7 : Acampamento do MST-RN à Vale da Esperança (Touros), Novembro 1995  
(Photos : Fernando Mineiro , MST-RN)



## 4ème exemple : Vale da Esperança (Touros), novembre 1995

C'est précisément dans le municipe de Touros, le septième du Rio Grande en superficie, qu'entre 1960 et 1990, il y a eu le plus grand nombre de Conflits de terre, sous les formes habituelles de cette époque. Mais, le 6 novembre 1995, c'est un groupe de 200 familles de Sans-terre qui envahit cette fois directement la fazenda Vale da Esperança, dans le municipe de Touros, à 84 km de Natal, occupant des zones proches de la Lagoa do Fogo, voisine de la plage du Rio do Fogo<sup>1</sup>. Le photographe Lenilton Lima qui, au nom du MST, accompagne l'occupation, dit aussitôt que les paysans craignent, à n'importe quel moment, la confrontation avec les propriétaires de la fazenda. D'après lui « la situation est très tendue » et il souligne que des hommes armés engagés par les fazendeiros encerclent les lieux et « qu'il pourrait y avoir des frictions plus sérieuses »<sup>2</sup>. Selon Edmilson de Oliveira, de la direction du MST-RN et autre leader de l'occupation, les 300 occupants ont fait immédiatement l'objet de menaces de mort de la part des propriétaires de la fazenda occupée. Il indique également qu'en fait « l'occupation de la propriété avait été planifiée il y a un mois ». Selon Edson Rodrigues, 23 ans, autre jeune dirigeant du mouvement, le propriétaire, Sérgio de Melo, en compagnie de son fils, a effectivement menacé les paysans de mort. Les armes à la main, il aurait dit : « si c'est la terre que vous voulez, tout ce que vous y gagnerez, c'est sept pieds de terre au dessus de la figure ! ». Depuis ces menaces, en haut d'une colline, les paysans montent constamment la garde : « être attentif est fondamental. Des agriculteurs-sentinelles, qui se sont relayés toute la journée, alertent les autres aussitôt qu'un véhicule ou des étrangers s'approchent »<sup>3</sup>.

Participent au mouvement d'occupation de la fazenda Vale da Esperança des paysans venant d'autres assentamentos de réforme agraire situés dans des localités voisines, des dirigeants régionaux du Mouvement des Sans-terre et des agriculteurs sans-terre des municipes de sept communautés, quatre de Touros - Carnaubinha, Santa Luzia, Ceroba et Boa Cica - deux de Pureza - Cana Brava et Bebida Velha - et une de Maxaranguape - Rio de Fogo. Cette fois le recrutement est donc plus local, concernant directement Touros et les municipes voisins, mais il reste tout aussi vaste, s'agissant de grands municipes.

Dans le campement improvisé il y a des femmes, des vieux, des jeunes, et des enfants. Ces enfants, « qui devraient être à l'école », souligne la presse, empoignent, comme leurs parents, des faucilles et des coutelas. Tout le monde reprend volontiers des mots d'ordre comme « ocupar, resistir, produzir », thème du moment pour le Mouvement des Sans-terre / MST<sup>4</sup>. Les aliments qui sont consommés dans le campement, essentiellement du feijão et de

<sup>1</sup> Tribuna do Norte, 6/11/95, « Des familles envahissent une fazenda et provoquent de la tension dans l'Intérieur ».

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> « Tension et peur dans la Vallée de l'Espérance », Diário de Natal 8/11/95.

<sup>4</sup> Idem.

la *farinha*, ont été apportés par les paysans eux-mêmes des endroits où ils résidaient auparavant, mais le complément - du poisson - a été pêché dans la lagune de la *fazenda*. Mais, l'insuffisance reste préoccupante, et une commission a été formée pour négocier la fourniture d'aliments pour les travailleurs avec les trois mairies voisines de Touros, Pureza et Maxaranguape<sup>1</sup>.

Le superintendant-adjoint de l'INCRA-RN, Aldemir Fernandes de Souza, informe que l'institution fera, du 21 au 24 novembre, une "pré-visite" de la Fazenda Vale de Esperança, qui est, indique-t-il, composée en fait de diverses propriétés, englobant un total de 4.243 hectares. C'est seulement après cette visite que l'INCRA pourra déterminer si la propriété désormais occupée par 300 familles de travailleurs ruraux Sans-terre, est ou non productive : « Quelle soit ou non productive, c'est cela qui va déterminer les suites de l'action de l'INCRA ». Selon lui, la demande de terre des gens du MST vient de ce que la propriété n'est pas productive : « il y a déjà eu une certaine tension sociale dans l'endroit entre le propriétaire et les paysans. Or, quand il y a tension sociale, cela se termine généralement en conflit »<sup>2</sup>. A cette occasion, il observe également que la superficie de la *fazenda* est composée de diverses autres propriétés appartenant au groupe **Dianorte-Mineração Granjirú Ltda**, et qui sont : Foz da Lagoa do Meio, dans le municipe de Maxaranguape, pour 641 hectares; Vale de Esperança, dans celui de Touros, pour 2.111 hectares; la *fazenda* Aralém dans celui de Maxaranguape, pour 712 hectares, et la *fazenda* Fonseca, dans celui de Touros, pour 779 hectares<sup>3</sup>.

Le 9 novembre 1995 des travailleurs ruraux, dirigés par le MST, envahissent une autre propriété de Touros. Le nouvel espace occupé se situe, cette fois, à Lagoa do Jiquí, dans la *fazenda* Capivara. Selon Paulo Roberto Palhano, président du Service d'Assistance Rurale (SAR), mouvement proche de l'église catholique, cette nouvelle occupation concerne une soixantaine de familles. La question était posée depuis cinq ans : « Les gens veulent cette terre pour leur usage immédiat : planter des légumes, du manioc, des patates, pour pêcher ». Hélio Freitas, du MST-RN, souligne pour sa part que « l'*acampamento* continue d'être ouvert aux familles qui n'ont pas de terres »<sup>4</sup>. Et il ajoute : « il y a dans ce lieu des lagunes avec des poissons et des terres humides qui ne peuvent rester en friches alors que des milliers de travailleurs n'y ont pas accès pour produire ». Il exprime ainsi une préoccupation que les *assentamentos* ne se fassent pas sur des terres sans beaucoup de valeur agricole. Il répète aussi à cette occasion qu'il existe 100.000 familles de sans-terre dans l'ensemble du *Rio grande do Norte*<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibidem.

<sup>2</sup> « L'INCRA va visiter Vale de Esperança », *Diário de Natal*, 9/11/95

<sup>3</sup> Idem

<sup>4</sup> *Diário de Natal*, 10/11/95.

<sup>5</sup> « *Famílias vão permanecer na terra ocupada* », *Tribuna do Norte*, 9/11/95

Figure 8 : Visite de l'*acampamento Lagoa do Jiquí*, dans la *fazenda Capivara* (Touros) par une délégation constituée du Conseiller Fernando Mineiro, de la députée *estaduale* Fátima Bezerra (P.T.) et du Major W.Santos (Police Militaire), très entourée par les paysans le 9 novembre 1995 ( Photo Fernando Mimeiro MST-RN ).



Ce même jour, 9 novembre, une délégation de parlementaires et de dirigeants syndicaux négocie avec la police pour qu'il n'y ait pas d'intervention, afin d'éviter un affrontement. Au cours d'une réunion avec le Secrétaire à la Sécurité, des représentants du MST, le Conseiller Fernando Mineiro et la députée estadual Fátima Bezerra (P.T.) obtiennent que les autorités attendent les résultats du relevé des techniciens, avant d'user de la force pour expulser les familles qui occupent la fazenda<sup>1</sup>. Cette commission, formée de représentants de diverses institutions, y compris la Police Militaire, représentée par le Major W.Santos, visite également l'acampamento, très entourée par les paysans, dans l'objectif d'éviter des affrontements plus graves et pour accélérer une solution afin de sortir de l'impasse [voir Photo, p.411]. Selon le représentant de l'Ordre des Avocats du Brésil (OAB-RN), Aderbal Ferreira : « l'Etat doit agir rapidement pour promouvoir le processus de désappropriation. C'est cela qui diminuera la tension ». Des syndicalistes participent également à cette commission : le Président de la FETARN, Manoel Cândido, et la Présidente de la CUT<sup>2</sup> de l'Etat, Vilma Aparecida<sup>3</sup>.

Le 15 novembre, les familles du "campement" sont finalement dispersées par 150 policiers, commandés par le Major Luciano, responsable du 4° CIPM (Comando do Interior de Polícia Militar) de Macaíba, qui compte 150 hommes des pelotons de Touros, João Câmara, Ceará Mirim et de la Troupe de Choc de Natal. L'action de la police commence à 6 heures sans qu'il y ait d'affrontement. Après leur sortie pacifique, les Sans-terre s'installent au bord de la route en face de la fazenda Vale de Esperança et la police met aussitôt le feu aux baraques abandonnées. A l'emplacement de leur nouveau campement le problème rencontré par les agriculteurs est celui du manque d'eau, ce qui est cause de maladies chez les enfants. Pour y faire face, ils tentent de former une caravane de médecins qui doit visiter le lieu<sup>4</sup>.

Hélio Freitas, au nom du MST-RN, admet « qu'il n'y a pas eu la moindre ébauche de réaction de notre part, parce que nous serions fous d'affronter les fusils »<sup>5</sup>. Mais il précise néanmoins que la non-résistance à l'action d'expulsion ne signifie pas que les travailleurs ne revendiquent plus la terre : « nous allons attendre la réponse de la visite de l'INCRA. Après nous déciderons quels seront les prochains pas »<sup>6</sup>. Une équipe de techniciens de l'INCRA, de l'ITERN et de l'IBAMA est, en effet, sur les lieux, depuis la veille, pour effectuer un relevé de l'espace. Elle doit rester dans le municípe de Touros jusqu'au 21

<sup>1</sup> *Tribuna do Norte*, 10/11/95 : « Les députés négocient avec la police pour éviter un conflit à Touros »

<sup>2</sup> Centrale Unitaire des Travailleurs

<sup>3</sup> « Une commission a visité Vale da Esperança » *Diário de Natal*, 10/11/95

<sup>4</sup> « Les familles de Sans-terre sont expulsées : l'opération s'est faite avec 150 policiers », *Tribuna do Norte*, 17/11/95

<sup>5</sup> *Diário de Natal*, 17/11/95.

<sup>6</sup> *Idem*

novembre et le résultat de son enquête doit être rendu public avant la fin du mois. Le Superintendant de l'INCRA, José Maria da Rocha, précise que trois aspects seront pris en compte dans le relevé en cours : si les terres sont réellement improductives, s'il existe les conditions d'une installation (assentamento) dans la zone, et s'il y a une tension sociale dans le lieu. « Si l'équipe constate que ces trois conditions sont réunies, alors nous étudierons la question domaniale », affirme-t-il. Dans ce cas, l'Institut passera ensuite à la recherche cartoriale. « C'est seulement après cela que nous pourrons dire ce que nous ferons ». Hélio Freitas estime que les travailleurs devront attendre au moins trois jours pour avoir une réponse des organismes officiels. Au cas où ils n'auraient pas une réponse positive, il indique qu'il n'écarte pas l'hypothèse d'une réoccupation du lieu et d'une action de protestation à Natal : « Nous irons au Palais Potengi demander au Gouverneur qu'il trouve une solution »<sup>1</sup>.

A la suite de cette expulsion *manu militari* de l'*acampamento*, le délégué de Touros, Vicente Holanda, commet nombre "d'abus" en usant de son autorité à l'encontre des membres du MST du campement de Santa Luzia, proche de la *fazenda* Vale de Esperança. Selon l'avocat Aderbal Ferreira, représentant de l'OAB-RN, les travailleurs ont été obligés de donner leurs témoignages à la délégation [gendarmerie] de Touros sous la menace d'être faits prisonniers : « tant la Police Militaire que la Police Civile, dit-il, ont fait pression sur les travailleurs avec des pratiques, y compris psychologiques, pour effrayer les personnes ». Vingt huit paysans qui sont dans le campement de Santa-Luiza, ont déjà été entendus dans ces conditions par le Délégué Vicente Holanda. Le paysan sans-terre Paulo Gois dos Santos, raconte que, lorsqu'il est arrivé à la Délégation, il est resté près de trente minutes enfermé dans une cellule. Quand le délégué vint recueillir son témoignage sur l'invasion de la *fazenda* Vale da Esperança, il lui demanda les noms des dirigeants qui avaient poussé les 300 familles à envahir la propriété. « Pourquoi avez-vous volé la propriété d'autrui ? » « Comment êtes-vous venus ici ? », et « Pourquoi mentez-vous ainsi ? ». Anaíde Peixoto da Assunção, également Sans-terre, donne un témoignage identique : « quand on est arrivé à la Délégation, ils nous ont mis dans une salle, et ensuite ils disaient aux gens de dire qui étaient les chefs du mouvement. Le délégué disait que si je ne donnais pas le nom des chefs, j'aurais un procès »<sup>2</sup>.

De 1990 à 1995 les actions d'*acampamentos* du MST-RN se multiplient donc. Les exemples étudiés montrent qu'elles constituent d'abord une rupture brutale et inédite du consensus spatial nordestin traditionnel jusqu'alors inébranlé. En faisant de l'espace un enjeu concret elles mettent véritablement en cause l'intouchabilité des *latifúndios*. Bien que très ponctuelles et entraînant de *facto* une survalorisation du local, on voit aussi qu'elles concernent en fait, et de plus en plus avec l'approfondissement de la stratégie, plusieurs niveaux d'échelles géographiques : le régional d'abord parce qu'elles se situent

<sup>1</sup> Tribuna do Norte, 17/11/95

<sup>2</sup> « Les Sans-terre dénoncent le délégué de Touros pour abus de pouvoir », Puti de Natal 26/11/95

toujours dans cette zone charnière où la tension entre un grand nombre de paysans sans-terre et déruralisés *in situ*, cohabitant avec des *latifúndios* sous-exploités et quasi vides d'hommes, atteint son maximum; l'*estadual*, dans la mesure où des organes gouvernementaux (INCRA, ITERN) chargés de la mise en œuvre de la réforme agraire se trouvent nécessairement interpellés et se voient contraints de jouer davantage leur rôle à cet égard; Fédéral, enfin, puisque la multiplication systématique de ce genre d'initiatives du MST, là où elles sont possibles, finissent par remettre, dans l'urgence, la question de la réforme agraire à l'ordre du jour pour l'Etat fédéral comme pour l'ensemble de la société brésilienne.

Cette première série d'exemples d'*acampamentos* réalisés par le MST-RN montre qu'ils sont bien des actions radicales qui n'ont évidemment rien d'une partie de plaisir pour leurs participants. Bien que constituant un point de non-retour pour ceux qui s'y engagent ainsi, le succès est loin d'être garanti à tout coup.

### b - Les difficultés et quelques échecs

Contrairement à l'affirmation d'un des jeunes dirigeants du MST-RN, quelques mois plus tard<sup>1</sup>, le mouvement n'a donc pas connu que des succès dans ses tentatives d'*acampamentos*. Entre 1990 à 1996 on peut en indiquer et en analyser au moins deux. On remarquera particulièrement qu'ils se situent dans la zone du Grand Natal, pour le premier, et dans la zone dite de la canne à sucre, pour le second.

#### Tentative d'*acampamento* dans la *fazenda* Itapitanga, à São Gonçalo do Amarante (6 avril 1992).

Selon la version de la police, fidèlement reprise par la presse, le 5 avril à 22 heures, deux camions sont stoppés à Serrinha, alors qu'ils se dirigeaient vers São Gonçalo do Amarante. A trois heures du matin, environ 150 paysans sont arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à établir un *acampamento* dans la *fazenda* Itapitanga. Selon les témoignages recueillis par la police, le plan était initialement prévu pour plus tard dans la semaine, mais sa mise en œuvre a été avancée au 6 avril car on craignait que la Police Civile en ait prématurément connaissance. C'est pour cela que le nombre des sans-terre n'atteint pas le tiers de ce qui était prévu. Après avoir été entendus par la Police les paysans arrêtés sont ensuite hébergés dans la locaux du Syndicat local des Commerçants.

Les participants témoigneront que, ayant été invités par le MST à une réunion pour parler du problème du manque de terre, au cours des quatre réunions organisées il a surtout été discuté, disent-ils, de plans d'invasion de propriétés. Dans le cas de la *fazenda* Itapitanga, certains travailleurs ont ainsi adhéré à l'idée de l'envahir dès leur participation à la première réunion.

<sup>1</sup> Edmilson Oliveira Lima : « Le Mouvement [MST] a commencé ici dans l'Etat [ du RN ] en 1990 avec l'invasion de la *fazenda* Marajó dans le munícipe de João Câmara et depuis nous n'avons jamais été en échec dans aucune des occupations que nous avons faites », *Diário de Natal*, 27/01/96.

Manoel Rodrigues, 61 ans, habitant Primeira Lagoa, à Ceará-Mirim, raconte : « Je travaille à plus de deux lieues de la maison, et certaines semaines ce travail ne s'arrange même pas. Ils [le MST] m'ont dit que j'y gagnerais 30 hectares et du crédit facile. Je ne me le suis pas fait dire deux fois ». Son témoignage traduit la situation d'un paysan en situation précaire de journalier ("boas-frias") vivant à proximité de la ville de Ceará-Mirim mais employé, au coup par coup, dans une *fazenda* assez éloignée. C'est le type même du paysan déruralisé, sans terre personnelle à cultiver. Pour le paysan Simon Nascimento, hébergé au siège du Syndicat après l'opération, avec sa femme et cinq de ses seize enfants : « ils m'ont dit que la terre à envahir était déjà en phase de désappropriation par le gouvernement. J'ai pensé que l'invasion allait servir à accélérer les choses »<sup>1</sup>.

La prison préventive est réclamée par le Délégué de Macaíba, Ilo Bezerra Damaceno, capitaine de la Police Militaire, pour trois des dirigeants du MST-RN : Livânia Frizon (28 ans), Hélio Freitas (22 ans), et Marcos Antônio da Cruz. Selon le capitaine, avec cet épisode, il est certain que « le problème des invasions de terres dans l'Etat va définitivement se transformer en une question de police ». C'est à l'échelle locale que l'idée d'une criminalisation des actions du MST est donc suggérée, avant même que l'Etat fédéral n'envisage lui-même une militarisation de la question rurale. D'après ses investigations, avec le MST dit-il : « il ne s'agit pas d'un mouvement de caractère social organisé par des travailleurs ruraux, mais d'entreprises patronnées par des personnes, étrangères à la campagne, qui incitent aux invasions par des promesses mensongères ». Les trois dirigeants arrêtés sont systématiquement présentés comme « sans profession ni occupation bien définie », ou « sans résidence ni profession confirmée ». Il faut surtout nier leur identité paysanne. Mais, n'étant donc pas véritablement des paysans, ils ne sont présentés comme rien d'autre de très précis, et leur attache territoriale doit être soulignée comme étant douteuse.

Mais le juge ne retiendra pourtant pas la demande de prison préventive réclamée à leur encontre. Ils seront seulement poursuivis pour avoir, lorsqu'ils ont tenté d'envahir la *fazenda* Itapitanga, « détruit les clôtures et autres marques d'identification des limites de la propriété, ce qui est considéré comme un délit par l'article 161 du Code de Procédure Pénale »<sup>2</sup>. La seule chose que l'on retienne donc contre eux, c'est le bris de clôtures. Mais c'est déjà beaucoup, puisque c'est une atteinte à l'intégrité de la grande propriété des *fazendas*.

<sup>1</sup> Tribuna do Norte, 7/4/92.

<sup>2</sup> Diário de Natal, 8/4/92



2ème échec : le 30 mai 1995 à la fazenda Bom Jardim (Goianinha)<sup>1</sup>

Ce jour là, dans le municiple de Goianinha, à 60 kilomètres de Natal, 200 agriculteurs Sans-terre qui viennent de Montanhas, Canguaretama, Espírito Santo, Várzea, Santo Antônio, et d'autres municipes voisins, tentent d'envahir la fazenda Bom Jardim. Ils viennent donc essentiellement, dans la zone sucrière du *Litoral Sul*, de municipes minifundiaires et tentent ainsi d'envahir une fazenda située dans un municipe latifundiaire. Mais ils en sont aussitôt empêchés par la police et par le propriétaire et se replient alors dans un *acampamento* qu'ils installent sur un terrain situé à proximité de la RN 003, sur la bande des 50 mètres dépendant du D.E.R.<sup>2</sup>. A moins de 200 mètres du campement les fazendeiros et leurs employés, armés de faucilles et de fusils, surveillent dès lors les paysans sans-terre, pour empêcher toute nouvelle tentative d'invasion.

Dirigés par le MST, les agriculteurs, dont, une nouvelle fois, un certain nombre de vieux, de femmes et d'enfants, expliquent leur tentative par le fait que la fazenda en question, de 2370 hectares selon eux, est improductive et aurait des dettes à l'égard du fisc. L'un des leaders du mouvement, Márcio Lima, 23 ans, indique que « la zone est toute encerclée par des jagunços<sup>3</sup> et des policiers disposés à nous tirer de là par la force ». Les policiers, entre 100 et 120, viennent des municipes de Goianinha, Espírito Santo, Várzea, Santo Antônio, Nova Cruz, Arês, Georgino Avelino, Canguaremata et Macaiba. Selon Márcio Lima, au moment de la tentative d'occupation, les policiers et les fazendeiros ont même fait usage de violence : « ils nous ont pris nos provisions, notre argent et nos outils ». Maria José de Souza, 32 ans, raconte même avoir été maintenue prisonnière pendant douze heures, du seul fait d'avoir été confondue avec la coordinatrice du MST-RN, Livânia Frizon.

Quant au maître (*dono*) de la fazenda Bom Jardim, le Conseiller [municipal] Alfredo Luis de Araújo Lima, 52 ans, il prétend que les agriculteurs Sans-terre, qui veulent désapproprier sa fazenda, ne sont que des "spoliateurs" qui souhaitent uniquement faire de la spéculation et transformer l'endroit en une "favela rurale", dit-il. A l'inverse de ce qu'ils avancent, il affirme, lui, que les 1800 hectares sont bien productifs. « La terre appartient à notre famille depuis 120 ans » souligne-t-il. « Elle est utilisée pour l'élevage, pour la culture de subsistance et pour produire une bonne part du feijão consommé à Goianinha et même à Natal ». En outre, s'il monte la garde à l'entrée de la fazenda, c'est uniquement « pour protéger la terre et défendre son intégrité physique », allant jusqu'à souligner que 365 hectares de la fazenda sont constitués de forêt

<sup>1</sup> « Tension entre les Sans-terre et le maître de Bon jardim », *Tribuna do Norte*, 2/6/95.

<sup>2</sup> DER : *Departamento das Estradas de Rodagem*. De part et d'autre des routes fédérales une bande de 50 mètres, n'appartenant donc pas aux *latifundios*, dépend de lui et sert de position de replis pour les paysans sans-terre en cas d'échec d'un tentative d'*acampamento*.

<sup>3</sup> Voir lexique.

primaire [dite "Mata Atlântica"] et, de ce fait, sont administrés par l'IBAMA<sup>1</sup>. « Nous défendons aussi cette réserve écologique », affirme-t-il.

Après deux jours de tension et de menaces d'affrontement, les paysans sans-terre du campement de Bom Jardim sont finalement dispersés par la police. Cette évacuation intervient à 18 heures, aussitôt après que « l'équipe de reportage de la *Tribuna do Norte* ait quitté les lieux. Les agriculteurs ont été conduits dans des autobus et dans des camions, identifiés comme appartenant à la Mairie de Goianinha, à la gendarmerie du municípe, et, de là, transférés à la gendarmerie de Canguaremata, où ils ont été libérés »<sup>2</sup>.

### Conclusion

Les observations que nous pouvons ainsi faire à propos de la pratique des *acampamentos* par le MST dans le *Rio Grande do Norte* recoupe donc bien celles des chercheurs brésiliens dans d'autres Etats de la fédération, en particulier dans le Sud du pays, notamment dans l'Etat de São Paulo<sup>3</sup>. Quant aux formes et aux effets de l'*acampamento*, ils semblent bien identiques partout.

« Les familles réunissent leurs maigres biens sous des bâches de toile ou de plastique où vivent jusqu'à douze personnes, exposées à la chaleur, au froid, et aux maladies, dans des conditions précaires... Il est clair qu'avant l'*acampamento* il y a un immense travail de discussion et de préparation, tant au plan politique que sur le terrain matériel. Finalement, ce sont des centaines de personnes à nourrir, à conforter et avec lesquelles discuter en permanence. Et il ne faut pas penser que ces discussions ne concernent que les hommes. Dans un *acampamento*, les femmes aussi en viennent à avoir un rôle actif dans la décision sur l'orientation du mouvement. Elles ne restent pas à la maison en attendant que les hommes "reviennent de la lutte", mais vont avec leurs maris et leurs enfants au front même de la bataille »<sup>4</sup>.

Par contre, concernant leur localisation géographique dans le *Rio Grande do Norte* il convient de souligner un certain nombre de particularités [ voir : **Figure 9**, p.418 et **Tableau 19**, p.419 ].

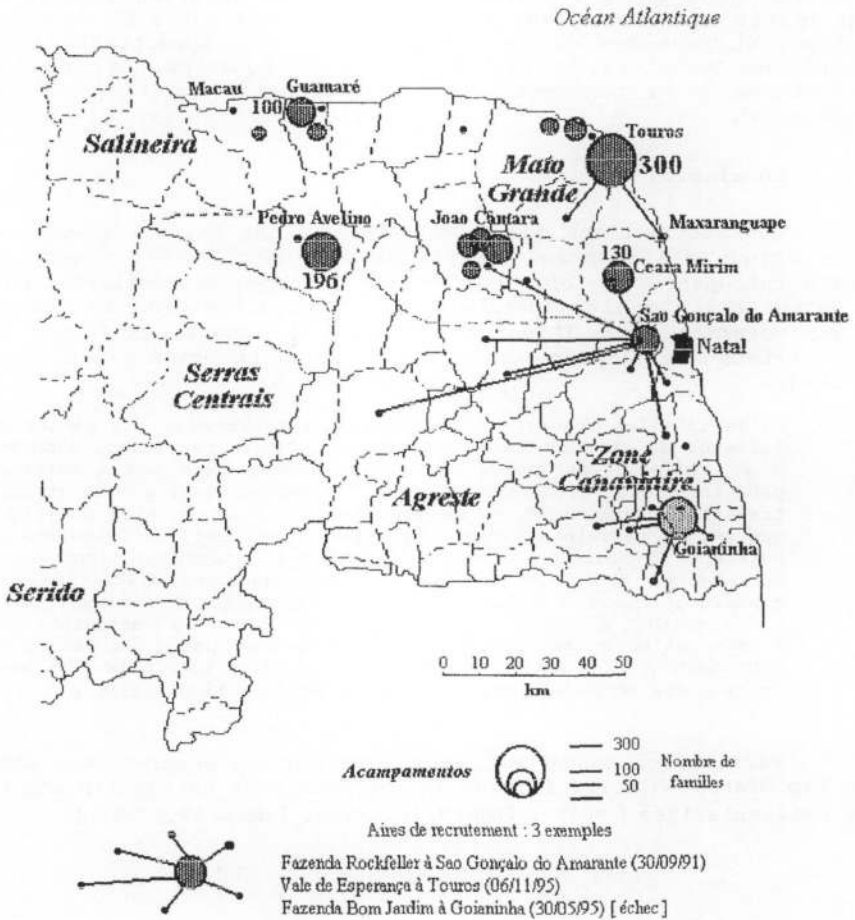
<sup>1</sup> IBAMA : Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis.

<sup>2</sup> *Tribuna do Norte*, 3/6/95.

<sup>3</sup> L'ouvrage essentiel est celui de B.M.FERNANDES, 1996, *MST (A territorialização do MST, a formação do MST no Estado de São Paulo)*, Editora HUCITEC, São Paulo.

<sup>4</sup> R.ABRAMOVAY, 1985, « *Nova forma de luta pela terra* », *Revista Reforma Agrária*, Campinas, N° 5, p.55-56, cité par B.M.FERNANDES, *MST*, 1996, p.203.

Figure 9 : Les *acampamentos* du MST dans le Rio Grande do Norte ( au 8 juillet 1996)



Carte : Les *acampamentos* du MST dans le Rio Grande do Norte Situation au 08/07/96.

J-Y M 97, selon des données du MST-RN

Tableau 19 : Etat des *acampamentos* dans le *Rio Grande do Norte* au 8/8/1996

<i>Acampamento</i>	<i>Município</i>	Nombre de familles
Colegio Agrícola	Ceará-Mirim	130
Açude de Baixo	Guamaré	48
Santa Paz	Guamaré	100
Baixa do Macaco	João Câmara	50
Brinco de Ouro	João Câmara	85
Lagiado	João Câmara	80
Xuá	João Câmara	100
Encruzilhada	Macau	30
Fazenda Côrego	Pedro Avelino	196
Rockfeller	São Gonçalo do Amarante	100
Colorado	Touros	60
Lagoa do Jiqui	Touros	80
Vale da Esperança	Touros	300
<b>13 acampamentos</b>	<b>dans 7 municípios</b>	<b>avec 1359 familles</b>

Source : Secretaria Estadual do MST/RN

On remarquera qu'à cette date, les *acampamentos* en cours sont loin d'être répartis uniformément sur l'ensemble du territoire du *Rio Grande do Norte* [Figure 9, p.418]. Ils ne concernent, en fait, que le quart nord-est du territoire de l'Etat. Cette zone correspond d'abord exactement à l'un des 3 espaces de pauvreté plus particulièrement marquée que nous avons pu distinguer précédemment. Mais elle correspond aussi à un espace de contact entre zone centrale de déruralisation poussée et marge pseudo-urbaine, à l'Est, ou littorale, au Nord, d'agglomération de paysans exclus ("agglomérat d'exclusion"). Les municípes y sont nettement latifundiaires, et les grandes propriétés, extensives et/ou non-productives y sont largement sous utilisées. Elles y sont donc fragilisées dans leur prétention à maintenir inchangé un *statu quo* foncier très inégalitaire et injuste. Toutes ces conditions ne se retrouvent ni dans la zone sucrière du sud-est, ni dans les hautes serras du sud-ouest.

Mais c'est aussi que le MST-RN n'a pu, jusqu'à présent, trouver que dans cette seule région du nord-est, en même temps, sans doute, qu'une capacité de résistance moindre de la part des grands propriétaires, des conditions d'organisation plus favorables à la réalisation de telles actions : plus grand nombre de militants, solidarité active des *assentados* d'ores et déjà installés et des zones urbaines (ruraux pseudo-urbanisés). Mais le déséquilibre géographique est et reste donc flagrant. Les jeunes dirigeants du MST-RN en sont bien conscients et cherchent, sans trop de succès pour l'instant, à le corriger.

A la suite de la tentative infructueuse dans la *fazenda* Bom Jardim de Goianinha, le 30 mai 1995, Hélio Freitas déclare, par exemple, que la « région de la canne à sucre » - qui comprend les municípes de Goianinha, Espírito Santo, Canguaremata, Montanhas, Varzea et Santo Antônio - sera désormais la priorité "numéro un" du mouvement : « parmi les régions qui seront visées, l'une des principales priorités sera la région de la canne à sucre, où la situation est la plus critique et les conflits de terre permanents ». Faisant contre mauvaise fortune bon coeur, il affirme même que la tentative infructueuse de Goianinha, n'aurait été finalement qu'un simple effort pour « attirer l'attention des

autorités sur la nécessité d'acquisition de terres pour des installations [ *assentamentos* ] dans la région sucrière ». Il assure pourtant qu'il n'y aura plus pour l'instant de nouvelles invasions, mais que de nouvelles formes de pression seront désormais utilisées. « Nous ferons des mobilisations, ici même, à Natal, visant l'accélération des processus de désappropriation »<sup>1</sup>. Promesse sans fondement, ou simple recul tactique ? Toujours est-il que, quelques mois plus tard, les occupations reprennent, nous l'avons vu, notamment à Vale da Esperança (Touros), au début novembre 1995.

La même préoccupation de rééquilibrage géographique des occupations-invasions est exprimée lors d'une conférence de presse commune MST-RN, FETARN, Parti des Travailleurs, au siège de la Confédération Unitaire des Travailleurs, à l'occasion d'un **Forum de la campagne**. Le même Hélió Freitas annonce à cette occasion, le 9 novembre 1995, une relance des occupations par le MST<sup>2</sup>. Il indique que, selon lui, « le moment politique actuel est propice aux invasions ». Il souligne que c'est « une orientation de la direction nationale [du MST], fruit d'une discussion collective, pour que nous nous occupions de terres plus fertiles et proches des marchés consommateurs ». Selon lui, le MST-Brésil souhaite que le conflit de Pontal do Paranapamena, dans l'Etat de São Paulo, suscite l'attention de l'ensemble de la société brésilienne<sup>3</sup>. Questionné par les journalistes sur le fait que certains bénéficiaires de la réforme agraire à Pontal do Paranapamena (SP) aient ensuite mis en vente les terres qu'on leur avait distribuées, il affirme que « de tels opportunistes existent, et qu'il est bon que ce genre de chose soit connu, pour que nous sachions qui a réellement besoin de terre ou non ». Selon lui le cas de Pontal do Paranapamena reste un cas isolé et il souligne que « ceci arrive dans n'importe quel type de communauté »<sup>4</sup>. Durant la même conférence de presse, le conseiller (municipal) Fernando Mineiro du Parti des Travailleurs (PT) se réjouit, quant à lui, que les occupations de terres improductives cessent d'être désormais un tabou au Brésil, principalement dans les grands centres urbains. « La société est en train de prendre conscience que si la réforme agraire n'est pas faite dans le pays, les *favelas* augmenteront encore, et la misère continuera dans les zones urbaines »<sup>5</sup>. Il établit ainsi une claire corrélation entre problèmes urbains et question rurale.

Si, au milieu des années 90, dans le *Rio Grande do Norte*, les occupations sont donc encore finalement peu nombreuses et surtout géographiquement concentrées dans une seule région, celle du Mato Grande, au nord-est de l'Etat, il n'en reste pas moins que leur légitimité semble cependant progresser dans l'opinion, et que ce type d'action bénéficie désormais de la solidarité,

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> « *Les Sans-terre promettent de faire plus d'invasions* » et « *Le MST promet d'intensifier l'occupation de terres dans le RN* » *Tribuna do Norte* 9/11/95

<sup>3</sup> *Tribuna do Norte*, 9/11/95

<sup>4</sup> *Diário de Natal*, 9/11/95

<sup>5</sup> Idem.

plus ou moins active, d'autres organisations syndicales et politiques de gauche.

La dichotomie rural/urbain n'est donc pas aussi nette qu'il peut sembler. La basculement forcé vers l'urbain n'est pas accepté d'enthousiasme comme définitif, ni comme totalement irréversible. La limite entre urbain et rural reste même plus poreuse qu'on pourrait croire et peut être ainsi franchie dans l'un ou l'autre sens. C'est que la déruralisation massive s'accompagne, en plusieurs étapes et échelles, d'une urbanisation contrainte et en grande partie factice. Une masse importante de ruraux ne sont ainsi que très superficiellement et douloureusement pseudo-urbanisés. Mais cette déruralisation arrache néanmoins les paysans à "l'ordre éternel" des campagnes (foncier, social et idéologique) et les plonge, sans crier gare, dans un urbain lui-même très problématique et potentiellement radicalisateur. Une telle dé/reterritorialisation des ruraux vers l'urbain est génératrice d'une (re)socialisation "autre" et d'une découverte-apprentissage de l'action militante ne serait-ce que par l'exemple montré au quotidien par les mouvements communautaires urbains<sup>1</sup>. Il devient ainsi nécessaire de distinguer soigneusement deux situations : « celle du paysan typique, celui qui à force d'être éternellement expulsé, se retrouve finalement à sa limite, le bidonville au bord du fleuve, et une autre, concernant le sans-terre, une figure nouvelle, personnage de l'exode rural, mais qui reprenant la condition de paysan, apporte dans ses bagages des relations jusqu'alors inexistantes dans les campagnes »<sup>2</sup>. Le résultat de cette « trajectoire campagne/ville/campagne, où les connaissances acquises à la campagne comme travailleur familial se mélangent aux expériences urbaines, produit un citoyen en transition »<sup>3</sup>. Ni rural, ni urbain, mi-rural et mi-urbain, il est incarné non seulement par l'identité particulière du sans-terre militant MST, mais également dans celle des paysans *acampados* et des *assentados*.

## 2 - Marches ( *caminhadas* ) et manifestations ( *passatas* )

Dans le même esprit, les marches et manifestations ont pour objectif de porter les revendications de réforme agraire jusqu'au cœur urbain de l'Etat. Relatées par la presse, elle rendent ainsi visibles les questions rurales aux classes urbaines moyennes et privilégiées qui, sans cela, continueraient vraisemblablement à les ignorer complètement. Mais elles visent aussi les ruraux pseudo-urbanisés concernés par l'activité du MST. Elles s'organisent en différents lieux et à différentes échelles dans le territoire de l'Etat. Cette diversité correspond d'ailleurs aussi à plusieurs degrés de succès et d'écho.

<sup>1</sup> Voir le chapitre précédent.

<sup>2</sup> R.A. de ALMEIDA, 1996, « *Diferentes modos de organização de explorações familiares no Pontal do Paranapanema (SP)* », AGB-Resumos, volume 2, p.566-567.

<sup>3</sup> Idem.

Elles concernent d'abord le centre-ville de Natal, capitale de l'Etat. Dès le 10 juillet 1990, le MST-RN y organise une première manifestation. Un groupe d' "acampados" se rend ce jour-là au Palacio Potengi<sup>1</sup>, pour réclamer de la nourriture : ils obtiennent seulement l'attribution de 200 "cestas basicas"<sup>2</sup><sup>3</sup>. L'année suivante, le 13 mai 1991 a lieu une Marche civique vers Natal, suite à l'*acampamento* de Poço Branco, et que la presse présente de la manière suivante :

« Fatigués des lenteurs de la justice et déçus par les interminables négociations qui se traînent dans les citadelles des fédérations des travailleurs ruraux, un groupe de 60 Sans-terre, parmi lesquels des enfants de tous âges, n'ont pas hésité à réaliser hier une marche civique en direction de la capitale. Le point de départ fut le municípe de Poço Branco, distant d'environ 30 km de Natal, l'objectif : exiger du Gouverneur José Agripino qu'il intervienne pour l'expropriation de la *fazenda* Surubim, de Poço Branco, et pour l'approvisionnement des familles installées dans la *fazenda* Marajó, de João Câmara. »<sup>4</sup>.

Au cours de cette marche, les travailleurs, dirigés par Livânia Frizon du MST, quittent Lagoa do Serrote, dans le municípe de Poço Branco, à 4 h.30 pour Natal, avec, pour objectif, le Palais du Gouvernement de l'Etat. Un camion les conduit d'abord jusqu'à Ceará-Mirim, d'où ils commencent la marche, n'arrivant à Natal qu'en fin d'après-midi.

Les mots d'ordre figurant sur les banderoles, et apparaissant sur les photographies de presse, sont alors principalement les suivants : « *Occupar Resistir Produzir - MST* »<sup>5</sup>, « *Terra para os trabalhadores, alimento para o Povo* »<sup>6</sup> et « *Sem Reforma Agraria não há Democracia* »<sup>7</sup>. Ils visent à souligner les enjeux sociaux de la réforme agraire, et à susciter la solidarité.

Dernier exemple : le 15 septembre 1994, à l'issue d'une telle marche, 150 "assentados" occupent le Siège de l'INCRA. Ils viennent de divers lieux : des *acampamentos* des *fazendas* Marajó, Zabelê et Modelo et des *assentamentos* de Baixa da Quixaba, Boa Sorte et Santa Vitória, pour « accélérer les processus de désappropriation des *fazendas* Saramandaia, Riacho Fechado et Modelo »<sup>8</sup>. Se manifeste ainsi la solidarité entre *acampados* et *assentados*.

#### A l'échelle locale : des marches nettement moins populaires

D'autres marches-manifestations n'ont qu'une dimension plus locale. Elles concernent des paysans des *acampamentos* qui se rendent au chef-lieu des municípes où se situent leur implantation précaire, pour y demander des aides de la part des autorités locales. Considérons à ce

<sup>1</sup> le siège du gouvernement *estadual* du Rio Grande do Norte à Natal.

<sup>2</sup> Rations alimentaires de base.

<sup>3</sup> *Tribuna do Norte* et *Diário de Natal*, 16/10/90.

<sup>4</sup> *Tribuna do Norte*, 14/5/91

<sup>5</sup> « *Occupar, Resistir, Produzir - MST* »

<sup>6</sup> « *La Terre pour les travailleurs, des aliments pour le Peuple* »

<sup>7</sup> « *Sans réforme agraire, il n'y a pas de démocratie* ».

<sup>8</sup> *Tribuna do Norte*, 16/9/94

titre, par exemple, deux marches en direction de Touros et de Barra de Maxaranguape, organisée par le MST, au départ de l'*acampamento* Vale da Esperança, l'une à la fin de 1995 et, l'autre, au début de 1996.

### Touros

Le 29 novembre 1995, près de 400 travailleurs Sans-terre occupent la mairie [ *prefeitura* ] de Touros, à l'issue d'une marche de 18 km de Rio de Fogo à Touros, pour exiger du Maire une aide alimentaire en faveur de l'*acampamento*, localisé sur la route de Rio de Fogo, à Touros, à 84 km de Natal.

Les Sans-terre quittent leur *acampamento* en direction de Touros à 4 heures du matin. Ils parcourent alors 18 km à pied sur la route côtière en terre battue, pour arriver jusqu'à la Mairie de Touros. Les enfants et les femmes participent à cette marche [*passata*], organisée et pacifique, en chantant les hymnes du MST. L'arrivée des Sans-terre dans la petite bourgade de Touros, simple et pittoresque village de pêcheurs, provoque une certaine appréhension dans la population. Dès qu'ils s'approchent de la Mairie, un fonctionnaire ferme toutes les portes et les fenêtres du bâtiment. Quant aux commerces du village, ils passeront toute la journée portes closes<sup>1</sup> par crainte des pillages.

De 8 h 30 à la fin de l'après-midi, les manifestants occupent la Mairie, pompeusement appelée Palais Porto Filho. Les Sans-terre sont reçus par le Maire, une heure après l'occupation du Centre Pastoral. Ils demandent des rations alimentaires de 40 kilos pour les 350 familles qui sont dans l'*acampamento*, ce qui équivaut à 14 tonnes d'aliments de base. Les autorités déclarent à ce sujet qu'elles pourraient peut-être concéder une part des 30 tonnes du stock de *feijão* du Gouvernement, qui sont pour l'instant emmagasinés à Umarizal, dans l'extrême sud-ouest de l'Etat du Rio Grande do Norte, à plus de 400 kilomètres de là.

De plus, les manifestants sollicitent une visite hebdomadaire d'un médecin sur les lieux de leur *acampamento* et protestent contre la "présence constante" de la police. Quelques jours auparavant, par exemple, celle-ci a visité une nouvelle fois leur campement. L'opération a eu lieu soi-disant parce qu'on y "suspectait" l'existence d'armes. Mais aucune arme n'a été trouvée dans l'*acampamento*<sup>2</sup>. Après l'occupation, le Maire décrète pourtant l'Etat d'urgence. La Chambre Municipale de Touros se réunit le lendemain, en session extraordinaire, pour officialiser l'état d'urgence instauré par le Maire. Le Président de la Chambre déclare à cette occasion : « nous avons déjà vécu l'Etat d'urgence »<sup>3</sup>, faisant sans doute allusion à l'époque de la Dictature Militaire, avec, qui sait, un brin de nostalgie ?

### Maxaranguape

Quelques mois plus tard, les mêmes *acampados* du Vale da Esperança, après avoir été chassés, puis être revenus dans leur campement, s'orientent cette fois dans la direction de la Mairie de Barra de Maxaranguape. Près de 150 Sans-terre arrivent donc en camion dans le bourg vers 11 heures. Ils viennent seulement y chercher les deux tonnes d'aliments que le Maire leur a promis,

<sup>1</sup> « Sem-terra ocupam prefeitura de Touros », *Diário de Natal*, 30/11/95.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> *Ibidem*.



deux mois plus tôt, en février. Ils restent toute la journée devant le bâtiment de la Mairie<sup>1</sup>.

Cette présence des paysans Sans-terre cause, ici aussi, une certaine appréhension dans la population du lieu. La Mairie et les commerces ferment aussitôt leurs portes et ne les rouvriront qu'après le départ des manifestants, à la fin de la journée. Les conseillers municipaux, réunis chez le Maire, se "révoltent". Ils incitent le Maire à ne pas répondre favorablement à la demande des Sans-terre, prétendant que « les gens du municipe ont plus de besoins que les travailleurs ruraux ». Le Président de la Chambre municipale menace : « si on les laisse faire, ils vont envahir la Chambre. Il faut qu'on donne une bonne correction à tout ce monde-là ! ». Le Conseiller Edvaldo Pereira affirme, lui, que « les Sans-terre font un commerce des occupations ». Et il ajoute : « aujourd'hui c'est Barra de Maxaranguape, demain Maracajaú, et ainsi de suite ». Le Maire lui-même, Pedro Éneas, ne ménage pas ses provocations aux Sans-terre. Il dit que « parmi les 150 Sans-terre qui sont ici à Barra de Maxaranguape, il ne se trouve pas plus de 30 travailleurs ». Les manifestants entendent bien "les provocations", mais n'y répondent pas : « on est seulement venu pour que le Maire tienne sa promesse », déclare Edmilson Oliveira du MST-RN<sup>2</sup>.

A travers ces deux cas de marches organisées à partir des acampamentos vers les bourgades de Touros et de Maxaranguape, on voit que dans les petits centres urbains du Rio Grande les autorités locales, Maires et Conseillers municipaux, sont loin d'être bien disposées à l'égard de ces initiatives. Certes mieux centrées sur des lieux d'injustice foncière, ces actions se déroulent cependant à plus de 50 kilomètres de Natal, c'est-à-dire loin des plus grands centres urbains où elles pourraient trouver un écho et des soutiens plus évidents. Elles provoquent surtout beaucoup d'inquiétudes et entraînent plutôt la mise en place d'un véritable Etat d'urgence municipal. On ne peut évidemment négliger que les notables locaux vers lesquels elles s'orientent sont eux-mêmes des propriétaires fonciers, a priori très peu favorables au mouvement et à ses actions. Les *acampados* sont donc considérés ici comme de faux ruraux, à peine comme de vrais travailleurs, plutôt comme des agitateurs extérieurs. Ce qui est surtout craint c'est un possible effet de contagion locale sur les "gens du municipe". Ce qui est aussi refusé ici c'est bien l'identité nouvelle de ces paysans revendicatifs et actifs, qui tentent avec beaucoup de difficultés de se ruraliser en ces lieux. Il est clair que les notables locaux leur préfèrent des paysans traditionnels, plus soumis et faciles à manier.

### Conclusion

Parmi les pratiques spatiales du MST-RN, on voit donc que celle des marches-manifestations contribue à faire connaître aux urbains l'existence et l'urgence de la revendication de réforme

<sup>1</sup> « *Sem-Terra ameaçavam invadir prefeitura de Barra de Maxaranguape e cobravam alimentos* », *Tribuna do Norte*, 03/06/96.

<sup>2</sup> *Idem*.

agraire. Elle n'est pas également sans effet, malgré le filtre plus ou moins déformant de la presse, sur la modification progressive de la perception de l'identité des paysans, dans le sens de la reconnaissance d'un comportement plus revendicatif, moins résigné et fataliste.

C'est évidemment davantage le cas encore avec les pratiques suivantes d'occupations très ciblées visant, à Natal même, les sièges des institutions officielles dont la fonction est précisément de contribuer à la mise en oeuvre des mesures de réforme agraire dans le *Rio Grande do Norte*.

### 3 - Les occupations des centres de décisions

Deux institutions sont particulièrement concernées et systématiquement visées : l'INCRA-RN et l'ITERN dont les bâtiments se situent d'ailleurs dans les beaux quartiers du centre ville de Natal ( Petropolis et Tirol ). A travers quelques exemples de telles occupations, il est possible de montrer tout le profit stratégique que le mouvement sait en tirer, en particulier par l'activation des mesures concrètes de réforme agraire.

#### a - Les occupations du siège de L'INCRA<sup>1</sup>.

Un tout premier cas intervient le 15 octobre 1990 dans le prolongement du premier *acampamento* MST dans le *Rio Grande*, celui de la *fazenda* Marajó (João Camará)<sup>2</sup>. L'après-midi, 80 Sans-terre envahissent la délégation Régionale de l'INCRA, située rue Potengi à Natal, pour réclamer les titres de propriétés des *fazendas* Nogueira (Touros) et Marajó ( João Camará ), ainsi que ceux des terres des communautés de Tabua et Reduto (Touros). Comme le raconte la presse : « les colonos<sup>3</sup> occupent presque tout l'étage supérieur de l'immeuble, chantant des parodies de quelques succès musicaux, soulignant leur condition de pauvreté et insistant sur ce que la terre est pour tous, intercalant dans la manifestation, les cris de : non violence ». A 15 heures « la présence d'une équipe de sécurité de la Police Fédérale est sollicitée »<sup>4</sup>.

Une réunion a lieu aussitôt dans l'auditorium de l'INCRA. Elle rassemble Roberto Tolendino, Superintendant de l'INCRA, Livânia Frizon (MST-RN) et Mário Dantas, Président de la FETARN, ainsi que des représentants des Sans-terre. Elle se tient dans un climat de tension. La présence des journalistes n'étant pas acceptée, ceux-ci doivent attendre à l'extérieur le résultat des négociations. Mais jusqu'aux premières heures de la soirée aucune décision n'est encore prise. Livânia Frizon (MST) n'accepte pas la contre-proposition de l'INCRA qui voudrait que les occupants se retirent des *acampamentos* où ils sont depuis trois mois, et

<sup>1</sup> Institut National de la Colonisation et de la réforme agraire

<sup>2</sup> à dater du 25 juillet 1990, voir supra.

<sup>3</sup> paysans pauvres.

<sup>4</sup> *Tribuna do Norte* et *Diário de Natal*, 16/10/90

qui est posée comme une condition pour que des négociations soient véritablement ouvertes. Les paysans font pourtant remarquer que c'est la seconde fois qu'ils font appel à l'INCRA qui s'était déjà engagé à prendre une décision dans un délai de 90 jours, désormais écoulé. Et rien n'a été pourtant réglé à ce jour.

A 18 h 30, aucun accord n'ayant été trouvé entre les parties, « les paysans se montrent déçus, allant jusqu'à solliciter l'aide des personnes présentes, affirmant n'avoir pas de nourriture pour eux-mêmes, ni surtout pour leurs enfants qui, étrangers de la gravité de la question, jouent dans les escaliers du bâtiment »<sup>1</sup>. Si elle ne provoque pas nécessairement d'effets immédiats, l'occupation des bâtiments de l'INCRA porte concrètement le problème de l'urgence de mesures plus conséquentes de réforme agraire non seulement dans le principal lieu de décision à ce sujet, mais le soumet plus directement, ou par l'intermédiaire de la presse et de la télévision, aux regards et à la réflexion des habitants de la capitale de l'Etat.

b - Les occupations du siège de l'ITERN<sup>2</sup>.

Prenons l'exemple de l'occupation des locaux de l'ITERN des 15 et 16 mai 1991 qui débouche, cette fois, sur un accord en bonne et due forme entre ITERN, FETARN et MST. Venant de l'*acampamento* de la *fazenda* Surubim, dans le municiple de Poço Branco, les paysans Sans-terre arrivent le lundi soir à Natal, et passent la nuit devant le Palais Potengi. Le mardi, ils se rendent devant le siège de l'ITERN<sup>3</sup>. Ils passent la journée à attendre en vain une solution, mais « comme rien ne se résolvait, l'après-midi de mercredi, vers 14 heures, les Sans-terre envahirent l'ITERN, restant dans l'immeuble jusqu'à 22 heures, quand fut signé l'accord »<sup>4</sup>.

Sous leur pression, les négociations MST-ITERN portent successivement sur les points suivants : l'ITERN souhaite d'abord la participation de l'INCRA et de la FETARN aux discussions. Livânia Frizon, pour le MST-RN, indique qu'elle n'y fait pas d'objection. Ce qui « l'intéresse, dit-elle, c'est que le problème soit résolu, peu importe qui est impliqué ». La proposition faite ensuite par le Président de l'ITERN, de négocier directement avec le propriétaire, et que, pendant ce temps, les Sans-terres devraient se tenir loin de l'endroit, est mal accueillie par la Commission du MST. « Les gens n'ont pas la possibilité de retourner à leurs lieux d'origine » indique Livânia Frizon, « parce que les autres *fazendeiros* n'accepteront pas le retour des participants au mouvement »<sup>5</sup>. Elle confirme ainsi que la participation des paysans à un *acampamento* constitue

<sup>1</sup> Tribuna do Norte, 16/10/90

<sup>2</sup> Institut des Terres du Rio Grande do Norte

<sup>3</sup> Avenue Afonso Pena, quartier de Tirol.

<sup>4</sup> Tribuna do Norte, 17/5/91

<sup>5</sup> Diário de Natal, 15/5/91

bien pour eux le franchissement d'un véritable point de non-retour. Un accord est finalement signé par Manoel Montenegro, Président de l'ITERN, par Mário Luiz Dantas, Président de la FETARN, et par Livânia FRIZON, représentante du MST. Il prévoit principalement :

- 1) Le retour des travailleurs ruraux, ici nommés Sans-terre, à la fazenda Marajó, dont le transport sera concédé par l'ITERN, sous forme gratuite, qui aura lieu le 16 Mai ;
- 2) L'ITERN s'engage à effectuer des efforts dans le sens d'obtenir des semences de millet et de feijão pour les plantations communautaires qui doivent être implantées dans la fazenda Marajó, située dans le municípe de João Câmara/RN.
- 3) Est fixé un délai de 120 jours, à compter de la signature de cette convention, par l'ITERN en collaboration avec l'INCRA / FETARN / MST pour identifier une surface de terre qui soit suffisante pour un complément de cadastrés dans le dit assentamento; (...)
- 7) Le Gouvernement de l'Etat, à travers l'ITERN, ouvrira un marché pour l'approvisionnement des familles durant un délai de 15 jours, conformément à la liste fournie par le MST, composé de 15 kilos d'aliments par famille<sup>1</sup>.

Les termes de l'accord confirment donc que l'action d'occupation du siège de l'ITERN par les paysans de l'*acampamento* de Poço Branco, débouche finalement sur des décisions non seulement d'aide aux familles concernées (transport gratuit de retour vers l'*acampamento* et fourniture de nourriture), mais également d'élargissement, dans un délai fixé à 120 jours, des mesures de réforme agraire initialement prévues à des familles supplémentaires (« un complément de cadastrés dans le dit assentamento »).

Le 21 juillet 1992 a lieu une nouvelle occupation du siège de l'ITERN par une centaine de Sans-terre venant, cette fois, des assentamentos situés dans les municípes de Parnamirim, Macaíba, Ceará-Mirim et São Gonçalo do Amarante. Pour le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Ronaldo Soares c'est, estime-t-il, un « acte exagéré : c'est une plaisanterie que de faire une telle occupation... Il n'y avait pas nécessité de faire ça, des efforts sont faits pour les assentamentos, avec l'accompagnement d'entités variées comme la FETARN, les Syndicats Ruraux, et la Pastorale de la Terre »<sup>2</sup>. Dans l'énumération des interlocuteurs officiellement reconnus, on constate qu'il oublie délibérément de citer le MST. Cet agacement visible est une forme d'aveu que ce genre d'actions plus radicales du MST-RN souligne les limites des mesures officiellement programmées, mais insuffisantes, d'installation des paysans dans des espaces de réforme agraire.

Ces quelques exemples tendent donc à montrer à quel point les intrusions directes des paysans eux-mêmes aux sièges de l'INCRA et de l'ITERN bousculent quelque peu le jeu par trop institutionnel et limité du cours habituel des choses en matière de réforme agraire. Sans faire évidemment de miracle immédiat, elles posent cependant ce problème, avec plus d'acuité et

<sup>1</sup> Tribuna do Norte, 17/5/91

<sup>2</sup> Tribuna do Norte, 22/7/92

d'exigence ,au cœur de la ville et mettent les institutions officielles face à leurs responsabilités.

### Conclusion : la spatialisation de la lutte du MST dans le Rio Grande do Norte

L'analyse des figures de la spatialisation de l'action du MST-RN, depuis 1990 jusqu'en 1996, montre donc, d'abord, qu'elle prend effectivement les trois formes de l'occupation d'espaces, 1 - l'organisation d'*acampamentos*, qui sont ici bien autre chose que de simples « agglomérats d'exclusion », c'est-à-dire de véritables prises de gages s'inscrivant dans la visée d'une relance de la réforme agraire, 2 - par le parcours de trajets, ceux des marches (*caminhadas*) et des manifestations (*passatas*), qui visualisent et portent l'exigence de cette réforme de la campagne vers la ville, tout en la popularisant à travers les mots d'ordre du mouvement et, enfin, 3 - de l'investissement ponctuel de lieux stratégiques dans l'activation d'un tel processus, surtout les sièges de l'INCRA et de l'ITERN.

Le scénario-type qui se construit à partir d'un *acampamento* provoqué par le MST-RN est donc presque toujours le même, et peut se résumer ainsi :

Le MST organise d'abord l'occupation d'une partie d'une *fazenda*, généralement improductive, en y concentrant brusquement et clandestinement, à partir des municipes voisins, quelques dizaines à quelques centaines de familles de paysans Sans-terre. Ils y forment alors un campement (*acampamento*), évidemment très précaire, mais qui est une sorte de prise de gage pour justifier, revendiquer et accélérer des mesures effectives de réforme agraire.

Par une marche-manifestation (*caminhada*), les Sans-terre se rendent souvent ensuite à Natal. Une telle marche (*passata*) constitue en même temps une forme de popularisation de leur lutte dans les milieux urbains et une manifestation. Cette marche s'achève souvent par l'occupation de l'un des sièges des institutions et organismes officiels chargés de la mise en oeuvre de la réforme agraire (INCRA-RN et ITERN) afin d'obtenir l'ouverture de négociations visant à transformer l'*acampamento* illégal en un *assentamento* en une sorte d'officialisation.

Le plus souvent, sauf intervention très rapide de la police avant même l'occupation, ou réaction brutale des propriétaires, la mise en place d'un *acampamento* devient alors un moyen de pression efficace pour mettre en route et accélérer le processus d'attribution de lots de terre aux familles concernées.

La création d'un *assentamento* de réforme agraire par l'INCRA, peut ainsi - sous certaines conditions et à plus ou moins long terme - permettre l'installation d'un certain nombre de familles sur les terres qu'ils occupaient, ou sur d'autres, appartenant à la *fazenda* initialement occupée elle-même, ou à d'autres propriétés qui font ainsi l'objet de mesures de désappropriation dans le cadre de la réforme agraire.

Reste à savoir dans quelle mesure la pratique différenciée de l'espace qui s'exprime dans un tel scénario porte véritablement ses fruits quant à la relance de la réforme agraire. Nous tenterons, dans le chapitre suivant, à travers l'examen des *assentamentos* de réforme agraire pendant cette période, de mesurer s'il y a bien eu accélération quantitative des mesures de redistribution des terres et, aussi, si ces *assentamentos* ainsi créés sont bien le cadre d'une reterritorialisation des paysans installés.

Ce qui semble, dès à présent, évident c'est que cette spatialisation des luttes du MST-RN a, au moins, eu une incidence tout à fait remarquable sur la perception du mouvement et, à travers lui, sur l'image sociale de l'identité paysanne

nordestine elle-même. Elles connaissent ainsi, l'une et l'autre, une rapide et profonde mutation que nous examinerons plus loin.

Figure 10 : L'assentamento de réforme agraire, lieu de socialisation et de coopération



Figure 11 : L'occupation des bâtiments publics par le MST-RN : le siège de l'INCRA-RN à Natal



Photos : Fernando Minciro (MST-RN).

B - Spatialisation et territorialisation des assentamentos de réforme agraire dans le Rio Grande do Norte.

La question des *assentamentos* de réforme agraire<sup>1</sup> est aujourd'hui d'une grande actualité au Brésil. Alors qu'elle est souvent évoquée à propos des Etats brésiliens du Sud<sup>2</sup>, nous l'examinerons ici dans les limites territoriales du *Rio Grande do Norte*. Les *assentamentos* ne sauraient, évidemment, être confondus avec les *acampamentos*. Alors que les seconds constituent, comme nous l'avons vu précédemment, des actes radicaux autant qu'illégaux, spécifiques au seul MST, d'invasion et d'occupation des terres, les premiers sont, au contraire, des lieux de mise en oeuvre de mesures de réforme agraire sous l'autorité des organismes officiellement chargés de cette mission. Le MST n'y est pas, à tout coup, nécessairement impliqué. Les *assentamentos* sont donc, par excellence, des lieux de (re)territorialisation des paysans, MST ou non, bénéficiaires de la réforme agraire.

1 - Les *assentamentos* de réforme agraire : processus et étapes.

Par définition un *assentamento* est « l'installation définitive des nouveaux colons sur des terres cultivables dûment appropriées ». Très officiellement, il « est créé par l'Etat ou par l'INCRA qui fixe le nombre de familles à installer sur la terre expropriée »<sup>3</sup>. Cependant, dans le *Rio Grande do Norte*, on constate qu'il y a une grande complexité de la situation, du fait des effets cumulés des programmes successifs de réforme agraire, à des échelles variées : projets fédéraux du MIRAD-INCRA, projets de l'Etat (ESTADO), projets PROTERRA, POLONORDESTE et PROCANOR, etc. Récemment, ils ont tous été (re)placés sous la seule responsabilité de l'INCRA-RN.

Il existe également quelque imprécision quant à leur nombre exact. Dès l'instant où ils sont seulement envisagés, et même sans avoir reçu parfois le moindre soupçon de mise en application, tous les projets figurent aussitôt sur les listes officielles, ayant ainsi tendance à en gonfler un peu artificiellement le nombre. Un certain nombre d'entre-eux peuvent

<sup>1</sup> B.M.FERNANDES, 1995, « *Questões teórico-metodológicas da pesquisa geográfica em Assentamentos de Reforma Agrária* », Travail présenté dans le cours de « Pos-Graduação : Processos Sociais Agrários - A Construção dos Objetos Sociológicos Alternativos », FFLCH-USP, São-Paulo, publié dans *Boletim Paulista de Geografia*, 1997, AGB, São Paulo, N°75. ; En français, voir : R.M.VIERA MEIDEROS, 1996, « *Les assentamentos, manifestations de la lutte pour la terre au Brésil* », in : *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Revue de Géographie de Bordeaux III, n°193, Janvier-Mars 1996, p. 95-108.

<sup>2</sup> B.M.FERNANDES, 1996, *A territorialização do MST: a formação do MST no estado de São Paulo*, HUCITEC, São-Paulo, 223 p.

<sup>3</sup> R.M. VIERA MEIDEROS, 1996, 101.

d'ailleurs être laissés à l'abandon, plus ou moins discrètement, au bout de quelques années.

A la fin de l'année 1995, sur 71 *assentamentos* officiellement répertoriés dans le Rio Grande do Norte<sup>1</sup>, seuls 53 avaient franchi la troisième étape, décisive, de la Création officielle du projet.

Quelles sont précisément les étapes par lesquelles passe successivement un projet d'*assentamento* de type INCRA-RN ? Au moment central et crucial de son évolution, qui fait d'une part suite à la phase initiale du conflit de terre - celle qui s'exprime de plus en plus aujourd'hui par la création d'un *acampamento* des Sans-terre sous la direction du MST - et qui, d'autre part, précède celle de la réalisation effective de l'installation des paysans dans la zone de réforme agraire ainsi créée. Il faut encore distinguer nettement trois étapes.

- 1 - Celle de l'**expropriation** (*desapropriação*) ou de l'**achat** (*compra*) des terres, qui sont les deux formes possibles d'acquisition des terres :
- 2 - Celle de l'**Emission [du titre] de propriété** (*imissão de posse*).
- 3 - Enfin celle de la **Création** (*criação*) du **Projet d'assentamento**.

Aucune de ces étapes ne fait pourtant obligatoirement l'objet de manifestations publiques qui soient impératives et systématiques. Ce sont néanmoins des passages officiels obligés sur le difficile parcours de la réforme agraire. Compte tenu des concurrences et enjeux sociaux, et des tensions existantes, dans certains cas, elles se traduisent néanmoins par des actes, qui peuvent être significatifs, dans le cadre de notre analyse, et qui méritent donc d'être rapidement considérés.

Concernant la première de ces étapes, prenons, par exemple, les expropriations du 25 mars 1995. A l'occasion du lancement du Programme National de réforme agraire (PNRA) le Président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, publie un article dans les principaux journaux du pays, sous le titre : « Terre et citoyenneté ». Il y souligne ainsi, et une nouvelle fois, que :

« Beaucoup d'injustice continue de frapper les hommes des campagnes, beaucoup d'inégalité subsiste dans l'agriculture. La réforme agraire, en désappropriant les terres incultes pour les destiner aux pauvres, est un impératif pour affronter l'extrême inégalité existant encore dans l'agro-brésilien. Pour cela nous avançons en examinant les propriétés rurales qui ont été mal exploitées, visant à préparer leur désappropriation pour cause d'intérêt social. Au-delà du nécessaire appui aux nouveaux *assentamentos*, d'autres politiques auront à être implantées pour démocratiser l'accès à la terre et garantir de meilleures conditions d'emploi et de revenu dans l'agriculture. La misère sociale à la campagne doit être attaquée sur des fronts variés. Il ne suffit pas de la réforme agraire. Il faut plus »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Voir le tableau en annexe de ce chapitre, p.452-453.

<sup>2</sup> *Informativo lançamento Programa Nacional de Reforma Agrária, INCRA-BRASIL, Mars 1995.*



On remarque que si le Président brésilien annonce donc de nouveaux *assentamentos*, il émet en même temps des réserves sur les modalités et les effets de la réforme agraire telle qu'elle se pratique, et annonce d'ailleurs "d'autres politiques", sans préciser lesquelles.

Quoi qu'il en soit, à cette occasion, dans le *Rio Grande do Norte*, les 9 expropriations décidées sont, précisément, les suivantes :

**Tableau 20 : Expropriations pour cause de réforme agraire dans le *Rio Grande do Norte* (25 mars 1995)**

Nom	Município	Propriétaire	Superficie ( ha.)
Faz. Modelo et Nazaré	João Câmara	<i>Irmãos Arnoud Agropecuárias SA</i>	7.400
Planalto do Mel	Carnaubais	<i>Planalto do Mel Agropecuária PLAMAC</i>	3.700
Itu (Santa Maria)	Ipangaçu	<i>MASA</i>	5.133
Canto Comprido	Carnaubais	<i>Companhia de Melhoramentos Agropastoril COMAP</i>	3.700
Canto da Ilha de Cima	Pedra Grande	<i>Ubirajara Ferreira da Silva</i>	3.600
Cabelo do Negro	Mossoró	<i>Agropecuária Santa Fé</i>	2.400
Independência	Mossoró	<i>FRUTASOL</i>	1.060
Passárgada	Areia Branca	<i>Companhia de Melhoramentos Agropastoril COMAP</i>	931
Olho d'Água da Escada	Baraúna	<i>Stefan Barisic</i>	251

Sources : *Diário de Natal* et *O Grande Natal* du 28 mars 1995

Après l'édition extraordinaire du Journal Officiel de l'Union qui publie intégralement la liste, Etat par Etat, des propriétés ainsi « *désappropriées* » ( au total 112 *fazendas* dans 21 Etats de l'Union, généralement pour cause "d'improductivité"), l'INCRA entame aussitôt, dans la pratique, le processus d'expropriation des zones prévues. Le premier pas est l'élaboration de l'inventaire des espaces choisis, incluant l'évaluation des aménagements réalisés et des machines agricoles. En possession de cet inventaire, l'Institut commence alors à négocier avec les propriétaires le paiement des indemnités. La préoccupation de la Commission estadual de réforme agraire concerne les propriétaires qui ne se résignent évidemment pas de gaieté de cœur à perdre leur terre, même lorsqu'ils les laissent improductives. Ils ont souvent recours à la Justice, cherchant à faire le plus longtemps possible obstruction à tout projet d'*assentamento* de travailleurs ruraux<sup>1</sup>.

L'émission du titre de propriété est une étape qui est elle-même très symbolique, puisqu'elle se traduit par la transmission de la propriété au collectif des paysans qui doivent être installés (*assentados*) dans le dit Projet. Dans le cas de l'*assentamento* Zabelé, à Touros, la cérémonie, le 25 octobre

<sup>1</sup> *Diário de Natal*, 28 mars 1995.

1993, a été fixée par un film-vidéo<sup>1</sup>. La scène a été filmée en temps réel. Elle consiste surtout en une succession de discours de tous ceux qui souhaitent personnellement se glorifier de ce succès local de la réforme agraire, bien qu'ils n'y soient pas toujours pour grand chose. Juchés sur la plate-forme d'un camion, avec - comme toujours au Brésil - une sonorisation assourdissante, les orateurs sont ainsi, successivement, le Gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Norte, José Agripino, et les syndicalistes paysans de la FETARN-CONTAG...

Le Président national de l'INCRA-Brésil, Osvaldo Russo, honore même la cérémonie de sa présence, et termine son propre discours par un vibrant : « A présent, c'est l'heure de la signature !... ». On procède donc aux nombreuses signatures, et le document, titre de propriété officialisé ainsi en bonne et due forme, est ensuite remis aux représentants des paysans désormais installés, au titre de la réforme agraire et pour ce Projet Zabelé. La terre leur appartient désormais officiellement.

Ce qui se remarque surtout c'est, aux premiers rangs, la forte présence des militants du MST, déployant sans discontinuer le drapeau rouge et vert du Mouvement, et sollicitant sans cesse les paysans. A chaque interruption des discours, ils scandent avec eux le mot d'ordre du moment « *Ocupar!... Resistir!... Produzir!...* », et invitent la foule des paysans, hommes, femmes et enfants, qui brandissent faucilles et machettes, à le reprendre avec eux. Ce qu'ils font, de toute évidence, très volontiers.

Il semble bien que ce soit justement ce fort degré d'implication du MST dans ce Projet particulier qui explique un tel déploiement de personnalités et de paroles. Sur les 21 cas de l'échantillon d'*assentamentos* pour lesquels nous disposons de ces informations, seuls 13 ont fait l'objet d'une telle cérémonie publique appelée « *émission de propriété* ». Encore faut-il souligner que c'était dans les années 80, et c'est donc bien ici le seul cas où l'on réactive très publiquement - au point d'en organiser même le tournage vidéo - cet événement. N'est-ce pas pour bien montrer, face à la poussée du MST-RN de la première moitié des années 90, que les autorités officielles, *estaduales* et fédérales, s'efforcent toujours de faire bien tout « *ce qu'il faut* » en ce qui concerne la réforme agraire

Quant à la troisième étape, celle de la « *création* » du Projet, même si elle ne semble pas se prêter à ce genre de manifestation publique, elle constitue néanmoins l'étape essentielle, absolument indispensable, du processus qui conduit à l'*assentamento*. C'est le point de non-retour, au-delà duquel il cesse, au sens propre, d'être seulement un projet, qui pourrait encore être peu à peu oublié si les difficultés, les obstacles et les tergiversations l'emportaient à la longue, pour devenir véritablement un lieu officiellement reconnu et plus solidement établi, d'installation de paysans dans le cadre des mesures de réforme agraire. Continuant malgré tout de s'appeler un

<sup>1</sup> « *Imissão de Posse da fazenda Zabelé (Município de Touros R.N.)* », film vidéo (45mn), Filmagens Eventus, qui nous a été aimablement prêté par l'INCRA-RN.

« projet », s'y pose désormais surtout la question de sa pérennisation et de sa viabilité à plus long terme.

Le délai entre ces trois étapes du processus ainsi définies est plus ou moins long, et mérite d'être rapidement considéré. De l'examen attentif de notre échantillon de 21 Projets d'*assentamentos* (P.A.) pour lesquels nous disposons des données pour le faire, il ressort que si le délai entre la « désappropriation » et la « création » d'un projet était de 215 jours en 1987, il monte ensuite à 1165 jours pour les projets qui arrivent à la « création » en 1988, pour retomber à un an ( 366 jours) en 1989, remonter de nouveau à 857 jours en 1991 et se stabiliser enfin à 260 jours en 1992-1993, la moyenne globale étant de 400 jours entre 1987 et 1993.

Il apparaît ainsi qu'après un ralentissement marqué du rythme des procédures de la réforme agraire dans le Rio Grande do Norte à la fin des années 80, il semble donc bien que le début des années 90 ait été marqué non seulement par une augmentation du nombre des Projets mis en route, mais également par la célérité avec laquelle leurs dossiers ont été instruits et qui également connu quelques améliorations. Sans nul doute, la multiplication des initiatives du MST-RN, que nous avons examinée au chapitre précédent, a-t-elle joué ici son rôle, qui pourrait expliquer cette plus grande dynamique retrouvée par la réforme agraire dans l'Etat.

La progression chronologique des Projets d'*assentamentos* dans le Rio Grande do Norte, pour ceux qui ont atteint le stade de la « création », se présente donc ainsi.

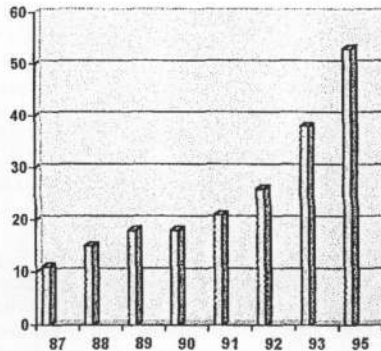


Figure 12 : Nombre cumulé de Projets d'*assentamentos* « créés » dans le Rio Grande do Norte, de 1987 à 1995.

Alors que dans la deuxième moitié des années 80 la tendance était au ralentissement de l'augmentation du nombre des Projets

d'Assentamentos (P.A.) on constate ainsi que, dans la première moitié des années 90, la tendance est, au contraire, à l'accélération quant au rythme de franchissement du cap décisif de la « création » pour les P.A.. On ne peut que faire le rapprochement avec le déploiement de l'activité du MST et constater que la première moitié des années 90 correspond donc à une relance du rythme de la réforme agraire dans le Rio Grande do Norte.

## 2 - La spatialisation des Assentamentos : cartographie et répartition régionale

Evidemment confronté à la nécessité de présenter la « distribution spatiale des aires d'assentamento dans le Rio Grande do Norte », l'INCRA lui-même marque cependant quelque hésitation dans le découpage régional au sein duquel il présente les listes et tableaux de ses projets en cours ou à venir. Généralement il reprend purement et simplement les subdivisions empruntées à l'IBGE<sup>1</sup> : Mésorégion Ouest Potiguar, Mésorégion Centrale Potiguar, Mésorégion Agreste Potiguar et Mésorégion Est-Potiguar. Elles présentent pourtant l'inconvénient de couper en deux certaines zones d'assentamentos, en rattachant certains municipes à une autre mésorégion, ainsi que de ne pas faire apparaître les régions où la réforme agraire ne se fait pas, ses "angles-morts".

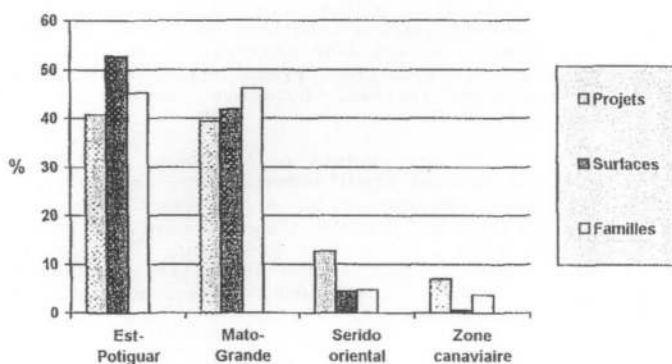


Figure 13 : Répartition en quatre régions des assentamentos de réforme agraire dans le Rio Grande do Norte ( en % du total )

<sup>1</sup> « Distribuição espacial de áreas de assentamento do Rio Grande do Norte », INCRA-RN, Février 1996.

a - Les 4 régions de réforme agraire dans le Rio Grande do Norte

Concernant cette implantation géographique par région des Projets d'assentamentos, on est ainsi conduit à distinguer quatre régions très déséquilibrées.

**Tableau 21 : Répartition régionale des Assentamentos de réforme agraire dans le Rio Grande do Norte**

	Les 71 assentamentos du RN				
	Nombre	Surface	%	Familles	%
EST-POTIGUAR	29	75097.88	52.9	2692	45.3
MATO GRANDE	28	59537.01	41.9	2743	46.1
SERIDO ORIENTAL	9	6417.06	4.5	287	4.8
ZONE CANAVIAIRE	5	888.33	0.6	225	3.8
<b>TOTAUX</b>	<b>71</b>	<b>141940.28</b>	<b>100</b>	<b>5947</b>	<b>100</b>

Établi par l'auteur à partir des données INCRA-RN

- L'Est Potiguar

C'est dans cette région que les Projets sont les plus nombreux et les plus anciens. De nombreux municipes ont vu l'implantation de plusieurs assentamentos, comme Mossoró (7 projets, dont ceux, déjà anciens et étendus de la fazenda Hipólito et de la fazenda Favela), Baráuna à la limite de l'Etat voisin du Ceará (5 P.A., dont celui de Pico Estreito/Tiradentes), Areia Branca (4) et Carnaubais (3).

Cette région est proche de la zone des salines du littoral nord. La tradition des paysans-sauniers s'est longtemps perpétuée, jusqu'à ce que les sociétés capitalistes aient fortement rationalisé l'exploitation du sel, au point de supprimer 80 à 90% des emplois dans la branche d'activité en question. Ceci combiné à la forte tradition de radicalité de la région, on comprend que les autorités se soient ici préoccupées de trouver, par la mise en oeuvre sans trop tarder de la réforme agraire, un palliatif minimum à la situation de sous-emploi massif, pour limiter les risques d'explosion sociale, notamment autour de villes comme Mossoró, Areia Branca, ou Macau.

Dans cette région les projets déjà avancés sont surtout sous la tutelle des syndicats paysans traditionnels comme la FETARN, ou encore le « Sindicato da Lavoura de Mossoró ». « A l'exemple de la FETARN, ce syndicat accompagne tous les projets d'assentamentos, spécialement dans la région de Mossoró ». Selon son Président, Antônio Inácio, « le Syndicat cherche à guider les familles installées et à accompagner, de près, toutes les actions des instruments gouvernementaux, ainsi que les revendications des assentados »<sup>1</sup>.

Dans la partie plus centrale de la région, les Projets d'assentamentos se situent, dans les municipes d'Upanema, Açú, Campo-Grande/Jucurutu et São Rafael, à proximité des retenues d'eau des açudes, ce qui doit, en principe, aider aux activités liées à l'irrigation, et même à la pêche.

<sup>1</sup> Jornal da Terra, INCRA-RN, Septembre 1994, p.12.

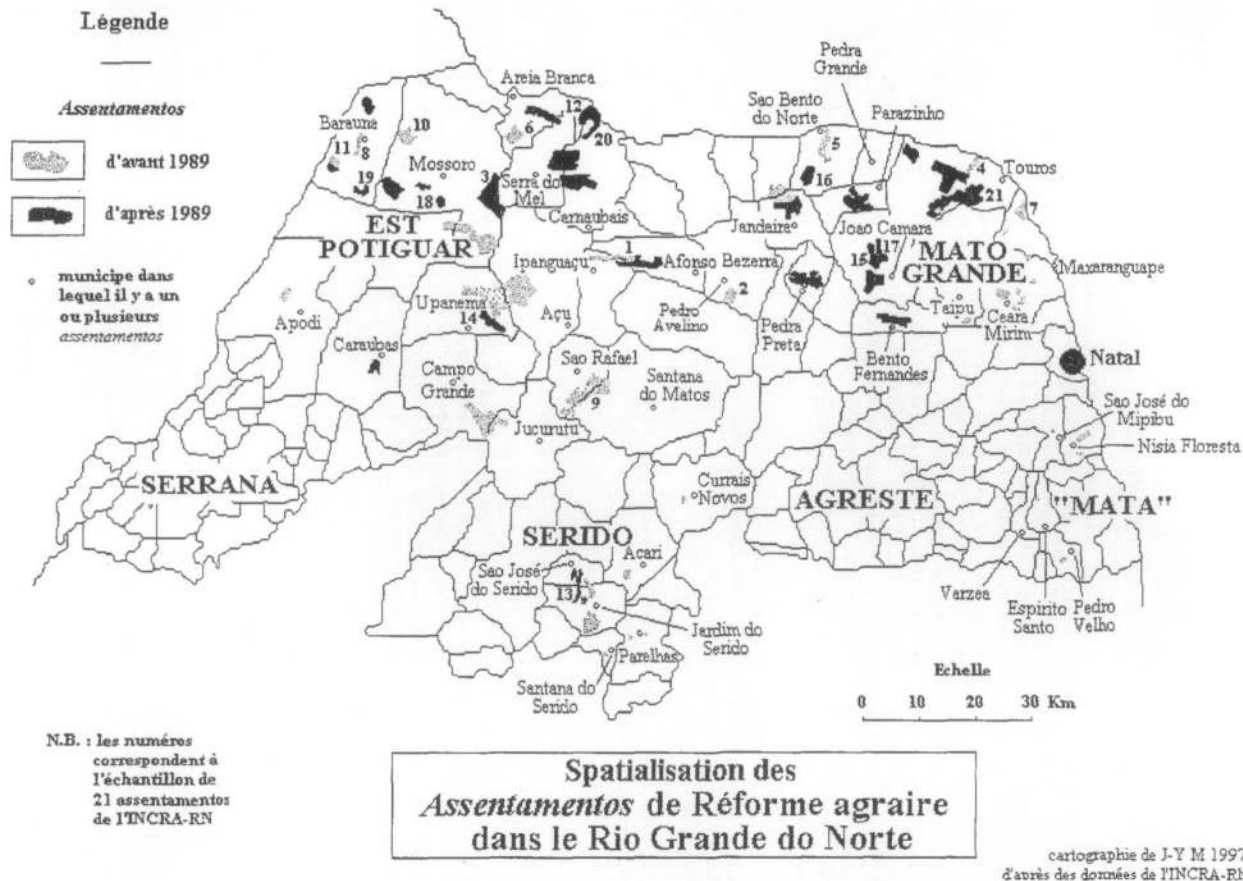


Figure 14 : Spatialisation des Assentamentos de réforme agraire dans le Rio Grande do Norte

- La région du Mato Grande.

Presqu'à l'opposé du territoire de l'Etat entre le littoral du nord-est, vers Touros, et les « rivières-du-sucre du Nordeste oriental », selon l'expression de M.C.de Andrade <sup>1</sup>, ici en l'occurrence la rivière Ceará-Mirim, se trouve une région où les conflits de terre restent nombreux et toujours tendus.

Dans un quadrilatère qui part de Natal, suit le littoral nord par Maxaranguape, Touros, jusqu'à São Bento do Norte, et revient vers Natal, par Jandaira, Pedro Avelino, Bento Fernandes et Ceará-Mirim, en englobant également le municipe de João Câmara, les *assentamentos* sont tout aussi nombreux que dans l'Est-Potiguar. Ils y sont souvent plus récents et plus étendus: les projets Zabelé et Lagoa do Boqueirão à Touros, font plus de 10.000 ha. pour, respectivement, 337 et 360 familles. Celui de Modelo-Nazaré à João Câmara atteint les 4700 ha. pour 165 familles, et celui de São Pedro à Pedra Preta, les 5.908 ha. pour 140 familles. Certains de ces projets n'ont pas encore, en 1996, atteint le stade, ni l'échéance, de la "création" officielle. A l'évidence le mouvement est ici plus récent et dynamique. C'est qu'il s'agit du domaine privilégié de l'action du MST-RN, où il a multiplié les *acampamentos* dans la première moitié des années 90 <sup>2</sup>.

Le Mouvement des Sans-terre exerce une influence prépondérante dans une dizaine d' *assentamentos* de cette région, comme les projets Zabelé, à Touros, Marajó, à João Câmara, Santa Vitória et Baixa da Quixaba, à São Bento do Norte, où il a été en mesure d'impulser un développement coopératif suite à la réforme agraire, alors que dans les projets Boa Sorte, Santa Terezinha et Modelo-Nazaré à João Câmara, les *assentados* ont préféré donner une suite non-collective à leur accession à la terre <sup>3</sup>.

- Le Seridó oriental

Dans le Seridó, que l'on peut ici élargir au municipe de Currais Novos, les *assentamentos* sont peu nombreux, à peine une dizaine, peu étendus et concernent un nombre souvent limité de familles. Le plus important, de très loin, et le plus avancé, est celui de la Fazenda Seridó, pour 150 familles sur près de 2.000 ha, qui se situe à cheval sur les municipes de de São João et de Jardim du Seridó. Dans une région relativement plus riche et prospère que bien d'autres "la faim de terre" et la demande de réforme agraire semble moins fortes. Ce sont d'anciens Projets de l'Etat qui ont tous été réactivés par une « Création » collective, en date du 23 mars 1993.

- La zone canaviaire du littoral oriental.

Dans la zone littorale orientale, qui est celle de l'ancienne Mata Atlantica, mais qui est surtout celle de la canne à sucre, les Projets répertoriés d' *assentamentos* sont très peu nombreux (5), concernent très peu de familles, moins de 100 et même de 50, et seul l'un d'entre-eux, celui d'Alcaçuz à Nisia Floresta, sur 500 ha. pour une cinquantaine de

<sup>1</sup> Gilberto O. De ANDRADE, « *Los Rios de Acucar do Nordeste Oriental I - O Rio Ceará-Mirim* », Publicações do Instituto Joaquim Nabuco de Pesquisas Sociais, Recife, 1957.

<sup>2</sup> Cf. Supra, le chapitre consacré aux *acampamentos* du MST-RN, p.404 et suivantes.

<sup>3</sup> Entretien avec Plinio Olderi de Carvalho, responsable du Secteur "Production", du MST-RN, août 1996.

familles, a dépassé l'étape de la « création ». Les résistances à la réforme agraire n'y sont donc pas moins vives que celles qui s'expriment à l'encontre des tentatives d'*acampamentos* du MST, qui y sont restées jusqu'à présent, nous l'avons vu, en échec.

A vrai dire, si ce n'était le cas historique de Nisia Floresta, la zone canavieira pourrait elle-même être classée dans la catégorie suivante, celle des régions qui constituent de véritables "angles-morts" de la réforme agraire, puisqu'il ne s'y trouve aucun projet d'*assentamento* nouveau.

#### b - Les "angles-morts" de la réforme agraire.

C'est d'abord, au cœur du territoire de d'Etat, l'*agreste*, essentiellement voué à l'élevage très extensif des bovins, dans d'immenses *latifundios* largement sous-utilisés par leur propriétaires, mais qu'ils tiennent toujours bien en main. La très faible densité de population et les conséquences d'un exode rural désormais très poussé, y rendent évidemment la pression en faveur de la réforme agraire beaucoup plus faible.

Dans la *Serrana* occidentale la structure foncière laisse encore, comparativement, une assez large place aux petits paysans. Les 0,2 % d'exploitations de plus de 1.000 ha. n'y représentent que 9,4 % de la superficie agricole, ce qui est le taux le plus faible du *Rio Grande do Norte*. A l'inverse les exploitations de moins de 10 ha. sont 56,3 % du nombre total, même s'il est vrai qu'elles ne représentent que 7,4 % de la surface, ce qui est pourtant l'un des taux les plus élevés de l'Etat. La demande de réforme agraire y donc certainement moins forte qu'ailleurs.

Enfin, le *Seridó* occidental, à l'extrême sud du sertão riograndense, reste, lui aussi, à l'écart du mouvement de réforme agraire. Mais, « c'est un espace où l'activité agropéculaire est pratiquée de manière traditionnelle »<sup>1</sup>, ce qui implique à la fois, de faibles densités humaines rurales, et le maintien de grandes exploitations d'élevage extensif.

Au tournant des années 90, la relance de la dynamique de création des *assentamentos* de réforme agraire dans le *Rio Grande do Norte* est donc strictement contemporaine de l'apparition des nouvelles formes d'action du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre. Cette nouvelle poussée contribue à sortir les mesures de réforme agraire de leur très grande lenteur. Dans le même temps la logique de leur spatialisation évolue. Elle n'est désormais plus seulement celle du saupoudrage quasi général résultant d'un *planejamento* rural sans grande ampleur au total. Il s'agit plutôt désormais d'une réponse de l'INCRA au coup par coup, dans une situation d'urgence, qui finit par se calquer plus étroitement et densément sur les zones de tension. C'est pourquoi les créations nouvelles de Projets d'*assentamentos* interviennent dès lors surtout dans des zones plus septentrionales, soit dans l'Oeste Potiguar avec la zone saline à fort passé de radicalité et en grave crise sociale, soit dans le Nord-Est où se retrouvent présents ensemble différents éléments décisifs : une zone de plus grande pauvreté, des *latifundios* extensifs et/ou improductifs, des agglomérats d'exclusion pseudo-urbains de paysans sans-terre déralisés et des lieux d'initiatives répétées du MST-RN. C'est cette conjonction particulière et unique qui peut rendre compte de

<sup>1</sup> Estacio Ramos de ARRUDA, 1992, in: « *Divisão regional do Brasil em Mesorregiões e Microrregiões Geográficas* », Volume 2 - Tome 2, IBGE, Rio de Janeiro.



la spatialisation nouvelle des *assentamentos* de réforme agraire dans le *Rio Grande do Norte* au cours de la première moitié des années 90.

### 3 - Les difficultés de l'émergence d'une nouvelle territorialité paysanne dans les *assentamentos* du *Rio Grande do Norte*.

Pour autant, les choses ne s'arrêtent donc pas là. Il faut qu'ensuite l'*assentamento* qui reste toujours malgré tout un "Projet" pouvant toujours échouer, soit au contraire effectivement rendu viable à long terme par des soutiens, des aides, des investissements. Sinon les *assentamentos* restent très précaires et problématiques. Certains semblent s'en inquiéter. Mais c'est moins l'effet d'une authentique compassion à l'égard des paysans installés et insuffisamment aidés, que l'expression d'une opposition résolue, quoique un peu honteuse tout de même, à la réforme agraire, qui en guette et en espère les moindres échecs pour mieux en combattre le principe même.

#### a - L'opposition des points de vue dans la polémique sur les *assentamentos*.

Sur l'évaluation de la situation réelle dans les *assentamentos*, les avis sont donc très opposés. Ainsi, le 12 novembre 1995, au plus fort des occupations-invasions du MST-RN dans la région de Touros, Carlos Magno Araújo, dans un article au ton polémique de *Tribuna do Norte*, souligne-t-il qu'en règle générale, les « *assentamentos* sont des espaces à problèmes »<sup>1</sup>.

« Ce ne sont pas seulement les Sans-Terre qui protestent dans le *Rio Grande do Norte* au sujet des politiques de traitement de la question agraire. Alors qu'eux, les Sans-Terre, trouvent que manque la volonté du Gouvernement pour faire la réforme agraire, les travailleurs ruraux avec-terre, ceux qui ont eu déjà accès à leurs terrains, continuent de toucher l'assistance du pouvoir public. Avec le retard du gouvernement à implanter l'infrastructure dans les *assentamentos* et l'apparente accommodation d'une partie des travailleurs installés, le tableau dans ces lieux est celui d'un semi-abandon.

À la place de l'agriculture de subsistance et du commerce de l'excédent des cultures, objectif de ces espaces, divers *assentamentos*, résultants de graves conflits à la campagne commandés par le Mouvement des Travailleurs Sans-Terre (MST) sont en train d'ajouter un autre problème, alors que l'activité actuelle qui les maintient est la coupe du bois.

À João Câmara, par exemple, trois *assentamentos* récents résument la situation de la majorité des 69 aires utilisées pour la réforme agraire dans le *Rio Grande do Norte*. Le plus précaire d'entre-eux est dans la fazenda Saramandaia, désappropriée l'année passée, après avoir été occupée l'année d'avant par des habitants des localités d'Amarelão et Serrote de São Bento. Jusqu'à aujourd'hui les terres ont au moins été délimitées. L'organe responsable, l'INCRA, n'a pas encore envoyé les premières ressources pour la construction des demeures et la communauté reste sans électricité.

Sans eau, les habitants ne sont cependant pas dans une situation encore plus précaire parce que la fazenda est entourée de quatre açudes. Les seules maisons à Saramandaia, toutes en pisé - morceaux de bois et argile -, ont été érigées par les travailleurs ruraux eux-mêmes. Selon les données de l'Institut des Terres du *Rio Grande do Norte* (ITERN), dans la fazenda Saramandaia, avec 2.405 hectares, devraient être installées 96 familles, mais du fait de l'insuffisance d'infrastructure, 38 seulement sont sur la zone.

<sup>1</sup> « *Assentamentos são áreas de problemas* », *Tribuna do Norte*, 12/11/95.

La plupart s'en sont retournées vers leur localité d'origine, jusqu'à ce que les conditions s'améliorent. Selon l'agriculteur Antônio Soares, 48 ans, qui est à Saramandia, ceux qui se sont installés même précocement dans la fazenda sont affligés : « personne ne savait où commencer les cultures parce que les parcelles n'avaient pas été délimitées » Pour ne pas rester en plan, quelques travailleurs ont consacré une surface de 50 ha. à commencer des plantations individuelles de millet, de fève et de feijão (...). Dans la fazenda Modelo, de 4.687 ha., occupée dans un conflit il y a deux ans, mais encore en phase de désappropriation, environ 148 familles survivent de la coupe du bois, selon Maria Dalva Silva. Samedi dernier, quand elle a participé à une rencontre de Sans-Terre à Natal, elle a dénoncé la carence des pouvoirs publics ».

Le tableau semble, en effet, assez sombre. Mais il met délibérément l'accent, à partir de trois cas seulement, sur l'insuffisance générale des infrastructures, ce qui souligne cruellement surtout le caractère évidemment inachevé des Projets ainsi pris en exemple.

Mais on peut trouver aussi, par ailleurs, une approche tout à fait opposée, avec, par exemple, les déclarations du sans-terre "installé" Manoel André da Silva, dit "o Neco"<sup>1</sup>, 42 ans, apiculteur, l'un des bénéficiaires de l'*assentamento* de Santa Vitoria (à São Bento do Norte).

« Pour moi, c'est la meilleure chose qui me soit arrivé, depuis que je travaillais avec mon père, pour le propriétaire. Aujourd'hui, je sens une très grande différence. Ça vaut la peine. En plus des ressources financières, dans ma vie, c'est un enrichissement. Je l'ai rêvé, je suis en train de réaliser ce rêve.

Avant je ne vivais pas dans ma maison, et je ne faisais que du coton. Je vivais avec mes parents qui ne faisaient seulement que cultiver. Jamais personne ne passait dans notre petite maison. On produisait seulement. Maintenant, j'ai ma propre maison, mes cultures. Ma vie est bien meilleure. Depuis 1994, avec l'élevage des abeilles, ce que je pense, c'est qu'on gagne plus. En allant aux marchés des municipes de Parazinho, João Câmara, et São Bento do Norte, on a des réserves financières.

L'expérience que nous vivons présente beaucoup d'avantages. J'ai découvert que l'homme ne vit pas seulement pour cultiver le millet et le feijão, mais pour d'autres choses, qui sont de travailler moins... Il y a des choses plus importantes, qu'avec les compagnons nous avons découvert avec notre arrivée ici.

Oui, la chose la plus importante qui me soit arrivé dans la ma vie c'est d'être *assentado* à Santa Vitoria »<sup>2</sup>.

Alors, entre l'éditorialiste de *Tribuna do Norte*, visiblement opposé au principe et aux modalités mêmes de la réforme agraire, telle qu'elle est mise en oeuvre dans les *assentamentos*, et le paysan *assentado*, bénéficiaire de cette réforme et enthousiasmé par ses conséquences dans sa vie personnelle, où est la vérité et quelle est la simple réalité ? Pour essayer d'apporter quelques éléments de réponses à ces interrogations, nous allons tenter une approche moins subjective, plus statistique, de l'état des lieux dans les *assentamentos* du Rio Grande do Norte.

<sup>1</sup> *Tribuna do Norte*, 12/11/95.

<sup>2</sup> Interview, extraite du film vidéo *FITA N°I/INCRA-RN : Mato Grande* (1h.38mn), tourné en 1995, par les techniciens de l'INCRA dans les *assentamentos* de Santa Vitoria (São Bento do Norte, Boa Sorte (João Câmara), Marajó (João Câmara) et Lagoa do Sal (Touros).

b - Une approche des réalités : un état des lieux dans 21 assentamentos du RN

Il s'agit ici d'un groupe de 21 projets d'*assentamentos* (sur les 71 officiellement répertoriés dans le *Rio Grande do Norte*). Placés sous la responsabilité de l'INCRA-RN ils ont franchi le cap de la "création". Ils ont fait l'objet, à la date du 25 avril 1995, d'un bilan global concernant les infrastructures existant à cette date, et de celles restant à installer, ainsi que des services techniques, assurés par l'INCRA-RN dans le cadre de sa mission d'aide à la réforme agraire, déjà réalisés ou restant à exécuter.

**Tableau 22 : Un échantillon représentatif de 21 Projets d'*assentamentos* de l'INCRA-RN <sup>1</sup>**

N°	Projet	Municipe	Surface	Familles	Dates		
					"Désappro." ou achat	Emission	Création
1	Arapua	Ipanguaçu	1032	53	20/09/86	23/03/87	10/04/87
2	Feijão	Pedro Avelino	1209	34	19/12/86	23/03/87	10/04/87
3	Favela	Mossoro	2822	92	23/12/86	15/04/87	04/06/87
4	Lagoa do Sol	Touros	234	13	17/12/86		09/07/87
5	Baixa da Quixaba	São Bento do Norte	2400	62	19/01/87	03/06/87	09/07/87
6	Serra Vermelha	Areia Branca	2432	60	26/09/86	19/05/87	09/07/87
7	Zumbi Rio de Fogo	Maxaranguape	1634	72	04/06/87	09/07/87	26/09/87
8	Poço de Baraúna	Baraúna	484	16	15/09/86	14/10/87	31/12/87
9	Serrote/Ser. Branca	São Rafael	6638	187	15/07/87	07/10/87	23/03/88
10	Lagoa do Xavier	Mossoró	987	41	15/07/82		24/03/88
11	Catingueira	Baraúna	1182	44	15/08/88		14/02/89
12	Ponta do Mel	Areia Branca	1722	48	08/09/87	09/11/88	30/05/89
13	Seridó	J. et S.J. do Seridó	1916	63	16/08/88	02/02/89	30/05/89
14	Baixa do Dutra	Upanema	1042	33	22/06/89	29/08/90	31/10/91
15	Marajó	João Câmara	1562	52	12/07/89	18/05/90	12/11/91
16	Santa Vitoria	São Bento do Norte	1968	70	09/12/91		07/07/92
17	Boa Sorte	João Câmara	1186	50	09/12/91		07/07/92
18	Lorena	Mossoró	1474	41	29/11/91		07/07/92
19	Rancho do Pereiro	Baraúna	456	18	29/11/91		07/07/92
20	Rosado	Carnaubai	1000	70	26/12/91		15/07/93
21	Zabelé	Touros	10063	330	18/08/93	25/10/93	21/12/93

Tableau établi par l'auteur à partir d'un fichier partiel des *assentamentos* de l'INCRA-RN, 1995

NB : Sur la représentativité de l'échantillon ci-dessus, une rapide comparaison :

	Rappel ensemble des 71 <i>assentamentos</i> du RN					Les 21 <i>assentamentos</i> de l'échantillon				
	Nombre	Surface	%	Familles	%	Nombre	Surface	%	Familles	%
EST-POTIGUAR	29	75097.88	52.9	2692	45.2	12	21230.59	45.10	677	58.2
MATO GRANDE	28	59537.01	41.9	2743	46.1	8	23882.41	50.75	337	28.9
SERIDO ORIENTAL	9	6417.06	4.5	287	4.8	1	1943.0	4.1	150	12.9
ZONE CANAVIAIRE	5	888.33	0.6	225	3.8	0	0.0	0.01	0	0
TOTAUX	71	141940.28	100	5947	100	21	47056.0	100.0	1164	100.0

Il s'agit donc de prendre la véritable mesure de l'état d'avancement de l'aménagement des espaces d'*assentamento* de réforme agraire dans le *Rio Grande do Norte*. Plusieurs éléments doivent être pris en compte. Tous les *assentamentos* n'ont pas eu la même histoire, le même passé. Dans l'échantillon considéré, ils sont ici classés par ordre chronologique, la date de référence retenue étant celle de la Création de l'*assentamento*, qui constitue, nous l'avons vu, son acte de naissance officiel. D'autre part l'implantation régionale et locale est également à

prendre en considération, à la fois pour les conditions naturelles de son environnement, pour le type d'activités qui sont susceptibles de s'y développer, et pour leur niveau d'accessibilité ou d'enclavement par rapport aux réseaux de communication régionaux ou locaux.

Mais ce qui compte surtout ici c'est, à travers un nombre suffisant de cas, bien représentatifs de la répartition régionale des *assentamentos* dans l'Etat, de faire apparaître les priorités retenues dans de tels aménagements, la hiérarchisation des urgences retenues, ainsi que les réelles difficultés auxquelles se heurtent et se confrontent ces tentatives, même encore limitées, de réorganisation de l'espace rural et de reterritorialisation des paysans.

Dans le degré d'avancement des programmes quatre niveaux sont à considérer : 1- le d'ores et déjà **réalisé**, 2 - le **partiellement** réalisé, 3 - le **prévu** mais pas encore réalisé, 4 - et ce qui n'a pas été envisagé ni même **prévu**.

Tableau 23 : Etat de l'aménagement de 21 *assentamentos* du Rio Grande do Norte, à la date d'avril 1995.

A cette date Pour les 21 <i>assentamentos</i> en examen :	Réalisation achevée	Réalisation partielle	En prévision	Non- prévu
Le tracé du périmètre de l' <i>assentamento</i>	21	0	0	0
Le tracé du parcellaire	17	4	0	0
L'étude des ressources naturelles	11	0	10	0
L'aménagement de l'agroville/noyau urbain	2	0	2	17
Puits tubulaire pour l'eau de consommation	20	0	1	0
Fontaine(s) ( <i>chafariz</i> )	11	1	1	8
Réserves d'eau ( <i>caixa d'água</i> )	6	0	8	7
Réseau de distribution d'eau	0	0	10	11
Maisons d'habitations des <i>assentados</i>	17	1	1	2
Réseau d'électrification	17	0	2	2
Route vicinale	0	0	4	17
Ecoles	5	2	10	4
Poste de santé	3	0	10	8
Centre communautaire	3	0	15	3
Magasin ( <i>armazém</i> )	2	4	13	2
Eglise	1	0	0	20
Terrain multisports	1	0	0	20
Puits tubulaire profond pour l'irrigation	9	0	4	8
Bassin-réservoir ( <i>açude</i> )	5	1	0	15
Citernes	3	5	6	7
Conduite d'eau	1	1	1	18
Hangar-remise ( <i>galpão</i> )	6	1	8	6
« Casa de farinha », fabrique de farine de Manioc	7	1	3	10
Etable	5	0	0	16
Centre technique d'élevage	0	0	3	18
Fabrique de hamacs ( <i>redes</i> )	2	0	0	19
Fromagerie	1	0	0	20
Atelier de tissage	1	0	0	20
Atelier de pâtisserie ( <i>doce</i> )	1	0	0	20

Etabli par l'auteur à partir du fichier des *assentamentos* de l'INCRA-RN, 1996.

A partir de ce tableau il devient possible d'apprécier plus globalement les logiques socio-spatiales qui président aux choix opérés, non plus à l'échelle d'un seul *assentamento*, mais à celle d'un ensemble

représentatif de ces espaces embryonnaires de reterritorialisation paysanne dans le *Rio Grande do Norte*.

Concernant d'abord les services que l'INCRA, dans le cadre de sa mission, rend en urgence dans un *assentamento* récemment créé, on constate que c'est la délimitation territoriale de son périmètre qui vient en premier lieu, dans tous les cas sans exception. Il s'agit vraisemblablement plus que d'une simple nécessité technique. On refuse de rester plus longtemps dans le flou, l'indéterminé concernant les limites de la propriété nouvelle de la terre. Compte tenu des difficultés et de la complexité du processus pour en arriver où on en est désormais, c'est-à-dire à cette mesure de réforme agraire prise à l'encontre de la grande propriété voisine, on comprend l'accord manifeste qui s'exprime ainsi entre les *assentados* et l'INCRA sur cette toute première mesure d'urgence. Il s'agit de faire face immédiatement et efficacement à toute velléité d'empiètement sur le territoire nouvellement conquis au prix d'une longue lutte. Mais il s'agit aussi de l'affirmation d'une nouvelle identité territoriale, paysanne et autonome, qui, comme toute identité, ne peut véritablement se concrétiser que dans l'affirmation de l'altérité, dans la dichotomie antagoniste *assentamento/fazenda*. Vient ensuite le "traçage des parcelles", la délimitation des terres qui reviennent en propre à chacun des paysans nouvellement installés. Encore faut-il d'abord qu'un choix initial soit opéré. Celui qui consiste à savoir si on donnera une orientation individuelle ou coopérative à l'activité agricole de l'*assentamento*. Même au sein de la dizaine d'*assentamentos* de la région du Mato Grande dirigé par le MST, ce choix ne va pourtant pas de soi : la moitié seulement d'entre-eux ont fait un tel choix coopératif<sup>1</sup>. Quant à l'étude technique et l'évaluation agronomique des ressources naturelles et potentialités agricoles de l'*assentamento*, elle reste d'abord, au moins dans un premier temps, à l'état de projet pour la moitié des cas. A signaler enfin les deux cas originaux, et exceptionnels, de Santa Vitoria/São Bento do Norte et Boa Sorte/João Câmara, où l'aménagement du "noyau urbain" de "l'agroville" a fait l'objet d'une étude de la part d'urbanistes et d'architectes<sup>2</sup>, sans doute pour sortir du modèle un peu trop répétitif et passe-partout du simple village-rue pour le centre des *assentamentos*.

Au-delà de la délimitation initiale de l'espace de l'*assentamento*, la préoccupation qui semble l'emporter partout est celle de l'accès libre et sûr à l'eau. C'est encore une forme de l'affirmation de l'indépendance de l'*assentamento* par rapport à la *fazenda* voisine dont il est désormais séparé, l'eau étant traditionnellement, dans l'espace rural nordestin, un moyen de pression, un instrument de pouvoir. Même s'il existe souvent des açudes (lacs ou étangs réservoirs) dans le territoire des *assentamentos*, l'INCRA propose le plus souvent le forage de puits tubulaires profonds pour fournir, en permanence, c'est-à-dire même en période de sécheresse, une eau qui soit toujours propre à la consommation humaine. La distribution est ensuite assurée, au moins dans un premier temps, par une ou plusieurs fontaines publiques (*chafariz*). L'installation d'un réseau de distribution d'eau reste cependant à l'état de projet plus lointain, ou n'est même pas envisagée, n'étant sans doute pas considérée comme vraiment indispensable. Par contre, la mise en place de citernes et de réservoirs (*caixa d'água*) apparaît presque partout comme immédiatement nécessaire, ou est au moins envisagée comme un projet utile à moyen terme. Il faut y voir, sans aucun doute,

<sup>1</sup> Entretien cité avec Plínio Olderi de Carvalho, responsable du Secteur « Production », du MST-RN, en août 1996.

<sup>2</sup> En coopération entre l'INCRA et la CEPAU/UFRN (Département d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université Fédérale du Rio Grande), entretien avec Amadja Henrique BORGES, Juillet 1995. Elle souligne à ce propos que la discussion avec les paysans *assentados* à *Fazenda Zabelê* (Touros), généralement illettrés, ne pouvait passer par la seule consultation de cartes et de plans. Il a donc fallu concevoir des maquettes de l'aménagement pour pouvoir visualiser réellement les options possibles aux yeux des intéressés.

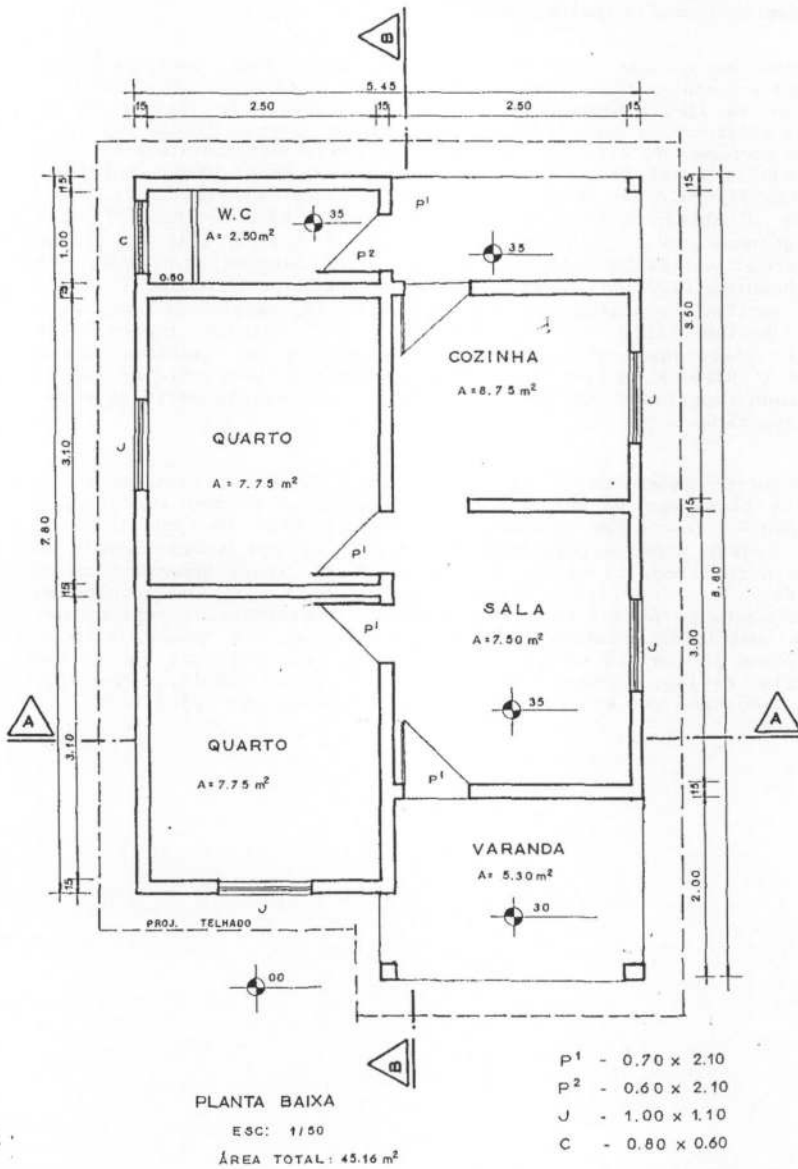
l'expression d'une précaution logique à l'égard d'une sécheresse que tout le monde ressent comme toujours menaçante.

*La construction des maisons d'habitation pour les familles des assentados est une nécessité urgente partout. Pour elles, le droit à la terre est surtout et d'abord celui au lieu d'habitation, au simple logement. La réalisation du programme de construction des maisons constitue donc souvent l'étape préalable à tout autre aménagement. A la date d'observation seuls deux assentamentos sont en retard-déficit à cet égard par rapport au programme prévu: celui de Serrote Serra Branca à São Rafael, et celui de Lagoa do Xavier à Mossoró. Les maisons d'habitations construites ("casa de habitação rural") sont toutes identiques<sup>1</sup>. D'une surface de 45,16 m<sup>2</sup> ( 8,80 x 5,45 m) chaque maison comprend une salle commune (7,50 m<sup>2</sup>), une cuisine (8,75 m<sup>2</sup>), des WC, deux chambres (7,75 m<sup>2</sup> chaque) et une véranda ou alpendre (5,3 m<sup>2</sup>) qui, même petite, constitue dans le Nordeste un espace de socialité absolument indispensable. Très modestes, ces maisons représentent néanmoins la réalisation d'un rêve pour beaucoup de ces familles. Comme le souligne l'INCRA-RN, « il s'agit d'une oeuvre de caractère social de la plus grande importance qui rend possible l'installation définitive des familles assentadas »<sup>2</sup>.*

Les autres aménagements du "noyau urbain" de l'assentamento ne semblent pas présenter le même caractère d'urgence. Certes l'Ecole, le Poste de Santé, le Centre social communautaire sont partout inscrits comme des projets nécessaires, mais la proportion des assentamentos où ils sont déjà réalisés, ou en cours de réalisation, reste cependant assez faible, guère plus d'un tiers. Mais, le fait que la salle de réunion du Centre Communautaire prévu, ne soit pas encore construite, n'empêche pas toutes les multiples réunions de concertation de se tenir le plus souvent... dans la rue. Le seul cas où on a voulu et construit une église est le Projet Feijão, à Pedro Avelino. Dans le Projet Favela, à Mossoró, on a aussi programmé une crèche, mais c'est seulement pour plus tard !...

<sup>1</sup> Voir plan aimablement fourni par l'INCRA-RN.

<sup>2</sup> Voir : « *Construção de 334 casas no PA Palheiros* », *Jornal da Terra, Edição Especial*, Ano 03, nº01, sd [sans doute février 1996 ?], p.4. L'article précise : « *Initialement ont été discuté avec les assentados les formes les plus appropriées pour la définition du nombre de maisons dans les agrovilles, l'achat en commun du matériel de construction, la main d'œuvre nécessaire et disponible, le type et le financement des maisons et l'administration des travaux; ensuite l'INCRA a initié le transfert des ressources de son propre budget, à travers le crédit habitation, aux Associations Communataires des PA [ Projets d'Assentamentos ] Palheiros I et Palheiros III, en deux étapes: la première de 510.000,0 R\$ et la seconde de 100.8000,0 R\$* ».



I N C R A - R N  
 C..SA DE GABITAÇÃO RURAL

Figure 15 : Plan de la maison type dans les assentamentos de réforme agraire du Rio Grande do Norte

Il est vrai que d'autres urgences mobilisent immédiatement les *assentados*, particulièrement celles liées aux nécessités de la production. La première est celle des branchements aux différents réseaux. C'est cependant moins vrai pour les routes que pour l'électricité, sachant qu'une part non négligeable de ces *assentamentos* se situent à proximité, ou sont même traversés par les routes fédérales ou estaduais. C'est notamment le cas du Projet Hipólito dans le munícipe de Mossoro, à 28 km du chef-lieu, qui est directement accessible par la BR304, ou du projet Serrote/Serra Branca, à cheval sur les municipes de São-Rafael et de Santana do Mato, également accessible par la BR304. Un rapide état de l'accessibilité de 18 des Projets en fonction de la hiérarchie des voies d'accès est ainsi le suivant :

Tableau 24 : Accessibilité de 18 Projets d'*assentamentos* du Rio Grande do Norte

Accès par des routes :	Nbr P.A.
Fédérales (BR)	4
Estaduais (RN)	5
Vicinales « carrossables »	9
Total :	18

Source : établi à partir de *Jornal da Terra*, INCRA/RN, Septembre 1994, p.8-11

Les Projets d'*assentamentos* n'apparaissent pas ainsi, en général, comme des "isolats", situés en des lieux inaccessibles. Pour preuve encore, le fait que très peu des implantations ont des projets de routes vicinales, ce qui tendrait à prouver que les *assentados* estiment sans doute être suffisamment desservis par le réseau routier existant. La grande majorité des *assentamentos* sont raccordés au réseau électrique, ou ont au moins des programmes dans cet objectif. Comme le titre le *Jornal da Terra* de l'INCRA-RN en septembre 1994 : « *Eletificação vai longe* » [ L'électrification va plus loin ] en précisant : « l'énergie rurale dans les espaces de réforme agraire parvient plus loin. 85 kilomètres seront exécutés dans les localités de Favela, Muluguzinho, Lorena et Lagoa Xavier (Mossoró), Caatingueira, Pico Estreito et Riacho do Pereiro (Baraúna), Soledade (Apodi), Ponta do Mel (Areia Branca) et Rosado (Carnaubais). C'est le plus grand ouvrage d'électrification de la réforme agraire dans le Rio Grande do Norte. Les 85 kilomètres fourniront 460 familles sur une superficie de 1.000 ha »<sup>1</sup>.

Les équipements et infrastructures pour l'activité agricole présentent une plus grande diversité. C'est souvent le forage d'un puits tubulaire profond, la création d'un bassin réservoir ( *açude* ) et d'un système pour l'irrigation. C'est, par exemple, le cas dans l'*assentamento* Catingueira/Baraúna :

« Le projet d'*Assentamento* Catingueira avec 1.182,29 ha et 44 familles installées, dans le munícipe de Baraúna, a fait un pas décisif pour sa consolidation. Créé en novembre 1991, la PA n'a d'abord exploité que des cultures sèches (coton, millet et feijão) jusqu'à l'année dernière. Grâce à l'infrastructure implantée par l'INCRA (perforation d'un puits de 575 m. avec un débit de 80 m<sup>3</sup>/h.), financée par le programme PAPP et utilisée par les *assentados* eux-mêmes, a été implanté un projet d'irrigation de melons et de pastèques, sur 4,00 ha. La première récolte a été faite en décembre, pour un total de 20 tonnes de melons et de 92 tonnes de pastèques, générant une recette brute de 79.193,00 R\$ permettant aux 20 familles engagées un résultat satisfaisant, après liquidation des dépenses inhérentes à la production, un retour de

<sup>1</sup> *Jornal da Terra*, Septembre 1994, p.1



valeur équivalent à 3,6 salaires minimum par famille, une partie restant de côté pour garantir la prochaine saison irriguée »<sup>1</sup>.

Enfin, les programmes d'aménagement de l'*assentamento* portent sur des bâtiments ou ateliers de production : remise et hangars (*galpão*). La « *casa de farinha* », atelier de fabrication de la farine de manioc indispensable à l'accompagnement de tout repas nordestin, souvent présente assez rapidement, semble davantage répondre à la satisfaction locale d'un besoin collectif qu'à la volonté d'implanter une production destinée à la commercialisation. Par contre, certains projets marquent l'orientation plus particulière des *assentamentos* vers l'élevage : étables, fromagerie ( à Santa Vitoria/São Bento do Norte ) ainsi que les projets plus sophistiqués de centres techniques d'élevage à Favela/Mossoró, Serrote-Serra Branca/São Rafael et Baixa do Dutra/Upanema. Divers ateliers et fabriques, concernant notamment les fameux et magnifiques hamacs traditionnels nordestins à Zumbi/Maxaranguape et Serrote-Serra Branca/São Rafael, ainsi que de tissage à Favela/Mossoró et même de pâtisserie (*doce*) à Santa Vitoria/São Bento do Norte, semblent surtout correspondre à la volonté de trouver un travail rémunérateur de complément pour les femmes et jeunes filles des familles de ces *assentamentos*.

---

<sup>1</sup> *Jornal da Terra*, Edição Especial, Ano 03, sd : « Irrigation du PA Catingucira ».

### Conclusion

On voit donc, comme il fallait sans doute s'y attendre, que le bilan est pour l'instant extrêmement mitigé.

A la différence des *acampamentos*, dont le caractère d'extrême précarité ne fait guère de doute, les Projets d'*assentamentos* apparaissent bien, quant à eux, comme des implantations nouvelles de paysans dans un territoire qui présente surtout la grande nouveauté pour eux de leur appartenir. Cela ne signifie pas pour autant que tous les *assentamentos* soient immédiatement et parfaitement viables. Il faut cependant souligner les efforts des techniciens de l'INCRA qui font beaucoup, dans des conditions budgétaires souvent difficiles, pour améliorer rapidement la viabilité à plus long terme de tous ceux des projets qui ont franchi le cap de la création.

Concernant l'environnement local du municipe d'implantation de l'*assentamento*, parfois élargi aux autres municipes voisins, « ce qui est marquant, d'un point de vue géographique, c'est la modification du paysage due à la redistribution spatiale de la campagne, ainsi qu'à la nouvelle dynamique créée dans la ville proche de l'*assentamento* »<sup>1</sup>. Car, « à l'augmentation de la population et la diversification de la production agricole dérivées de l'installation de l'*assentamento* dans un municipe, s'ajoute l'accroissement de la demande de biens et de services urbains »<sup>2</sup>. Une telle dynamique se mesure dans le Rio Grande do Norte autour des *assentamentos* les plus anciens, comme ceux de Nisia Floresta.

On ne peut ignorer le caractère polémique de la discussion autour de la viabilité ou non des *assentamentos*. L'UDR [*União Democrática Ruralista*], organisation des grands propriétaires fonciers, tente d'utiliser certaines données statistiques pour condamner le principe même des *assentamentos* de réforme agraire, en les présentant comme des "favelas rurales" ne contribuant en rien au développement du pays. Mais il faut bien considérer que « la caractérisation de "favelisation" rurale au sujet des *assentamentos* fait partie du discours politique des forces conservatrices qui ne voient pas dans la réforme agraire un projet de société »<sup>3</sup>. A Natal, *Tribuna do Norte* du 21 août 1996 fait son plus gros titre de sa première page ainsi : « *UNE RECHERCHE MONTRE LE FIASCO DE LA POLITIQUE DES ASSENTAMENTOS* »<sup>4</sup>.

Cependant la situation d'ensemble dans les *assentamentos* de réforme agraire n'est peut-être pas aussi catastrophique que cherchent à l'accréditer les grands latifundiaries.

<sup>1</sup> idem.

<sup>2</sup> idem.

<sup>3</sup> C.I.JSITA, 1996, « O significado da luta pela reforma agrária », Resumos, Vol.1, 10<sup>o</sup> Encontro de l'AGB, Recife, p.48.

<sup>4</sup> "PESQUISA MOSTRA FIASCO DA POLITICA DE ASSENTAMENTOS", *Tribuna do Norte*, 21 août 1996, page 1.

Tableau 25 : Indicateurs socio-économiques sur les *assentamentos* au Brésil

Région	Revenu Familial (en salaires minimum)	Capitalisation (%)	Mortalité infantile (‰)	Démissions (%)
Brésil	3,70	206,49	50,0	20
Norte	4,18	189,80	72,6	32
Nordeste	2,33	48,35	58,3	6
Centro-Oeste	3,85	88,10	29,4	20
Sudeste	4,13	96,12	0	15
Sul	5,62	217,95	0	4

Source : FAO/MARA, décembre 1992, site Internet MST-Brésil, 1998  
Capitalisation = ressources propres

Ces indicateurs synthétiques régionaux montrent d'abord que les *assentamentos* de réforme agraire ne parviennent pas à corriger du tout au tout, dans leurs propres limites, les disparités socio-économiques de leur environnement géographique d'implantation. Ainsi la mortalité infantile reste-t-elle très forte dans les *assentamentos* des régions *Norte* et *Nordeste*. De même, leurs capacités de capitalisation à partir des ressources propres qu'ils dégagent de leur activité agricole sont très inégales. Dans deux régions seulement, *Norte* et *Sul*, ils sont dès à présent et en moyenne en situation d'autofinancement, alors que partout ailleurs ils restent toujours largement dépendants des apports extérieurs, tout particulièrement dans le *Nordeste*. Finalement il s'y génère des revenus familiaux qui, tout en restant évidemment modestes, assurent un minimum vital pour les familles paysannes reterritorialisées qu'ils accueillent. Ils sont en tous cas bien supérieurs à ceux des nombreuses couches plus pauvres de la population. Une preuve indirecte en est d'ailleurs la faiblesse du taux de renoncement des paysans *assentados*, 1 sur 5 en général, et 6% seulement dans le *Nordeste*. Nous sommes donc, au total, loin du tableau catastrophiste souvent tracé concernant leur situation.

Il reste cependant que, surtout dans le *Nordeste*, les *assentamentos* ont encore besoin d'aide longtemps après leur création, non seulement de la part de l'INCRA, mais également des organisations paysannes, MST et Syndicats, et des Organisations Non-Gouvernementales<sup>1</sup> comme l'AACC-RN<sup>2</sup> dans le *Rio Grande do Norte*. Son président, Valter de Carvalho, s'exprime nettement en ces termes au sujet de la situation dans les *assentamentos* : « nous reconnaissons que, malgré les efforts réalisés dans l'Etat ces dernières années, nous sommes encore loin d'atteindre les objectifs visés. Il faut investir beaucoup plus dans la structuration des *assentamentos* en phase d'implantation, afin qu'ils puissent fonctionner comme de réelles communautés rurales et se transformer en unités effectivement productives, tout comme

<sup>1</sup> Un *Fórum do Campo* [ Forum de la Campagne ] ou FOCAMPO, s'est constitué. Il était constitué initialement par la FERTAN, le MST-RN, la SEAPAC, l'OCERN/PEC, la CUT, le MEB et le CPT. S'y sont ajoutés : l'OAB-RN [ Ordre des Avocats Brésiliens ], le *Comitê Estadual da Ação da Cidadania*, la PJMP ( *Pastoral da Juventude do Meio Popular* ), la *Pastoral da Criança* et l'ACR ( *Animação dos Cristãos do Meio Rural* ).

<sup>2</sup> *Associação de Apoio às Comunidades do Campo, no Rio Grande do Norte*.

il est également nécessaire de continuer le processus d'obtention de terres <sup>1</sup>» pour poursuivre la réforme agraire. A ce sujet il reconnaît d'ailleurs volontiers que « malgré toutes les pressions contraires, des choses ont été faites. Cependant, la plupart l'ont été à la remorque des actions du MST, qui a alerté en permanence les autorités, lesquelles n'agissent seulement qu'après les faits accomplis ». Il fait ainsi clairement allusion aux actions d'*acampamentos* du MST et confirme leur efficacité nouvelle, au moins tactique. « Il est nécessaire de changer l'action du gouvernement, qui doit faire respecter plus effectivement les principes sur la fonction de la terre prévus dans la Constitution <sup>2</sup> ». C'est une manière de souligner par ailleurs les limites toujours trop étroites des mesures de réforme agraire officiellement prises.

Les *assentamentos* constituent les espaces d'une nouvelle socialité : les débats y sont permanents car il faut sans cesse y prendre des options, même lorsque le choix initial d'une agriculture individuelle familiale y a été fait. Trois types de gestion sont cependant théoriquement possibles. Certains des *assentados* restent toujours très attachés à la parcelle individuelle (*roças*). D'autres acceptent de travailler en commun une partie seulement de leur lot (le "collectif"). Quelques-uns seulement vont jusqu'à la constitution d'une véritable "coopérative". Mais, quels que soient les choix finalement opérés, un *assentamento* devient le lieu d'une « identification au groupe qui rend possible une organisation et une résistance en commun » <sup>3</sup>. Les paysans bénéficiaires y sont mieux préparés dans le mesure ou « non seulement les *assentados* ont été auparavant des paysans "*bóias-frias*", "*arrendatarios*", "*parceiros*" ou sous tout autre statut de travailleur rural, mais également ils ont pu travailler momentanément dans la construction civile ou dans toute autre activité artisanale ou commerciale urbaine ». Tout en étant restés « fondamentalement des agriculteurs, il n'est pas rare qu'ils aient acquis l'habitude de travailler comme journalier à la campagne ou dans la ville » <sup>4</sup>. Leur parcours spécifique qui les a conduit de la campagne à la ville, puis de la ville à la campagne a pu ainsi leur donner non seulement un sens plus affirmé de l'action collective, mais également une expérience professionnalisée plus large.

C'est bien de cette manière qu'une reconstruction de la territorialité rurale sur des bases et dans des circonstances inédites, même si c'est encore très limitée et fragile, s'accompagne cependant de l'émergence d'une forme nouvelle d'identité paysanne très différente de celle du passé. Comment cette mutation identitaire des ruraux est-elle vécue et reçue plus largement par la société du Rio Grande do Norte ? C'est à cette question que nous consacrerons le prochain chapitre.

<sup>1</sup> *Jornal da Terra*, INCRA-RN, Mai 1995, p.6-7.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> A.de AVILA et V.L.S.PESSOA, 1996, « *Assentamento, uma proposta de Reforma agrária* », Resumos, Vol.2, 10<sup>o</sup> Encontro de l'AGB, Recife, PE, p.554-555.

<sup>4</sup> M.C.de CARVALHO, 1996, « *MST: ocupantes e assentados da Fazenda Inga* », Resumos, Vol.2, 10<sup>o</sup> Encontro de l'AGB, Recife, p.541-542.

Tableau des *Assentamentos* de réforme agraire  
dans le *Rio Grande do Norte*

## 1 - REGION EST-POTIGUAR

	Municipe	Projet	Date	Superficie	Familles
1	Açu	Olho D'Água do Mato		2198,24	59
2	Açu/Upanema	Palheiros	87	10804,46	354
3	Apodi	Soledade	89	988,29	34
4	Areia B./Carnaubais	Rosado	93	1000,00	70
5	Areia Branca	Passagarda		931,50	46
6		Ponta do Mel	89	1722,37	48
7		Serra Vermelha	87	2432,43	50
8		Casqueira/B. da Tustada	95	1926,50	76
9	Baráuna	Olho d'Água da Escada	95	251,00	13
10		Poço de Barauna	87	484,36	16
11		Rancho do Pereiro	92	412,84	18
12		Catingueira	91	1182,29	44
13		Pico Estreito/Tiradentes	88	1365,15	76
14	C.Grande/Jurucutu	São João do Vale		5363,44	408
15	Carnaubais	Maravilha	95	1228,00	37
16		Canto Comprido	95	3694,00	120
17		Planalto do Mel	95	6565,00	179
18	Ipanguaçu/A.Bezerra	Arapuá	87	1032,33	53
19		Itu/Santa Maria	95	5133,00	206
20	Mossoró	Independência	95	1115,00	38
21		Lagoa Xavier/S.Vincente	88	986,95	41
22		Lorena	92	1473,96	41
23		Fazenda Favela	87	2821,87	92
24		Cabelo de Negro	95	2400,00	96
25		Mulugunzinho	92	4000,00	106
26		Hipólito	87	4864,80	137
27	São Rafael	Santo Antonio/Entre Santos	88	1038,91	30
28		Serrote/Serra Branca	88	6638,84	171
29	Upanema	Baixa do Dutra	91	1042,35	33
<b>Total Est-Potiguar :</b>				<b>75097,88</b>	<b>2692</b>

## 2 - REGION SERIDÓ ORIENTAL

	Municipe	Projet	Date	Superficie	Familles
1	Jardim/S.J.Seridó	Fazenda Seridó	89	1943,00	150
2	Santana do Seridó	Tuiuí	93	146,50	4
3	Acarí	Boa Sorte	93	378,50	6
4	Jardim do Seridó	Viração	93	606,00	14
5		São Francisco	93	290,81	7
6		Catururé	93	1661,04	35
7	Parelhas	Almas/Mulungu	93	250,16	23
8		Sussuarana	93	165,05	21
9	Currais Novos	São Rafael		976,00	27
<b>Total Seridó :</b>				<b>6417,06</b>	<b>287</b>

## 3 - REGION MATO GRANDE

	Municipe	Projet	Date	Superficie	Familles
1	Bento Fernandes	Liberdade	95	574,00	25
2		Madalena	95	767,20	29
3		7 de Junho	95	226,50	8
4	Ceará Mirim	Santa Fé		518,04	153
5		Minamora		407,00	101
6		Retiro		452,00	56
7		Riachao		502,00	113
8		Pedregulho		306,00	96
9		São Miguel		290,40	122
10		Santa Agueda		1034,45	106
11		Jandaira	Jandaira		4216,00
12	Tubibau			3558,92	104
13	João Câmara	Boa Sorte	92	1185,61	50
14		Santa Terezinha	95	2390,00	89
15		Modelo/Nazaré	95	4687,16	165
16		Marajó	91	1562,49	52
17		Sao Lourenço	93	66,00	31
18	Maxaranguape	Zumbi/Rio de Fogo	87	1634,99	72
19	Pedra Grande	Canto da Ilha de Cima		2238,00	89
20	Pedra Preta	São Pedro		5908,00	140
21	Pedro Avelino	Feijão	87	1209,15	35
22	Pedro Velho	Riacho Limpo	95	360,00	112
23	São Bento do Norte	Santa Vitória		1968,09	70
24		Baixa da Quixaba	87	2400,22	62
25	Taipu	Lagradouro	87	306,85	42
26	Touros	Zabelé	93	10063,64	337
27		Lagoa do Sal	87	299,30	8
28		Lagoa do Boqueirao		10405,00	360
<b>Total Mato Grande :</b>				<b>59537,01</b>	<b>2743</b>

## 4 - REGION CANAVIAIRE

	Municipe	Projet	Date	Superficie	Familles
1	Espirito Santo	Cercado do Barbaço		66,88	62
2	Nísia Floresta	Oitizeiro		69,39	40
3		Alcaçuz	93	508,34	47
4	São José de Mipibu	Jardim		204,77	40
5	Várzea	Nova Santa Fé		38,95	36
<b>Total Zone canaviaire :</b>				<b>888,33</b>	<b>225</b>
71	<b>TOTAL RIO GRANDE DO NORTE</b>			<b>141940,28</b>	<b>5947</b>

Tableau établi par l'auteur à partir des données de l'INCRA-RN, 1996.

Les expropriations foncières pour cause de réforme agraire  
dans le *Rio Grande do Norte* ( de 1993 à 1995 )

Tableau 1 : Les propriétés expropriées au cours des années 1993-1994

Propriétaire	N° Procès	Propriété	Municipe	Surface (ha.)	Classification	Date décision
Eldorado Agricola Ltda	181/93	Zabelê	Touros	10.063	Improductive	18/03/93
Sebastião Teixeira Linhares	003/93	Maravilha	Carauabas	1.200	Improductive	21/03/94
COMAP	012/94	Casqueira	Areia Branca	995,0	Improductive	26/04/94
Soc. Téc. Eng. Comércio Ltda	438/93	Saramanbaia	João Câmara	2.391,0	Improductive	26/04/94
Manoel Dantas Barreto	439/93	Riacho Fechado et Riacho Fechado IV	Bento Fernandes	800,5	Improductive	02/08/94
Epouse de Manoel D. Barreto	092/94	Riacho Fechado III	Bento Fernandes	754,0	Improductive	02/12/94
Anderson Abreu Júnior	244/94	São Pedro	Pedra Preta	5.908,0	Improductive	02/12/94

Tableau 2 : Propriétés expropriées le 25 mars 1995

Propriétaire	Propriété	Municipe	Procès antérieur	Nouveau Procès	Surface totale (ha.)	Surface expropriée (ha.)
Ubirajara Ferreira da Silva	Canto da Ilha de Cima	Touros	1505/84	462/93	3.600,0	2.238,2
MASA	Itú/Santa Maria	Ipanguaçu/A.Bezerra	483/87	189/94	22.000,0	5.133,0
Fruta Sol	Independência	Mossoró	193/89	504/94	1.115,0	1.115,0
Agropecuária Santa-Fé	Cabelo do Negro	Mossoró	294/88	506/94	2.815,0	2.400,0
PLAMAG	PLAMAG	Carnaubais	937/89	735/94	6.565,0	6.565,0
COMAP	Canto Comprido	Carnaubais	552/87	733/94	3.694,0	3.694,0
COMAP	Passagarda	Areia Branca	179/89	538/94	931,5	931,5
Stijepan Barisic	Olho d'Água da Escada	Baraúna		533/93		251,0
Irmãos Arnoud Agropecuária S.A.	Modelo/Nazaré	João Câmara		432/94		4.689,2

Source : *Jornal da Terra*, INCRA-RN, Mai 1995, p.11

### C - L'action territorialisée du MST-RN et la mutation de l'identité paysanne

L'affirmation identitaire du mouvement se caractérise d'abord par l'imposition progressive et délibérée d'une dénomination nouvelle concernant les paysans. Il s'agit de celle « *des travailleurs ruraux Sans-terre* », utilisée systématiquement par le MST lui-même, qui met ainsi, à travers elle, très clairement l'accent sur l'injustice de la situation de ceux des travailleurs ruraux qui sont empêchés de travailler par manque de terre. Elle s'impose d'ailleurs, peu à peu, hors du mouvement, à l'ensemble de la société brésilienne et à toutes les échelles : campagne et ville, municipales, Etat et Fédération. Elle se substitue aussi, notamment dans la presse, aux dénominations bien plus traditionnelles encore utilisées au début des années 90, mais qui disparaissent presque complètement au fil des années, comme celles de "posseiros", ou de "colonos" qui renvoient de manière ambiguë et confuse à des situations et des statuts désormais obsolètes.

En second lieu, cette identification nouvelle se construit également dans l'affrontement avec les autres entités : classe sociale antagoniste des grands propriétaires fonciers, Gouvernements *estadual* et fédéral, syndicats ruraux traditionnels et concurrents, instituts spécialisés. A cet égard, l'identité socio-spatiale du MST-RN se construit ainsi par confrontation aux différentes formes de l'altérité du milieu social où se déploie son activité. L'image sociale du nouveau mouvement se construit peu à peu, comme nous allons l'examiner successivement, dans et par son affrontement à la police, à la classe des propriétaires fonciers, aux syndicats ruraux, ainsi qu'à travers sa prise en considération progressive dans les institutions officielles : parlements *estadual* et fédéral.

#### 1 - L'affrontement avec les latifundiaires et les mutations identitaires

Compte tenu de la nouveauté du MST-RN et de l'importance de l'enjeu social dont il se fait porteur, ce qui domine d'abord à son propos c'est une approche très péjorative et volontiers stigmatisante. Ce n'est que très progressivement que le mouvement s'impose peu à peu comme interlocuteur et/ou partenaire à la fois incontournable et acceptable. L'affrontement est d'abord évidemment sévère avec les latifundiaires. Ce qui est en cause, au-delà de l'affirmation identitaire du mouvement, c'est bien l'ordre socio-spatial lui-même.

##### a - La première approche policière du "complot MST" (Mai 1992)

A la suite de l'échec de la tentative d'*acampamento* dans la fazenda Itapitanga, municipe de São Gonçalo do Amarante, le 6 avril 1992<sup>1</sup>, se tient le 27 mai 1992, à l'initiative de la Coordination de la Police Civile (CODEPOL), une réunion à laquelle participent des policiers de la Police Militaire, de la Police Fédérale, de la Police Routière, mais aussi des représentants de l'ANORC<sup>2</sup> et de la FETARN, de l'INCRA et de l'ITERN. Concernant cette dernière institution, la presse souligne que c'est Ricardo Maranhão Alves qui la représente à cette

<sup>1</sup> voir supra, p.410.

<sup>2</sup> Association Norte-Riograndense des Eleveurs.



occasion, car depuis 60 jours, Manoel Montenegro, toujours titulaire de la Présidence de cet organisme public, est impliqué dans un procès en corruption <sup>1</sup>.

Cette réunion est l'occasion de prétendues "révélations" de la CODEPOL sur les plans du MST-RN et d'une tentative de contre-attaque des autorités face au développement de son activité. Selon Manoel de Brito, Secrétaire de l'Intérieur, de la Justice à la Sécurité publique, il aurait ainsi été mis à jour et empêché, « un nouveau plan d'invasion de terres, probablement commandé par Livânia Frizon et un groupe d'activistes qui s'auto-intitulent "Mouvement des Sans-terre", et qui ont tenté d'organiser une nouvelle invasion. Le plan consistait à envahir le Collège Agricole de Jundiá, la fazenda Arvoredo ou l'École Agricole de Ceará-Mirim, en faisant une marche vers le Palais Potengi, au cas où ce plan aurait échoué » <sup>2</sup>. Il doit admettre que « le gouvernement de l'Etat a conscience qu'il y a de l'inquiétude dans les campagnes, et qu'il est en train de travailler pour résoudre les conflits de terre ». Mais, pour les agents de la Coordination de la Police, « le problème des invasions s'explique de manière bien plus simple ». Selon eux « il ne s'agit pas d'un groupe de travailleurs qui auraient des problèmes avec un propriétaire », En vérité, estiment-ils, « le présumé groupe de Livânia est accusé d'allécher les travailleurs, dans diverses localités, par des promesses mensongères et de provoquer l'invasion, dans la probable tentative d'obtenir l'appui de quelque organe international, pour pousser au renforcement des invasions » <sup>3</sup>. Il n'y aurait donc là que complot, mensonges et manipulation. La première réplique officielle et policière à l'affirmation identitaire du MST-RN n'est donc guère flatteuse pour le mouvement et tente de le réduire à la seule dimension d'un obscur complot.

b - Seconde approche stigmatisante : l'accusation de "vol de bétail" ( Mars 1995 )

Les grands propriétaires, ruralistes, maîtres [ *donos* ] de la terre, ne peuvent eux-mêmes rester sans réagir au développement de l'activité du MST dans l'Etat du Rio Grande do Norte au cours de la première moitié des années 90. Ils se lancent en mars 1995 dans une tentative de contre-offensive, qui, prenant comme prétexte la multiplication de vols de bétail, vise en fait à essayer d'enrayer le déploiement des pratiques nouvelles du MST-RN, notamment les invasions-*acampamentos* des *latifundios* improductifs

Les éleveurs (« *pecuaristas* ») du Rio Grande do Norte expriment à ce propos leurs inquiétudes devant le nombre plus élevé de vols de bétail dans certaines régions de l'Etat, principalement dans le Mato Grande, le Littoral et l'Est. Selon eux, les plaintes seraient nombreuses, mais jusqu'à présent, regrettent-ils, aucune mesure n'a été prise pour combattre ce genre de larcin. Les grands propriétaires accusent directement les travailleurs ruraux appartenant au Mouvement des Sans-terre (MST) d'envahir les *fazendas* et de voler du bétail pour le manger. José Arnoud Jr,  *dono* [ maître ] de la *fazenda* Modelo, à João Câmara indique à ce sujet que sa propriété a déjà été envahie trois fois par le MST. Il se plaint d'ailleurs des diverses formes d'actions employées par le mouvement : « les envahisseurs sont toujours dans leurs campements et

<sup>1</sup> *Tribuna do Norte*, 28/5/92, «  *Brito acusa plano de invasão dos Sem-terra* ».

<sup>2</sup> « *Codepol descobre mais planos de invasão de terras no RN* » [ La CODEPOL découvre de nouveaux plans d'invasion de terres dans le RN ], *Diário de Natal*, 28/5/92

<sup>3</sup> *Diário de Natal*, 28/5/92 « *Reunião para questionar origem do movimento "sem-terras"* » [ Une réunion pour s'interroger sur l'origine du mouvement "sans-terre" ].

profèrent des menaces. La dernière fois, après que j'ai pourtant gagné une action en réintégration de propriété, le MST a organisé une *passada* (marche-protestation) dans le centre de João Câmara, avec la participation de la députée Fátima Bezerra, du PT, et de l'ex-député Souto Jr, au cours de laquelle ils ont fait huer mon nom, en disant qu'ils allaient envahir de nouveau ma fazenda, avec des menaces d'user de la force, si nécessaire, pour entrer dans la propriété ». Il observe que, d'après lui, le principal foyer d'agitation se situe géographiquement dans le Mato Grande. « Nous ne voulons pas, dit-il, de confrontation armée avec les gens du MST. Nous prétendons agir absolument dans le cadre de la légalité et c'est pour cela que nous en appelons aux autorités compétentes. Le Secrétaire à la Sécurité, Roberto Furtado, a déjà eu connaissance du problème, sauf que jusqu'à présent rien n'a été fait de concret »<sup>1</sup>.

On voit que les préoccupations des "pécuaristes" du Rio Grande do Norte, telles que les exprime José Arnoud Jr, dépassent de très loin les seuls prétendus vols de bétail et concernent, en fait, leurs inquiétudes face aux conséquences à attendre de la radicalité nouvelle du mouvement des Sans-terre. José Arnoud ajoute, en effet, que les principaux propriétaires ruraux sont favorables à la défense de la "tradition familiale". Mais, ajoute-t-il, cette tradition « tend à s'achever par une série de facteurs climatiques, bancaires, fiscaux, et aujourd'hui, viennent s'ajouter à tout cela l'absence de sécurité et l'intranquillité dans le milieu rural »<sup>2</sup>. Le MST serait donc condamnable parce qu'il ne joue plus le jeu de la tradition rurale nordestine et vient ajouter aux difficultés habituelles, celles qui sont liées à la virulence de ses actions.

Enfin, J. Arnoud exprime aussi de sévères critiques sur la politique de réforme agraire telle qu'elle est mise en œuvre. Pour lui, l'INCRA, l'ITERN et le SAR, devraient effectuer une sélection plus rigoureuse des paysans qui reçoivent des terres dans le cadre des Projets d'assentamentos, de façon à éviter qu'ils ne deviennent par la suite des "professionnels" de l'invasion des fazendas. En outre, il suggère que soit faite une réévaluation des causes d'échec de tous les assentamentos réalisés au cours des dix dernières années dans l'Etat du Rio Grande, car, d'après lui, ils sont à l'origine d'« une déperdition flagrante des ressources publiques »<sup>3</sup>. C'est donc bien, une nouvelle fois, à travers ses modalités mêmes, et au nom de l'intérêt général, le principe même de la réforme agraire qui est ainsi mis en cause.

En fait, José Arnoud Jr n'est, ce faisant, que le premier porte-parole d'une contre-offensive concertée des grands propriétaires fonciers du Rio Grande do Norte contre la réforme agraire elle-même. Quelques jours plus tard, en effet, les « agropécuaristes » de l'Etat se réunissent au siège de l'Association Commerciale du Rio Grande do Norte, pour « dénoncer l'organisation du mouvement des "sans terre" et exiger des mesures des autorités au sujet des problèmes d'invasion de leurs propriétés »<sup>4</sup>. Participent, à l'invitation de l'ANORC, à cette réunion des hommes politiques conservateurs, députés de l'Etat, José Adécio Costa, Carlos Marinho, Valério Mesquita, Nelson Freire, Ricardo Mota, et l'ex-sénateur Moacir Duarte. Selon la presse, « divers entrepreneurs témoignent sur le problème de l'invasion des terres productives, comme ce fut le cas de José Arnoud Fils, dit "Arnozinho", qui a eu son bureau

<sup>1</sup> « Les éleveurs sont préoccupés par l'augmentation du vol de bétail dans l'intérieur », *Diário de Natal*, 17/3/95

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> *Ibidem*

<sup>4</sup> « Les propriétaires dénoncent les "Sans-terre" » *Tribuna do Norte*, 23/3/95

envahi par des agriculteurs dits sans terres armés de faucilles, de machettes et de coutelas, et sa fazenda "Buraco Seco", localisée dans le municípe de João Câmara, occupée trois fois. Les agriculteurs exigeaient que ses terres soient considérées comme improductives alors qu'en vérité elles sont parmi les plus productives de la région du Mato Grande »<sup>1</sup>.

Sous le faux prétexte du vol de bétail, c'est donc bien plutôt d'une mise en cause de l'activité du MST qu'il s'agit. Mais le prétexte ne tient guère. Lui-même mis en cause, on l'a vu, par les grands propriétaires, du fait de son "inaction" face à ces vols, le Secrétaire à la Sécurité, Roberto Furtado, réagit rapidement. Il déclare qu'il n'existe pas de statistique du nombre de têtes de bétail qui ont été volées dans les fazendas, mais qu'il est cependant attentif à la question : « le problème est qu'on ne peut identifier précisément qui vole du bétail. Il y a quelques temps déjà est venu ici, au Secrétariat, un citoyen qui accusait les Sans-terre d'envahir les propriétés pour voler le bétail, afin de manger. Cependant, ce même citoyen n'a pas su identifier exactement qui ils étaient ». La responsabilité pour un vol quelconque, précise-t-il, doit être celle d'une ou plusieurs personnes physiques et non celle d'un groupe déterminé, comme on en accuse le MST. Enfin, il souligne encore que des « vols de bétail ont déjà eu lieu il y a un an dans la région Ouest où il n'y a personne qui soit lié au MST, mais plutôt des personnes qui volent pour commercialiser ensuite le bétail »<sup>2</sup>. L'accusation de vol de bétail, comme arme d'une nouvelle tentative de contre-offensive des fazendeiros du Rio Grande contre le MST-RN fait donc, assez piteusement, long feu.

Au contraire, l'épisode offre plutôt l'occasion à Livânia Frizon de répliquer, au nom du MST. Elle estime que « la campagne des latifundiaires démontre surtout la peur qu'ils ont de la publication d'une liste d'un million d'hectares que le Gouvernement fédéral s'apprête à publier, dont de nombreuses terres improductives de l'Etat » du Rio Grande do Norte. Elle explique que seules les terres improductives sont envahies par le MST-RN. Dans la région du Mato Grande, qui inclut João Câmara, 720 familles ont été "installées" au titre de la réforme agraire, sans qu'aucune terre n'ait été occupée, à cette date. « Seuls ceux qui n'ont pas encore d'assentamento sont à la recherche de terres improductives à envahir. Dans la région, entre 80 et 100 mille hectares sont sans une quelconque utilité agraire ». Le MST profite de l'occasion pour dénoncer les latifundiaires qui « pour ne pas perdre la propriété des terres, y mettent deux ou trois têtes de bétail pour tromper les techniciens de l'INCRA, empêchés de faire l'évaluation de l'improductivité de la terre. C'est d'ailleurs l'INCRA qui a pourtant caractérisé ainsi la fazenda Modelo de Arnoud comme improductive »<sup>3</sup>.

Hélio Freitas affirme, de son côté, que les accusations portées par les entrepreneurs ruraux à l'encontre de son mouvement sont « totalement infondées et qu'ils tentent de détourner les désappropriations, de monter la société contre les travailleurs par une nouvelle magouille pour déstabiliser la lutte pour la réforme agraire dans l'Etat »<sup>4</sup>. Il indique que l'ITERN a publié un document qui désigne la région du Mato Grande comme étant la principale zone de l'Etat pour la concentration de terres improductives. Il pense enfin qu'il existe « tout un montage du Président de l'ANORC, de "Arnozinho" qui est un ami du

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> « Le Secrétariat à la Sécurité demande que soient précisées les dénonciations des éleveurs », *Diário de Natal*, 17/3/95.

<sup>3</sup> Conférence du MST-RN, « Les Sans-terre vont faire un procès au patron de la fazenda Modelo », *Diário de Natal*, 22/3/95

<sup>4</sup> « Le Mouvement des Sans-terre dénonce les manoeuvres des grands propriétaires ». *O Grande Natal*, 26/3/95.

Gouverneur (...) pour changer le Superintendant régional de l'INCRA, José Maria, et mettre à sa place un homme de confiance à eux, démoraliser les Projets d'assentamentos qui existent déjà et dénigrer l'image de ceux qui appuient la lutte des Sans-terre, comme c'est le cas de la députée Fátima Bezerra »<sup>1</sup>.

L'épisode de l'accusation de vol de bétail à l'encontre du MST-RN par les latifundiaires tourne donc à la confusion de ses instigateurs. Il a cependant le mérite d'éclairer les enjeux de la réforme agraire dans le Rio Grande do Norte. Mais ses adversaires vont alors tenter de rebondir sur un terrain plus politique et institutionnel, sans beaucoup plus de succès d'ailleurs.

c - Le MST-RN au centre des débats en Commission parlementaire

(Mars-Avril 1995)<sup>2</sup>

Les grands propriétaires portent en effet le débat dans l'arène parlementaire, pensant y être en terrain d'avance conquis et bien plus sûr. A la demande de l'ANORC<sup>3</sup>, la Commission de Développement Economique et Social de l'Assemblée Législative du Rio Grande do Norte consacre une partie de sa session du 28 mars 1995 à une première discussion sur les occupations illégales de terres qui ont lieu dans l'Etat à l'initiative du MST-RN. Pour cette première séance, siègent à la tribune : le Président de la Commission Parlementaire, le député Frederico Rosado, le Secrétaire à la Sécurité Publique, Le Procureur-Général de l'Etat, le Président de l'ANORC, Kleber Bezerra, et le Président de la FETARN, Manoel Cândido.

La tenue de cette session permet d'abord aux propriétaires récemment "désappropriés", Telmo Barreto, José Arnoud Júnior et Uribajara Guerra, d'exprimer leurs sentiments au sujet, disent-ils, des « menaces d'invasions de leurs terres orchestrées par le MST que doivent affronter les propriétaires ruraux et du climat de tension qu'affronte toute leur classe », ainsi qu'à Raimondo Soares de Miranda, commerçant du municipe de Touros, qui a eu son supermarché pillé à l'époque de l'occupation de la fazenda Zabelê, d'exprimer son mécontentement.

Sont également présents Francisco Urbano, Président de la CONTAG, Antônio Capistrano, Président de l'ITERN, et José Maria da Rocha, Superintendant de l'INCRA, à qui il est accordé un temps de parole de seulement dix minutes pour présenter des réponses aux accusations portées contre les « autorités », et que l'INCRA est censé représenter dans ces circonstances. Bien qu'assez longue, la séance n'offre aucunement au MST la possibilité de s'exprimer. Aussi, étant données les innombrables accusations dont il est l'objet, il y a rejet par la grande majorité des députés de « la forme d'action des Sans-terre et des vols de bétail, auquel s'ajoute la non-reconnaissance de la légitimité de ce mouvement en tant que représentant des travailleurs ruraux, puisqu'il va jusqu'à ne pas posséder d'identité »<sup>4</sup>. La députée Fátima Bezerra (P.T., Parti des Travailleurs) exprime pourtant la requête, qui est finalement retenue, que la Commission se réunisse bientôt une nouvelle fois sur le sujet, mais cette fois en présence de dirigeants du MST, qui pourront ainsi exposer de vive voix leurs orientations et avoir la possibilité de justifier leurs formes d'actions.

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> « L'Assemblée Législative discute de l'occupation des terres par les travailleurs ruraux », *Jornal da Terra / INCRA-RN*, Mai 1995, p.9.

<sup>3</sup> *Associação Norte-Riograndense dos Criadores* [ Association des éleveurs du Rio Grande do Norte ],

<sup>4</sup> Idem, *Jornal da Terra*, art. cité, souligné par nous (J-Y M.)

Cette nouvelle réunion de la Commission se tient effectivement le 18 avril 1995, en présence de neuf députés seulement, les galeries du public étant remplies de travailleurs ruraux installés (« *assentados* ») dans divers Projets, ainsi que de représentants d'organes officiels : INCRA, UFRN, AACC, ITERN, IDEC, etc. concernés par le sujet.

Aux côtés du député Frederico Rosaldo, Président de la Commission parlementaire, ont pris place à la tribune officielle, José Carlos da Silva, représentant de la Commission Pastorale de la Terre, Moanel Cândido da Costa, Président da FETARN, Hélio Freitas, Coordinateur *estadual* du Mouvement des Sans-terre, Vilma Aparecida, Coordinatrice *estaduale* de la CUT<sup>1</sup>. Cette dernière, utilisant son premier tour de parole, exprime aussitôt son appui et sa reconnaissance au Mouvement des Sans-terre en lutte pour la réforme agraire et présente son action depuis 1979, qui touche désormais, tient-elle à souligner, 23 Etats de la fédération brésilienne sur 27.

A ces mots en faveur de la réforme agraire les six députés qui restent encore présents en séance, puisque trois autres s'étaient retirés dès l'ouverture de la séance en signe de protestation, disent « se dissocier du radicalisme et à l'autoritarisme employé dans les invasions de terres » par le MST, car, selon eux, la lutte se doit d'être institutionnelle et non reposer sur la violation des droits : « la justice doit être cherchée dans le champ de la légalité et s'appuyer sur la politique agricole et agraire ». Ils font également état « d'*assentamentos* qui seraient des échecs, comme le Projet Lagoa do Boqueirão et d'autres ». Le Président de la FETARN, Manoel Cândido da Costa, leur répond alors que, selon lui, même ainsi dans ces zones, « si on s'enquerrait auprès des travailleurs de savoir s'ils désirent quitter ces lieux où ils sont avec leur familles, certainement la réponse serait négative ». Il propose ensuite, « en tant que représentant des autres mouvements populaires en charge des travailleurs ruraux, de créer au sein de la chambre des députés, une commission qui visite les aires d'*assentamento*, permettant des conclusions plus réalistes, ainsi que de participer aux négociations pour solutionner les conflits de terre existant dans l'Etat »<sup>2</sup>. Le débat porte donc bien, une nouvelle fois, sur la nécessité d'une évaluation plus réaliste de l'état des lieux dans les Projets d'*assentamentos* du *Rio Grande do Norte* qui puisse aboutir à des conclusions plus nuancées que celles issues de la polémique à leur sujet.

A travers ces deux séances de la commission spécialisée de la Chambre des députés du *Rio Grande do Norte*, on voit donc que, au printemps 1995, la tentative des latifundiaires, pourtant largement sur-représentés dans cette chambre, d'utiliser le Parlement comme tribune pour faire obstacle à la poussée du MST dans l'Etat, en condamnant son action et en repoussant sa légitimité, fait à son tour long feu. Au contraire, la seconde séance tourne plutôt au résultat inverse : le MST-RN y obtient des soutiens publics, ainsi qu' une sorte d'officialisation.

L'épisode provoque, en outre, une clarification nécessaire de la position de la FETARN, syndicat rural traditionnel, qui, jusqu'alors s'était maintenue dans une coopération, parfois très poussée, non seulement avec les autorités publiques chargées de la mise en œuvre de la réforme agraire, mais parfois avec les grands propriétaires eux-mêmes. Il n'est ainsi pas sans intérêt d'examiner les étapes successives du positionnement de la FETARN à l'égard du MST, dans la période 1990-1996,

<sup>1</sup> Confédération Unitaire des Travailleurs.

<sup>2</sup> *Jornal da Terra*, *ibidem*.

qui a vu la montée de l'activité de ce dernier dans le *Rio Grande do Norte*.

## 2 - L'évolution des rapports des syndicats ruraux traditionnels ( FETARN<sup>1</sup> ) avec le MST.

Ces rapports passent d'un certain mépris initial (1990-1992) à la coopération actuelle plus normale (1992-1996) , en passant néanmoins en 1992, par un malheureux moment d'égarement, c'est-à-dire de compromission de la FETARN avec la police et les grands agrariens, à l'encontre du MST.

### a - Le temps du mépris (1990-1992)

Suite à l'occupation du siège de l'INCRA, par 80 Sans-terre, le 15 octobre 1990, une réunion se tient dans les locaux occupés, avec le Superintendant de l'INCRA, Roberto Tolentino, et des représentants de la FETARN, le président Mário Dantas, et des Sans-terre, dont Livânia Frizon. Or, comme le rapporte la presse, « alors que le Superintendant de l'INCRA se montre inflexible pour accepter la proposition des Sans-terre, qui inclut au-delà des titres de propriété, semences et aliments, le Président de la FETARN se montre opposé à l'occupation de la fazenda Marajó, dont la terre a déjà été expropriée il y a trois mois, alléguant que celle-ci appartient à d'autres travailleurs »<sup>2</sup>. Au début de la période la FETARN se montre ainsi résolument opposée aux pratiques nouvelles du MST, par peur de la concurrence sans doute, mais peut-être en sous-estimant aussi l'efficacité de ses méthodes.

En 1992 encore, après la première occupation de la fazenda Rockefeller<sup>3</sup>, la FETARN, ainsi que le Syndicat des Travailleurs Ruraux de São Gonçalo do Amarante, ne veulent pas, délibérément, participer aux négociations en cours. Ils font même savoir à cette occasion au Gouvernement qu'ils ne participeront d'ailleurs plus dans l'avenir à de telles négociations, parce que, disent-ils, ils « n'approuvent pas la manière de conduire les négociations du MST, en persistant à rester sur la terre, tout en sachant l'impossibilité, puisque la propriété possède déjà une fin définie »<sup>4</sup>. De toute évidence, les syndicats ruraux traditionnels voient d'un mauvais œil l'apparition d'un mouvement concurrent sur leur propre terrain social et revendicatif.

### b - Un moment d'égarement (27 mai 1992)

Ce moment d'égarement est celui, heureusement très bref, où les syndicats ruraux traditionnels vont aller jusqu'à faire apparemment cause commune avec les grands propriétaires et avec la police.

Participant à une réunion, en date du 27 mai 1992, organisée par la CODEPOL<sup>5</sup>, le président de la FETARN, Mario Dantas explique ainsi que sa fédération et certains de ses syndicats affiliés ont été contactés par Livânia Frizon du MST. Mais, avoue-t-il, au sujet des *acampamentos* « nous étions préoccupés par les familles qui viendraient à participer à ce

<sup>1</sup> *Federação dos Trabalhadores na Agricultura do Rio Grande do Norte*.

<sup>2</sup> *Tribuna do Norte et Diário de Natal*, 16/10/90.

<sup>3</sup> Voir supra.

<sup>4</sup> *Tribuna do Norte*, 23/10/91.

<sup>5</sup> Coordination de la Police, Cf. Supra.

mouvement. Nous craignons pour la vie des chefs de familles, car il pouvait y avoir des réactions de la part des propriétaires des terres envahies »<sup>1</sup>. Il reconnaît également que « s'il est favorable à la réforme agraire, il est en désaccord avec la forme d'action que Livânia Frizon et son groupe sont accusés de faire ». Il appelle aussi « les travailleurs ruraux à être prudents sur les informations erronées qui sont données par les organisateurs d'invasions ». Au cours de la réunion il affirme enfin que « durant l'invasion de la fazenda Marajó, beaucoup de travailleurs ruraux qui furent trompés, se sont repentis et se sont retrouvés prisonniers, habitant dans des baraques sans pouvoir retourner dans leur maison, en une espèce de séquestration »<sup>2</sup>. La FETARN accentue donc nettement ses critiques à propos des formes d'action du MST-RN.

Le représentant de l'ANORC, c'est-à-dire des grands propriétaires fonciers, enfonce alors le clou en allant jusqu'à suggérer que la FETARN, « qui est la représentante légitime des travailleurs, fasse un travail d'éclaircissement auprès des travailleurs, en expliquant comment fonctionnent les processus de désappropriation, d'*assentamentos* et autres détails de la réglementation foncière, pour éviter que des personnes de mauvaise foi puissent mettre les travailleurs peu éclairés dans des aventures qui signifient, y compris, le risque de leur vie ». Le Secrétaire à la Sécurité publique affirme, quant à lui, que s'il en est ainsi, le Gouvernement de l'Etat « donnera un appui matériel à la FETARN dans cette initiative »<sup>3</sup>. Les autorités choisissent donc clairement entre MST et FETARN, et appellent clairement cette dernière à plus de collaboration, pour freiner l'émergence du MST.

#### *c - Le temps de la coopération/concurrence ( 1992-1996)*

Au cours de cette dernière période, qui est désormais devenue celle de concurrence dans la coopération, la FETARN finit même par adopter certaines des pratiques nouvelles du MST-RN, ce qui est une manière comme une autre d'en reconnaître le bien-fondé et l'efficacité. Ainsi le 6 juillet 1993, le siège de l'INCRA, est occupé par 250 travailleurs ruraux venant de 18 municipes du *Rio Grande do Norte*, et « organisés par la FETARN » !... Ils exigent une solution immédiate du Gouvernement pour les divers Conflits de Terre dans l'Etat, certains traînant depuis plus de cinquante ans. Leur mot d'ordre est : « **Nous exigeons des désappropriations immédiates pour les zones de conflits - STRs / FETARN / CONTAG** ». Voilà qui n'est évidemment pas sans rappeler la radicalité des mots d'ordre du MST.

Mais les objectifs se rapprochent aussi. Au cours de la Conférence de presse commune MST-RN, FETARN, PT, à l'occasion du **Forum de la campagne**, le 9 novembre 1995, Eliziel Barbosa, le trésorier de la FETARN, avance ainsi que le gouvernement devrait se préoccuper surtout de l'infrastructure des 69 « zones d'installation » [ *assentamentos* ], la majorité d'entre-eux étant toujours sans services de base, comme l'électricité et les logements<sup>4</sup>. Il souligne surtout à cette occasion que désormais, selon lui, « la pensée du MST est la même que celle du mouvement syndical des travailleurs ruraux : faire en sorte que l'homme de la terre reste à la campagne pour produire »<sup>5</sup>, ce qui exprime au moins une convergence des objectifs sinon des méthodes.

<sup>1</sup> *Tribuna do Norte*, 28/5/92

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> *Tribuna do Norte*, 9/11/95.

<sup>5</sup> *Diário de Natal* 9/11/95. C'est nous qui soulignons (J-Y M.)

Finalement, après une période de flottement, les syndicats ruraux ont fini par admettre la présence et la concurrence du MST-RN sur un terrain qui était jusqu'alors exclusivement le leur. La reconnaissance de l'originalité identitaire de cet encombrant partenaire va même jusqu'à l'adoption de certaines de ses formes d'action. Mais ces convergences nouvelles ne conduisent cependant pas à la dissolution identitaire du MST. Cette identité spécifique s'exprime toujours fortement à travers certains aspects de la personnalité des dirigeants et des militants de base du mouvement.

### 3 - Identité du MST-RN/ Identités des militants.

Plusieurs aspects participent à la formation de l'image sociale du nouveau mouvement dans l'opinion publique, et constituent aussi une contribution plus générale à la mutation de l'image des paysans dans les représentations collectives. C'est en particulier le cas grâce à la place des femmes et des jeunes dans la direction du mouvement, ainsi que par l'image des militants de base des *acampamentos* peu à peu véhiculée par la presse et les médias, au fur et à mesure des initiatives du MST-RN..

#### a - Un mouvement dirigé par des femmes et des jeunes

Pendant toute une période, le MST-RN est d'abord étroitement associé au nom de Livânia Frizon, jeune femme de 28 ans en 1992. La presse et les autorités ne manquent jamais de souligner son origine géographique très éloignée du Rio Grande do Norte, puisqu'elle vient du Rio Grande do Sul, à l'extrémité sud du Brésil.

Au moment, par exemple, de l'échec de la tentative d'*acampamento* de la *fazenda* Itapitanga ( São Gonçalo do Amarante) en avril 1992<sup>1</sup>, les journaux indiquent à son propos que « selon des informations de la POLINTER du Rio Grande do Sul, elle a une formation en pédagogie dans cet Etat. Elle est née dans la cité « gaucha » de Nova Preta, mais a déjà participé à des tentatives d'invasions de propriétés particulières dans diverses cités de Santa Catarina, dont Quilombo, Adelaide, Palma et Chapecó »<sup>2</sup>. Mise en prison préventive pendant un mois avec deux autres jeunes dirigeants du MST-RN, suite à cet échec, elle continue par la suite, plus que jamais, à personifier le mouvement pour la presse et l'opinion publique.

Le mouvement autorise un accès à des postes de responsabilité de ses dirigeants qui fait une large place aux jeunes, voire très jeunes, responsables. C'est, par exemple, le cas avec Francisco Hélio Oliveira de Freitas, 25 ans. « cearense »<sup>3</sup> qui dirige le MST-RN depuis quelques années. Il est l'un des quinze membres du collège national qui militent dans le MST-Brésil pour l'accélération de la réforme agraire et l'installation de travailleurs ruraux. Né à Quixadá, dans le Sertão central du Ceará, il a seulement étudié jusqu'au niveau de la 5ème série du 1er degré. Mais, dit-il, il n'est pas nécessaire d'avoir fait beaucoup d'études pour être militant : « ce qu'il faut, quand on entre dans le Mouvement, c'est être un Sans-terre »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Voir supra.

<sup>2</sup> *Diário de Natal*, 8/4/92

<sup>3</sup> Originaire du Ceará, Etat nordestin voisin du Rio Grande do Norte.

<sup>4</sup> « *Leçons d'un leader né du MST* » *Tribuna do Norte* 14/5/95.



C'est également le cas avec Edmilson Oliveira Lima de la coordination du MST-RN. Edmilson, dont l'*assentamento* d'origine est celui de Marajó, dans le municipe de João Câmara ( le premier nous l'avons-vu qui ait été établi dans le *Rio Grande do Norte* ) a participé à sept des huit *acampamentos* qui y ont eu lieu par la suite. « Tout ce que nous voulons, précise-t-il, c'est un morceau de terre pour que chaque agriculteur puisse travailler ». Il revendique son appartenance à une seconde génération de militants du MST. « Nous, fils d'*assentados*, formons de nouveaux leaders pour donner de la continuité à la lutte pour la réforme agraire ». Le MST, explique-t-il « est un mouvement auto-soutenu, où des dirigeants sont toujours en cours de formation. Chaque fois que nécessaire, les travailleurs qui forment les directions estaduais du MST, sont déplacés dans les autres Etats afin de donner de l'aide aux mouvements d'occupation »<sup>1</sup>. C'est bien ainsi que Livânia Frizon, nous l'avons vu, qui a d'abord organisé des *acampamentos* dans l'Etat du Rio Grande do Sul, est venue faire profiter le MST-RN de son expérience en la matière. Un plus large déploiement géographique du Mouvement, à l'échelle de toute la fédération, est donc ainsi plus efficacement organisé.

Ces responsabilités systématiquement confiées à de très jeunes dirigeants contribuent sans aucun doute non seulement à forger une image dynamique pour le MST lui-même, mais également à modifier la représentation sociale traditionnelle du paysan du Nordeste. La presse joue visiblement le jeu à cet égard. En janvier 1996 les deux principaux journaux accordent, photos à l'appui, des entretiens à deux de ces jeunes dirigeants. Edmilson Oliveira Lima s'exprime ainsi dans le *Diário de Natal*<sup>2</sup>. Quant à Cícera Guedes da Silva, très jeune dirigeante, la *Tribuna do Norte*, lui consacre un long entretien, à la fois stratégique et technique, sous le titre : « *La réforme agraire est une question de citoyenneté* »<sup>3</sup>.

La place ainsi accordée aux jeunes, et notamment aux jeunes femmes, à la direction du MST, contribue efficacement à mettre en cause l'image traditionnelle, pourtant si fortement ancrée, du paysan nordestin. Cette évolution se fonde également sur l'identité nouvelle des paysans militants de base du MST-RN dans les *acampamentos* et les *assentamentos*.

#### b - Les "acampados" militants de base.

Concernant les paysans eux-mêmes, engagés dans ces *acampamentos*, prenons quelques exemples de Sans-terre, participant à la lère occupation de la *fazenda Rockefeller* (São Gonçalo do Amarante), en septembre 1991<sup>4</sup>.

**Augusto Vidal** est l'un de ces *acampados*. Quatre ans avant, il est parti pour la ville parce qu'il ne trouvait pas de travail à la campagne. Pour survivre avec sa femme et ses trois enfants les plus jeunes - les plus âgés étant à São Paulo - il y a fait des travaux de nettoyage, de jardinage, ou d'autres activités plus ou moins liées à la terre. Mais, aujourd'hui, sa participation à l'*acampamento* représente un espoir de reterritorialisation à la campagne, après cette tentative malheureuse de survie en milieu urbain. « Tout ce qu'on veut ici, explique-t-il à propos de l'*acampamento*, c'est de pouvoir planter pour manger, et vendre

<sup>1</sup> *Diário de Natal*, 8/11/95.

<sup>2</sup> « *Líderes do Movimento sem terra falam sobre o tumulto de Touros* », *Diário de Natal*, 24/01/96.

<sup>3</sup> « *Reforma agrária é uma questão de cidadania* », *Tribuna do Norte*, 28/01/96.

<sup>4</sup> Voir supra.

le reste pour se nourrir ». Il justifie l'occupation illégale que constitue l'*acampamento* par l'improductivité de la terre ainsi envahie : « Ces terres sont sans cultures depuis tant d'années, et nous, nous avons besoin de terrain pour travailler ». La radicalité apparente de l'action en cours est strictement ramenée à la seule nécessité de faire bouger les autorités officielles : « Personne ne veut se heurter au gouvernement, nous voulons seulement qu'il crée les conditions de travailler ici »<sup>1</sup>.

2 - **Maria Silvestre**, 31 ans, trois enfants, souligne, quant à elle, qu'avec l'*acampamento*, il s'agit de tenter de mettre un également un terme à une insupportable vie d'errance : « nous n'avons pas de lieu sûr, nous allons d'une *fazenda* à une autre, parce que les maîtres [donos] nous envoient ailleurs. C'est une vie de nomade ». Elle affirme que, même dans les conditions de précarité dans lesquelles ils vivent dans leur *acampamento* de la *fazenda* Rockefeller, leur situation reste pourtant bien meilleure que celle qu'ils pourraient connaître dans d'autres lieux. Elle a trois enfants, mais seuls deux sont avec elle, l'autre étant avec son mari, qui ne sait même pas où elle est allée. « Lui est parti d'un côté chercher la terre pour travailler et moi je suis venue là. Le premier qui réussira ira chercher l'autre »<sup>2</sup>. Elle témoigne ainsi d'une stratégie familiale délibérée pour parvenir à la reterritorialisation rurale. Cette aspiration est donc très forte. Dans ce cas elle constitue même le seul espoir de reconstitution d'une famille pour l'instant séparée dans sa recherche de la terre pour vivre et s'installer.

3 - Un autre *acampado*, **Josué Cosme da Silva**, qui vient de São Pedro, souligne que : « si on avait de quoi semer, ici ça donnerait une verdure de toute beauté, parce que le terrain est très bon et qu'il y a de l'eau dans cette lagune, juste à côté »<sup>3</sup>. Il exprime lui-aussi non seulement la "faim de terre" qui le motive dans ces circonstances, mais également sa volonté de produire et de vivre de sa production. Il affirme sa compétence à la mettre mieux en valeur que ça n'est le cas pour l'instant.

La constatation s'impose que l'action du MST s'appuie fondamentalement sur une profonde aspiration à la reterritorialisation rurale reposant sur la propriété familiale de la terre. L'identité des militants de base du MST est bien celle de paysans qui souhaitent intensément le rester ou le redevenir. La grande nouveauté introduite par l'implication et l'engagement au sein du mouvement est donc surtout celle de l'abandon de la résignation, du fatalisme généralement imputés aux ruraux nordestins. Le passage à l'acte que constitue la participation à une action revendicative plutôt radicale d'invasion, d'occupation et d'*acampamento* représente et traduit incontestablement cette mutation de l'identité paysanne. Dans quelle mesure et comment l'opinion publique est-elle conduite à enregistrer cette mutation ?

#### 4 - Opinion publique et nouvelle identité paysanne

Il faut, en effet, s'interroger pour finir sur les circonstances, les modalités et les effets de l'évolution des représentations de l'opinion publique au sujet du MST et de la revendication renouvelée de réforme agraire dont il se fait porteur. On peut les mesurer à différentes échelles.

<sup>1</sup> Tribuna do Norte, 02/10/91

<sup>2</sup> Diário de Natal, 03/10/91.

<sup>3</sup> Idem.

a - à l'échelle estadual

Dans le *Rio Grande do Norte* l'opinion publique est régulièrement sollicitée par le MST-RN et sa multiplication d'Actes publics, particulièrement dans la capitale, Natal. Ils sont autant d'occasion d'afficher et d'expliquer les objectifs du mouvement, avec des arguments susceptibles d'emporter la conviction d'une part de plus en plus large de l'opinion.

Le 4 mai 1995 le MST mobilise ainsi toute la journée les travailleurs sans-terre, en organisant des manifestations dans le Centre de Natal. Le matin il se tient un "Acte Public" sur la Place André de Albuquerque, et l'après-midi un document est déposé au Palais du Gouverneur. Ensuite, les travailleurs ruraux font une "passeata", quittant le Palais du Gouverneur pour emprunter les principales rues de la Cidade Alta. Formant deux files indiennes les travailleurs parcourent l'avenue Rio Branco, principal axe du centre ville, et retournent enfin sur la place André de Albuquerque, pour un nouvel Acte Public<sup>1</sup>.

A cette occasion le MST du *Rio Grande do Norte* accueille d'ailleurs son premier dirigeant fédéral, João Pedro Stédile. Il est à Natal pour participer à l'Assemblée estadual du MST, ainsi qu'au lancement, à l'Assemblée Législative, de la "Campagne pour la Démocratisation de la Terre", au niveau local. Interrogé par la presse, il saisit l'occasion de souligner que « dans le seul *Rio Grande do Norte*, les 74 fazendeiros en dette à l'égard de la Banque du Brésil, doivent ensemble 40 millions de Réais », et que, si leurs terres étaient désappropriées pour rembourser ces dettes, cette mesure pourrait permettre immédiatement l'installation de 3.000 familles de travailleurs ruraux. La lutte du MST, selon lui, va bien dans le sens de l'application du processus de réforme agraire, avec l'objectif de mettre la terre entre les mains de ceux qui la travaillent. Le MST se bat pour que tout le monde ait de meilleures conditions de vie, avec le droit au travail, au logement, à l'éducation et à la santé. Il souligne que, selon l'INCRA même, dans tout le pays, il existe 400 millions d'hectares en propriété privée, dont 180 millions sont classés comme terres improductives ou mal utilisées. Le Brésil compte 4.8 millions de familles Sans-terre, et « la raison d'être du MST, est d'organiser les travailleurs ruraux pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il applique la Loi Agraire, pour corriger cette énorme distorsion sociale et économique que représente une telle concentration de terres ». Il observe que dans tout le territoire national, existent 670 zones de conflits ruraux concernant plus de 500.000 paysans, et qu'il y a particulièrement une plus grande tension sociale encore dans les régions du Nordeste. Pour lui, cette tension sociale s'est encore aggravée au cours des derniers mois, du fait de la politique agricole du gouvernement qui, dit-il, « abandonne la petite agriculture ». Il critique à ce propos le Président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, pour avoir placé à la tête du ministère de l'Agriculture « un banquier et grand latifundiaire », parlant du ministre José Eduardo Andrade Vieira, qui est propriétaire [ dono ] de 275.000 hectares de terre dans le Paraná<sup>2</sup>. L'argumentation développée à Natal par le principal leader fédéral du MST-Brésil contribue, de cette manière, à justifier les revendications du mouvement, en articulant celles-ci à plusieurs échelles. Elles y gagnent, assurément, en légitimité et en efficacité.

<sup>1</sup> « Les Sans-terre réalisent un acte public et des manifestations », *Diário de Natal* 5/5/95

<sup>2</sup> « Aujourd'hui assemblée des Sans-terre », entrevue de João Pedro Stédile, dirigeant national du MST. *Diário de Natal*, 5/5/95

A cette occasion, un document résumant les revendications du MST-RN est d'ailleurs remis au Gouvernement estadual :

Tableau 26 : "Ce que veut le MST" ( Natal, 4 mai 1995)

<b>CE QUE VEUT LE MST<sup>1</sup></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Donner la priorité aux désappropriations de terres dans la Zone de la canne à sucre, dans la région de <i>Mato Grande</i> et dans les municipes du Grand Natal.</li> <li>• Recadastrage et identification des terres publiques en friches et mal exploitées pour la réforme agraire.</li> <li>• Identification des <i>latifundios</i> improductifs, terres dévolues et propriétés en dette avec l'Etat et les Banques, pour permettre de constituer un stock de terres pour que le Gouvernement puisse implanter la politique agraire.</li> <li>• Désappropriation des terres dont les ressources sont gaspillées ou qui ne sont pas en règle avec le Finor ou la Sudene.</li> <li>• Création d'une commission agraire estadual.</li> <li>• Relance du PAPP donnant la priorité aux zones d'installation (<i>assentamentos</i>).</li> <li>• Donner la priorité aux aires d'<i>assentamento</i> pour les actions du Programme Communauté Solidaire.</li> <li>• Création d'un Programme d'Appui aux Aires d'<i>Assentamento</i>, avec une dotation budgétaire pour engager la production, la petite agro-industrie et les services sociaux qui garantissent des conditions de vie dignes aux <i>assentados</i> (installés).</li> </ul>

Les revendications du MST-RN reposent donc principalement sur trois orientations :

1 - élargir les terres expropriables, privées et publiques, en ajoutant toutes celles qui sont improductives et/ou ne sont pas en règle avec le fisc, les banques ou les organismes officiels.

2 - Corriger le déséquilibre géographique observé jusqu'à présent dans l'implantation des Projets d'*assentamentos* de réforme agraire, en privilégiant désormais non plus seulement le Mato Grande, mais aussi la Grand Natal et la zone sucrière.

3 - Apporter une aide plus résolue et efficace aux *assentamentos* existants, par la relance des programmes d'aide en cours ( ex: PAPP) et par la création de nouveaux.

b - à l'échelle fédérale, devant l'Assemblée de Brasília (6 décembre 1995).

Le développement de l'activité du MST-RN finit par connaître un écho jusque dans l'enceinte même du Parlement fédéral brésilien, à Brasília. Le Député fédéral du *Rio Grande do Norte*, Henrique Eduardo Alves (PMDB) y défend dans ces termes, fin 1995, l'idée de la décentralisation de la politique agraire nationale, qui transférerait aux municipes la responsabilité du « *maintien de l'homme à la campagne* » dit-il. Au nom du respect de l'identité locale, il se fait ainsi l'avocat d'une véritable reterritorialisation localisée des ruraux :

« Nous devons admettre que ce qui est bon pour São-Paulo, très souvent, n'est pas aussi bon pour le *Rio Grande do Norte*, la Paraíba et les autres Etats de la Fédération. Chaque Etat, chaque municipe a ses particularités qui doivent être respectées (...) L'installation du Sans-terre dans sa propre région, dans son propre municipe, faciliterait l'administration de la politique agraire dans son

<sup>1</sup> « Le Gouvernement reçoit un document des Sans-terre », *Diário de Natal*, 5/5/95

ensemble. Nous éviterions l'exode rural et le remplissage des grands centres, principalement des capitales. En vidant les plus grands centres, nous contribuerions aussi à la réduction de la criminalité, de la prostitution infantile. Installées dans leur propre région, les familles auraient de meilleures conditions pour exercer un plus grand contrôle sur l'éducation et la formation de la personnalité de ses enfants.

Et ce qui est le plus important : en offrant des conditions dignes de subsistance pour l'homme de la campagne - sans la nécessité d'aucune charité du gouvernement. Du moment que l'homme commence à produire, le gouvernement n'a plus qu'à accompagner l'évolution du projet, en évitant les possibles distorsions.

Ainsi, nous prétendons débureaucratiser la réforme agraire, en réduisant la tension dans la Zone Rurale, en évitant que les Sans-terre, par exemple, du *Rio Grande do Norte*, aient à laisser leur famille en sol potiguar et partent à la recherche d'installations (*assentamentos*) dans d'autres régions, loin de chez eux.<sup>1</sup>

Ce discours d'un député *norte-riograndense* au Parlement fédéral, témoigne donc de l'audience nouvelle rencontrée, dès cette date, par l'exigence de la redistribution des terres. Elle est désormais en partie admise comme parfaitement légitime et urgente. Ce n'est d'ailleurs plus son principe même qui semble faire problème, mais bien plutôt l'ampleur et les modalités concrètes de sa mise en application. La réinstallation, *in situ*, des paysans déterritorialisés et de leurs familles est ainsi clairement envisagée comme une voie possible de résolution de multiples problèmes socio-territoriaux. Le déploiement localisé de l'action du MST-RN exerce donc un effet à une autre échelle, fédérale.

c - Le "choc national" du massacre d'Eldorado de Carajás (Pará, 17 avril 1996).

La brutalité de la répression gouvernementale peut agir, paradoxalement, dans un sens identique. C'est ce que démontre le massacre des Sans-terre qui a eu lieu à Eldorado de Carajás, dans l'Etat du Pará, le 17 avril 1996. Même s'il s'est déroulé dans un autre Etat brésilien que celui du *Rio Grande do Norte*, il doit cependant être considéré ici à cause du retentissement qu'il a eu au plan fédéral et même international, et par les conséquences qu'il a eu à diverses échelles. Il constitue, incontestablement, un tournant à l'échelle fédérale, quant à la perception de l'identité du Mouvement des Sans-terre.

Dans cette affaire, qui a fait un minimum de 19 morts ( et plus sûrement 23 ) le scénario a d'abord été le même que dans tous les cas d'*acampamentos* du MST. Dès mai 1994 un groupe de travailleurs ruraux liés au MST envahit la *fazenda* Rio Branco, dans le municipe de Paraopebas (Etat du Pará) . Ils veulent la désappropriation non seulement de la *fazenda* Rio Branco, mais de la *fazenda* Macarxeira voisine. Ensuite les « invasions » et occupations se multiplient pour activer le processus de réforme agraire. S'y ajoute, de manière plus particulière ici, le blocage des routes fédérales.

Le 8 avril 1996 commence une marche ("*caminhada*") des Sans-terre de Curionópolis, en direction de Belém, capitale du Pará. Le 11 avril 1996, environ 1200 Sans-terre coupent la circulation sur la route PA-275. Le 15 avril, la marche des Sans-terre atteint le municipe d' Eldorado de Carajás. Le 16, les Sans-terre marchent en direction de Marabá et coupent la route PA-150, principal axe de liaison du sud de l'Etat du Pará vers Belém. Environ 200 Policiers Militaires sont envoyés immédiatement sur

<sup>1</sup> Extraits du discours du député fédéral Henrique Eduardo Alves (PMDB) à l'Assemblée Fédérale de Brasília. *Diário de Natal* 6/12/95 : « *Henrique défend l'installation des Sans-terre dans leurs régions* », souligné par nous.

les lieux, alors que les Sans-terre s'installent dans un campement au km. 100<sup>1</sup>.

Mais, le 17 avril, le Gouverneur de l'Etat du Pará ordonne que la Police Militaire dégage la route. L'affrontement très violent entre les deux groupes fait officiellement 19 morts chez les Sans-terre, sans doute plus. Il apparaît rapidement que beaucoup des victimes ont été exécutées sommairement. C'est, en particulier, le cas de Oziel Alves Pereira, 24 ans, du Mato-Grosso, dirigeant du MST, qui a été exécuté par deux tirs à bout-portant.

« Leader du mouvement, il fut soumis à des coups et à des humiliations avant d'être exécuté par un tir dans la tête : "vas-y, chante l'hymne du MST maintenant... crie des mots d'ordre", disaient les bourreaux en le frappant. Menotté, Oziel a été tiré par les cheveux, devant divers témoins, sur près de 50 mètres, jusqu'au lieu du sacrifice. Là, un policier lui donna un coup violent sur la nuque qui le laissa sans connaissance. Alors, un policier a levé sa tête par les cheveux à mi-hauteur et un autre lui a donné le coup de grâce à bout-portant. Le tir perça la tête et expulsa la masse encéphalique, comme l'a constaté le légiste »<sup>2</sup>.

A la suite de ce massacre, l'émotion a été très grande dans tout le pays<sup>3</sup>. Ce fut un "choc national" qui installait enfin et durablement le problème posé par les Sans-terre au coeur de l'actualité, en soulignant la nécessité et l'urgence d'une plus large réforme agraire dans le pays.

A Natal et dans le Rio Grande do Norte, les réactions à cet événement ont été évidemment nombreuses, très souvent en référence à la situation rurale du Rio Grande lui-même. La *Tribuna do Norte* titre, le 19 avril : « Le massacre des Sans-terre couvre le pays de honte »<sup>4</sup>. A cette occasion, Carlos Eduardo Alves, membre du Gouvernement estadual, admet désormais que « ceci est un problème que le Gouvernement doit regarder avec plus d'attention. Comprenons que le problème des Sans-terre est social et non pas une affaire policière »<sup>5</sup>. C'est reconnaître qu'au-delà des méthodes radicales, longtemps considérées comme illégales, du MST, se pose bien un vrai problème d'équité sociale. Pour Paulo Palhano, du SAR (Service d'Assistance Rural), lié à l'Archidiocèse de Natal, il faut aussi et surtout retenir de l'affaire du Pará que « des massacres de cette nature pourraient arriver ici, dans le Rio Grande do Norte. Il faut que le Secrétariat à la Sécurité donne protection aux travailleurs ruraux »<sup>6</sup>. Si c'était le cas, ce serait, à vrai dire, un total renversement des attitudes. Quant à Fátima Bezerra, Députée estadual du Parti des Travailleurs - souvent présente, nous l'avons vu, dans les actions de soutien et de solidarité aux *acampamentos* des Sans-terre - elle indique que, pour elle, c'est bien « le manque d'une politique de réforme agraire [qui] provoque des conflits comme celui-ci »<sup>7</sup>. Enfin, Cicera Guedes, la jeune dirigeante du MST-RN, ramène, elle, plus

<sup>1</sup> A Folha de São-Paulo, 19/06/96.

<sup>2</sup> Tribuna do Norte, 20/4/96

<sup>3</sup> L'affaire a même eu un réel retentissement international, y compris en France où on ne parle d'habitude du Brésil qu'à l'occasion du Carnaval de Rio ou des catastrophes naturelles.

<sup>4</sup> Tribuna do Norte, 19/04/96

<sup>5</sup> Diário de Natal, 19/04/96

<sup>6</sup> Idem.

<sup>7</sup> Diário de Natal, art. cité, 19/04/96

précisément encore, les regards vers des enjeux et des risques locaux, en rappelant qu'ici, dans le *Rio Grande do Norte*, « les menaces, dans la fazenda Esperança, à Touros, sont faites par des jagunços, qui, au cours d'une seule et même heure utilisent aussi bien l'uniforme de l'armée, ensuite celui de la police militaire et pour finir celui de la Police Civile »<sup>1</sup>.

Le 24 avril, une messe œcuménique est célébrée dans la cathédrale Métropolitaine de Natal, en signe de protestation. Pour le père Sabino Gentile, de la paroisse de Mãe Luiza, qui officie, « comme dans la Passion, le sang a été injustement versé. La messe célèbre le martyr de Jésus-Christ et de toutes les victimes d'injustices du monde ». 300 personnes sont présentes, essentiellement des professeurs et des étudiants de l'UFRN, et des catégories sociales alors en grève. Quelques dirigeants du MST-RN sont présents, dont Livânia Frizon qui dit : « *Hoje é um dia de luta e de luto* »<sup>2</sup>. Quant aux agriculteurs des *assentamentos* de réforme agraire, ils organisent des actes du même genre à João Câmara et à Touros<sup>3</sup>.

Les mots d'ordre des pancartes méritent d'être considérés. A côté des formules d'indignation et de revendication telle que : « *Nous sommes indignés - Assez de violence - La Terre pour la vie, et pas pour la Mort* », on trouve également celle-ci : « *MODERNES sont les travailleurs en mouvement qui font l'Histoire - ARCHAÏQUE est le gouvernement qui torture et massacre ceux qui travaillent* »<sup>4</sup>. Ainsi l'occasion est-elle saisie de souligner non seulement l'opposition profonde entre le gouvernement fédéral tenu pour responsable du massacre et les travailleurs ruraux en lutte qu'il fait massacrer, mais également de revendiquer pour la lutte des Sans-terre le caractère de modernité, par opposition à l'archaïsme de la répression gouvernementale.

Quant au MST-RN lui-même, il tire les conséquences suivantes du massacre du Pará :

1 - Dans le *Rio Grande do Norte* il existe des zones à haut risque comme dans la fazenda Vale da Esperança, à Touros et dans la région de la canne à sucre de l'Etat ( de São José de Mipibu à Baía Formosa/Ceará-Mirim à Taipu), des endroits où le mouvement discerne les plus grands indices de répression.

2 - Dans cette région canaviaire et à Touros, les membres du MST dénoncent l'existence de groupes formés de miliciens et de jagunços, payés par les maîtres (*donos*) des fazendas, fortement armés et avec l'ordre d'expulser ceux qu'ils appellent des « envahisseurs », de la manière la plus violente possible. Dans ces zones, certains travailleurs ruraux sont ouvertement menacés de mort .

3 - Selon le MST-RN, depuis les années soixante-dix jusqu'à aujourd'hui, il y a eu environ 151 conflits dans le *Rio Grande do Norte*, mais des morts n'ont été enregistrés qu'au cours des dix dernières années. Trois travailleurs ont été tués, au cours de tels conflits, dans les villes de Touros, Martins et Carnaúbas. Le nombre de blessés a été de quatre et celui des emprisonnés, dirigeants et travailleurs, de seize.

<sup>1</sup> Idem.

<sup>2</sup> « *Aujourd'hui c'est un jour de lutte et de deuil* ».

<sup>3</sup> *Diário de Natal et Tribuna do Norte*, 25/04/96.

<sup>4</sup> Idem, visibles sur les photographies accompagnant les articles.

4 - Les Sans-terre accusent enfin le gouvernement d'avoir seulement réalisé des installations de familles (*assentamentos*) en régions de terres sèches, Mato Grande et Est-Potiguar. C'est pour cela qu'ils sont disposés à lutter pour qu'il y ait des désappropriations de terrains où les terres soient bonnes pour le développement de l'agriculture, terres de massapé de la zone canavieira de la Mata Atlantica. Ils travaillent à partir d'un nombre qui indique que dans le *Rio Grande do Norte* il existe 100.000 familles qui n'ont pas où cultiver : cette donnée est extraite du recensement réalisé par le Gouvernement fédéral en 1985<sup>1</sup>.

Depuis le premier "choc national" de la tuerie d'Eldorado de Carajás en avril 1996, l'action du MST et l'urgence de la réforme agraire sont devenues plus que jamais d'actualité au Brésil.

Aujourd'hui, après une longue phase d'opposition frontale, les latifundiaires et les sans-terre trouveraient parfois des modalités de compromis. Selon le grand magazine fédéral brésilien VEJA<sup>2</sup> ce phénomène toucherait même toute une région du *Rio Grande do Norte*, sans qu'il précise toutefois exactement laquelle.

« Dans l'Etat du *Rio Grande do Norte*, dans des circonstances surréalistes, les sans-terre et les propriétaires terriens ont célébré leur convergence d'intérêts lors d'une fête, dénoncée par le Syndicat des travailleurs ruraux. Le propriétaire de la *fazenda* São Miguel, Adelmo Queiroz de Aquino est allé jusqu'à offrir un grand barbecue [*churrascaria*] à des familles sans-terre avant de leur ouvrir les portes de son domaine pour une occupation. La propriété compte 5 878 hectares et se situe à 175 km de Natal. Depuis l'occupation, survenue au début de 1997, le propriétaire n'a pas sollicité l'aide de la police pour chasser les envahisseurs. Il est resté loin de la propriété. "Comme Adelmo Aquino, 90% des propriétaires de la région cherchent à être expropriés. C'est le cas de São Miguel et de cent autres propriétés. Les *fazendeiros* et les travailleurs sont en train de tirer du même côté de la corde", déclare un fonctionnaire local de l'INCRA »<sup>3</sup>.

Qu'il puisse y avoir ponctuellement certaines convergences d'intérêts est possible. Mais, pour L.E.Greenhalg, avocat du MST, « pendant les années 70 et 80 les aides gouvernementales ont été les vaches à lait du monde agricole, grâce à des investissements et à des aménagements fictifs ». Encore faudrait-il préciser qu'ils ont surtout bénéficié aux grands propriétaires, au titre de la "modernisation rurale", alors qu'ils ont provoqué la déruralisation des petits paysans ainsi transformés massivement en travailleurs ruraux sans-terre. "Aujourd'hui, le filon consiste à fournir des terres pour la réforme agraire et à recevoir des indemnités fabuleuses » explique-t-il. Il cite l'exemple d'une *fazenda* de 17000 ha. valant tout au plus 25 millions de réais, pour laquelle les propriétaires ont touché 400 millions de réais d'indemnisation. Il faut ajouter que ces terres trop complaisamment offertes à la réforme agraire ne sont certes pas les meilleures. Pour le Président de l'INCRA « il faut remettre en question l'idée que la réforme agraire puisse être réalisée que sur des terres improductives ». Et le responsable du MST João Pedro Stédile souligne que, pour mettre fin à

<sup>1</sup> Diário de Natal, 20/4/96

<sup>2</sup> VEJA, Hebdomadaire brésilien, 800.000 ex.. « Le plus grand newsmagazine brésilien, dépasse largement son lectorat pauliste. Sa rigueur, son mordant et son excellente couverture de l'économie et de l'international le rendent indispensable à l'ensemble des cadres supérieurs et moyens du Brésil ». in: *Courrier International*, n°385, du 19 au 25 mars 1998, p.6.

<sup>3</sup> VEJA, cité et traduit par *Courrier International*, n°385, du 19 au 25 mars 1998, p.10.



« l'arnaque des surindemnisations, une loi est tout à fait nécessaire. Sur ce point nous appuyons sans restriction le gouvernement ». Le fait que certains grands propriétaires sachent ainsi saisir les opportunités offertes par la relance de la réforme agraire pour obtenir des indemnisations surévaluées pour des terres improductives, ne remet cependant pas en cause la domination des *latifúndios* et ne réduit en rien le nombre des paysans sans-terre.

---

<sup>1</sup> Idem.

### Conclusion : contestation et nouvelle identité paysanne

Le déploiement géographique de l'activité récente du MST-RN n'est donc pas le fait du hasard. Il s'inscrit clairement dans une stratégie délibérée qui vise à adapter la spatialisation du mouvement à la fois aux nécessités sociales, injustices sociales et "faim de terre", et à ses possibilités militantes, jusque dans leurs différenciations régionales et locales. Il faut néanmoins admettre que cette stratégie ne parvient cependant pas à empêcher un décalage spatial, une distorsion géographique, entre les lieux d'action et les zones de besoin de terre le plus fort.

Il n'empêche que l'un des effets induits les plus remarquables d'une telle stratégie est bien l'évolution de l'attitude de l'opinion publique à l'égard du Mouvement, stratégie qui est parfaitement mesurable dans la manière même dont la presse et les médias en rendent compte, en quantité et en qualité. De l'indifférence assez générale du début, on est ainsi passé, et en quelques années seulement, à un véritable intérêt et à un soutien réel, sans doute majoritaire dans la population. Au-delà de la perception de l'identité du Mouvement des Sans-terre lui-même, constitué et dirigé en grande partie par des jeunes et des femmes, c'est bien l'identité paysanne nordestine elle-même qui connaît une véritable mutation : le paysan nordestin est ainsi de moins en moins associé à l'idée du pauvre retirante, toujours soumis à son destin et résigné à l'implacable fatalité des choses, mais de plus en plus associé à l'idée de lutte et de combat, désormais admise comme tout à fait légitime. Elle ne saurait déboucher que sur une répartition moins inégalitaire, moins injuste, des terres agricoles, pas seulement dans le seul Nordeste, mais dans l'ensemble du Brésil.

Nous rejoignons ainsi les conclusions établies par César Barreira, suivant lesquelles alors que la marque de la "domination traditionnelle" rurale dans le Nordeste a été longtemps la soumission, aujourd'hui celle de la "domination moderne" serait bien plutôt la contestation<sup>1</sup>. Selon lui - qui a plus particulièrement étudié les conflits sociaux ruraux dans le sertão du Ceará - pour les paysans nordestins l'espace de la contestation s'élargit nécessairement dans la négation ou la redéfinition des valeurs anciennes - gratitude, loyauté - conjointement avec la construction de nouvelles valeurs - contestation, insoumission. La construction d'une nouvelle identité paysanne passe donc successivement par la négation, la redéfinition et l'affirmation de nouvelles valeurs<sup>2</sup>.

C'est donc le processus de conquête de droits nouveaux qui contribue à la formation d'une identité fondamentale dans la situation de travailleurs initialement dépossédés de conditions minimales de citoyenneté. Il s'est ainsi construit, à partir de ce processus, un espace collectif de revendications qui a permis de dépasser les limites individuelles contenues dans un processus de travail initialement marqué par la dispersion. En ce sens,

<sup>1</sup> C. BARREIRA, 1992, *Trilhas e atalhos do poder : Conflitos sociais no sertão*, Rio Fundo Editora, p.12.

<sup>2</sup> *Idem*, p. 76.

cette lutte pour les droits a permis finalement de rassembler des paysans auparavant dispersés<sup>1</sup>. Mais c'est au terme d'un trajet campagne-ville-campagne

L'imaginaire traditionnel du "paysan valeureux" du *sertão* en vient ainsi lui-même à être remplacé par celui du paysan politiquement combatif. Alors que l'idée de "paysan savant" a été longtemps utilisée de manière péjorative pour identifier le travailleur qui oubliait trop les notions de gratitude et de loyauté, le "paysan savant" d'aujourd'hui est celui qui, ayant eu à dépasser les limites socio-spatiales traditionnelles de la *fazenda*, en arrive aussi à maîtriser une connaissance plus large du monde. Une telle (re)construction d'une identité paysanne nouvelle implique le dépassement des valeurs idéologiques imposées par la classe dominante et l'émergence d'autres valeurs, celles là mêmes qui surgissent au cours de cette resocialisation politique associée au développement des formes nouvelles de luttes paysannes.

Il devient nécessaire aussi de dépasser la méconnaissance du caractère de classe des conflits du *nordeste* rural. En tant que conflits ils avaient dû supporter jusqu'à présent des connotations de rébellion, de révolte, de banditisme ou de messianisme et ont été ainsi considérés comme plutôt marginaux au sein de l'ordre politico-social en vigueur. Dans la mesure où les conflits sont désormais officialisés et portés sur la place publique, la caractérisation de classe peut enfin émerger, révélant ainsi le côté fortement conflictuel des campagnes *nordestines* et les limites de la prétendue "paix agraire" qui était réputée y régner<sup>2</sup>. « Avec l'espace de contestation, c'est l'intimité du monde rural qui devient public »<sup>3</sup>.

Il faut donc souligner l'importance de ce processus de construction d'une nouvelle identité du paysan *nordestin*. Désormais, elle se reconstruit dans le quotidien où peut donc se lire un nouvel espace de résistance, de confrontation. Cette nouvelle identité paysanne du *Nordeste* est inséparable de l'action des "nouveaux médiateurs" : dans un premier temps, celui des années 80, ce furent d'abord l'Etat, l'Eglise et les Syndicats paysans traditionnels, et aujourd'hui, dans les années 90, c'est désormais le Mouvement nouveau des Sans-terre. Pour les paysans en lutte, ils ont successivement contribué à modifier, chacun dans leur rôle et à leur manière, les contours et les limites entre le "nous" et les "autres", entre les dominés et les dominateurs. C'est cette évolution qui débouche aujourd'hui sur une redéfinition de l'identité paysanne *nordestine* en même temps que sur les premiers pas d'une reterritorialisation rurale, en particulier dans le cadre des *assentamentos* de réforme agraire.

<sup>1</sup> Ibidem, p.81.

<sup>2</sup> Ibidem, p.187.

<sup>3</sup> Ibidem, p.186.

## CONCLUSION GENERALE

Dans l'Etat nordestin du *Rio Grande do Norte*, la production moderne de l'espace met en cause les cadres et les modalités de son appropriation par les diverses composantes de la société héritées du passé. Le lien spatial qui associe ordinairement identités et territorialités s'en trouve en grande partie défait parce qu'il est ainsi ébranlé dans ses références à la fois géographiques et historico-culturelles.

Un examen rétrospectif du contenu socio-spatial de la littérature nordestine dite "régionaliste", à travers par exemple l'oeuvre romanesque de José Lins do Rego, est loin de confirmer que l'époque de la crise des *engenhos* traditionnels au cours du premier XXème siècle, aurait maintenu et renforcé la division de l'espace dans la tripartition classique. Elle montre plutôt que, dès cette époque, une recomposition de l'espace consécutive à une mutation de l'économie sucrière capitaliste, entraîne inéluctablement une déstructuration des territorialités socialement différenciées et une déstabilisation des identités socio-spatiales aussi anciennement établies soient-elles. Continuer d'estimer pourtant que s'y trouverait le berceau de la tripartition nordestine classique relève donc d'un mythe géographique certes soigneusement entretenu mais qui s'avère sans véritable fondement. Bien qu'ils soient toujours abondamment véhiculés par les appareils idéologiques d'Etat (Instituts de statistique et de *planejamento*, école, médias...) ces "géographismes"<sup>1</sup> et ses "territorialismes"<sup>2</sup> n'en demeurent pas moins davantage mythiques que réels, bien plus idéologiques que scientifiques.

A partir des années 50, les modernisations urbaine et rurale ont été conduites, au nom du *planejamento* régional, dans les cadres sans cesse réitérés de l'espace des grands *latifúndios* (de monoculture ou d'élevage extensif), des méso et micro régions homogènes de l'IDEC ou de l'IBGE, des quartiers du *planejamento* urbain (Plan Directeur) de l'IPLANAT... Mais ce fut au prix d'une réification alvéolaire de l'espace qui mettait toujours plus l'accent sur les subdivisions emboîtées et intégrales, à différentes échelles sans aucun doute, mais sans assez tenir

<sup>1</sup> Idéologie à contenu géographique mais sans véritable fondement qui appelle une critique scientifique.

<sup>2</sup> Idéologie reposant sur la promotion et l'exaltation exclusives d'une seule échelle territoriale ( locale, régionale, nationale, continentale, voire mondiale) mais qui ne se préoccupe guère d'une approche selon plusieurs échelles combinées spécifique à la géographie.

compte des nouveaux tropismes et des polarisations émergentes. La bipartition classique (*Littoral/Intérieur*) et le triptyque déterministe traditionnel (*Mata/Agreste/Sertão*) n'étaient donc déjà plus tout à fait en mesure de rendre compte ni d'offrir un cadre pertinent à l'analyse de ces évolutions. D'autres lectures et représentations de l'espace semblaient devoir s'imposer, mais elles étaient, pour l'heure, empêchées et retardées.

Aujourd'hui s'opère le déploiement spatial fonctionnel de la phase ultralibérale et mondialisante du capitalisme. Il se traduit localement par le maintien de la monoculture de la canne à sucre, par la modernisation et l'hyper-concentration des salines, par l'exploitation du pétrole et par la touristification intensive de la façade maritime orientale. Tout ceci conduit à une fragmentation renouvelée de l'espace par la création, à diverses échelles, d'enclaves parfois très étroites (plates-formes pétrolières, réduits touristiques, *condominios fechados* et *shopping centers*) et, conjointement, le développement d'immenses espaces d'exclusion (diagonale de la déruralisation, *latifundios* quasi vides d'hommes,). Ces évolutions provoquent la relégation aux marges et aux confins des innombrables laissés pour compte de la modernité : travailleurs des salines, pauvres urbains (*favelas*), zones périphériques de l'agglomération de Natal, paysans déruralisés dans tous les lieux de pseudo-urbanisation. Ainsi la fragmentation de l'espace s'accompagne d'une ségrégation et d'une ghettoïsation socio-spatiales des pauvres aggravées.

Mais l'expérience ainsi vécue par les nombreux exclus ruraux et urbains les rend parfois plus combatifs, alors qu'ils sont eux-mêmes davantage rendus indifférents aux structurations et aux représentations devenues obsolètes de l'espace. Aussi, pour mieux cerner les identités et les territorialités contemporaines des couches populaires largement majoritaires, plutôt que de continuer à s'enfermer dans des catégories et des subdivisions élitistes ou officiellement labelisées mais en grande partie figées et inadéquates, sans doute vaut-il bien mieux essayer de s'appuyer sur les enseignements qu'on peut tirer du développement actuel des mouvements socio-spatiaux.

Or, l'action des nouveaux mouvements socio-spatiaux organisés urbains et ruraux s'avère ainsi être, sinon toujours en complète contradiction, le plus souvent en discordance et en décalage avec les aires/régions géographiques traditionnelles, telles qu'elles sont définies et répercutées par les représentations sociales.

Dans la ville de Natal, la radicalité urbaine n'est évidemment pas qu'une simple question de tonalité des discours des divers Mouvement Socio-Urbains. Elle est d'ailleurs d'autant plus réelle qu'elle cherche vraiment à s'affranchir de la structuration officielle de l'espace en quartiers urbains et en Zones de *planejamento*. Ainsi, les mouvements sociaux urbains de la Zone Sud, pris en mains et dirigés par les classes moyennes, ne remettent-ils nullement en cause la structuration officielle de l'espace urbain. Ils s'y conforment très volontiers et ils aspirent surtout à canaliser dans ce cadre le "consensus communautaire"<sup>3</sup> par l'instauration d'une délégation de pouvoir

<sup>3</sup> Cf le titre : *Consenso Comunitario* [Consensus communautaire !...].

qui joue en faveur de leurs dirigeants. Au contraire, dans le quartier plus populaire de Mãe Luiza, c'est la vie communautaire elle-même qui a pris, et dans une grande pluralité de voix, la parole<sup>4</sup>. Par la proximité de l'axe de touristification de la *Via Costeira* et du fait de la requalification foncière positive de l'endroit, c'est la survie même du quartier populaire qui est en jeu, non pas en tant qu'unité de base du maillage de la planification urbaine officielle, mais en tant que lieu d'une territorialisation déjà ancienne des couches les plus modestes de la population urbaine. Son intense vie communautaire donne au quartier une identité qu'on ne retrouve dans aucun autre à ce degré. Or, elle est bien la conséquence des menaces de déterritorialisation qui pèsent sur sa population et de la dynamique protestataire qu'elle est finalement jusqu'à présent capable de leur opposer avec une certaine efficacité.

Dans les campagnes du *Rio Grande do Norte*, l'accentuation de la concentration foncière, récemment confirmée par le dernier recensement agricole de 1995-96, aggrave le poids pourtant déjà très lourd des *latifúndios*. La "modernisation rurale" des années 70 et 80 a donc entraîné l'achèvement d'une déruralisation par l'éviction poussée jusqu'à l'extrême des petits paysans des grandes propriétés et des régions agricoles les plus riches. Plus que jamais, mais à diverses échelles et d'une manière également très fragmentée, les terres les plus riches désormais sans paysans rejettent massivement vers les interstices minifundiaires et vers les confins interrégionaux, les paysans pauvres sans-terre.

L'exode rural, sauf pendant les périodes de *seca* qui peuvent, comme encore en 1998, provoquer momentanément une invasion massive des plus grandes villes par les paysans *flagelados* chassés pour un temps du *sertão*, prend ainsi plus ordinairement la forme d'une pseudo-urbanisation à différentes échelles. Ce "simulacre urbain" souligne principalement l'opposition entre *municípios* et régions latifundiaires, et *municípios* et régions minifundiaires. Ainsi de nombreux paysans déruralisés se trouvent-ils, contre leur gré, transformés en pseudo-urbains, dans toutes les marges, municipales, régionales ou *estaduales*, des espaces latifundiaires, sans qu'ils aient pour autant renoncé eux-mêmes définitivement à leur identité paysanne.

En réponse à cette situation d'éviction rurale fragmentée, dans la première moitié des années 90, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du *Rio Grande do Norte*, mettant en oeuvre à l'échelle *estaduale* les orientations nationales du mouvement, a développé des actions, nouvelles et radicales, visant à la reterritorialisation rurale des pseudo-urbains. Les invasions de *fazendas*, actions de prises de gages, traduisent des mises en cause délibérées du consensus spatial jusqu'alors en vigueur dans les campagnes. Les travailleurs ruraux sans-terre s'en prennent ainsi directement au tabou politico-social, jusqu'à présent resté intouchable et inviolé, de l'intégrité de la grande propriété foncière. Après un premier effet de surprise, la répétition de ces *acampamentos* a rapidement eu comme conséquence de relancer des mesures de réforme agraire. Elles

<sup>4</sup> Cf. le titre : *Fala Mãe Luiza* [Parle Mãe Luiza !...].

s'étaient jusqu'alors limitées à un insuffisant saupoudrage technocratique fédéral et estadual. Non seulement le processus de redistribution des terres s'en est-il trouvé ainsi réactivé, mais il a été géographiquement réorienté plus exactement vers les régions où le besoin s'en faisait davantage sentir. La spatialisation des *assentamentos* de réforme agraire en a été sensiblement modifiée. Au tournant des années 90, elle s'est davantage concentrée sur les espaces de pauvreté, les marges d'éviction et les littoraux d'exclusion. Par contre, d'autres régions ont été encore plus complètement laissées à l'écart : les angles-morts de la réforme agraire (*Seridó*) ou la zone des plus fortes volonté et capacité de résistance des *fazendeiros* (zone de la canne à sucre). C'est même dans cette dernière que le MST-RN a connu quelques échecs.

Si la phase de relance des *assentamentos* est ainsi engagée, des questions restent encore en suspens qui mériteraient un approfondissement et un examen suivi, notamment celle du devenir des *assentamentos* déjà créés. La polémique reste évidemment très vive à propos de leur viabilité et ne désarmera sans doute pas de sitôt. La phase actuelle de viabilisation dans laquelle il se trouve mériterait également une observation prolongée. Des géographes brésiliens s'y consacrent d'ailleurs activement.

Bien des évolutions sont encore possibles compte tenu des tentatives multiples de réorientations de la politique fédérale pour limiter au minimum les nouvelles mesures de réforme agraire : par exemple la "juridiciarisation" par la criminalisation des occupations illégales, entraînant des accusations, des arrestations et des procès pour les dirigeants du MST; ou encore la "militarisation" par le recours aux forces armées afin d'isoler les sans-terre, mais en multipliant aussi les risques d'affrontement et de nouveaux massacres; freinage des indemnisations frauduleuses de terres improductives livrées délibérément par les *fazendeiros* endettés à l'expropriation. Quels que puissent être les résultats de ces orientations gouvernementales clairement dilatoires, il sera cependant vraisemblablement très difficile de revenir complètement sur les acquis de la popularisation des luttes des travailleurs ruraux, et sur la plus large reconnaissance sociale de la légitimité de leurs actions dans l'opinion publique.

L'examen comparé des mouvements socialement-spatiaux urbains et ruraux autorise d'autres conclusions. Il apparaît assez nettement que les mouvements les plus efficaces sont ceux qui affirment consciemment leur "géographicit " et qui, autant que des mouvements sociaux, réussissent   être également spatiaux.

C'est d'abord le cas de ceux qui refusent de s'enfermer dans la structuration officielle de l'espace les inscrivant dans le découpage spatial d'un aménagement préétabli très favorablement aux classes dominantes, hégémoniques, que ce soit l'espace latifundiaire des campagnes, ou l'espace de la spéculation immobilière capitaliste en ville.

Les mouvements socio-spatiaux les plus marquants et les plus efficaces sont ceux qui, prenant pleinement en compte les défis parfois vitaux auxquels sont confrontés leurs participants,

réussissent mieux que les autres à spatialiser leurs actions et à territorialiser leurs luttes. Ils légitiment ou consolident des territorialités anciennes mais menacées, comme à Mãe Luiza. Ils en créent de nouvelles, comme le MST-RN par ses *acampamentos*, et plus généralement par la relance des *assentamentos* de réforme agraire. Du même coup ils constituent des révélateurs pour des identités socio-spatiales méconnues ou nouvelles concernant les couches populaires du *Rio Grande do Norte*.

L'identité des habitants de Mãe Luiza n'est pas celle de marginaux urbains, victimes de l'exode rural, et confinés dans la misère d'un "bidonville" périphérique. C'est beaucoup plus celle d'un petit peuple urbain, certes plutôt modeste et souvent même franchement pauvre, mais laborieux et bien enraciné, depuis parfois assez longtemps, fier d'appartenir à sa "communauté" et très attaché à son lieu d'implantation urbaine : le "Morro" du Farol [la colline du phare]. Pour lui, cet endroit est donc bien autre chose qu'un quartier de la planification urbaine municipale parmi d'autres. Il permet à ces couches pauvres de bénéficier malgré tout de certains des avantages de la ville : situation et site, centralité, plages urbaines, services, certains emplois. La lutte communautaire pour préserver ces quelques atouts, comparativement appréciables dans l'agglomération, face à tout ce qui peut les menacer ou les mettre en cause, soude la communauté et renforce du même coup l'identité socio-spatiale du lieu et de ses habitants. Ce qui en constitue surtout l'originalité identitaire, c'est donc beaucoup moins sa qualification commune de quartier urbain, que le fait qu'il s'y trouve une communauté qui se bat dans et pour son quartier. De ce point de vue, Mãe Luiza, bien connu à Natal pour être le quartier du phare, ne deviendrait-il pas un quartier-phare pour les autres quartiers populaires de l'agglomération ?

L'identité des paysans engagés dans les actions du Mouvement des Sans-terre du *Rio Grande do Norte*, ne peut être réduite, sauf pour des besoins polémiques, à celle d'agitateurs extérieurs poussant des ruraux naïfs et abusés à des actions illégales et inconsidérées de violation de l'intouchable grande propriété foncière des *latifúndios*. Les sans-terre sont issus eux-mêmes de la masse des paysans déruralisés rejetés dans toutes les marges pseudo-urbaines de l'espace *latifundiario*. Ce sont de nouveaux paysans. Urbains forcés, avec cette expérience généralement peu satisfaisante, ils aspirent surtout à boucler un parcours qui les a conduit dans un premier temps de la campagne vers la ville, mais qui devrait, dans un second, les ramener vers la campagne. Cette trajectoire pour beaucoup suspendue leur confère néanmoins une nouvelle identité paysanne. Moins résignés et fatalistes que la petite paysannerie du passé, le passage par l'urbain a pu leur apprendre la sociabilité et la combativité, et s'ils veulent un retour à la terre, sorte de contre-exode rural, c'est désormais avec un ensemble de convictions renforcées ou nouvellement acquises ; celle de la viabilité et de la nécessité de l'activité et de la vie rurales ; celle de la plus grande force de l'action collective ; celle que l'obstacle principal à leur reterritorialisation rurale c'est la toute puissance exclusive et aggravée, mais sans plus de bien-fondé, de la grande propriété foncière. Ainsi, les paysans sans-terre d'aujourd'hui, qui sont de plus en plus souvent des jeunes de la "seconde génération" déruralisée, sont-ils très différents des paysans nordestins



traditionnels et n'ont-ils, par exemple, plus grand chose à voir avec les paysans de la littérature régionaliste des années 30. S'ils envisagent pour beaucoup leur reterritorialisation rurale et agissent en ce sens, c'est bien entendu avec l'intention de refuser un quelconque retour à la condition traditionnelle du "morador de favor" ou même d'avoir à se soumettre de nouveau à un travail exploité à l'ancienne ("trabalho a prejuizo"). L'identité nouvelle du paysan, résultat de la trajectoire campagne-ville-campagne, encore inachevée pour beaucoup, est donc désormais celle d'un paysan combatif, déterminé, socialisé et davantage conscient des enjeux. Ce qui importe aussi c'est que cette image des paysans sans-terre combatifs et décidés soit désormais largement reconnue et approuvée par une large majorité de l'opinion publique.

La crise et les mutations contemporaines des territorialités populaires dans le Rio Grande do Norte provoquent et accélèrent ainsi l'émergence d'identités socio-spatiales nouvelles. Elles n'ont assurément pas fini de faire sentir leurs effets et elles mériteraient sans aucun doute une attention soutenue et poursuivie. Ce qui est d'ores et déjà certain c'est que seule une géographie à la fois sociale, critique et humaniste, qui n'éluderait pas plus longtemps les contradictions et la conflictualité socio-spatiales, pourra être véritablement en mesure de contribuer à l'examen des évolutions localisées du lien spatial entre les identités et les territorialités en prenant pleinement en compte les couches populaires. N'est-ce pas seulement ainsi qu'elle saura faire front aux pronostics sur l'imminente "fin de la géographie", c'est-à-dire en faisant à la fois la démonstration de son utilité sociale et de sa validité scientifique ?

## ANNEXES

ANNEXES .....	481
SIGLES.....	482
LEXIQUE.....	483
BIBLIOGRAPHIE GENERALE .....	486
TABLE DES FIGURES ET DES TABLEAUX.....	501



## SIGLES

- AACC/RN - Associação de Apoio às Comunidades de Campo do Rio Grande do Norte.
- CEPAU - Câmara de Estudos e Pesquisas em Arquitetura e Urbanismo
- COSERN - Companhia de Serviços Elétricos do Rio Grande do Norte.
- CCHLA - Centro de Ciências Humanas, Letras e Artes.
- DETRAN - Departamento Estadual de Trânsito.
- DNOCS - Departamento Nacional de Obras Contra as Secas.
- EMPROTURN - Empresa de Promoções e Desenvolvimento do Turismo do Rio Grande do Norte.
- FETARN - Federação dos Trabalhadores Rurais do Rio Grande do Norte.
- IBAMA - Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis.
- IBGE - Fundação Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.
- IDEC - Fundação Instituto de Desenvolvimento do Rio Grande do Norte.
- IFOCS - Inspetoria Federal de Obras Contra as Secas ( 1909-1945 )
- INCRA/RN - Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária - Rio Grande do Norte
- IPLANAT - Instituto de Planejamento Urbano de Natal.
- MST-RN - Movimentos dos trabalhadores rurais sem Terra do Rio Grande do Norte.
- PETROBRÁS - Petróleo Brasileiro S.A.
- POLONORDESTE - Programa de Desenvolvimento de Áreas Integradas do Nordeste
- PROTERRA - Programa de Redistribuição de Terras e Estímulo à Agroindústria do Norte e Nordeste.
- SEPLAN - Secretaria de Planejamento (Natal)
- SUDENE - Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste.
- TELERN - Telecomunicações do Rio Grande do Norte.
- UFRN - Universidade Federal do Rio Grande do Norte



## LEXIQUE

*Acampamentos* : campements sauvages, illégaux, des paysans sans terres pour exiger des mesures de réforme agraire.

*Açude* : réservoir d'eau, consécutif à la construction d'un barrage

*Abolição* : abolition officielle de l'esclavage au Brésil, en 1888

*Agreste* : nom donné à la zone de végétation, bénéficiant encore d'une certaine humidité, comprise entre la forêt du littoral oriental et la *caatinga* ( voir à ce mot ) de l'intérieur.

*Alecrim* : espèce de thym.

*Arrastador* : sentier étroit qui traverse les bois et la *caatinga* , et qui permet au vaqueiro de rejoindre son bétail.

*Assentamentos* : installations de familles rurales dans des espaces de réforme agraire.

*Banguê* : Plantation de canne à sucre, avec un moulin mû par l'eau ou par traction animale.

*Bairro* : quartier urbain

*Beato* ou *beatinho* : mystiques illuminés, sortes de prophètes, chefs religieux qui parcourent le sertão en annonçant la fin du monde.

*Brejo* : rebord oriental, humide et fertile, du plateau de Borborema.

*Caatinga* : région desséchée et aride de l'intérieur du Nordeste, formée d'arbrisseaux épincux, qui perdent leurs feuilles pendant la saison sèche.

*Cabra* : Métis de mulâtre et de Noir - Homme de main - Bandit.

*Caboclo* : métis de blanc et d'indien, paysan.

*Caipira* : paysan, habitant des champs.

*Cangaceiro* : bandit du sertão du Nordeste.

*Canudos* : village fortifié où se réfugièrent les fanatiques dirigés par le Beato Antonio Consilheiro et où ils résistèrent longtemps aux troupes fédérales. L'histoire de Canudos a été racontée par Euclides da Cunha dans *Os Sertões*.

*Carnaúba* : palmier à cire (*Copernicia cerifera*).

*Casa Grande* : maison du maître de la *fazenda*.

*Cidade* : ville, le plus souvent un bourg, chef-lieu de *Município*.

*Coronel* : Colonel, terme honorifique, et non militaire, donné au Brésil aux *fazendeiros*, aux riches propriétaires.

*Década perdida* : (Décade perdue ) décennie des années 1985-1995 où, après la fin de la dictature militaire (1964-1985) les espoirs des brésiliens en matière de développement et de démocratie ont été très déçus.

*Engenho* : établissement agricole destiné à la culture de la canne à sucre et à la fabrication du sucre.

*Fazenda* : grande propriété rurale, de culture ou d'élevage.

*Fazendeiro* : propriétaire d'une *fazenda*.

*Farofa* : farine de manioc, mélangée avec du beurre ou de la graisse et parfois mêlée d'œufs, de viande, etc...

*Feijão* : haricot ou flageolet, aliment de base du Brésilien.

*Flagelados* : nom donné aux paysans du *sertão* atteints par le fléau (*flagelo*) de la sécheresse et contraints de quitter leur région.

*Forro* : danse typique du Nordeste, principale danse des bals populaires fréquentés par les « bonnes et les chauffeurs de taxi ».

*Gaúcho* : habitant de l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul, ou plus largement des plaines du sud du Brésil (*Pampas*)

*Jagunço* : homme de main dans le Nordeste. Nom également donné aux sertanejos soulevés lors de la guerre civile de *Canudos*.

*Jangada* : radeau à voile employé pour la pêche bordière sur la côte de l'Atlantique entre Fortaleza et Recife.

*Latifúndio* : grand domaine agricole privé, généralement sous-exploité, utilisant une main d'œuvre non-spécialisée et mal rétribuée.

*Massapé* : sol argileux, noir ou foncé, excellent pour la culture de la canne à sucre.

*Mata* : forêt littorale humide de la côte orientale atlantique.

*Meeiro* : voir *parceiros*, dans le Nordeste on utilise beaucoup cette expression pour désigner ce type d'agriculteur.

*Município* : municipale, plus petite unité de base politico-administrative, généralement plus étendue que nos communes.

*Moleque* : jeune garçon (gamin, gosse) de race noire.

*Nordeste* : région-programme du nord-est du Brésil qui comprend officiellement les Etats de Bahia, Sergipe, Alagoas, Pernambuc, Paraíba, Ceara, Rio Grande do Norte et Maranhão.

*Parcerios* : petits exploitants agricoles qui cultivent des terres en payant au propriétaire une rente établie en pourcentage de la production (sorte de « métayers »).

*Paus de Arara* : expression désignant les camions où s'entassaient les nordestinos émigrant vers le sud du Brésil.

*Planejamento* : aménagement, planification, à l'échelle régionale, comme à l'échelle d'une ville.

*Posseiros* : paysans précaires qui cultivent des petits *sítios* dont ils ont l'usage mais pas la propriété, sur des terres dévolues où dont les propriétaires sont inconnus.

*Potiguars* : indiens du Nordeste du Brésil, dans le Rio Grande do Norte.

*Povoado* : petit hameau de travailleurs ruraux (*povoação, bairro, aldeia, lugarejo* etc.)

*Retirante* : habitant du Nordeste qui émigre, soit vers le sud du Brésil, soit vers l'Amazonie, afin de fuir la sécheresse.

*Rio-grandense* : de ou relatif au Rio Grande do Norte (ou do Sul).

*Sêca* : sécheresse, période de sécheresse.

*Senzala* : habitations des esclaves (vient d'un mot bantou qui signifie demeure).

*Serra* : employé pour désigner un relief peu important, ne doit pas évoquer la « serra » espagnole avec pics et aiguilles, mais plutôt des escarpements limitant des plateaux ou des massifs aux formes lourdes.

*Sertanejo, Sertaneja* : de ou relatif au Sertão, habitant(e) du sertão.

*Sertão* : zone peu peuplée et semi-aride de l'intérieur du Nordeste, où l'on pratique surtout l'élevage du bétail. Par extension, zone isolée et rude, distante des villes ou des villages et des terres cultivées.

*Sitiante* : petit propriétaire d'un *sítio*.

*Sítio* : habitation du cultivateur. Le diminutif *sitosinho* est très fréquent.

*Tabuleiro* : plateau peu élevé, sablonneux, à la végétation rare.

*Urubus* : oiseaux charognards du Nordeste brésilien.

*Usina* : grande exploitation sucrière, de type capitaliste.

*Vaqueiro* : celui qui s'occupe du bétail.

*Varzea* : plaine fertile et humide, au fond d'une vallée.

*Vazante* : berge humide d'un rio ou d'un açude et propice à des cultures temporaires.

*Verde* : saison pluvieuse, opposée à la *sêca*.

*Zona da mata* : zone forestière humide du littoral oriental.

Sources : diverses, notamment,

G.FREYRE, *Maîtres et esclaves*, TEI, Gallimard, 1978, p.513-527.  
E.DA CUNHA, *Hautes Terres*, 1993, Métailié, p.501-512.





BIBLIOGRAPHIE GENERALE
---------------------------

1. A.G.B. - Associação dos Geógrafos Brasileiros, 1996-a, **Espacialidade e Territorialidade: limites da simulação**, Cadernos de resumos Mesas redondas, 10º Encontro Nacional de Geógrafos, Universidade Federal de Pernambuco, Recife, 14-19 juillet 1996, 172 p.
2. ———, 1996-b, **Espacialidade e Territorialidade: limites da simulação**, Resumos, Volume 1, 10º Encontro Nacional de Geógrafos, Universidade Federal de Pernambuco, Recife, 14-19 juillet 1996, 182 p. .
3. ———, 1996-c, **Espacialidade e Territorialidade: limites da simulação**, Resumos, Volume 2, 10º Encontro Nacional de Geógrafos, Universidade Federal de Pernambuco, Recife, 14-19 juillet 1996, 682 p.
4. ALTHUSSER, Louis, 1976, **Positions (1964-1975)**, Editions Sociales, Paris, 174 p.
5. ANDRADE, Ilza Araujo (dir.), 1987, *« Mapeamento e Analise dos conflitos urbanos em Natal: 1976-1986 »*, Relatório de Pesquisa, **UFRN-CEPAU**, Natal, 126 p.
6. ANDRADE, Manuel Corcia de, 1996, *« Le Nordeste brésilien »*, in : **Les Cahiers d'Outre-Mer**, Revue de Géographie de Bordeaux III, n°193, Janvier-Mars 1996, p. 3-30.
7. ———, 1995-a : **A questão do território no Brasil**, HUCITEC/IPESPE, São Paulo/Recife, 135 p.
8. ———, 1995, **O Território do Sal : A exploração do sal marinho e a produção do espaço geográfico no Rio Grande do Norte**, Coleção Mossoroense, Volume 848, Natal (RN), 74 p.
9. ———, 1993, **Caminhos e descaminhos da geografia**, Ed. Papyrus, Campinas (São-Paulo), 88 p.
10. ———, 1989, **Lutas camponesas no Nordeste**, Editora Ática, São-Paulo, 64 p.
11. ———, 1988, **O Nordeste e a Questão Regional**, Editora Ática, São-Paulo, 70 p.
12. ———, 1985-a, **A SECA: Realidade e Mito**, ASA Pernambuco, Recife, 84 p.
13. ———, 1985-b, **Escravidão e Trabalho « livre » no Nordeste Açucareiro**, ASA Pernambuco, Recife, 84 p.
14. ———, 1985-c, *« Les tendances actuelles de la géographie brésilienne »*, **Travaux de l'Institut de Géographie de Reims**, n° 61-62, p.9-22.
15. ———, 1984, **A produção do espaço Norte-Riograndense**, UFRN, Natal (RN), 5ème édition, 76 p.
16. ———, 1964, **A terra e o homem no Nordeste**, 2ème édition, São-Paulo, Ed. Brasiliense, 268 p.

17. ANDRE, Yves et BAILLY, Antoine, 1989, **Représenter l'espace, l'imaginaire spatial à l'école**, Anthropos, Paris, 228 p.
18. ARRUDA, Estacio Ramos de, 1992, **Divisão regional do Brasil em Mesorregiões e Microrregiões Geográficas**, Fundação IBGE, Rio de Janeiro, Volume 2, Tome 2, p.123-138.
19. AUBERT DE LA RUE, Emile, 1957, **Brésil aride (la vie dans la caatinga)**, Coll. Géographie Humaine, n°29, Gallimard-NRF, Paris, 250 p.
20. AURIAC, Franck et BRUNET, Roger (Org.), 1986, **Espaces : jeux et enjeux**, Fondation Diderot, Paris, Fayard, 344 p.
21. AURIAC, Franck, 1986, « *Région-Système: région et système économique* », **L'Espace Géographique**, tome XV, n°4, Octobre-Décembre 1986, p.272-277.
22. AYALA, Maria Ignez Novais, 1988, **No Arranco do Grito: aspectos da Cantoria Nordestina**, Ensaios 127, Editora Áticas, São Paulo, 248 p.
23. BADIE, Bertrand, **La fin des territoires, essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect**, Coll. L'espace du politique, Fayard, 1995, 276 p.
24. BARREIRA, César, 1992, **Trilhas e atalhos do poder : conflitos sociais no sertão**, Rio de Janeiro, Rio Fundo Ed., 193 p.
25. BAILLY, Antoine, FERRAS, Robert, et PUMAIN, Denise (Dir.), 1992, **Encyclopédie de Géographie**, Economica, Paris, 1132 p.
26. BAILLY, Antoine et SCARIATI, Renato, 1990, **L'humanisme en géographie**, Anthropos-Economica, Coll. Géographie, 172 p.
27. BAILLY, Antoine, et FERRIER, Jean-Paul, 1986, « *Savoir lire le territoire: plaidoyer pour une géographie régionale attentive à la vie quotidienne* », **L'Espace Géographique**, p. 259-263, tome XV n°4, Octobre-Décembre 1986.
28. BAILLY, Antoine, 1990, « *Espace et représentations mentales* », in : BAILLY, Antoine et SCARIATI, Renato, 1990, **L'humanisme en géographie**, Anthropos-Economica, Coll. Géographie, 172 p.
29. BAKHTINE, Mikhaïl, 1993, **Esthétique et théorie du Roman**, Coll. TEL, Paris, Gallimard, 490 p.
30. BALIBAR, Etienne et WALLERSTEIN, Immanuel : **Race, nation, classe - Les identités ambiguës**, La Découverte/Poche, Sciences humaines et sociales, 1997.
31. BATAILLON, Claude, DELER Jean-Paul, et THERY, Hervé, 1994, **Amérique Latine**, Géographie Universelle, Belin-RECLUS, 480 p.
32. BAREL, Yves, 1986, « *Le social et ses territoires* » in: AURIAC, Franck et BRUNET, Roger (Org.), **Espaces : jeux et enjeux**, Fondation Diderot, Paris, Fayard, p. 131-139.
33. BEAUJEU-GARNIER, Jacqueline, 1971, **La géographie, méthodes et perspectives**, Masson, Paris, 144 p.
34. BECKER, Bertha K., 1995, « *Organização Territorial e Produção do quadro ambiental brasileiro* », Mimco., *Workshop PADCT*. Ilhéus: MCT, 12 p.

35. ——— et EGLER, C. A., 1991-a, **Brasil : uma nova Potência Regional na Economia-Mundo**, Bertrand-Brasil, Rio de Janeiro. Edition en anglais : **Brazil : a new regional power in the world-economy**, Cambridge University Press, 1992.
36. ———, 1991-b, "Modernidade e integração do território no Brasil: da integração nacional a integração competitiva », **Espaço & Debates**, n° 32, p.47-56.
37. ———, 1990, « Fragmentação do espaço e formação de regiões na Amazonia - um poder territorial ? », **Revista Brasileira de Geografia**, IBGE, 4ème trimestre, p.117-126.
38. ———, 1988, « A geografia e o resgate da geopolítica », **Revista Brasileira de geografia**, N° spécial 50ème annéc. tome 2, IBGE, p.99-126.
39. BENKO, Georges, 1998, **La science régionale**, PUF, Coll. Que-Sais-Je?, n°3355
40. BENKO, Georges, et LIPIETZ, Alain (Ed.), 1992, **Les Régions qui gagnent, Districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique**, PUF, Coll. Economie en Liberté, Paris, 424 p.
41. BENKO, Georges (Ed.), 1990, **La dynamique spatiale de l'économie contemporaine**, Ed. De l'Espace européen, Coll. Géographies en Liberté, La Garenne-Colombes, 396 p.
42. BERDOULAY, Vincent, 1988, « Les idéologies comme phénomènes géographiques », **Cahiers de géographie du Québec**, n°77, p.205-216.
43. BORGES, Amadja Henrique et FERREIRA, Angela Lucia de Araujo, 1987, "Conflitos urbanos em Natal - 1976-1986 (Síntese Revisitada do Mapeamento e Análise dos conflitos urbanos em Natal - Relatório Preliminar)", **UFRN/CEPAU**, Natal (RN).
44. BOURDIEU, Pierre, 1980, « L'Identité et la Représentation: éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », **Actes de la Recherche en Sciences sociales**, n°35, p.63-72
45. BRET, Bernard, et THERY, Hervé, 1996, **Le Brésil : de la croissance au développement**, documentation photographique, La Documentation Française, n°7036.
46. ———, 1985, « Bilan de l'aménagement du territoire au Brésil après vingt ans de régime militaire », **Notes et Etudes Documentaires**, n° 4796, La Documentation Française, Paris.
47. BRET, Bernard, 1982-a, « Inégalités régionales et inégalités sociales: le cas du Brésil », **L'Information Géographique**, p. 46 et suiv.
48. ———, 1982-b, « Nordeste du Brésil: dominants et dominés face à la sécheresse », in: Terres à Hauts Risques, **Hérodote**, p.123.
49. BROSSEAU, Marc, 1996, **Des romans-géographes, essai**, Collection Géographie et Cultures, L'Harmattan, Paris, 246 p.
50. BRUM, Argemiro J., 1991, **O Desenvolvimento Econômico Brasileiro**, Vozes, Série FIDENE, Petrópolis, 317 p.
51. BRUNEL, Sylvie (Ed.), 1991-a, **Sahel, Nordeste, Amazonie, politiques d'aménagement en milieux fragiles**, UNESCO/L'Harmattan, 223 p.
52. ———, 1991-b, **Une tragédie banalisée, la faim dans le monde**, Hachette, Paris, 320 p.

53. ———, 1986, **Le Nordeste brésilien: les véritables enjeux (Pour en finir avec une prétendue fatalité)**, Publications L.S.F. [ Liberté Sans Frontières ], n° 3, mai 1986, Paris, 46 p.
54. BRUNET, Roger, FERRAS, Robert, et THERY, Hervé (Ed.), 1992, **Les mots de la Géographie, dictionnaire critique**, Coll. Dynamiques du Territoire, GIP-RECLUS/La Documentation Française, Montpellier/Paris, 470 p.
55. BRUNET, Roger et DOLLFUS, Olivier, 1990, **Mondes Nouveaux**, tome n° 1 de la Géographie Universelle Hachette-RECLUS.
56. BRUNET, Roger, 1987, **La carte, mode d'emploi**, Fayard/RECLUS, Paris.
57. ———, 1986-a, « *L'écriture de la géographie régionale* », **L'Espace Géographique**, XV n°4, p.241-243.
58. ———, 1986-b, « *L'espace, règles du jeu* », in : AURIAC, Franck et BRUNET, Roger (Org.), 1986, **Espaces : jeux et enjeux**, Fondation Diderot, Paris, Fayard, p. 299 et suiv.
59. BUARQUE DE HOLLANDA, Sergio, 1936, **Raizes do Brasil**, Livraria José Olympio, Rio de Janeiro, 155 p.
60. BUARQUE, Cristovam, 1991, **O colapso da modernidade brasileira e uma proposta alternativa**, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 128 p.
61. CARLOS, Ana Fani Alessandri, 1992, « *Espaço urbano e movimentos sociais* », **Boletim de Geografia Teorética**, n° 43-44, p.147-153.
62. CASTRO, Iná Elias de, GOMES, Paulo Cesar Da Costa et CORREA, Roberto Lobato (Org.), 1995 : **Geografia: Conceitos e Temas**, Bertrand-Brasil, Rio de Janeiro, 353 p.
63. CASTRO, Iná Elias de, **O mito da necessidade: discurso e prática do regionalismo nordestino**, 1992, Editora BERTRAND BRASIL, Rio de Janeiro, 247 p.
64. CASTRO, Josué de, 1965, **Une zone explosive, le Nordeste du Brésil**, Seuil, Paris, 235 p.
65. ———, 1964, **Géographie de la Faim**, Seuil, Paris.
66. CHAMUSSY, Henri, 1986, « *Production d'espace et système spatial* », in : AURIAC, Franck et BRUNET, Roger (Org.), 1986, **Espaces : jeux et enjeux**, Fondation Diderot, Paris, Fayard, p. 193 et suiv.
67. CHAUVET, Alain, 1991, « *De la géographie régionale à la géographie générale des régions* », **Travaux de l'Institut de Géographie de Reims**, n°79-80, p.29-39.
68. ———, 1987, **Porte Nantaise et Isolat Choletais: essai de géographie régionale**, Hérault-Editions, Maulévrier, 268 p.
69. CHESNEAUX, Jean, 1989, **Modernité-monde: Brave Modern World**, Coll. Cahiers Libres, Ed. La Découverte, Paris, 234 p.
70. ———, 1983, **De la modernité**, Coll. Cahiers Libres, Ed. La Découverte, Paris, 272 p.
71. CHEVALIER, Michel (Dir.), 1992, **La littérature dans tous ses espaces**, Coll. Mémoires et documents de Géographie, CNRS-Editions.

72. CHIVALLON Christine, 1996, « Repenser le territoire, à propos de l'expérience antillaise », in : **Géographie et Cultures**, N°20, L'Harmattan, p.45-54.
73. CLAVAL, Paul, 1993, **Initiation à la géographie régionale**, Nathan-Université, Paris, 288 p.
74. ————, 1992, « La géographie et les chronotopes », in : CHEVALIER, Michel (Dir.), 1992, **La littérature dans tous ses espaces**, Coll. Mémoires et documents de Géographie, CNRS-Éditions, p.103-121.
75. ————, 1979, « Régionalisme et consommation culturelle », **L'Espace Géographique**, N° 4, p. 302 et suiv.
76. ————, 1977, **La nouvelle géographie**, Coll. Que-Sais-Je?, PUF, Paris, 128 p.
77. - Centre d' Etudes de géographie tropicale de Bordeaux-Talence, 1971, **La régionalisation de l'espace au Brésil**, 192 p.
78. CLEMENTINO, M. do Livramento, 1996, **Economia e Urbanização: o Rio Grande do Norte nos anos 70**, UFRN-CCHLA, 371 p.
79. ————, 1990, « Complexidades de uma urbanização periférica : NATAL-RN », UFRN, mimeo, 307 p.
80. ————, 1986, **O maquinista de algodão e o capital comercial**, Ed. Universitária, UFRN, Natal (RN), 272 p.
81. COELHO, Jorge, 1985, **As secas no Nordeste e a indústria das secas**, Vozes, Petrópolis, 87 p.
82. COSTA, Idalina Farias Soares, 1986, **O povo do lixo : um estudo sobre a estratificação social da favela Cidade Nova, Natal (RN)**, Ed. Univ. UFRN, 81 p.
83. CUNHA, Euclides da, 1993, **Hautes Terres (La guerre de Canudos) - Os Sertões**, Ed. A.M.Métaillé, Paris, 530 p.
84. DARDEL, E., 1990, **L'homme et la terre, nature de la réalité géographique**, Ed. Du CTHS, 200p.
85. DA SILVA LESSA, Maria Luisa, 1953, « Crescimento da população do Estado do Rio Grande do Norte : comparação entre os recenseamentos de 1920 e 1940 », **Revista Brasileira de Geografia**, Avril-Juin, p.132-136.
86. DAUPHINE, André, 1979, **Espace, Région, Système**, Economica, Paris, 167 p.
87. DIAS, Leila Christina, 1990 « Un indicateur de l'organisation territoriale : l'activité bancaire et son évolution au Brésil », in : BENKO, Georges (Ed.), **La dynamique spatiale de l'économie contemporaine**, Ed. De l'Espace européen, Coll. Géographies en Liberté, La Garenne-Colombes, p. 293-308.
88. ————, 1989, « La pensée géographique au Brésil : hier et aujourd'hui », **L'Espace Géographique**, n°3, p. 193-203.
89. DIMAS, Antonio, 1987, **Espaço e Romance**, Editora Ática, Série Princípios, São Paulo, 77 p.
90. DI MÉO Guy, 1996, (Dir.), **Les territoires du quotidien**, Coll. Géographie Sociale, L'Harmattan, 207 p.

91. ————, 1994, « *Epistémologie des approches géographiques du quartier urbain* », **Annales de géographie**, n° 577, p.255-275.
92. ————, 1993, « *Territoire, patrimoine et formation socio-spatiale (Exemples gascons)* », **Annales de géographie**, n° 573, p.584-502.
93. ————, 1991-a, **L'Homme, la Société, l'Espace**, Anthros-Economica, Paris, 319 p.
94. ————, 1991-b, « *La genèse du territoire local : complexité dialectique et espace-temps* », **Annales de géographie**, Paris, n° 559, p.273-294.
95. ————, 1990, « *De l'espace vécu aux formations socio-spatiales* », **Géographie Sociale**, n°10, p.13-23.
96. ————, 1987, « *Objectivation et représentation des formations socio-spatiales, de l'acteur au territoire* », **Annales de géographie**, n°537,p.564-594.
97. ————, 1985, « *Les formations socio-spatiales ou la dimension infra-régionale en géographie* », **Annales de géographie**, n° 526, p.661-689.
98. DOLLFUS, Olivier, 1997, **La Mondialisation**, Coll. La bibliothèque du citoyen, Presses de Sciences Po, 168 p.
99. DROULERS, Martine, 1995-a, **L'Amazonie**, Coll. « Géographie d'aujourd'hui », Nathan, Paris.
100. ————, (Coord.), 1995-b, « *Brésil, Observations des dynamiques territoriales* », in : **Cahiers des Amériques Latines**, n°20.
101. ————, 1985, « *Sécheresse et systèmes de production dans le Sertão du Nordeste* », **Travaux de l'Institut de Géographie de Reims**, n°61-62, p.53-61
102. ————, 1980, « *Le rôle de l'Etat dans l'aménagement du sertão du Nordeste, le cas de la Paraíba* », **Problèmes d'Amérique Latine, Notes et Etudes Documentaires**, n° 4559-4560, Documentation Française, Paris, p.63-85.
103. DROULERS, Martine et BITOUN Jan, 1989, « *Conflits municipaux et émergence de nouvelles territorialités dans la région métropolitaine de Recife* », in **Travaux et Mémoires de l'I.H.E.A.L.**, n° 47, p.357-367.
104. DROULERS, Martine et WANIEZ Philippe, 1995, « *Un SIG nommé Samba* », **Hérodote**, n°76, p.185-205.
105. DURAND, Marie-Françoise, LEVY, Jacques et RETAILLÉ, Denis (Org.), **Le monde : espace et système**, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, Paris, 565 p.
106. ESCOLAR, Marcelo, 1996 : **Crítica do discurso geográfico**, HUCITEC, São-Paulo, 175 p.
107. FATHI, Triki, 1998, **La stratégie de l'identité**, Arcantières-Essais, 142 p.
108. FELIPE, José Lacerda Alves (Org.), 1995, **Manuel Correia De Andrade: o geógrafo e o cidadão**, CCHLA/UFRN, Natal (RN), 182 p.

109. ———, 1988, *Elementos de Geografia do Rio Grande do Norte*, Editora Universitaria, 100 p.
110. FERNANDES, Bernardo Mançano, 1996, *A territorialização do MST: a formação do MST no estado de São Paulo*, HUCITEC, São-Paulo, 223 p.
111. ———, 1995, « *Questões teórico-metodológicas da pesquisa geográfica em Assentamentos de Reforma Agrária* », Travail présenté dans le cours de « Pos-Graduação : Processos Sociais Agrários - A Construção dos Objetos Sociológicos Alternativos », FFLCH-USP, São-Paulo, inédit.
112. ———, 1994-a, « *A Modernidade no Campo : a luta dos trabalhadores sem-terra* », contribution au Séminaire sur « La pensée géographique au Brésil », FCT-UNESP, 22-24 septembre 1994, Presidente Prudente, Inédit.
113. ———, 1994-b, « *Especialização e Territorialização da Luta pela Terra: a formação do MST - Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra no Estado de São Paulo* », Avril 1994, Dissertação de Mestrado, Depto de Geografia da FFLCH-USP, Universidade de São Paulo.
114. ———, 1992, « *O Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra e a territorialização da luta pela terra no Brasil* », *Revista de Geografia Teórica*, n°43-44, p.634-39.
115. ———, 1991, « *O todo é a parte e a parte é o todo, a interação Espaço-Sujeito* », *Revista Geográfica*, São-Paulo, n°151, p.31-39.
116. FERRAS, Robert, 1993, *Les Modèles Graphiques en Géographie*, Economica-RECLUS, Collection Géo-Poche, 112 p.
117. FERREIRA, Angela Lucia de Araujo, 1991, « *Os territorios que se constroem no cotidiano* », Actes du XIIIème Congrès Brésilien des Architectes, São-Paulo.
118. ———, et QUEIROZ, L.A.P.C.A., 1990-a, « *A incorporação e a intensificação do espaço construído em Natal* », in: *IIº Congresso de Iniciação Científica*, Natal-RN, UFRN, 220 p.
119. ———, et ali, 1990-b, « *Momentos históricos da produção e configuração do espaço construído em Natal* », Travail présenté au cours du Séminaire d'Histoire Urbaine, Salvador - BA.
120. ———, et ali, 1989, « *A produção do Espaço Urbano em Natal: loteamentos* », in: *IV Encontro de Ciências Sociais do Nordeste*, Salvador-BA, 32 p.
121. FERREIRA DE MELLO, João Baptista, 1990, « *Geografia humanística: a perspectiva da experiência vivida e uma crítica radical ao positivismo* », *Revista Brasileira de Geografia*, Rio de Janeiro, 52(4), p. 91-115.
122. FERRIER, Jean-Paul, 1984, *Antée 1, la géographie ça sert d'abord à parler du territoire, ou le métier des géographes*, Edisud, 284 p.
123. FIBGE, 1975, *Censo Agropecuário de 1970 : Rio Grande do Norte*, Rio de Janeiro
124. FIBGE, 1979, *Censo Agropecuário de 1975 : Rio Grande do Norte*, Rio de Janeiro
125. FIBGE, 1984, *Censo Agropecuário de 1980 : Rio Grande do Norte*, Rio de Janeiro
126. FIBGE, 1991, *Censo Agropecuário de 1985 : Rio Grande do Norte*, Rio de Janeiro.



127. FIBGE, 1993, **Anuário Estatístico do Brasil 1992**, Rio de Janeiro.
128. FIBGE, 1979, **Anuário Estatístico do Brasil 1978**, Rio de Janeiro.
129. FOUCAULT, Michel, 1994, **Dits et Ecrits**, Tome IV (1980-88), 896 p.
130. ———, 1988, **Microfísica do poder**, Rio de Janeiro, Grail.
131. ———, 1984, « *Deux essais sur le sujet et le pouvoir* », in: DREYFUS H. et RABINOW P. : **Michel FOUCAULT; un parcours philosophique**, Folio-Essais n°204, p.297-321.
132. ———, 1976-a, « *Questions à Michel FOUCAULT* », **Hérodote**, n°1, p.71-85.
133. ———, 1976-b, **Histoire de la sexualité: la volonté de savoir**, Tel-Gallimard, 214 p.
134. FOSSAERT, Robert, 1977, **La Société**, tome 3 : **Les Classes Sociales**, Scuil.
135. FREMONT, Armand, 1976, **La région, espace vécu**, PUF, Paris, 223 p.
136. FREYRE, Gilberto, 1978, **Maitres et esclaves: la formation de la société brésilienne**, Gallimard, Coll. TEL, n°34, 550 p.
137. ———, **Nordeste, aspectos da influencia da Cana sobre a vida e a paisagem do Nordeste do Brasil**, José Olympio Ed., Rio de Janeiro.
138. FURTADO, Celso, 1987, « *Le Nordeste à la recherche d'une politique alternative de développement*, in : **Le Brésil après le miracle**, Editions de la Maison des Sciences de L'Homme, Collection Brasilia, p.69-80.
139. ———, 1968, **Formação econômica do Brasil**, São Paulo, Editora Nacional, 201 p.
140. GALLAIS, Jean, 1977, « *Alguns Aspectos do Espaço Vivido nas Civilizações do Mundo Tropical* », **Boletim Geográfico**, Rio de Janeiro, 245(35), p. 5-13.
141. GENELOT Sophie, 1998, **Territoires à vivre**, Coll. Questions d'éducation, Ed. Milan, 158 p.
142. "Géographie et Cultures", 1996, Numéro spécial : **Le territoire**, n°20, L'Harmattan.
143. GOHN, Maria da Gloria, 1991, **Movimentos sociais e luta pela moradia**, Ed. Loyola, São-Paulo, 192 p.
144. GOMES, Heloísa Toller, **O poder rural na ficção**, Ensaios 68, Editora Ática, São Paulo, 152 p.
145. GOMES, Horieste, 1991, **A produção do espaço geográfico no capitalismo**, Coleção Repensando a Geografia, Contexto, São Paulo, 74 p.
146. GOMES DA SILVA, Aldenôr, 1996, « *Nova Fase de um « velho » sindicalismo: a produção irrigada de frutas tropicais no pólo agro-industrial do Açu-RN* », CCHLA/UFRN, Natal, 14 p.
147. ———, 1992, **A parceria na agricultura irrigada do Baixo-Açu**, Coleção Vale de Açu, Coleção Humanas Letras, CCHLA, Natal, 102 p.

148. GUMUCHIAN, Hervé, 1991, **Représentations et aménagement du territoire**, Anthropos-Economica, Paris, 144 p.
149. HAESBAERT, Rogério, 1995, « *Desterritorialização: entre as redes e os aglomerados de exclusão* », in: **Geografia: conceitos e temas**, CASTRO, Iná Elias de, GOMES, Paulo Cesar Da Costa e CORREA, Roberto Lobato (Org.), Bertrand-Brasil, Rio de Janeiro, p.165-205.
150. IBGE, 1977, **Geografia do Brasil**, volume 2 : **Região Nordeste**, Rio de Janeiro.
151. IDEC ( *Instituto de Desenvolvimento Econômico do Rio Grande do Norte*), 1996, **Rio Grande do Norte, novo perfil demográfico**, Natal (RN), 23 p.
152. ———, 1995, **Pobreza no Rio Grande do Norte : Condicionantes Socioeconômicos**, Série IDEC: 21 anos, Volume 1, Natal (RN), 70 p.
153. ———, 1994, **Anuário Estatístico do RN**, 436 p.
154. ———, 1993, **O mapa da fome no RN**, (sp).
155. ———, 1993-b, **Indicadores demográficos do Rio Grande do Norte: análise comparativa 1980-1991**, Natal (RN), 57 p.
156. KLEINPENNING, J.M.G., 1991, « Disparités internes et politique de développement régional au Brésil », **Cahiers d'Outre-Mer**, n°174, Avril-Juin 1991, p.113-128.
157. KLATZMANN, Joseph, 1985, **Attention statistiques! Comment en déjouer les pièges**, Cahiers libres, n°405, La Découverte
158. LACOSTE, Yves, 1995, (Dir.), « Les géographes, la science et l'illusion (chorématique stop!) », **Hérodote** n°76, 1er trimestre 1995, 230 p.
159. ———, 1990, **Paysages politiques: Braudel, Gracq, Reclus**, Livre de Poche/Bibliocessais, Paris, 285 p.
160. LASSERE, Guy, 1948, « Le Nordeste du Brésil, un drame de l'économie tropicale », **Cahiers d'Outre Mer**, n°1, Janv-Mars 1948, Bordeaux, p.3-49.
161. LEFEBVRE, Henri, 1986, **Le retour de la dialectique**, Messidor/Éditions Sociales, Paris, 178 p.
162. ———, 1982, **Logique formelle et logique dialectique**, Éditions sociales, Paris, 291 p.
163. ———, 1974, **La production de l'espace**, Anthropos, Paris, 485 p.
164. ———, 1971, **Au-delà du structuralisme**, Anthropos, Paris, 418 p.
165. LELOUP, Yves, 1988, « Le tourisme au Brésil », **Les Cahiers d'Outre-Mer**, n° 164, Octobre-Décembre, Bordeaux, p.331-356.
166. LERAT, Serge, 1988, « *Le Brésil et le Pétrole* », **Les Cahiers d'Outre-Mer**, n° 164, Octobre-Décembre, Bordeaux, p.317-330.
167. LEVY, Jacques, 1994, **L'espace légitime (sur la dimension géographique de la fonction politique)**, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 442 p.
168. ———, « *Un nouveau départ pour la géographie* », **La Pensée**, n° 239, Mai-Juin 1984, p.30-45.

169. ———, 1980, « *Le formel et le dialectique en géographie* », **GEOPOINT 80**, Groupe Dupont, Avignon, p.126-132.
170. LE LANNOU, Maurice et LECOCQ-MULLER, Nice, 1976, **Le nouveau Brésil**, Coll. U-Prisme, Colin, Paris, 250 p.
171. LINHARES, Paulo, 1992, **Cidade de água e sal, por uma antropologia do Litoral Nordeste sem cana e sem açúcar**, Editora Fundação D. Rocha, Fortaleza (CE), 364 p.
172. LIPIETZ, Alain, 1990, « *Le national et le régional, quelle autonomie face à la crise capitaliste mondiale ?* », in : BENKO, Georges (Ed.), 1990, **La dynamique spatiale de l'économie contemporaine**, Ed. De l'Espace européen, Coll. Géographies en Liberté, La Garenne-Colombes, p. 71-103.
173. ———, 1983, **Le capital et son espace**, La Découverte/Maspéro, Paris, 180 p.  
MARANHÃO, Sílvia (Org.), 1984, **A Questão Nordeste: estudos sobre formação histórica, desenvolvimento e processos políticos e ideológicos**, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
174. MARCHAND, Jean-Pierre, « *Contraintes physiques et géographie régionale* », **L'Espace géographique**, tome XV, n°4, Octobre-décembre 1986, p.278-282
175. MAROTI, Giorgio, 1971, **Perfil sociológico della letteratura brasiliana : O Sertão**, Bulzoni Editore, Roma, 105 p.
176. MARTIN, Jean-Yves, 1997, « *La leçon de géographie du M.S.T.* », **Regards**, Décembre 1997, p.34.
177. ———, 1997, « *A geograficidade dos Movimentos Sócio-Espaciais* », **Caderno Prudentino de Geografia**, AGB-Presidente Prudente, São-Paulo, N°19/20, p.26-41.
178. ———, 1996, « *A propos des notions d'identité, de radicalité, de territorialité* », **L'Humanité**, 30 octobre 1996, p.13.
179. ———, 1994, **Identité et territorialité dans le Nordeste brésilien ( Le cas du Rio Grande do Norte )**, Mémoire de DEA de géographie, IGARUN ( Institut de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes), Nantes, 112 p.
180. MARX, Karl, 1847, **Misère de la philosophie**, Editions Sociales, 1972.
181. MATOS, Amicar Dória, 1986, **Nordeste, um desafio para nós todos**, Coleção Portasabertas n°17, Editora Nacional, São-Paulo, 56 p.
182. MENEZES, Djacir, 1937, **O outro Nordeste : formação social do Nordeste**, Livraria José Olympio Editora, Rio de Janeiro, 243 p.
183. MESQUITA, Zila, 1993, « *Divisions, découpages, partitions* », **Espaces-Temps**, n°51-52, p.197-208.
184. MONBEIG, Pierre, 1989, **Le Brésil**, Coll. Que-Sais-Je ?, PUF, Paris, 128 p.
185. MONGIN, Olivier, 1998 : **L'après 1989, les nouveaux langages du politique**, Hachette-Littératures, 264 p.
186. MONTENEGRO, João Alfredo de Souza, 1976, **Ideologia e conflito no Nordeste rural**, Tempo brasileiro, Rio de Janeiro, 287 p.

187. MOTA, Mauro, 1961, **Geografia literaria**, Instituto Nacional do Livro, Rio de Janeiro.
188. MST ( *Movimento dos Trabalhadores rurais Sem-Terra* ), 1995, **Agenda 95**.
189. ———, 1991, **Documento basico do MST**, VI Encontro Nacional, Février 1991.
190. NEVEU, Erik, 1996, **Sociologie des mouvements sociaux**, Coll. Repères, La Découverte, 123 p.
191. NOGUEIRA, Adriano, 1993, **O sujeito irreverente : anotações para uma pedagogia da cultura em movimentos populares**, Papirus, Campinas (SP), 150 p.
192. OLIVEIRA, Ariovaldo de, 1991, **A geografia das lutas no campo**, São Paulo, coll. « Repensando a Geografia », Ed. Contexto, 101 p.
193. OLIVEIRA, Francisco de, 1993, **Elegia para uma re(li)gião: SUDENE, Nordeste, Planejamento e conflitos de classes**, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 138 p.
194. PAULINO, Francisco Souto, 1992, **Nordeste, poder e subdesenvolvimento sustentado, discurso e pratica**, Fortaleza, Ed. UFC, 152 p.
195. PEBAYLE, Raymond, (Ed.), 1996, BRÉSIL, **Les Cahiers d'Outre-Mer**, Revue de Géographie de Bordeaux III, n°193, Janvier-Mars 1996, 112 p.
196. ———, 1992, **Le Brésil**, Nouvelle édition, Coll. Que-Sais-Je ?, PUF, Paris, 128 p.
197. ———, 1989, **Les Brésiliens, pionniers et bâtisseurs**, Collection « Géographes », 360 p.
198. ———, 1985, « *Perceptions spatiales et comportements aménageurs au Brésil* », **Annales de géographie**, n°524, Juillet-Août 1985, p.432-451.
199. PENNA, Maura, 1992, **O que faz ser nordestino, identidades sociais, interesses e o "escândalo" Erundina**, São Paulo, Cortez, 180 p.
200. PRAGANA, Maria Elisa Collier, 1983, **Literatura do Nordeste em torno de sua expressão social**, Livraria José Olympio Editora, Rio de Janeiro, 166 p.
201. **PROJET**, n° 254, Juin 1998, Dossier : "La dynamique des territoires", 136 p.
202. PUMAIN, Denise, et SAINT-JULIEN, Thérèse, 1997, **L'analyse spatiale, tome 1. Localisations dans l'espace**, A. Colin, 168 p.
203. RAFFESTIN, Claude, 1986, "Ecogénèse territoriale et territorialité", in BRUNET R et AURIAC F. (Org.): **Espaces : jeux et enjeux**, p.173-185.
204. ———, 1980, **Pour une géographie du pouvoir**, LITEC, Paris, 247 p.
205. ———, 1977, « *Paysage et territorialité* », **Cahiers de géographie du Québec**, 53-54, spécial, p.123-134.
206. RAMOS, Hélio, 1982, **Nordeste, nação espoliada**, Ed. Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 212 p.
207. RETAILLÉ, Denis, 1997, **Le monde du géographe**, Presses de Sciences Po, 284 p.

208. REYNAUD, Alain, 1981, **Société, Espace et Justice, inégalités régionales et justice socio-spatiale**, PUF, Paris, 284 p.
209. ———, 1979, **Le concept de classe socio-spatiale**, Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, n°38, Reims.
210. RIBEIRO, L.C. de QUEIROZ, (Org), 1994, **Globalização, Fragmentação e Reforma Urbana: o futuro das Cidades Brasileiras na Crise**, Ed. Civilização brasileira, Rio de Janeiro, 426 p.
211. RIVIERE D'ARC, Hélène, 1990, « Réflexions sur les villes », in : **Le Brésil à l'aube du troisième millénaire**, Coord. M.DROULERS, CREDAL, Travaux et Mémoires de l'IHEAL, Série Essais n°6, p.113-117.
212. ROBIC, Marie-Claire, 1992, « *Épistémologie de la géographie* », in : BAILLY, Antoine, FERRAS, Robert, et PUMAIN, Denise (Dir.), 1992, **Encyclopédie de Géographie**, Economica, Paris, p. 55-74.
213. SANGUIN, André-Louis, 1981, « *La géographie humaniste ou l'approche phénoménologique des lieux, des paysages et des espaces* », **Annales de Géographie**, n°501, p.560-587
214. SANTOS, Milton, (Org.), 1994, **Território : Globalização e Fragmentação**, Editora HUTICEC, São-Paulo, 332 p.
215. ———, 1992, « *Modernité, Milieu technico-scientifique et Urbanisation au Brésil* », **Annales de Géographie**, n° 564, p.130 et suiv..
216. ———, ( Org.), 1988, **Novos rumos da geografia brasileira**, Editora HUCITEC, São Paulo, 220 p.
217. ———, 1987, **O espaço do cidadão**, Nobel, São-Paulo, 142 p.
218. ———, 1985, **Espaço e método**, Nobel, São-Paulo, 88 p.
219. ———, 1984, **Pour une géographie nouvelle: de la critique de la géographie à une géographie critique**, Publisud, Paris, 188 p.
220. SANTOS, Paulo Pereira dos, 1994, **Evolução economica do Rio Grande do Norte (Do Século XVI ao Século XX)**, Ed. Clima, Natal (RN), 300 p.
221. **SCIENCES HUMAINES**, 1996-1997, Dossier : **Identité, Identités**, Hors-Série n°15, Auxerre, 52 p.
222. SCHEIBLING, Jacques, 1994, **Qu'est-ce que la géographie ?**, Hachette-Supérieur, 200 p.
223. SCHERER-WARREN, Ilse, 1993, **Redes de Movimentos Sociais**, Edições Loyola, São-Paulo, 143 p.
224. SENECAI, G. 1992, « *Aspects de l'imaginaire spatial : identité ou fin des territoires ?* », **Annales de géographie**, n° 563, p. 28-42.
225. SILVA MELLO, Antônio da, 1964, **Nordeste brasileiro**, Livraria José Olympio Editora, Rio de Janeiro, 382 p.
226. SILVEIRA, Rosa Maria Godoy, 1984, **O Regionalismo Nordestino: existência e consciência da desigualdade regional**, Moderna, São Paulo, 248 p.

227. SOJA, Edward W. , 1989, **Postmodern Geographies: the reassertion of space in critical social theory** | traduction en portugais du Brésil en 1993, **Geografias Pós-Modernas : a reafirmação do espaço na teoria social crítica**, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro, 324 p.
228. SOUZA, Itamar de, et FILHO, João Medeiros, 1988, **A Seca do Nordeste: um falso problema**, Ed. Vozes, Petrópolis, 172 p.
229. SOUZA, Marcelo José Lopes de, 1989, « *O bairro contemporâneo: ensaio de abordagem política* », **Revista brasileira de Geografia**, n° 51, Avril-Juin 1989, p.139-172.
230. S.T.I.N.C (Secretaria de Turismo, Indústria e Comércio), 1996, **Pesquisa do turismo receptivo**, Natal (RN), 43 p.
231. STEGAGNO PICCHIO, Luciana, 1981, **La littérature brésilienne**, PUF, Paris, 128 p.
232. TAMER, Alberto, 1972, **Nordeste, os mesmos caminhos: reforma agrária, afinal ?**, APEC Editora S.A.
233. THERY, Hervé et BRET, Bernard, 1996, **Le Brésil: de la croissance au développement**, documentation photographique, La Documentation Française, n°7036.
234. THERY, Hervé, 1996, **Pouvoir et territoire au Brésil : de l'archipel au continent**, Ed. De la Maison des Sciences de l'homme, 232 p.
235. ————, 1995, **Le Brésil**, 3<sup>ème</sup> édition, Masson, Paris, 240 p.
236. ————, 1991-a, **L'Amérique latine**, Tome 3 de la Géographie Universelle Hachette-RECLUS, Paris, 480 p.
237. ———— et ali, 1991-b, « *Conflits pour la terre et assassinats au Brésil* », **Mappemonde**, 4/91, p.17-19.
238. ————, 1989, « *Contrôle territorial et légitimité politique : l'Etat et les pouvoirs régionaux au Brésil* », **L'Espace Géographique**, n°3, p.218-224
239. ————, 1988, « *Modélisation graphique et analyse régionale, une méthode et un exemple* », **Cahiers de Géographie du Québec**, Vol.32, n°86, p.135-150.
240. ————, 1986-a, **Brésil, un atlas chorématique**, Fayard/RECLUS, 80 p.
241. ————, 1986-b, « *La base de données régionalisée Brésil* », **Cahiers de l'Amérique Latine**, n° 2/3, nouvelle série, p.104.
242. ———— et BRET, Bernard, 1985, Bilan de l'aménagement du territoire après vingt ans de régime militaire, **Problèmes d'Amérique Latine**, n°78, La Documentation Française, Paris, p.115-135.
243. TRICART, Jean L.F., 1992, « *Pollution et qualité de la vie dans un Brésil au développement fluctuant* », **L'Information Géographique**, N°4, A.Colin, Paris, p.153-164.
244. UFRN (Ed.), 1988, **Nordeste, o que há de novo ?**, Natal (RN), 342 p.
245. VALLADÃO, Alfredo G. A. (Ed.), 1982, **Brésil**, Dossier *Autrement* n°44, Paris, 272 p.
246. VALVERDE, Orlando et ali., 1961, « *Geografia Econômica do Nordeste Potiguar* », **Revista Brasileira de Geografia**, n°1, Janvier-Mars 1961, p. 3-42

247. VELTZ, Pierre, 1996, **Mondialisation, Villes et Territoires: l'économie d'archipel**, Coll. *Economie en liberté*, PUF, Paris, 262 p.
248. VILLENEUVE, Paul Y., « *Géographie de la perception et méthode dialectique* », **Cahiers de géographie du Québec**, n°77, p.241-260.
249. VIEIRA, Rosinaldo, 1995, « *Consenso Comunitário, Informativo Cidade Satélite* », Natal (RN), 58 p.
250. VIERA MEIDEROS, Rosa Maria, 1996, « *Les assentamentos, manifestations de la lutte pour la terre au Brésil* », in : **Les Cahiers d'Outre-Mer**, Revue de Géographie de Bordeaux III, n°193, Janvier-Mars 1996, p. 95-108.
251. ZWEIG, Stefan, 1996, **Pays, Villes, Paysages**, Bclfond, Paris, 252 p.







## TABLE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

### Introduction

FIGURE 1 : BRÉSIL, NORDESTE ET RIO GRANDE DO NORTE	14
SCHEMA 1 : ORGANISATION ET DYNAMIQUE DE LA RECHERCHE	28
TABLEAU 1 : ORGANISATION ET LOGIQUE DE LA RECHERCHE, VUE D'ENSEMBLE	32

### Première Partie

TABLEAU 1 : BRÉSIL ET NORDESTE, STRUCTURES SOCIALES COMPAREES	39
TABLEAU 2 : DIMENSIONS DE LA TERRITORIALITE ET TYPES DE PRATIQUES SOCIO-SPATIALES	81
TABLEAU 3 : LES GROUPES MULTIMEDIAS DE COMMUNICATION DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1991)	96
FIGURE 1 : LE RIO GRANDE DO NORTE, UN MICROCOSME GEOGRAPHIQUE DU NORDESTE	46
FIGURE 2 : LE RIO GRANDE DO NORTE	50

### Deuxième Partie

TABLEAU 1 : CHRONOLOGIE DE LA PUBLICATION DES ROMANS DE JOSE LINS DO REGO (1901-1957)	122
TABLEAU 2 : NOMBRE D'USINAS DANS LE NORDESTE BRÉSILIEN (1910-1920)	124
TABLEAU 3 : LE CYCLE DE LA DECADENCE DES CORONELS DANS LES ROMANS DE J. LINS DO REGO	136
TABLEAU 4 : ORIGINES SOCIO-PROFESSIONNELLES DES DEPUTES FEDERAUX DES ETATS NORDESTINS (1945-1987)	171
TABLEAU 5 : REPARTITION DES THEMES DES DISCOURS DES DEPUTES FEDERAUX NORDESTINS (1946-1985)	171
TABLEAU 6 : AUTEURS ET SUJETS DE L'OUVRAGE BRÉSILIEN "GEOGRAFIA: CONCEITOS E TEMAS" (1995)	176
TABLEAU 7 : COMPARAISON DES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES MULTIPLES DE L'OUVRAGE BRÉSILIEN « GEOGRAFIA: CONCEITOS E TEMAS » PAR AUTEURS CITES ET PAR ORIGINES NATIONALES (1995)	177

### Troisième Partie

TABLEAU 1 : TAUX D'ACCROISSEMENT INTERCENSITAIRE DES CENTRES URBAINS DU RIO GRANDE DO NORTE SELON LA TAILLE (1980-1991)	200
TABLEAU 2 : LA POURSUITE DU "BASCULEMENT URBAIN" DES MUNICIPES DU RIO GRANDE DO NORTE ENTRE 1980 ET 1991	201
TABLEAU 3 : BALANCE MIGRATOIRE PAR REGIONS (1970-1980) SELON L'ESPACE RURAL OU URBAIN	201
TABLEAU 4 : LA DYNAMIQUE URBAINE DES MUNICIPES DU RIO GRANDE DO NORTE (1980-1991, SELON LES REGIONS HOMOGENES DE L'IDEC)	202
TABLEAU 5 : EVOLUTION DE LA PART DE LA POPULATION DE NATAL DANS CELLE DU RIO GRANDE DO NORTE (1900-1991)	203
TABLEAU 6 : LA POPULATION DU "GRAND NATAL" (1980-1991)	203
TABLEAU 7 : PROVENANCE DES MIGRANTS A NATAL SELON LE LIEU DE NAISSANCE ET DE RESIDENCE PRECEDENT (1987)	204
TABLEAU 8 : LE SYSTEME DES VILLES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1991)	208
TABLEAU 9 : "OU SE CONCENTRE LA MOITIE DE LA POPULATION ?" DANS LE RIO GRANDE DO NORTE.	210
TABLEAU 10 : STRUCTURE DU RESEAU ROUTIER DU RIO GRANDE DO NORTE (1993)	211
TABLEAU 11 : EVOLUTION INTERCENSITAIRE DE LA POPULATION DES MUNICIPES SELON LA HIERARCHIE DE LEUR DESSERTTE ROUTIERE (1980-1991)	214
TABLEAU 12 : LA DERURALISATION DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	220

TABLEAU 13 : EVOLUTION DU NOMBRE DE MUNICIPES AU BRESIL ET DANS LES ETATS NORDESTINS (1940-1990)	222
TABLEAU 14 : CHRONOLOGIE DES CREATIONS DE MUNICIPES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1599-1996)	223
TABLEAU 15 : EVOLUTION DU NOMBRE DE MUNICIPES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE SELON LES REGIONS 1920-1970	223
TABLEAU 16 : SUBDIVISION DU RIO GRANDE DO NORTE SELON L'IDEC	228
TABLEAU 17 : RIO GRANDE DO NORTE, MESOREGIONS, MICROREGIONS ET NOMBRE DE MUNICIPIOS, AVANT ET APRES LA MODIFICATION DES CRITERES DE SUB-REGIONALISATION DE L'IBGE.	232
TABLEAU 18 : EVOLUTIONS CONTRASTEES DES MUNICIPES "MESOREGIONAUX" CENTRAUX DE 1991 A 1996	237
TABLEAU 19 : PETITS MUNICIPES DE PLUSIEURS MILLIERS D'HABITANTS A FORTE CROISSANCE ET A TAUX D'URBANISATION ELEVE (1991-1996)	238
TABLEAU 20 : MUNICIPES DE 7.000 A 10.000 HABITANTS AYANT ACCUEILLI UNE PROPORTION DE NOUVEAUX RESIDENTS D'AUTRES MUNICIPES DU RIO GRANDE DO NORTE SUPERIEURE A LA MOYENNE ESTADUALE ENTRE 1991 ET 1996.	240
TABLEAU 21 : COMPARAISON DES RESULTATS DES RECENSEMENTS DE 1980 ET 1991 ET DU "COMPTAGE" DE 1996 DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	241
TABLEAU 22 : MUNICIPES SITUES SUR LES GRANDS AXES ROUTIERS A MOINS DE 100 KM DE NATAL ET A FORTE CROISSANCE (1991-1996)	244
TABLEAU 23 : EVOLUTION DES REVENUS PAR TYPE DE CLASSES SOCIALES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1980-1991)	247
TABLEAU 24 : REPARTITION DE LA PAUVRETE PAR DEGRE D'INDIGENCE ET EN NOMBRE DE MUNICIPES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1991)	257
TABLEAU 25 : EVOLUTION DE LA TAILLE MOYENNE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES PAR REGION DANS LE RIO GRANDE DO NORTE ( 1970-1985 )	265
TABLEAU 26 : LES GRANDS LATIFUNDIOS DE PLUS DE 1.000 HA. ET LEUR POIDS DANS LA STRUCTURE FONCIERE (1970-1985)	267
TABLEAU 27 : RECENSEMENT AGRICOLE 1995-1996 DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	273
TABLEAU 28 : STRUCTURES FONCIERES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1970-1995)	274
TABLEAU 29 : REPARTITION DE LA PRODUCTION DE CANNE A SUCRE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE ( 1992 )	285
TABLEAU 30 : LES MUNICIPES SUCRIERS DU RIO GRANDE DO NORTE	286
TABLEAU 31 : PRODUCTION DE SEL MARIN AU BRESIL SELON LES ETATS FEDERES PRODUCTEURS (1960-1990)	289
TABLEAU 32 : L'ACTIVITE DE LA PETROBRAS DANS LE RIO GRANDE DO NORTE, PRODUCTION, PROSPECTION ET « ROYALTIES »	295
TABLEAU 33 : TOURISME - DONNEES STATISTIQUES GENERALES "GRAND NATAL" 1987-1994	302
TABLEAU 34 : NOMBRE D'HOTELS, DE CHAMBRES ET DE LITS DANS LE "GRAND NATAL" (1993)	303
TABLEAU 35 : DETAIL DES PREVISIONS D'IMPLANTATIONS NOUVELLES D'HOTELS CLASSES SUR LA VIA COSTEIRA A NATAL ( RN ) DE 1995 A 1998.	305
TABLEAU 36 : REPARTITION DES TOURISTES A NATAL PAR PAYS EMETTEURS (FEVRIER 1996)	306
TABLEAU 37 : PRINCIPAUX MARCHES EMETTEURS DE TOURISTES	307
TABLEAU 38 : CONTENU THEMATIQUE COMPARE DES PHOTOGRAPHIES DE DEUX BROCHURES TOURISTIQUES SUR NATAL ET LE LITTORAL DU RIO GRANDE DO NORTE	309
TABLEAU 39 : LES PRATIQUES TOURISTIQUES ET LEUR NIVEAU D'APPRECIATION NATAL - FEVRIER 1996	313
FIGURE 1 : EVOLUTION DES POPULATIONS URBAINE ET RURALE DU RIO GRANDE DO NORTE 1940-2000 (MILLIERS)	195
FIGURE 2 : RELATION DE ZIPF DANS LA HIERARCHIE URBAINE DU RIO GRANDE DO NORTE ( 1980 ET 1991 )	198
FIGURE 3 : HIERARCHIE ET DYNAMIQUES DES CENTRES URBAINS DANS LE RIO GRANDE DO NORTE.	207
FIGURE 4 : DYNAMISMES TERRITORIAUX DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1980-1991)	213
FIGURE 5 : DENSITES RURALES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1991)	218
FIGURE 6 : DEUX REGIONALISATIONS DU RIO GRANDE DO NORTE	229
FIGURE 7 : LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DES MUNICIPES	236
FIGURE 8 : DYNAMIQUES DE PEUPEMENT DANS LE RIO GRANDE DO NORTE ENTRE 1980, 1991 ET 1996.	242
FIGURE 9 : EVOLUTION DES REVENUS PAR CATEGORIES SOCIALES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (1980-1991)	249
FIGURE 10 : DISTRIBUTION DU REVENU PERSONNEL DES CHEFS DE DOMICILES PAR TRANCHES DE SALAIRES EN FONCTION DU SALAIRE MINIMUM ( 1980-1991 ) DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	250
FIGURE 11 : CLASSIFICATION DES MUNICIPES EN FONCTION DE LA REPARTITION DES CHEFS DE FAMILLES PAR DECILES DE REVENUS A PARTIR DE 1/2 SALAIRE MINIMUM (SOURCE IDEC 1995)	251

FIGURE 12 : "CARTE DE LA FAIM" DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	258
FIGURE 13 : INDICES D'INDIGENCE ALIMENTAIRE PAR MICROREGIONS GEOGRAPHIQUES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	259
FIGURE 14 : EVOLUTION DE LA REPARTITION DU % DES ETABLISSEMENTS RURAUX PAR CATEGORIES DE TAILLE ( EN HA.)	262
FIGURE 15 : EVOLUTION DU % DES SUPERFICIES DES ETABLISSEMENTS RURAUX PAR CATEGORIES DE TAILLE ( EN HA.)	262
FIGURE 16 : ETAT ACTUEL DE LA STRUCTURE FONCIERE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	264
FIGURE 17 : SUPERFICIE MOYENNE DES "ETABLISSEMENTS" RURAUX (1985).	266
FIGURE 18 : COMPARAISON DES STRUCTURES FONCIERES DES MUNICIPES DE BREJINHO ET DE RIACHUELO - REGION AGRESTE POTIGUAR (1985)	272
FIGURE 19 : EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA REPARTITION DES TERRES AGRICOLES DANS LE RIO GRANDE DO NORTE DANS LES RECENSEMENTS AGRICOLES DE 1970 A 1995	275
FIGURE 20 : LOCALISATION DES PLAGES SUR LE LITTORAL TOURISTIQUE DU RIO GRANDE DO NORTE	304
FIGURE 21 : AGE DES TOURISTES A NATAL EN FEVRIER 1996	312

### Quatrième Partie

TABLEAU 1 : LES ESPACES MILITAIRES A NATAL	351
TABLEAU 2 : LES "LOTISSEMENTS" A NATAL SELON LES DECENNIES	352
TABLEAU 3 : LES "CONJUNTOS HABITACIONAIS" A NATAL	354
TABLEAU 4 : DISTRIBUTION SPATIALE DES "INCORPORATIONS" A NATAL	356
TABLEAU 5 : REPARTITION DES ZONES PAUVRES ET DES FAVELAS DANS LES 35 QUARTIERS DE NATAL	362
TABLEAU 6 : DUREE DE L'ETABLISSEMENT DES FAVELADOS A SOPAPO (MÃE LUIZA)	367
TABLEAU 7 : SITUATION DES HABITANT(E)S PAR RAPPORT AU TRAVAIL	367
TABLEAU 8 : CATEGORIES PROFESSIONNELLES DES FAVELADOS DE SOPAPO (MÃE LUIZA)	368
TABLEAU 9 : REVENUS DES FAMILLES DE LA FAVELA SOPAPO	369
TABLEAU 10 : COMPARAISON DE LA REPARTITION DES REVENUS, FAVELA SOPAPO (MÃE LUIZA) / RIO GRANDE DO NORTE (1995)	369
TABLEAU 11 : MOYENS UTILISES POUR L'ACHEMINEMENT DES REVENDICATIONS	376
TABLEAU 12 : ORIGINE ET PERIODE DE LA CREATION DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES	376
TABLEAU 13 : ESPACES OU SONT TERRITORIALISES LES MOUVEMENTS URBAINS A NATAL	377
TABLEAU 14 : TYPES DE PROBLEMES FAISANT L'OBJET DE REVENDICATIONS DE LA PART DES MOUVEMENTS URBAINS	377
TABLEAU 15 : REPARTITION DES MOUVEMENTS PAR TYPES D'OBJECTIFS ET PAR ZONES GEOGRAPHIQUES NATAL - 1994	380
TABLEAU 16 : REPARTITION DES REFERENCES SPATIALES DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES DE LA ZONE NORD DE NATAL - 1996	381
TABLEAU 17 : EDITIONS, TIRAGE ET DIFFUSION DU JOURNAL COMMUNAUTAIRE CONSENSO COMUNITARIO DANS LE QUARTIER DE CIDADE SATELITE (1993-1995)	388
TABLEAU 18 : LES ASSENTAMENTOS DE REFORME AGRAIRE AU BRESIL (1986-1996)	401
TABLEAU 19 : ETAT DES ACAMPAMENTOS DANS LE RIO GRANDE DO NORTE AU 8/8/1996	419
TABLEAU 20 : EXPROPRIATIONS POUR CAUSE DE REFORME AGRAIRE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE (25 MARS 1995)	432
TABLEAU 21 : REPARTITION REGIONALE DES ASSENTAMENTOS DE REFORME AGRAIRE DANS LE RIO GRANDE DO NORTE	436
TABLEAU 22 : UN ECHANTILLON REPRESENTATIF DE 21 PROJETS D'ASSENTAMENTOS DE L'INCRA-RN	442
TABLEAU 23 : ETAT DE L'AMENAGEMENT DE 21 ASSENTAMENTOS DU RIO GRANDE DO NORTE, A LA DATE D'AVRIL 1995.	443
TABLEAU 24 : ACCESSIBILITE DE 18 PROJETS D'ASSENTAMENTOS DU RIO GRANDE DO NORTE	447
TABLEAU 25 : INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES SUR LES ASSENTAMENTOS AU BRESIL	450
TABLEAU 26 : "CE QUE VEUT LE MST" ( NATAL, 4 MAI 1995)	467
FIGURE 1 : OCCUPATION TERRITORIALE DE NATAL	350
FIGURE 2 : REVENU MOYEN PAR FOYER A NATAL SELON LES QUARTIERS URBAINS ( EN SALAIRE MINIMUM).	360
FIGURE 3 : REPARTITION DES POPULATIONS DE NATAL, DES ZONES DEFICIENTES ET DES FAVELAS EN % DU TOTAL DE LA POPULATION DE CHAQUE CATEGORIE PAR REGION	362
FIGURE 4 : ZONES PAUVRES ET FAVELAS A NATAL (1994)	363
FIGURE 5 : ORIGINE GEOGRAPHIQUE ET LOCALISATION DU PRECEDENT LOGEMENT DES FAVELADOS DE SOPAPO (MÃE LUIZA) NATAL-RN 1995	366

FIGURE 6 : LES <i>ASSENTAMENTOS</i> DE REFORME AGRAIRE AU BRESIL (1994)	402
FIGURE 7 : <i>ACAMPAMENTO</i> DU MST-RN A VALE DE ESPERANÇA (TOUROS), NOVEMBRE 1995	408
FIGURE 8 : VISITE DE L' <i>ACAMPAMENTO</i> LAGOA DO JIQUI, DANS LA FAZENDA CAPIVARA (TOUROS) PAR UNE DELEGATION, LE 9 NOVEMBRE 1995 ( PHOTO FERNANDO MIMÉIRO MST-RN ).	411
FIGURE 9 : LES <i>ACAMPAMENTOS</i> DU MST DANS LE <i>RIO GRANDE DO NORTE</i> ( AU 8 JUILLET 1996 )	418
FIGURE 10 : L' <i>ASSENTAMENTO</i> DE REFORME AGRAIRE, LIEU DE SOCIALISATION ET DE COOPERATION ( PHOTO FERNANDO MIMÉIRO MST-RN ).	429
FIGURE 11 : L'OCCUPATION DES BATIMENTS PUBLICS PAR LE MST-RN : LE SIEGE DE L'INCRA-RN A NATAL ( PHOTO FERNANDO MIMÉIRO MST-RN ).	429
FIGURE 12 : NOMBRE CUMULE DE PROJETS D' <i>ASSENTAMENTOS</i> « <i>CREES</i> » DANS LE <i>RIO GRANDE DO NORTE</i> , DE 1987 A 1995.	434
FIGURE 13 : REPARTITION EN QUATRE REGIONS DES <i>ASSENTAMENTOS</i> DE REFORME AGRAIRE DANS LE <i>RIO GRANDE DO NORTE</i> ( EN % DU TOTAL )	435
FIGURE 14 : SPATIALISATION DES <i>ASSENTAMENTOS</i> DE REFORME AGRAIRE DANS LE <i>RIO GRANDE DO NORTE</i>	437
FIGURE 15 : PLAN DE LA MAISON TYPE DANS LES <i>ASSENTAMENTOS</i> DE REFORME AGRAIRE DU <i>RIO GRANDE DO NORTE</i>	446

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES  
DE L'A.N.R.T.

Dépôt légal : Novembre 2002













**39,64€**